00030959

BOMBAY BRANCH
OF THE
Royal Asiatic Society.
Class 6

Digitized with financial assistance from
Dr. S.R.Babu
on 19 February, 2019

TABLEAU HISTORIQUE
DE LA GUERRE
DE
LA RÉVOLUTION DE FRANCE

TOME II.

TABLEAU HISTORIQUE

DE LA GUERRE

DE

LA RÉVOLUTION DE FRANCE,

DEPUIS SON COMMENCEMENT EN 1792,
JUSQU'A LA FIN DE 1794;

PRÉCÉDÉ D'UNE INTRODUCTION GÉNÉRALE,

contenant l'Exposé des moyens défensifs et offensifs sur les frontières du Royaume en 1792, et des Recherches sur la force de l'Armée Française, depuis Henri IV jusqu'à la fin de 1806;

ACCOMPAGNÉ

30959

D'UN ATLAS MILITAIRE,

ou Recueil de Cartes et Plans pour servir à l'intelligence des opérations des armées; avec une Table Chronologique des principaux événemens de la guerre, pendant les campagnes de 1792, 1793 et 1794.

TOME SECOND.

A PARIS,

Chez TREUTTEL et WÜRTZ, ancien hôtel de Lauraguais, rue de Lille, n° 17, vis-à-vis les Théatins;

A STRASBOURG, même maison de commerce, rue des Serruriers, n° 3.

1808.

V
F6944.04
Tab/Tal
30959

TABLE

DU SECOND VOLUME.

INTRODUCTION.

§. I. *Motifs et Déclaration de la Guerre.* (Page 1.)

Le projet, supposé aux révolutionnaires, de répandre des propagandistes dans toute l'Europe inspire des inquiétudes aux différens souverains, page 2

Les mauvais traitemens faits à Louis XVI rendent sa cause commune à tous les potentats; mais les décrets de l'Assemblée nationale qui paroissent violer les traités, sont un mobile bien plus puissant pour les tirer de l'inaction, 2

Les rois d'Angleterre, de Prusse, d'Espagne, de Suède, de Sardaigne, de Naples, la Suisse, les Cercles de l'Empire et l'Empereur posent les premières bases d'une coalition, 4

L'Empereur s'abouche avec le comte d'Artois à Mantoue, 4

Le roi de Suède Gustave III est destiné à se mettre à la tête d'un corps de troupes qui doit descendre en Normandie, 4

Fuite du Roi; il est arrêté à Varennes et ramené à Paris, 5

Le roi de Prusse et l'Empereur s'unissent par un traité signé à Pilsnitz, 5

Le Corps législatif remplace l'Assemblée constituante, 6

Celui-ci demande au Roi de faire expliquer la cour de Vienne, 6

Mort de l'empereur Léopold; François II, son fils, lui succède. 7

Le roi de Suède est assassiné, il meurt, 7

Différentes réponses de la cour de Vienne, 8

On pense dans le Corps législatif à provoquer la guerre, 9

Le ministre des affaires étrangères, Dumourier, décide le Roi à venir dans l'Assemblée pour la proposer lui-même, 10

§. II. *Armées.* (Page 14.)

Armée du Nord : cinquante-trois mille trois cent quatre-vingt-onze hommes, de Dunkerke à Philipeville; le maréchal de Rochambeau, page 14

Armée du centre : soixante-deux mille cent hommes, de Philipeville à Bitsche; le général la Fayette, 14

Armée du Rhin : quarante-huit mille huit cent quarante-cinq hommes, de Landau à Bellay, département de l'Ain ; le maréchal de Luckner, page 15
Armée du Midi : environ soixante-deux mille hommes, de Grenoble à Bordeaux ; le général Montesquiou, 15

§. III. *Plan d'opérations.* (Page 17.)

On s'arrête d'abord à la défensive, et à former trois camps, à Maubeuge, Valenciennes et Dunkerke, page 17
Le ministre Dumourier dérange ce plan, 17
Il propose l'envahissement de la Belgique et l'obtient, 18
Ordre au maréchal de Rochambeau de former les trois camps indiqués, et de réunir dix mille hommes sous le commandement du général Biron, pour marcher sur Mons, de là sur Bruxelles, Gand, Louvain, etc., tandis que le même jour, un second corps sortira de Lille pour se porter sur Tournai, et un troisième de Dunkerke sur Furnes, 18 et 19
En même temps le général la Fayette doit marcher avec dix mille hommes à Givet, et successivement sur Namur et Hui, pendant que le reste de son armée s'avancera sur Verdun et Stenai, afin de le joindre et d'aller sur Liége, 20
Le maréchal de Luckner doit aussi porter un corps de huit mille hommes vers la Sarre, et s'emparer en même temps des gorges de Porentrui, 21

CAMPAGNE DE 1792. (Page 23.)

CHAPITRE PREMIER. PREMIÈRE ENTREPRISE CONTRE LES PAYS-BAS AUTRICHIENS. (Page 23.)

Armée du Nord. (Page 23.)

Proclamation de l'archiduchesse Marie-Christine et du duc de Saxe-Teschen, contre les suggestions révolutionnaires, page 24
Le général Biron rassemble au camp de Famars dix bataillons et dix escadrons, 24
Il marche et campe à Quiévrain, 24
Il s'en empare, et s'avance vers les hauteurs de Boussu, 24
Dans la nuit une insurrection se déclare, 25
Il ordonne la retraite pour le lendemain, 25
Au moment où elle s'effectue, les ennemis ayant attaqué, on entend des cris de *sauve qui peut*, et tout fuit dans le plus grand désordre, 25
On s'arrête à Quiévrain, 25
Bientôt on l'abandonne avec les effets de campement, les équipages, l'artillerie, et l'on arrive à Valenciennes dans la plus grande confusion, 26

Expédition contre Tournai encore plus malheureuse, page 26
Massacres à Lille, 27
Le général Carle, qui avoit marché sur Furnes, se replie à Dunkerke, 27
Ces échecs excitent les plus violens murmures contre le ministre Dumourier, 27
Loi pour défendre à l'avenir le massacre des prisonniers de guerre, 28
Mise en accusation des cinquième et sixième régimens de dragons, 28

CHAPITRE II. — *Armée du Centre.* (Page 29.)

Le corps aux ordres du général la Fayette se trouve réuni à Givet, où il occupe une position inexpugnable à la droite de la Meuse, page 29
Il reste dans l'inaction, et conserve sa position sous Givet, 30
M. de Grave quitte le ministère de la guerre, et M. de Servan le remplace, 30
L'armée corrompue par l'insubordination et la licence, 30
Les déroutes de Mons et de Tournai, quoique très-peu importantes, répandent une grande alarme sur les frontières, 30
Le général Gouvion va camper à Hemptinne, 31
Les Autrichiens emportent Bavai, que les Français reprennent, 31
Le maréchal de Rochambeau demande un successeur, 31
Le Roi fixe son choix sur le maréchal de Luckner, 31
Il est mandé à Paris pour se concerter avec le ministère, 31

CHAPITRE III. — *Armée du Rhin.* (Page 33.)

Le maréchal de Luckner cantonne une partie de son armée dans la Basse-Alsace, page 33
Il charge le général Custine de l'envahissement de la principauté de Porentrui, 33
Il s'en rend maître, 34
On forme un camp de cinq mille hommes à Hesingen, près de Huningue, un autre sous le canon de Neu-Brisach, un troisième à Plobsheim, près de Strasbourg, enfin un quatrième à Neukirchen, près de Sarguemines, 34
Les émigrés se rassemblent dans les électorats de Trèves, de Mayence et dans le Palatinat, 35
Le général Biron est nommé pour commander sur le Rhin, 35
Les Autrichiens font des préparatifs hostiles dans le Luxembourg, 35
Le général Kellermann vient camper à Waldgasten, entre Saarbruck et Sarre-Louis, 35
Le prince de Hohenlohe-Kirchberg rassemble trente mille hommes à Schwetzingen, près de Manheim, 36
Le général Kellermann vient camper à Bouquenon, 36
Il discute avec le général Biron la défense du Rhin, 36

On arrête de garder les lignes de la Queiche, page 36
Le prince de Hohenlohe passe le Rhin et vient camper à Réhute, entre Spire et Manheim, 37
Le général Biron ordonne une reconnoissance, 37
Le général Custine, à qui elle est confiée, trouve les avant-postes ennemis en avant de Landau, 37
Le corps de leur armée étoit alors à Lingenfeld, 37
Ils veulent assiéger Landau, 38
Le maréchal de Luckner confie la défense de cette place au général Custine, 38
Il fait camper le général Kellermann à Lauterbourg, 38
Le prince de Hohenlohe échoue devant Landau, 38
Il marche par Kayserlautern sur Hombourg, dans le dessein de côtoyer la Sarre et de passer la Moselle, entre Trèves et Thionville, 39
Le général Martignac émigre du camp de Hesingen, 39
Le général Kellermann reçoit l'ordre de venir prendre le commandement de l'armée du centre, et d'y conduire dix mille hommes tirés de l'armée du Rhin, 39

CHAPITRE IV. — *Armée du Midi.* (Page 41.)

Le ministre Dumourier avoit songé, dès le mois d'avril, à la conquête de la Savoie, page 41
Il ne prend cependant aucune mesure à ce sujet, 41
Le général Montesquiou, commandant dans le Midi, se plaint de cet excès de négligence, 42
M. Dumourier néglige ces représentations, dont le ministre Servan s'occupe, 42
Le roi de Sardaigne accorde la paie de guerre à ses troupes, 42
Un corps nombreux d'Autrichiens est prêt à s'y réunir, 42
Le général Montesquiou craint de leur part une invasion sur Lyon, 42
Il se rend à Paris pour éveiller l'attention du Corps législatif sur cet ordre de choses, 42

CHAPITRE V. — *Armée du Nord.* (Page 44.)

Le maréchal de Luckner propose de servir d'aide-de-camp au maréchal de Rochambeau, et de faire ses efforts pour l'engager à rester à son poste, page 45
Il part pour Valenciennes, 45
Réunion dans cette ville des maréchaux de Luckner et de Rochambeau et du général la Fayette, 45
Ces trois généraux réunis, blâment fortement la déclaration de guerre et les premières opérations militaires, 45
M. de Rochambeau persiste à quitter le commandement, 46
M. de Luckner le remplace, 46.

Il se charge de la défense de la frontière de Dunkerke à Philipeville, et M. de la Fayette de celle de Philipeville à Metz, page 46
Ces deux généraux demandent des forces suffisantes pour agir, des armes, des munitions, etc., 46
Le général autrichien Sztarai marche sur Florenne et canonne le camp d'Hemptinne, 47
Le général Gouvion se retire, 47
Le ministre Dumourier continue à soutenir l'offensive dans le conseil, 48
Le maréchal de Luckner propose à la Cour un plan différent, 48
On lui ordonne l'offensive, 50
Le général la Fayette vient occuper le camp de Maubeuge, 50
Le maréchal de Luckner se porte sur la Lys, son avant-garde s'empare de Menin, et bientôt après de Courtrai, 51
Le général autrichien Clairfait surprend les postes avancés du général Gouvion, qui est tué en se retirant, 51
Le duc de Saxe-Teschen envoie le général Beaulieu à Tournai, 52
Il forme à Halle un camp destiné à couvrir Bruxelles, 52
Le général la Fayette vient camper à Tainières, 52
Il retourne à Maubeuge, 53
Les ministres Servan, Clavière et Roland sont renvoyés, 53
Le ministre Dumourier est obligé de quitter aussi sa place, 54
Il va servir sous le maréchal de Luckner, 54
Journée du 20 juin, 54
Le général la Fayette vient à Paris, 55
Il échoue dans ses projets, 55
Le maréchal de Luckner reste dans l'inaction dans son camp de Menin, 55
Les Autrichiens sont délogés des faubourgs de Courtrai où le général Jarri fait mettre le feu, 56
Le maréchal de Luckner évacue Courtrai, et revient à Famars près de Valenciennes, 56
Le nouveau ministère se décide à la guerre défensive, 57
Changemens dans la distribution des armées, 57, 58 et 59
Les Autrichiens prennent l'offensive, 60
Ils attaquent et emportent Orchies, 60
Les Français les en chassent, 61
Le général Arthur Dillon prend le commandement de l'armée du Nord, 61
Différens mouvemens des Autrichiens pour favoriser l'exécution du plan de campagne arrêté entre les coalisés, 61 et 62
Le général Clairfait se porte sur Luxembourg avec douze mille hommes, 62
Différens petits combats autour du camp de Maulde, 63
Les Français y ont l'avantage, 63

CHAPITRE VI. — *Puissances coalisées.* (Page 64.)

Manifeste de l'empereur d'Allemagne et du roi de Prusse, page 64
Ces deux pièces excitent contre Louis XVI la fureur de ses ennemis, 64
Les Prussiens s'approchent de Coblentz, 64
Les Hessois sont en mouvement pour les joindre, 65
Ces forces, en comptant celles des Autrichiens, montent à environ cent cinquante mille hommes qui menacent la France, 65
Projets des alliés, 66
L'Assemblée décrète la patrie en danger, 67
La nation française divisée en cinq partis, 67
Déclaration des princes français, 68
Proclamations du duc de Brunswick, 68
Nuit du 9 au 10 août, 68 et 69
La commune de Paris enferme le Roi au Temple, 69
Les armées du midi et du Rhin adhèrent sans réclamation à la suspension du Roi, 70
Il n'en est pas de même à l'armée du Nord, encore moins à celle du Centre, 70
Rappel des ministres Servan, Roland et Clavière, 69
Destitution du général la Fayette, 71
Il est remplacé par le général Dumourier, 72
Les Français déploient un grand esprit public, 74
Inquiétude du Conseil exécutif sur les généraux, 75
Il jette les yeux sur le général Grimoard, pour commander la principale armée, 76
Il s'y refuse, 77
On exige de lui un plan de guerre et de campagne, 77
Mesures militaires, 77

CHAPITRE VII. — *Invasion des Coalisés en France.* (Page 79.)

Les Prussiens décampent de Coblentz et pénètrent sur le territoire français, page 79
Ils s'emparent de Rodemackeren et de Sierck, 80
Le maréchal de Luckner se porte à Fontoi, 81
Il campe ensuite à Richemont, 81
Bombardement et prise de Longwi, 81
Le marchal de Luckner va camper à Frescati, 82
Blocus de Montmédi, 82
Arrivée des Autrichiens et des émigrés devant Thionville, 82
Marche des Prussiens sur Verdun, 83
Le commandant se brûle la cervelle, 83

La place capitule, page 84
Le général Kellermann remplace le maréchal de Luckner, 84
Il quitte le camp de Frescati pour marcher au secours de la Champagne, 85
Le général Dumourier quitte Sédan, 86
Le général Dillon revient vers Stenai, 87
Le général Dumourier passe la Meuse et campe à Beaumont, entre Stenai et Sédan, 88

CHAPITRE VIII. — *Les Coalisés aux portes de Châlons.* (Page 91.)

Inaction du général Clairfait, page 91
Le général Dumourier campe à Grandpré, entre l'Aire et l'Aîne, 92
Le général Dillon parvient aux Grandes-Illettes, 93
Dumourier reçoit des renforts qui portent son armée à vingt-cinq mille hommes, 94
Les ennemis attaquent les postes avancés des Français, et sont repoussés par-tout, 95
Les coalisés, au nombre de soixante mille, se trouvent en mesure d'opérer dans une étendue d'environ quinze lieues, 95
Le général Miranda bat six mille hommes qui vouloient intercepter un convoi, 97
Les ennemis s'emparent du passage de la Croix-aux-Bois, 98
Le général Dumourier passe l'Aîne, 101
Il marche à Dommartin sous Hans, 101
Une terreur panique s'empare de l'arrière-garde française, 101
L'ordre se rétablit, 102
Les Français viennent camper à Sainte-Ménehould, 102
Les ennemis sont repoussés aux Illettes, 103
L'armée des coalisés exécute un mouvement général, 103 et 104
Plan d'attaque et d'opérations du duc de Brunswick, 105
Le roi de Prusse ne l'approuve pas, 106
Contre-ordres, 106
Raisons de ces changemens, 107
Précautions du général Dumourier, 108
Le général Kellermann arrive à Dampierre-le-Château, 108
Il passe le ruisseau de l'Auve, 108
Trouvant sa position mauvaise, il se dispose à en changer, 109
Il est attaqué par les coalisés, 112
L'action se passe en mouvemens et en canonnades; détails, 113 et 114
La canonnade de Valmi devient l'époque de *l'indomptabilité* des troupes françaises, 113
Le général Kellermann repasse le ruisseau de l'Auve pendant la nuit, 116
Les ennemis qui l'ignorent veulent réattaquer, 117
Ils se retirent comme la veille, 117
En même temps les Autrichiens et les Hessois sont repoussés aux Illettes, 118

CHAPITRE IX. — *Retraite des Coalisés.* (Page 121.)

Les coalisés se décident à lever le siége de Thionville, page 122
L'Assemblée législative termine sa session, 123
La Convention nationale lui succède, 123
Elle abolit la royauté et proclame la république, 123
Les armées se soumettent sans résistance au gouvernement républicain, 123
Envoi de commissaires dans les armées pour faire prêter serment à la nouvelle république, 123
Le roi de Prusse veut pénétrer plus avant en France, 123
Le duc de Brunswick s'y oppose, 124
Ses raisons, 124
On entame une négociation, 125
Après des pourparlers assez inutiles, on convient de se revoir quelques jours après, 126
Le général Dumourier fait part au Pouvoir exécutif de l'entrevue, et demande des ordres, 126
Les officiers prussiens sont exacts au rendez-vous, 127
Ils font des propositions, 127
Le général Dumourier répond en communiquant le décret qui change la monarchie en république, 127
On se borne à conclure un cartel d'échange de prisonniers, 127
Le duc de Brunswick décide le roi de Prusse à se retirer, 128
On attribue cette retraite à des raisons chimériques, 128
Les armées coalisées quittent le camp de la Lune, 130
Le général Dumourier semble prendre des mesures pour les inquiéter, 130
Le général Kellermann se plaint de la manière dont elles ont été prises, 131
Réflexions à ce sujet, 131
Conférence entre les généraux Galbaud et la Barolière, Kalckreuth et Brunswick, 132
Elle est inutile, 133
Le général Dumourier fait des dispositions pour porter son armée dans les Pays-Bas, 133
Le général Kellermann est chargé de suivre les ennemis avec environ trente-six mille hommes, 133
Réflexions sur la conduite du général Dumourier, 133
Le général Heimann demande à entrer en négociation; détails, 134

CHAPITRE X. — *Les Coalisés sortent de France.* (Page 137.)

Le général Kellermann marche dans le dessein de couper la retraite aux ennemis, page 137
Les Autrichiens et les Hessois passent la Meuse. Conférence à Glorieux, 138

On livre Verdun aux Français, page 138
Les divers corps d'armée des alliés prennent des routes différentes, 138
Conférence entre les généraux des deux armées, dans laquelle on arrête la reddition de Longwi, 139
Autre entrevue dans un château entre Longwi et Luxembourg, 140
Les ennemis font les propositions les plus séduisantes, 140
Elles n'ont pas de suite, 141
L'armée du général Kellermann est réduite à quinze mille hommes, 141
Il est forcé à l'inaction, 141
Il en profite pour faire reposer ses soldats, et réparer leur habillement et leur équipement, 142
L'armée prussienne se rend à Trèves, 142
Le général Custine dénonce le général Kellermann à la Convention, 143
Il se disculpe facilement, 143
Il est nommé pour commander l'armée des Alpes, 143

CHAPITRE XI. — *Bombardement de Lille.* (Page 144.)

Les Autrichiens sortis de Tournai attaquent Lannoi et Roubaix, s'en emparent et commettent de grands désordres, page 144
Les Français se décident à évacuer le camp de Maulde, 145
Leur retraite est troublée par les Autrichiens, qui les mettent en pleine déroute, 145
Ils se réfugient dans Valenciennes, 145
On se porte à des excès dans cette place et à Lille, 146
Divers mouvemens des Autrichiens, 146
Ils paroissent à la vue de Lille, 147
Ils bombardent cette place, 148
Il y arrive successivement plusieurs renforts, 148 et 149
La retraite des Prussiens de la Champagne détermine le duc de Saxe-Teschen à faire cesser le bombardement et à se retirer, 149
Douze mille hommes arrivent alors aux portes de Lille, 150
En même temps le général Beurnonville arrive à Valenciennes, 150
Le général Clairfait renforce l'armée Autrichienne, 150

CHAPITRE XII. — *Opérations de l'armée du Rhin aux ordres du général Custine, sur les deux rives du fleuve.* (Page 151.)

Le ministre français près la Diète de l'Empire, quitte Ratisbonne, page 152
Le comte d'Erbach décampe de Lingenfeld, 152
Le général Custine propose de s'emparer des magasins de Spire, 152

Il propose en même temps de se porter sur la Moselle, page 152
Le ministre préfère la dernière proposition, 152
Le Conseil exécutif la confirme, 152
Le général Custine étoit déjà parti pour Spire, dont il s'étoit emparé, 153
Il envoie rançonner Worms, 155
Il fait une proclamation, 156
Il est nommé commandant en chef de l'armée de la Moselle, 156
On lui conseille de s'approcher de Mayence, 156
Le général Dumourier demande qu'il marche sur Coblentz, 157
Il élude les ordres du ministre à ce sujet, 157
Il vient camper à Worms, 159
Il investit Mayence, 159
Il somme la place, 159
Elle se rend; détails, 161
Il s'empare de Francfort, 162
Il en exige une contribution de deux millions de florins, 162
Il envoie piller les salines de Nauheim, 164
Il fait lever des contributions sur plusieurs abbayes et petites principautés, 164
Il prend le fort de Kœnigstein, 164
Les intrigans, à Mayence, veulent renverser l'ancien gouvernement, 165
On fortifie Cassel, 165
Le général se rend à Francfort, 165
Ses projets sur cette place; 165
Il veut rejeter sur le général Kellermann la faute de n'avoir pas marché sur Coblentz, 166
Réflexions à ce sujet, 167, 168, 169 et 170
L'avant-garde prussienne arrive à Coblentz, 171
L'armée la suit de près, 171
Les Hessois rentrent dans la Hesse, 171
Intrigues des Clubistes de Mayence, 172
Les Prussiens s'approchent de la Lahn, 173
On persuade au général Custine d'en défendre le passage, 173
Le général Houchard bat les ennemis à Limbourg, 173
Il arrive un renfort de douze mille Français, 174
Le général renonce à défendre la Lahn, 174
Il se borne à couvrir Mayence, 174
Les projets des Prussiens et des Hessois lui donnent des inquiétudes, 175
Réflexions, 175 et 176
Conduite inexplicable de Custine, 177, 178 et 179
Les Prussiens s'emparent de Francfort; détails, 181
Custine rentre dans Mayence, 182

Comptes absurdes qu'il rend des événemens, page 183
Opération fiscale, 184
Les Clubistes échouent dans de nouvelles tentatives, 185
Les Prussiens s'emparent de Hocheim, 185
On s'occupe à fortifier la rive droite du Rhin de l'autre côté de Mayence, 185
Il arrive dans la place trois commissaires de la Convention, 186
Les Français sont battus à Hocheim, 186
Position respective des différentes armées, 186 et 187

CHAPITRE XIII. — *Conquête de la Savoie.* (Page 189.)

Le général Montesquiou demande qu'on l'autorise à attaquer la Savoie, page 190
Les ennemis de ce général obtiennent sa destitution, 190
Le Conseil exécutif la fait suspendre, et lui permet d'agir du côté des Alpes, 190
Le ministre de la guerre prend des précautions, 191
Montesquiou se porte sur Barraux, 192
Le général la Roche marche sur Champareillan, 192
Il s'empare des trois redoutes élevées aux Abîmes de Mians, 192
Les ennemis sont en pleine déroute, 192
Mouvemens pour couper leur retraite sur Anneci et Montmeillan, 192
Une crue de l'Isère entrave toutes les dispositions ; détails, 193
Les Français sont reçus avec joie par les habitans de la Savoie, 193
Il arrive à l'armée une députation de Chambéri, 194
Le général Montesquiou se rend dans cette ville, 194
Il ordonne différens mouvemens pour renfermer les ennemis dans les Bauges, 195
On les trouve évacuées, 195
On plante l'arbre de la liberté à Chambéri, 196
Diverses précautions du général Montesquiou, 196
Il est accusé de nouveau à la Convention, 196
La relation de la conquête de la Savoie répond aux calomnies de ses ennemis, 196
La Convention lui continue son commandement, 196

CHAPITRE XIV. — *Conquête du comté de Nice.* (Page 198.)

Le général d'Anselme se prépare à passer le Var, page 199
Il porte son quartier général à Antibes, 199
Il demande six mille gardes nationales à Marseille, 199
Il donne des ordres et fait exécuter des mouvemens pour tromper l'ennemi, 200
Il s'approche du Var, 200
L'amiral Truguet doit seconder l'expédition avec neuf vaisseaux, 200

On fait reconnoître la côte par une frégate pour faire croire à un débarquement, page 200
L'escadre française paroît à la demi portée du canon de Nice, 200
Le général Saint-André, commandant dans le comté, cède à une terreur panique, 201
Il licencie les milices, 201
Il se retire avec les troupes de ligne à Sospello, 201
Les émigrés qui se trouvent dans Nice veulent le défendre, 201
Ils sont en trop petit nombre, 201
Ils se retirent avec les Piémontais, 201
Députation de la ville au général d'Anselme, 202
Il marche sur Nice, 202
On lui en apporte les clés, 202
Il entre dans la ville, 202
Le fort de Montalban capitule, 203
Ville-Franche se soumet, 203
Le général fait reconnoître la position des ennemis, 204
Il s'empare de Breglio, 204
L'escadre française se présente devant Oneille, 205
La ville est pillée et brûlée, 206
Les Français éprouvent un échec du côté de Lentosca, 207
Un autre à Sospello, 208
On bat les Piémontais, 209
On les chasse de Sospello 209
Le général d'Anselme est mandé à Pari 210
Le général Biron le remplace, 210
Tentatives infructueuses contre la Sardaigne; détails, 211 et 212
Le contre-amiral la Touche entre dans le port de Naples avec une escadre, 213 et 214
Le comté de Nice est réuni à la république, 214

CHAPITRE XV. — *Différend avec Genève et la Suisse.* (Page 216.)

Le général Montesquiou pousse des troupes au Mont-Cénis et au petit Saint-Bernard, page 216
La Savoie entière se trouve soumise, 216
Il s'occupe de la partie politique; 216 et 217
Nécessité de surveiller la Suisse et Genève, 217
Déclaration du Corps helvétique, 217
Genève demande seize cents hommes à la Suisse, d'après ses traités, 218
Le résident de France sort de la ville, 218
Le général Montesquiou marche sur Genève, 218
Deux députés de la république viennent le trouver à Carouge, 218

Il demande le renvoi de la garnison Suisse, page 218
Difficultés qui naissent de cet événement, 219
Le général propose de négocier, 220
Division d'opinion à ce sujet dans le ministère, 220
Ordres contradictoires, 220
Montesquiou chargé de négocier avec les députés Suisses 221
Il arrête avec eux et ceux de Genève une convention en cinq articles, 222
Le résident de France rentre dans Genève, 222
Des agitateurs cherchent à détruire l'ouvrage du général français, 222
Mémoire du ministre Clavière contre la convention proposée, 223
Montesquiou en prouve l'absurdité, 223
On propose de modifier la convention, 223
Le général demande son rappel, 225
Le représentant Rovère fait un rapport contre lui, 225
Il est mis en état d'accusation, 225
Il se sauve, 225
Brissot fait un rapport qui n'est qu'une approbation tacite de la convention conclue par le général Montesquiou, 226
La Savoie est réunie à la France, 226

CHAPITRE XVI. — *Conquête de la Belgique ou Pays-Bas autrichiens.* (Page 228.)

On donne au général Dumourier le commandement en chef depuis Dunkerke jusqu'à Charlemont et Givet, page 228
Plan d'attaque, 229
Commencement de la campagne dans la Belgique, 229
Position des ennemis, 229 et 230
Mouvemens des Français, 230
Dispositions pour une bataille, 230 et 231
Elle se livre à Jemappes, 232
Victoire ; détails, 233 et 234
Invasion de la Flandre maritime, 234
Bruxelles reçoit garnison française, 235
Namur capitule, 236
La citadelle d'Anvers se rend au général Miranda, 236
Les Autrichiens passent la Meuse, 236
Ils évacuent entièrement les Pays-Bas, 237
Ils se retirent derrière l'Erft, 237
L'armée française entre en quartiers d'hiver entre la Meuse et la Roer, 237 et 238

CHAPITRE XVII. — *Campagne entre la Saare et la Moselle.* (Page 241.)

Plan des opérations de l'armée de la Moselle, page 241
Elle est mise sous les ordres du général Beurnonville, 242
Détails des mouvemens de cette armée, 241 et 242
Projet d'attaquer et d'enlever Trèves, 242
Diverses tentatives, 243
Elles sont sans succès, 244
L'armée se retire, 244
Position des armées françaises et ennemies, 245

CAMPAGNE DE 1793. (Page 247.)

CHAPITRE PREMIER. — *Dernières entreprises du général Dumourier, ses mauvais succès et sa fuite ou émigration.* (Page 247.)

Les forces de l'Angleterre et de la Hollande se disposent à joindre les Autrichiens, page 248
Les armées françaises cantonnées sur la Roer manquent de tout, 248
Le général Dumourier imagine d'aller chercher en Hollande des approvisionnemens pour l'armée, 248
Plan à cet égard, 249
Étranges idées de ce général, 249
Il donne des ordres pour son expédition ; détails, 250
Il entre sur le territoire hollandais, 250
Ses succès, 251
Ils sont interrompus par les nouvelles fâcheuses de ce qui se passe sur la Roer, 251
Le général Dumourier se rend à l'armée de la Belgique, 251
Le général Thouvenot est chargé du commandement de l'armée employée contre la Hollande, 251
Préparatifs des ennemis, 251 et 252
Sécurité des Français, 252
Les lignes de la Roer sont forcées, 253
L'armée française se retire en arrière de Louvain, 253
Un de ses corps se porte sur Judoigne, 253
Nouvelle position de l'armée française, 253 et 254
Les Autrichiens surprennent Tirlemont, 254
Les Français le reprennent, 254

Les ennemis se retirent derrière la Géete, page 255
Les Français remportent un autre avantage à Goidzenhoven, 255
Le général Dumourier se décide à livrer bataille; détails, 256
Bataille de Neer-Winden, 257
Les Français la perdent, 258
Détails et réflexions, 259, 260 et 261
Les armées françaises rentrent en France, 262
Leur position respective, 262
Tentatives infructueuses du général Dumourier pour se rendre maître personnellement de quelques places fortes, 263
La Convention envoie des commissaires pour le suspendre et l'arrêter, 263
Il lève le masque de la rebellion, 263
Il fait arrêter le ministre de la guerre et les commissaires, 263
Il les livre au général Clairfait, 263
Celui-ci les envoie prisonniers en Autriche, 263
Le général Dumourier ne peut corrompre qu'un très-petit nombre d'officiers et de soldats, 263
Il s'enfuit chez les ennemis, 263

CHAPITRE II. — *Armée du Rhin.* (Page 267.)

Le général Custine se rend à Paris, page 268
La forteresse de Kœnigstein capitule, 268
Le général Houchard repousse les Prussiens sur la Nahe, 269
Custine prend une position de Bingen à Creutznach, 270
Les Prussiens passent le Rhin et se réunissent dans le Hundsdruck, 270
Ils forcent les Français de repasser la Nahe, 270
Ils s'emparent de Bingen, 270
Ils marchent sur Creutznach, 270
Custine abandonne Mayence à ses propres forces, 270
Il se retire sur Worms; de là sur Franckenthal, 271
Le roi de Prusse assiége Mayence, 271
Les Français se retirent derrière les lignes de la Lauter, 271 et 272
Le général autrichien Wurmser somme le général Gillot de lui remettre Landau, 272
Refus, 272
Le général Houchard s'empare des Deux-Ponts, 272
Position des armées autrichienne, prussienne et française, 273
Le général Custine est nommé commandant de l'armée du Nord 273
Avant de partir, il fait une tentative contre les coalisés, 273
Elle n'est pas heureuse, détails, 274

Entreprise sur Arlon, page 275 et 276
Elle devient inutile, 276 et 277
Différens mouvemens en avant des armées françaises, 277
Mayence capitule, 278
Les ennemis font un mouvement général dans le dessein de tourner les lignes de la Queich, 278
Combats généraux et particuliers assez insignifians, 279
Lauterbourg est évacué, 280
Weissembourg est pris, 281
Les Français se retirent sur Haguenau, 281
Ils se portent derrière la Motter, 281
Ils se rapprochent de Strasbourg, 281
Le général Hoche commande l'armée de la Moselle, et le général Pichegru celle du Rhin, 282
Le Fort-Louis ou de Vauban capitule, 283
Plan du général Hoche : il réussit en partie, 283 et 284
Divers combats où les succès sont balancés, 284
Nouvelles tentatives, 285 et 286
Les ennemis sont obligés de se retirer à hauteur de Weissembourg, 287
Ils continuent à se retirer, 288
Les Français arrivent sous Landau, 289
Ils s'emparent de Germersheim et de Spire, 289
Bientôt après les coalisés ne conservent plus sur le sol de la république que le fort de Vauban. 289

CHAPITRE III. — *Opérations de la nouvelle armée du Nord.* (Page 293.)

Les débris de l'armée du général Dumourier sont recueillis dans le camp de Famars par le général Dampierre, à qui l'on en donne le commandement, page 294
Il en forme des camps retranchés, à Cassel, près de Saint-Omer, à la Magdelaine, près de Lille, à Maubeuge, et vers Charleroi, 294
Les alliés occupent une ligne de Namur à Menin, 294
Ils entrent sur le territoire de la république, et s'emparent de plusieurs postes autour de Condé, de manière à investir cette place, 295
Les Français se retirent sous Bouchain d'un côté, et dans le camp retranché sous Maubeuge de l'autre, 295
Le général Dampierre rentre dans le camp de Famars, 295
Une armée d'Anglais, d'Hanovriens et de Hollandais vient cantonner de Courtrai à la mer, 295

Il se livre plusieurs combats sans succès, page 295
Les Français attaquent les ennemis près de Valenciennes et de Maubeuge, 296-298
Ils sont repoussés, 298
Ils font un nouvel effort infructueux pour dégager Condé, 298
Le général Dampierre est tué; réflexions, 300 et 301
Valenciennes est investi, 302
Le général Custine vient prendre le commandement de l'armée du Nord, 302
Condé et Valenciennes sont pris; détails, 303 et 304
Le général Kilmaine remplace le général Custine, 304
L'armée attaquée par les alliés, est obligée de se porter à Arleux près de Douai, 307
Bataille d'Hondtschoote gagnée par les Français, aux ordres du général Houchard, 311
Détails; réflexions, 311-314
Le général Jourdan remplace le général Houchard, 315
Les alliés bloquent Landrecies, 316
Bientôt après ils l'assiégent, ainsi que Maubeuge, 316
Les Français livrent bataille près de Wattignies, 317
Ils sont repoussés le premier jour, 317
Le lendemain ils remportent une victoire complette, 318
Les ennemis repassent la Sambre, 318
Le comité de salut public arrête une campagne d'hiver, 319

CHAPITRE IV. — *Armées des Alpes et d'Italie.* (Page 323.)

Le général Kellermann va se concerter à Nice avec le général Biron, page 323
Distribution des troupes pour la défense des Alpes, 325 et 324
Le général Kellermann est appelé à Paris, pour se disculper, 324
Il en revient chargé du commandement des armées des Alpes et d'Italie, 324
Quelques affaires de poste, 324 et 325
Les ennemis sont repoussés sur différens points à l'armée d'Italie 326
Sa position, 326-328
Une partie de l'armée des Alpes marche contre Lyon, 329
Les ennemis se montrent dans le Mont-Blanc, 330
Précautions prises par le général Kellermann, 330
Les Marseillais passent la Durance, 331
Le général Carteau les repousse, 332
Il les suit jusqu'à Marseille, 332
Il entre dans la ville, 332
Toulon se soulève et se livre aux armées coalisées, 332
Les Piémontais attaquent avec succès les Français dans les Alpes, 332
Ils sont arrêtés sur quelques points, 333

Le général Kellermann accourt, page 335
Il repousse les ennemis au-delà du petit Saint-Bernard et du Mont-Cénis, 335 et 336
Lyon est soumis, 336
Toulon est investi, 336
Les Piémontais sont repoussés sur le Var, 337
Siége de Toulon; détails, 337-339
La place est prise, 340
Situati les armées des Alpes et d'Italie, 354 et 355

CHAPITRE V. — *Armées des Pyrénées.* (Page 356.)

La Convention nationale décrète une armée pour défendre les frontières de la France du côté de l'Espagne, page 356
Le général Servan, nommé pour la commander, établit son quartier-général à Toulouse, 356 et 357
La Convention déclare la guerre à l'Espagne, 357
Le général Servan fait attaquer la vallée d'Aran, 359
Elle est prise, 359
Vers les Pyrénées orientales les Espagnols pénètrent dans le Haut-Valespir 360
Du côté des Pyrénées occidentales, ils font des tentatives moins heureuses, 360

CHAPITRE VI. — *Armée des Pyrénées orientales.* (Page 362.)

Détails sur la frontière de France dans la partie orientale des Pyrénées, page 362
Premiers avantages remportés par les Espagnols, 364 et 365
Arrivée du général de Flers à l'armée des Pyrénées orientales, 365
Il la trouve dans la plus grande pénurie, 366
Il veut faire sortir les troupes amoncelées dans Perpignan, 366
Il prend une mauvaise position, 366
Les Espagnols profitent de cette faute, 366 et 367
Les Français se refugient sous Perpignan, 367
Les Espagnols s'emparent de plusieurs places sur la première ligne de la frontière, 367
Formation du camp de l'Union, 368
Bellegarde capitule, 371
Les ennemis l'attaquent inutilement, 373
Ils sont aussi repoussés au-delà de Mont-Louis, 373
Ils tentent une nouvelle attaque infructueuse sur le camp de l'Union, 373
Ils sont obligés de se retirer à trois lieues en arrière, 374
Ils pénètrent dans le Conflant, 374
Ville-Franche se rend, 374

Position des armées respectives, pages 374 et 375
Le général Dagobert bat les Espagnols du côté de Mont-Louis, 375
Il s'empare de Puicerda et de Belver, 375
Quelques jours après il remporte une victoire complète à Olette, dont les Espagnols s'étoient emparés, 376
Battus dans le Conflant, les ennemis sont plus heureux du côté de Perpignan, 376
Ils repoussent les Français jusqu'à Salces et Rivesaltes, 377
Ces succès sont de peu de durée, 377
Les Espagnols mis en pleine déroute ne tardent pas à se retirer sur le Boulou, 378
Ville-Franche est repris, 378
Les Français passent le Tec, 379
Le général Dagobert s'empare de Campredon, de Monteillas près de Belver, etc. 379
Les Français attaquent inutilement la redoute de Montesquiou. 379
Ils remportent un avantage proche du Fort-des-Bains, 379
Ils font une tentative inutile sur Roses, 379 et 380
Ils sont repoussés du camp de Ville-Longue, entre Boulou et Argelès, 380
Bientôt après ils se renferment dans le camp de l'Union, 381
La prise de Port-Vendre, de Colioure, du fort Saint-Elme par les Espagnols, est la suite de leur dernière victoire, 381
Position des armées, 381

CHAPITRE VII. — *Armée des Pyrénées occidentales.* (Page 383.)

Projets de Dom Ventura-Caro, page 384
Attaque des camps d'Andaye et de Jolimont, 345
Détails sur les forces destinées à la défense des Pyrénées occidentales, 386
Précautions prises par le général Servan à son arrivée à Bayonne, 386
Il se rend à Saint-Jean-Pié-de-Port, 386
Au moment où il en revient, les Espagnols attaquent le camp de Sarre, 387
Il est forcé et brûlé, 388
Récit de cette entreprise et de ses suites, 388 et 389
Projet du général pour arrêter les effets fâcheux que peut occasionner cet événement, 389
On occupe le camp de Bidart et quelques points sur la Nivelle, 392
On réorganise l'armée et tous les services, 392
On exerce les soldats, on les habitue à la discipline, 392
On travaille aux fortifications de Bayonne, 392
Près de Saint-Jean-Pié-de-Port, on occupe les positions de Château-Pignon, des Aldudes, d'Ispegui, 393
Les Espagnols traversent la Bidassoa et s'établissent sur le territoire de la république, 393
Le général Servan se décide à se porter en avant de la Nivelle, 393

Il prend une position sur la montagne du Chêne en avant de Belchena; détails, page 394
Il veut effectuer un plan plus vaste, 394
La défaite des Français à Château-Pignon l'arrête, 395-397
Il quitte le camp de Bidart, 397
Il vient occuper celui de Belchena, 397
Ce mouvement donne de l'ombrage au général espagnol, 398
Il fait filer des troupes sur la Bidassoa, 398
Le général Servan profite de ce mouvement pour attaquer les Espagnols, 398
Il les oblige à repasser la Bidassoa dans un assez grand désordre, 398
On s'empare de la redoute de Louis XIV, 398
Le général d'Elbecq remplace le général Servan, 400
Les Espagnols sont repoussés avec perte en avant d'Urugne, 400
Plusieurs affaires de postes avantageuses aux Français, 400 et 401
On prend enfin le parti de se camper plus près de la Bidassoa, 402
Réflexions, 403 et 404

FIN DE LA TABLE DU SECOND VOLUME.

TABLEAU HISTORIQUE

DE LA

GUERRE DE LA RÉVOLUTION

DE FRANCE.

INTRODUCTION.

§. I.

Motifs et Déclaration de la Guerre.

Le projet, supposé aux révolutionnaires, de répandre des propagandistes dans toute l'Europe inspire des inquiétudes aux différens souverains. Les mauvais traitemens faits à Louis XVI rendent sa cause commune à tous les potentats; mais les décrets de l'Assemblée nationale qui paroissent violer les traités, sont un mobile bien plus puissant pour les tirer de l'inaction. Les rois d'Angleterre, de Prusse, d'Espagne, de Suède, de Sardaigne, de Naples, la Suisse, les Cercles de l'Empire et l'Empereur posent les premières bases d'une coalition. L'Empereur s'abouche avec le comte d'Artois à Mantoue. Le roi de Suède Gustave III est destiné à se mettre à la tête d'un corps de troupes qui doit descendre en Normandie; fuite du Roi. Il est arrêté à Varennes, et ramené à Paris. Le roi de Prusse et l'Empereur s'unissent par un traité signé à Pilsnitz. Le Corps législatif remplace l'Assemblée constituante. Celui-ci demande au Roi de faire expliquer la cour de Vienne; mort de l'empereur Léopold. François II, son fils, lui succède. Le roi de Suède est assassiné, il meurt. Différentes réponses de la cour de Vienne; on pense dans le Corps législatif à provoquer la guerre; le ministre des affaires étrangères, Dumourier, décide le Roi à venir dans l'Assemblée pour la proposer lui-même.

La révolution de France avoit déjà fixé, dès son origine, l'attention des puissances étrangères; le projet supposé bientôt après aux révolutionnaires les plus exagérés, de vouloir répandre des propa-

gandistes dans toute l'Europe, dut inspirer de vives inquiétudes. En effet, les convulsions d'un grand empire comme la France devoient influer essentiellement sur les Etats voisins; aussi ces considérations, en augmentant les alarmes des divers gouvernemens, les rendirent-elles infiniment contraires aux innovations de l'Assemblée nationale constituante. La mal-adresse d'accabler sans nécessité Louis XVI de mauvais traitemens et d'outrages, rendit sa cause commune à tous les souverains, même à ceux qui étoient les ennemis naturels de la France : ils appréhendèrent tous, pour eux, un sort semblable à celui du Roi, s'ils permettoient que leurs peuples connussent et embrassassent les nouvelles opinions. Cependant la malveillance de ces potentats seroit sans doute restée encore long-temps inactive, si des décrets inconsidérés de l'Assemblée nationale n'eussent attaqué des intérêts étrangers, par une violation au moins apparente des traités, en vertu desquels le territoire français avoit été agrandi sous Louis XIV de l'Alsace et de la Franche-Comté, et sous Louis XV de la Lorraine. Ne pas respecter les conditions sous lesquelles ces provinces avoient été cédées, parut aux yeux des publicistes un crime de lèse-droit public.

La nuit du 4 août 1789, l'Assemblée nationale abolit, sans indemnité, les droits féodaux fondés sur la servitude personnelle, et tous les autres furent déclarés rachetables. Le 2 novembre suivant, les biens du clergé furent mis à la disposition de la nation, à la charge de pourvoir aux frais du culte. Les 24 et 25 février, 3, 9, 15 mars et 3 juillet 1790, virent naître de nouveaux décrets sur l'extinction de la féodalité. Enfin, les 3 juin et 12 juillet, produisirent des loix sur la constitution civile du clergé qui, en réglant l'hiérarchie des pouvoirs ecclésiastiques, défendoient de reconnoître l'autorité d'aucun évêque ou métropolitain dont le siége existoit en pays étranger.

L'empire d'Allemagne auroit pu, comme les autres Etats, rester simple spectateur de ces innovations, si quelques princes ecclésiastiques et laïcs de l'Empire, qui avoient des terres enclavées dans les provinces d'Alsace, de Franche-Comté et de Lorraine, ne se fussent

trouvés dans le cas d'établir des prétentions, à raison de la suppression de leur jurisdiction et de leurs droits féodaux; en conséquence, les députés du cercle du Haut-Rhin assemblés à Francfort, prirent le 7 janvier 1790, sur les décrets des 4 août et 2 novembre 1789, un conclusum portant, que l'Empereur Léopold II et le corps Germanique étoient requis, d'accorder protection aux états, à la noblesse et au clergé de l'Empire. Tels furent les deux motifs qui déterminèrent l'empereur d'Allemagne, à intervenir dans ce différend, en qualité de chef et de protecteur de l'Empire.

Cependant l'Assemblée nationale avoit décrété le 28 octobre 1790, que le roi étoit prié de faire négocier avec les princes d'Allemagne, possesseurs de biens dans les départemens du Haut et Bas-Rhin, formés de la ci-devant province d'Alsace, une fixation amiable des indemnités qui leur seroient accordées pour leurs droits seigneuriaux et féodaux abolis, et même, l'acquisition de leurs biens, en comprenant dans l'évaluation les droits seigneuriaux et féodaux existans à l'époque de la réunion de l'Alsace au royaume de France, par le traité de Westphalie, en 1648. Comme il n'étoit question, dans le décret du 28 octobre, que de *la seule province* d'Alsace et non de la Lorraine et de la Franche-Comté, où les princes allemands avoient aussi des possessions, l'Assemblée nationale étendit le 19 juin 1791 son décret à ces deux provinces, ajoutant qu'on avoit toujours eu l'intention de comprendre dans le paiement, la non jouissance des droits supprimés sans indemnité, depuis l'époque de la suppression jusqu'à celle du remboursement effectué.

On pouvoit donc très-facilement étouffer, dans le principe, tous les germes d'aigreur, d'autant que les demandes de la plupart des réclamans se réduisoient à des prétentions surannées, plusieurs fois reproduites depuis la paix de Westphalie, et toujours restées sans effet relativement au domaine suprême, ou supériorité régalienne incontestablement accordée à la France par ce traité; d'ailleurs la plupart des négociations étoient entamées; il s'agissoit donc seulement de régler définitivement la quotité des indemnités, opération

qui ne pouvoit ni ne devoit devenir un sujet de rupture, ni même de mésintelligence durable entre la France et l'Empire. Il en étoit de même pour le comtat d'Avignon. L'Assemblée nationale, en le réunissant à la France, par un décret du 14 septembre 1791, prioit le roi de faire ouvrir avec la cour de Rome une négociation, pour régler des dédommagemens raisonnables avec le pape; mais Pie VI irrité personnellement par les décrets relatifs aux biens ecclésiastiques et à la constitution du clergé, ne voulut entendre à aucune proposition, et fit une vaine protestation le 5 novembre 1791. Sans doute que le pontife se crut autorisé à cet éclat, par les démarches antérieures de plusieurs souverains, alarmés des résultats de la révolution française.

Dès le commencement de 1791, Georges III, roi d'Angleterre, et Frédéric-Guillaume II, roi de Prusse, avoient fait représenter à l'empereur Léopold, combien il importoit à tous les souverains, de concerter enfin les moyens de tirer le roi de France de l'indécente captivité dans laquelle il gémissoit au milieu de sa capitale, et de s'opposer sérieusement aux progrès de la révolution. Léopold, beau-frère de Louis XVI, *déjà fortement indigné des violences et des outrages que le monarque français ne cessoit d'essuyer de la part de* l'Assemblée nationale, partageant l'opinion des rois d'Angleterre et de Prusse, ne perdit pas un moment pour s'assurer du concours des Cercles de l'Empire, des Cantons Suisses, des rois d'Espagne, de Sardaigne et de Naples, et posa ainsi les premières bases d'une coalition anti-révolutionnaire, à laquelle il espéroit faire accéder les autres potentats de l'Europe. Il s'aboucha ensuite le 20 mars avec le comte d'Artois, frère de Louis XVI, à Mantoue, où l'on prit des mesures qui furent communiquées au roi de France par le comte Alphonse de Durfort. Le roi de Suède Gustave III, cédant à son caractère chevaleresque, devoit fournir quelques troupes, et se mettre à la tête des forces destinées à débarquer sur les côtes de Normandie; en même temps les Autrichiens devoient se montrer en force sur le Rhin et dans les Pas-Bas, la cour de Madrid faire une diversion par les

Pyrénées, et celle de Turin en tenter une par la Savoie et les Alpes.

Depuis le mois d'octobre 1790, il étoit question de faire sortir secrètement de Paris Louis XVI et sa famille, pour venir joindre le marquis de Bouillé dans un camp reconnu près de Montmédi, dès le mois de novembre précédent. La convention de Mantoue, décida le départ du monarque, la nuit du 20 au 21 juin 1791; mais sa malheureuse destinée voulut que le duc de Choiseul, rempli de zèle et de droiture, et sur-tout le sieur Goguelas, exécutassent mal les ordres qui leur avoient été donnés; destinés l'un et l'autre sur la recommandation expresse de la reine, à assurer la marche du roi entre Sainte-Menehould et Varennes, et à l'escorter jusqu'au-delà de cette petite ville, ils s'ennuyèrent d'attendre, quittèrent leur poste et laissèrent arriver le roi seul avec sa famille à Varennes au milieu de la nuit du 22 au 23 juin, où il fut arrêté, ramené à Paris et emprisonné aux Tuileries par M. de la Fayette.

Quoique cet événement dérangeât beaucoup les mesures concertées à Mantoue, l'Empereur et le roi de Prusse ne s'en rendirent pas moins à Pilsnitz, en Saxe, où ils s'unirent le 27 août par un traité; mais les effets de la déclaration de Pilsnitz, furent annullés par l'acceptation pleine, entière et sans aucune modification, le 14 septembre, de la part du roi, d'une constitution qui abrogeoit les anciennes prérogatives du trône et de la noblesse; cependant cette condescendance de sa part, fut perdue pour lui; car la seule faveur qui fût accordée à ce monarque, fut d'être gardé avec un peu moins de rigueur et d'indécence.

Bientôt un grand nombre de mécontens, sortis du royaume, se réunirent dans les Pays-Bas autrichiens et dans l'Empire, notamment à Coblentz et dans l'électorat de Trèves, où ils commencèrent à s'armer, pour soutenir la cause du roi et de la noblesse; tandis que celui-ci, dominé par la faction qui le tyrannisoit, faisoit déclarer à l'Electeur que, si avant le 15 janvier 1792 il ne faisoit pas cesser dans ses états, les rassemblemens et les dispositions hostiles de la part des

Français, qui s'y étoient réfugiés, il seroit considéré comme ennemi de la France. L'Electeur avoit répondu le 21 décembre 1791, qu'il alloit empêcher tout préparatif militaire; mais dans la crainte de voies de fait de la part du Gouvernement français contre l'électeur de Trèves, l'Empereur, dans une lettre datée du même jour, prévenoit cet Electeur, des ordres donnés au feld-maréchal, baron de Bender, commandant les troupes autrichiennes dans les Pays-Bas et le duché de Luxembourg, de lui fournir au besoin les secours les plus efficaces. Quelques jours auparavant, dans une lettre du 3 décembre, l'empereur d'Allemagne avoit déclaré au gouvernement de France, que la constitution, ayant été sanctionnée par le Roi, sans aucune exception relative aux princes allemands possessionnés dans le royaume, l'Empereur et l'empire Germanique n'auroient aucun égard au consentement donné par quelques états de l'Empire, d'accepter des indemnités; d'un autre côté, le comte de Cobentzel, vice-chancelier de la cour de Vienne, avoit signifié au ci-devant marquis de Noailles, ambassadeur constitutionnel français, la résolution de Léopold, de protéger tous les états de l'Empire, et sur-tout ceux qui étoient lésés, *de concert avec les souverains unis pour la* sureté et l'honneur des couronnes.

L'Assemblée constituante avoit été remplacée le 30 septembre 1791 par le Corps législatif, qui ne tarda pas à manifester des principes encore plus exagérés. Les principaux meneurs de cette nouvelle assemblée détestoient la maison d'Autriche qui, par égard pour la reine de France, pouvoit tenter de renverser la *révolution*; on connoissoit aussi combien le prince de Kaunitz, premier ministre de l'Empereur, abhorroit les Jacobins; il les regardoit comme des insectes malfaisans qui, disoit-il, *devoient être tués avec de la patience.* Il n'en falloit pas tant pour exaspérer des hommes passionnés; ils poussèrent la nouvelle législature à demander, le 24 janvier 1792, au roi, de faire expliquer la cour de Vienne, sur les ordres donnés au maréchal de Bender, sur l'intention d'intervenir dans nos affaires intérieures, sur ce qu'elle entendoit par ces mots dits à M. de

Noailles, *les souverains réunis de concert pour la sureté et l'honneur des couronnes ;* si elle vouloit ou non rester en paix avec la France ; enfin si elle renonçoit à tout traité ou convention dirigés contre la souveraineté, l'indépendance et la sureté de la nation ; déclarant à l'Empereur, qu'à défaut de donner, avant le 1^er^ mars prochain, une pleine et entière satisfaction sur tous ces points, son silence, et même toute réponse évasive de sa part, seroient regardés comme une déclaration de guerre. Le prince de Kaunitz donna le 17 février des éclaircissemens, tendant à justifier les mesures de l'Empereur qui, après avoir ordonné de diriger quatre-vingt-dix mille hommes vers les Pays-Bas, tomba malade le 27 février, et mourut le 1^er^ mars, non sans soupçon de poison. François II, son fils, qui lui succéda dans les royaumes de Hongrie et de Bohême et dans ses autres Etats, fut élu, le 5 juin, empereur d'Allemagne et couronné le 14 juillet. La mort de Léopold fut suivie de celle du roi de Suède qui, assassiné dans un bal la nuit du 16 au 17 mars, expira le 29.

L'espoir que ces deux morts préviendroient la guerre, provoqua dans cette vue, des tentatives de la part de la France ; mais le ministère autrichien répliqua peu favorablement le 18 mars, aux notes et aux diverses représentations ou demandes du Gouvernement français. La cour de Vienne désavouoit de nouveau toute intention hostile ; l'état respectable de ses forces, notamment dans les Pays-Bas, étoit une précaution défensive, justifiée par la nécessité de réprimer les troubles auxquels étoient exposées les provinces Belgiques, par l'exemple de la France et les coupables menées du parti jacobin ; ces hommes ne voulant ni se lier les mains, ni renoncer de bonne-foi à leurs projets, l'Autriche ne pouvoit ni ne devoit raisonnablement faire cesser le concert dans lequel elle s'étoit engagée avec diverses puissances de l'Europe, avant que la France eût fait cesser elle-même les causes qui avoient provoqué cette mesure. Au reste, l'accord entre les puissances n'étoit plus uniquement personnel au roi de Hongrie, qui ne pouvoit s'en retirer sans le consentement des autres cours, dont l'union à cet égard continueroit aussi long-temps que la France ne

satisferoit pas les princes d'Allemagne possessionnés dans son territoire pour leurs diverses prétentions, et le pape pour le comtat d'Avignon, et ne donneroit pas de garantie suffisante sur les fâcheux effets qui pourroient résulter pour l'Europe de ses affaires intérieures. Cependant le ministère français fit encore diverses tentatives; elles eurent pour résultats une seconde explication du cabinet autrichien, datée du 7 avril : il pouvoit d'autant moins changer, disoit-il, les dispositions exposées dans sa note du 18 mars, qu'elles étoient conformes à l'opinion du roi de Prusse sur la situation de la France, et à celles du roi de Hongrie. En effet, dès le 28 février, le comte de Goltz, envoyé extraordinaire de Prusse, avoit certifié au ministère français, la vérité des déclarations de la cour de Vienne, qui renfermoient réellement les principes sur lesquels elle s'étoit concertée avec celle de Berlin. Le comte de Bischoffswerder, favori et plénipotentiaire de Frédéric-Guillaume, et le comte de Collorédo, ministre de Léopold, avoient effectivement signé le 7 février 1791, un traité d'alliance perpétuelle et purement défensive, par lequel les secours promis réciproquement par les deux puissances devoient être fournis au cas où l'une ou l'autre fût attaquée; elles se garantissoient, d'ailleurs, leurs Etats et ceux de leurs alliés; mais elles ne parlèrent ni de la France, ni de sa révolution, quoique cette dernière fût évidemment l'objet des stipulations; car on convint par un arrangement séparé, de faire rendre à la couronne de France ses anciens droits et ses prérogatives, et d'employer à cet effet, l'Autriche, cent vingt mille hommes; la Prusse, soixante mille, outre leur contingent dans les forces de l'Empire.

Dès les premières délibérations de l'Assemblée législative, il avoit été aisé de prévoir combien cette session seroit orageuse. Les mesures du pape en faveur du clergé, les protestations, les intrigues de celui-ci et de ses partisans, la conclusion subite de la paix dans le nord de l'Europe, l'appui accordé aux émigrés par divers potentats, leurs intentions vindicatives impolitiquement publiées, alarmoient vivement tous ceux qui s'étoient déclarés pour la révolution, et

donnoient un très-grand poids au parti démocratique. Des passions opposées qui aveugloient toutes les factions, un effroi réciproque qui augmentoit les haines, occasionnèrent de fausses mesures de part et d'autre. Les puissances étrangères et les émigrés haïssoient indistinctement tout ce qui ne partageoit pas leurs vues, leurs espérances, leur ressentiment; les révolutionnaires enthousiastes confondoient, dans leur méfiance, les amis de l'ordre et de la propriété avec les agens de la contre-révolution. Dans cette exaltation générale, la raison devoit être réduite au silence; aussi ne fut-elle consultée nulle part, et l'effervescence et le désordre allèrent toujours croissant. Les émigrés continuoient à s'armer vers le Palatinat du Rhin, à Coblentz et dans les Pays-Bas; les puissances étrangères négocioient entr'elles et paroissoient occupées de mesures importantes; l'autorité du roi de France paroissoit devoir s'augmenter, et même renaître par cet ordre de choses; enfin l'Assemblée législative ayant eu alors des notions quelconques sur la convention de Pilsnitz, et peut-être sur les traités entre les cours de Vienne et de Berlin et sur d'autres négociations du même genre, effrayée de l'approche d'un orage qui augmentoit sa terreur et ses périls, s'abandonna à des mesures extrêmes. Ses meneurs craignant de voir renverser leur empire fondé uniquement sur l'audace, et peut-être d'être écrasés eux-mêmes un peu plus tôt, ou un peu plus tard, s'ils donnoient à leurs ennemis le temps de s'accroître et de prendre leurs mesures, résolurent de provoquer la guerre: ils auroient peut-être dû la craindre, pouvant y trouver leur perte; mais d'un autre côté, des hostilités leur offroient des chances pour la retarder et peut-être pour l'empêcher. D'ailleurs la plus grande partie d'entr'eux persuadés de l'intérêt du roi à la faire déclarer, virent le leur à la hâter, afin de la diriger à leur gré avec le secours de leurs créatures; en même temps le général Dumourier qui leur devoit sa place de ministre, et qui sacrifioit tout à son intérêt et au desir de jouer un rôle, croyant la guerre favorable à son ambition et la préférant à tout autre ordre de choses, la fomentoit de tout son pouvoir. Enfin les démagogues ne cessoient de faire courir des

bruits contre l'Autriche, qui se permettoit, disoient-ils, envers la France, une hauteur et des menaces flétrissantes qu'un peuple conquis trouveroit à peine tolérables. Elle favorisoit sur nos frontières, ajoutoient-ils, des rassemblemens d'émigrés qui, soutenus par ses armées, ne tarderoient pas à venir saccager nos provinces, si l'on ne se hâtoit de prendre les armes pour prévenir cette injuste agression. En même temps le ministre Dumourier prodiguoit les intrigues, les sophismes, les promesses et même les menaces pour persuader au roi, qu'il lui étoit avantageux d'aller proposer lui-même au Corps législatif de déclarer la guerre à la cour de Vienne; et le monarque indécis, entraîné ou séduit par son astucieux ministre, et probablement aussi poussé par la reine, se décida à faire cette démarche le 20 avril 1792. Elle fut reçue avec transport par l'Assemblée qui, se prévalant de l'initiative du roi, déclara sur-le-champ la guerre contre François II; le roi sanctionna cette loi le même jour, et l'on fit publier, le 25 avril suivant, cette courte proclamation constitutionnelle : *De la part du roi des Français, au nom de la nation, la guerre est déclarée au roi de Hongrie et de Bohême.*

Les cours de Berlin et de Vienne *s'étoient montrées également* opposées à la *révolution française; cependant il n'exista jamais* de déclaration formelle ou positive de guerre contre le roi de Prusse, tant étoit répandue en France l'opinion, d'obtenir le retour de ce prince à des principes politiques plus conformes à ses véritables intérêts. Il ne pouvoit rester long-temps, disoit-on, l'allié de la cour de Vienne, son ennemie naturelle, et il ne tarderoit pas à appercevoir, dans la conduite de la Russie qui l'avoit excité à s'allier avec l'Autriche contre les Français, le desir d'éprouver moins de contradictions dans ses nouvelles vues d'agrandissement en Pologne.

Si la cour de Vienne fut étonnée de la déclaration de guerre du 25 avril, les Français, instruits, raisonnables et amis de leur pays, ne le furent pas moins, d'après la conviction où ils étoient de l'impossibilité où se trouvoit la France de faire la guerre au moment où elle la déclaroit. Vainement le ministre de la guerre, Louis de Narbonne,

avoit-il assuré dans son rapport, le 14 décembre 1791, de la possibilité de mettre en campagne, sous un mois, cent cinquante mille hommes; le roi ne portoit dans une note communiquée à l'Assemblée le 11 juillet, qu'à quatre-vingt-dix mille hommes effectifs la totalité des troupes alors disponibles, malgré les nombreuses levées ordonnées précédemment, mais encore bien loin d'être organisées à l'époque où la guerre fut déclarée.

On ne peut plus nier aujourd'hui que Louis XVI avoit des intelligences avec diverses puissances. Il étoit très-certainement instruit de l'entrevue du comte d'Artois et de l'Empereur en Italie, puisqu'il y avoit envoyé, pour y assister, un agent secret; il n'ignoroit pas non plus le traité de Pilsnitz; mais on n'a point de preuves matérielles qu'il voulût réellement attirer en France les armées étrangères: peut-être espéroit-il un résultat heureux pour lui des succès qu'elles pourroient obtenir; cependant il semble que le prix que devoit coûter ce résultat, l'effrayoit toujours. On a beaucoup écrit pour prouver que le roi avoit témoigné constamment de l'aversion pour les mesures hostiles. L'annaliste Mallet-du-Pan affirme positivement, *que cette aversion étoit telle, qu'il voulut avoir* la signature de ses ministres, *lorsqu'ils* décidèrent la guerre, et il ajoute que l'ambition des ministres girondins en fut la seule cause; mais n'est-on pas fondé à douter des assertions de M. Mallet-du-Pan relativement à cet avis signé des ministres par ordre du roi? Dans le temps de cette discussion, on a cru, peut-être avec raison, que le parti qui s'opposoit à la guerre aux Jacobins et à l'Assemblée, obéissoit à l'impulsion de la cour qui cherchoit à mieux tromper le parti contraire. Quoi qu'il en soit, si l'on fit une faute alors, ce ne fut pas d'avoir traité cette question et fait décider la guerre, mais de l'avoir fait décréter avant de s'être assuré si la France étoit en état d'attaquer les puissances coalisées, bien décidées à dicter des loix et à ramener l'ancien régime. Le parti qui dans l'Assemblée vouloit la guerre, avoit ajouté foi trop légèrement aux rapports de M. de Narbonne, et n'étant point détrompé par M. de Grave, son successeur, ni par M. Dumourier qui avoit la

prétention de le diriger; il crut réellement, sur la parole de ce dernier, la France en état de porter sur-le-champ ses armes dans la Belgique, d'en faire la conquête, de s'emparer du Palatinat et de passer ensuite le Rhin, pour s'établir à la rive droite du fleuve, avant que les armées prussiennes, impériales et autrichiennes pussent s'y opposer. Mais rien n'étoit prêt, ni sur le point de l'être, et nos ennemis en étoient exactement instruits. En principe, il paroît incontestable que la guerre devoit être déclarée; mais il falloit d'abord travailler sans relâche à mettre l'armée française en état de la faire, avant d'oser discuter, si on devoit ou non l'entreprendre, afin que le jour du décret pour l'affirmative, on eût pu porter nos armées dans la Belgique, le Palatinat et au-delà du Rhin.

Pourquoi donc la cour auroit-elle été opposée à cette guerre, comme le prétend M. Mallet-du-Pan ? N'excita-t-elle pas au contraire les puissances coalisées à l'entreprendre, et ne devoit-elle pas même beaucoup espérer d'une guerre que la France seroit obligée de soutenir sans en avoir les moyens, avec des généraux la plupart dévoués au roi, contre les deux puissances de l'Europe regardées alors comme les plus *formidables par l'instruction et le nombre de* leurs troupes ? A l'égard de la tristesse de Louis XVI (1), on veut bien croire qu'elle étoit réelle; mais il n'en étoit certainement pas de même de la reine. D'ailleurs on peut assurer qu'il n'arriva jamais au roi de céder à ses ministres, dans les choses même dont ils lui avoient prouvé la nécessité et les avantages pour lui, lorsque ses conseils par-

(1) On pourroit cependant avoir quelques raisons de douter de la facilité du Roi à s'attrister sur cet événement, quand on sait, d'après un témoin occulaire et irrécusable, qui fut l'un de ceux chargé par la commune de conduire le Monarque au Temple, après la journée du 10 août, qu'arrivé d'abord dans un appartement qu'avoit occupé le comte d'Artois, et qui se trouvoit encore meublé, il demanda son déjeûner, et en l'attendant il examina avec attention le tableau *du Charlatan*, de Carle Desjardins, et le contempla long-temps en étouffant de rire; assurément dans la position où il se trouvoit alors, il étoit, ce semble, naturel d'être assez péniblement affecté, pour ne pas s'occuper d'un tableau burlesque, s'il n'eut pas espéré que les chances de la guerre le tireroient bientôt de sa fâcheuse situation.

ticuliers, à la tête desquels la voix publique plaçoit la reine et madame Elisabeth, lui avoient prescrit de ne rien accorder sans les avoir consultés. Plusieurs fois on a vu le roi, avec un esprit droit et certainement de la bonne volonté, témoigner son embarras sur la conviction où il paroissoit être, de ce que lui disoient ses ministres, rompre le conseil, ne sachant que leur répondre, et ne voulant ni trahir sa conscience, ni manquer à la parole donnée avant l'ouverture de la séance.

A l'égard de l'assertion de M. Mallet-du-Pan, que le roi avoit exigé que ses ministres signassent leur avis sur la guerre, on peut en affirmer positivement la fausseté : 1°. outre la certitude qu'on en a d'un ministre qui existe encore, madame Roland et M. Dumourier, également à portée d'être bien instruits, n'en disent rien dans leurs mémoires : le fait étoit cependant assez important pour n'être pas oublié ; il n'y avoit d'ailleurs alors au conseil aucun registre des délibérations dans lequel on pût signer. 2°. Si le roi n'eût pas été d'accord avec ses conseils particuliers sur le décret contre François II, il n'y auroit pas consenti. 3°. La cour à la vérité dut marquer de la répugnance en public, pour cette guerre, mais en être bien aise en réalité; n'étoit-ce pas en effet le seul moyen de s'assurer de puissans secours au-dehors et beaucoup de partisans au-dedans?

§. II.

Armées (1).

Armée du Nord : cinquante-trois mille trois cent quatre-vingt-onze hommes, de Dunkerke à Philipeville; le maréchal de Rochambeau.

Armée du centre : soixante-deux mille cent hommes, de Philipeville à Bitsche; le général la Fayette.

Armée du Rhin : quarante-huit mille huit cent quarante-cinq hommes, de Landau à Bellay, département de l'Ain; le maréchal de Luckner.

Armée du Midi : environ soixante-deux mille hommes, de Grenoble à Bordeaux; le général Montesquiou.

On voit que la France avoit alors quatre armées séparées et distinctes; savoir :

1°. Celle du Nord ou de Flandre, s'étendant entre la côte de Dunkerke et Philipeville exclusivement, commandée par le maréchal de Rochambeau, composée de soixante-seize bataillons et de quarante-six escadrons, en tout cinquante-trois mille trois cent quatre-vingt-onze hommes, dont environ sept mille huit cents de troupes à cheval. Les garnisons de cette partie des frontières exigeoient quinze mille quatre cents hommes.

2°. L'armée du Centre ou de Meuse, Sarre et Moselle, répartie depuis Philipeville inclusivement, jusqu'à la chaîne des montagnes appelées les Vôges et Bitsche, aux ordres du général la Fayette, et consistant en soixante-dix-huit bataillons et quarante-six escadrons, ou soixante-deux mille cent hommes, dont à-peu-près sept mille huit cents de troupes à cheval. L'état-major de cette armée prétendoit, qu'elle n'excédoit pas cinquante-deux mille hommes, dont on pouvoit mettre en campagne environ trente-quatre mille, ce qui en laissoit pour les garnisons dix-huit mille.

(1) Voyez, tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er.

3°. L'armée du Rhin, dont la démarcation comprenoit de Landau à l'extrémité de la Basse-Alsace, formant le département du Bas-Rhin, à Bellei, dans le département de l'Ain ; s'étendant le long de la rive gauche du Rhin et de la rive droite du Rhône. Cette armée, commandée par le maréchal de Luckner, étoit forte de soixante-dix bataillons et de cinquante-quatre escadrons, composant quarante-huit mille huit cent quarante-cinq hommes, dont environ neuf mille à cheval. Les garnisons en exigeoient près de vingt-cinq mille.

4°. L'armée du Midi, répartie dans la vaste étendue entre Grenoble, les frontières de la Savoie, les côtes de la Méditerranée, les Pyrénées, Bayonne et Bordeaux, étoit de quatre-vingt-dix-neuf bataillons et de vingt-un escadrons; environ soixante-deux mille hommes, dont trois mille cinq cents de cavalerie, le tout aux ordres du général Montesquiou.

Observations.

Des deux cent vingt-six mille hommes ou environ, formant les quatre armées, il faut en défalquer quatre-vingt mille au moins, soit pour les garnisons, soit pour le maintien de la tranquillité publique dans l'intérieur, ce qui réduisoit les forces actives à environ cent quarante-six mille hommes, dont plus d'un tiers étoit encore des régimens nouvellement levés, nullement exercés et point ou peu disciplinés.

On ignore le nombre effectif des combattans dans chaque armée, sur-tout dans celle du Midi. A cette époque chaque bataillon de troupes de ligne devoit être de sept cent cinquante hommes; mais presque aucun n'étoit complet. Les bataillons de volontaires nationaux, formés depuis peu, offroient tous le nombre fixe de cinq cent soixante-huit hommes. Le pié de guerre des escadrons étoit de cent soixante-dix hommes ; mais il existoit dans la plupart un non-complet, moindre cependant que dans l'infanterie. Les quatre armées obligées de fournir des garnisons aux places comprises dans leur

arrondissement, et quelquefois une foule de détachemens pour maintenir la tranquillité publique, notamment dans le Midi, laissoient aux généraux peu de forces disponibles, sur-tout la dernière, qui heureusement n'avoit alors qu'à prévenir ou à réprimer des troubles intérieurs.

§. III.

Plan d'opérations (1).

On s'arrête d'abord à la défensive, et à former trois camps, à Maubeuge, Valenciennes et Dunkerke. Le ministre Dumourier dérange ce plan. Il propose l'envahissement de la Belgique et l'obtient. Ordre au maréchal de Rochambeau de former les trois camps indiqués, et de réunir dix mille hommes sous le commandement du général Biron, pour marcher sur Mons, de là sur Bruxelles, Gand, Louvain, etc., tandis que le même jour, un second corps sortira de Lille pour se porter sur Tournai, et un troisième de Dunkerke sur Furnes : en même temps le général la Fayette doit marcher avec dix mille hommes à Givet, et successivement sur Namur et Hui, pendant que le reste de son armée s'avancera sur Verdun et Stenai, afin de le joindre et d'aller sur Liége. Le maréchal de Luckner doit aussi porter un corps de huit mille hommes vers la Sarre, et s'emparer en même temps des gorges de Porentrui.

On avoit d'abord jugé à propos de se tenir sur la défensive, en attendant le moment où les armées seroient recrutées, les magasins remplis et les opérations militaires possibles. On devoit se borner à former, du 1er au 10 mai, trois camps, l'un de cinq mille hommes à Maubeuge; l'autre, de dix-huit mille, à Valenciennes; et le troisième, de quatre mille, à Dunkerke. Ce plan, assez sagement combiné, fut brusquement changé par les conseils du ministre Dumourier. A en croire cet homme à projets, les Brabançons s'étant soulevés en 1789, ne manqueroient pas de le faire en 1792, dès l'instant où ils verroient les Français à portée de les soutenir, et il fondoit ce calcul sur les rapports de ses agens dans les Pays-Bas, qui tous s'accordoient à annoncer beaucoup de fermentations sourdes dans le Brabant. En conséquence, réalisant dans son ardente imagination le

(1) Voyez, tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er, et celle pour servir à l'intelligence des opérations de l'armée du Nord, du 20 avril au 21 octobre 1792, n° 2.

possible et la vraisemblable, et ne doutant pas du succès de ses vues, afin de n'en partager la gloire avec personne, il voulut sous le double titre de militaire et de politique, soulager M. de Grave, alors ministre de la guerre, du soin de régler le nouveau projet d'opérations contre la Monarchie Autrichienne. Cette Puissance avoit au plus, dans le Luxembourg et les Pays-Bas, cinquante mille hommes qui, en novembre et décembre 1790, avoient comprimé plutôt qu'étouffé l'insurrection occasionnée par l'empereur Joseph II, en 1789, en portant atteinte aux priviléges du Brabant; insurrection qui s'étendit dans le pays de Liége, dont les habitans mécontens, chassèrent leur Evêque souverain.

La cour de Vienne n'ayant ni la possibilité ni les moyens d'augmenter très-promptement son armée dans la Belgique, le général Dumourier supposoit pouvoir profiter facilement de sa foiblesse actuelle, pour envahir brusquement les Pays-Bas et la principauté de Liége, s'emparer des ressources de ce pays, en hommes, en argent et en subsistances, en priver l'ennemi, et prendre ensuite contre lui une ligne de défense le long de la Meuse. Le ministre caressant sa chimère favorite, se flattoit que l'arrivée des Français, offrant un appui aux Belges, ceux-ci s'insurgeroient de nouveau contre l'Autriche, désarmeroient les troupes dispersées dans les villes et dans les villages pour contenir le peuple, et que les soldats eux-mêmes, mécontens de leur sort, déserteroient en foule et grossiroient nos armées. D'après ces hypothèses très-incertaines, on décida des mesures offensives, quoique les préparatifs hostiles encore très-peu avancés, ne permissent pas aux armées françaises d'entrer alors en campagne.

Mais ces considérations si importantes ne pouvant arrêter l'imagination romanesque et ambitieuse du général Dumourier, il fit donner des ordres, le 22 avril, au maréchal de Rochambeau, arrivé le même jour à Valenciennes, de s'occuper sans délai du rassemblement de ses forces, en tirant les troupes des garnisons pour leur faire former des camps sur la frontière, à Maubeuge, à Famars, près de Valenciennes et à Dunkerke. Le premier et le dernier de ces camps étoient bien

choisis; il n'en étoit pas de même du second, qui devoit être le principal : cacher l'armée derrière une place comme Valenciennes, c'étoit indiquer de la timidité ; il ne défendoit pas la plaine entre Condé, Valenciennes et le Quesnoi ; la petite rivière de la Ronelle, qui couvroit le front du camp, ayant ses deux rives également élevées, la gauche bordée par les troupes françaises ne donnoit aucun avantage à leur artillerie ; l'Escaut qui couloit en arrière du camp, n'offroit pas de débouchés satisfaisans par les trois ponts placés sur cette rivière, pour faciliter la retraite d'une armée battue; la gauche du camp trop resserrée sur son front par des villages et la Ronelle, et sur ses derrières par l'Escaut, laissoit trop peu d'espace pour manœuvrer à cette aile, trop foiblement protégée d'ailleurs par Valenciennes. Les retranchemens et les redoutes bordant l'Escaut et la Ronelle, ne découvroient pas assez les fonds adjacents, par lesquels l'ennemi pouvoit approcher à couvert; enfin, le voisinage de Valenciennes favorisoit la débauche et l'indiscipline des troupes. On enjoignit par le même courrier au maréchal de Rochambeau, de réunir avant le 30 avril à Valenciennes, un corps d'environ dix mille hommes, composé de dix ou douze bataillons, six escadrons et un équipage d'artillerie. Le lieutenant-général Biron, à la tête de cette avant-garde, devoit se porter par Quiévrain sur Mons, annonçant par-tout l'arrivée prochaine de l'armée. Si cet officier général s'emparoit de Mons, il devoit marcher rapidement sur Bruxelles, de-là sur Gand et Louvain, au moment où le gros de l'armée seroit en mesure de le soutenir ; dans le cas aussi où les Belges s'insurgeroient, et où les progrès de cette insurrection permettroient cette nouvelle tentative.

Le lieutenant-général d'Aumont, qui commandoit à Lille, avoit l'ordre de diriger, avant le 30, un maréchal-de-camp avec un corps d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie, sur Tournai, pour faire dans cette partie une diversion, qui seroit elle même favorisée par une autre sur Furnes, opérée par douze cents hommes, sous les ordres du maréchal-de-camp Carles, détaché du camp de Dunkerke par le lieutenant-général d'Elbecq.

On manda en même temps au général la Fayette, à Metz, de rassembler, en vingt-quatre heures, un corps d'environ dix mille hommes, formé comme celui de Valenciennes, et à la tête duquel il partiroit en personne, pour se porter avec la plus grande rapidité possible à Givet, d'où il s'avanceroit successivement à Bouvigne et Namur, afin de tâcher de s'emparer de cette place et de son château. Quand même on n'y réussiroit pas, cette diversion favoriseroit toujours, en occupant les Autrichiens, les entreprises contre Mons, Tournai et Furnes; mais en cas de succès, on marcheroit sans délai à Huï, où l'on prendroit poste, afin d'y attendre le reste des forces disponibles de cette armée, qui auroit reçu l'ordre au départ du premier corps de Metz, de se porter sans délai au camp de Dun, sur la rive droite de la Meuse, entre Verdun et Stenai, afin de se réunir le plus promptement possible, marcher alors sur Liége, occuper cette ville, en faire armer les habitans et ceux du comté de Namur, pour défendre avec les Français, contre les armées allemandes qui pourroient arriver postérieurement, le cours de la Meuse de Liége à Verdun, sous la direction du maréchal de Rochambeau, qui auroit pénétré dans les Pays-Bas.

Le ministre observoit aux généraux, qu'il s'agissoit uniquement d'une de ces expéditions brusques qui n'exigent pas les calculs d'une guerre méthodique; en conséquence, il falloit au besoin marcher en cantonnant les troupes, sans trop s'inquiéter des effets de campement, ni même des magasins ou approvisionnemens, le pays ennemi offrant d'abondantes ressources en tous genres. On recommandoit encore aux généraux, d'annoncer que les Français entroient dans la Belgique et la principauté de Liége, uniquement pour assurer la liberté du peuple, et on enjoignoit formellement à MM. de Rochambeau et de la Fayette, de n'intervenir sous aucuns rapports dans le gouvernement ou les affaires politiques des Belges et des Liégeois, parce qu'il importoit uniquement de voir leur insurrection et leur révolution se compléter, sans s'inquiéter des résultats futurs.

L'instruction du général la Fayette lui prescrivoit en outre, de

prendre, avant de quitter Metz, les mesures convenables pour faire camper sans délai entre Thionville et Longwi, un corps suffisant pour inquiéter les troupes autrichiennes établies à Luxembourg et aux environs, afin de les y retenir et de les empêcher d'aller au secours des Pays-Bas. Le maréchal de Luckner devoit les menacer d'un autre côté, en portant de la Basse-Alsace vers la Sarre, une division de huit mille hommes aux ordres du général Kellermann. Ainsi, environ six mille hommes, commandés par le général Ricé, étoient répartis tant à Longwi qu'au camp du Tiercelet, entre cette place et Thionville, et le lieutenant-général Pagnat en avoit réuni dix-huit mille aux environs de Dun, où il les avoit cantonnés de manière à pouvoir les réunir en quatre heures.

Le maréchal de Luckner avoit aussi reçu des instructions, le 22 avril, pour s'emparer des gorges de Porentrui. Cette petite principauté appartenant à l'évêque de Bâle, coupoit notre ligne de défense entre le Rhin et le Rhône, et pouvoit ouvrir une entrée facile dans plusieurs de nos départemens aux troupes allemandes, qui auroient tenté d'entrer dans le royaume par les villes forestières et la Suisse, qu'on *cherchoit à exciter contre la France.*

Observations.

Comment concevoir cet éparpillement de forces aussi peu nombreuses, aux ordres de trois généraux en chef, devant attaquer sur des points aussi éloignés les uns des autres, sans aucune possibilité de se soutenir mutuellement, ni même de correspondre entr'eux? A la bonne heure, quand on est loin de l'ennemi et hors de sa portée, et au moment où l'on prend l'initiative d'un mouvement; alors ce système est propre à donner le change à votre adversaire, à diviser sa surveillance et ses moyens de défense; il facilite la rapidité des opérations; mais alors il faut qu'une seule tête et une seule volonté dirige les mouvemens des différens membres de ce grand corps, et sur-tout leur donne une direction concentrique, afin de pouvoir subitement les

réunir et les faire combattre en masse, dès l'instant où la présence de l'ennemi peut faire craindre une action; enfin, en combiner tous les mouvemens de manière à ne jamais se compromettre dans des actions partielles.

TABLEAU HISTORIQUE

DE LA

GUERRE DE LA RÉVOLUTION

DE FRANCE.

CAMPAGNE DE 1792.

CHAPITRE PREMIER.

PREMIÈRE ENTREPRISE CONTRE LES PAYS-BAS AUTRICHIENS (1).

Armée du Nord.

Proclamation de l'archiduchesse Marie-Christine et du duc de Saxe Teschen, contre les suggestions révolutionnaires. Le général Biron rassemble au camp de Famars dix bataillons et dix escadrons : il marche et campe à Quiévrain ; il s'en empare, et s'avance vers les hauteurs de Boussu ; dans la nuit une insurrection se déclare ; il ordonne la retraite pour le lendemain ; au moment où elle s'effectue, les ennemis ayant attaqué, on entend des cris de *sauve qui peut*, et tout fuit dans le plus grand désordre. On s'arrête à Quiévrain ; bientôt on l'abandonne avec les effets de campement, les équipages, l'artillerie, et l'on arrive à Valenciennes dans la plus grande confusion. Expédition contre Tournai encore plus malheureuse. Massacres à Lille. Le général Carles, qui avoit marché sur Furnes, se replie sur Dunkerke. Ces échecs excitent les plus violens murmures contre le ministre Dumourier. Loi pour défendre à l'avenir le massacre des prisonniers de guerre. Mise en accusation des cinquième et sixième régimens de dragons.

A la première nouvelle de la déclaration de guerre, l'archiduchesse Marie-Christine et le duc de Saxe-Teschen, son mari, gouverneurs

(1) Voyez, tome III, la Carte de la frontière de France, de Dunkerke à Charlemont et Givet, pour servir à l'intelligence des opérations de l'armée du Nord, depuis le 20 avril jusqu'au 21 octobre 1792, n° 2.

généraux des Pays-Bas pour François II, soupçonnant que le ministère français tenteroit d'y provoquer une nouvelle insurrection, publièrent le 29 avril une proclamation, pour prévenir les habitans contre les suggestions révolutionnaires. Cependant la dispersion des troupes dans les villes, pour contenir le pays, ne permettoit pas de porter d'abord sur les frontières des forces suffisantes pour les couvrir et pour les défendre. Dans cette situaion, le duc de Saxe-Teschen et le feld-maréchal de Bender, qui commandoit sous lui, furent obligés de se borner à donner des ordres au lieutenant-général baron de Beaulieu, de couvrir Mons; au général-major comte d'Happoncourt, Tournai; au général-major Sztarai, le pays situé à la gauche de la Sambre, entre Charleroi et Namur, avec de foibles corps d'observation.

Pendant que l'on prenoit ces précautions dans les Pays-Bas, le maréchal de Rochambeau étoit parti de Paris le 21 avril, avec des instructions relatives au premier plan d'opérations dont on a parlé, qu'il croyoit devoir regarder comme stable; mais quelle fut sa surprise de recevoir, le 24, des ordres entièrement contraires, contenant dans leur forme et la manière dont ils étoient conçus, des inconvenances, et de la part du ministre, des preuves d'inconsidération pour le maréchal, qui le blessèrent vivement; néanmoins il prépara promptement les nouvelles mesures qu'on lui prescrivoit, quoiqu'il les jugeât dangereuses et absurdes. En conséquence, le 27 avril, le général Biron rassembla au cantonnement de Famars, près de Valenciennes, dix bataillons et autant d'escadrons, avec lesquels il marcha le lendemain 28 à Quiévrechain où il campa; le 29, il s'empara de Quiévrain, et s'avança ensuite sur trois colonnes vers les hauteurs de Boussu, d'où il chassa les postes avancés du baron de Beaulieu qui occupoit avec trois mille trois cents hommes, dont quinze cents de cavalerie, les hauteurs qui couvrent Mons. Après cette première attaque, les Français se réunirent à Hornu, d'où ils chassèrent encore les ennemis, et se portèrent de-là sur leur gauche, pour attaquer Quaregnon et Jemmapes. Repoussés dans cette partie par l'artillerie

autrichienne, consistant en dix pièces de canon, ils se jetèrent sur leur droite dans l'espérance de pénétrer vers Mons par Wasmes, Pâturage, Frameries et Berthamont; mais le général Biron éprouvant de la résistance dans ces points, se replia sur Boussu pour y passer la nuit. Tout étoit tranquille dans le camp, lorsque vers dix heures du soir, les cinquième et sixième régimens de dragons montent à cheval sans ordre, et se retirent au grand trot, en criant, *nous sommes trahis*. Le général Biron qui étoit accouru, est entraîné par ces mutins; cependant, secondé par Dampière, colonel du premier de ces corps, il réussit à en ramener la plus grande partie, le reste continue à fuir jusqu'à Valenciennes, en criant toujours qu'ils sont trahis, et que Biron a déserté. Dès cet instant, Biron voyant qu'il ne peut plus compter sur ses troupes, ordonne la retraite pour le lendemain 30, à la pointe du jour; elle commençoit à s'effectuer, au moment où Beaulieu qui avoit reçu pendant la nuit un renfort de quinze cents hommes, dont trois cents de cavalerie, marche avec la plus grande partie de ses forces sur les Français, tandis que le surplus manœuvre pour les tourner; poursuivis alors assez vivement par les troupes légères autrichiennes, ils se replient précipitamment. Le sixième régiment de dragons saisi d'une terreur panique, se précipite sur le cinquième qui le précède, en criant, *sauve qui peut*, et tout fuit dans le plus grand désordre jusqu'au-delà de Quiévrain. Dans une circonstance aussi épineuse, Biron ordonne de réoccuper le camp de Quiévrechain, et à un bataillon d'occuper Quiévrain. Il en est bientôt chassé par les Autrichiens; le maréchal-de-camp Fleuri tente de reprendre ce poste et n'y peut réussir; mais Biron arrive avec des renforts, et convaincu que la conservation du camp dépend du succès d'une nouvelle attaque, il la pousse avec tant de vigueur, qu'il chasse les Autrichiens de Quiévrain; cependant, comme il ne peut s'y maintenir sans secours, il en va chercher lui-même; vaine démarche, les troupes refusent de le suivre, elles abandonnent leur camp et reprennent, dans une confusion horrible, le chemin de Valenciennes, où leur général est obligé de les suivre, après

avoir retiré de Quiévrain les trois bataillons qui le gardoient. Les Allemands y entrent alors et se portent ensuite à Quiévrechain, où le camp, les équipages, cinq pièces de canon et un obusier tombent en leur pouvoir.

Ainsi, après une déroute aussi honteuse et aussi inconcevable, les Français rentrent dans Valenciennes sous la protection de la garnison de la place, à la tête de laquelle le maréchal de Rochambeau s'étoit porté sur les hauteurs de Sainte-Sauve, à la première nouvelle de cette incompréhensible cohue. La tentative sur Mons coûta environ trois cents hommes tués ou blessés, et la perte d'une grande quantité d'effets de campement, dont le remplacement étoit infiniment difficile, et dont l'armée avoit le plus grand besoin.

Au reste, soit avant, soit après cette expédition, il ne se présenta aucun déserteur autrichien ou brabançon, et personne ne parut disposé à favoriser les Français ou à provoquer le moindre soulèvement dans la Belgique, comme Dumourier s'en étoit flatté si légèrement.

L'expédition dirigée contre Tournai, eut encore un succès plus malheureux. Le maréchal-de-camp Théobald Dillon, chargé de la conduire, sorti de Lille le 28 avril au soir, à la tête de huit escadrons de six bataillons avec six pièces de canon, avoit atteint le 29 à une heure du matin le village de Baisieu, où il avoit appris que le général-major autrichien, comte d'Happoncourt, étoit sorti de son côté de Tournai avec trois mille hommes. Cette nouvelle n'ayant rien changé aux projets du général, après une halte à Baisieu, il avoit marché vers les hauteurs de Marquin; mais à peine les Français étoient-ils en mouvement, qu'une légère escarmouche s'engagea entre les éclaireurs des deux partis. Ceux des Français, après avoir fait prisonniers deux ou trois chasseurs tyroliens, ne tardèrent pas à appercevoir l'ennemi, se déployant à droite et à gauche à mesure qu'il avançoit sur les hauteurs de Marquin qui couvrent Tournai. Ces dispositions annonçant l'intention de combattre de la part des Autrichiens, le général Dillon qui avoit ordre d'éviter toute espèce d'engagement, commença sa retraite sur Baisieu. A ce mouvement, les Allemands

tirèrent au hasard quelques coups de canon, dont les boulets ne pouvoient atteindre les Français : néanmoins les escadrons qui couvroient la retraite, quoiqu'ils ne courussent aucun danger, prennent l'épouvante, tournent le dos, et renversent ce qu'ils rencontrent ; quatre pièces de canon, leurs caissons, les bagages sont abandonnés par les charretiers, et tous se jettent pêle-mêle sur la chaussée, fuyant vers Baisieu. En vain le général Dillon tente d'y rallier les fuyards, qui ne sont pas suivis par l'ennemi occupé du pillage ; des cris *de traître et de trahison* se font entendre autour du général, auquel un cavalier tire un coup de pistolet, et cette cohue de troupes tant à pié qu'à cheval, traverse précipitamment Baisieu, continuant à se sauver vers Lille. Quant aux Autrichiens, ils se bornèrent à ramasser tout ce qui étoit resté entre Baisieu et Marquin. A l'égard des fuyards, à peine arrivés à Lille, il se forma en dedans de la porte de Five, un rassemblement considérable de soldats de différens régimens de la garnison. Cet attroupement se grossit encore par ceux qui rentrent ; on saisit le colonel du génie Berthois qui avoit accompagné le général Dillon ; il est pendu à l'instant et mis en pièces. Ces cannibales se jettent ensuite sur trois ou quatre prisonniers ennemis qu'on ramenoit, et les égorgent : leur rage n'étoit pas assouvie, le malheureux Dillon, déjà blessé, rentroit conduit dans un cabriolet, on le massacre à coups de fusil et de bayonnette, on arrache son cadavre de la voiture, on le traîne dans les rues jusqu'à la grande place, où on le jette dans un feu allumé avec les enseignes de plusieurs auberges voisines.

Il étoit difficile de commencer une guerre sous des auspices plus tragiques. Le général Carles, après avoir marché sur Furnes où il n'avoit trouvé ni résistance, ni bonne volonté de s'insurger, s'étoit replié sur Dunkerke, dès l'instant où il avoit été instruit de la catastrophe de Théobald Dillon.

Les échecs reçus à Mons et à Tournai excitèrent de toute part les plus violens murmures contre le ministre Dumourier ; on ne concevoit pas comment il avoit eu la légéreté et l'inconséquence de fonder

cette entreprise sur des suppositions entièrement chimériques, ou sur des intelligences imaginaires. Cependant le Corps législatif frappé de tout ce qui venoit de se passer dans ces deux journées, rendit, le 4 mai, une loi pour défendre à l'avenir le massacre des prisonniers de guerre, et le 16 un autre décret, pour mettre en état d'accusation les cinquième et sixième régimens de dragons, pour avoir fui devant l'ennemi; en conséquence, le premier fut envoyé à Douai, l'autre à Arras, pour y être jugés.

Observations.

Sans doute il pouvoit être très-bien vu de profiter de la foiblesse des Autrichiens, pour s'emparer des Pays-Bas et se porter rapidement sur la Meuse et même sur les bords du Rhin; mais il falloit auparavant, dans un moment où l'indiscipline étoit à son comble, avoir réuni les troupes en différentes masses, les avoir essayées, avoir sondé les habitans des Pays-Bas, leur avoir persuadé les avantages d'une nouvelle insurrection, et sur-tout avoir au préalable préparé tous les objets nécessaires pour une expédition aussi importante, et qui exigeoit secret, ensemble et célérité, ainsi que munitions de guerre et de bouche, artillerie, transports, hôpitaux, etc.; enfin une seule tête devoit diriger cette grande opération, mais cette tête ne devoit pas être à Paris, et encore moins devoit-ce être celle du ministre Dumourier.

CHAPITRE II.

Armée du Centre (1).

Le corps aux ordres du général la Fayette se trouve réuni à Givet, où il occupe une position inexpugnable à la droite de la Meuse. Il reste dans l'inaction, et conserve sa position sous Givet. M. de Grave quitte le ministère de la guerre, et M. de Servan le remplace. L'armée corrompue par l'insubordination et la licence. Les déroutes de Mons et de Tournai, quoique très-peu importantes, répandent une grande alarme sur les frontières. Le général Gouvion va camper à Hemptinne. Les Autrichiens emportent Bavai que les Français reprennent. Le maréchal de Rochambeau demande un successeur; le Roi fixe son choix sur le maréchal de Luckner. Il est mandé à Paris pour se concerter avec le ministère.

Le maréchal de camp Louis de Narbonne étoit parti de Metz le 26 avril, pour se rendre à Givet avec l'artillerie, à laquelle se joignirent en chemin plusieurs autres troupes. Le 29, tout le corps du général la Fayette se trouvant réuni sur le même point, après avoir fait cinquante-six lieues en cinquante-cinq heures, diligence extraordinaire, dont l'histoire militaire offre peu d'exemples, trois régimens de chasseurs occupèrent le même jour Bouvignes, sur la rive gauche de la Meuse, en avant de Givet; le reste de l'armée, campé sur deux lignes, en avant du village de Rancennes, étoit dans une position inexpugnable à la droite de la Meuse, le front couvert par la Houille, la droite appuyée à cette rivière et au bois de Flohimont, la gauche au retranchement du Mont-d'Haure, tenant à Givet. On appercevoit en arrière de ce camp, la tente du général surmontée d'un drapeau national aux trois couleurs, et du bonnet de la liberté. Le 30, le maréchal-de-camp la Tour-Maubourg, cantonna en avant de la Houille, sur la droite de la position de Rancennes, vers la rive gauche

(1) Voyez, tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1^er^, et celle n° 2.

de la Lesse qui se jette dans la Meuse au-dessus de Dinant, avec un détachement de grenadiers et de troupes à cheval; une autre avant-garde de trois mille trois cents hommes, aux ordres du maréchal-de-camp Gouvion, marcha en même temps sur Bouvignes, où elle se trouvoit en mesure de ravager le pays ennemi; cependant, le général la Fayette n'osant sans doute compter sur ses troupes, après les échecs de Mons et de Tournai, resta dans l'inaction, et conserva sa position sous Givet, quoique le ministre l'autorisât à revenir à Dun.

A cette époque, M. de Grave, ministre de la guerre, fatigué des difficultés de l'administration, dans les conjonctures fâcheuses où se trouvoit la France, donna sa démission le 9 mai, et fut remplacé le lendemain par M. de Servan.

L'armée étoit corrompue par l'insubordination et la licence toujours impunies depuis trois ans; la révolution ayant fait négliger l'instruction des troupes, la plupart des régimens manœuvroient mal; on n'auroit osé sans danger hasarder des mouvemens en présence de l'ennemi; les troupes du camp de Givet observoient une discipline assez exacte, mais ailleurs les liens de la subordination étoient à-peu-près entièrement rompus, par la défiance qui existoit entre les officiers et les soldats : on avoit stimulé l'ambition de ceux-ci, en les déclarant susceptibles de tous les grades. Ainsi, aspirant tous à remplacer leurs chefs, ils ne négligeoient aucuns moyens pour les dégoûter, et menaçoient même quelquefois de les égorger, s'ils ne quittoient pas de bon gré.

Les déroutes de Mons et de Tournai, quoique très-peu importantes, avoient répandu une grande alarme sur les frontières des anciennes provinces de Picardie et de Champagne; l'administration départementale de l'Ain, séante à Laon, exprimoit très-vivement la crainte de voir l'ennemi sur son territoire, et le ministre de la guerre pour calmer ces craintes, crut devoir charger l'adjudant-général Alexandre Berthier, d'aller le 11 mai rassurer ces administrateurs.

Le 12 mai, le général Gouvion étoit parti de Bouvignes avec six

bataillons, pour camper à Hemptinne, entre Philipeville et Florenne, pour observer Charleroi, où les Autrichiens venoient d'augmenter leurs troupes, et d'où ils auroient pu faire des courses vers Solre et Chimai.

Le 17 mai, un corps autrichien étoit sorti de Mons, et après avoir débouché du bois de Sars sur trois colonnes, avoit attaqué et emporté Bavai, ce qui avoit obligé les Français à se replier sur Jalain et le Quesnoi, d'où ils s'étoient reportés bientôt après sur Bavai, où ils étoient rentrés après en avoir chassé les ennemis.

Vainement le maréchal de Rochambeau avoit-il fortement improuvé l'entreprise prématurée du 28 avril, les soldats de l'armée du nord la lui imputoient néanmoins, et menaçoient de le pendre. Cette méfiance des troupes et une santé affoiblie ne permettant plus au maréchal de garder le commandement de l'armée, il manifesta au roi dès le 30 avril, l'intention de s'en démettre, et ayant réitéré ensuite plusieurs fois la demande d'un successeur, le roi fixa son choix sur le maréchal de Luckner, à qui l'on manda de se rendre de Strasbourg à Paris, pour se concerter avec le ministère.

Observations.

Si l'invasion de la Belgique, comme on l'a déjà dit, étoit une opération militaire très-bien vue, ce ne pouvoit être qu'en réunissant les forces françaises, au lieu de les disséminer de Dunkerke à Givet; ce fut donc encore une faute ajoutée aux autres, de la part du ministre Dumourier, que d'avoir fait porter le général la Fayette sur Givet. Les Autrichiens étant alors trop peu nombreux dans le Luxembourg et sur la Meuse, pour avoir rien à craindre de leur part, c'étoit vers le centre, c'est-à-dire sur Mons et Tournai, qu'il auroit fallu diriger tous les points d'attaque; leur réussite entraînoit la chute de Bruxelles, d'où l'on se portoit ensuite le plus facilement et à-peu-près sans obstacles, sur la Meuse, et peut-être bientôt après sur le Rhin, où auroit pu marcher en même temps le maréchal de

Luckner. Les ennemis n'avoient encore rassemblé aucunes troupes à cette époque, et les émigrés ne commencèrent à se réunir dans l'électorat de Trèves, que dans le mois de juin. Les préparatifs hostiles de l'Autriche dans le Luxembourg, sont du même mois, et ce fut dans celui de juillet, où le prince de Hohenlohe-Kirchberg rassembla environ trente mille Autrichiens sur la droite du Rhin à Schwetzingen, au-dessus de Manheim.

CHAPITRE III.

Armée du Rhin (1).

Le maréchal de Luckner cantonne une partie de son armée dans la Basse-Alsace. Il charge le général Custine de l'envahissement de la principauté de Porentrui : il s'en rend maître. On forme un camp de cinq mille hommes à Hesingen, près de Huningue, un autre sous le canon de Neu-Brisach, un troisième à Plobsheim, près de Strasbourg, enfin un quatrième à Neukirchen, près de Sarguemines. Les émigrés se rassemblent dans les électorats de Trèves, de Mayence et dans le Palatinat. Le général Biron est nommé pour commander sur le Rhin. Les Autrichiens font des préparatifs hostiles dans le Luxembourg. Le général Kellermann vient camper à Waldgasten, entre Saarbruck et Sarre-Louis. Le prince de Hohenlohe-Kirchberg rassemble trente mille hommes à Schwetzingen, près de Manheim. Le général Kellermann vient camper à Bouquenon. Il discute avec le général Biron la défense du Rhin. On arrête de garder les lignes de la Queiche. Le prince de Hohenlohe passe le Rhin et vient camper à Réhute, entre Spire et Manheim. Le général Biron ordonne une reconnoissance : le général Custine, à qui elle est confiée, trouve les avant-postes ennemis en avant de Landau : le corps de leur armée étoit alors à Lingenfeld. Ils veulent assiéger Landau : le maréchal de Luckner confie la défense de cette place au général Custine. Il fait camper le général Kellermann à Lauterbourg. Le prince de Hohenlohe échoue devant Landau ; il marche par Kayserlautern sur Hombourg, dans le dessein de côtoyer la Sarre et de passer la Moselle, entre Trèves et Thionville. Le général Martignac émigre du camp de Hesingen. Le général Kellermann reçoit l'ordre de venir prendre le commandement de l'armée du centre, et d'y conduire dix mille hommes tirés de l'armée du Rhin.

Le maréchal de Luckner, après avoir cantonné dix ou douze mille hommes à l'extrémité de la Basse-Alsace, contre Landau, Wissembourg et Lauterbourg, et avoir dispersé le reste dans les places, avoit chargé le général Custine de l'envahissement de la principauté de Porentrui ; en conséquence, ce général s'étoit rendu le 28 avril sur

(1) Voyez, tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er, et celle du Cours du Rhin, de Plobsheim et Strasbourg à Rheinfels, n° 3.

la frontière de la Haute-Alsace, au village de Rechesi, avec trois bataillons, une compagnie d'artillerie et trois cents dragons; il avoit fait marcher le soir même le général Ferrière à la tête de deux mille hommes, pour occuper la ville de Porentrui; quatre cents Autrichiens venus à la demande de l'Evêque, pour le garder, se trouvant trop foibles pour opposer la moindre résistance à des forces aussi supérieures, se bornèrent à couvrir la retraite du Prélat qui, craignant de tomber entre les mains des Français, se réfugia à Bienne en Suisse, d'où les Allemands qui l'avoient accompagné, se rendirent dans le Brisgau par Rhinfeld, en traversant le territoire du canton de Bâle.

Le général Custine, maître de la principauté de Porentrui, ayant senti la nécessité de s'assurer des gorges qui traversent le pays, après avoir laissé le général Ferrière à Délémont, s'occupa à faire élever sur la montagne de Laumont, près de la Cense de Rangier, des retranchemens pour défendre les débouchés qui viennent de Fribourg, Bienne, Soleure et Bâle; mais comme les Autrichiens pouvoient revenir plus en force dans cette partie, on y porta encore cinq mille hommes, qui furent campés à Hésingen, près de Huningue, à la vue de Bâle; on établit en même temps un petit camp sous le canon de Neu-Brisach, et un autre de huit mille hommes à Plobsheim (1), entre cette place et Strasbourg, tous les trois pour garder le Haut-Rhin; enfin le général Kellermann commandant à Landau, avoit reçu l'ordre de former le 1er mai, un quatrième camp de huit mille hommes des deux armes à Neukirchen, sur la droite de Sarguemine, entre la Sarre et la Blies. L'objet de cette position étoit de couvrir cette partie de la frontière, d'entretenir la communication entre la gauche de l'armée du Rhin et la droite de l'armée du centre, d'assurer leurs flancs, de pourvoir au besoin à la défense de la Sarre, et de lier celle du Rhin avec celle de la Moselle et de la Meuse.

(1) Voyez, tome III, la Carte du Cours du Rhin, de Plobsheim et Strasbourg à Rheinfels, n° 3.

Après ces différens arrangemens, le maréchal de Luckner, mandé à Paris, étoit parti de Strasbourg le 9 mai, laissant au vieux général la Morlière, le commandement, par interim, de troupes aussi indisciplinées et ayant autant de propension à l'insurrection, que celles des armées du nord et du centre.

Cependant le Gouvernement voyoit avec inquiétude se former des rassemblemens d'émigrés dans les électorats de Trèves, de Mayence, particulièrement à Bingen, où étoit alors le prince de Condé, sur les confins de la Basse-Alsace, à Spire, à Vorms et en Suisse. Le ministre Servan ordonna au général la Morlière, de requérir le canton de Soleure, de faire sortir de son territoire tout Français suspect par sa conduite, ses opinions ou ses vues hostiles contre sa patrie.

Le général la Morlière, étant d'un âge trop avancé pour conserver le commandement du Rhin, le ministre y nomma le général Biron, qui accepta par une lettre du 7 juin.

Les préparatifs des Autrichiens dans le duché de Luxembourg, obligèrent le général Kellermann de quitter, le 20 juin, le camp de Neukirchen, pour aller occuper celui de Waldgasten, entre Forbach et Sarre-Louis, d'où il poussa sur sa gauche un corps à Bousonville, dans le triple objet d'observer les ennemis, de les inquiéter, et de se lier par Thionville aux forces que nous avions dans cette partie, sur la frontière du duché de Luxembourg; le général Kellermann projetoit en outre de marcher brusquement à Trèves, pour s'y emparer des magasins de l'ennemi.

Le général Biron, arrivé à Strasbourg le 14 juillet, ayant trouvé qu'on avoit mal pourvu à la défense de cette place, après avoir ordonné de réparer promptement cette négligence, s'étoit rendu au camp de Plobsheim; mais le maréchal de Luckner qui étoit arrivé lui-même à Strasbourg le 21 juillet, soit mécontentement des mesures du général Biron, soit afin de lui faire essuyer un dégoût, avoit chargé du commandement de la place, avec une autorité indépendante, le vieux général la Morlière, sous prétexte que le camp de Plobsheim suffisoit seul pour occuper un général. Après avoir fait

ces nouvelles dispositions, le maréchal étoit allé le 15 à Landau, d'où il étoit parti le lendemain pour Metz, où un nouveau plan de défense des frontières venoit de fixer le principal corps de son armée.

Le prince de Hohenlohe-Kirchberg venoit de rassembler environ trente mille hommes à Schwetzingen, entre Manheim et Heidelberg, et il en avoit remis dix mille au prince d'Esterhazi, pour les répartir dans différens postes sur la rive droite du Rhin, depuis les frontières de la Suisse jusques vers Philisbourg.

Ces mouvemens, qui obligeoient le général Kellermann à se rapprocher des points qui sembloient être menacés par les Autrichiens, l'avoient déterminé à décamper de Sarre-Louis et de Bousonville, pour venir en deux marches à Bouquenon ; bientôt après il se porta en quatre marches sur Weissembourg, où il arriva par les gorges de Lembach, le 16 juillet, et le 27 campa sur les hauteurs en avant de Herxheim, entre Rheinzabern et Landau, où il se trouva en mesure, d'après les ordres du général Biron, de protéger cette place, dont il se trouvoit à deux lieues.

Mais sur la nouvelle des dispositions des Autrichiens pour passer le Rhin, le général Biron étoit parti brusquement du camp de Plobsheim avec douze mille hommes, qui avoient remplacé, le 27, à Weissembourg les huit mille du général Kellermann, au camp duquel le général Biron étoit accouru le 29, pour concerter les mesures exigées par les circonstances.

Ces deux généraux discutèrent : 1°. Si l'on marcheroit à l'ennemi, quand il auroit passé le Rhin. 2°. Si l'on occuperoit les lignes de la Queiche qui n'étoient pas en état de défense ou celles de la Lauter. 3°. S'il n'étoit pas plus convenable, vu la supériorité des forces de l'ennemi, de renforcer la garnison de Landau et de l'abandonner à ses propres forces, en se postant derrière les lignes de la Lauter. Les deux corps réunis, formant au moins vingt mille hommes, et devant suffire pour soutenir Landau, on préféra de garder les lignes de la Queiche et même de marcher à l'ennemi, dès l'instant où l'on seroit

assuré de ses desseins. On arrêta en conséquence de faire prendre au corps du général Biron une position entre Landau et Germersheim, et à porter celui du général Kellermann sur la gauche de Landau. Ce dernier exécuta son mouvement, la nuit du 31 juillet au 1er août, et campa en avant de Artsheim. Quant au général Biron, après y avoir mûrement réfléchi, il crut plus essentiel de rester lui-même à Weissembourg.

Sur ces entrefaites, le prince de Hohenlohe leve son camp de Schwetzingen, dans la nuit du 1er au 2 août, passe le Rhin au-dessus, de Manheim et s'établit à Rehute, entre cette ville et Spire, ayant sur sa droite le prince de Condé avec cinq mille émigrés français.

Cependant le général Biron flottoit dans la plus grande incertitude; selon les uns, les Autrichiens avoient passé le Rhin, selon d'autres ils étoient encore à la droite de ce fleuve; pour s'assurer de la vérité, le général détacha de Weissembourg, la nuit du 2 au 3 août, trois mille hommes, sous les ordres du général Custine, afin de marcher sur Landau, et de faire entre cette place et Spire une reconnoissance, pour constater la situation de l'ennemi; en même temps le général Kellermann recevoit l'ordre de prêter une partie de sa cavalerie et de ses grenadiers, pour aider le général Custine à remplir sa mission. Ce dernier borda d'abord les lignes de la Queiche à la droite de Landau, avec les troupes qui lui avoient été confiées à Weissembourg, et disposa assez mal les grenadiers et la cavalerie tirés du corps du général Kellermann, en les postant en avant de la place, afin de protéger sa retraite; il s'avança ensuite sur le chemin de Spire, où il fut bientôt arrêté par un nuage d'hussards ennemis, au milieu desquels il fit très-sagement de ne point se hasarder. Les Autrichiens partis ce même jour, 3 août, de Rehute, étoient venus camper à Lingenfeld, entre Germersheim et Spire, et le prince de Condé s'étoit avancé de Creutznach à Neustadt. Ainsi pressé par les ennemis, le général Custine se rapprocha des lignes de la Queiche, où il fut bientôt suivi par plusieurs détachemens autrichiens qui, près de Damheim, forcèrent ses troupes, malgré leur vigoureuse résistance, à les laisser pénétrer; mais ils

finirent par se retirer, sans chercher à se prévaloir de cet avantage.

L'objet du mouvement en avant des Autrichiens étoit la prise de Landau, où les émigrés croyoient avoir des intelligences certaines; le général Martignac devoit, disoient-ils, leur livrer la place, si l'armée de l'Empereur s'avançoit assez pour intercepter tous les secours; cependant le prince de Hohenlohe, soit timidité, soit méfiance, ne voulut rien hasarder et l'entreprise échoua.

Le maréchal de Luckner, sur l'avis de l'entrée des ennemis en Alsace, étoit arrivé le 5 août à Weissembourg et le lendemain à Lauterbourg. Convaincu que si le prince de Hohenlohe attaquoit les lignes de la Queiche, la supériorité en nombre lui assureroit les moyens de les forcer, le maréchal crut prudent de se réduire à une défensive rigoureuse; en conséquence il confia au généaal Custine le commandement de Landau, et le génénal Kellermann, après y avoir jeté trois bataillons, qui en portèrent la garnison à six mille hommes, partit d'Artzheim, le 4 août au point du jour, et vint camper à Lauterbourg.

Le 7, le prince de Hohenlohe avoit marché de Lingenfeld, feignant de vouloir attaquer les lignes de la Queiche, afin d'assiéger ensuite Landau; mais ces démonstrations auxquelles les généraux furent trompés, couvroient une nouvelle intrigue ourdie par le prince de Condé, qui fut trompé lui-même dans l'espérance d'engager le général Custine à lui livrer la place, dont on venoit de lui confier le commandement. Malgré cette mauvaise réussite des ennemis, le maréchal persistant dans son opinion d'éviter soigneusement le hasard d'un combat, ordonna de se concentrer entre Lauterbourg et Weissembourg, derrière les lignes de la Lauter, dont il ordonna la réparation. Le général Kellermann fut chargé de leur défense avec environ quinze mille hommes, et le général Biron reçut l'ordre de se rendre avec le surplus des troupes à Strasbourg et Plobsheim, pour s'opposer aux diversions des ennemis, entre cette place et Huningue. Après ces dispositions, le maréchal de Luckner se rendit à Metz.

Le prince de Hohenlohe ayant échoué devant Landau, revint le

8 août au camp de Lingenfeld. Le 10, le prince de Condé passa le Rhin avec les émigrés, et il remonta à la rive droite vers Kehl et Fribourg, afin de seconder le prince d'Esterhazi, et de retenir en Haute-Alsace, par la crainte d'une invasion, le plus grand nombre possible de troupes françaises. Le 12, le prince de Hohenlohe, après avoir laissé à Lingenfeld, pour observer le général Kellermann, douze mille hommes aux ordres du feld-maréchal-lieutenant comte d'Erbach, alla camper, avec dix-huit mille, à Neustadt; le lendemain il passa la gorge de ce nom et arriva, après une marche très-pénible, à Kayserlautern, d'où, après quelque repos, il marcha, les 15, 16 et 17, vers Hombourg. Arrivé là, le général autrichien montra des têtes de troupes vers Bitsche, Sarguemines et Sarre-Louis, afin d'inquiéter les Français pour ces places; mais son unique objet, en côtoyant la Sarre, étoit de s'approcher de la Moselle par Mertzig, et de se mettre à portée de la passer entre Thionville et Trèves, pour seconder les Prussiens, au moment où ils pourroient opérer dans cette partie.

Arrivé à Strasbourg, le général Biron porta toute son attention vers la Haute-Alsace, où il soupçonnoit les ennemis de vouloir pénétrer. Le général Martignac ayant émigré du camp d'Hesingen, il en donna le commandement au général Ferrières; il fit occuper ensuite par des forces suffisantes le château de Porentrui et le passage de la Pierre-Pertuis, afin d'ôter aux Autrichiens la possibilité de pénétrer par là sur le territoire français. Pendant que le général Biron surveilloit avec attention les démarches du prince d'Esterhazi, le général Kellermann faisoit réparer les lignes de la Lauter; il se flattoit de pouvoir les défendre, en réduisant les points d'attaque à ceux de Weissembourg et à Lauterbourg, et en soutenant ces positions par un corps de troupes intermédiaire, lorsqu'il reçut, le 28, un courrier par lequel le Conseil exécutif lui enjoignoit, d'aller remplacer le maréchal de Luckner dans le commandement de l'armée du Centre, qui devoit être renforcée par dix mille hommes, infanterie et cavalerie, tirés de l'armée du Rhin, et dirigés sans délai sur Metz.

Observations.

QUEL que pût être le plan général de campagne arrêté entre les Puissances coalisées, on ne conçoit pas pourquoi les Autrichiens, qui devoient connoître la foiblesse du corps d'armée aux ordres du maréchal de Luckner, chargé de veiller à la défense du territoire français, de Bellai, près de la rive droite du Rhône, à Landau, et de-là à Sarre-Louis, se sont éloignés de l'Alsace pour se porter sur la Moselle, tandis qu'à la tête de quarante mille hommes, le prince de Hohenlohe pouvoit entrer dans le département du Bas-Rhin sans grands obstacles, et probablement se porter sur Sarre-Louis ou Thionville, par Bitsche et Sarguemines, sans être obligé de remonter dans l'électorat de Trèves; ce qui dès le début de la campagne auroit infiniment embarrassé les Français, dont les forces étoient toutes divisées, sans cependant nuire au projet des ennemis, d'attaquer par le centre.

CHAPITRE IV

Armée du Midi (1).

Le ministre Dumourier avoit songé, dès le mois d'avril, à la conquête de la Savoie; il ne prend cependant aucune mesure à ce sujet. Le général Montesquiou, commandant dans le Midi, se plaint de cet excès de négligence. M. Dumourier néglige ces représentations, dont le ministre Servan s'occupe. Le roi de Sardaigne accorde la paie de guerre à ses troupes; un corps nombreux d'Autrichiens est prêt à s'y réunir; le général Montesquiou craint de leur part une invasion qui se dirigeroit sur Lyon. Il se rend à Paris pour éveiller l'attention du Corps législatif sur cet ordre de choses.

Dès le mois d'avril, le ministre Dumourier avoit songé à faire conquérir la Savoie, et il auroit dû prendre les mesures convenables pour cette entreprise; aussi, toujours guidé par sa légèreté ordinaire, avoit-il assuré au général Montesquiou, qu'il trouveroit tout disposé, soit pour l'attaque, soit pour la défense. Cependant, arrivé sur les lieux, le général n'y trouva pas même les premiers préparatifs d'un rassemblement; point d'armes dans les arsenaux, pas un caisson, ni pour les vivres, ni pour les hôpitaux, pas un cheval d'artillerie, pas une tente, à peine quelques pièces de canon de campagne sans le moindre approvisionnement; ni officiers généraux, ni état-major; enfin il n'étoit non plus question d'armée, que si l'on avoit eu la certitude de rester en paix du côté des Alpes et des Pyrénées. C'étoit cependant à la même époque où l'on déclaroit la guerre à l'Autriche, et où l'on témoignoit une extrême malveillance pour le roi de Sardaigne, qui venoit de refuser de recevoir M. de Sémonville, en qualité d'envoyé de France.

A peine instruit par ses propres yeux de l'inconcevable négligence du ministre, le général Montesquiou se hâta de lui représenter com-

(1) Voyez, tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er.

bien l'Assemblée législative et lui étoient trompés ; ses premières dépêches contenoient le tableau exact des besoins de son armée, dont le ministre avoit affirmé plusieurs fois la formation complète, au moment où les demandes du général équivaloient à une création entière. M. Dumourier ayant négligé ces représentations, Montesquiou crut devoir s'adresser avec plus de confiance au nouveau ministre de la guerre, le général Servan qui, après avoir pourvu aux besoins les plus pressans de l'armée du Midi, jugeant le royaume moins exposé pour le moment du côté des Alpes, demanda au général Montesquiou d'envoyer sur le Rhin vingt bataillons, qui sur de sages représentations furent réduits à dix. Cependant le 15 juillet, le roi de Sardaigne avoit accordé la paie de guerre à ses troupes, et le même jour on avoit lu dans toutes les églises du Piémont une lettre pastorale de l'évêque de Turin, qui invitoit les bons chrétiens à prier Dieu pour la prospérité des armes piémontaises, contre les Français rebelles à la Divinité et à leur Roi ; en outre, un corps nombreux d'Autrichiens rassemblé dans le Milanais, étoit au moment de se réunir à l'armée sarde. Alors le général Montesquiou, informé de ces différentes mesures, dut craindre de voir environ soixante mille hommes, répartis dans le comté de Nice, le Piémont et la Savoie, menacer avant peu le centre du royaume d'une invasion, qui se dirigeroit probablement sur Lyon. Cette ville, seulement à quinze lieues de la frontière, offroit des richesses à saisir et de nombreux mécontens, qui seroient devenus probablement auxiliaires des ennemis.

Pénétré de ces différentes vérités, et dans la crainte de suites fâcheuses, le général Montesquiou ne perdit pas un moment pour se rendre à Paris, où il parut, le 24 juillet, à la barre du Corps législatif, afin d'éveiller son attention sur cet ordre de choses.

Observations.

Par-tout on voit de la part du ministre Dumourier la même légèreté, les mêmes inconséquences ; rien ne lui paroît impossible, toutes les

difficultés doivent s'aplanir devant sa seule volonté ; il suffit qu'il ait arrêté un plan ou un projet quelconque, pour rester convaincu de sa réussite. Ainsi pour envahir la Belgique, il donne des ordres d'attaque avant même que les corps eussent été réunis et mis en état d'agir. Quant au départ du général la Fayette de Metz pour Givet, on n'avoit pris aucune précaution, on manquoit de tous les moyens de transport, et on fut obligé d'employer jusqu'aux chevaux de carrosse qui se trouvoient dans la ville, pour traîner l'artillerie. A l'égard de la Savoie, il annonçoit au général Montesquiou que tout étoit prêt pour attaquer, et que l'on n'attendoit que sa présence ; et il n'y avoit ni armes, ni caissons, ni tentes, ni canons, ni hôpitaux, ni chevaux, ni vivres, ni munitions de guerre, etc. Et c'est dans un pareil ministre que le parti dominant alors dans l'Assemblée, mettoit sa confiance !

CHAPITRE V

Armée du Nord (1).

Le maréchal de Luckner propose de servir d'aide-de-camp au maréchal de Rochambeau, et de faire ses efforts pour l'engager à rester à son poste; il part pour Valenciennes. Réunion dans cette ville des maréchaux de Luckner et de Rochambeau et du général la Fayette. Ces trois généraux réunis, blâment fortement la déclaration de guerre et les premières opérations militaires. M. de Rochambeau persiste à quitter le commandement. M. de Luckner le remplace. Il se charge de la défense de la frontière de Dunkerke à Philipeville et M. de la Fayette de celle de Philipeville à Metz. Ces deux généraux demandent des forces suffisantes pour agir, des armes, des munitions, etc. Le général autrichien Sztarai marche sur Florenne et canonne le camp d'Hemptinne; le général Gouvion se retire. Le ministre Dumourier continue à soutenir l'offensive dans le conseil. Le maréchal de Luckner propose à la Cour un plan différent; on lui ordonne l'offensive. Le général la Fayette vient occuper le camp de Maubeuge; le maréchal de Luckner se porte sur la Lys, son avant-garde s'empare de Menin, et bientôt après de Courtrai. Le général autrichien Clairfait surprend les postes avancés du général Gouvion, qui est tué en se retirant. Le duc de Saxe Teschen envoie le général Beaulieu à Tournai. Il forme à Halle un camp destiné à couvrir Bruxelles. Le général la Fayette vient camper à Tainières. Il retourne à Maubeuge. Les ministres Servan, Clavière et Roland sont renvoyés. Le ministre Dumourier est obligé de quitter aussi sa place; il va servir sous le maréchal de Luckner. Journée du 20 juin. Le général la Fayette vient à Paris. Il échoue dans ses projets. Le maréchal de Luckner reste dans l'inaction dans son camp de Menin. Les Autrichiens sont délogés des faubourgs de Courtrai où le général Jarri fait mettre le feu. Le maréchal de Luckner évacue Courtrai, et revient à Famars près de Valenciennes. Le nouveau ministère se décide à la guerre défensive. Changemens dans la distribution des armées. Les Autrichiens prennent l'offensive. Ils attaquent et emportent Orchies; les Français les en chassent. Le général Arthur Dillon prend le commandement de l'armée du Nord. Différens mouvemens des Autrichiens pour favoriser l'exécution du plan de campagne arrêté entre les coalisés. Le général Clairfait se porte sur Luxembourg avec douze mille hommes. Différens petits combats autour du camp de Maulde; les Français y ont l'avantage.

En arrivant à Paris, le maréchal de Luckner avoit proposé au roi et aux ministres une mesure préférable, selon lui, à celle de lui faire

(1) Voyez, tome III, la Carte pour servir à l'intelligence des opérations de l'armée du Nord, n° 2, et la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er.

prendre sur-le-champ le commandement de l'armée de Flandre; cette mesure étoit d'aller à Valenciennes, pour chercher à calmer les soldats égarés, ranimer les généraux découragés, relever l'espoir des troupes, rétablir entr'elles et le maréchal de Rochambeau, la confiance naturelle, première force des armes; faire tous ses efforts pour engager celui-ci de rester à son poste; enfin pour lui servir de premier aide-de-camp, jusqu'au moment où l'union étant parfaitement rétablie, il pourroit retourner sur le Rhin.

Le maréchal de Luckner porta ces dispositions, le 16 mai, à Valenciennes, où le général la Fayette fut aussitôt mandé de Givet. Le 18, à son arrivée, il eut avec les deux maréchaux une conférence dont ils adressèrent au ministre de la guerre le résultat signé d'eux, et portant :

« Qu'ils ont unanimement reconnu, que s'il étoit préjudiciable à la » patrie d'avoir déclaré la guerre dans un moment où les dépêches » des généraux démontroient, qu'aucune des armées n'avoit été mise » en état de la faire, la situation de la France avoit été bien empirée, » par le projet d'attaque de la Belgique, qui, en faisant débuter les » Français par des revers, avoit en même temps désorganisé les » moyens futurs de succès ».

Cette manière de voir étoit entièrement analogue au contenu d'une lettre écrite le 9 mai, par M. de la Fayette au Ministre, à qui il mandoit : « Je ne récriminerai pas sur le passé, mais il résulte de ce » qu'on a fait, que nous sommes dans une position très-décousue, » et de ce qu'on n'a pas fait, que nous manquons à-peu-près de tout » ce dont une armée peut avoir besoin. Le dénuement des moyens » les plus nécessaires influe moralement et physiquement sur le sort » de la campagne, et nous n'avons pas un instant à perdre pour en » réparer le triste début ». Il étoit impossible d'improuver plus catégoriquement les projets et les mesures du ministre Dumourier, à qui on pouvoit imputer d'autant plus justement nos revers, qu'ayant envahi, en très-grande partie, l'administration militaire, c'étoit lui qui avoit réellement dirigé ou plutôt négligé les préparatifs

de guerre, regardant comme assurées et disponibles, les ressources du pays ennemi, avant même qu'il fût conquis.

Le maréchal de Rochambeau ayant exprimé de nouveau l'intention de quitter l'armée du nord, le Ministre lui envoya, le 17 mai, le consentement du roi; en conséquence, il remit, le 19, le commandement au maréchal de Luckner.

Dès le 20, après avoir pris par écrit plusieurs arrangemens avec le général la Fayette, le maréchal de Luckner arrêta avec ce dernier, la démarcation de leurs commandemens respectifs. Le Maréchal se chargea de la défense de la frontière depuis Dunkerke jusqu'à Philipeville exclusivement, et le général la Fayette garda la partie comprise entre Philipeville, Metz et Thionville inclusivement; ainsi le territoire de l'armée du Rhin fut augmenté de Thionville à Bitsche, espace resté jusqu'alors dans une espèce d'indivision entre les deux armées. Le général Kellermann eut donc alors pour objet spécial; de secourir au besoin l'armée du Rhin, et de couvrir la frontière baignée par la Sarre.

Après avoir déterminé leurs positions respectives, le maréchal de Luckner et le général la Fayette invitèrent le ministre de la guerre à faire déterminer par le comité des fortifications, la force de la garnison nécessaire à chaque place; ils observoient ensuite, qu'ils avoient chacun deux camps particuliers à garnir convenablement : le premier, ceux de Dunkerke et de Maubeuge, et le second, ceux de Sédan et de Tiercelet, entre Longwi et Thionville; ils fixoient à vingt mille hommes pour chaque armée les forces nécessaires pour cet objet, sans compter quelques autres postes à occuper, comme Charlemont, Montmédi, etc. qui exigeoient chacun trois ou quatre mille hommes. D'ailleurs, exposés avant la fin de juin à avoir en tête des forces infiniment supérieures en nombre, les deux généraux regardoient comme indispensable, d'avoir chacun une armée agissante de quarante mille hommes effectifs, auxquelles on auroit soin d'attacher la majeure partie des troupes légères à pié et à cheval. Il n'étoit pas moins important, en outre : 1°. de pourvoir d'armes et de muni-

tions de guerre, sur-tout de poudre, les arsenaux et les magasins entièrement dégarnis. 2°. De venir au secours des officiers, soit en les payant en numéraire, soit en leur fournissant en nature les subsistances nécessaires, au moyen d'une retenue.

Le ministre Servan, bien persuadé de ces tristes vérités, éprouvoit l'impossibilité de créer magiquement des moyens qui manquoient, ou dont les préparatifs exigeoient du temps; et il étoit obligé, malgré lui, à borner son infatigable activité à réparer les fautes et l'imprévoyance d'autrui; il donnoit les ordres les plus pressans aux entrepreneurs en tous genres, de faire travailler jour et nuit aux approvisionnemens, en même temps il tiroit de toutes les parties du royaume, les troupes de ligne ou nationales qui n'y étoient pas indispensablement nécessaires, pour les envoyer renforcer les armées; il accéléroit le recrutement des anciens corps, et l'organisation des nouveaux bataillons de volontaires nationaux; il pressoit l'Assemblée d'ajouter à son décret du 28 avril, concernant la levée de six légions, un autre décret qui autorisât de mettre sur pié un certain nombre de compagnies franches, composées comme les légions, d'étrangers, de déserteurs et de soldats sortis des troupes de ligne depuis la révolution. Dix-huit de ces compagnies et une légion étoient destinées pour l'armée du nord, indépendamment des autres renforts en marche pour la joindre.

Le 23 mai, le général autrichien Sztarai avoit marché de Charleroi à Florenne, et canonné le camp d'Hemptinne. Le maréchal-de-camp Gouvion qui l'occupoit avec quatre mille hommes, craignant d'être tourné, s'étoit retiré en bon ordre sous le canon de Philipeville, après avoir eu vingt-quatre hommes tués, et soixante-sept de blessés.

Le 27, deux mille cinq cents Autrichiens, partis du camp de Buri, entre Condé et Leuse, après avoir débouché des bois sur trois colonnes, avoient chassé un poste des Français du hameau de Cocq, en avant de Condé, et les avoient poursuivis jusqu'à la redoute avancée de la place, dont l'artillerie avoit fait essuyer une grande perte à une de leurs colonnes qui s'en étoit trop approchée.

Cependant, le ministre Dumourier s'obstinoit à soutenir dans le conseil, la nécessité de l'offensive, comme l'unique moyen d'empêcher nos frontières d'être entamées; il convenoit néanmoins de la nécessité de laisser aux généraux la direction de leurs opérations, d'après les connoissances locales; mais le maréchal de Luckner, dont l'autorité s'étendoit sur l'armée du centre comme sur celle du nord, après s'être suffisamment instruit de ses forces et de celles de la frontière, ayant jugé impraticable le projet de M. Dumourier, excepté sous le rapport d'une pointe dans les Pays-Bas, concerta un autre plan avec le général la Fayette, en conséquence duquel, celui-ci arriva le 29 mai à Valenciennes, avec le général Gouvion et quelques troupes, après avoir pourvu à la défense de Givet, de Philipeville, et assuré la communication de cette partie avec l'armée du nord, par Bossu-les-Valcourt, Beaumont et quelques autres postes dans la direction de Maubeuge. Voici le plan du Maréchal exposé dans une de ses dépêches :

« Puisque le ministère pense, qu'il est indispensable à l'avantage » de la nation française de faire une nouvelle tentative, pour aider » les Belges à recouvrer leur indépendance; puisqu'il croit que le 10 » juin au plus tard, il faut s'être mis en mouvement, il convient de » lui présenter le seul plan qui ait paru praticable et exempt de dif- » ficultés, que l'inexpérience des troupes et l'échec funeste qu'elles » ont éprouvé, concourent à rendre insurmontables. Il consiste à » entreprendre une incursion dans la Flandre autrichienne, avec les » forces disponibles de l'armée du nord, dont le général la Fayette » couvriroit la droite, menaçant en même temps Mons et Bruxelles; » si l'ennemi, dans l'objet de s'opposer à l'invasion, quitte son camp » retranché près de Mons, et ceux qu'il occupe à portée. Il n'est pas » vraisemblable qu'il abandonne Mons pour tenir tête à l'armée » agissante; mais s'il hasardoit de la poursuivre, le général la Fayette » deviendroit le maître du pays.

» Voilà, ajoutoit le Maréchal, ce que je suis décidé d'entre- » prendre, si le roi l'ordonne. Mes intentions sont droites, et la res-

» ponsabilité ne m'effraye pas ; mais il s'agit d'une démarche si » importante, qu'elle ne peut être tentée, que par la volonté de » ceux qui, tenant tous les fils du Gouvernement, et connoissant » l'état intérieur de la France et de ses relations extérieures, sont à » portée de bien apprécier la suite des événemens heureux ou mal- » heureux, qui peuvent arriver à une armée où il n'y a encore ni union, » ni discipline, et où tout manque, excepté la volonté que je crois » extrêmement bonne. Si le plan est approuvé, je demande l'ordre » positif d'en commencer l'exécution, avec la liberté d'en varier les » dispositions suivant les circonstances ».

Le ministre Servan répondit le 6 juin au maréchal de Luckner; il applaudissoit personnellement à son projet, et l'assuroit que pour lui, il n'avoit pas prétendu forcer ses opérations et lui prescrire de se porter en avant, sans égard aux obstacles; qu'au reste, ses démarches devoient se décider sur les lieux, où des événemens imprévus pouvoient faire varier ses combinaisons d'un jour à l'autre. Quant à moi, ajoutoit le ministre, mes principes m'empêcheront toujours de dicter à un général quelle conduite il doit suivre; à plus forte raison vis-à-vis d'un homme de guerre, réunissant, comme M. le Maréchal, une longue expérience à la confiance la mieux fondée; en conséquence, il l'invitoit à s'en rapporter à ses propres lumières, et le prévenoit de la marche vers son armée des carabiniers et du sixième régiment de cavalerie, qui devoient incessamment être suivis d'une partie des troupes employées à Paris et aux environs, afin de lui procurer, par le moyen de ces renforts, de la légion et des compagnies franches qu'il avoit reçu ordre de former, l'avantage de l'offensive.

Le conseil du Roi fut moins circonspect; car le ministre de la guerre y ayant porté la dépêche du Maréchal et sa réponse, on jugea à propos, quoique celle-ci autorisât suffisamment le Général à suivre ses vues, de prendre l'arrêté suivant, que le ministre Dumourier écrivit lui-même, et qui fut expédié le lendemain 9, par un courrier extraordinaire.

Conseil du vendredi 8 juin 1792, l'an 4e de la liberté.

« On a présenté au Roi, une lettre de M. le maréchal de Luckner, » s'en référant à un plan d'expédition offensive donné au ministre » de la guerre, dans une dépêche précédente de ce général. Sa » Majesté a recueilli l'avis de ses ministres, et après une mûre déli- » bération, leur opinion unanime a été que, conformément au vœu » de M. le Maréchal, au lieu d'une simple approbation de son plan, » il lui fût donné l'ordre positif d'exécuter le plan de guerre offen- » sive, s'en rapportant sur les moyens à sa sagesse et à son expérience; » en conséquence, le Roi approuvant l'avis de son conseil, charge le » ministre de la guerre de transmettre ses ordres à M. le maréchal de » Luckner ».

(*Signés*) Joseph SERVAN, CLAVIERE, LACOSTE, DURANTHON, ROLAND, DUMOURIER.

Approuvé, LOUIS.

Après s'être concerté avec le maréchal de Luckner, le général la Fayette, de retour à Givet, n'avoit pas tardé à faire des démonstrations sur Namur, pour retenir dans cette partie les troupes ennemies qui s'y trouvoient; décampant ensuite de Rancenne, le 4 juin, il étoit arrivé le 7 à Maubeuge, où son armée avoit occupé le camp retranché sous cette place, qui venoit d'être évacuée par le général la Noue, avec quatre mille hommes, pour aller garnir le camp de Maulde, au confluent de la Scarpe et de l'Escaut, et y être aux ordres du général la Fayette.

De son côté, le Maréchal ayant décampé, le 9 juin, de Famars, près de Valenciennes, à la tête de son corps d'armée, s'étoit porté sur Saint-Amand, d'où il avoit menacé Tournai le 10 : en même temps huit mille hommes s'étoient avancés pour le même objet, de Lille à Annapes. Le 11, le Maréchal campa à Pont-à-Marque, et le 12 il se rendit à Lille, pour prendre des mesures relatives à l'expédition projetée. Le 15, les troupes campées à Pont-à-Marque, s'étoient

réunies à celles campées à la Magdelaine, en avant de Lille. Le 17, l'armée, forte alors d'environ vingt mille hommes, s'étant portée sur la Lys, campa à Wervick, au moment où son avant-garde, aux ordres du général Jarri, s'emparoit de Menin, où l'armée campa le lendemain 18; l'avant-garde, longeant la rive gauche de la Lys, occupa alors la ville de Courtrai, après avoir chassé d'un triple retranchement qui couvroit cette ville, huit ou neuf cents Autrichiens commandés par le colonel Milius.

Le même jour, le général Carle venant de Dunkerke avec cinq mille hommes, arrivoit à Menin, après s'être emparé, à trois heures du matin de la ville d'Ipres, où il avoit laissé trois cents hommes.

Après avoir établi dans les places ou les camps particuliers quarante-huit bataillons et dix-huit escadrons, (environ trente-six mille hommes), se trouvant au camp de Menin à la tête de trente-cinq bataillons et trente escadrons, (environ trente mille hommes), le Maréchal fit approcher de Courtrai sa réserve, commandée par le général Carle, afin de procurer au général Jarri, les moyens de pousser des détachemens suffisans le long des deux rives de la Lys, notamment sur la droite, vers Harlebeck et Deinse, sur la route de Gand, où les Autrichiens s'étoient retirés.

Pendant ces différens mouvemens de l'armée du Maréchal, le général Clairfait, parti la nuit du 10 au 11 juin, du camp de Mons, à la tête d'un corps considérable, s'étant dirigé sur Maubeuge, avoit surpris, vers les trois heures du matin, à la faveur d'un violent orage, les postes avancés du général Gouvion, commandant l'avant-garde, d'environ quatre mille hommes, de l'armée du général la Fayette. Dans cette circonstance, ou l'orage empêcha d'entendre au camp les coups de canon qui auroient dû y annoncer le besoin de secours, ou les ordres avoient été mal donnés, ou ils furent mal exécutés; mais les renforts arrivèrent à peine à six heures : alors, déjà le général Gouvion, obligé de céder au nombre supérieur de l'ennemi, après s'être retiré de la Glisuelle, et avoir soutenu à forces inégales un combat très-opiniâtre, avoit été tué d'un coup de canon;

cependant les ennemis, à la vue de plusieurs corps qui s'avançoient de front, et d'une colonne sous les ordres du général Louis de Narbonne, qui se mettoit en devoir de les tourner par leur flanc gauche, s'étoient repliés au camp de Mons, et les Français avoient réoccupé le même soir le poste de la Glisuelle.

Inquiet des mouvemens du maréchal de Luckner, le duc de Saxe-Teschen avoit envoyé à Tournai, dans la nuit du 10 au 11 juin, le général Beaulieu avec six mille hommes; ce qui portoit dans cette partie, à plus de douze mille, le nombre des Allemands contenus d'un côté par l'armée française postée à Menin, et de l'autre, par le camp de Maulde, tandis que le général la Fayette retenait lui-même sous Mons le gros des troupes autrichiennes, montant à environ vingt-cinq mille hommes. Néanmoins le duc de Saxe-Teschen croyant apercevoir dans la marche du Maréchal sur Courtrai, l'envie de l'y attirer, afin de donner au général la Fayette les moyens de se porter sur Bruxelles, forma à Halle un camp pour couvrir cette ville, dans le cas où le mauvais succès d'un combat l'éloigneroit de Mons, où il étoit décidé à rester le plus long-temps possible, sauf à faire avancer le général Beaulieu entre Courtrai et Deinse, et à détacher de nouvelles troupes, soit pour les renforcer, soit pour couvrir Tournai. Persuadé qu'il risquoit d'autant moins à s'affoiblir près de Mons, que les Français ne pouvoient lui opposer qu'environ dix-huit mille hommes dans cette partie, le duc resserra et retrancha la gauche de sa position, afin de pouvoir envoyer au besoin un nouveau renfort à Tournai.

Instruit de ces mouvemens, le général la Fayette, dans l'objet de les empêcher, partit le 19 de Maubeuge, vint camper à Tainières, en avant de Bavai, indiquant l'intention d'attaquer la droite des ennemis qui, dès-lors s'attachèrent à la fortifier par des retranchemens, et en y portant des troupes de leur gauche. Le général la Fayette, voyant les Autrichiens prendre le change et craindre une attaque, jugea, en leur en persuadant la réalité, qu'il les retiendroit près de Mons dans l'inaction, et gagneroit ainsi un temps précieux, dont le

maréchal de Luckner pourroit profiter. D'après ces idées, M. de la Fayette retourna brusquement au camp de Maubeuge, pour menacer la gauche des ennemis.

Pendant ces différentes opérations, il s'étoit passé à Paris des événemens qui devoient nécessairement influer sur les armées.

Le ministre Servan, qui prévoyoit de grands troubles intérieurs, avoit imaginé, comme un moyen efficace de les prévenir, de rassembler près de Paris un camp de vingt mille volontaires, fournis par les quatre-vingt-trois administrations départementales, et dont le Roi nommeroit les officiers et les généraux. M. de Servan, assailli de plaintes sur la foiblesse des armées, cherchant, le 4 juin, à tranquilliser à cet égard le Corps législatif, exposa sommairement ses diverses mesures projetées pour la défense du royaume, faisant envisager le camp proposé, sous le double avantage de contenir les factieux de toute espèce, qui affluoient dans la capitale pour l'agiter, et d'offrir au besoin une nouvelle ressource toujours renaissante, pour la défense des frontières. Le ministre Dumourier s'emparant de cette idée, témoigna d'abord le desir de commander ce camp, dût-il quitter pour cela le département des affaires étrangères; mais il abandonna ce projet subitement, irrité de voir les ministres Servan, Clavière et Roland, par une fréquente résistance à ses volontés, mettre des obstacles à l'autorité et à la domination qu'il s'arrogeoit dans le conseil du Roi; il peignit à celui-ci le camp projeté, comme un moyen perfidement calculé par ses trois collègues, pour renverser le trône, tandis que c'étoit probablement le seul moyen de le soutenir. Louis XVI, ainsi prévenu, refusa une explication avec le général Servan, auquel il retira le 12 juin au soir, le département de la guerre, pour le donner à M. Dumourier; le lendemain, MM. Roland et Clavière furent eux-mêmes renvoyés et remplacés par des créatures de leur antagoniste.

Devenu ministre de la guerre, le général Dumourier avoit eu l'audace de paroître, le 14, à la barre du Corps législatif, pour y lire un mémoire artificieux, dans lequel il tentoit de rejeter sur ses victimes

le blâme des mauvais arrangemens et des premiers revers de nos armées, dont lui seul étoit coupable ; d'un autre côté, il se trouvoit dans l'impossibilité de proposer au Roi d'autres expédiens que ceux qu'il venoit d'improuver, et dont il s'étoit servi pour faire expulser ses collègues ; aussi, le Monarque frappé de cette contradiction, témoigna-t-il fortement son mécontentement à ce ministre astucieux et intrigant. En même temps que l'Assemblée législative écoutoit ses sophismes avec défaveur, le Roi achevoit de découvrir ses vues et de connoître sa duplicité. Ainsi trompé dans ses espérances, il abandonna le 16 juin les affaires, qu'il ne pouvoit plus diriger, après y avoir mis la confusion, et partit le 27, perdu dans l'esprit du Roi, couvert de la haine de toutes les factions, pour aller servir dans son grade de lieutenant-général à l'armée du maréchal Luckner, qui le reçut mal à son arrivée à Valenciennes, le 4 juillet.

Au moment où M. Dumourier sortoit du ministère, le général la Fayette le dénonçoit au Corps législatif, auquel il demandoit en même temps la suppression des clubs, notamment de celui des Jacobins, qu'il peignoit comme un repaire de factieux. Cependant tous les partis étoient dans la plus grande fermentation et cherchoient à se prévaloir, chacun en particulier, des événemens dont on vient de parler. Sous prétexte du mécontentement excité généralement par l'injuste renvoi des trois ministres, et le refus de la sanction d'un décret contre les prêtres improbateurs de la réforme du clergé, les jacobins exagérés, qui ne prenoient réellement aucun intérêt au sort des ministres renvoyés, provoquèrent néanmoins un rassemblement de tout ce que Paris et ses faubourgs offroient de plus abject parmi la populace, et conduisirent le 20 juin cette tourbe aux Tuileries, où après avoir brisé les portes des appartemens à coups de haches, et y avoir pénétré en foule, elle y avoit accablé d'outrages l'infortuné Louis [redacted].

La nouvelle de ces excès étant arrivée au camp de Tainières, le général la Fayette de retour au camp de Maubeuge, s'étant fait présenter par la plupart des régimens, des adresses improbatives de l'attentat du 20 juin, après avoir laissé le commandement du

camp au général d'Hangest, étoit parti pour Paris, dans la nuit du 26 au 27, et avoit paru à la barre de l'Assemblée, pour y demander, au nom de l'armée, la punition des auteurs de l'insurrection du 20 juin. De son côté le maréchal de Luckner avoit écrit à ce sujet, au Roi, le 25 et le 28, du camp de Menin, deux lettres concertées avec le général la Fayette, dont les ennemis, d'abord intimidés par sa présence, gardèrent le silence; mais voyant qu'il avoit négligé de se faire suivre par des forces susceptibles d'appuyer efficacement sa réclamation, et s'étant convaincus qu'il avoit mal à propos compté sur sa première réputation, alors extrêmemenet diminuée, ils reprirent courage et se hâtèrent de lui faire en face un crime capital d'avoir quitté, sans permission, son armée, peut-être attaquée par les Autrichiens, tandis qu'il venoit intriguer à Paris. Le général, embarrassé à son tour, avoit gardé le silence; il sortit ensuite de la salle et repartit la nuit du 29 au 30 juin pour Maubeuge, avec le regret de n'avoir pas su atteindre son but.

Le général la Fayette venoit d'échouer à Paris, et les Autrichiens avoient éprouvé le même sort devant Maubeuge, mais dans une entreprise moins importante. Le 27 ils avoient attaqué les postes avancés des Français, à Mérieu, Bettignies, Goesme-Cauchies, où ils avoient été vigoureusement repoussés.

D'un autre côté, le maréchal de Luckner déconcerté par la mauvaise réussite du voyage de M. la Fayette, effrayé des mouvemens arrivés à Paris et inquiet de voir les Belges aussi peu disposés à le seconder par une insurrection, n'osoit se porter sur Gand. Il ne vouloit pas se charger de la responsabilité d'une tentative que sa timidité lui peignoit comme très-délicate, et dans laquelle il voyoit le risque, en cas d'échec, d'être réduit à la fâcheuse alternative ou de sacrifier ses troupes pour sauver ses équipages, ou de perdre ses équipages pour sauver ses troupes. Dans cette perplexité, le Maréchal restoit inactif dans son camp de Menin, mais les Autrichiens, qui étoient bien loin de l'imiter, avoient surpris, le 23, le poste d'Harlebeck, sur la Lys, et les Français avoient tenté vainement de le

réoccuper, dans deux attaques, le 24 et le 27, où le général Achile du Châtelet avoit eu le gras de la jambe emporté d'un coup de canon. Dans cette circonstance, quoique les Français eussent au moins six mille hommes à Courtrai, ils se trouvoient inférieurs en nombre aux Autrichiens, le général Beaulieu ayant marché avec toutes ses forces de Tournai à Harlebeck, et le général Clairfait, qui avoit été détaché de Mons avec six ou sept mille hommes, s'étant approché de Tournai dans le triple objet, de contenir le camp de Maulde, celui de Menin, et de se mettre en mesure de secourir au besoin le général Beaulieu.

Enhardis par la conduite toujours plus timide du maréchal de Luckner, les généraux autrichiens avoient fait attaquer le 28 et le 29 juin les postes avancés de Courtrai, et après les avoir forcés à se rapprocher de la ville, ils avoient occupé les premières maisons des faubourgs, d'où ils canonnoient vivement les Français qui, dès le 29 au matin, avoient délogé les Autrichiens, après un combat très-opiniâtre, d'où s'en étoit suivi l'incendie des faubourgs de Courtrai. Après cette action, le maréchal confirmé encore davantage dans sa résolution de se retirer, avoit fait évacuer Courtrai le 30 juin, et renvoyé le général Carle à Dunkerke avec ses troupes; en même temps il passoit la Lys, campoit près de Lille, à la Magdelaine, et se rendoit ensuite au camp de Famars, sous Valenciennes, où l'armée occupa son ancien camp. Le même jour on en détacha le général Beurnonville, suivi de deux escadrons et de huit bataillons, avec lesquels il releva au camp de Maulde, le général la Noue, qui reprit, le 4 juillet, le commandement du camp de Maubeuge. A mesure que les Français s'éloignoient de la Lys, les généraux Beaulieu et Clairfait, se réglant sur leurs mouvemens, le premier se reportoit sur Tournai, et le second à Mons, où le général Beaulieu se rendit aussi bientôt après, laissant à Tournai un simple corps d'observation, comme avant l'époque où le maréchal de Luckner avoit marché sur Menin.

Ainsi s'étoit terminée l'entreprise du maréchal de Luckner. Mais si, comme il l'écrivoit, il y avoit à peine trente-sept mille Autri-

chiens dans les Pays-Bas, si tout le pays entre Tournai, Bruges et Bruxelles étoit ouvert et sans troupes ennemies, ayant sous ses ordres et ceux de M. de la Fayette plus de cinquante mille combattans, indépendamment des troupes répandues dans les garnisons et les camps, qui se montoient au moins au même nombre, comment le Maréchal osa-t-il se permettre, après avoir provoqué l'offensive, de suivre des plans dictés par une timidité aussi coupable, ou par une mauvaise foi aussi fortement caractérisée ? Ne pouvoit-on pas, sans courir aucun risque, affoiblir quelques garnisons, et avec ces renforts, porter l'armée du Maréchal à quarante mille hommes, et celle de M. la Fayette à trente mille environ ? Avec des forces aussi imposantes, l'armée de la droite ne pouvoit-elle pas contenir les Autrichiens sous Mons et Tournai, et celle de la gauche envahir Bruges, Gand, Bruxelles, etc. ? Et en tournant ainsi les Autrichiens et leur ôtant tout moyen de subsistance, les obliger à se retirer sur la Meuse, où les deux armées les auroient suivis, avec l'espérance de passer cette rivière et de les pousser sur le Rhin ? On ne voit pas ce qui puovoit s'opposer à la réussite de ce plan, dont les avantages auroient été incalculables et les suites si heureuses. A cette époque il n'étoit encore arrivé aucune troupe prussienne ni autrichienne sur la rive droite du Rhin.

Le nouveau ministère, embarrassé de la difficulté des circonstances, ou ne voulant pas profiter de celles qui se présentoient, s'arrêta à des vues différentes de celles du précédent, en se bornant à une guerre défensive. De nombreuses armées commençoient à se rassembler en Allemagne, sur des points qui menaçoient la frontière de la Meuse, de la Moselle et du Rhin ; on crut nécessaire en conséquence, de changer la distribution des armées, on partagea en deux grands commandemens l'espace compris entre Dunkerke et Saint-Claude, dans le département du Jura. On arrêta ensuite : 1°. Que le général la Fayette commanderoit de Dunkerke à Longwi inclusivement, et le maréchal de Luckner de cette place à Saint-Claude. 2°. Qu'ils auroient chacun à leurs ordres un général en chef particulier : savoir, le

général Biron sur le Rhin, le général Arthur Dillon en Flandre et Hainaut.

Dès l'instant où le général la Noue arriva au camp de Maubeuge, le général la Fayette en partit pour se porter sur Avesne; en même temps le maréchal de Luckner avoit envoyé le général Dumourier au camp de Maulde, où il importoit de prendre des mesures, afin de préserver des incursions de l'ennemi les plaines entre Lille, Douai, Bouchain, Valenciennes et Condé. A cet effet, le général Dumourier, après s'être concerté avec les généraux Marassé, qui commandoit à Douai, et la Bourdonnaye à Lille, avoit fait élever des batteries à la tête de Saint-Amand, et établi une chaîne de postes entre le camp de Maulde et Orchies, par Saint-Amand et le château du Loir; il avoit tiré en même temps deux bataillons de Douai, postant l'un à Marchiennes, l'autre à Orchies, avec ordre de se fortifier.

Le 6 juillet, le général la Fayette arrivé d'Avesne (1) à la Capelle, s'y étoit arrêté quelques jours pour arranger les subsistances et les différens changemens faits dans son armée, qui devoit se porter en plusieurs divisions sur la Meuse : de-là il se rendit à Sédan. Quant au maréchal de Luckner, qui avoit dirigé sur Metz ses troupes, marchant en deux colonnes dans l'intérieur, après avoir remis au général Dumourier, par intérim, le commandement de l'armée, il s'étoit rendu à Paris, pour y conférer avec le ministère.

Ce général, quoique septuagénaire, avoit encore toute l'activité d'un jeune homme, et ne manquoit ni d'esprit ni d'imagination; mais aussi instruit dans la pratique de la guerre que peu versé dans la connoissance des hommes et des affaires, il ne comprit jamais rien à notre révolution; il étoit le matin pour la nation et le soir pour le Roi. La seule vérité bien démontrée à ses yeux, étoit la foule d'intrigans dont il étoit environné, sans savoir se défendre de leurs piéges, tous tendus pour l'enchaîner au parti constitutionnel [redacted].

Arrivé à Paris, le Maréchal, après avoir concerté avec le ministre

(1) Voyez, tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er.

un plan défensif pour mettre à couvert les frontières de la Moselle et de la Meuse, en étoit parti le 18 juillet, pour donner sur le Rhin des ordres analogues aux circonstances. Il étoit venu ensuite joindre son armée à Metz. Pendant cette course, M. Lajard avoit quitté l'administration de la guerre, où il avoit été remplacé, le 23 juillet, par M. de Franqueville-d'Abancourt, jeune officier, voué, comme son prédécesseur, au parti constitutionnel.

D'après les derniers plans arrêtés, M. la Fayette s'étant chargé de prendre sa ligne de défense entre la Meuse et la Chiers, rivière qui se jette dans la Meuse au-dessus de Sédan (1), dont il avoit fait lever, le 17 juillet, le camp retranché, étoit venu camper le 21 à Villers-le-Rond, entre Longuion et Montmédi, pour assurer la communication entre cette place et Longwi, projetant pour le lendemain l'attaque des postes ennemis à Saint-Leger, près de Virton, et à Aubange, derrière Longwi. Pour remplir ce dernier projet, il avoit garni la trouée de Tiercelet, afin d'empêcher la garnison de Luxembourg et un corps autrichien posté à Tifferdange, de secourir celui d'Aubange. Ces précautions prises, les colonnes françaises s'étoient mises en mouvement dans la nuit du 21 au 22 juillet; mais un temps affreux étoit venu déranger leur marche, les Autrichiens de Saint-Leger avoient eu le temps de changer de position, et ceux d'Aubange de se replier à propos sur Arlon, ce qui réduisit l'entreprise à une escarmouche, dans laquelle on perdit près de Mésanci, l'adjudant-général Desmottes, officier très-attaché à M. de la Fayette. Ce général étant convenu avec le maréchal de Luckner, de défendre en commun l'espace compris entre Longwi et Thionville, avoit fait occuper le poste de Tiercelet, et le Maréchal celui de Fontoi, où il avoit envoyé le général Després-Crassier, avec ordre d'y faire élever quelques retranchemens.

Les [illegible] et les postes importans à garder, absorboient une si grande quantité de troupes, qu'il restoit à peine au Maréchal environ

(1) Voyez, de plus, tome III, la Carte n° 4, et celle n° 1er.

dix-huit mille hommes, et vingt-quatre mille à M. la Fayette, qui n'avoit cependant pas négligé ses intérêts dans le partage fait à Valenciennes, et qui jugeant désormais sa présence plus utile à Sédan, avoit quitté Longwi, en pourvoyant à sa défense, et établi un camp de deux mille hommes à Montmédi, sous les ordres du général Ligueville. En même temps il s'étoit décidé à camper lui-même à Vaux, entre Carignan et Mouson, après avoir pourvu à la sureté du cours de la Meuse entre Mézières et Givet, en cantonnant six mille hommes à Rocroi et aux environs.

Après ces différentes dispositions, les deux armées étoient restées tranquilles pendant quelques jours dans leurs positions respectives, attendant les événemens.

Mais en même temps que les deux généraux français réduisoient en système bien prononcé, leur inviolable attachement à une conduite militaire toujours plus timide, les généraux autrichiens, renforcés dans les Pays-Bas, y prenoient momentanément l'offensive (1).

Le maréchal de Luckner, en partant de Valenciennes le 12 juillet, avoit laissé dans le camp de Famars le général Dumourier, avec six bataillons et cinq escadrons; il devoit rejoindre le Maréchal à Metz avec ses troupes, en suivant les mêmes marches de l'armée, dès l'instant où le général Dillon seroit arrivé, et où il lui auroit remis le commandement de la frontière du Nord. Après le départ du Maréchal, le duc de Saxe-Teschen, toujours campé près de Mons, avec environ vingt mille hommes, avoit porté un autre corps de treize mille hommes à Tournai, et le surplus des troupes dans quelques postes indispensables. Après ces dispositions, dans la nuit du 13 au 14 juillet, il avoit fait marcher cinq mille Autrichiens aux ordres du général-major comte de la Tour et du colonel Keim, pour tomber sur Orchies, qui étoit occupé par un bataillon, trente dragons et deux pièces de campagne. Ce poste attaqué vigoureusement du côté de Douai et de Lille, avoit été emporté, et les troupes qui

(1) Voyez tome III, , la Carte n° 2.

le défendoient obligées de l'abandonner et de se replier à Saint-Amand, avec perte d'une pièce de canon. Le général Dumourier, instruit de cette tentative des ennemis, avoit envoyé des ordres au camp de Maulde et à Douai, de diriger sur-le-champ des troupes sur Orchies; en même temps il y avoit marché lui-même de Valenciennes, dans l'espoir d'investir les Autrichiens. Leur prompte retraite rendant ces mesures inutiles, le général fit réoccuper Orchies et vint s'établir au camp de Maulde, dont il porta les forces à quinze bataillons et cinq escadrons, indépendamment de cinq bataillons et deux escadrons qu'il manda au général Carle de lui envoyer de Dunkerke.

Le 17 juillet, le duc de Saxe-Teschen, parti de Mons à la tête de dix-huit mille hommes, après avoir fait occuper Bavai, Longueville et le bois de Lantuère, avoit campé à Bavai, et s'étoit retranché dans cette position.

Du côté des Français, le général Arthur Dillon, qui étoit arrivé à Avesne le 18 juillet, sur la nouvelle de l'établissement des Autrichiens à Bavai, après avoir couru au camp de Maubeuge, pour y donner des ordres, afin de veiller à la sureté des villes de Landrecies et du Quesnoi, étoit arrivé à Valenciennes le 22, avec cinq bataillons rassemblés dans sa marche, et y avoit pris le commandement de l'armée des mains du général Dumourier, qui venoit aussi de tirer cinq autres bataillons des garnisons de Picardie et d'Artois, indépendamment de huit amenés de l'armée de M. la Fayette, par le général Chasot, qui avoient été cantonnés entre Valenciennes et Condé, sur la gauche de l'Escaut.

La nuit du 23 au 24 juillet, trois cents hommes sortis du Quesnoi, commandés par le lieutenant-colonel Richardot, avoient surpris et passé au fil de l'épée trois patrouilles de chasseurs tyroliens, près du Cheval-Blanc, cense située en avant de Gommegnies, entre le Quesnoi et Pont-sur-Sambre.

Le 25, le général Clairfait avoit occupé Pont-sur-Sambre et Berlaimont, d'où il avoit dirigé des partis sur Gommegnies, Jalain et le camp de Famars.

Le 28, l'armée autrichienne décampée de Bavai, Longueville, Pont-sur-Sambre et Berlaimont, s'étoit repliée sur Mons, d'où elle avoit renforcé le camp de Barri, entre Leuse et Tournai, et celui établi en arrière de cette dernière place, à Saint-Aubert, dit la Trinité. Tous ces différens mouvemens, dont les généraux français ne pénétrèrent pas d'abord peut-être les motifs, tenoient au plan concerté entre l'Autriche et la Prusse, coalisées depuis 1791 contre le nouveau Gouvernement français. Cette dernière puissance projetant de faire pénétrer incessamment ses armées en France, par la Champagne, avoit jugé nécessaire une diversion entre Dunkerke et Maubeuge, afin d'inquiéter cette partie de la frontière, et d'empêcher les troupes françaises de se porter ailleurs.

Dès l'instant où le général Dillon vit les Autrichiens quitter Bavai et ses environs, il avoit cru pouvoir empêcher leur retour, en allant camper le 29 à Pont-sur-Sambre, avec huit bataillons et cinq escadrons. Cependant cette position trop resserrée sur son front, par la forêt de Mormal, et sur ses derrières et ses flancs, par la Sambre, ne présentoit ni l'espace, ni les débouchés convenables; encore le peu qu'il y en avoit se trouvoit embarrassé par des abattis formés par les ennemis, sans doute dans l'espérance ou le projet de revenir sur leurs pas, pour couper ou attaquer sans beaucoup de risques, un camp dont les troupes n'auroient eu pour toute retraite qu'un seul pont sur la Sambre; mais ce n'étoit plus dans cette partie où les grands coups devoient se porter. Le duc de Saxe-Teschen, après avoir gardé, comme on vient de le dire, environ vingt-cinq mille hommes pour défendre les Pays-Bas, et entreprendre même une nouvelle diversion contre les frontières de France, avoit détaché de Mons seize mille hommes, pour se porter sous les ordes du général Clairfait, par Namur, dans le Luxembourg, où renforcé par quatre ou cinq mille hommes, tirés des places de cette province, il devoit s'établir sur la rive droite de la Chiers, vers Carignan, Virton et Arlon, pour contenir, tromper et inquiéter provisoirement le général la Fayette.

Le mois d'août fut peu fécond en faits militaires à l'armée du Nord ; ils consistèrent en quelques combats isolés de la part des troupes du camp de Maulde.

La nuit du 3 au 4, deux colonnes étoient sorties du camp, aux ordres du maréchal-de-camp Beurnonville et du lieutenant-colonel Balan ; la première, qui s'étoit portée à Bleharies, pour y envelopper un détachement autrichien, lui donna le temps de s'échapper, en engageant mal à propos une fusillade ; la seconde colonne avoit nettoyé la rive droite de l'Escaut des partis ennemis qui s'y trouvèrent jusqu'à Maubrai. Le 11, un autre corps français avoit rempli le même objet sur la rive gauche jusqu'à Bruielle, vers Antoin et Tournai. Le 26 et le 30, on avoit chassé les Allemands de Flines et de Mortagne, en face de Maulde, où ils avoient osé s'avancer. Enfin, le 31, le général Beurnonville, commandant alors le camp, avoit repoussé vigoureusement un corps considérable détaché de Tournai, qui avoit tenté une attaque contre sa position.

Observations.

On avoit fait beaucoup de bruit à Paris de la prise de Menin et de Courtrai, où les Français n'avoient trouvé aucune résistance ; mais la retraite aussi inconsidérée que peu nécessaire du maréchal de Luckner, ne laissa pas une longue durée à cet enthousiasme. Le Maréchal, au lieu de revenir au camp de Famars, auroit pu dès le commencement, marcher sur Bruxelles ; sur-tout s'il eût mieux fait coïncider les mouvemens de M. de la Fayette avec les siens, et qu'au moyen des forces supérieures de ces deux armées, augmentées par la majeure partie des troupes qui restoient inutilement renfermées dans les garnisons, il eût passé sur le corps à l'armée autrichienne, dont les généraux avoient commis la faute de séparer leurs forces entre Mons et Tournai.

CHAPITRE VI.

Puissances coalisées (1).

Manifeste de l'empereur d'Allemagne et du roi de Prusse : ces deux pièces excitent contre Louis XVI la fureur de ses ennemis. Les Prussiens s'approchent de Coblentz; les Hessois sont en mouvement pour les joindre. Ces forces, en comptant celles des Autrichiens, montent à environ cent cinquante mille hommes qui menacent la France. Projets des alliés. L'Assemblée décrète la patrie en danger. La nation française divisée en cinq partis. Déclaration des princes français. Proclamations du duc de Brunswick. Nuit du 9 au 10 août. La commune de Paris enferme le Roi au Temple. Les armées du midi et du Rhin adhèrent sans réclamation à la suspension du Roi. Il n'en est pas de même à l'armée du nord, encore moins à celle du centre. Rappel des ministres Servan, Roland et Clavière. Destitution du général la Fayette. Il est remplacé par le général Dumourier. Les Français déploient un grand esprit public. Inquiétude du Conseil exécutif sur les généraux. Il jette les yeux sur le général Grimoard, pour commander la principale armée : il s'y refuse. On exige de lui un plan de guerre et de campagne. Mesures militaires.

La brusque rupture de la France avec l'Autriche, avoit forcé celle-ci de recourir aux arrangemens pris à Mantoue et à Pilsnitz, et en requérant le roi de Prusse d'exécuter le traité d'alliance du 7 février 1792, elle avoit publié un manifeste. De son côté, la cour de Berlin avoit aussi publié le 26 juin 1792, une déclaration mieux rédigée, sous le titre de *Motifs du roi de Prusse pour prendre les armes contre la France.* Ces écrits, qui paroissoient prouver le peu de sincérité de Louis XVI dans son acceptation de la Constitution, excitèrent contre lui la fureur de ses ennemis; elle augmenta encore bien davantage à la nouvelle de l'invasion des frontières par de nombreuses armées.

Le roi de Prusse avoit dirigé sur Coblentz, quarante-sept bataillons ou trente-trois mille hommes d'infanterie, soixante-cinq escadrons

(1) Voyez la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er.

ou neuf mille hommes de cavalerie, en tout quarante-quatre mille hommes effectifs, en y comprenant l'artillerie à pié et à cheval. Six mille hommes de troupes du landgrave de Hesse, tant infanterie que hussards et chasseurs, commandés par le Prince en personne, marchoient pour se joindre à l'armée prussienne. L'Empereur avoit déjà porté sur le Rhin, quarante mille hommes, dont on a vu environ trente mille passer le fleuve, aux ordres du prince de Hoenlohe-Kirchberg, le surplus étant resté à la rive droite, sous le général prince d'Esterhazi. On comptoit dans le Luxembourg environ dix mille hommes qui venoient d'être portés à vingt-cinq mille, au moyen des quinze ou seize mille qu'y avoit conduits le général Clairfait, de l'armée du duc de Saxe-Teschen, qui restoit encore forte de vingt-cinq mille hommes. Indépendamment de ces forces, dix-huit ou vingt mille émigrés français à pié ou à cheval, et cinq mille hommes de troupes de l'électeur de Mayence et du cercle de Souabe, devoient seconder les Autrichiens. Ainsi, cent cinquante-cinq mille hommes au moins menaçoient la France depuis la Suisse jusqu'à Dunkerke, et il n'étoit pas vraisemblable de pouvoir compter sur la neutralité de l'Espagne, encore moins sur celle du roi de Sardaigne, qui pouvoit être renforcé par les troupes de l'Empereur, déjà envoyées dans le Milanais.

Le duc régnant de Brunswick, qui passoit pour le premier général de l'Europe, choisi par les cours de Vienne et de Berlin, pour commander en chef leurs armées combinées, étoit arrivé le 3 juillet à Coblentz (1), et il avoit marqué son camp sur la droite du Rhin à Horcheim, entre Ehren-Breitstein ou Hermanstein et le confluent de la Lahn. Le lendemain, la première colonne des troupes prussiennes s'étoit rendue dans ces camps, et le 19 le roi de Prusse, accompagné de son fils, l'empereur François II et le duc de Brunswick, s'étoient réunis à Mayence, afin d'y prendre les dernières mesures

(1) Voyez, tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er, et celles n° 2, 3 et 4.

pour attaquer la France. Le 22 l'Empereur prit la route de la Bohême, et le roi de Prusse avec sa suite, celle de Coblentz, après avoir arrêté, pour le plan de campagne, les dispositions suivantes :

1°. Le prince d'Esterhazi, renforcé de cinq mille émigrés aux ordres du prince de Condé, devoit menacer à la rive droite du Rhin, les frontières de France depuis la Suisse jusqu'à Philisbourg.

2°. Le comte d'Erbach devoit remplir le même objet à la rive gauche du fleuve, de Germersheim à Sarre-Louis.

3°. Les Prussiens et les Hessois étoient destinés à opérer de Coblentz à Trèves, où ils devoient être renforcés par dix mille émigrés, réunis dans cette dernière ville, ou aux environs de Coblentz, sous les ordres de Monsieur et du comte d'Artois, frères de Louis XVI, ayant sous eux les maréchaux de Broglie et de Castries.

4°. Le prince de Hohenlohe, après s'être séparé du comte d'Erbach, devoit passer la Moselle entre Thionville et Trèves, pour couvrir la gauche des Prussiens, et attaquer successivement Thionville et Metz, où l'on avoit des intelligences.

5°. Les Prussiens devoient s'avancer entre la Moselle et Luxembourg, pour attaquer Longwi, et au besoin Montmédi, d'où ils se porteroient sur Verdun, *mauvaise place, hors d'état de faire une* longue résistance, pour se diriger ensuite par Clermont, Sainte-Ménéhould et Châlons sur Paris.

6°. Le général comte de Clairfait, renforcé de cinq mille émigrés, ci-devant rassemblés dans les Pays-Bas et le Luxembourg, aux ordres du duc de Bourbon, devoit couvrir la droite des Prussiens, passer la Chiers entre Montmédi et Sédan, laisser quelques troupes pour observer Sédan et Mézières, pousser devant lui les Français qui se trouveroient sur son chemin, traverser la Meuse entre Verdun et Sédan, pour marcher à Rheims, et se mettre en mesure de suivre aussi la route de Paris, par Fimes et Soissons, à moins qu'il ne parût plus convenable de prendre à revers les troupes et les places françaises du Hainaut et de la Flandre.

7°. Le corps resté dans les Pays-Bas aux ordres du duc de Saxe-

Teschen, étoit chargé d'entreprendre une diversion en attaquant ces places.

A la nouvelle de toutes ces mesures hostiles, mais dont le développement n'étoit pas encore éclairci, l'Assemblée nationale avoit décrété, le 11 juillet, *la patrie en danger*. La nation française présentoit alors cinq partis :

1°. Les royalistes raisonnables qui, tout en desirant la réforme des abus, regardoient la Constitution de 1791, comme renfermant en elle-même des principes de destruction, et conséquemment des semences de troubles, sans offrir aucun moyen efficace de repression; elle ne pouvoit donc, selon eux, ni contribuer au bonheur public, ni subsister.

2°. Les royalistes exagérés qui aspiroient au rétablissement du gouvernement, sur le même pié où il étoit avant la révolution.

3°. Les monarchistes, connus aussi sous le nom de constitutionnels ou de feuillans, et qui pouvoient être regardés comme les jésuites de la révolution; ils croyoient, ou plutôt feignoient encore de croire, par pur amour-propre, que la Constitution de 1791, leur ouvrage, étoit un chef-d'œuvre; cependant ils ne savoient comment répondre à ceux qui leur objectoient la monstruosité d'une conception qui, alliant la royauté à la démocratie, finiroit par renverser leur insignifiant monarque, et par les écraser eux-mêmes sous les ruines de leur propre édifice.

4°. Les républicains, encore trop peu nombreux et trop foibles, pour espérer ou même prévoir leur prochain triomphe.

5°. Les anarchistes, c'est-à-dire la réunion des mécontens, sans existence, perdus de dettes ou de réputation, mais dévorés d'ambition ou cupides, qui ne négligeoient rien pour se concilier les suffrages de la populace dans les villes, et dans les campagnes, ceux des crédules paysans qu'ils égaroient, en les leurrant de l'espoir d'une loi agraire.

A cette époque, le duc de Brunswick venoit de publier, les 25 et 27 juillet, deux déclarations datées de Coblentz, portant : « Qu'il » vient, les armes à la main, relever le trône, l'autel, et détruire

» l'anarchie; qu'on punira comme rebelles tous les Français sans » distinction, qui combattront les armes étrangères; qu'ils seront » individuellement responsables, s'ils ne s'opposent pas aux attentats » des révolutionnaires contre le roi et sa famille, menaçant toutes » les autorités constituées, tous les citoyens de mort, et toutes les » villes et les villages d'exécution militaire et de pillage, en cas de » résistance et de désordre ». Des proclamations aussi déplacées, aussi insolentes et aussi déraisonnables, avoient révolté indistinctement tous les Français, décidé les partis les plus divisés à se réunir pour la défense commune, et rendu la guerre réellement nationale, même aux yeux des royalistes les plus zélés.

Quelques jours après le 10 août, les princes français publièrent une déclaration pour rendre compte, disoient-ils, à l'univers, des raisons qui les avoient déterminés à faire flotter leurs étendards à côté de ceux de l'Empereur et du roi de Prusse. Ces princes ne vouloient, assuroient-ils, faire la guerre ni au roi, ni à la nation, mais seulement aux factieux qui opprimoient l'un et l'autre; ils se proposoient uniquement le bonheur de la France, sans prétendre s'immiscer dans le gouvernement intérieur du royaume; leur but unique étoit de délivrer le roi, la reine, la famille royale de leur captivité, et de procurer à Sa Majesté très-chrétienne, la sureté nécessaire pour s'occuper librement du bonheur de ses sujets, etc. Mais cette déclaration ne pouvoit produire aucun effet avantageux, après celles du duc de Brunswick, auxquelles les princes adhéroient formellement. En vain le roi avoit-il écrit le 3 août à l'Assemblée législative, pour improuver absolument les déclarations du duc de Brunswick; les principaux factieux, réduits au désespoir, jugeant dès-lors inutile de garder aucune mesure, résolurent de ne pas tarder davantage à renverser le trône, pour élever sur ses débris le régime féroce du terrorisme et de l'anarchie; régime qui fit craindre trop long-temps à toutes les ames honnêtes, de le voir succéder dans toute l'Europe à la destruction de l'ordre social.

En effet, la nuit du 9 au 10 août, des hordes de brigands accourus

de tous les points du royaume, soutenus par une multitude égarée, recrutée dans les faubourgs de la capitale, et conduits par des chefs obscurs mais intrépides, s'approchent du château des Tuileries, l'investissent et l'attaquent au lever du soleil. Les premières décharges les mettent en fuite; on les ramène au combat, et Louis XVI incertain de l'événement, commet la faute de se réfugier dans le sein de l'Assemblée législative avec sa famille et ses ministres; dès cet instant, ceux qui sont venus pour défendre le Château, se voyant abandonnés par le roi, se sauvent comme ils peuvent, et ils sont poursuivis et égorgés. A cette nouvelle, on oblige le roi à se retirer dans une tribune du Corps législatif, où il entend décréter:

1°. La convocation d'une Convention nationale.

2°. La suspension provisoire des prérogatives royales, jusqu'au moment où la Convention aura prononcé.

3°. La composition d'un ministère sous le nom de Conseil exécutif provisoire, formé de six membres.

4°. Le rapel de Servan, de Roland et de Clavière, que l'intrigue a fait bannir injustement des conseils.

5°. Que les statues des rois qui ornent les places de Paris, seront enlevées et brisées.

6°. Enfin que le roi sera gardé en otage avec sa famille.

On les retint effectivement dans un appartement du couvent des Feuillans, sous l'autorité de l'Assemblée législative, qui ne tarda pas de les livrer très-imprudemment, le 13 août, à la commune de Paris, qui les fit enfermer dans la tour du Temple. Ainsi le roi étoit devenu prisonnier d'une faction, qui ne devoit rien négliger pour se fortifier et pour le perdre; mais dans la crainte que leur triomphe ne fût de courte durée, si la majorité des armées n'embrassoit pas leur parti, les factieux prirent des mesures pour atteindre leur but.

1°. Ils firent ainsi rédiger l'article neuvième du décret sur la suspension du pouvoir exécutif: *Tout fonctionnaire public, tout soldat, sous-officier, officier de tout grade, et général d'armée qui aban-*

donnera son poste, est déclaré infâme et traître à la patrie. Menace qui retint sous leurs drapeaux une foule de militaires, par la crainte d'être traînés ignominieusement sur l'échafaud, comme ils en étoient menacés par cette loi atroce.

2°. Ils se hâtèrent d'envoyer à chaque armée, deux commissaires tirés du Corps législatif lui-même, et un délégué du Conseil exécutif provisoire.

Le général Montesquiou, commandant de l'armée du midi, inspiroit des soupçons; il réussit, au moyen de toutes les ressources de son esprit, à tranquilliser les commissaires, et à échapper à la destitution.

L'armée du Rhin, aux ordres du général Biron, adhéra sans réclamation à la suspension du Roi et aux autres mesures décrétées par l'Assemblée législative.

Les choses ne se passèrent pas de même à l'armée du nord; le général Dillon, soit pour suivre ses principes personnels, soit pour se conformer aux ordres supérieurs de M. de la Fayette, dès l'instant où il apprit la nouvelle du 10 août, répandit dans l'étendue de son commandement, *une proclamation, dans laquelle il traitoit de parjures* et d'ennemis de la liberté française, les hommes qui venoient de violer la Constitution, et où il renouveloit son serment d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi.

Le général Dumourier, qui entrevit bien vîte dans la précipitation du général Dillon, les moyens de le supplanter, en refusant d'obéir, ne négligea rien pour faire approuver son opposition aux officiers et aux soldats du camp de Maulde; en même temps, il faisoit part à ses amis de Paris, de ce qui venoit de se passer, et ceux-ci obtenoient, le 18 août, un décret portant que le général Dillon ayant perdu la confiance de la nation, seroit remplacé. D'un autre côté, les commissaires du Corps législatif arrivés à Valenciennes le 15, admettoient les excuses et les protestations de ce général, recevoient son serment et le confirmoient dans son commandement; cependant le général Dumourier, très-mécontent des ménagemens des commissaires pour

le général Dillon, après d'inutiles tentatives pour les engager à revenir sur leur décision, les reçut néanmoins très-gracieusement au camp de Maulde, espérant toujours plus fermement dans les événemens, pour être enfin porté à un commandement d'armée.

Les événemens de celle du Nord n'étoient rien en comparaison de ceux qui se passent à l'armée de M. de la Fayette; celui-ci, dès le 13 août, avoit requis par écrit la municipalité de Sédan, aux termes de la loi relative à l'état de guerre, et sur sa responsabilité unique et personnelle, de faire arrêter, dès l'instant où ils se présenteroient, trois individus se disant commissaires de l'Assemblée législative et munis de pouvoirs illégaux. Il demandoit en même temps, de faire garder ces prétendus commissaires par un colonel de son choix. En effet, arrivés le 14, les commissaires avoient été arrêtés et renfermés dans le château de Sédan. En même temps, M. la Fayette se donnoit les plus grands mouvemens pour engager les troupes à prêter le serment constitutionnel de 1791, à soutenir sous ses ordres la constitution qui le prescrit, et à marcher contre Paris; mais après plusieurs jours de fausses démarches et de vaines sollicitations, désespérant de réussir, et dans la crainte de voir éclater contre lui une insurrection qui, selon lui, mais à une époque antérieure, *étoit le plus saint des devoirs*, et dans laquelle il pourroit fort bien être pendu ou livré à ses ennemis par ses propres soldats, il se hâta de sortir de France et de se réfugier à Bouillon le 19, d'où il écrivit, pour justifier sa conduite, à la municipalité de Sédan qui, le 20, mit les commissaires en liberté. Le 17, le Conseil exécutif avoit pris un arrêté pour destituer M. de la Fayette, et le 19 l'Assemblée le décréta d'accusation.

L'armée du maréchal de Luckner éprouva une crise différente de celle qui tourmenta les autres armées; divers corps, à l'instar de leur général, semblèrent d'abord improuver la journée du 10 août. Les commissaires de l'Assemblée réussirent cependant à calmer le Maréchal; mais excités de nouveau par son état-major et ses aides-de-camp, dévoués au parti monarchiste, il se permit ouvertement des discours improbatifs de la suspension et de l'emprisonne-

ment du roi ; il alla plus loin, il dépêcha un courrier au ministre, avec des lettres dans lesquelles il entreprenoit l'apologie de M. de la Fayette, se plaignant de la manière dont on en avoit usé envers ce général ; il envoyoit en même temps une adresse obtenue des grenadiers de son armée, qui déclaroient comme leur unique vœu, de mourir pour la cause de la patrie et celle du roi. Inquiets et incertains sur la manière dont pourroit finir la révolte dans l'armée de la Fayette, de l'opinion des soldats dans celle de Luckner, et de l'obstination de ce dernier, les fauteurs de la journée du 10 août, furent obligés d'agir avec beaucoup de prudence ; mais convaincus ensuite par les événemens, que les plus mécontens se bornoient à réfuser le serment, à quitter le service et quelquefois le territoire français, leur hardiesse s'accrut, et malgré l'opiniâtreté du maréchal de Luckner, on le retira de Metz, en lui ôtant le commandement de son armée, pour lui donner le vain titre de *généralissime*, auquel on eut grand soin de n'attacher aucune autorité. En même temps, on nomma pour le remplacer le général Kellermann, auquel on ordonna de quitter l'Alsace avec dix mille hommes, dont quinze escadrons, pour se rendre à Metz.

En destituant M. de la Fayette, le Conseil exécutif avoit nommé le général Dumourier pour le remplacer ; mais toujours plein de son plan favori d'une invasion dans les Pays-Bas, M. Dumourier avoit pressé le général Dillon d'aller prendre le commandement de l'armée abandonné par M. la Fayette ; et afin de l'y décider davantage, il avoit écrit sous ses yeux au ministre, pour demander de rendre le commandement de la Meuse, indépendant de celui du nord. Après cette démarche, il s'étoit occupé des moyens de rassembler son armée, et pour y augmenter son influence, il avoit fait destituer quelques officiers dont il se défioit, et obtenu de l'avancement pour quelques autres, sur lesquels il croyoit pouvoir compter ; il avoit ensuite nommé, pour chef de son état-major, M. de Morgton-Chabrillant qui, sur sa demande, venoit d'être élevé au grade de lieutenant-général ; mais les événemens vinrent déranger tous ses desseins. Le Conseil exécutif qui regardoit avec raison une attaque des Pays-Bas

autrichiens comme inconvenante dans les circonstances, et ne pouvant en aucune manière garantir la frontière de la Meuse de l'invasion qui la menaçoit, avoit envoyé au général Dumourier des ordres positifs et très-pressans de se rendre sans délai à l'armée de Sédan ; ce qui l'obligea de renoncer pour le moment à son projet favori, dont il prépara néanmoins l'exécution, en remettant le 26 août le commandement de l'armée du nord au lieutenant-général la Bourdonnaye, en quittant Valenciennes. Arrivé à Sédan le 28, le général Dumourier avoit trouvé le mal bien plus grand qu'il n'avoit pu se l'imaginer.

Les ministres qui avoient succédé au général Servan, persuadés enfin comme lui de l'utilité d'une armée de réserve entre Paris et les frontières, après avoir beaucoup varié sur l'emplacement le plus convenable, s'étoient déterminés pour Soissons, où il étoit arrivé des volontaires nationaux dès le 23 juillet, et peu de jours après le maréchal-de-camp du Houx pour les commander.

Le général Servan qui commandoit à Lyon le 11 août au moment où il fut rappelé au ministère de la guerre, arriva à Paris la nuit du 20 au 21 du même mois, et reprit le jour suivant la direction de son département, remplie pendant *l'interim* par M. Clavière, ministre des finances. Les détails précédens suffiront, pour faire apprécier la fâcheuse et désespérante situation dans laquelle le général Servan trouva les affaires militaires. On ne pouvoit se dissimuler alors combien les ministres Lajard et d'Abancourt qui venoient de quitter ce département, avoient aggravé les maux en tout genre, et préparé, peut-être sans le vouloir, par esprit de parti, la ruine de l'empire français.

Déjà de nombreuses armées ennemies attaquoient les frontières, et l'on n'avoit de forces disponibles pour résister, qu'environ quatre-vingt-quinze mille hommes fort agités par les événemens, dénués à peu de chose près de tous moyens pour faire la guerre, dispersés sous cinq généraux, le long des Alpes, du Rhin, de la Moselle, de la Meuse, derrière les places du nord, et en conséquence fort éloignés des points où leur présence devenoit indispensable ; il falloit de nom-

breuses recrues, des fusils, des subsistances, des munitions de guerre; les magasins se trouvoient vides; on avoit des simulacres d'armées, sans confiance dans leurs généraux, qui n'en avoient pas eux-mêmes dans leurs soldats; jamais dans aucune circonstance, l'administration militaire n'avoit offert autant de difficultés; il étoit nécessaire de tout créer, et le ministre Servan créa tout, et opéra réellement des miracles administratifs.

Le premier objet qui fixa l'attention de ce ministre, fut l'urgente nécessité d'augmenter le nombre des troupes, dont on venoit encore de diminuer impolitiquement la quantité en licenciant treize mille sept cent soixante-dix-neuf hommes de troupes Suisses; d'ailleurs les événemens du 10 août concouroient aussi à diminuer l'armée, un assez grand nombre de militaires de tout grade et de toute arme ayant quitté le service, pour se soustraire aux vexations ou aux dangers auxquels leurs opinions pouvoient les exposer. Heureusement, la majeure partie de la nation, indignée des menaces du duc de Brunswick, respiroit une vengeance éclatante, et montroit la résolution de tout tenter pour l'obtenir. En conséquence, non-seulement des particuliers riches, lèvent, arment, équipent et entretiennent à leurs frais des hommes, *soit à pié*, *soit à cheval*, mais des propriétaires moins fortunés, se cotisent pour en fournir aussi, et cet exemple est imité dans les moindres villages, dont chacun envoie au moins un fantassin; tous les esprits sont stimulés par la crise révolutionnaire et la crainte d'un joug étranger; une prodigieuse quantité d'individus, même des pères de famille, prennent les armes par pur patriotisme; en même temps on recrute au nom de la nation dans toutes les villes, où le zèle surpasse encore celui des campagnes; Paris seul fournit plus de cinquante bataillons. Enfin, en peu de jours, toutes les routes sont couvertes de ces nouveaux guerriers; ce ne sont pas des soldats exercés ni disciplinés, tous ne sont pas aptes à fortifier les armées comme elles en avoient besoin; mais ceux qui les joignent à temps, suppléent au défaut d'instruction militaire par leur énergie, et réunis à ce qui reste de troupes de ligne, ils opposent bientôt à l'ennemi

une résistance infiniment opiniâtre et non moins efficace. Les Français déployèrent à cette époque, un grand esprit public; cependant ces ressources extraordinaires quoiqu'immenses, n'auroient jamais pu suffire à tout, si le ministre Servan n'eût eu le talent d'employer les moyens existans avec ordre et économie, et de subvenir avec une promptitude étonnante à ceux qui manquoient.

Heureusement l'Autriche et la Prusse avoient cru suffisant de paroître en armes sur les frontières de la France, pour la soumettre ou l'envahir, persuadées que les ressources de cette puissance étoient ou épuisées, ou paralysées par ses nouvelles formes; mais elles procurèrent au contraire des moyens dont l'ancien gouvernement ne connoissoit pas toute l'étendue. Ainsi, trompés par la fausseté de leurs calculs, les cours de Vienne, de Berlin et les émigrés se livrèrent à un espoir chimérique, et eurent la mal-adresse de rendre nationale une guerre qui, annoncée avec plus de sagesse, auroit peut-être semblé aux yeux de la multitude, une entreprise légitime pour châtier des factieux.

Le Conseil exécutif provisoire éprouvoit néanmoins divers sujets d'inquiétude; les principaux étoient occasionnés par les généraux en chef et par le plan de campagne, qui n'étoit pas formé. Quant aux généraux, le Conseil n'étoit pas tranquille sur leur compte; aucun d'eux n'avoit encore commandé en chef des armées, à l'exception du maréchal de Luckner qui, pendant la guerre de sept ans, avoit commandé d'assez grands corps; d'ailleurs son âge, la foiblesse de son caractère, son entêtement et sa soumission aveugle aux volontés de son état-major et de ses aides-de-camp, avoient contribué à le rendre suspect. Le Conseil s'étoit décidé, en conséquence, à le faire remplacer par le général Kellermann, auquel le Maréchal remit, comme on le verra bientôt, le commandement de son armée le 1er septembre; cependant il falloit un général en chef, et l'embarras étoit de le trouver.

On n'étoit pas assez assuré des opinions, des principes et du caractère du général Montesquiou, quoiqu'on se fût décidé à le laisser à

la tête des forces du midi. On connoissoit la bravoure du général Biron, son zèle pour le parti dominant; mais ses connoissances militaires étoient très-superficielles. Le général Custine se prononçoit d'une manière à inspirer beaucoup de confiance, mais son peu d'instruction faisant craindre son incapacité pour la conduite d'une grande armée, on se décida à le laisser provisoirement à Landau, d'où il fatiguoit journellement le ministre de la guerre de demandes et de projets propres à le faire passer pour une tête ardente et peu sage. On jugeoit le général Kellermann trop convenablement et trop utilement employé à la tête de l'armée campée près de Metz, pour lui donner une autre destination. Le général la Bourdonnaye qui commandoit alors sur la frontière du nord, passoit pour un chaud patriote, quoiqu'il eût été sous-gouverneur des enfans du comte d'Artois jusqu'au moment où ils sortirent de France, en juillet 1789; mais son extrême inquiétude d'esprit, et le manque total de réputation militaire et de connoissances en ce genre, empêchoient de lui confier le fardeau de la principale armée. Le général Dumourier restoit donc le seul des généraux en évidence, sur lequel le choix du Conseil exécutif paroissoit devoir naturellement se fixer; mais MM. Servan, Clavière et Roland, qui venoient de rentrer dans le ministère, n'ayant pu oublier ni les intrigues, ni les perfidies de ce général, ils le regardoient comme un homme de beaucoup d'esprit, très-immoral, ayant toujours eu le caractère, la conduite et les principes d'un aventurier; d'une ambition démésurée, capable de tout risquer et de tout entreprendre pour la satisfaire et atteindre son but quelconque. Avoit-il d'ailleurs assez de connoissances militaires, et la nature lui avoit-elle donné assez d'à-plomb, pour soutenir avec la suite convenable un rôle aussi difficile et d'une responsabilité aussi effrayante? Dans la conviction des défauts de ce général et dans le doute de ses talens, le Conseil jugea prudent de se défier de lui et de ne pas remettre en de telles mains les destinées de la France. Pour faire cesser cette anxiété, le Conseil exécutif jeta les yeux sur le maréchal-de-camp Grimoard, qui commandoit à l'époque du 10 août en Haute-Normandie, et que ses

écrits sur les grandes parties de la guerre et ses connoissances militaires, firent juger capable de conduire la principale armée, au commandement de laquelle on le nomma le 31 août. On le savoit personnellement très-attaché à Louis XVI; mais d'un autre côté, on connoissoit sa loyauté, son désintéressement et sa fermeté; il avoit donné une excellente opinion de son caractère et des ressources de son esprit, en étouffant, au mois de mars précédent, presque sans moyens, de dangereux et nombreux soulèvemens dans le département de l'Eure. On avoit aussi remarqué, qu'étranger à toutes les factions, il avoit montré de la sagesse à l'égard de toutes, su les contenir, et gagner au moins leur estime. M. de Grimoard ayant refusé le commandement qu'on lui offroit, le Conseil lui enjoignit de rédiger un plan de guerre et de campagne, et de se tenir à portée de répondre aux consultations ultérieures dont les ministres pourroient avoir besoin. En conséquence de ces ordres, auxquels le général Grimoard ne pouvoit qu'obéir, il remit au ministre de la guerre un mémoire sur la situation militaire de la France, et les projets dont son gouvernement pouvoit s'occuper.

Après avoir pris connoissance du mémoire du général Grimoard, le Conseil exécutif provisoire décida le prompt départ de M. de la Clos, soit pour remplir sa destination de commissaire du Pouvoir exécutif à Châlons, soit pour communiquer le mémoire et en recommander l'observation au général Dumourier, qui devoit alors avoir sous ses ordres la principale armée, dont les troupes campées près de Sédan formeroient le noyau. Ce général devoit pouvoir au besoin, à fermer aux ennemis la route de Rheims et de Châlons, et pouvoit y employer à son gré et selon les circonstances, les troupes tirées de Maubeuge, Pont-sur-Sambre et Maulde, ainsi que les renforts qui lui arriveroient incessamment de l'intérieur. Dès l'instant où le général Kellermann l'auroit joint, il devoit se concerter avec lui; car ce ne fut que dans la suite que ce dernier lui fut subordonné.

Le Conseil arrêta en même temps le 2 septembre, de mander le général la Bourdonnaye de Valenciennes, pour l'envoyer à Châlons, afin

d'y prendre le commandement de l'armée de l'intérieur, spécialement destinée à couvrir Paris, et à pourvoir aux cas imprévus.

Observations.

Dans la position où se trouvoit la France, ce fut un événement malheureux que celui du 10 août ; l'Assemblée en augmenta tous les dangers, en livrant le Roi à la commune de Paris, et en la laissant la maîtresse de son sort. Les maux s'aggravèrent encore par la manière dont on forma la Convention ; heureusement les proclamations du duc de Brunswick vinrent exciter l'indignation dans le cœur des Français de tous les partis ; et malgré les extravagances multipliées des démagogues, l'esprit public se monta de manière, que ce fut à lui seul que l'on dut le salut de la patrie.

CHAPITRE VII.

Invasion des coalisés en France (1).

Les Prussiens qui avoient décampé de Coblentz, pénétrent sur le territoire français. Ils s'emparent de Rodemackeren et de Sierck. Le maréchal de Luckner se porte à Fontoi. Il campe ensuite à Richemont. Bombardement et prise de Longwi. Le marchal de Luckner va camper à Frescati. Blocus de Montmédi. Arrivée des Autrichiens et des émigrés devant Thionville. Marche des Prussiens sur Verdun. Le commandant se brûle la cervelle. La place capitule. Le général Kellermann remplace le maréchal de Luckner. Il quitte le camp de Frescati pour marcher au secours de la Champagne. Le général Dumourier quitte Sédan. Le général Dillon revient vers Stenai. Le général Dumourier passe la Meuse et campe à Beaumont, entre Stenai et Sédan.

L'ARMÉE prussienne, dès le 28 juillet, avoit commencé à lever son camp de Horcheim et à passer le Rhin à Coblentz, pour occuper, près de cette ville, à Rubenach et aux environs, des cantonnemens d'où elle étoit partie le 31, en trois colonnes ou divisions : celles-ci longeant la rive gauche de la Moselle, s'étoient avancées par Hontheim et Witlich, avoient traversé la rivière à Trêves et se trouvoient rassemblées, le 3 août, dans un camp entre la ville et Kondsarbruck, où le roi de Prusse qui étoit allé de Coblentz à Bingen, pour y passer en revue le corps des émigrés, vint rejoindre son armée et assembla incontinent après les généraux, pour arrêter les dernières mesures relatives à l'ouverture de la campagne. Dès-lors l'armée prussienne étoit attaquée de la dyssenterie putride, qui y fit bientôt tant de ravages.

Le comte d'Artois, parti le 1er août de Bingen, étoit arrivé le 3, par Kirchberg à Trêves, et alors les émigrés réunis formoient dans

(1) Voyez, tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er, et celle de la Campagne de 1792, depuis le 12 août jusqu'au 30 octobre, n° 4.

cette partie un corps de dix mille hommes, dont six mille de cavalerie, qui fut campé derrière l'armée du roi de Prusse.

Le 12, au lever du soleil, les troupes légères prussiennes pénétrèrent sur le territoire français, en occupant Rodemackeren, forteresse sur la rive gauche de la Moselle, et sur la droite de Sierck, petite ville avec un mauvais château. Après ces premiers succès infiniment aisés, la tête de l'armée prussienne s'avança successivement de Kondsarbruck, à Grevenmarcheren et à Montfort (1), entre Sierck et Luxembourg, où elle campa en totalité le 15. En même temps le général Clairfait, qui avoit joint l'armée avec un corps de quinze mille cent soixante-dix-huit hommes, détachoit d'Arlon des troupes pour couper la communication entre Longwi et Montmédi.

Le 18, la petite armée du landgrave de Hesse, au nombre de sept mille hommes, destinée à joindre celle du roi de Prusse, arriva à Trêves en même temps que les émigrés en partoient pour Grevenmacheren, d'où ils étoient venus cantonner le 19 à Waldt et à Stadt-Bredimus, sur la rive gauche de la Moselle. En même temps que les émigrés s'étoient mis en mouvement, l'armée prussienne étoit décampée de Montfort, pour se porter à Esch, entre Tiercelet et Bettembourg, d'où elle avoit poussé son avant-garde entre Crune et Ametz, menaçant à-la-fois Thionville et Longwi. Le même jour le général Clairfait avoit campé à Mesanci, près de la dernière de ces places.

On ignore les motifs qui purent engager le duc de Brunswick à mettre autant de lenteur dans ses opérations, dans un moment où le résultat de la campagne dépendoit entièrement de la vivacité dans le début, et où le moindre retard pouvoit et devoit donner le temps au nouveau gouvernement français de revenir de sa surprise, de se consolider et de se procurer des moyens de défense.

Le maréchal de Luckner voyant les Prussiens se diriger de Coblentz sur Trêves, et leur supposant le projet de pénétrer entre Longwi

(1) Voyez, tome III, la Carte n° 4.

et Thionville, avoit décampé de Longeville près de Metz, et s'étoit porté à Fontoi, entre les deux places menacées; mais les ennemis étant arrivés à Trêves, et les soupçonnant alors d'en vouloir principalement à Thionville, le Maréchal avoit laissé à Fontoi un corps d'observation très-peu nombreux, aux ordres du lieutenant-général Després-Crassier, et il étoit venu camper, la nuit du 4 au 5 août, à Richemont, sur le bord de la Moselle; en même temps le camp ennemi établi à Ametz, aux ordres du prince de Hohenlohe-Ingelfingen, contenoit ceux de Fontoi et Richemont.

Cependant dès le 19, le duc de Brunswick et le général Clairfait, ayant marché, le premier à Procourt, et le second à Cosne et Romain, avoient investi et fait sommer Longwi (1). Sur le refus de se rendre, les sommations ayant été réitérées sans succès, le 20 et le 21, la nuit suivante, à la faveur de l'obscurité, les assiégeans ayant jeté quelques obus dans la place, on leur riposta par un feu très-vif, mais si mal dirigé, vu le petit nombre et l'inexpérience des canonniers, que les Allemands en souffrirent très-peu. Cette résistance, à laquelle on ne s'attendoit pas, ayant obligé d'envoyer chercher quelques pièces de canon à Luxembourg, on hasarda en attendant, de jeter quelques bombes qui tuèrent huit hommes, six femmes, incendièrent deux maisons, un magasin de fourrage, et jetèrent une telle épouvante parmi le peuple, que la place qui, bien défendue, auroit pu résister un mois, capitula le 23 août dans la matinée. La garnison, forte de quatre bataillons, sortit le lendemain, au nombre de dix-huit cents hommes, mit bas les armes sur le glacis, rentra en France à condition de ne pas servir pendant cette guerre, et fut remplacée par six cents Autrichiens, qui prirent possession de Longwi au nom du roi de France. Les ennemis trouvèrent dans la place des magasins considérables, avec soixante-douze pièces d'artillerie.

(1) La forteresse de Longwi est un hexagone qui n'a que cinq ravelins, le sixième est remplacé par l'ouvrage à corne de Saint-Marc. Le ravelin du côté de la Colombe et celui de la porte de France sont couverts par des lunettes; les casemates étoient dans le meilleur état; le Mont-du-Chat qui est à deux mille pas du centre de la place, la domine; si cette hauteur étoit fortifiée, Longwi acquerroit infiniment pour sa défense.

Après la reddition de Longwi, le duc de Brunswick s'y arrêta quelques jours, pour y établir des magasins de vivres et de fourrages, et pour attendre l'arrivée du prince de Hohenlohe-Kirchberg devant Thionville : il devoit masquer cette place et assurer les communications entre Longwi, Luxembourg et Trêves; mais la conduite du maréchal de Luckner rendit ces précautions inutiles. Dans la crainte de voir les efforts des ennemis se diriger sur lui et couper sa communication avec Metz, ce général fit replier, la nuit du 22 au 23 août, les camps de Fontoi et de Malancourt, sur celui de Richemont, d'où il partit pour venir passer la Moselle à Metz et camper sur la rive droite à Frescati. Cette démarche qui parut trop timide et par-là même coupable au Conseil exécutif, acheva de discréditer le Maréchal. En effet, il auroit mieux valu se poster entre Metz et Thionville, et attendre les renforts qui arrivoient d'Alsace, et alors, à la tête de trente mille hommes, attaquer les ennemis, bien moins nombreux; si on les battoit, on se trouvoit sur les derrières de l'armée prussienne, et on lui coupoit ses communications; si l'on étoit repoussé, on se replioit sous Metz et on y prenoit des mesures pour réattaquer les ennemis avec plus de succès.

Longwi pris, la raison de guerre sembloit prescrire de soumettre Montmédi; mais le duc de Brunswick ne s'étant pas trouvé assez d'artillerie pour attaquer ces deux places à la fois, craignit d'ailleurs de perdre trop de temps au siége de Montmédi, et se détermina à faire seulement bloquer la ville par le général Clairfait (1). A l'égard des opérations des autres armées, le prince de Hohenlohe arrivé sur la Moselle avec quatorze mille Autrichiens, et renforcé des émigrés, devoit contenir le maréchal de Luckner et assiéger Thionville, tandis que le roi de Prusse marcheroit à Verdun, et que le général Clairfait se

(1) Si l'on en croit les apologistes du duc de Brunswick, il se décida à faire bloquer seulement Montmédi, parce que cette place passant pour être très-bien casematée, et ne pouvant ni espérer d'y jeter l'épouvante, ni s'arrêter à en faire le siége en règle faute de grosse artillerie, il se crut obligé de marcher à Verdun, où la politique l'appeloit plus que l'art de la guerre.

porteroit à Stenai, soit pour forcer un passage entre cette ville et Verdun, soit pour observer l'armée française campée sous le canon de Sédan.

Le 28 août, l'armée prussienne, après avoir levé son camp de Procourt, marche à Longuyon, d'où elle s'avance le lendemain à Etain, et le jour suivant 30, sur les hauteurs qui dominent Verdun; elle investit aussitôt cette place des deux côtés de la Meuse, le quartier-général placé au Grand-Bras, sur la rive droite, au-dessous de la place.

Verdun, sommé au nom du roi de France, le 31 août (1), avoit répondu en commençant à tirer sur les positions de l'ennemi, qui lui-même riposta par un bombardement commencé à onze heures du soir, et fini le 1er septembre dans l'après-midi. Quelques maisons réduites en cendres, des dommages causés à plusieurs autres, firent craindre aux habitans d'être bientôt ensevelis sous des ruines; d'un autre côté, plusieurs pièces de canon étoient déjà démontées; on manquoit d'affûts de rechange; les canonniers, en trop petit nombre, étoient excédés de fatigue; on craignoit aussi une escalade; déterminés par toutes ces considérations, au moment où l'on se disposoit à envoyer un message au duc de Brunswick, un officier se présenta de sa part pour venir proposer de nouveau une capitulation, et provisoirement une suspension d'armes de vingt-quatre heures, qui fut acceptée dans la soirée : dès cet instant, le feu cessa totalement de part et d'autre; mais M. de Beaurepaire, commandant de la place, ayant jugé à propos de se casser la tête d'un coup de pistolet, la nuit du 1er au 2 septembre, M. de Neyon, le plus ancien lieutenant-colonel, remplaça le commandant défunt, uniquement pour régler avec le général prussien comte de Kalckreuth, les articles de la

(1) Verdun dominé de plusieurs côtés, à dix bastions liés par des courtines mal couvertes; les fossés sont profonds, et l'on a élevé d'assez mauvais ouvrages sur les deux rives de la Meuse. La citadelle est un pentagone irrégulier, entouré d'une fausse braie; les courtines en sont couvertes par des tenailles et des demi-lunes. Tous ces ouvrages étoient en mauvais état.

capitulation, qui fut signée le 2 septembre, et en vertu de laquelle la garnison partit le même jour avec armes et bagages, pour Sainte-Ménéhould, où elle joignit le général Galbaud. Le soir même, après avoir fait entrer dans Verdun une garnison de mille hommes, sous les ordres du lieutenant général prussien Courbière, le duc de Brunswick prit possession de cette place au nom du roi de France.

Le 23 août, les émigrés s'étant avancés de Stadt-Bredimus à Dalheim, les princes français, frères de Louis XVI, assemblèrent les principaux d'entr'eux, pour leur annoncer que le lendemain on devoit entrer en France, et leur recommander de détruire les bruits que l'on répandoit sur leurs intentions de vengeance, par la conduite la plus modérée et la plus analogue aux sentimens d'honneur qui doivent toujours guider les chevaliers français. Le 28, les émigrés avoient quitté leur cantonnement de Dalheim, pour venir camper le 30 à Hettange, à une lieue de Thionville. On se flattoit de réduire cette ville par une attaque à découvert, et un feu de canon et d'obusiers qui, en brûlant quelques maisons, engageroit les habitans, ainsi que la garnison, à capituler. Dans cette persuasion, on crut des pièces de campagne suffisantes, et on commençoit les préparatifs, lorsque le général Félix de Wimpfen, qui commandoit dans la place, fit le 30 une vigoureuse sortie, dans laquelle il réussit à retarder les travaux des ennemis, et à leur faire essuyer quelques pertes. Après avoir été ainsi repoussés, les coalisés firent diverses dispositions ou tentatives pour masquer ou faciliter le passage de la Moselle, et couper la communication sur ses deux rives entre Metz et Thionville, qui dès lors se trouvoit réduite à ses propres forces.

Le général Kellermann, arrivé le 1er septembre de Lauterbourg au camp de Frescati sous Metz, y remplaça le maréchal de Luckner, qui partit pour Châlons, et s'occupa sur-le-champ à envoyer quelques renforts à la garnison de Thionville, à augmenter de même celle de Metz, et à ordonner des travaux pour la défense de cette place. Après l'avoir déclarée en état de siége, et en avoir confié le commandement au général Favart, ingénieur de réputation, il

s'étoit disposé à exécuter les ordres du Conseil exécutif, qui lui prescrivoit de marcher promptement au secours de la Champagne, et de couvrir spécialement Châlons.

Au moyen des troupes venues de l'armée du Rhin, le général Kellermann se trouvoit à la tête de vingt-quatre bataillons de six cents hommes chacun, faisant quatorze mille quatre cents hommes d'infanterie, et de trente-cinq escadrons à cent quarante chevaux, ou quatre mille neuf cents hommes de cavalerie; en tout, dix-neuf mille trois cents hommes, avec lesquels il se mit en marche le 4 septembre à neuf heures du soir, et vint camper à Toul le 5. Il y séjourna le 6, pour donner ordre aux magasins et aux subsistances, et pour avoir des nouvelles des ennemis et du général Dumourier, dont il ignoroit également la situation. Le 7, le général Kellermann campe à Void, entre Bar-le-Duc et Toul; il détache le général la Barolière avec un corps d'infanterie et de chasseurs à cheval, montant à trois mille hommes, pour éloigner les partis ennemis de Saint-Michel et de Sampigni. Le 8, le gros de l'armée se porte sur Ligni, et le général la Barolière sur Bar, menacé par un détachement prussien.

Le 10, le général français marche de Ligni à Saint-Dizier, et y séjourne le 11, dans l'espoir d'être enfin instruit du véritable projet des ennemis. Il s'avance à Bar le 12, et les partis envoyés sur Chaumont et Vaubecourt rencontrent à peine quelques hussards prussiens épars dans ces directions; mais il est instruit qu'il y a un corps ennemi campé à Clermont. Il propose alors au général Dillon qui, ainsi qu'on le verra bientôt, étoit posté aux Illettes, entre Sainte-Ménéhould et Clermont, d'attaquer de concert le corps établi près de cette petite ville. Il faisoit ses dispositions pour marcher dans la nuit du 14 au 15, afin d'exécuter ce projet, lorsqu'il reçoit une lettre du maréchal de Luckner qui l'engage à se porter à Révigni, afin d'être en mesure de joindre incessamment, vers Sainte-Ménéhould, le général Dumourier, qui a le plus pressant besoin de secours. Le général Kellermann laisse le général la Barolière à Bar, avec trois mille

hommes, et se rend à Révigni, où un second courrier du Maréchal l'informe du projet que sur la certitude des Prussiens de marcher sur Bar, il ne doit pas hésiter d'y retourner. Mais le général Kellermann leur jugeant plutôt l'intention d'attaquer le général Dumourier, qui commence à manquer de vivres, prend sur lui de se rendre à Vitri-le-Français, où il arrive le 15, se trouvant ainsi à portée d'être en une ou deux marches soit à Bar, soit au camp du général Dumourier, soit à Châlons; et afin d'être mieux préparé à tout événement, il envoya ses pontons, avec un bataillon, à Poigni, entre Vitri et Châlons, et y fit jeter un pont sur la Marne, pour se ménager la chance de pouvoir devancer à Châlons, par la rive gauche de la rivière, les ennemis, s'ils prenoient le chemin de cette ville, au-dessus de laquelle il se proposoit de prendre des postes sur les monticules du côté de Paris. Il garda trente-six pièces de canon de position, avec double approvisionnement de bataille, se débarassa du surplus de son artillerie, de ses munitions de guerre et de ses gros bagages, en envoyant le tout à Troie, et attendit à Vitri d'être instruit des événemens. Il reçut dans la soirée une lettre du général Dumourier qui lui mandoit, que pouvant être *attaqué à tout moment, et craignant* d'être accablé par le nombre, *il le prioit* de venir à son secours; ce qui le décida à se mettre en marche le 17, et à se diriger par Frêne, sur Dampierre-le-Château, où il arriva le 18.

Il faut maintenant détailler les mouvemens du général Dumourier, et lui rendre la justice de ne s'être point laissé intimider par la position décourageante où se trouvoient alors la France et ses armées. Il avoit assemblé le 30 août, au camp de Sédan, un conseil de guerre, dans lequel tous les avis se réunirent pour marcher rapidement à travers la forêt d'Argonne vers Châlons ou Reims, si la première de ces villes étoit déjà au pouvoir de l'ennemi, auquel cas on se couvriroit de la Marne, dont on tenteroit de défendre le passage, en attendant tous les renforts annoncés qui, après leur arrivée, pourroient donner les moyens de marcher à l'ennemi et de le repousser.

Le général Dumourier qui avoit écouté en silence, congédia le conseil sans lui faire part de ses résolutions, et se retira pour aller méditer sur le parti le plus sage qu'il y auroit à prendre. En réfléchissant sur l'avis du conseil, il dut s'appercevoir sans peine du danger de se sauver brusquement à Châlons et sur la rive gauche de la Marne; c'étoit abandonner sans nécessité une vaste étendue de pays qui pouvoit être disputée plus ou moins long-temps, en se portant derrière la forêt d'Argonne; c'étoit décourager les troupes; c'étoit ouvrir aux coalisés le chemin de Paris, par Vitri, Châlons ou Reims, ou leur abandonner la conquête facile des trois Evêchés et de la Lorraine, d'où ils pouvoient prendre à revers le Hainaut, la Flandre et l'Alsace. Ces réflexions décidèrent sans doute le plan auquel le général Dumourier parut s'arrêter, qui se réduisit d'abord à ne point se retirer derrière la Marne, et à se couvrir provisoirement de l'Aine, en occupant sur la gauche de cette rivière la petite ville d'Autri, à cinq lieues au-dessous de Sainte-Ménéhould, et où il espéroit avoir le temps de recevoir les renforts qui lui étoient destinés. En conséquence, il ordonna au général Dillon d'aller prendre le commandement d'une avant-garde de cinq bataillons et de quatorze escadrons, campés à Douzi, au confluent de la Chiers et de la Meuse, et de marcher le même jour, 30 août, par la gauche de cette rivière, à Mouson. En y arrivant, Dillon avoit envoyé à Stenai un détachement de sept escadrons et environ deux cents fantassins, pour reconnoître la position du général Clairfait, et s'assurer s'il étoit possible de communiquer avec Montmédi. Il apprit le même soir que le général autrichien occupoit avec vingt mille hommes une excellente position à Brouenne et Baalon, à une petite lieue de Stenai, coupant le chemin de Montmédi.

Le général français ayant incontestablement trop peu d'anciennes troupes pour tenir la campagne, avoit mandé le 29 août, au général Duval, campé à Pont-sur-Sambre, au-dessous de Maubeuge, avec au moins cinq mille hommes, d'en partir de manière à être rendu le 7 septembre à Chêne-Populeux; en même temps il écrivit au général

Beurnonville d'arriver le 14 à Rhetel, en augmentant son corps, qui étoit d'environ huit mille hommes, de trois mille autres tirés du camp de Maubeuge.

Cependant les circonstances pressoient le général Dumourier de quitter Sédan et d'entrer en action; il ordonne en conséquence de diriger sur Vouziers, Rhetel, Reims, Châlons et Sainte-Ménéhould, les vivres et les fourrages destinés pour son armée, et de construire des fours dans ces différentes villes; il tire de la Fère et de Douai un approvisionnement de munitions de guerre, et charge le lieutenant-général Harville du commandement de Reims, où il projette de faire comme à Châlons un dépôt des renforts de cavalerie et de l'infanterie qui doivent arriver de l'intérieur.

Ces mesures prises, le général Dumourier s'étoit décidé à se porter sur Stenai, pour y disputer le passage de la Meuse au général Clairfait qui, au moment où le duc de Brunswick se portoit sur Verdun, avoit masqué Montmédi, occupé Dun et marché sur Stenai avec le gros de ses forces. Le général Dillon, chargé en conséquence de préparer les mouvemens, étoit parti de Mouson le 31 août, avec quatre escadrons, et avoit joint de grand matin à Stenai le détachement qu'il y avoit envoyé la veille. Mais dans l'impossibilité de pouvoir s'y défendre, il avoit choisi une très-bonne position sur la gauche de la Meuse, près de la Neuville, où il avoit mandé au reste de son avant-garde de venir camper. Bientôt les Autrichiens attaquent les tirailleurs français postés dans le bois de Baalon; le général s'avance à la tête de huit escadrons pour les soutenir, et ne tarde pas de faire sa retraite au travers de Stenai, à la vue de l'armée entière du général autrichien, qui se portoit sur cette ville. Vers sept heures du soir, les Français qui s'étoient mis en bataille dans les prairies de la Neuville, après y avoir essuyé une canonnade très-vive, voyant arriver un gros corps de cavalerie et d'infanterie avec de l'artillerie qui manœuvroit pour les tourner, se replièrent par le chemin de la Neuville à Beaumont. Les Autrichiens attaquent alors leur arrière-garde; ils sont repoussés, et le général Dillon qui

trouve une partie de ses troupes qui venoit le joindre, les ramène toutes pendant la nuit à Mouson.

Le lendemain, 1er septembre, le général Dumourier décampe de Bazeille, près de Sédan, passe la Meuse et campe à Beaumont.

Observations.

Il paroît hors de doute que les coalisés comptoient autant sur des insurrections en faveur de la maison de Bourbon et sur la désorganisation des armées, que sur leurs propres moyens; dès-lors ils durent combiner leur plan de campagne d'après ces données, et éviter conséquemment une guerre méthodique qui eût pu procurer aux généraux Français le temps de se mesurer partiellement avec les ennemis, d'aguerrir leurs soldats, d'établir l'ordre dans les armées et de recevoir des renforts. Ainsi les succès des coalisés dans leur entreprise, devoient dépendre de ceux qu'ils pourroient obtenir de leurs premières opérations, et si elles n'étoient pas décisives dans un moment où les événemens de Mons, de Tournai et du camp du Tiercelet, annonçoient autant de méfiance dans les troupes, autant de facilité à les désorganiser et à les porter aux derniers excès, ainsi qu'une grande horreur pour la discipline et la subordination, que pouvoit-on espérer dès l'instant où les armées françaises se seroient habituées à résister ou à vaincre, et cesseroient de craindre ces Prussiens et ces Autrichiens, qu'on leur faisoit envisager comme si terribles? D'après ces hypothèses, il ne restoit plus qu'à décider quel seroit le point sur lequel on se porteroit de préférence. On choisit celui entre Metz et Sédan, sans doute par rapport à l'importante forteresse de Luxembourg, dont la position avantageuse donnoit une excellente base d'opérations et une très-bonne place d'armes, et sans doute parce que, dans cette partie, il ne se trouvoit presque aucune de ces places fortes, dont la soumission exige presque une campagne.

Cependant, si l'on en peut croire un officier allemand qui a donné une relation de cette campagne du duc de Brunswick, son intention

après la prise de Verdun, n'étoit pas de continuer son mouvement direct; il vouloit masquer l'Argonne, en faisant retrancher un corps prussien à Landres et un corps autrichien à Clermont, tandis que la grande armée se prolongeroit à droite et marcheroit sur Sédan et Mézières, et que le duc de Saxe-Teschen, après avoir dissipé le foible corps de Maulde, prendroit une direction concentrique sur Charlemont, pour couvrir la droite de la grande armée et pour opérer de concert avec elle. Sans doute, si le duc de Brunswick avoit ce projet, c'étoit dans la conviction qu'il pouvoit s'emparer facilement de la plus grande partie des places de la Meuse et de la Flandre, qui étoient mal gardées, mal approvisionnées et hors d'état d'être secourues; mais cette idée du duc, en supposant qu'il l'ait eue, étoit peut-être très-hasardée.

Le roi de Prusse, séduit par la prompte reddition de Longwi et de Verdun, ainsi que par les promesses des émigrés, croyant acquérir le titre de restaurateur de la monarchie française, résolut de passer la Meuse pour marcher directement sur Paris. Inutilement le duc de Brunswick, assure toujours le même auteur, témoigna-t-il ce qu'il pensoit sur les opérations futures et sur les dangers auxquels l'armée seroit exposée par une marche directe; vainement rappela-t-il la situation critique où se trouvoit Louis XVI, et le ridicule d'espérer une contre-révolution, après ce qui s'étoit passé le 10 août; il ne put faire adopter sa manière de voir.

CHAPITRE VIII.

Les Coalisés aux portes de Châlons (1).

Inaction du général Clairfait. Le général Dumourier campe à Grandpré, entre l'Aire et l'Aîne. Le général Dillon parvient aux Grandes-Illettes. Dumourier reçoit des renforts qui portent son armée à vingt-cinq mille hommes. Les ennemis attaquent les postes avancés des Français, et sont repoussés par-tout. Les coalisés, au nombre de soixante mille, se trouvent en mesure d'opérer dans une étendue d'environ quinze lieues. Le général Miranda bat six mille hommes qui vouloient intercepter un convoi. Les ennemis s'emparent du passage de la Croix-aux-Bois. Le général Dumourier passe l'Aîne. Il marche à Dommartin, sous Hans. Une terreur panique s'empare de l'arrière-garde française. L'ordre se rétablit. Les Français viennent camper à Sainte-Ménehould. Les ennemis sont repoussés aux Illettes. L'armée des coalisés exécute un mouvement général. Plan d'attaque et d'opérations du duc de Brunswick. Le roi de Prusse ne l'approuve pas. Contre-ordres. Raisons de ces changemens. Précautions du général Dumourier. Le général Kellermann arrive à Dampierre-le-Château. Il passe le ruisseau de l'Auve. Trouvant sa position mauvaise, il se dispose à la changer. Il est attaqué par les coalisés. L'action se passe en mouvemens et en canonnades. Détails. La canonnade de Valmi devient l'époque de *l'indomptabilité* des troupes françaises. Le général Kellermann repasse le ruisseau de l'Auve pendant la nuit. Les ennemis qui l'ignorent veulent réattaquer. Ils se retirent comme la veille. En même temps les Autrichiens et les Hessois sont repoussés aux Illettes.

L'on ne comprend pas pourquoi le général Clairfait, au lieu de suivre vigoureusement avec toutes ses forces les généraux Dillon et Dumourier, pour les culbuter, ou même de se porter sans délai à Vouziers sur l'Aîne, afin de couper aux Français les chemins de Reims et de Châlons, soit resté immobile à Stenai, malgré l'inaction inexplicable du général Dumourier, qui connoissant parfaitement la possibilité d'être attaqué à son désavantage, ou prévenu par l'ennemi à

(1) Voyez, tome III, la Carte de la Campagne de 1792, n° 4.

Vouziers, sentoit la nécessité de le prévenir lui-même. Deux routes pouvoient le mener à ce but; la première et la plus longue, conduisant à Rhetel par Chêne-Populeux, avoit l'inconvénient de trop manifester le projet aux Autrichiens, qui étoient en mesure de le contrarier; la seconde et la plus courte, avoit de plus grands inconvéniens encore; en passant entre la forêt d'Argonne et la Meuse, l'ennemi pouvoit couper l'armée ou l'attaquer en marche. Ces considérations décidèrent le général Dumourier à se diriger entre les deux chemins dont on vient de parler. Le 1er septembre, il fait prendre celui de Chêne-Populeux, par Stonne, les Grandes-Armoises et Tannai, au général Chazot, avec cinq mille hommes, l'artillerie et les équipages; le lendemain 2, l'armée marcha de Beaumont à la Berlière, et le général Dillon à Saint-Pierremont. Le 3, on apprend la reddition de Verdun. Dumourier séjourne pour laisser arriver la pesante colonne des équipages et de l'artillerie; mais il envoie le général Dillon, par Busanci, à Cornai, sur la rive gauche de l'Aire, entre Varennes et Grandpré. Le 4, l'armée quitte la Berlière et campe entre l'Aire et l'Aîne, sa droite à Marque, sa gauche à Grandpré, son parc d'artillerie à Senuc, et son avant-garde partagée sur la rive droite de l'Aire, à Saint-Juvin, Verpel, Béffu et Morthomme; position infiniment avantageuse, qui ne pouvoit être attaquée, si l'on n'avoit pas forcé ces quatre postes et passé l'Aire sous le feu d'une artillerie et d'une mousqueterie dominantes; et en supposant encore que l'ennemi surmontât ces obstacles, on avoit la facilité de traverser l'Aîne sur les deux ponts de pierre de Senuc et de Grandhan et d'occuper à la rive gauche de la rivière, sur les hauteurs d'Autri, une position au moins aussi avantageuse.

Chargé de garder les passages des Illettes ou de Sainte-Ménéhould et de la Chalade, le général Dillon avoit reçu à Cornai une lettre du général Galbaud qui, en lui faisant part de ses inutiles tentatives pour entrer dans Verdun, lui apprenoit en même temps son arrivée aux Illettes, le 31 août, avec ses deux bataillons, augmentés le 3 septembre par deux autres de la garnison de Verdun; d'un autre

côté, il apprenoit que le duc de Brunswick venoit d'établir deux camps, l'un à Dombale, sur la route de Verdun à Clermont; l'autre, moins considérable, à Avocourt, sur celle de Varennes. Instruit de l'impossibilité de faire usage du chemin de Cornai à la Chalade, par les bois de Châtel et de Monblainville, le général Dillon se détermine le 4 septembre à une marche très-hardie. Il part de Cornai, longe la rive droite de l'Aire, traverse Varennes à la vue des vedettes du camp d'Avocourt et, par la Pierre-Croisée, entre dans un très-mauvais sentier qui, à travers les bois, mène à la Chalade, d'où avec ses troupes harassées et manquant de vivres, il marche à Vienne-le-Château; il en part le 5, et par le même chemin en partie où il a passé la veille, il parvient entre trois et quatre heures après-midi aux grandes Illettes et sur la côte de Bienne, où il s'établit et fait baraquer ses troupes dans les bois. Cette marche fut un de ces coups de partie qui influent sur le succès d'une campagne. A peine établi dans sa position, le général Dillon envoie à Clermont et dans les villages voisins, pour enlever les vivres et les fourrages qui y ont été préparés par ordre des Prussiens; les 6 et 7 sont employés à des reconnoissances et à des fortifications; le 8, on met en batterie dix-sept pièces de canon, et l'on porte sur la droite, à Passavaret, deux bataillons et environ quinze cents chevaux aux ordres du colonel Fregeville, afin d'empêcher la position des Illettes d'être tournée, et de préserver des partis ennemis les lieux situés entre Beauzée, Clermont-sur-Aire et Bar; précaution sage, puisque l'avant-garde de ce corps se trouva aux prises, en arrivant, avec des hussards prussiens, qui étoient venus pour lever des contributions à Thiaucourt, Briscaux, Vali et Beaulieu.

Pendant que de toutes les parties de la France on est en mouvement pour marcher vers la Champagne, afin d'en chasser les ennemis, le général Dumouriez attend, non sans inquiétude, les événemens dans son camp de Grandpré, qui communique avec celui des Illettes, sur la droite, par Marque, Châtel et la Chalade; sur la gauche, par la Croix-aux-Bois, au Chêne-Populeux, où indépendamment

d'un détachement de la garnison de Sédan, le général Duval arrive le 7 septembre avec environ cinq mille hommes, et dix-huit cents autres, parfaitement armés et équipés, avec quatre pièces de canon, y sont envoyés par la ville de Reims; ce qui porte les forces du général Dumourier à vingt-cinq mille hommes, nombre encore bien insuffisant pour arrêter l'ennemi; mais depuis le 2 septembre il partoit chaque jour de Paris environ dix-huit cents hommes à pié ou à cheval, et le ministre Servan ne désespéroit pas de porter ces envois journaliers à deux mille quatre cents hommes. Cependant il étoit d'une nécessité impérieuse de fermer divers passages par où l'ennemi pouvoit pénétrer, comme par exemple la route de Reims. On s'empressa donc d'y envoyer des forces destinées à border la rive gauche de la Suippe; assurer ainsi le flanc gauche de l'armée du général Dumourier, c'étoit le fortifier, mais il n'en convenoit pas. Au reste, ce général n'oublioit de son côté aucun moyen pour augmenter ses ressources en tout genre: proclamations, exhortations, menaces, requisitions, instructions, tout fut mis en usage et tout fut accueilli par un peuple ivre de liberté, et qui mettoit dans ce moment tout son bonheur et toute sa gloire à chasser les ennemis du territoire français.

Ici l'espèce d'apathie du général Clairfait, du 1er au 7 septembre, devient un nouveau sujet d'étonnement; pourquoi laisse-t-il au général Dumourier le temps de choisir, d'occuper et de fortifier des positions avantageuses? Pourquoi le laisse-t-il recevoir tous les jours de nouveaux renforts? Avoit-il besoin, pour agir avec des forces supérieures, d'attendre le mouvement des Prussiens? Sans doute ce fut là son motif, puisque les deux armées se mirent en mouvement le même jour, 7 septembre, celle des Autrichiens pour venir camper le 8 à Busanci, celle des Prussiens, une colonne entre Rarecourt et Neuvilli, derrière Clermont, une autre vers Varennes, appuyant sa gauche près de Baulmi, et sa droite à la gauche du général Clairfait. Le quartier du roi de Prusse à Landres. Le 9, les ennemis attaquèrent les postes avancés du général Dumourier, et furent repoussés

par-tout. Le même jour, quelques troupes détachées du camp établi derrière Clermont, s'étant portées sur leur gauche, le général Dumourier crut voir l'ennemi marcher à Châlons par Bar, et se détermina à partir vers minuit de Grandpré, avec vingt-neuf bataillons et quarante escadrons, de joindre le général Dillon, de tomber ensemble sur l'arrière-garde du duc de Brunswick, et de tâcher ensuite de joindre le général Kellermann, ou du moins d'agir de concert avec lui contre les Prussiens; mais deux nouvelles tentatives de la part de ceux-ci et des Autrichiens, contre les postes avancés du camp de Grandpré, où on les repoussa vigoureusement, prouvèrent au général Dumourier son erreur sur les intentions de l'ennemi.

Le 11, les Hessois venant de Verdun, campent à Dombale d'où ils vont le lendemain 12 remplacer entre Rarecourt et Neuvilli, près de Clermont, un corps prussien qui prend aussitôt le chemin de Varennes, pour joindre le gros de l'armée au camp de Landres; d'un autre côté le prince de Hohenlohe-Kirchberg, parti des environs de Thionville avec sept mille Autrichiens, étoit venu passer la Meuse à Verdun et camper à Marre près de cette ville; il arrive le 14 derrière Clermont, appuie sa droite à Neuvilli, et sa gauche à la droite des Hessois. Un détachement de l'infanterie des émigrés occupe Varennes, ce qui achève de rendre les ennemis maîtres du cours de l'Aire. Alors toutes les forces du duc de Brunswick, qui doivent être mises en action, se trouvent rassemblées et en mesure d'opérer depuis Chêne-Populeux jusqu'à Beauzée sur l'Aire, à la gauche de Clermont, dans une étendue d'environ quinze lieues communes de France; cette ligne d'attaque étoit occupée par soixante-douze mille hommes.

On a vu que le général Dumourier en avoit sous ses ordres vingt-cinq mille, dont six mille de cavalerie. C'étoit trop peu en raison du nombre auquel il falloit résister; mais le général Kellermann approchoit avec vingt mille hommes, le général Beurnonville avec onze mille, et quatre mille devoient partir de Châlons sous peu de jours; indépendamment des troupes qui garnissoient déjà le camp de Notre-Dame-de-l'Épine, en avant de Châlons, de celles qui bordoient la

rivière de Suippe, enfin des bataillons qui s'organisoient journellement à Châlons, Reims, Soissons, Meaux et Paris. Il suffisoit donc de gagner du temps, et heureusement les armées ennemies voulurent bien en accorder même au-delà du besoin.

Cependant l'activité du ministre Servan ne se ralentissoit pas; comptant foiblement sur des hasards heureux, il ne négligeoit rien pour parer à tous les événemens; il s'étoit concerté avec le général Biron, pour qu'il marchât sur Paris avec quinze mille hommes, si les circonstances l'exigeoient. Le général Harville étoit chargé de protéger Reims, et d'y organiser des forces; le général la Bourdonnaye formoit une armée pour défendre la frontière de Flandre; le général la Poipe terminoit l'organisation des bataillons envoyés en détail à Soissons, et étoit chargé de déblayer ce camp sur Châlons, Reims et même la Flandre. Le 14 septembre le ministre avoit établi un nouveau camp à Meaux (1), aux ordres du maréchal-de-camp Langlantier, chargé : 1°. de faire filer sans délai à Châlons, les corps formés et armés; 2°. d'organiser en compagnies et en bataillons tous les volontaires qui arrivoient à Meaux; 3°. de reconnoître sur les deux bords de la Marne, soit derrière l'Ourc, soit derrière le Morin, des positions susceptibles d'être occupées par les armées, dans le cas où elles seroient forcées de se rapprocher de Paris. Le général Servan chargea aussi le 24 septembre le général Berruyer, de se transporter à la Ferté-sous-Jouare, pour reconnaître, en avant ou en arrière de cette ville, une position propre à défendre le point de jonction des deux routes de Châlons à Paris, l'une par Montmirail, et l'autre par Epernai et Château-Thiéri; enfin les chemins étoient couverts de voitures, conduisant, par-tout où il en falloit, des munitions de guerre et de bouche, des effets de campement, des fournitures d'hôpitaux, et des approvisionnemens en tout genre. On conviendra que des soins aussi multipliés allégeoient infiniment, pour le général Dumourier, les sollicitudes et les embarras du commandement.

(1) Voyez, tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er.

Le duc de Brunswick, jugeant qu'il y auroit de l'imprudence à entreprendre de chasser de vive force l'armée française de son camp de Grandpré (1), prend la résolution de le lui faire abandonner, en le tournant par la Croix-aux-Bois et Vouziers, d'où ses troupes pourront ensuite se diriger à leur gré sur Reims ou Châlons. Le général Dumourier, qui prévoit une prochaine aggression, demande, le 12 septembre au général Dillon, un secours de deux mille cinq cents hommes qui arrivent le 13. Le même jour, Dumourier, qui avoit fait occuper les défilés de Chêne-Populeux et de la Croix-au-Bois, doute de pouvoir les soutenir de son camp qui s'en trouve trop éloigné. Par une légèreté impardonnable, il se laisse persuader par le commandant du dernier poste, d'en réduire à cent hommes, la garde établie derrière de mauvais abattis qui ferment le chemin; et par une inconséquence inexplicable, il abandonne à Chêne-Populeux, où les ennemis, en se portant sur leurs derièrres, peuvent les faire prisonniers, quatre bataillons et deux escadrons de dragons aux ordres du général du Bouquet. Enfin le même jour 13, Dumourier détache le général Miranda avec deux mille hommes d'infanterie et de cavalerie, pour protéger l'arrivée d'un convoi, et reconnoître la position des ennemis. Miranda trouve à Morthomme un de leurs détachemens, et l'en chasse; bientôt après il est attaqué lui-même par six mille hommes, mais leur supériorité ne l'intimide pas, il les repousse jusqu'au-delà de Briquenai, et rentre dans le camp au moment où le convoi y est en sureté.

Cependant le 13, le général Clairfait s'étoit établi à Boux, d'où un détachement autrichien, aux ordres du jeune prince de Ligne, avoit marché sur-le-champ à la Croix-aux-Bois, et en avoit chassé la poignée de soldats qui en gardoit le passage. Instruit de cet accident, le général Dumourier fait partir onze pièces de canon, sept bataillons et cinq escadrons commandés par le général Chasot, à qui il ordonne de reprendre le défilé; retardé par les mauvais che-

(1) Voyez, tome III, la Carte de la Campagne de 1792, n° 4.

mins, il n'arrive que le 14 à six heures du matin, et ne tarde pas à s'emparer du défilé, après un combat très-meurtrier, où le prince Charles de Ligne perd la vie; mais le général Clairfait, qui sent l'importance de conserver la Croix-aux-Bois, s'y porte lui-même à la tête de douze mille hommes, auxquels le général Chasot, dans l'impossibilité de résister, abandonne le terrain, et repasse l'Aîne en désordre, pour se retirer à Vouziers. En même temps un corps d'émigrés attaquoit la trouée de Chêne-Populeux, d'où ils étoient vigoureusement repoussés par le général du Bouquet qui, instruit de l'occupation de la Croix-au-Bois par l'ennemi, et craignant d'être pris à revers et coupé, se replie à la faveur de la nuit sur Attigni, y passe l'Aîne, se retire par Suippe sur Châlons, et il arrive le 17 au camp de Notre-Dame de l'Épine.

Ce succès facile à prévoir, et dont il étoit encore plus aisé de profiter, permettoit au général Clairfait de passer l'Aîne entre Vouziers et Olizi, d'appuyer sa droite à Autri et sa gauche à Vaux-les-Mouron, pour resserrer, sur ses derrières, le général Dumourier dans son camp de Grandpré, à la rive gauche de l'Aîne, tandis que le duc de Brunswick, appuyant sa droite à Olizi, auroit embrassé le front du général français qui, enfermé entre l'Aire et l'Aîne avec son armée réduite à quinze mille hommes au plus, par l'absence des corps aux ordres des généraux Chasot et du Bouquet, sans subsistances et sans communication avec les magasins et les divers renforts qu'il attendoit, n'avoit d'autre parti à prendre que de mettre bas les armes, ou d'abandonner son artillerie et ses équipages, afin de s'évader par sa droite, avec ce qui auroit pu le suivre, pour gagner, à travers les bois de Châtel et de Montblainville, le poste du général Dillon aux Grandes-Illettes, et se sauver ensuite à Bar par Passavant et la forêt de Belval, où Dillon avoit fait pratiquer une route de précaution; encore les Prussiens qui occupoient Varennes, pouvoient-ils lui barrer à travers les bois, entre cette ville et Vienne-le-Château, le seul chemin par lequel il pouvoit joindre le général Dillon. Dès-lors la guerre étoit finie; mais les

Autrichiens et les Prussiens se tinrent immobiles dans leurs camps.

Les apologistes du duc de Brunswick, croient le disculper de toutes les fautes que l'on commit dans cette campagne, et qui lui sont reprochées, comme au général qui avoit le plus de réputation et qui devoit avoir le plus de prépondérance, en assurant, comme nous l'avons rapporté plus haut, qu'il n'étoit pas d'avis de passer la Meuse, mais seulement de masquer l'Argonne, et de marcher sur Sédan, Mézières, Givet, Montmédi, Metz et Thionville, s'emparer de ces places, que les généraux français étoient dans l'impossibilité de secourir, et de se rendre ainsi le maître des opérations et de tenir la campagne sur le territoire Français. Cependant, quand même on admettroit l'excellence de ce plan, comme plus militaire, il ne seroit pas moins vrai que le roi de Prusse en ayant adopté un autre, et voulant absolument marcher sur Paris, le duc de Brunswick, ainsi que nous l'avons déjà fait voir, étoit le maître de dissiper l'armée du général Dumourier, ou de la détruire et même de la prendre, et dans tous les cas, de l'empêcher de s'opposer à sa marche sur Châlons et sur Reims, pour se diriger ensuite sur Paris; mais il paroît que le duc de Brunswick étoit bien éloigné d'adopter de pareilles idées, ou de faire alors la moindre démonstration d'attaque sur les Illettes ou la Chalade, ni de profiter de l'avantage que lui donnoit l'abandon des défilés de la Croix-aux-Bois et de Chêne-Populeux; encore moins d'user de tous ses moyens pour cerner l'armée du général Dumourier. Son dessein étoit, selon ses partisans, de prendre et de détruire à la fois les armées des généraux Dumourier et Kellermann, et pour atteindre ce but, il falloit, disent-ils, les laisser se réunir; sans quoi, si celle du général Dumourier avoit été battue avant la jonction, le général Kellermann se seroit jeté ou du côté de Metz ou au-delà de la Marne, et pouvoit encore être un grand obstacle au projet du roi de Prusse de marcher sur Paris. Ainsi le duc de Brunswick préféroit d'avoir deux armées à combattre à la fois, au lieu de les disperser l'une après l'autre, au point d'ôter à la fois aux Français tous moyens de défense. Quoi

qu'il en soit, de ces idées très-extraordinaires, fausses ou vraies, que l'on prête au duc de Brunswick, le général Dumourier ne se dissimuloit pas le danger où il se trouvoit. En effet, jamais armée et général ne s'étoient vus dans une situation plus alarmante. Cependant, dans la crainte continuelle d'être investi et attaqué, il prend la résolution de traverser la rivière d'Aîne et de s'en couvrir, en se postant sur les hauteurs d'Autri, afin d'empêcher les coalisés, s'il en a le temps, de couper sa retraite sur Sainte-Ménéhould et Châlons. En conséquence, il envoie ordre au général Chasot de partir à minuit de Vouziers pour se rendre à Vaux-les-Mouron, afin d'y joindre l'armée le lendemain 15 septembre. Il dépêche un courrier au général Beurnonville à Rethel, pour lui prescrire de partir au moment où il recevra sa lettre, de forcer sa marche, de côtoyer l'Aîne jusqu'à Attigni, et de se diriger ensuite sur Vouziers et Saint-Ménéhould, où il opérera sa jonction. Il mande au général Kellermann qui étoit à Revigni-les-Vaches, de prendre aussi sans délai la route de Sainte-Ménéhould. Deux autres courriers sont dépêchés, l'un au général Sparre, au camp de Notre-Dame de l'Epine, avec ordre d'y réunir toute l'infanterie et la cavalerie disponibles déjà formées, pour couvrir Châlons; l'autre au général d'Harville, pour tirer de Soissons, Epernai et Reims, toutes les troupes possibles, en renforcer le corps à ses ordres, et de s'établir entre Suippe et Pont-Faverger, afin de couvrir Reims. Enfin, le général Dumourir réclame de toute part des renforts, sur-tout en cavalerie; informe le général Dillon de sa prochaine arrivée à Sainte-Ménéhould, et lui recommande de surveiller avec soin les débouchés des Illettes, de Passavant et de la Chalade.

Après avoir préparé en secret, le 14 septembre, son décampement pour la nuit suivante, le général Dumourier porte sur les hauteurs entre Terme et Olizi, six bataillons, autant d'escadrons et quelques pièces de canon, pour observer les Autrichiens postés à la Croix-aux-Bois, et les empêcher d'approcher de l'Aîne et de Senuc, sur le flanc gauche et les derrières de sa position. Il fait déblayer en même temps

par les ponts du Grand-Han et de Senuc son parc d'artillerie, qu'il envoie sur les hauteurs d'Autri à la rive gauche de l'Aîne. La nuit venue, les postes avancés sur la rive droite de l'Aire laissent leurs feux allumés, traversent la rivière, et rompent les ponts après eux. A minuit on commence à détendre le camp en silence, et on le quitte à trois heures du matin le 15 septembre; on passe l'Aîne à Grand-Han et à Senuc, et on se met successivement en bataille, la droite à Autri, pour soutenir l'arrière-garde, qui finit de passer la rivière à huit heures du matin. Ainsi s'exécuta sans perte cette retraite infiniment délicate, et après laquelle le général Dumourier ne se trouvant aucunement inquiété par l'ennemi, fait prendre les devants à son artillerie, vers Dommartin sous Hans, où il projette de camper, et la fait suivre par l'armée, qu'il précède afin de régler l'emplacement du camp. Au moment où il le trace, vers dix heures du matin, des fuyards surviennent en foule, assurant la défaite de l'armée, poursuivie vivement par les Allemands. Le général Dumourier appercevant des symptômes de déroute dont il ignore la cause, court à toute bride entre Autri et Cernai, où il trouve le général Miranda achevant d'arrêter la fuite de l'infanterie. Le prince de Hohenlohe Ingelfingen s'étant apperçu de la retraite des Français, avoit passé l'Aire, et s'étoit avancé jusqu'à Senuc, d'où il avoit poussé de la cavalerie au-delà de l'Aîne, pour harceler la queue de nos colonnes. A la vue des hussards ennemis, les troupes de la division du général Chasot, qui débouchoient par Vaux, ayant été saisies d'une terreur panique, s'étoient précipitées à travers la colonne de l'armée, où elles jetèrent la confusion, qu'une charge brusque des hussards prussiens augmenta encore. Heureusement les généraux Duval et Stengel avoient contenu leurs troupes et repoussé l'ennemi, qui emmena néanmoins quelques prisonniers, deux pièces de canon et des bagages; ainsi, sans la fermeté des généraux français, douze cents hussards eussent dissipé l'armée. Cependant près de deux mille hommes de toute arme s'enfuyent au camp des Illettes, à Rethel, Reims, Châlons, Vitri, publiant par-tout la déroute de la totalité de l'armée, et que les

30959

Prussiens vont arriver sur leurs pas: nouvelle qui répand la consternation, et retarde de toute part l'arrivée des renforts destinés pour le général Dumourier que, par un bonheur surprenant, les Allemands négligent encore l'occasion d'accabler. Le général Dillon fait arrêter les alarmistes qui s'étoient enfuis auprès de lui, et les renvoie le lendemain au général Dumourier, qui les fait dépouiller de leurs armes et de leur uniforme, raser les cheveux et les sourcils et chasser comme des lâches.

L'ordre commençant à se rétablir, le général français avoit enjoint aux généraux Duval et Stengel de faire halte près de Cernai, jusqu'à ce que toutes les troupes eussent passé la Tourbe, de border ensuite par des postes la droite de cette petite rivière, et de rester la nuit du 15 au 16 dans cette position, pour couvrir l'armée qui arrivoit à Dammartin-sous-Hans, où elle devoit bivaquer; mais le même jour, 15, à six heures du soir, une nouvelle terreur se manifeste subitement dans le camp. L'artillerie attèle et se met en mouvement pour gagner une hauteur de l'autre côté de la petite rivière de Bionne; les troupes se confondent, fuient, crient *sauve qui peut*, la confusion devient extrême. Le général, ses aides-de-camp, son état-major montent à cheval; enfin cette rumeur occasionnée évidemment par des malveillans, se calme, on allume de grands feux, chacun passe la nuit où il se trouve. Le lendemain 16, on rétablit l'ordre, l'armée passe la Bionne sur trois colonnes, et campe dans l'espace compris entre Sainte-Ménéhould, Maffrecourt, Brau et l'Aîne.

Au moment où ces événemens se passoient à l'armée du général Dumourier, le général Beurnonville arrivé à Aure dans la matinée du 16, ayant été à la découverte, apperçoit une armée se portant sur Sainte-Ménéhould. D'après les bruits qui courent, il la prend pour celle du duc de Brunswick, et malgré la fatigue de ses troupes, il se hâte de gagner Châlons, où un aide-de-camp du général Dumourier vient le tirer de son erreur et le décider à marcher le 18 vers Sainte-Ménéhould.

Ici on s'étonne encore: 1°. de voir le duc de Brunswick se borner

309?9

à une simple escarmouche de hussards le 15 ; 2°. qu'il néglige d'occuper Valmi, Gizaucourt et Voilemont, d'où il auroit pu encore enfermer l'armée française, comme il auroit dû le faire à Grandpré ; mais sans doute, comme nous l'avons dit plus haut, d'après ses partisans, il persistoit dans son étrange idée, de n'agir avec efficacité qu'au moment où toutes les armées françaises seroient réunies, pour les accabler toutes à la fois.

Dans ces circonstances épineuses, le général Dillon, trop dégarni depuis son envoi de troupes au général Dumourier, demanda un renfort à celui-ci, qui ne put lui donner que deux bataillons : ils arrivèrent très à propos. Plusieurs colonnes ennemies avoient débouché le 17 de Clermont, pour attaquer les retranchemens des Illettes, dans lesquels elles jettent une grande quantité d'obus qui ne blessent personne ; mais le général Dillon s'ennuyant de cette attaque, et les Allemands se tenant hors de la portée du fusil, il sort brusquement des retranchemens, à la tête de ses troupes, qui chargent l'ennemi et le mettent dans une déroute complette ; il profite ensuite d'une petite hauteur en avant de ses retranchemens, pour y faire construire, le même jour, une redoute où il poste le lendemain un bataillon avec deux pièces de canon.

Les généraux Clairfait et Kalckreuth s'étant avancés le 15 entre Boux et Morthomme, le duc de Brunswick ne fait aucun mouvement les 16 et 17 septembre ; mais obligé de réunir toutes ses forces, il ordonne à la division des émigrés arrivés de Thionville sur la Meuse, aux environs de Verdun, de se rassembler, ceux de la rive droite à Samoigneux, ceux de la rive gauche à Sivri-la-Perche, pour se porter le 16 à Busanci, les premiers par Dun, les autres par Malancourt et Romagne. Le 18, ils traversent Vouziers à la suite des Autrichiens et des Prussiens, et arrivent le 19 à Sainte-Marie et à Saint-Souplet, sur la route de Reims et à la rive droite de la Suippe ; alors les troupes françaises qui bordoient la rivière se replient sur Pont-Faverger et Reims.

Le 18, l'armée entière du duc de Brunswick s'ébranle : le général Clairfait passe l'Aîne à Vouziers, campe à la droite et à la gauche de

Semide. Le corps prussien aux ordres du comte de Kalckreuth, qui a suivi les Autrichiens, s'établit sur les hauteurs en avant de Liri et de Marvaux, laissant le village de Manre sur son front. Le surplus de l'armée prussienne, après avoir traversé l'Aire, le camp de Grandpré et l'Aîne, appuie sa gauche à Montcheulin, en arrière d'Autri et étend sa droite dans la direction de Manre. Le prince de Hohenlohe-Ingelfingen partage son avant-garde sur les deux rives de l'Aîne, en arrière et au-dessous de Servon. Mais pourquoi, et toujours pourquoi, les coalisés restèrent-ils dans l'inaction les 15, 16 et 17 septembre? pourquoi différèrent-ils jusqu'au 18 un mouvement qui les eût mis en mesure d'attaquer les Français le 15 et le 16, jours où se manifestèrent les deux terreurs paniques dont on a parlé, et où le général Dumourier marcha pour se retirer sur Sainte-Ménéhould; tandis que les délais incompréhensibles du général prussien permirent aux Français de recevoir les renforts qu'ils attendoient, et les mirent à même de ne plus craindre les ennemis? A quoi l'apologiste fait toujours la même réponse, par laquelle on ne peut être persuadé. L'auteur de la défense du duc de Brunswick ajoute, que ce prince vouloit, en venant occuper les hauteurs de la Lune et de Gizaucourt, couper la communication avec Châlons et le camp de Notre-Dame de l'Epine au général Dumourier, et lui donner le change, en lui faisant croire que tous ses mouvemens avoient pour but de l'attaquer lui-même. Raisonnement pitoyable, qu'il faut dédaigner.

Le 19, le roi de Prusse marcha de Vaux-les-Mouron et de Montcheulin, sur Maison-de-Champagne, et campa près de Massige. Le général Kalckreuth prit sa position en arrière, vers Tahure et Ripons, le corps de Clairfait campa près de Manre, et celui des émigrés près de Suippe. Le duc de Brunswick avoit avancé son aile gauche en échelons, la destinant à la principale attaque.

Le moment paroissoit donc enfin arrivé, où ce prince devoit exécuter le plan qu'il projetoit depuis plusieurs jours, d'envelopper les armées françaises; en conséquence il ordonna au prince de Hohenlohe-

Ingelfingen, de quitter, avec l'avant-garde, le camp de Servon, et de pénétrer, par le défilé de Vienne-le-Château au village de la Placardelle, afin d'engager les Français, en attaquant leur aile gauche, à quitter la position de la Chalade. En même temps, un détachement devoit se porter par l'ancienne route des Romains, vers Pierre-Croisée, et se lier par Varennes avec le corps du prince de Hohenlohe-Kirchberg, qui devoit alors, secondé par une partie de l'aile gauche, ouvrir par son poste de Clermont, une communication plus courte avec Verdun, d'où l'on tiroit toutes les subsistances de l'armée.

Ces deux points remplis, les Hessois et le corps autrichien du prince de Hohenlohe-Kirchberg devenant inutiles près de Varennes et à Clermont, devoient marcher ensemble vers Ligni et Bar-le-Duc, disperser les foibles corps de troupes françaises qui se trouvoient dans ces parties, et occuper une position sur les hauteurs où l'Aîne et l'Aire prennent leur source, afin de couper entièrement les communications de l'armée française avec Bar-le-Duc, Vitri, Ligni, etc. Les émigrés devoient, de leur côté, se porter à Rémise, et le corps du général Clairfait à Châlons, ce qui coupoit les généraux Dumourier et Kellermann de tous leurs magasins.

Le prince de Hohenlohe-Ingelfingen, posté avantageusement sur les derrières de l'Argonne, le gros de l'armée prussienne devoit prendre une position imposante sur les hauteurs entre Suippe et la Tourbe, pour se trouver à portée de profiter de tous les mouvemens des Français. Si leurs généraux eussent hasardé de quitter leur camp de Sainte-Ménéhould, ou celui de Dampierre-le-Château que le général Kellermann occupa, comme on le verra bientôt, pour se retirer vers Châlons ou Vitri; les Prussiens postés entre Suippe et Somme-Bionne, pouvoient les attaquer; si au contraire ils vouloient tomber sur les Hessois et les Autrichiens, afin de se faire jour pour gagner Ligni et Bar-le-Duc, le corps du prince Hohenlohe-Ingelfingen, qui posté sur les derrières de l'Argonne, se trouvoit sur le flanc gauche de l'armée française, avoit l'ordre d'observer ses mouvemens, et de

la charger si elle quittoit les positions de la Chalade et de Sâinte-Ménéhould, tandis que l'armée principalê des Prussiens suivroit le général Kellermann, qui dans ce cas, se dirigeroit sur Bar-le-Duc. Ainsi, pour peu que les Hessois et les Autrichiens, placés aux sources de l'Aire et de l'Aîne, retinssent un ou deux jours les armées françaises, alors exposées au moindre mouvement à être attaquées sur leurs flancs et sur leurs derrières, coupées de tous leurs magasins et de tous les renforts qu'elles pourroient recevoir, se trouvant entourées de toute part, il étoit, sinon assuré, du moins très-probable qu'elles auroient été forcées de capituler. Telles étoient du moins les espérances du duc de Brunswick; mais le fruit de tant de combinaisons, pour ne pas dire de tant de fautes, et d'un plan qui, selon le Duc, devoit être suivi d'un si grand succès, fut entièrement perdu, dit-on, par la précipitation du roi de Prusse et son obstination excitée par ses prétendues craintes mal fondées et quelques mauvais conseils, mais qui valoient peut-être encore mieux que ceux de son général, qui dans cette campagne, ne justifia sous aucun rapport la réputation dont il jouissoit.

Le 19, à six heures du matin, le prince de Hohenlohe-Ingelfingen s'étant mis en marche pour culbuter le poste de la Chalade, et ouvrir de ce côté la communication avec Verdun, avoit forcé à se retirer les Français qui étoient dans le petit bois, avoit pris dans Vienne-le-Château trois pièces de canon, passé la Biesme et se trouvoit à une très-petite distance de la Placardelle; il étoit occupé des dispositions nécessaires pour pousser en avant, au moment où il reçut l'ordre positif de venir sur-le-champ s'aboucher avec le duc de Brunswick, qui lui apprit le changement de toutes les premières dispositions, et lui prescrivit de marcher par les hauteurs, entre la Tourbe et la Bionne, pour se rendre aux environs de Somme-Bionne, et y attendre des ordres ultérieurs. En même temps le gros de l'armée arrivé le 19 à midi au camp de Massige, s'étoit mis en marche le même jour, à trois heures, sur deux colonnes; celle de la gauche dirigée sur Somme-Tourbe; celle de la droite sur Somme-Suippe.

Voici les raisons de ce changement subit. Les hussards de Kochler étant aux prises, le 19, avec les Français, au pié de la montagne de Montremoi, à neuf heures du matin, on s'apperçut d'un grand mouvement dans le camp des Français; la cavalerie étoit à cheval en-deçà de l'Aîne, l'infanterie dans la plus grande activité; bien tôt après l'aile droite détendit ses tentes et disparut; mais l'aile gauche, sur laquelle tout paroissoit se rallier, restoit immobile. Le général-major Kochler, ne pouvant asseoir aucun jugement sur de pareils mouvemens, crut important d'en informer le duc de Brunswick et le roi de Prusse, qui reçut en même temps l'avis de l'arrivée d'un corps considérable de troupes près de Notre-Dame de l'Epine : c'étoit celui du général Beurnonville. Le Roi, pénétré de la crainte de voir les généraux Français échapper à ce qu'on appeloit le piége qui leur étoit tendu, frappé du mouvement de l'armée française, et sur-tout de sa réunion sur son aile gauche, ne crut plus pouvoir douter que le général Dumourier ne songeât à la retraite; dès-lors, sans consulter même le duc de Brunswick qui se trouvoit à côté de lui, il donna l'ordre de faire mettre en marche l'armée. En vain le général Kochler accourut-il, à cette nouvelle, au quartier-général, pour dire au Roi, que depuis son premier rapport l'armée française n'avoit plus fait aucun mouvement, et qu'elle venoit même de recevoir des renforts; en vain le duc de Weymar et le général Heimann vinrent-ils des avant-postes, assurer qu'il n'y avoit pas le moindre mouvement du côté de Sainte-Ménéhould, le Roi persista à vouloir faire exécuter ses ordres, qui n'auroient été sages que dans le cas où véritablement les Français se fussent décidés à décamper.

La position des Allemands à Sémide et à Manre, menaçoit le camp de Sainte-Ménéhould, coupoit au général Dumourier la communication de Reims, d'où on lui envoyoit des convois, gênoit celle avec Châlons d'où il tiroit ses principaux moyens de subsistance; en même temps le prince de Hohenlohe-Kirchberg retenoit le général Dillon aux Illettes. Dans une situation aussi critique, Dumourier, qui ne pouvoit s'empêcher d'avoir des inquiétudes, crut devoir ordonner

d'évacuer les magasins de Châlons; précaution au reste qui pouvoit être très-utile, si des succès ultérieurs permettoient aux Allemands de se porter sur la Marne; auquel cas il étoit décidé à les suivre, s'ils prenoient la résolution hasardeuse de marcher sur Paris, avant de lui avoir fait essuyer un échec ou empêché la jonction des renforts qu'il attendoit. Le général Beurnonville parti de Châlons le 18 avec ses onze mille hommes augmentés de sept bataillons, montant à quatre mille, après avoir campé à Auve le même jour, avoit joint l'armée de Sainte-Ménéhould le lendemain 19. Le général Kellermann étoit arrivé la veille 18 de Vitri à Dampierre-le-Château, et y avoit reçu le soir, une dépêche du général Dumourier, dans laquelle il lui faisoit part, qu'il avoit reconnu en arrière et sur la gauche du village de Braux-Sainte-Cohère, une excellente position formant potence avec la sienne, et importante à occuper. Après de pareilles assurances, le général Kellermann ordonne sans examen à ses troupes de passer le ruisseau d'Auve le lendemain 19, et de prendre le camp indiqué; mais à peine y sont-elles établies, que frappé de ses inconvéniens, il accourt à Sainte-Ménéhould pour observer au général Dumourier, combien cette position est détestable; la gauche destituée d'appuis, est soumise aux hauteurs qui descendent du moulin à vent de Valmi; la droite touche à un étang qui gêne la communication avec la gauche de l'armée de Sainte-Ménéhould; le ruisseau d'Auve est trop rapproché des derrières du camp, dont il est cependant la seule retraite, et où l'armée, en cas d'échec, seroit précipitée et embourbée toute entière, ses bords étant très-marécageux, et ne se trouvant, pour le traverser, qu'un seul pont infiniment mauvais, où l'on n'arrive par une digue plus mauvaise encore. Si l'ennemi attaque les deux armées dans cette situation, elles risquent d'être battues par le seul désavantage du terrein; si, au contraire, il se borne à occuper les hauteurs de la Lune avec une partie de ses forces, et porte le surplus à la droite de l'Auve, à Voilemont ou Dampierre, dès-lors il coupe la route de Vitri, comme il coupe déjà celle de Châlons, et oblige les armées à se disperser ou à capituler faute de

subsistances. Après toutes ces observations, le général Kellermann prévient le général Dumourier, qu'il est décidé à repasser l'Auve le lendemain 20 septembre à la pointe du jour, pour appuyer sa droite au quartier-général, qui restera à Dampierre sur Auve, et sa gauche vers Voilemont, se repliant en équerre de manière à laisser la cense de Plagnicourt en avant du front.

Le général Dumourier accuse, dans ses mémoires, le général Kellermann de n'avoir su, dans cette circonstance, ni ce qu'il disoit, ni ce qu'il faisoit, en prenant son champ de bataille pour son camp, qui devoit être sur la hauteur de Valmi, et non près de l'étang de Braux, terrein destiné à combattre. Mais ici il y a de la part du général Dumourier ou de l'ignorance ou de la mauvaise foi, car le local proche de l'étang de Braux est aussi peu propre à combattre qu'à camper, et celui de Valmi étoit très-mal choisi pour un camp. Le seul reproche donc que l'on puisse faire au général Kellermann, est d'avoir différé jusqu'au lendemain à repasser l'Auve et à réoccuper le camp de Dampierre-le-Château. Quoiqu'il en soit de ces disputes entre les deux généraux, il n'étoit pas moins vrai qu'après l'arrivée des généraux Beurnonville et Kellermann, il existoit en présence du duc de Brunswick cinquante-trois mille combattans français effectifs; force suffisante pour lui résister et même pour prendre impunément en sa présence les partis les plus convenables aux circonstances; d'ailleurs les trois armées réunies pouvoient encore être secondées par environ vingt-trois mille hommes répartis sur la Suippe, à Châlons et à Bar; ce qui présentoit une masse disponible de soixante-seize mille hommes, dont plus de douze mille de cavalerie, et par conséquent des moyens égaux à ceux des généraux allemands quant au nombre, mais supérieurs quant à la position et aux conjonctures. L'armée ennemie, travaillée par les maladies, se dégoûtoit tous les jours d'avantage de la guerre, par les privations qu'elle éprouvoit, manquant de fourrage, de bonne eau, et souvent de pain, et l'arrivée des convois devenant journellement plus difficile, par rapport à l'éloignement de Verdun, aux chemins impraticables et à la difficulté de

pouvoir se procurer des voitures. Les soldats français, au contraire, étoient bien portans et n'avoient point encore souffert du côté des subsistances. On ne cessoit d'organiser de nouveaux bataillons qui marchoient à leur secours, et si les Français avoient été exposés jusques là aux inconvéniens de l'infériorité du nombre, ils touchoient au moment d'avoir la supériorité. Depuis quelques jours, il est vrai, on avoit perdu la communication avec Reims et Châlons, mais on arrivoit aux armées en faisant un détour par Fresne, et les avantages de la campagne étoient assurés aux Français par la nature et la force des circonstances, pour peu que les généraux ne commissent pas de fautes graves, et ils étoient bien résolus de temporiser et d'éviter autant qu'ils le pourroient, de remettre le sort de la France au hasard d'une bataille. D'après ces détails, on doit juger de l'énormité des fautes qu'eut à se reprocher le duc de Brunswick, de n'avoir pas cerné le général Dumourier, d'abord dans son camp de Grandpré, ensuite dans celui de Sainte-Ménéhould, de n'avoir pas marché sur Châlons et sur Reims, et de n'avoir pas empêché la jonction des armées des généraux Beurnonville et Kellermann à celle du général Dumourier, au lieu d'avoir eu l'aveuglement ou la présomption si déplacée, de les laisser au contraire se réunir, dans la ferme persuasion de les détruire toutes trois à la fois.

(1) Le général français avoit établi son quartier à Sainte-Ménéhould, ses troupes couronnoient les hauteurs à environ une lieue en avant de cette ville, la droite appuyée à l'Aîne, entre Chaudefontaine et la Neuville-au-Pont, le centre en arrière du village de Maffrecourt, la gauche se repliant en équerre vers le chemin de Châlons à Sainte-Ménéhould, et de manière à laisser le village de Braux à quelque distance du front. Un corps d'infanterie et de cavalerie occupoit les hauteurs entre Maffrecourt et Dommartin-sous-Hans. L'artillerie étoit placée à la tête de la première ligne, dans tous les points d'où l'on

(1) Voyez, tome III, le Plan de la position de Valmi, ou canonnade du 20 septembre 1792, n° 5. Voyez aussi la Carte n° 4, pour les points qui se trouvent hors du plan.

pouvoit battre et enfiler les vallons environnans. Un bataillon occupoit, à la droite de l'Aîne, le château de Saint-Thomas, bâti sur un escarpement; trois autres bataillons avec de la cavalerie avoient été répartis à Vienne-le-Château, Moirmont et la Neuville, communiquant par des postes avec ceux de la Chalade et des grandes Illettes; on avoit poussé des détachemens jusqu'à Auve, pour entretenir autant que possible la communication avec Châlons; enfin l'armée du général Kellermann ayant sa droite entre Braux et Dammartin-la-Planchette, formoit un angle rentrant avec la gauche de celle de Dumourier; l'avant-garde de celui-ci, composée de deux ou trois mille hommes, commandée par le général Stengel et disposée le long de la Tourbe, pour retarder les coalisés, avoit ordre de se replier lentement devant eux, en observant de couper les ponts, et de ne se retirer qu'à la dernière extrémité, soit derrière la Bionne, soit sur le camp même de Sainte-Ménéhould, en ayant l'attention de ruiner le pays en revenant, et de ne rien négliger pour se donner le temps de fourrager sur sa gauche tous les villages entre Perthes et Auve. Le général Stengel remplit parfaitement ses instructions jusqu'au 19, où l'arrivée des ennemis à Massige et entre la Tourbe et la Bionne, l'obligea de se replier derrière cette petite rivière, près de Valmi, faisant face à Somme-Bionne et à Hans.

Toujours convaincu que les Français vouloient se retirer sur Châlons, le roi de Prusse avoit ordonné à son armée de partir du camp de Massige la nuit de 19 au 20, pour tourner par sa droite, les sources de la Tourbe et de la Bionne, et prendre ensuite en tête et en flanc les colonnes après leur départ du camp de Sainte-Ménéhould, en même temps que les émigrés s'avanceroient de Saint-Souplet, et le général Clairfait de Manre à Somme-Bionne, Hans et Dammartin sous Hans, pour attaquer, suivant les circonstances, les Français en queue et à revers, ou du moins soutenir au besoin les Prussiens.

Après avoir passé la plus grande partie de la nuit au bivouac, les Prussiens et les Autrichiens se remirent en mouvement le 20 septembre avant trois heures du matin, et bientôt après l'avant-garde

prussienne commandée par le prince de Hohenlohe-Ingelfingen rencontra celle du général Kellermann aux ordres du général Després-Crassier, établi en arrière du village de Hans, pour éclairer cette partie et couvrir la gauche de l'armée. Bientôt cette avant-garde est attaquée par les Prussiens, assez vigoureusement pour faire connoître qu'il s'agit d'une entreprise sérieuse et non d'une escarmouche d'avant-postes. Ce corps prussien s'étoit porté directement sur Hans, entre la Bionne et la Tourbe, tandis que le gros de l'armée remontant cette rivière, arrivoit à Somme-Tourbe, et étoit suivi par le général Clairfait. A la première nouvelle de l'attaque de son avant-garde, le général Kellermann avoit ordonné de plier les tentes, de prendre les armes et de déblayer les équipages par le grand chemin de Sainte-Ménéhould, l'armée n'ayant plus assez de temps pour passer le ruisseau d'Auve et s'en couvrir; d'ailleurs il n'y avoit plus un moment à perdre, l'avant-garde vivement poussée se replioit déjà sur l'armée, et le général Kellermann se pressa d'envoyer le général Valence pour la soutenir avec la réserve, composée de carabiniers, de dragons, de quatre bataillons de grenadiers et de deux compagnies d'artillerie à cheval. Il se mit ensuite lui-même à la tête de sa seconde ligne, pour chercher, disoit-il, un champ de bataille, tout en marchant à l'ennemi, dont la direction indiquoit clairement le projet de s'approcher de l'Auve, pour tourner les camps de Braux et de Sainte-Ménéhould. En se dirigeant ainsi sur sa gauche, le général Kellermann étoit arrivé à cinq heures du matin sur la hauteur du moulin de Valmi, y avoit mis ses troupes en bataille, faisant face à l'Auve, et prêtant le flanc droit aux Allemands, par un changement de front; et après avoir fait établir une batterie de dix-huit pièces de canon près du Moulin, il avoit chargé le maréchal-de-camp Stengel qui s'étoit retiré là avec environ trois mille hommes, de couronner l'extrémité de la hauteur, de manière à couvrir le flanc ainsi que les derrières de l'aile droite et le poste de Valmi. A six heures, les Prussiens, venant de Somme-Tourbe sur trois colonnes, arrivoient sur les hauteurs de la Lune, à l'instant où la première ligne du général

Kellermann achevoit d'occuper celle de Valmi. En même temps, son avant-garde filoit entre cette hauteur et l'Auve, pour prendre un peu en arrière de la maison de poste, une position qui formât avec celle de l'armée un angle rentrant. Partie de la cavalerie alla se former derrière la gauche du général Kellermann, le surplus resta à la maison de poste avec l'infanterie, dont on couvrit la gauche par deux bataillons placés dans le village et le château de Gizaucourt; on établit aussi alors une seconde batterie de dix-huit pièces de canon sur la hauteur de Valmi, vers le centre de la ligne.

Pendant qu'on exécutoit ces différentes dispositions sur la hauteur de Valmi et ses environs, le général Dumourier envoyoit ordre au général Dillon de détacher promptement le général Frégeville avec toute la cavalerie qu'il commandoit à Passavant, pour venir sur l'Auve renforcer le général Kellermann; il chargeoit le général Chasot de conduire neuf bataillons et huit escadrons par le grand chemin de Châlons sur les hauteurs de Gizaucourt; mais celui-ci, au lieu de s'emparer de ces hauteurs, envoya demander les ordres du général Kellermann, et perdit ainsi un temps précieux, dont les Prussiens profitèrent pour occuper eux-mêmes la partie la plus dominante de ces hauteurs, d'où l'on auroit pu battre en flanc leurs colonnes. Alors le général Chasot fut forcé de prendre, entre Dampierre-sur-Auve et Gizaucourt, une position en arrière de la gauche des troupes établies près de la maison de poste. Le général Dumourier avoit aussi fait marcher le général Beurnonville avec sept bataillons, de manière à soutenir ou l'aile gauche de l'armée du général Kellermann, ou la droite de son avant-garde et de sa réserve, ou le général Stengel. En même temps, il portoit en avant de la droite du camp de Sainte-Ménehould douze bataillons et huit escadrons, commandés par le général le Veneur, auquel il avoit enjoint de tenter, mais avec beaucoup de circonspection, de tourner s'il étoit possible la gauche des ennemis, en passant la Bionne, pour se porter par Berzieux sur Virgini, et en observant sur-tout de se tenir à portée de réoccuper sa position dans le camp, si l'attaque devenoit générale.

Il avoit aussi fait rassembler à Vienne-le-Château le corps du général Duval qui, en passant l'Aîne, pouvoit tomber sur les derrières des Allemands; enfin il avoit formé en colonne à l'extrémité de sa gauche, une réserve de douze bataillons et de six escadrons, prêts à déboucher sur le chemin de Châlons, pour soutenir le général Kellermann.

Les Français exécutoient ces différens mouvemens, tandis que les Prussiens se déployoient sur les hauteurs de la Lune, en arrière du cabaret de ce nom, à-peu-près dans l'alignement de Felcourt à Somme-Bionne, et portoient sur leur front cinquante-huit bouches à feu, partagées en quatre batteries, trois de canons et une d'obusiers. Un brouillard épais empêcha jusque vers sept heures d'appercevoir distinctement les dispositions des Français; mais le brouillard s'étant un peu dissipé alors, on remarqua qu'ils étoient occupés uniquement à se poster avantageusement sur le terrein qu'ils occupoient. L'artillerie commença donc à tirer de part et d'autre, et le feu se soutint avec vivacité sans être fort meurtrier pour aucun parti, jusque vers dix heures, où un coup de canon tua le cheval du général Kellermann, et où des obus qui crevèrent au milieu du dépôt des munitions des Français, firent sauter deux caissons d'artillerie, dont l'explosion tua ou estropia beaucoup de monde; dès-lors le désordre se mit parmi les charrois, et les conducteurs s'enfuirent avec leurs caissons, ce qui ralentit bientôt le feu faute de munitions. Au même instant, sans qu'on pût en connoître les moteurs, une partie de l'infanterie faisoit un mouvement rétrogade; fausse manœuvre qui rendoit ce moment d'autant plus critique, que l'ennemi, après plusieurs démonstrations qui avoient pour objet de donner le change, laissant sa cavalerie en bataille pour soutenir son infanterie, formoit celle-ci sur trois colonnes, dont celle de droite se portoit presque sur la direction de la maison de poste, et les deux autres vers le moulin de Valmi. Heureusement le général Kellermann venoit de réussir à ramener son infanterie à son premier poste, à rétablir l'ordre parmi ses caissons, et à faire arriver sa réserve d'artillerie près du moulin. Cependant vers onze heures, les Prussiens s'avançoient malgré le redouble-

ment du feu de l'artillerie, lorsque le général français, après avoir formé lui-même son infanterie sur trois colonnes d'un bataillon de front, avec défense de tirer, afin de pouvoir tomber avec la baïonnette sur l'ennemi, au moment où il monteroit la hauteur, s'avisa de crier, *vive la nation.* Ce cri aussitôt répété d'un bout de la ligne à l'autre, et prolongé à plusieurs reprises pendant un quart d'heure, électrise les troupes, et produit sur elles une révolution à la fois subite et extraordinaire, en faisant succéder à la morne inquiétude qui les agitoit d'abord, cette allégresse et cette confiance, presque toujours le sûr garant de la victoire. De ce moment, il n'est aucun soldat qui doute de triompher des Prussiens, ou qui craigne l'événement du combat; tous desirent qu'il s'engage, et il devient plus nécessaire de modérer leur courage que de l'exciter. La canonnade de Valmi aguerrit en un moment les troupes françaises, et il faut dater de cette journée, la valeur indomptable et l'assurance dans leurs propres forces qu'elles manifestèrent depuis pendant toute cette guerre. Cependant leurs cris qui ont quelque chose de barbare et ne sont plus d'usage chez les peuples civilisés, étonnent l'ennemi et ralentissent son ardeur; la tête de ses colonnes, déjà ébranlée par les boulets et la mitraille, commence à flotter, et bientôt elles se retirent précipitamment, quoique sans perdre l'ensemble, fruit utile d'un long exercice et de l'art des manœuvres.

Pendant le combat, les émigrés attendus à Somme-Tourbe, n'y avoient point encore paru; retardés par les mauvais chemins, ils ne purent y arriver que tard; s'ils y eussent été rendus, comme on l'avoit espéré, ils auroient, en se portant à Somme-Bionne, lié la gauche du roi de Prusse avec la droite du général Clairfait, qui faute de ce secours et retardé lui-même, ne put se trouver en mesure d'attaquer que long-temps après les Prussiens. Cependant, dès l'instant où il a passé la Bionne à Hans, le général Clairfait montre à la fois des têtes de colonnes vers Valmi et Maffrecourt, pour tenir les Français dans l'incertitude, et menacer en même temps la tête du camp de Sainte-Ménéhould, et le flanc, ainsi que les derrières de la droite du général

Kellermann. Vainement, néanmoins, avoit-il tenté, à plusieurs reprises, d'entamer le général Stengel qui, soutenu à propos, l'avoit toujours repoussé; ce qui préserva le général Kellermann de l'inconvénient d'être enveloppé et par conséquent défait.

Depuis l'instant où les Prussiens avoient rétrogadé jusques vers quatre heures du soir, le feu se soutint de part et d'autre avec plus ou moins de vivacité. Entre quatre et cinq heures, les colonnes ennemies qui s'étoient reformées, revinrent dans le même ordre, pour tenter une nouvelle attaque; on les reçut de même, avec un feu très-vif d'artillerie et des cris répétés de *vive la nation.* Elles s'arrêtèrent de nouveau, et la bonne contenance de l'armée française les détermina enfin à se replier. Le général Clairfait avoit aussi renouvelé contre le général Stengel ses tentatives, qui n'avoient pas mieux réussi que dans la matinée. La canonnade dura jusqu'à sept heures, et finit alors après en avoir duré douze, et avoir coûté environ neuf cents hommes tant tués que blessés aux Français, et pour le moins autant aux Allemands, qui perdirent en outre beaucoup de chevaux.

Dès l'instant où le général Kellermann se crut débarrassé des attaques des ennemis, il songea à aller camper *au-delà de l'Auve; en* conséquence, le général Stengel reçut ordre de rester sur les hauteurs de Valmi avec quelques escadrons de chasseurs, pour faire enlever les blessés, enterrer les morts et allumer des feux sur la ligne où se trouvoit l'armée, afin de donner le change à l'ennemi; il devoit en même temps établir des détachemens jusqu'à la maison de poste et à Gizaucourt, pour barrer le chemin aux patrouilles ennemies, et ensuite se replier à Dommartin-la-Planchette avec son corps, au moment où l'armée auroit défilé, et où les corps envoyés par le général Dumourier retourneroient à Sainte-Ménéhould. Les abords du ruisseau ou rivière d'Auve étoient si mauvais, que l'armée du général Kellermann, partie à neuf heures du soir, ne fut entièrement rendue à son nouveau camp que le lendemain, 21 septembre, à six heures du matin. Les ennemis qui passèrent la nuit au bivouac dans la position où ils se trouvèrent à la fin du combat, n'entreprirent

point de troubler cette retraite; ils l'ignorèrent sans doute, puisque le duc de Brunswick fit des dispositions pendant la nuit, pour réattaquer le lendemain. Les émigrés étoient montés à cheval dès l'aube du jour, l'infanterie prussienne se trouvoit rangée sur quatre colonnes soutenues par la cavalerie à cinq heures du matin, et toute l'armée ne tarda pas à s'ébranler; mais elle s'arrêta en voyant l'armée du général Kellermann qui manœuvroit au-delà du ruisseau d'Auve, pour se porter sur son flanc droit, et rétrograda au cabaret de la Lune d'où elle étoit partie, portant sa gauche vers Somme-Bionne, et sa droite vers Felcourt. Entre six et sept heures, les Français étoient rangés en bataille entre Dampierre-sur-Auve et le village de Voilemont, sur la gauche duquel ils avoient établi une batterie, qui commença à canonner en flanc la droite des ennemis, qui replièrent alors promptement cette aile en potence derrière le chemin de Châlons, et élevèrent une redoute en avant du cabaret de la Lune, pour couvrir le sommet de l'angle formé par cette disposition. Le général Després-Crassier fut porté avec son avant-garde sur la rivière d'Ièvre, pour y occuper les villages de Plagnicourt, Rapsecourt et Dampierre-le-Château. Les émigrés cantonnèrent à Somme-Tourbe (1), Somme-Suippe et aux environs. Le génaral Clairfait occupoit l'espace entre Valmi et Dommartin-sous-Hans. Le roi de Prusse prit son quartier-général à Hans, jusqu'où s'étendoit sa gauche; enfin le général Kellermann envoya le général Frégeville avec trois cents chevaux à Fresne, avec ordre de pousser entre cette route et celle de Châlons à Sainte-Ménéhould, des détachemens destinés à contenir ceux de l'ennemi, et à protéger l'arrivée des subsistances. Quant au général Dumourier, qui toujours dominé par son caractère, n'avoit cessé d'intriguer à Paris pour se faire subordonner le général Kellermann, il avoit reçu le 22 un ordre qui remplissoit ses vœux, du moins pendant tout le temps que l'armée du général Kellermann seroit jointe à la sienne.

(1) Voyez, tome III, la Carte de la campagne de 1792, n° 4.

Les ennemis ne s'étoient pas bornés à l'attaque de Valmi. Le même jour le prince de Hohenlohe-Kirchberg et les Hessois, campés derrière Clermont, avoient attaqué le général Dillon aux Grandes-Illettes. La redoute construite le 17 déconcerta l'entreprise des Allemands, qui après avoir passé la journée à marcher en avant et en arrière, prirent la fuite vers le soir, à la première décharge de deux pièces de huit, et furent poursuivis jusque dans les jardins de Clermont. On attribua la molesse de cette attaque à la mésintelligence inévitable entre des alliés qui ne se conviennent pas, ou qui cherchent à satisfaire leurs intérêts particuliers aux dépens les uns des autres.

Observations.

On a pu reprocher, comme nous l'avons déjà fait observer, au duc de Brunswick, de n'avoir pas saisi le véritable esprit de la guerre qu'il faisoit, et de n'avoir pas profité des avantages qu'il avoit au commencement de la campagne; on peut lui reprocher encore d'avoir manœuvré trop lentement, de n'avoir pas assez combiné ses mouvemens, et de n'avoir pas su profiter de la dissémination des forces françaises; mais il ne faut pas oublier qu'il agissoit contre ses idées et ses plans, qui consistoient à percer la frontière par Sédan; on doit se rappeler aussi, qu'obligé de se porter sur Châlons, malgré lui, dès l'instant où les forces des Français furent réunies, il proposa des mouvemens et des opérations qui présentoient, disoit-il, l'espoir très-probable de les détruire toutes à la fois, et qui furent contre-carrés et contre-mandés au moment où il en commençoit l'exécution; mais comme elle n'eut aucune suite, on ne peut juger de l'effet qu'elle auroit produit, si on l'avoit poussée plus loin.

En général, il paroît qu'en entrant en France, les ennemis se tinrent trop en masse, et ne surent pas profiter de la faute des Français, d'avoir au contraire disséminé leurs modiques forces. Les coalisés conservèrent aussi une armée trop nombreuse dans les Pays-Bas, pour observer les cinq ou six mille hommes renfermés dans le camp

de Maulde; ils employèrent mal à propos quatre ou cinq mille hommes pour garder à Spire des magasins qu'ils auroient dû renfermer dans Mayence, ce qui n'exigeoit qu'une simple augmentation de garnison. Au lieu d'éparpiller des troupes sur la rive droite du Rhin, ils auroient dû les tenir ensemble entre Mayence et Coblentz, pour ôter aux Français l'envie de faire des tentatives sur l'une ou l'autre de ces villes ou dans l'électorat de Trèves, et d'inquiéter les communications de la grande armée; enfin, si, préférant le plan du duc de Brunswick et divisant la grande armée en six corps de vingt-cinq mille hommes à-peu-près chacun, ils pouvoient attaquer les frontières de France sur plusieurs points très-rapprochés, et probablement les percer, en dirigeant deux corps par deux routes différentes sur Sédan et Laon; un sur Montmédi, Stenai et Reims; un sur Longwi, Dun, etc.; le cinquième sur Verdun, Sainte-Ménéhould et Châlons; le sixième sur Bar, Vitri, Troyes, etc. D'après ce plan, l'armée que venoit d'abandonner le général la Fayette pouvoit être enveloppée, celle aux ordres du maréchal de Luckner couroit le même risque; ou si l'une ou l'autre échappoit, ce ne pouvoit être que par parties, pour se retirer très-loin et avec une précipitation qui les auroit infailliblement désorganisées. Mais dès-lors la ligne des Français étoit coupée, et les ennemis se portoient sur Paris sans obstacles.

On peut aussi reprocher au duc de Brunswick, le jour de la canonnade de Valmi, de s'en être tenu à un simple développement de forces, dont il ne voulut ou ne sut pas profiter; car étant parvenu à établir la masse de ses troupes sur une extrémité de la ligne ennemie, s'il avoit attaqué de front et en flanc, comme il le pouvoit, il étoit à-peu-près assuré d'une grande victoire sur le général Kellermann, avant qu'il pût être soutenu; et dans la supposition qu'il ne manœuvrât qu'afin d'obliger le général Dumourier à abandonner les Illettes, il devoit alors passer le ruisseau d'Auve avec le gros de son armée, et prendre une position qui le rendît entièrement maître des deux routes de Reims et de Châlons, et le mit à même de couper celle de Vitri, la dernière ressource du général Dumourier; dès-lors celui-ci étoit obligé

de faire un mouvement pour combattre, afin de se procurer des subsistances; et dans ce cas, non-seulement il s'éloignoit des Illettes, mais il pouvoit perdre la bataille, et être hors de mesure d'empêcher les ennemis de marcher sur Paris.

CHAPITRE IX.

Retraite des Coalisés.

Les coalisés se décident à lever le siége de Thionville. L'Assemblée législative termine sa session. La Convention nationale lui succède; elle abolit la royauté et proclame la république. Les armées se soumettent sans résistance au gouvernement républicain. Envoi de commissaires dans les armées pour faire prêter serment à la nouvelle république. Le roi de Prusse veut pénétrer plus avant en France. Le duc de Brunswick s'y oppose. Ses raisons. On entame une négociation : après des pourparlers assez inutiles, on convient de se revoir quelques jours après; le général Dumourier fait part au Pouvoir exécutif de l'entrevue, et demande des ordres. Les officiers prussiens sont exacts au rendez-vous. Ils font des propositions. Le général Dumourier répond en communiquant le décret qui change la monarchie en république. On se borne à conclure un cartel d'échange. Le duc de Brunswick décide le roi de Prusse à se retirer. On attribue cette retraite à des raisons chimériques. Les armées coalisées quittent le camp de la Lune. Le général Dumourier prend des mesures pour les inquiéter. Le général Kellermann se plaint de la manière dont elles ont été prises. Réflexions à ce sujet. Conférence entre les généraux *Galbaud* et la *Barolière*, *Kalckreuth* et *Brunswick*. *Elle* est inutile. Le général Dumourier fait des dispositions pour porter son armée dans les Pays-Bas. Le général Kellermann est chargé de suivre les ennemis avec environ trente-six mille hommes. Réflexions sur la conduite du général Dumourier. Le général Heimann demande à entrer en négociation. Détails.

C'est un problême difficile à résoudre, de décider si le duc de Brunswick qui, d'après les ordres du roi de Prusse, devoit s'occuper uniquement à surprendre les Français en marche, voulut les combattre sérieusement, quand le 20 septembre il les vit postés, ou tout simplement les intimider par une vaine parade de ses forces, et les mettre en fuite par le seul effet de son artillerie. Le duc fut sans doute déconcerté quand il vit, contre son attente, les soldat français ne déserter ni ne fuir; alors, dans la crainte de payer trop cher la victoire même qu'il pourroit remporter, se voyant éloigné de ses

magasins, une partie de son armée attaquée de la dyssenterie, les forces de Dumourier s'accroître journellement, il dut préférer le parti très-sage de se retirer.

La résistance de Thionville augmentoit encore les embarras des coalisés (1). Le général Wimpfen avoit adopté un système de défense active, qui lui réussit parfaitement. Il consistoit à empêcher ou à retarder, par des sorties, les travaux des assiégeans. Il avoit déjà repoussé leurs attaques le 3 août, il en fit de même le 6 septembre; et par une sortie générale le 8, il rétablit sa communication avec Sarre-Louis. Le 11, la garnison obtint de nouveaux succès, et reçut peu de jours après un renfort des deux armées; dès le 14, le feu de la place avoit éteint presqu'en totalité celui des ennemis, qui furent obligés d'abandonner leurs travaux près de Gassion. Le 16, le général Wimpfen s'étoit porté vers Guintrange; mais ses troupes s'étant trop avancées dans des vignes, elles furent repoussées sous le canon de la place, où secondées par mille hommes venus à leur secours, il les rallia et resta en bataille jusqu'au soir à la vue des Allemands. Le comte d'Erbach, arrivé le 20 des bords du Rhin, avec douze mille hommes, avoit pris le commandement devant Thionville, à la place du prince de Hohenlohe-Kirchberg, qui avoit marché à Clermont en Argonne; cependant cet accroissement de forces n'avoit pas intimidé le général Wimpfen qui, dans la nuit du 21 au 22, sortit à la tête d'un détachement, ruina un pont de bateau établi à Catenon, marcha ensuite par Konigsmacheren à Millingen, en face de Wyse, où il y avoit un magasin mal gardé, fit jeter dans la rivière tout ce qu'il ne put emporter, et rentra dans Thionville sans être inquiété. Enfin la résistance du général français et de sa garnison ne pouvant plus permettre de se dissimuler l'inutilité de toute attaque, faite sans une plus grande quantité de grosse artillerie et un plus grand nombre de troupes, on résolut d'abandonner le siége de Thionville, et de le changer en une espèce de blocus.

---

(1) Voyez, tome III, la Carte de la Campagne de 1792, n° 4.

Tandis que les généraux allemands accumuloient les fautes en Champagne, et voyoient leurs espérances s'évanouir, l'Assemblée législative terminoit sa session le 21 septembre, la convention nationale lui succédoit le même jour, et à peine installée, elle rendoit, par acclamation dans cette première séance, un décret qui abolissoit la royauté en France, et y proclamoit la république. Les réclamations des départemens contre cette mesure furent très-foibles et sans suite. Quant aux armées, elles passèrent de l'état constitutionnel à l'état républicain, avec la plus étonnante rapidité. Il est vrai que la Convention se hâta d'envoyer des commissaires tirés de son sein, pour prêcher l'amour du nouvel ordre de choses aux soldats et aux généraux, qu'ils surveillèrent en même temps avec beaucoup d'activité. Les commissaires destinés pour Sainte-Ménehould y arrivèrent le 30 septembre. Dès le lendemain ils firent prêter le nouveau serment aux troupes, et s'empressèrent d'assurer combien le gouvernement républicain avoit été desiré et bien accueilli par tous les départemens. Le général Dumourier, loin d'élever aucun doute à cet égard, feignit d'en être encore plus persuadé que les commissaires, et renchérit sur leurs discours afin de capter leur bienveillance; car sa politique consista toujours à paroître d'abord de l'avis des dépositaires du pouvoir, pour éloigner leur défiance, et réussir ensuite plus facilement à les écarter de leur route, et à les entraîner dans la sienne.

La journée de Valmi avoit prouvé que pour conquérir la France, il falloit la vaincre, et pour la vaincre, combattre des soldats électrisés par l'amour de la nouveauté, indignés par les manifestes du duc de Brunswick, et dont la ferme résolution auroit suffi pour entraîner les généraux eux-mêmes, s'ils avoient hésité; encore falloit-il vaincre plus d'une fois, et anéantir pour ainsi dire une immense population, ce qui étoit impossible.

Néanmoins Frédéric-Guillaume manifestoit encore le desir de pénétrer plus avant en France, et les princes Français proposoient de marcher sur-le-champ à Châlons; mais le duc de Brunswick s'op-

posoit fortement à cette mesure. Déjà, disoit-il, les armées alliées se trouvent trop éloignées de Verdun, dont la communication devient tous les jours plus difficile, et le deviendra encore bien davantage, ce qui les exposeroit à manquer tout-à-fait de pain; que dans le cas d'une démarche aussi hasardée, le général Dumourier pouvoit attaquer les Allemands sur leurs derrières, et les couper entièrement de leurs magasins; il faisoit observer aussi le mauvais état où se trouvoit l'armée prussienne et autrichienne : la première réduite à trente-quatre mille hommes, celle du général Clairfait à dix-sept mille, et celles du prince de Hohenlohe-Kirchberg et des Hessois à treize mille, en tout soixante-dix mille hommes contre soixante-seize mille à la disposition du général Dumourier; que si avant de marcher sur Châlons, on se déterminoit à combattre le général français, rien de plus incertain que la victoire qui d'ailleurs seroit extrêmement meurtrière, et n'empêcheroit pas Dumourier de se retirer sur Vitri, où il seroit bientôt renforcé par de nouvelles troupes; tandis que les armées coalisées, affoiblies par des combats sanglans, par des maladies et de nombreux détachemens pour s'assurer des subsistances, ne pourroient plus rien entreprendre, seroient exposées à voir leurs détachemens battus en détail, et elles-mêmes se consumer, faute de ressources, dans un pays stérile et dévasté; mais si malheureusement les Allemands étoient battus, leur défaite les réduiroit à se retirer par les défilés de Grandpré avec le risque d'y être taillés en pièces, et de ne trouver de retraite que derrière Longwi ou Luxembourg, si on les y laissoit arriver. Le seul parti raisonnable, selon le duc de Brunswick, étoit donc de se retirer par Grandpré avant que la saison fût plus avancée, les chemins plus mauvais et les maladies plus destructives; dans ce cas, les armées coalisées toujours maîtresses des défilées dont elles s'étoient emparées, rapprochées de leurs subsistances, pourroient assiéger tranquillement sur leurs derrières Montmédi, Sedan, et prendre avec sureté des quartiers d'hiver en France; d'ailleurs ces opérations pouvoient être favorisées par la diversion du duc de Saxe-Teschen en Flandre.

Au milieu de toutes ces hésitations et de ces discussions, pour savoir à quoi l'on se détermineroit dans l'armée des alliés, un nommé Lombard, secrétaire du cabinet du roi de Prusse, avec quelques membres du commissariat de guerre et des vivres, s'étant égarés, avoient été pris par une patrouille française; ils furent renvoyés le 22 au quartier-général prussien, accompagnés de Westermann, aide-de-camp du général Dumourier, chargé par celui-ci de proposer au roi de Prusse l'échange de ces prisonniers contre le sieur George, de Varenne, membre de la ci-devant Assemblée nationale constituante, qui avoit été conduit, comme otage, dans les prisons de Verdun. Frédéric-Guillaume, d'après les discours du général Heimann sur le général Dumourier, et quelques démarches de celui-ci auprès de la cour de Prusse pendant son ministère, le croyant dévoué aux révolutionnaires, moins par attachement et par principes que par ambition, résolut de saisir l'occasion qui se présentoit, pour entamer avec lui une négociation secrette, dont la liberté de Louis XVI, la cessation des désordres en France, le rétablissement de la royauté, la paix générale, seroient l'objet, et un cartel d'échange pour les prisonniers, un prétexte apparent. En conséquence le général Heimann fut chargé de demander au général Kellermann, avec lequel il avoit d'anciennes liaisons, un sauf-conduit pour lui et pour le colonel Manstein, aide-de-camp du roi de Prusse. Le sauf-conduit envoyé sur-le-champ, les deux officiers prussiens arrivent le 22 septembre à Dampierre, où ils trouvent les généraux Kellermann et Dumourier, qui venoit d'être prévenu, et à qui le colonel Manstein s'empressa d'exposer l'objet de sa mission. Sans s'arrêter à aucune discussion sur un objet aussi délicat, le général Dumourier répond, qu'il doit se borner à donner tous ses soins à repousser les ennemis, qu'il désapprouve à la vérité une partie de ce qui se passe en France, mais que ce n'est pas à lui à y remédier; que quant à la guerre, la France ne l'ayant point déclarée au roi de Prusse, il dépend de lui de la faire cesser en se retirant du territoire français et en restant neutre, ce qui forceroit les Autrichiens à s'accommoder bien vîte. On se mit à

table, et après le dîner le colonel Manstein ayant réitéré encore plus clairement ses propositions, le général Dumourier après avoir paru les trouver injurieuses, invita néanmoins les officiers prussiens à venir dîner le 24 à Sainte-Ménéhould, afin de connoître la réponse du Conseil exécutif, auquel il alloit expédier un courrier. On convint en attendant, de faire cesser toute espèce de feu entre les avant-postes.

Le roi de Prusse, qui ne pouvoit savoir à quel point Dumourier étoit un vrai caméléon, fut fort étonné de son apparente vertu; il ignoroit d'ailleurs combien au moment où il vouloit se servir de lui, ses vues secrettes devoient lui faire craindre la cessation de la guerre, dont la continuation pouvoit seule le porter au degré d'élévation où il se flattoit de parvenir; aussi eut-il l'adresse de présenter la démarche du roi de Prusse, au Conseil exécutif, de manière à en obtenir un arrêté susceptible d'éloigner les vues conciliatoires. Voici la réponse du Conseil :

Séance du 25 septembre 1792, l'an premier de la République.

« Les généraux des armées du Nord et du Centre ayant fait connoître au Conseil, qu'il leur a été fait des ouvertures de la part du roi de Prusse, qui annoncent quelques dispositions à entrer en négociation, le Conseil, après avoir délibéré sur cette communication, arrête : qu'il sera répondu, que la République française ne peut entendre à aucune proposition, avant que les troupes prussiennes aient entièrement évacué le territoire français. Le Conseil arrête en outre, que le ministre des affaires étrangères communiquera à la Convention nationale la délibération qu'il a provisoirement prise à cet égard ».

En attendant la réponse du Conseil exécutif, le général Dumourier, dès le 22 au soir, avoit envoyé l'ordre au général du Bouquet de marcher avec seize bataillons et deux escadrons, du camp de Notre-Dame-de-l'Epine à Frêne, pour y couvrir la communication de cette ville avec Sainte-Ménéhould, par Vitri. Ce mouvement fut exécuté du 24 au 26. On réparoit en même temps les chemins qui mènent

à Sainte-Ménéhould. Le général Després-Crassier se porta de son côté à Noirlieu et à Espence; le colonel Frecheville, parti de Frêne, eut l'ordre d'occuper avec dix-huit escadrons, Herpon et Somme-Jèvre. Toutes ces dispositions avoient pour but de resserrer les Allemands et de les empêcher de s'étendre par leur droite. Vingt-quatre bataillons et quinze escadrons aux ordres des généraux Beurnonville et Duval, furent postés le 23 à Vienne-le-Château, pour s'avancer au besoin sur Servon et Condé, et pousser entre l'Aire et l'Aîne, vers Grandpré, des détachemens, pour inquiéter les convois et les communications des ennemis; le général Harville vint occuper de nouveau Pont-Faverger et Saint-Hilaire, derrière la Suippe, pour observer les émigrés dans cette partie, d'où on les avoit fait rapprocher pour contenir les Républicains; enfin le général français avoit envoyé le 23 six escadrons de cavalerie au général Dillon, qui s'étoit empressé de les porter sur sa droite à Passavant, afin de couvrir le pays où le prince de Hohenlohe-Kirchberg envoyoit des partis, et d'en tirer des subsistances; ce qui, dès le 28, fournit à l'armée française du pain pour quatre jours d'avance, tandis que les armées ennemies continuoient à mourir de faim. Elles firent aussi quelques changemens dans leur position, afin de se rapprocher davantage des camps de Sainte-Ménéhould et de Dampierre-sur-Auve.

Ainsi qu'il en étoit convenu, le colonel Manstein se rendit le 24 chez le général Dumourier, avec lequel il tenta de reprendre la négociation, assurant que l'unique objet du roi de Prusse étoit la liberté de Louis XVI, en lui rendant la même autorité qu'avant le 10 août. Pour toute réponse, le général français remit au colonel prussien le procès-verbal de la séance du 21 septembre, dans laquelle on avoit métamorphosé la monarchie en république, mesure sans remède. Le colonel Manstein s'en tint alors à arrêter le cartel d'échange des prisonniers, dans lequel le général Dumourier refusa de comprendre les émigrés, condition à laquelle accédèrent les puissances coalisées, avec la plus lâche et la plus révoltante facilité. Cette con-

duite encouragea la Convention à décréter la peine de mort contre tous ceux qui à l'avenir seroient pris les armes à la main, ou sur le territoire français, d'où ils furent bannis à perpétuité.

Les troupes de Frédéric-Guillaume jeûnoient depuis cinq jours, lorsqu'il arriva le 27 septembre un convoi qui les empêcha de tomber dans le désespoir, et permit au duc de Brunswick de préparer sa retraite méthodiquement et avec ordre. Cependant le roi de Prusse, avant de prendre une résolution définitive, convoqua, le 27, à Hans, un conseil de guerre, où les principaux généraux de toutes les armées furent appelés. Tous les Prussiens opinèrent pour la retraite. Le général Clairfait et les maréchaux de Broglie et de Castries appuyèrent fortement, au contraire, sur la nécessité de livrer une bataille, et de marcher ensuite sur Châlons. Le roi de Prusse fut d'abord de ce dernier avis, mais le duc de Brunswick ayant causé avec lui en particulier, le ramena à donner des ordres pour faire retirer les armées des alliés et la sienne.

On a attribué cette retraite à des raisons chimériques ou à des motifs absurdes. La corruption ou d'autres moyens analogues n'y entrèrent pour rien, ainsi qu'on l'a prétendu. Les fautes graves commises par les généraux allemands, dans la formation et l'exécution de leur plan de campagne, suffisoient assez pour les faire retirer. Cette mesure étoit commandée par la plus impérieuse nécessité, et la négociation avec le général Dumourier n'en fut nullement le principe. Louis XVI n'écrivit point au roi de Prusse, et les généraux étrangers ne reçurent ni or, ni argent, ni diamans. Les motifs les plus probables furent d'abord la position très-critique dans laquelle se trouvoient les armées coalisées, et sur-tout celle de Prusse, et ensuite des intérêts politiques trop méconnus, au moment où le roi de Prusse s'engagea avec l'Autriche contre la France, union dont il ne tarda pas à reconnoître les inconvéniens. La plupart des contes ridicules qui circulèrent sur cet objet, vinrent en grande partie des révolutionnaires exagérés, qui firent un crime aux généraux de n'avoir pas conduit le roi de Prusse, piés et poings liés, jusqu'à Paris; ils se

permirent contre eux et contre les ministres mille inculpations absurdes, de corruption, de connivence et même de trahison, tandis qu'ils leurs devoient une reconnoissance sans bornes. Le Conseil exécutif pensa très-sagement, que l'intérêt public consistoit à faire sortir le plutôt possible du territoire français les armées étrangères. Des avantages brillans, mais achetés trop chèrement sur les Prussiens, les auroient rattachés à l'Autriche, dont ils paroissoient vouloir se séparer; l'ambition d'inutiles succès militaires compromettoit des succès politiques déjà assurés. Tels furent les calculs qui dirigèrent le ministère français, et qui échappèrent même au plus grand nombre des généraux qui n'étoient point dans le secret. Ainsi se termina cette campagne célèbre dans les fastes de l'Europe et sur-tout de la France, et dans laquelle les événemens démentirent toutes les probabilités, et déjouèrent toutes les spéculations politiques et militaires.

Quoique le général Dumourier assurât positivement le Conseil exécutif, de la nécessité où étoient les ennemis de se retirer, les ministres qui n'ajoutoient pas une grande foi à ses promesses, vouloient que ce général se repliât derrière la Marne; mais M. de Servan qui sentoit l'inconvénient de contrarier les vues d'un général qui, étant sur les lieux, jugeoit mieux la situation des choses, se borna sagement à transmettre l'opinion des ministres ses collègues, moins sous la forme d'un ordre positif que d'une opinion à discuter. Ainsi il lui écrivoit, le 27 septembre : *J'espère toujours que vous resterez convaincu, comme nous, que vous n'avez plus un moment à perdre pour vous rapprocher de la Marne, afin de couvrir par-là Châlons, Reims et les superbes campagnes du Soissonnois et de la Brie. Peu nous importe actuellement si l'ennemi occupe quelques plaines arides en Champagne; mais nous voulons voir votre brave armée et celle du général Kellermann approvisionnées en abondance, et nous ne supportons pas de savoir vos communications devenues infiniment difficiles, et de vous voir des ennemis presque de tous les côtés. Plus ils sont dans une situation fâcheuse, plus il faut la rendre pénible et améliorer la vôtre; d'ailleurs personne ne vous voit tranquillement*

à Sainte-Ménéhould, tandis les Hulans viennent insulter les faubourgs de Reims. Dumourier répondit : *Je ne changerai point mon plan pour des houzardailles. Il y a plus de dix mille hommes à Reims ; les Hulans qui s'avancent jusqu'aux portes de cette ville, sont peu nombreux ; qu'on coure après eux et qu'on les égorge.* Heureusement les calculs du général se vérifièrent. Dès le 30 septembre au soir, les armées coalisées quittèrent le camp de la Lune pour se poster derrière Dommartin sous Hans, en même temps que les émigrés retournoient à Saint-Souplet. Le 1er octobre, le duc de Brunswick se remit en mouvement, se dirigeant sur Grandpré par Autri, suivant en sens contraire la même route qu'en venant au camp de la Lune. Le même jour, les émigrés se portent à Bourg, en avant de Vouziers.

Dès l'instant où le général Dumourier est instruit de la retraite des ennemis, il mande au général Harlville de s'avancer promptement de Pont-Faverger à Attigni, d'où il se dirigera sur le Chêne-Populeux, pour harceler les émigrés qui doivent naturellement se retirer par-là ; il dépêche à Sédan un courrier, qui porte l'ordre au général Miackzinski de se porter à la tête d'un gros détachement vers Tannai, pour les inquiéter dans leur marche sur Mouson ou Stenai, au sortir du défilé de Chêne-Populeux ; il fait partir le général Chasot avec quatre bataillons et trois escadrons, pour se rendre à marches forcées, par Rhétel à Sédan, et se mettre aussitôt en campagne avec quatre ou cinq mille hommes, par la trouée de Carignan, afin d'aider le général Lignéville, commandant à Montmédi, à rendre la plus incommode possible aux Allemands la route de Longwi ; il mande au général du Bouquet, de marcher de Fresne à Virgini, sur la rive droite de la Tourbe ; il renforce de douze bataillons le corps du général Beurnonville posté à Vienne-le-Château, pour lui donner les moyens de resserrer les Prussiens sans se compromettre, en descendant l'Aîne vers Condé ; il ordonne au général Stengel de suivre à la gauche de la rivière, l'arrière-garde des ennemis, sans la perdre de vue, et le renforce de la cavalerie commandée par le colonel Frégeville, qui marche rapidement

d'Herpon et de Somme-Ièvre à Massige, d'où les Allemands sont partis le même jour, pour passer l'Aîne entre Autri et Vouziers, suivis par les émigrés.

En rapprochant les assertions du général Dumourier des plaintes du général Kellermann; sur le refus du premier de lui permettre de se porter par Révigni et Vaubecourt à Clermont en Argonne, pour se joindre au général Dillon, y attaquer les Autrichiens et les Hessois, et tomber ensuite sur le flanc de l'armée prussienne, ou tout au moins sur son arrière-garde; en examinant la disposition des différens corps de troupes aux ordres du général Dumourier au moment de la retraite; en suivant sur la carte la marche des Prussiens pour se retirer, et celle des troupes françaises pour les suivre; en voyant le général Kellermann posté à Suippe et à Somme-Suippe, de manière à l'éloigner des armées ennemies, ces faits et ces rapprochemens semblent démontrer et expliquer jusqu'à l'évidence, les arrangemens secrets faits avec le roi de Prusse, qui avoit sans doute promis de ne pas donner bataille le 27 septembre, ainsi qu'il l'avoit d'abord résolu, et de se retirer jusqu'à la Meuse, à condition de n'être pas inquiété dans sa marche. Le général Dumourier dut donc se borner à le serrer de près, pour ne pas le perdre de vue, tant à la gauche qu'à la droite de l'Aîne. Enfin si, comme il l'assure, il n'y eut aucune convention avec les Allemands, il est inexcusable de les avoir laissé échapper, et on ne peut accuser que lui; ce qui confirmeroit encore l'opinion d'une convention avec le roi de Prusse, c'est que le général Dillon fut instruit trop tard de sa retraite, et que, malgré toutes ses précautions, il ne put causer ni beaucoup d'inquiétudes, ni beaucoup de pertes aux ennemis; une nouvelle probabilité, c'est la chaleur avec laquelle au contraire on poursuivit les émigrés, au point que les quatre princes français coururent le risque d'être pris dans le château de Sci, entre les Petites-Armoises et la Bertière, et que la colonne des équipages fut pillée en partie, avant d'avoir pu gagner la Neuville. Enfin ce ne fut que le 4 octobre, au moment où les alliés étoient en sureté, que le général Kellermann reçut l'ordre

de décamper de Suippe pour aller occuper les hauteurs de Fontaine: au surplus, le duc de Brunswick régla ses mouvemens avec tant d'ordre et de prudence, qu'il eût été difficile d'attaquer une partie des armées alliées sans en avoir bientôt la totalité sur les bras; et le roi de Prusse se distingua personnellement dans cette conjoncture, en y montrant autant d'activité et de surveillance qu'il avoit montré de courage à la canonnade de Valmi.

Quoi qu'il en soit, le 6 octobre toute l'armée du duc de Brunswick se trouvoit réunie: les Hessois et le corps autrichien du prince de Hohenlohe-Kirchberg, à la gauche de la Meuse, sous le canon de Verdun, les premiers à Regret, les autres à Glorieux, ou de l'autre côté de la Meuse et de Verdun. Les Prussiens qui avoient une garnison dans la place, occupoient à la droite de la rivière la hauteur de Saint-Michel, et s'étendoient le long de cette rive vers Consenvoi. Les Autrichiens aux ordres du général Clairfait et les émigrés, bordoient la Meuse entre Consenvoi et Stenai.

Le 5 octobre, le général Dillon qui s'étoit porté des Illettes à Clermont et ensuite à Dombale, en étoit décampé pour marcher à Sivri-la-Perche; en même temps le général la Barolière poussoit de Dugni des détachemens, qui faisoient rentrer ceux du landgrave de Hesse jusqu'à la vue d'une redoute qui couvroit la gauche de son camp, tandis que le général Dillon, par une vive canonnade, chassoit les ennemis de la plaine de Frana et de la ferme de Baleicourt, et ne tardoit pas d'occuper Bellerai, au-dessus de Verdun et Charni au-dessous, ce qui resserroit infiniment les ennemis à la gauche de la Meuse. Le 8, le général Galbaud étoit arrivé au poste du général la Barolière qui, la veille, s'étoit emparé du pont d'Ancemont et de Dieue; il lui amenoit deux pièces de canon de douze, afin de battre la redoute des Hessois, qui fut abandonnée aux premiers coups. Après s'être retirés, les Hessois firent demander une conférence qui fut accordée, et bientôt on vit arriver à la batterie du général Galbaud, un officier supérieur Hessois, le général Kalckreuth et le duc de Brunswick. Les Français déployèrent une grande fierté dans cette conférence,

où tout se passa d'ailleurs de part et d'autre avec décence, mais où l'on ne put s'entendre, le duc de Brunswick continuant de persister dans les mêmes propositions faites au général Dumourier. Pendant la conférence, les soldats des deux partis buvoient et fumoient ensemble.

Après avoir détaché le général du Bouquet avec quatre bataillons, pour aller renforcer le général Chasot à Sédan, le général Dumourier qui s'étoit avancé le 1er octobre de Sainte-Ménéhould, derrière la Tourbe, près de Virgini et de Massige, et de là à Autri, fit partir de Fontaine le 6 octobre le général Kellermann, pour le remplacer à Sainte-Ménéhould, et venir ensuite de sa personne à Autri; là, il lui déclara, 1°. l'intention où il étoit de se porter en Flandre, pour secourir Lille et attaquer ensuite les Pays-Bas; 2°. que désormais, réuni au général Dillon, il seroit chargé de reprendre Verdun et Longwi, et d'achever de chasser les coalisés du territoire français, avec des forces nécessaires et au-delà, pour remplir cet objet. La vérité est cependant, que le général Kellermann avoit alors à peine à ses ordres trente mille hommes disponibles, ce qui n'étoit pas suffisant pour occasionner de grandes pertes aux alliés. Le général Dumourier accuse donc à tort et avec méchanceté le général Kellermann d'avoir laissé échapper les Allemands. Si ce général eût suivi les prétendus conseils de Dumourier, le duc de Brunswick auroit pu facilement le prévenir et l'écraser par la supériorité de ses forces. Si au contraire le général Dumourier, au lieu de venir à Paris et de faire filer la majeure partie de ses troupes vers les Pays-Bas, eût marché avec son collègue à la suite des Prussiens et des Autrichiens, il en seroit peut-être bien peu échappé; d'ailleurs, en prenant ce parti, les armées françaises eussent facilement passé le Rhin, et porté dès-lors la guerre en Allemagne; ce qui auroit fait tomber la Belgique, et délivré la France des ennemis qui vinrent depuis, d'un côté jusqu'aux portes de Strasbourg, et de l'autre jusqu'à celles de Péronne. Mais le général Dumourier avoit des idées et des projets bien différens, et pour en assurer la réussite, il se hâta de se rendre à Paris où il arriva le 11, se

présenta à l'Assemblée nationale, au club des Jacobins et aux spectacles, et n'excita nulle part l'extrême enthousiasme auquel il s'attendoit. Si le Conseil exécutif eût agi avec sagesse, il auroit destitué et fait arrêter le général Dumourier, pour avoir quitté son armée sans permission, et avoir perdu l'occasion d'éloigner peut-être pour toujours les Allemands du territoire français. Oh! combien cette conduite juste et ferme eût évité de maux à la France! Le général Dumourier quitta Paris le 16 octobre, pour aller joindre son armée. Cependant, avant de partir, il se procura encore une jouissance qui fut très-nuisible au gouvernement français. Pour n'avoir pas réussi dans ses négociations avec Dumourier, le roi de Prusse ne s'étoit pas découragé, et à l'instigation du général Heimann qui étoit très-lié avec le général Biron, il avoit approuvé qu'on s'adressât à ce dernier, à qui Heimann écrivit pour demander à entrer en négociation avec lui. Le général Biron crut devoir envoyer la lettre au général Servan; mais celui-ci ayant quitté le département de la guerre, remit le paquet au ministre des affaires étrangères. Le Conseil exécutif jugea important de profiter de cette ouverture, et crut devoir charger le général Servan de cette importante mission. On ne sait pourquoi l'on communiqua le 12 au général Dumourier cette résolution; on ne sait pas davantage comment il réussit à faire revenir le Conseil d'une détermination prise après une mûre délibération; mais on sait parfaitement combien le général Dumourier eût été contrarié, par une paix qui l'auroit replongé dans l'inaction et l'oubli, et l'auroit empêché de se livrer aux projets secrets qui rouloient déjà dans son ardente tête; projets qui contribuèrent à sa perte et à augmenter le nombre des ennemis de la France.

Observations.

La situation de l'armée des alliés étoit infinement critique; les routes de la partie de la Champagne où ils se trouvoient, pratiquées sur une glaise tenace, étoient dans un état affreux; les distributions

de vivres manquoient souvent ; là dyssenterie faisoit des ravages horribles, et la moitié des hommes qui restoient aux drapeaux, étoient affoiblis d'une manière effrayante : ces inconvéniens étoient d'autant plus graves, qu'on ne pouvoit y remédier : d'ailleurs l'Autriche qui étoit la plus intéressée aux succès, ne faisoit pas ce qu'il falloit pour les assurer. Ce fut donc avec raison que le duc de Brunswick s'opposa aux desirs du roi de Prusse de livrer une bataille, et le décida au contraire à se retirer. Que pouvoit en effet devenir l'armée prussienne, si elle eût été battue, et que pouvoit-elle espérer avec des soldats affoiblis et découragés, dans un moment où la renommée grossissant les objets, doubloit la confiance des gardes nationales qui accouroient de tous les points de l'empire ?

On ignore où l'auteur de l'histoire de France depuis la révolution, a pu trouver dans les négociations entamées, la moindre preuve qu'il y fût question d'un engagement de la part des Prussiens de se retirer. 1°. Les pièces qu'on cite à l'appui de cette opinion, ne font aucune mention de ce consentement. 2°. A l'époque où la retraite des Prussiens s'effectua, le général Kellermann se plaignit amèrement des ordres que lui donnoit le général Dumourier, et qui tendoient tous à le mettre hors de mesure d'inquiéter les coalisés dans leur retraite. Ce général qui avoit assisté aux conférences, auroit-il osé se plaindre comme il le fit, si l'on etait convenu en sa présence, avec les Prussiens, de les laisser se retirer paisiblement ? 3°. Dès l'instant où le général Kellermann fut chargé seul de les suivre, il ne négligea aucune occasion de les entamer et de les attaquer ; mais le duc de Brunswick, avec des forces supérieures, mit d'ailleurs dans sa retraite une si grande circonspection, qu'il fut toujours hors de toute atteinte. Il est possible cependant, comme nous en avons accusé nous-mêmes le général Dumourier, que pressé comme il l'étoit de retourner dans les Pays-Bas, avec le plus grand nombre de troupes possible, il fût convenu secrètement avec les Prussiens, de les laisser gagner Verdun sans être attaqués, convaincus qu'après avoir passé la Meuse, ils se retireroient sans danger à Luxembourg ;

et ce qui semble le prouver, ce sont les précautions prises pour que les généraux Kellermann et Dillon ne pussent atteindre les Prussiens avant leur arrivée à Verdun. 4°. Si le but des Prussiens de se retirer tranquillement, avoit été rempli dans les premières conférences, pourquoi voulurent-ils encore en avoir de nouvelles devant Verdun, avec les généraux Galbaud et la Barolière; à Glorieux, avec les généraux Galbaud et Dillon; dans le château de Dombrouge, près de Longwi et de Luxembourg, avec le général Kellermann, et enfin par une lettre du général Heimann au général Biron, afin de pouvoir négocier? ce qui ne pouvoit être que pour traiter de la paix, et profiter de la manière dont les Autrichiens venoient de se comporter avec eux, comme d'un prétexte raisonnable pour rompre une alliance aussi impolitique.

CHAPITRE X.

Les Coalisés sortent de France (1).

Le général Kellermann marche dans le dessein de couper la retraite aux ennemis. Les Autrichiens et les Hessois passent la Meuse. Conférence à Glorieux. On livre Verdun aux Français. Les différens corps d'armée des alliés prennent des routes différentes. Conférence entre les généraux des deux armées, dans laquelle on arrête la reddition de Longwi. Entrevue dans un château entre Longwi et Luxembourg. Les ennemis font les propositions les plus séduisantes; elles n'ont pas de suite. L'armée du général Kellermann est réduite à quinze mille hommes. Il est forcé à l'inaction. Il en profite pour faire reposer ses soldats, et réparer leur habillement et leur équipement. L'armée prussienne se rend à Trêves. Le général Custine dénonce le général Kellermann à la Convention. Il se disculpe facilement. Il est nommé pour commander l'armée des Alpes.

Le 10 octobre, dans la matinée, le duc de Brunswick ayant fait couper les ponts établis sur la Meuse, à Dun, Villone et Consenvoi, les Français en inférèrent de la part du Duc, le projet d'un prochain mouvement en arrière; dans cette idée, le général Kellermann, qui se trouvoit à la tête de trente ou trente-deux mille hommes, prit la résolution de laisser les généraux Dillon à Sivri-la-Perche, et la Barolière à Dugni, de marcher à Ancemont, pour y passer la Meuse, et de tâcher de couper la retraite aux coalisés.

La nuit du 10 au 11, les Autrichiens et les Hessois décampent sans bruit, traversent la Meuse et Verdun, et vont occuper les hauteurs en avant de Belrupt. A cette nouvelle, le général Kellermann mande au général Després-Crassier, revenu des environs d'Autri et de Grandpré, à Varennes et enfin à Esne, de s'avancer à Lemme, et au général Dillon de se porter sur Verdun, d'atteindre s'il le peut la queue des Allemands et d'occuper leurs postes. Ce général ordonne

(1) Voyez, tome III, la Carte de la Campagne de 1792, n° 4.

à ses troupes de marcher, et prend les devants avec neuf escadrons, cinq bataillons, six pièces de 12 et quatre de 8. Arrivé au moment où les derniers Allemands rentrent dans Verdun, il fait mettre son canon en batterie sur le mont de Saint-Barthelemi, qui domine la citadelle; mais avant de faire commencer le feu, il envoie sommer le commandant, à 11 heures du matin, par un aide-de-camp et un trompette. Ce commandant fait demander une suspension d'hostilités, en attendant la réponse du roi de Prusse; en même temps le général Kalckreuth sollicite une entrevue à Glorieux: les généraux Dillon et Galbaud s'y rendent; ils insistent sur la reddition de Verdun et de Longwi, et la séparation d'avec les Autrichiens. Le général Kalckreuth ne peut rien accorder sans le consentement du Roi, mais il fait entendre combien peu les Prussiens tiennent à l'alliance avec l'Autriche. Au milieu de cette conversation, un aide-de-camp apporte le consentement du Roi, de livrer, le lendemain 12, aux Français, la porte de secours de la citadelle de Verdun, à condition d'avoir trois jours pour évacuer entièrement la place, et de faire transporter les malades sur des voitures du pays. Ces conditions acceptées, le 12 le général Valence, qui après les courses inutiles que Dumourier lui fit faire, ainsi qu'à Després-Crassier, avoit joint l'armée par Clermont, entre dans la citadelle de Verdun avec le général Galbaud, et le 13, l'armée du duc de Brunswick s'ébranle sur deux colonnes : celle de droite composée des Prussiens, prend la route d'Etain, où elle campe, et celle de gauche, formée des Autrichiens du prince de Hohenlohe-Kirchberg et des Hessois, se dirige sur Mangienné; en même temps le général Clairfait suit le chemin de Virton et d'Arlon; tandis que les émigrés partis le 8 de Stenai, s'étoient rendus à Marville, le 9 à Longuyon, le 10 vers Longwi, et le 11 à Weiller près d'Arlon, où ils se séparèrent en grande partie, ne pouvant plus être soutenus par les princes, qui partirent eux-mêmes le 16 pour se rendre entre Hui et Liége, où ils trouvèrent le duc de Bourbon avec une autre partie des émigrés, qui furent tous licenciés le 23.

Le 14, l'armée française traversa la ville de Verdun et alla camper sur les hauteurs d'Haudainville, entre les chemins de Metz et d'Etain. Le 15, le corps de Dillon se porta à Fleuri, où ce général reçut la nouvelle de sa suspension, l'ordre de remettre son commandement au général Valence, et l'injonction de venir à Paris rendre compte de sa conduite, quoique ses services dussent lui mériter un autre traitement; aussi étoit-il victime d'une intrigue.

Le 16 octobre le général Kellermann quitta Haudainville pour se porter sur Etain, d'où le duc de Brunswick étoit allé occuper une excellente position sur les hauteurs de Rouvroi, en-deçà de Longuyon. De son côté, le général Valence s'étoit avancé sur Azenne et Thil, à la poursuite de la colonne ennemie qui se retiroit par Mangienne. On tuoit, on prenoit quelques hommes, mais les plus grands succès consistoient à enlever des équipages, et il étoit infiniment difficile d'entamer les Allemands; ils ne fuyoient pas, tous leurs mouvemens s'exécutoient dans le plus grand ordre, et ils choisissoient parfaitement leurs positions; d'un autre côté, la supériorité de leur nombre obligeoit les généraux français à beaucoup de circonspection : ils devoient se trouver heureux de les chasser de France sans se compromettre; d'ailleurs le temps étoit si mauvais, les terres si détrempées, qu'il étoit impossible de manœuvrer, et le canon restoit souvent dans les chemins.

Le 17, le général Valence chassa les ennemis de la trouée de Mangienne, et campa d'un côté du village à la gauche du ruisseau; les Allemands campoient sur la rive droite. Le même jour le général Kellermann s'étoit avancé à Vaudoncourt, où il se vit tenu en échec, par l'inattaquable position de Rouvroi.

Il y eut le 18 une conférence entre les deux généraux, où l'on convint de livrer aux Français, le 22 à midi, une porte de Longwi.

La nuit du 19 au 20, les Prussiens abandonnèrent les hauteurs de Rouvroi, pour venir camper derrière Longwi; en même temps le général Kellermann se porta, le 20, de Vaudoncourt sur les hau-

teurs de Longuyon, et le général la Barolière, renforcé de troupes envoyées de Metz, s'avança à Mexi, derrière la Chiers près de Longwi.

Pendant ces mouvemens, le prince de Hohenlohe-Kirchberg et le Landgrave de Hesse avoient filé à Luxembourg, le premier pour s'y réunir au comte d'Erbach qui s'y étoit rendu de Thionville, et le second pour prendre la route de Coblentz. Quant au général Clairfait, il s'étoit entièrement séparé des Prussiens le 21, et se porta à Arlon, laissant des postes à Virton. Le général Valence, chargé de les observer, marche le 22 de Mangienne et de Pillon à Longuyon, poussant des détachemens vers Saint-Remi. Kellermann s'avance le même jour des hauteurs de Rouvroi et de Longuyon à Cosne, à la vue de Longwi.

Le 22, le général Kellermann avoit pris possession des portes de Longwi, et le lendemain deux bataillons allemands qui étoient en garnison dans la place, l'évacuèrent. Ainsi sortirent du territoire français les troupes étrangères, après y avoir séjourné environ deux mois et demi, de la manière la plus désastreuse pour elles. Le camp de Cosne étoit infecté, c'est pourquoi Kellermann passe la Chiers, et occupe la position de Villers-la-Montagne ou de *Tiercelet*, en arrière de Mexi.

L'armée prussienne ayant campé à Merle près de Luxembourg, le duc de Brunswick fit encore proposer au général Kellermann une entrevue pour le 24, dans un château entre cette place et Longwi, afin d'y traiter de la paix. Autorisé par les commissaires de la Convention, le général français va au rendez-vous, et invité d'y poser les bases d'une pacification, il les réduit, pour les coalisés, à reconnoître publiquement et authentiquement la république, et à ne se mêler ni directement, ni indirectement des émigrés, ni de Louis XVI. Ces conditions convinrent au duc; il répondit: « A la bonne heure, et nous retournerons chacun chez nous comme des gens de noces ». — « Mais qui paiera les frais de la noce? demanda le général Kellermann. Ce doit être l'Empereur, et les Pays-Bas doivent être notre partage ». Le prince de Reuss, ministre plénipotentiaire

d'Autriche auprès du roi de Prusse, entendit cette proposition avec humeur, et le témoigna; le duc de Brunswick, feignant de ne pas s'en appercevoir, ajouta : Informez votre gouvernement de nos intentions pacifiques, et demandez lui des pleins pouvoirs et un lieu pour s'assembler. Le général Kellermann rendit compte au Conseil exécutif de ces propositions, qui n'eurent malheureusement aucune suite. Le général Dumourier avoit-il persuadé ceux de sa faction du danger de faire la paix ? les partisans de l'Autriche qui se voyoient au moment d'être abandonnés par les Prussiens, avoient-ils trouvé les moyens de l'éloigner ? ou enfin l'espoir de grands succès dans la Belgique, avoit-il donné au Gouvernement français de plus hautes prétentions ?

Quoi qu'il en soit, le duc de Saxe-Teschen qui se trouvoit beaucoup trop foible dans les Pays-Bas, pour résister à l'armée française qui alloit s'y porter, pressoit le général Clairfait d'accourir promptement à leur défense avec ses quinze mille hommes. En même temps le général Dumourier ne cessoit de demander au général Kellermann, d'envoyer le général Valence à Namur par Givet, pour y opérer une diversion; il en prit en effet la route le 25, et son départ, joint à celui d'un grand nombre de volontaires, réduisit cette armée à quinze mille hommes effectifs, très-insuffisans pour contenir les Prussiens et les Autrichiens, s'ils eussent repris l'offensive. Heureusement les Allemands ne songeoient alors qu'à défendre leur propre pays, et le général Kellermann profita de cette circonstance pour donner du repos à ses troupes : elles manquoient de vêtemens et de chaussures, la dissenterie commençoit à les attaquer; il les cantonna sur les deux rives de la Moselle (1), de manière à pouvoir les rassembler en trois jours, par des directions indiquées, sur les hauteurs de Sarre-Louis (2), et à se porter à Trèves en trois autres

(1) Voyez, tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er.

(2) Un officier allemand, qui a écrit les campagnes du duc de Brunswick, accuse le général Kellermann d'avoir suivi trop mollement l'armée prussienne dans sa retraite : *Il auroit pu*, dit-il, *s'emparer de Trèves au moment où les Prussiens l'évacuèrent; dès-*

marches. La droite de la cavalerie étoit à Forbach, et la gauche à Richemont et à Thionville. La droite de l'infanterie appuyoit à Metz, et la gauche à Etain, occupant comme la cavalerie les villages les plus près des grandes routes. Les troupes légères répandues entre Thionville et Longwi, dont elles éclairoient les avenues, formoient naturellement, sous les ordres des généraux Després-Crassier et la Barolière, deux avant-gardes sur les deux directions de Luxembourg.

Ces dispositions, au moyen desquelles les Français étoient préparés à tout événement, tenoient l'ennemi en échec, l'inquiétoient pour les Ardennes, Luxembourg et Trèves, donnoient à l'armée un repos nécessaire, avec la facilité de recevoir les objets d'équipement dont elle manquoit, et de travailler à se réparer. On avoit en outre le temps de former des magasins sur la Sarre, où il n'en existoit d'aucune espèce, et où le pays épuisé par les livraisons et les charrois antérieurs, offroit très-peu de ressources.

L'armée prussienne comptoit à peine dix-huit mille hommes en état d'agir au moment où elle partit de Merle et de Luxembourg, le 28 octobre, pour se rendre à Trèves, où une partie des troupes du prince de Hohenlohe-Kirchberg étoient arrivées, afin de couvrir le pays menacé, disoit-on, par le général Custine, au moment où les Prussiens partiroient pour Coblentz. En effet, le général Custine, qui jusqu'alors n'avoit voulu suivre que ses plans et ses projets, tourmentoit dans ce moment le Conseil exécutif, pour faire marcher le général Kellermann sur Coblentz, afin de lui donner la main; mais ce mouvement étoit impraticable devant les armées ennemies, encore nombreuses et maîtresses du cours de la Moselle, de Trèves à Coblentz. Il falloit donc s'attacher à les contenir, afin de les empêcher d'aller attaquer le général Custine; d'ailleurs le général Kellermann, qui

lors les alliés manquant de magasins, eussent été hors d'état de rien entreprendre, et obligés d'aller se procurer des subsistances sur la rive droite du Rhin, ils auroient été probablement forcés d'abandonner Coblentz. Cet officier ignoroit certainement le peu de forces qui restoient au général Kellermann, et dans quel état déplorable elles se trouvoient.

venoit encore d'envoyer trois mille hommes au général Custine, n'en comptoit pas vingt mille sous ses ordres, même en tirant des garnisons tout ce qui étoit en état de marcher; les chevaux de la cavalerie étoient épuisés, le pays étoit ruiné, et l'on n'avoit formé aucun magasin dans cette partie. Cependant le général Custine continuant ses persécutions auprès du Conseil exécutif, et le trompant par de faux rapports, le général Kellermann reçut l'ordre positif de se mettre en mouvement; il se prépara donc à obéir, mais ses troupes étoient à peine en marche, qu'il fut informé de la nomination du général Beurnonville pour le remplacer, et qu'il étoit mandé lui-même à Paris, pour rendre compte de sa conduite. Le général Custine avoit eu la lâcheté de le dénoncer, et la Convention, celle de croire à la dénonciation.

Le général Kellermann arrivé à Paris, se disculpa sans peine des allégations fausses et ridicules de Custine, et obtint le commandement de l'armée des Alpes abandonné par le général Montesquiou, aussi accusé calomnieusement de trahison, et obligé de fuir pour sauver sa tête. Le général Kellermann parut le 14 novembre à la barre de la Convention où il fut très-applaudi, et surnommé par le président *l'Homme du vingt septembre.*

Observations.

Plus on réfléchit sur la conduite des Prussiens jusqu'à leur arrivée à Luxembourg, et plus on est obligé de se convaincre de leur extrême desir de faire la paix, et d'abandonner les Autrichiens et la coalition; d'un autre côté, on apperçoit par-tout la perfidie du général Dumourier qui, dès sa première démarche, donne des preuves de sa mauvaise foi, en sollicitant du Conseil exécutif, des ordres qu'il n'attend pas pour agir et répondre à sa guise; ainsi cet homme astucieux laissoit à chaque pas des traces de son ambition et de sa duplicité.

CHAPITRE XI.

Bombardement de Lille (1).

Les Autrichiens sortis de Tournai attaquent Lannoi et Roubaix, s'en emparent et commettent de grands désordres. Les Français se décident à évacuer le camp de Maulde. Leur retraite est troublée par les Autrichiens, qui les mettent en pleine déroute. Ils se réfugient dans Valenciennes. On se porte à des excès dans cette place et à Lille. Divers mouvemens des Autrichiens. Ils paroissent à la vue de Lille ; ils bombardent cette place. Il y arrive successivement plusieurs renforts. La retraite des Prussiens de la Champagne détermine le duc de Saxe-Teschen à faire cesser le bombardement et à se retirer. Douze mille hommes arrivent alors aux portes de Lille ; en même temps le général Beurnonville arrive à Valenciennes. Le général Clairfait renforce l'armée Autrichienne.

Au moment où le général Dumourier quitta, le 26 août, la frontière du Nord, il en remit le commandement au général la Bourdonnaye qui, appelé lui-même peu de temps après au commandement de l'armée de Châlons, fut remplacé par intérim par le général Moreton-Chabrillant. L'armée française étoit réduite alors aux garnisons des places et aux trois camps de Maulde, de Maubeuge et de Pont-sur-Sambre. Celui-ci fut levé le 2 septembre par le général Duval qui, conformément aux ordres du général Dumourier, se rendit à Chêne-le-Populeux.

Le 5, trois mille trois cents Autrichiens, infanterie et cavalerie, avec du canon, aux ordres du général comte de la Tour, étoient sortis de Tournai, avoient attaqué Lannoi et Roubaix, en avant de Lille, en avoient chassé les détachemens qui les occupoient, après un grand carnage, et avoit commis de grands excès.

Le 7, le général Beurnonville avoit quitté le camp de Maulde avec

(1) Voyez, tome III, la Carte pour servir à l'intelligence des opérations de l'armée du Nord, n° 2.

neuf mille hommes, pour marcher sur Avesne, où il fut joint par un détachement tiré du camp de Maubeuge, et s'étoit dirigé ensuite sur Rhetel, pour renforcer l'armée du général Dumourier. En vain le général Moreton voulut-il s'opposer à ce départ, qui affoiblissoit considérablement le peu de forces qui se trouvoient à ses ordres, et réduisoit à cinq mille hommes celles du camp de Maulde. Cette raison ne le rendant plus tenable, on résolut de le quitter, pour prendre la position de Bruille, entre l'Escaut et la Scarpe; opération qui devoit être facile, n'y ayant qu'un quart de lieue d'une position à l'autre; mais il y avoit sur l'Escaut, entre Condé et Mortagne, de grands bateaux chargés de fourrages, à la garde desquels on devoit veiller soigneusement, et qu'on devoit sur-tout empêcher de laisser doubler, dans la crainte qu'ils n'eussent alors occupé toute la largeur de la rivière et produit l'effet d'un pont. Les Autrichiens avertis de la négligence des Français à cet égard, informés du départ du général Beurnonville, et probablement du projet d'occuper Bruille, se mettent en devoir d'en profiter; le comte de la Tour rassemble six mille hommes, se dirige sur Maulde le 8, partage ses forces en trois colonnes, charge la première d'attaquer Maulde, la seconde Mortagne, et la troisième de s'emparer des bateaux, de les doubler, de passer l'Escaut et de tomber sur Château-l'Abbaye. Surpris et attaqués au milieu de leur décampement, les Français perdent la tête; une terreur panique les saisit, ils abandonnent tentes, équipages, artillerie, approvisionnemens, et se replient dans la plus grande confusion à Saint-Amand, Condé, Valenciennes et même Bouchain. Les Autrichiens poussant alors leur pointe, investissent et font mettre bas les armes à deux mille hommes réfugiés à Saint-Amand, où ils trouvent beaucoup d'approvisionnemens; ils s'emparent de même d'Orchies qui venoit d'être abandonné.

La brusque arrivée des fuyards à Valenciennes, où on ne les attendoit pas, y produisit une effroyable rumeur; on vouloit pendre le général Moreton; mais ayant prouvé que n'étant ni à Maulde, ni à Saint-Amand, ni à Orchies, on ne pouvoit l'accuser d'aucune

ces trois déroutes, la populace, à laquelle il falloit une victime, la trouva dans la personne du fils du maître de poste de Saint-Amand, accusé d'aristocratie, qui fut massacré, et dont la tête fut portée dans la ville au bout d'une pique. On se porta aussi à Lille à quelques excès, qui furent arrêtés par la municipalité. Enfin, le camp de Maubeuge, où commandoit le général la Noue, fut le seul point essentiel de la frontière, où il n'y eut aucun désordre; mais la sagesse de cet ancien militaire ne le préserva pas d'être faussement accusé, et injustement emprisonné à Douai.

On soupçonnoit depuis quelques jours le duc de Saxe-Teschen de méditer une entreprise importante; tous les ingénieurs dispersés dans plusieurs places des Pays-Bas, avoient reçu l'ordre de se rendre à l'armée; des subsistances, des munitions de guerre et du gros canon, avec des mortiers, avoient été conduits sur divers points, où un grand nombre de voitures et de chevaux du pays devoient être rendus à une époque fixée, notamment à Ath. Ces préparatifs ne permettoient pas de douter d'un plan d'attaque contre une ou plusieurs places, pour effectuer une diversion efficace, dans un moment où toutes les forces disponibles du gouvernement français étoient concentrées entre Châlons et Sainte-Ménéhould.

Le 11 septembre à quatre heures du matin, tous les corps autrichiens établis dans les environs de Mons, levèrent leurs camps et se partagèrent en trois colonnes : la première, aux ordres du général Beaulieu, s'avanca à Bossu, sur le chemin de Quiévrain et de Valenciennes; la seconde, commandée par le général de Lilien, se porta sur Maubeuge; la troisième, conduite par le comte de Sztarai, prit la route de Philippeville. D'un autre côté la position du général la Tour sembloit menacer également Douai et Lille. Dès le 10, le général Ruault, commandant de la place, avoit manifesté la crainte de voir les efforts des Autrichiens tomber sur cette dernière place. La garnison, à la vérité, étoit forte de dix mille hommes, et occupoit des postes sur la Haute-Deule, à Hautbourdin et à l'abbaye de Loos; sur la Basse-Deule, à Vambrechies et Quesnoi; mais l'indisci-

pline trop commune alors parmi les troupes françaises, rendoit très-douteux le respect et la soumission que l'on devoit aux chefs, et conséquemment très-peu sûre de l'obéissance que l'on auroit à leurs ordres.

Le quartier-général du duc de Saxe-Teschen ayant été transféré le 17 de Mons à Tournai, les diverses colonnes autrichiennes qui menaçaient auparavant Valenciennes, Maubeuge et Philippeville, commencèrent à revenir sur leurs pas et à se diriger vers Tournai, et le 24, à quatre heures du matin, leur armée forte de vingt-quatre à vingt-cinq mille hommes, partit de Tournai et vint camper à la vue de Lille, le quartier-général à Helemmes. Le même jour, le duc de Saxe-Teschen fit répandre une proclamation. Le 25, la ville de Lille fut investie, depuis la Magdelaine, sur la Basse-Deule, jusqu'à la hauteur de Hautbourdin sur la Haute-Deule, par divers camps particuliers établis à Mons en Bareuil, Flers, Helemme, Lezenne, Lesquin et Ennetières, le principal entre Annapes et Ennetières. Les ennemis n'ayant pas assez de troupes pour former un investissemment complet, le côté de la porte d'Armentière resta libre, et la place conserva une communication par Dunkerke. Le duc de Saxe-Teschen espéroit s'emparer de la ville, en l'écrasant à force de bombes et de boulets rouges.

Dès l'instant où l'on fut assuré du projet des Autrichiens, on brûla les faubourgs de Five et de Saint-Maurice, qui pouvoient favoriser leurs approches, et le ministre de la guerre donna les ordres au général la Bourdonnaye de se rendre sur-le-champ à Douai, pour rassembler dans la plaine de Lens un corps d'armée composé de troupes tirées des garnisons et des bataillons nouvellement organisés, afin de ne rien négliger, sans toutefois se compromettre, pour inquiéter l'armée autrichienne et ses communications.

Une nombreuse artillerie et de prodigieux amas de poudre, de bombes et de boulets étant arrivés d'Ath au camp devant Lille, les Autrichiens commencèrent leurs travaux la nuit du 25 au 26 septembre, du côté des portes de Five et des Malades, par un boyau

ou tranchée qui, partant de la première maison du village d'Helemmes, se dirigeoit sur le faubourg de Five. Le 26, après-midi, les assiégés firent une sortie par la porte des Malades, tombèrent sur la tête des travaux des Autrichiens, les en délogèrent et rentrèrent dans la ville sans beaucoup de perte. Le 27 et le 28, l'ennemi étendit ses ouvrages sur la gauche et sur la droite, à l'abri des mâsures du faubourg de Five, et il établit des batteries formidables de canons et de mortiers avec des grils pour rougir des boulets. Le 29, l'ennemi ayant perfectionné ses batteries et reculé le quartier-général à Annapes, le major autrichien d'Aspre, précédé d'un trompette, se présenta à la porte de Saint-Maurice, pour parler au commandant et à la municipalité. Ayant été introduit, il remit au général Ruault une sommation pour lui et une pour la municipalité. Les réponses de la garnison et des citoyens ayant manifesté unanimement l'intention de maintenir l'égalité et la liberté, ou de s'ensevelir sous les ruines de la place, douze mortiers et vingt-quatre pièces de gros calibre, chargés à boulets rouges, commencèrent à tirer sur la ville avec une extrême violence. Ce même jour, 29 septembre, à trois heures après-midi, l'artillerie des remparts répondit très-vivement, mais avec de foibles succès, à ce feu épouvantable, qui ne tarda pas à incendier l'église de Saint-Etienne et plusieurs maisons voisines; l'incendie fut encore plus considérable dans le quartier de la paroisse de Saint-Sauveur. Le feu se soutint de part et d'autre le 1er octobre et la nuit suivante avec la même vivacité; plusieurs autres incendies partiels se manifestèrent, sur-tout à l'hôpital militaire et à l'hôtel-de-ville. Ce jour là le général la Marlière entra dans Lille, avec six bataillons de volontaires nationaux, deux de troupes de ligne et trente-sept canonniers. Le lendemain 2, il arriva encore un bataillon de fédérés, et le feu des Autrichiens parut se ralentir; mais ayant repris le 3, à la pointe du jour, avec la plus grande vivacité, et les pompes de la ville ne pouvant pas suffire, on vit arriver avec une grande allégresse celles de Béthune, d'Aire, de Saint-Omer et de Dunkerke. Depuis cent quarante-quatre heures, la ville étoit tom-

bardée et canonnée sans interruption, et l'ennemi moins occupé à nuire aux remparts et aux troupes qu'aux habitans, y avoit jeté environ trente mille boulets rouges et six mille bombes.

Le 4, il entra encore à Lille deux bataillons de volontaires et un de troupes de ligne. Le feu de la nuit et de la matinée du 5, qui avoit été médiocre, s'affoiblit sensiblement dans le reste de la journée. Le 6, les Autrichiens, qui n'avoient tiré que par intervalle dans la nuit, répondirent encore moins le jour à la vivacité du feu des remparts; quatre pièces seulement lançaient encore des boulets rouges, et leur feu cessa entièrement dans l'après-midi.

Le duc de Saxe-Teschen rebuté par la résistance de la place, informé des succès des Français en Champagne, et de l'obligation où se trouvoient les armées coalisées de l'évacuer, songeoit lui-même à la retraite; d'ailleurs le camp de Lens augmentoit tous les jours. Le ministre de la guerre y faisoit transporter avec rapidité tout ce dont le général la Bourdonnaye avoit besoin, pour mettre ce corps en mouvement et l'augmenter. Le général Dumourier ne devoit pas tarder à s'y joindre, et encore quelques jours et le Duc auroit été exposé à voir sortir une armée de Lille, et une autre arrivant de la Champagne sur Valenciennes, pouvoit se poster entre Tournai et ses derrières, pour le couper, avant l'instant où le général Clairfait pouvoit arriver pour le secourir. Il fallut donc renoncer à la conquête d'une place où l'on avoit porté le meurtre et le ravage, par un bombardement barbare et inutile, dans une circonstance où l'on n'avoit pas assez de troupes, non-seulement pour entreprendre un siége en règle, mais même pour investir la ville.

On fut informé le 8 de la retraite de l'ennemi pendant la nuit, à la droite de la rivière de Marque, à Pont-à-Tressin; on s'occupa aussitôt à raser les travaux de l'ennemi, qui perdit dans cette entreprise beaucoup d'affuts et d'autres attirails d'artillerie, et environ deux mille hommes tués ou blessés. On en perdit à-peu-près autant dans la ville, qui éprouva en outre un dommage immense.

Le 11, le général la Bourdonnaye arriva à Lille, où il fut suivi

le 12 par douze mille hommes venant de Lens, et qui furent campés entre les portes de la Magdelaine et de Sainte-Marguerite. Le 18, l'armée autrichienne quitta son camp du Pont-à-Tressin, pour aller reprendre ses anciennes positions proche de Tournai.

Le 21, les troupes aux ordres du général Beurnonville arrivoient à Valenciennes en même temps que le général Clairfait s'éloignoit à marches forcées du duché de Luxembourg, pour venir renforcer par Namur, le duc de Saxe-Teschen dans les Pays-Bas, menacés alors par les armées françaises.

Observations.

A la conduite que tiennent les Autrichiens, dès le commencement de cette guerre, on est tenté de soupçonner leur résolution d'en laisser courir tous les risques, les périls et les dangers aux Prussiens, pour en retirer ensuite seuls les profits. Comment concevoir, en effet, que le corps aux ordres du général Clairfait, destiné à opérer avec la grande armée, fut à peine de quinze mille hommes, et que le duc de Saxe-Teschen, qui étoit très-bien instruit de la foiblesse des Français campés à Maulde, ait pu se décider à garder inutilement avec lui près de vingt-cinq mille hommes, tandis que quelques troupes légères suffisoient pour observer les Français, et qu'après avoir renforcé les garnisons de Mons et de Tournai, rien ne l'empêchoit de marcher avec environ quinze mille homme sur Sédan et Reims, où il auroit bien certainement décidé le succès de la campagne en faveur des coalisés?

CHAPITRE XII.

Opérations de l'armée du Rhin aux ordres du général Custine, sur les deux rives du fleuve (1).

Le ministre français près la Diète de l'Empire, quitte Ratisbonne. Le comte d'Erbach décampe de Lingenfeld. Le général Custine propose de s'emparer des magasins de Spire. Il propose en même temps de se porter sur la Moselle. Le ministre préfère la dernière proposition. Le Conseil exécutif la confirme. Le général Custine étoit déjà parti pour Spire, dont il s'étoit emparé. Il envoie rançonner Worms. Il fait une proclamation. Il est nommé commandant en chef de l'armée de la Moselle. On lui conseille de s'approcher de Mayence. Le général Dumourier demande qu'il marche sur Coblentz. Il élude les ordres du ministre à ce sujet. Il vient camper à Worms. Il investit Mayence. Il somme la place. Elle se rend. Détails. Il s'empare de Francfort. Il en exige une contribution de deux millions de florins. Il pille les salines de Nauheim. Il lève des contributions sur plusieurs abbayes et petites principautés. Il prend le fort de Konigstein. Les intrigans, à Mayence, veulent renverser l'ancien gouvernement. On fortifie Cassel. Le général se rend à Francfort. Ses projets sur cette place. Il veut rejeter sur le général Kellermann la faute de n'avoir pas marché sur Coblentz. Réflexions à ce sujet. L'avant-garde prussienne arrive à Coblentz. L'armée la suit de près. Les Hessois rentrent dans la Hesse. Intrigues des Clubistes de Mayence. Les Prussiens s'approchent de la Lahn. On persuade au général Custine d'en défendre le passage. Le général Houchard bat les ennemis à Limbourg. Il arrive un renfort de douze mille Français. Le général renonce à défendre la Lahn. Il se borne à couvrir Mayence. Les projets des Prussiens et des Hessois lui donnent des inquiétudes. Réflexions. Conduite inexplicable de Custine. Les Prussiens s'emparent de Francfort. Détails. Custine rentre dans Mayence. Comptes absurdes qu'il rend des événemens. Opération fiscale. Les Clubistes échouent dans de nouvelles tentatives. Les Prussiens s'emparent de Hocheim. On s'occupe à fortifier la rive droite du Rhin de l'autre côté de Mayence. Il arrive dans la place trois commissaires de la Convention. Les Français sont battus à Hocheim. Position respective des différentes armées.

Les états de l'Empire avoient reçu au commencement de septembre, par la voie de la diète de Ratisbonne, un décret de commission impé-

(1) Voyez, tome III, la Carte du Cours du Rhin, n° 3.

riale en huit articles, dont le dernier contenoit la proposition d'interdire la neutralité avec la France à tous les membres du Corps germanique, dont la plupart manifestoient d'ailleurs des dispositions très-hostiles; ce qui avoit déterminé le sieur Caillard, ministre français près la diète, qui prévoyoit une prochaine déclaration de guerre, de demander un passeport, et de quitter Ratisbonne le 15 septembre.

Vers la même époque, les troupes du cercle de Souabe avoient joint, sur le Rhin, le corps du prince d'Esterhazi; les Autrichiens avoient déjà été renforcés par quelques troupes de l'électeur de Mayence. Dès le 11 septembre, le comte d'Erbach campé à Lingenfeld, pour y contenir le corps français posté derrière les lignes de Weissembourg, avoit pris par la gorge de Neustadt le chemin de Thionville. Ce départ des Autrichiens qui découvroit Spire, Worms, Mayence, même Coblentz et tout le Bas-Rhin, étoit une faute grave; il exposoit à l'attaque des Français toutes ces places, auxquelles le prince d'Esterhazi établi sur le Haut-Rhin, ne pouvoit donner aucun secours, obligé comme il l'étoit de contenir lui-même le général Ferrière campé à Hesingen près d'Huningen, et le général Biron à Plosheim et à Strasbourg. Ainsi le général Custine, campé à Weissembourg, pouvoit se porter sans obstacle et à son choix sur ces différentes places : aussi écrivoit-il, le 16 septembre, au général Biron, pour lui demander de l'autoriser à marcher sur Spire, afin de s'emparer d'un magasin considérable, laissé imprudemment dans cette ville par les Autrichiens, sous la garde de mille ou douze cents hommes de leurs troupes, et d'environ deux mille de celles de l'électeur de Mayence. En même temps, il proposoit au ministre de la guerre, le 17, de partir avec les douze mille hommes campés à Weissembourg, pour se porter sur la Moselle, et y agir contre les armées allemandes qui attaquoient Thionville et notre frontière de la Meuse. Le ministre qui approuva par deux dépêches des 20 et 21 les deux propositions, attachoit beaucoup plus d'importance à la seconde, et subordonnoit le tout à la décision du général Biron. Le ministre observoit alors à celui-ci,

qu'en joignant au corps de Weissembourg trois ou quatre mille hommes, tirés des places ou des cantonnemens de l'Alsace, autant de Sarre-Louis et de Metz avec quelques renforts venus du Midi, on formeroit une armée assez nombreuse, avec laquelle un général intelligent pouvoit, soit en se portant sur les flancs ou les derrières des Prussiens, soit en coupant leurs communications pour intercepter leurs convois, leur causer les plus grands embarras, et les obliger probablement à rétrograder très-promptement. D'ailleurs, outre l'avantage de couvrir la frontière de la Sarre, le pays Messin et la Lorraine, on pouvoit toujours se rapprocher du Rhin, si le besoin l'exigeoit, et même pénétrer dans le pays ennemi.

D'après ces observations très-sages, le général Biron voulut envoyer le général Custine sur la Moselle ; mais celui-ci craignant d'y être subordonné aux généraux Dumourier et Kellermann, sous le prétexte de laisser raffermir les chemins devenus impraticables, obtint du général Biron, de se porter d'abord sur Spire. De nouvelles réflexions de la part du Conseil exécutif, provoquèrent l'ordre positif de faire marcher le général Custine sur la Moselle, et le lendemain le général Biron reçut l'avis de l'arrivée en Alsace de treize bataillons et cinq escadrons ; mais quand ces deux dépêches parvinrent à Strasbourg, le général Custine étoit déjà engagé dans son expédition de Spire. Le 29 il avoit passé la Queich; et arrivé à l'abbaye de Heimbach, il avoit partagé ses troupes en trois corps, l'un sous les ordres du général Neuwinger, l'autre sous ceux du général Meunier; il s'étoit réservé le troisième. Le 30, les trois colonnes avoient paru à la vue de Spire à différentes heures. Le colonel Winckelmann qui commandoit dans la ville, informé de l'approche des Français et ignorant leur nombre, après avoir envoyé sur la rive droite du Rhin sa caisse militaire et la plus grande partie de ses équipages, étoit venu masquer les portes de la ville, en se mettant en bataille, sa droite appuyée à un escarpement au-dessus de la porte qui conduit à Worms, sa gauche prolongée vers des jardins entourés de fortes haies, le front couvert en partie par des marais; mais pour occuper plus d'espace, il avoit

rangé ses troupes sur deux rangs : disposition mauvaise par son trop d'étendue.

Le général Neuwinger appercevant les ennemis, mit promptement son canon en batterie et ses troupes en bataille, faisant face à la ville, la droite en arrière du village de Berghausen, et commença son feu. Les Allemands l'essuyèrent d'abord avec beaucoup de fermeté et y répondirent très-vivement ; mais ne pouvant se soutenir long-temps contre une si grande supériorité, mal favorisés par le local, et appercevant quatre bataillons qui se mettoient en mouvement pour les tourner, ils rentrèrent dans Spire et en fermèrent les portes. Le général Neuwinger les ayant fait enfoncer par ses charpentiers, les Français pénétrèrent dans la ville, où ils furent arrêtés par la résistance courageuse d'une arrière-garde, chargée de couvrir la retraite de Winckelmann se repliant sur le Rhin, dans l'espérance de le passer sur des barques qui l'attendoient. On se bat dans les rues, dans les maisons crénelées ; les Allemands cèdent enfin aux décharges redoublées des obusiers, et rejoignent leurs camarades ; mais les bateliers s'étoient sauvés à Rhinhausen sur la rive droite du fleuve, et le colonel Winckelmann retenu sur la rive gauche, fut obligé de capituler et de se rendre prisonnier de guerre, en remettant ses armes et conservant ses bagages.

Le très-mince combat de Spire produisit la plus étrange sensation dans le public ; d'ailleurs la politique prescrivoit d'exalter une action qui, dans d'autres momens, auroit paru d'une médiocre importance. Les ardens révolutionnaires élevèrent jusqu'aux nues Custine, et le représentèrent comme le seul général capable de conquérir l'Allemagne, d'y pomper le numéraire par des contributions, et d'y répandre leurs principes.

Quoique la ville de Spire dût être regardée comme neutre, Custine, pour ne pas indisposer le peuple, et se procurer cependant une contribution, demanda impérativement une somme de cinq cent mille francs qui devoit être payée uniquement par le clergé et les magistrats ; à l'égard des magasins, ils se trouvoient infiniment plus

considérables qu'on ne l'avoit cru d'abord : on les estimoit cinq ou six millions, évaluation qui, au surplus, paroît forcée. Après cette expédition, le général Custine ne tarda pas à être entouré d'un grand nombre de charlatans révolutionnaires qui, en l'assurant de la terreur répandue par ses armes en Allemagne, le pressoient d'y pénétrer. Parmi eux se trouvoit un certain Boehmer, né à Gottinghen et professeur à Worms, doué de beaucoup d'adresse et rongé d'ambition : ses manières insinuantes, ses louanges sur-tout prodiguées au général, ne tardèrent pas à lui attirer sa confiance au point de devenir son secrétaire principal. Une fois bien accrédité, il représenta à Custine, que la ville de Worms s'étant rendue très-coupable par l'asyle qu'y avoient trouvé le prince de Condé et les émigrés armés par ses ordres, méritoit d'être punie, en payant une rançon, qui seroit une foible restitution de l'argent dépensé à Worms par les émigrés français, après en avoir dépouillé leur patrie.

Cette logique ayant paru excellente à Custine, il envoya le 4 octobre le général Neuwinger à Worms, avec quatre mille cinq cents hommes. Les magistrats vinrent au-devant des Français, pour leur présenter les clefs de la ville, dans laquelle ils entrèrent sur-le-champ. Le lendemain 5, il parut une déclaration du général, contenant les motifs pour exiger une contribution de douze cent mille livres, qui devoit être supportée en entier par les magistrats et le clergé; mais les premiers ayant fortement réclamé contre l'énormité de cette somme, Boehmer, qui savoit la facilité avec laquelle les Allemands s'irritent contre les vexations, dans la crainte de manquer le but essentiel auquel il falloit tendre, celui de se concilier l'affection du peuple, en ne vexant pas arbitrairement ses magistrats, proposa et fit adopter au général Custine, l'expédient de demander à la ville de payer trois cent mille francs au lieu de six cent mille, et l'on exigea onze cent quatre-vingt mille francs de l'évêque, des chapitres, des abbayes et des couvens. Après cette expédition, le général Neuwinger ayant envoyé à Landau les otages de Worms, se replia le 7 octobre

sur Mutterstat, où il eut ordre de rester pour servir d'avant-garde à l'armée.

D'après le conseil des propagandistes, le général Custine se décida ensuite à publier une proclamation, qui produisit le plus grand effet, répandit au loin l'inquiétude de voir arriver les Français, et occasionna une émigration prodigieuse de la part de ceux qui n'aimoient pas la révolution, ou qui redoutoient ses progrès. Le petit peuple des campagnes et des villes, séduit au contraire par les apôtres de la nouvelle religion civique et par leurs promesses, voyant la guerre dirigée contre les nobles et les prêtres, desiroit l'arrivée des Français au lieu de la craindre.

Ce fut à cette époque où le général Custine apprit la manière dont la Convention nationale et le ministère avoient couvert de louanges ses démarches et ses succès, et où il reçut sa nomination au commandement en chef de l'armée de la Moselle, avec un pouvoir indépendant du général Biron. Dès-lors les nouveaux amis du général le pressèrent de s'approcher de Mayence; en vain parloit-il alors de sa défiance, sur la neutralité apparente de l'Electeur palatin, du duc de Wirtemberg et de plusieurs autres princes de la rive droite du Rhin, qui pouvoient rassembler des forces assez nombreuses pour l'inquiéter sur sa droite, au moment où les Autrichiens et les Prussiens enverroient un corps pour l'inquiéter sur sa gauche; on lui fit voir combien ses craintes étoient peu fondées; les princes de l'Empire, voisins du Rhin, paroissoient glacés par la crainte d'une invasion, s'occupoient à l'éloigner, loin de la provoquer par des rassemblemens de troupes; quant aux Autrichiens et aux Prussiens, déjà trop foibles pour résister aux généraux Dumourier et Kellermann, ils ne pouvoient songer à s'affoiblir davantage, pour envoyer des forces du côté de Mayence. A la vérité cette ville renfermoit cinq mille hommes de garnison; mais les esprits étoient très-bien disposés en faveur des Français; et dans le cas où le commandant de la place voulût se défendre, on avoit eu la précaution de lui donner des entours qui dirigeroient sa conduite, entr'autres le lieu-

tenant-colonel du génie Eickenmeyer, qui avoit le plus grand crédit sur l'esprit du baron de Gimnich, gouverneur de la place. Un nommé Dosch, professeur de Strasbourg, étoit l'intermédiaire de la correspondance; il avoit pour agent un jeune homme de la même ville, nommé Stamm, qui bientôt après fut aide-de-camp du général, enfin Boehmer communiquoit directement avec ce dernier.

Un incident bizarre vint déranger momentanément tous ces projets : sur la simple assertion de deux recruteurs prussiens, de l'arrivée prochaine de vingt-cinq mille Prussiens ou Autrichiens, le général Custine, sans vérification préalable, après avoir fait brûler ses fourrages à Spire, avoit repris, le 10 octobre, le chemin de Landau avec son armée, qui fut campée à Edesheim, en avant de la place. Dans le même temps, le général Dumourier ne cessoit d'écrire au Conseil exécutif et au général Biron, pour les presser de faire marcher le général Custine sur Coblentz, afin d'ôter aux Prussiens et aux Autrichiens ce point de retraite. En effet, s'il se fût posté entre cette place et Trèves, maître du cours de la Moselle, Custine auroit pu prendre les ennemis en flanc et à dos; et si, dans le moment de leur retraite de la Champagne, il n'eût pas achevé de les détruire, au moins auroit-il augmenté leurs pertes et leurs embarras; mais cette mesure pouvant le mettre dans la dépendance, il éluda les ordres du ministère, en l'assurant de l'importance de ses projets, bien préférables à celui de se porter sur Coblentz; projets qui assuroient à la nation des conquêtes éclatantes, de la gloire et beaucoup d'argent. Cependant le zèle révolutionaire de Boehmer lui avoit donné la hardiesse d'aller, accompagné de Stamm, s'aboucher avec l'ingénieur Eickenmeyer dans Mayence, d'où il apporta des assurances toujours plus positives du succès; dès-lors Custine ne balança plus à tenter l'entreprise.

Quelques officiers de son état-major vouloient, avant de marcher sur Mayence, occuper Manheim de gré ou de force; cette place devant assurer aux Français sur le Rhin, un passage intermédiaire entre l'Alsace et Mayence, et contribuer à les rendre maîtres du cours du fleuve depuis Huningue, précaution sans laquelle l'Electeur

palatin ne manqueroit pas de livrer avant peu cette place aux Autrichiens, qui en profiteroient pour couper aux Français la communication entre Landau et Mayence. Custine se refusa obstinément à cette tentative, sous prétexte de la neutralité renouvelée entre la République et l'Electeur palatin. Au reste, après avoir éludé l'ordre de marcher sur la Moselle, la surprise de Mayence étoit le projet le plus avantageux qui pût être tenté par Custine. Son armée, forte de vingt-quatre mille hommes, étoit suffisante. S'il ne réussissoit pas, il n'avoit pas compromis la gloire des armes de la République, et il n'étoit pas naturel de voir les Prussiens et les Autrichiens, déjà harassés et fatigués par les maladies et leurs mauvais succès, très-mécontens les uns des autres, accourir au secours de la place, en traversant le duché de Deux-Ponts, qui étoit un état entièrement épuisé de subsistances. Le général français étoit d'ailleurs toujours en mesure de se retirer; mais sa marche sur Mayence devoit au moins précipiter naturellement, par le seul effet de cette diversion, la retraite des ennemis du territoire français, et augmenter leurs pertes en hommes et en attirails de guerre; elle devoit aussi en imposer à cette partie de l'Allemagne, mettre en mesure d'y semer les décrets de la Convention et des écrits propres à préparer une révolution, faire consommer les ressources du pays ennemi, enfin faciliter la rentrée dans Landau de plusieurs approvisionnemens.

La nuit du 14 au 15 octobre, le général Custine détacha du camp d'Edesheim de fortes patrouilles qui s'avancèrent, par Ogersheim et Franckenthal, à portée de Worms. Elles avoient ordre de ne point revenir au camp, mais de se replier sur Mutterstat, après avoir terminé la reconnoissance dont elles étoient chargées. Le 15, une colonne assez considérable partit d'Edesheim, se dirigeant par Turckheim, Neu-Leiningen et Alsei, et poussant des détachemens vers Kaiserlautern, Winweiller et Creutznack, afin d'éclairer et de couvrir l'intervalle entre Worms et Creutznach, et par conséquent le flanc gauche de l'armée qui alloit se diriger sur Mayence. Rassuré sur les Prussiens et sur les Autrichiens, dont aucun de ses partis n'avoit

entendu parler, Custine, après avoir ordonné, le 16, à l'armée de se tenir prête à marcher le jour même, la mit en mouvement à huit heures du soir, la laissa reposer à Spire, et vint camper le 18 à Worms. Un corps avancé s'étoit porté le même jour à Oppenheim et emparé du pont volant, à l'aide duquel on communique de la rive gauche avec le pays de Darmstadt. La nuit du 18 au 19, un corps de cavalerie française vint se poster à Weissenau, au-dessus de Mayence. Le reste de l'armée, partagé en plusieurs divisions, arriva devant la place, dont elle forma l'investissement à la gauche du Rhin, en occupant Hechstheim, Marienborn, où fut établi le quartier-général, Gentsenheim et Munbach. Le général français parcourut alors le front de sa position, et ordonna divers mouvemens à son infanterie et à sa cavalerie, dans le but sans doute de faire paroître plus grand le nombre de ses troupes. On plaça en même temps quelques pièces de canon, dont les boulets allèrent dans la place, qui répondit bientôt à ce feu, mais sans grand effet de part ni d'autre. Custine, après tous ces préambules, imagina de faire sommer Mayence, et envoya à cet effet le colonel Houchard : introduit dans la ville, il remit une dépêche pleine de rodomontades de son général, et l'appuya de son éloquence soldatesque; le gouverneur, barón de Gimnich, se borna à faire verbalement part de la résolution de se défendre de toutes ses forces, et promit au surplus de manifester le lendemain ses dernières intentions. Déconcerté par cette réponse, le général français, qui n'avoit fait aucun préparatif pour un siége en règle, vouloit déjà renoncer à son entreprise, et reprochoit aigrement à Boehmer et à Stamm de l'avoir exposé à échouer, en lui donnant comme certitudes des vraisemblances frivoles. Ceux-ci eurent beaucoup de peine à le calmer, et à le décider à donner aux révolutionnaires le temps de travailler l'esprit du gouverneur, de la magistrature et du peuple. Dans la soirée du 19 et la nuit du 20, on tira du canon de part et d'autre; vers minuit, un espion sorti de la place, apporta au professeur Boehmer une lettre de l'ingénieur Eikenmeyer. Il recommandoit de ne pas s'inquiéter de la réponse du gouverneur; l'opinion de la bour-

geoisie étoit déjà efficacement disposée à la soumission, et l'on avoit les plus grandes espérances de rendre inefficaces les préparatifs du baron de Gimnich, et de le convaincre de l'impossibilité de se défendre; mais il falloit réitérer les sommations, menacer d'une escalade et intimider par une lettre imposante.

Ces nouvelles ranimèrent l'espoir de Custine qui, dès le lendemain, écrivit au baron de Gimnich une lettre pleine de jactance et de menaces; les lettres aux magistrats étoient encore plus fulminantes, et cette rhétorique boursouflée et gigantesque seconda parfaitement les intrigues ourdies dans l'intervalle des deux sommations. On avoit peint à M. de Grimnich, sous les plus vives couleurs, les dangers d'une escalade, ses moyens de résistance insuffisans, les Français nombreux et entreprenans. Soit donc ignorance, foiblesse ou trahison, le gouverneur, déterminé à rendre la ville, assembla un conseil civil et militaire, dans lequel il répéta, comme sa propre opinion, les argumens allégués par l'ingénieur Eickenmeyer, pour justifier le parti de capituler. Le baron de Stein, envoyé de la cour de Prusse, appuya, dit-on, cet avis, d'après l'impossibilité où l'on étoit de recevoir aucun secours de l'armée prussienne; mais le baron d'Albini, chancelier de l'électeur, le conseiller intime de Kalckhof, et le baron de Feschenbach, un des dignitaires du chapitre, opinèrent pour une vigoureuse défense. Le gouverneur, jaloux de ses prérogatives, repoussa l'avis d'un prêtre et de deux administrateurs civils, très-peu en état de juger si une place étoit ou n'étoit pas en état de résistance, et se décida à assembler sur-le-champ un conseil de guerre. Comme l'ingénieur Eickenmeyer y jouoit le principal rôle, il n'eut pas de peine à persuader de l'insuffisance des préparatifs et du trop petit nombre de défenseurs, pour s'opposer à une escalade qui, si elle réussissoit, mettroit les habitans à la merci du vainqueur, raisons qui décidoient à rendre Mayence par capitulation, et à informer sur-le-champ le général français des conditions sous lesquelles on se rendroit. Voici à quoi on les réduisit, après l'assurance générale du respect pour les personnes et les propriétés : les troupes qui occupoient Mayence ne

devoient pas servir d'un an contre la France ou ses alliés; il étoit réservé au gouvernement français de prononcer, d'après les traités, sur les droits de souveraineté; deux portes devoient être livrées le lendemain 21, à neuf heures du matin, aux Français; les troupes de la garnison devoient emmener seulement leurs canons de campagne. Le gouverneur Gimnich envoya l'ingénieur Eickenmeyer et le conseiller Kalckhof pour faire ces propositions et signer la capitulation définitive, qui fut ratifiée par MM. de Gimnich et de Custine, à qui on livra à six heures du soir les portes de Gau et du Rhin.

La prise de Mayence fut pour les Français un sujet d'étonnement et de satisfaction. Elle produisit en Allemagne un sentiment général d'indignation. Cette clé de l'Empire, outre une très-nombreuse artillerie, renfermoit une garnison de deux mille huit cents hommes de troupes réglées, sans compter les Autrichiens, environ deux mille cinq cents hommes de bonne volonté, parmi les étudians et les habitans, et ce nombre pouvoit encore s'augmenter par les sujets de l'Electeur à la rive droite du Rhin. La ville étoit donc susceptible de soutenir une attaque régulière, et l'intérêt du Corps germanique exigeoit d'en courir les risques; d'ailleurs, l'armée française sous Mayence n'excédoit pas dix-neuf mille hommes, forces trop peu considérables pour enlever d'un coup de main une semblable place, ou pour oser entreprendre un siége en règle, qui exigeoit de la grosse artillerie, de partager l'armée sur les deux rives du Rhin, et de s'exposer à être incessamment attaqué par les armées autrichiennes et prussiennes qui se replioient alors sur ce fleuve.

Le général Custine s'empressa d'adresser, le 21 octobre, à la Convention nationale, une dépêche emphatique et mensongère, pour l'informer de la prise de Mayence. Au reste, ses fabuleux récits étoient très-bien accueillis à Paris, où l'on préféroit alors les fausses relations propres à exalter les têtes, à des tableaux fidèles et modestes qui auroient été la simple expression de la vérité.

Une fois maître de Mayence, le général Custine s'empressa de porter ses vues fiscales sur Francfort, et résolut d'occuper cette ville, libre,

impériale et gouvernée en république, afin d'en tirer des contributions (1). Il ordonna en conséquence au général Neuwinger, de marcher le 21 octobre avec quinze cents hommes, à Oppenheim, d'y passer le Rhin sur le pont-volant, de traverser le territoire du landgrave de Hesse-Darmstadt, et de venir se présenter devant Francfort par la rive gauche du Mein, afin d'y entrer par le faubourg nommé Saxenhausen. Le même jour 21, le colonel Houchard avoit passé le Rhin à Mayence avec sept ou huit cents hommes, et pris, en remontant la rive droite du Mein, la route de Francfort, où il étoit arrivé le 22 à sept heures du matin, et s'étoit établi devant la porte de Bockenheim. Comme aucune de ses démarches n'annonçoit ses vues, le magistrat de Francfort envoya savoir le motif de sa venue; il attendoit, répondit-il, un autre corps de troupes, et demandoit des rafraîchissemens, en payant, pour les siennes. D'après cette réponse, on resta à Francfort dans la plus grande sécurité. Cependant vers trois heures après-midi, arrive le général Neuwinger, à la vue du faubourg de Saxenhausen, qui demande à être introduit dans la ville avec son corps et celui du colonel Houchard. Sur l'hésitation des magistrats qui avoient fait lever le pont, Neuwinger braque ses canons sur la porte. A cette démonstration plus persuasive que les réquisitions ou les raisonnemens, le pont est aussitôt baissé, les Français entrent au son de leur musique militaire et se rangent en bataille dans la rue, en attendant le retour de leur général qui s'étoit rendu à l'hôtel-de-ville, pour y remettre la lettre du général en chef. Celui-ci, sous le prétexte de secours et de refuge donnés par la ville aux émigrés français, et sur la supposition de fortes sommes déposées à Francfort par l'Empereur et le roi de Prusse, se croyoit autorisé de traiter la ville en ennemie, et d'en exiger, à titre de réparation, une contribution de deux millions de florins. Pour éviter une exécution militaire, le magistrat fit dès le lendemain 23, un premier paiement de trois cent

(1) Voyez, tome III, la Carte de l'expédition du général Custine sur la rive droite du Rhin en 1792, n° 6, celle n° 3, et la Carte générale n° 1er.

mille francs au général Neuwinger, qui le même jour fit afficher une proclamation, pour tranquilliser le peuple et la bourgeoisie, sur lesquels ne devoit nullement peser la contribution qui, d'après les intentions du général en chef, devoit être supportée par les nobles, les praticiens et les ecclésiastiques ou religieux de la ville et du territoire de Francfort. La régence se décida alors à envoyer une députation au général Custine, qui approuva la conduite du général Neuwinger, et voulut bien cependant faire une remise de cinq cent mille florins sur la contribution. Toujours plus occupé à se faire valoir aux yeux de la Convention nationale, Custine l'informa le 23 octobre de son entreprise contre Francfort, et n'oublia pas de profiter de cette occasion pour lui rappeler avec emphase la conquête de Mayence, et pour exagérer l'importance de ses faciles succès.

Depuis la prise de Mayence et la course intéressée sur Francfort, il n'avoit été question d'aucune opération militaire; le général français n'en étoit pas moins disposé à s'étendre dans l'Empire, pour nuire à ses princes; mais il ne savoit lequel attaquer. Après ceux qui restoient encore neutres, celui dont les possessions se trouvoient les plus voisines de Mayence, étoit le landgrave de Hesse, en qualité de comte de Hanau. On proposa à Custine de s'emparer de cette place; mais assuré de la résolution de la garnison de se défendre vigoureusement, et plus jaloux des expéditions moins périlleuses et plus profitables, il préféra de porter entre Friedberg et Butzbach un détachement, destiné à piller les salines de Nauheim, et à lever des contributions sur plusieurs abbayes et petites principautés situées dans le voisinage.

La nuit du 25 au 26 octobre, un petit détachement servant d'avant-garde au colonel Houchard, partit de Francfort et prit la route de Friedberg. Le lendemain le colonel suivit son avant-garde avec dix-huit cents hommes et quelques pièces de campagne. On savoit les salines couvertes par un très-foible détachement d'infanterie hessoise, on se flattoit de l'enlever sant brûler une amorce; mais au grand étonnement des Français, ils trouvèrent sous les armes les Hessois qui, n'ayant reçu aucun ordre de se retirer, se préparoient à se bien

défendre. Vainement leur proposa-t-on de se rendre; sur leur refus il fallut les attaquer. Ils résistèrent avec courage; cependant sur le point d'être tournés, ils entreprirent une retraite qui se fit long-temps dans le meilleur ordre; ils auroient même échappé, s'ils eussent pu atteindre les hauteurs de Butzbach; mais coupés et investis par la cavalerie française, ils se rendirent prisonniers de guerre, après la plus glorieuse résistance, et avoir tué ou blessé beaucoup de Français. Le colonel Houchard s'empara d'une très-grande quantité de sel qui se trouva à Nauheim, et l'envoya sur des voitures du pays à Francfort et à Mayence, où, après en avoir prélevé la quantité nécessaire pour la consommation des troupes, on vendit le reste, qui procura une somme très-considérable. Le colonel Houchard s'occupa ensuite à lever des contributions, notamment sur l'abbaye d'Ilmenstadt: on enleva tout l'argent qui s'y trouva, et on prit des otages pour l'acquittement du reste.

Le 28 octobre, le fort de Kœnigstein fut rendu sans résistance aux Français, par quelques invalides des troupes mayançaises, qui n'étoient pas même approvisionnés. Cette petite forteresse, située dans le voisinage de Mayence et de Francfort, n'étoit pas sans importance, par sa position avantageuse, le peu de monde nécessaire pour la défendre, et son utilité, dans le cas où l'on voudroit se soutenir dans cette partie.

En se donnant autant de peine pour propager leurs opinions, les révolutionnaires qui entouraient et dirigeoient le général Custine, avoient un but: c'étoit de recueillir le fruit de leurs soins en bouleversant l'ancien gouvernement, afin d'y substituer le plutôt possible un régime qui mît les intrigans en possession des emplois qu'ils attendoient avec impatience. La plus grande difficulté consistoit à concilier leurs intérêts avec la promesse formelle donnée au peuple, de le laisser libre dans le choix de son gouvernement; et les moyens de l'amener à préférer celui qui lui seroit proposé. Afin de disposer les habitans à rejeter les anciennes institutions, on crut devoir ajouter aux insinuations particulières, la publication et les affiches avec

profusion d'une proclamation du général français. On indiqua ensuite l'assemblée des sections pour le 26 octobre; on les pressa alors de décider dans cette première séance, si elles vouloient adopter la Constitution française, s'en faire une nouvelle, ou conserver l'ancienne. Les gens sensés, frappés de la précipitation de cette mesure, demandèrent du temps pour discuter une matière aussi importante, et s'en rapportèrent au surplus à l'avis du corps des marchands, qui étoit la principale et la plus riche des communautés; celle-ci exprima à la pluralité des voix, le vœu de conserver l'union avec l'Empire et le gouvernement électoral, mais limité et mitigé par une augmentation d'influence de la part des états du pays; ainsi les clubistes furent, au moins pour le moment, trompés dans leurs espérances.

Le 27 octobre, le général Custine, après avoir visité à la droite du Rhin les travaux entrepris pour fortifier Cassel, et avoir ordonné d'augmenter le nombre des travailleurs de 2500 hommes, étoit parti pour Francfort. L'objet apparent de ce voyage étoit de hâter le paiement de la contribution imposée à cette ville; on pouvoit cependant y présumer d'autres motifs. Les troupes dont le général se fit suivre, un placard apporté de Mayence et affiché avec profusion, ayant pour but d'indisposer les indigens contre les classes aisées; l'accusation calomnieuse contre les commerçans de Francfort, de fabriquer de faux assignats, tout porte à soupçonner Custine d'avoir voulu couvrir l'iniquité de la contribution imposée aux Francfortois, en assurer la perception, et changer leur gouvernement, en excitant une sédition à laquelle le général auroit pris part, soit pour révolutionner la ville de force, soit pour la piller, en accusant les habitans de méditer l'assassinat des Français; mais personne n'ayant annoncé dans la ville le desir de changer de gouvernement, ni de troubler la tranquillité publique, Custine espéra plus de succès en allant tenter une mission civique dans le faubourg de Saxenhausen; vainement cependant y harangua-t-il les artisans et la populace; inutilement voulut-il leur peindre les avantages d'une liberté, dont ils jouissoient

long-temps avant les Français, il ne put même les engager à planter l'arbre de la liberté.

Après toutes ces ridicules et inutiles tentatives, le général Neuwinger ayant été payé à Francfort d'un million de florins, du 28 au 31 octobre, les otages furent rendus. De son côté, le général Custine après s'être vengé de ses mauvais succès dans Francfort en politique et en finances, en tirant deux sommes assez considérables de la poste impériale et du quartier des Juifs, revint à Mayence le 31. Le même jour le général Neuwinger quitta aussi Francfort, en y laissant vingt-cinq pièces de canon et quatre bataillons; le reste des troupes fut établi à Bergen et à Wilbel sur la Nida, pour soutenir le colonel Houchard qui étoit vers la Lahn, occupé à lever des contributions.

Dans ces circontances, le roi de Prusse et le landgrave de Hesse ramenoient de France à Coblentz, des forces assez considérables pour agir offensivement contre l'armée établie à Mayence et en avant de Francfort. Le général Custine dut craindre alors de se voir imputer, comme faute capitale, son refus de se porter sur la Moselle et surtout à Coblentz; il jugea donc à propos de se débarrasser au plutôt de cette responsabilité, en rejetant sur un autre des torts qui lui appartenoient uniquement, et il s'arrêta sur le général Kellermann. Il écrivit en conséquence le 31 octobre, une lettre au président de la Convention nationale, dans laquelle il dénonçoit Kellermann comme indigne du nom de général, plus indigne encore de diriger les forces de la République; et pour prouver des assertions aussi ridicules, il parloit de la facilité d'empêcher les Autrichiens d'atteindre Coblentz. Selon lui, les Hessois y étoient arrivés le 27, et Longwi avoit capitulé le 22, encore ne falloit-il pas, selon Custine, une armée pour prendre cette place; d'ailleurs, dès le 16, il avoit tracé au général Kellermann sa conduite, ses mouvemens, et s'il l'avoit cru, il auroit passé la Moselle et la Sarre, et se seroit rendu maître de Trèves et de Coblentz sans combat, y auroit pris tous les approvisionnemens des ennemis, et les auroit mis par-là dans l'impossibilité de se porter sur un pays sans magasins.

Les assertions contenues dans cette lettre, tissu d'impudence et de mauvaise foi, étoient suffisamment contredites par les faits dont on a rendu compte dans le chapitre précédent, et en donnant les détails des mouvemens de la nouvelle armée mise aux ordres du général Kellermann et de ceux des alliés; ils laissent cependant encore à discuter les principales assertions militaires de Custine. Selon lui, Kellermann, en passant la Moselle et la Sarre, pouvoit empêcher les Hessois et les Prussiens de gagner Trèves et Coblentz; mais comment y parvenir? Les Allemands se trouvoient entre ces places et l'armée de Kellermann, et avoient moins de chemin à faire pour y arriver; d'ailleurs le général français étoit obligé de suivre pas à pas une armée fort supérieure en nombre à la sienne, beaucoup plus manœuvrière, et qui, malgré la mauvaise saison et la dégradation des chemins, exécutoit sa retraite avec beaucoup d'ensemble et d'ordre. Chaque marche la conduisoit à un camp bien choisi, où elle étoit toujours prête à combattre, et où en l'attaquant, si la victoire se fût déclarée pour elle, le général Kellermann risquoit d'être écrasé d'abord, et par suite le général Custine. Comment aussi subvenir aux besoins de cette armée qui manquoit de tout? comment sur-tout la faire marcher sans subsistances? Or, il étoit impossible de s'en procurer dans cette partie, totalement épuisée depuis le commencement de la campagne, et où les Français ne pouvoient en conduire des départemens voisins, faute de matières et de moyens de transports. Les ennemis surmontèrent cette difficulté, en faisant transporter à l'avance de Luxembourg et de Coblentz, dans les lieux où ils devoient camper, la modique quantité de vivres dont ils avoient besoin pendant leur marche. Enfin les soldats français étoient excédés de fatigues, et si Kellermann eût exigé de leur faire dépasser la frontière, avant d'avoir pris du repos, il se seroit exposé à une révolte ou à une désertion qui auroit réduit à rien son armée, déjà très-affoiblie par les maladies qui commençoient à l'attaquer, et sur-tout par le départ des volontaires qui, dès l'instant où les ennemis eurent abandonné le territoire français, avoient exigé leur congé. Au reste, comment

concevoir la hardiesse du général Custine, d'oser inculper le général Kellermann, lui qui avoit refusé de venir le seconder quand il le pouvoit sans difficulté, et sur-tout qui, en négligeant d'occuper Coblentz, avoit conservé à l'ennemi commun un libre passage sur le Rhin, et des magasins dont il auroit été facile de s'emparer, pour les employer à la consommation de sa propre armée ?

On trouvera sans doute à propos, après avoir été révolté du charlatanisme du général Custine en rendant compte de ses succès, et de l'impudence de sa dénonciation, de voir l'analyse sous d'autres rapports de sa conduite militaire, et d'examiner si ses conquêtes présentoient réellement l'utilité qu'y appercevoit la Convention nationale et ses échos.

La soumission de Mayence étoit un avantage; mais beaucoup moins solide et moins important au succès du plan général de campagne, que la prise de Coblentz qui auroit donné les moyens de maîtriser le cours du Rhin, par la position inexpugnable d'Ehrenbreitstein; d'ailleurs cette conquête étoit infiniment facile, car la régence cédant à la crainte de tomber au pouvoir des Français, à titre de conquête, redoutant les excès qui pouvoient être motivés sur la protection accordée par l'électeur de Trèves aux princes et aux émigrés, avoit envoyé une députation au général Custine, pour lui proposer de lui livrer Coblentz, et de payer une contribution considérable. Quant au fort d'Ehrenbreitstein, il n'avoit ni une garnison, ni des approvisionnemens assez considérables pour se défendre long-temps, et il auroit suffi de menacer de traiter la ville avec rigueur, pour obtenir sa reddition; en outre aucun obstacle difficile ne s'opposoit sur les deux rives du Rhin, à la marche des Français, de Mayence à Coblentz. Rhinfeld, forteresse située sur la rive gauche, et appartenant au Landgrave de Hesse, avoit une garnison, mais trop foible et trop mal pourvue pour inquiéter les Français; elle n'auroit pas d'ailleurs tardé de se rendre, dès l'instant où l'on seroit entré dans Coblentz, qui ne pouvoit plus espérer d'être secouru par les Prussiens; ceux-ci étant occupés alors à sortir de France, suivis et harcelés par l'armée

du général Kellermann, affoiblis par les maladies et les fatigues d'une campagne pénible, retardés par le transport de leurs malades et de leurs bagages, à travers un pays montueux dans une saison rigoureuse, par des chemins entièrement détruits; ne sachant plus où se procurer des subsistances, dès l'instant où les Français se seroient emparés de leurs magasins dans Coblentz, exposés à la disette la plus affreuse dans un pays épuisé, et obligés alors de descendre le Rhin sur sa rive gauche, et de le passer pour rentrer en Allemagne, par Bonn, Cologne, Dusseldorf ou Wesel; retraite qui rendoit désormais très-difficile, avec l'empire, la communication des corps Autrichiens restés sur la Moselle, la Meuse et dans les Pays-Bas aux ordres des généraux Hohenlohe-Kirchberg, Clairfait et du duc de Saxe-Teschen qui, alors obligés de lutter à forces très-inférieures contre la plus grande partie de celles de la France, sans espoir d'obtenir aucun secours des Prussiens, réduits à réparer leurs pertes et à se rétablir de leurs fatigues en Westphalie, auroient probablement pris le parti de s'y retirer eux-mêmes, vivement poursuivis par les armées du Nord, de la Belgique, des Ardennes, de la Moselle, et trouvant sur leur flanc celle du Rhin. Dès lors cette campagne, si malheureusement commencée par les Français, auroit fini par mettre en leur pouvoir tout l'espace compris entre l'Océan et le Rhin, depuis Bâle jusqu'à son entrée sur le territoire des Provinces-Unies, dans lesquelles ils pouvoient d'ailleurs pénétrer avec facilité, soutenus et secondés par le parti patriotique ou anti-Stathoudérien. Telles étoient sans doute les considérations qui engageoient le général Dumourier à solliciter si instamment le Conseil exécutif, d'ordonner à Custine de se porter sans délai sur Coblentz. En se refusant à une démarche dictée par la raison de guerre et le bon sens, ce général permit d'attribuer le salut des armées allemandes, repoussées des frontières de France, à ses craintes, à son ineptie, à son insubordination, à ses vues étroites ou à sa pusillanimité. Le Conseil exécutif avoit senti parfaitement combien, en se jetant sur Mayence, sur Francfort, et s'obstinant à n'en plus sortir, Custine sacrifioit l'ensemble du plan de la cam-

pagne à des conquêtes qui, loin d'offrir des avantages durables, pourroient amener si non des disgraces postérieures bien méritées, du moins de grands inconvéniens militaires et politiques; ceux-ci ne tardèrent pas à se réaliser, car la pointe des Français dans l'empire, fournit au corps germanique un prétexte plausible pour prendre les armes contre la France, qui avoit violé la première la neutralité; ce qui occasionna le conclusum pris le 23 novembre à la Diète, par lequel on arrêtoit de mettre sur pié, le plus promptement possible, le triple du contingent militaire ordinaire, et d'accélérer les autres préparatifs de guerre. Malheureusement la Convention nationale, éblouie par l'éclat des conquêtes et séduite par l'appât des contributions, en applaudissant aux prétendus hauts-faits d'armes du général Custine, et encourageant la multitude à le placer au-dessus des plus grands héros, exhalta l'opinion publique au point de mettre les ministres dans l'impossibilité de la combattre, et d'oser ramener à des vues et à des démarches plus avantageuses et plus sages le général Custine, qui ne tarda pas à payer bien cher cet éclair de faveur populaire.

A l'époque où Custine dénonçoit le général Kellermann, pour n'avoir pas devancé à Coblentz les Prussiens, il les représentoit en trop petit nombre pour s'opposer à cette entreprise; mais dès l'instant où ces mêmes Prussiens furent arrivés à Coblentz, grace à la conduite anti-civique et anti-militaire de Custine, celui-ci, changeant de langage, peignit, dans ses dépêches, les Prussiens beaucoup plus nombreux qu'ils ne l'étoient réellement, et fit craindre, si on ne lui envoyoit très-promptement des renforts suffisans, de ne pouvoir se soutenir à la droite du Rhin; il prenoit en même temps la précaution d'insinuer la possibilité de tirer du Haut-Rhin, où il n'y avoit, assuroit-il, rien à craindre, environ douze mille hommes; à la vérité, par cet arrangement, le général Biron restoit à-peu-près sans troupes, ce qui entroit assez naturellement dans les calculs de Custine qui rapportoit tout à lui et à son utilité. Le Conseil exécutif, toujours maîtrisé par l'opinion publique, fut obligé de céder dans cette circonstance; il nomma alors, comme on l'a dit, le général Beurnon-

ville pour remplacer Kellermann à l'armée de la Moselle, et envoya ordre au général Biron de faire passer douze mille hommes au général Custine, et davantage s'il le pouvoit, et si cela devenoit nécessaire.

A la réception de cet ordre, le général Biron se borna à écrire au ministre que, dès cet instant, il devoit cesser d'être responsable de la sureté du Haut-Rhin, toutes les troupes qui y étoient employées ayant été mises à la disposition d'un autre; et sur-le-champ il fit partir, sous le commandement du général Van-Helden, les douze mille hommes qui, pour le moment, parurent suffisans au général Custine, lequel dégarnit en même temps Strasbourg et Landau de leur grosse artillerie pour la faire conduire à Mayence, où il y en avoit assez; bisarre précaution qui lui fut reprochée dans l'acte d'accusation, dont il devint l'objet dans la suite.

Le 1^er^ novembre, une avant-garde prussienne étoit arrivée à Coblentz, où toute l'armée s'étoit réunie le 4; d'un autre côté, les Hessois s'étoient empressés de reprendre le chemin de la Hesse, où le Landgrave, indépendamment des troupes qu'il avoit déjà sur pié, faisoit de nouvelles levées et rassembloit les chasseurs de ses forêts, excellents tireurs, très-utiles dans la petite guerre. Le général Custine, encore persuadé alors de la foiblesse de l'armée prussienne, et de l'impossibilité où elle étoit de former de long-temps aucune entreprise ni de l'inquiéter dans sa position, refusa de nouveau d'écouter le conseil très-sage de s'emparer de Hanau; mesure sans doute un peu tardive, mais qui assuroit des avantages qui ne pouvoient être suppléés par la possession de Francfort, place moins forte et d'une défense moins aisée, en raison de son étendue.

Cependant les clubistes de Mayence continuoient à recruter des partisans et à propager leur doctrine, pour déterminer les Mayençais à adopter la constitution de la France; mais leurs discours, écoutés d'abord avec intérêt et avidité, commencèrent à perdre de leur crédit, dès l'instant où l'on eut découvert que Custine soudoyoit les orateurs, et en payoit quelques-uns, à raison de leur talent, jusqu'à cent

écus par mois. D'autre part, le 31 octobre, un nommé Linnings qui avoit osé monter à la tribune, pour peindre aux habitans les dangers d'abandonner la constitution de l'Empire, avoit été couvert d'applaudissemens par la majorité de l'assemblée. Vainement les matadors du club avoient-ils fait considérer ce discours comme le symptôme d'une révolte; vainement le général s'étoit-il décidé alors à désarmer tous les Mayençais; inutilement ensuite avoit-il eu recours, pour se disculper de toutes ses mesures vexatoires, à son moyen favori, en répandant une proclamation; elle avoit produit très-peu de sensation. Ses inconséquences commençoient à dégoûter les *Allemands* de la domination française, et le mécontentement avoit reçu beaucoup d'accroissement, par une autre proclamation, dans laquelle le général tâchoit de pallier le parti qu'il venoit de prendre, de s'emparer des magasins de bois et de sel, sous le prétexte des besoins de la garnison qui couroit le risque, assuroit-il, de manquer de l'un et de l'autre de ces objets, si l'on eût négligé cette précaution.

Au reste, Custine tâchoit d'oublier ses tracasseries et même ses projets militaires, en faisant bonne chaire et en buvant les meilleurs vins de l'Electeur, lorsque les Prussiens vinrent l'arracher à ses occupations bachiques, gastronomiques, civiques et politiques, en détruisant la fausse opinion à laquelle il tenoit le plus, relativement au délabrement de leur armée. Toujours plein de la même idée, il croyoit les Prussiens uniquement occupés à prendre des quartiers d'hiver à la droite du Rhin, pour s'y reposer et réparer leurs pertes. Quant aux préparatifs du landgrave de Hesse, il les croyoit uniquement destinés à couvrir ses états. Cependant le 7 novembre, ses espions vinrent lui faire part des mouvemens des troupes prussiennes. Après avoir laissé dans Coblentz une garnison suffisante, aux ordres du général Courbière, les Prussiens s'étoient approchés de la Lahn, dans l'intention sans doute de passer à sa rive gauche, et de s'y étendre de Nassau à Wetzlar, les Hessois occupant Giessen. Retenu par les plaisirs à Mayence, le général français traita d'abord cette démarche d'insignifiante; mais sur de nouveaux avis, quelques officiers lui ayant fait

sentir la nécessité de se mettre au moins en mesure de disputer le passage de la Lahn, et les inconvéniens auxquels il s'exposoit en négligeant cette précaution, dont le moindre seroit de se voir très-resserré; par un ennemi dont il affectoit trop de mépriser les forces, il manda alors au colonel Houchard de réunir tous ses détachemens pour se porter sur Limbourg, alors occupé par un corps d'infanterie et de hussards prussiens, commandés par le général d'Eben. En même temps, il ordonna au général Meunier de s'approcher de la Lahn avec quelques troupes, pour soutenir Houchard. Ces différens corps réunis pouvoient monter à neuf ou dix mille hommes. Ainsi Bergen, Friedberg, Nauheim et plusieurs autres cantonnemens furent évacués par les Français, qui conservèrent cependant à la gauche du Rhin un corps sur la Nahe, pour observer les Autrichiens qui étoient dans le Hunsdruck. Custine partit de Mayence le même jour 8, avec le général Neuwinger et environ neuf mille hommes, portés à douze par la réunion des troupes répandues à Kœnigstein et dans les cantonnemens voisins, soit même à Francfort. Il campa en avant de Kœnigstein, et affecta de faire publier son plan, de se porter au-dessus de la droite du colonel Houchard, afin de tourner et d'attaquer la gauche des Prussiens.

Arrivé le 9 novembre devant Limbourg, Houchard exécuta avec vigueur et intelligence l'opération dont il étoit chargé; les Prussiens se croyant à l'abri de toute attaque, se gardoient avec peu de précautions; beaucoup de soldats avoient même démonté leurs armes pour les nettoyer. Cependant à la vue des Français, ils s'étoient promptement rassemblés en avant de Limbourg; mais exposé à l'artillerie déjà en batterie, malgré une charge très-vive de leurs hussards, ils furent contraints, après une heure de résistance, de rentrer dans Limbourg, où les Français les ayant serrés de près, ils furent encore obligés de l'abandonner pour se retirer à Montabaur. Houchard entra alors dans la ville et la couvrit par divers postes à la gauche de la Lahn, dont des détachemens qui parcoururent au-dessus et au-dessous de la ville la même rive, ne trouvèrent aucun ennemi.

En même temps le général Custine s'avançoit de Kœnigstein à Usin-

gen, afin, disoit-il, d'attaquer la gauche des Prussiens, au moment où le colonel Houchard attaquoit leur droite; mais tout se réduisit au léger succès du colonel, Custine n'ayant pas apperçu qu'il pouvoit profiter du combat de Limbourg, pour faire occuper avec intelligence les gorges qui sont au-delà de cette ville; mesure qui eût gêné les mouvemens ultérieurs des Prussiens, et leur réunion avec les troupes hessoises, qui avoient rétrogadé de Giessen à Marbourg, après le combat de Limbourg. Le général français se borna donc à tirer des fourrages, des contributions et des ôtages des environs de la Lahn. Le prince de Nassau-Weilbourg fut le plus vexé; on en vint jusqu'à prendre chez lui des armes et des canons, qui furent impudemment montrés à Mayence, comme des trophées enlevés, disoit-on, aux Prussiens.

Peu de jours après ces événemens, le 13 novembre, le général Van-Helden étant arrivé à Mayence avec les douze mille hommes venant du Haut-Rhin, on lui avoit enjoint de prendre le même jour, avec une partie de ses troupes, la route de Hochst, pour se trouver le lendemain 14, à la pointe du jour, à Francfort, afin d'en remplacer la garnison et de prendre le commandement de cette ville, qui fut alors occupée par un bataillon de troupes de ligne, trois bataillons de volontaires nationaux et soixante cavaliers de recrues, le tout montant au plus à deux mille deux cents hommes.

Bientôt après, le général Custine fut obligé de revenir entièrement de la fausse persuasion où il étoit, du dessein des Prussiens de prendre du repos, sur-tout après l'échec de Limbourg. En apprenant, par ses espions, leur rassemblement vers Montabaur, où ils occupoient des cantonnemens trop resserrés pour pouvoir y passer l'hiver, les mouvemens des Hessois indiquoient d'ailleurs un plan combiné avec les Prussiens. Tous ces indices déterminèrent alors Custine à renoncer au projet de défendre la Lahn, pour se borner à celui de couvrir Mayence; en conséquence, le 17 novembre, il rétrograda d'Usingen à Hombourg, d'où il alla reconnoître le terrein qui, de la droite du Mein au confluent de la Nida, se prolonge vers une chaîne de hauteurs

qui s'étend assez loin de chaque côté d'Ober-Ursel; il ordonna ensuite d'élever des retranchemens le long de ce front, et sur-tout d'en appuyer solidement la gauche. Francfort et Hombourg, places en avant des deux flancs, étoient deux points avancés, susceptibles de fortifier cette position et de la rendre très-respectable, si au lieu de disperser les troupes dans les villages, où elles se trouvoient trop éloignées des lignes de défense, la saison eût permis de les camper auprès. Au reste, préférant à une résistance personnelle, de se débarrasser des Prussiens par une diversion, le général Custine, qui ne trouvoit rien d'impossible quand il ne se chargeoit pas d'exécuter, manda au général Beurnonville, de passer sur le corps des Autrichiens qui défendoient les hauteurs et les gorges du pays de Trèves, d'arriver sur les bords du Rhin à Coblentz, de traverser ce fleuve et de mettre les Prussiens entre deux feux, afin de lui assurer une victoire glorieuse et sur-tout facile; mais des soins politiques qui rappelèrent Custine à Mayence, lui firent perdre de vue, pour quelques jours, ces idées gigantesques et ridicules.

Les clubistes ayant travaillé sans succès à convaincre les Mayençais des avantages du gouvernement populaire, persuadèrent au général de remplacer la régence actuelle par une administration provisoire, semblable à celle établie dans les départemens en France. Il adopta sans peine cette opinion, et fixa l'installation de la nouvelle administration au 19 novembre. Un nommé Dorsch en fut nommé président; son autorité devoit s'étendre sur le temporel et le spirituel.

Après cette grande opération, la situation de la partie militaire rappela le général Custine à son armée; son inquiétude étoit journellement augmentée, par les nouvelles qui s'accordoient toutes à annoncer la prompte exécution d'un plan combiné entre les Prussiens et les Hessois. Ce plan n'étoit pas difficile à pénétrer; il devoit se borner, pour le moment, à forcer les Français de sortir de Francfort, et à les resserrer de manière à les obliger de repasser à la rive gauche du Rhin. Cependant le général français ne s'arrêtoit à aucune idée; aujourd'hui il vouloit marcher à l'ennemi, demain il trouvoit

préférable de l'attendre dans une position avantageuse reconnue et fortifiée d'avance; quelquefois il parloit de se replier à Mayence; mais il paroissoit toujours persuadé de la possibilité, pour le général Beurnonville, sinon de forcer, du moins de tourner les Autrichiens postés dans les gorges des environs de Trèves, pour venir le tirer d'embarras par une diversion ou une jonction. Quant aux deux partis entre lesquels le général Custine pouvoit choisir, avec de l'audace et de l'habilité, on auroit pu tenter de tomber sur les Prussiens et de les combattre, sans leur laisser le temps de rassembler toutes leurs forces et de se joindre aux Hessois. Remportoit-on la victoire, elle réduisoit l'ennemi à ne pouvoir former de long-temps aucune entreprise; et peut-être décidoit-elle les Prussiens à conclure la paix: étoit-on battu, au contraire, Mayence offroit une retraite assurée. Les ouvrages commencés à Cassel étoient encore imparfaits, il est vrai, mais ils avoient déjà assez de consistance pour couvrir la place à la droite du Rhin, et on pouvoit les achever avant d'être exposé à soutenir un siége, les ennemis n'étant pourvus encore, ni de grosse artillerie, ni de tous les moyens pour l'entreprendre. Quant au parti de se replier sur Mayence sans combattre, c'étoit le plus facile et le plus sûr, mais il ne présentoit aucun moyen de se faire valoir, et sous ce rapport il déplaisoit à Custine.

Cependant, le 25 novembre, l'armée prussienne s'étoit mise en mouvement sur quatre colonnes. Les deux de la droite, aux ordres du prince de Hohenlohe-Ingelfingen, en partant de Coblentz, avoient d'abord côtoyé les deux rives du Rhin; la première se portant sur Rhinfels et la seconde sur Nastetten, afin de contenir les troupes qui couvroient Mayence; la troisième, conduite par le général Kalckstein, avec le roi de Prusse en personne, marcha sur Limbourg pour se rendre à Hombourg par Esch; enfin la quatrième, commandée par le général Kalckreuth, marcha par Butzbach pour y joindre les Hessois, et s'avancer ensuite avec eux par Friedberg sur Wilbel et Bergen.

Ces mesures indiquoient trop clairement les projets des ennemis,

pour laisser le général français dans l'incertitude, aussi, le 25 au matin, se replia-t-il, de Hombourg, entre Hochst et Kœnigstein, plaçant son quartier-général dans la première de ces villes, et établissant son armée sur les bords de la Nida, depuis son confluent dans le Mein, au-dessus de Hochst, jusqu'à Ober-Ursel. On avoit élevé des retranchemens sur la croupe de la hauteur qui domine ce village; il formoit l'angle de cette position, dont la gauche se replioit en arrière dans la direction de Kœnigstein. Dès le 24, on avoit commencé à former un parc d'artillerie à Hochst, où le général avoit fait conduire, le 25, le canon, les munitions et les artilleurs qui étoient à Francfort.

Les militaires les plus éclairés ne pouvoient expliquer, d'une manière satisfaisante, la conduite du général Custine. Avoit-il, comme il le disoit, l'intention de combattre les Prussiens? Pourquoi reculer quand ils avançoient? Vouloit-il conserver Francfort? Pourquoi ne pas le faire occuper en force, ou le couvrir immédiatement avec son armée, ou du moins y appuyer une de ses ailes, et mettre ainsi cette ville dans l'impossibilité d'être attaquée, à moins que les Français n'eussent été complètement battus? Enfin ce général vouloit-il abandonner Francfort? Alors, pourquoi différoit-il à repasser le Rhin, pour retourner à Mayence et soulager les troupes, qui souffroient des fatigues excessives, dans une saison aussi fâcheuse. On soupçonna alors Custine d'être conduit par un sentiment de vaine gloire, et quelques personnes ne lui accordant ni assez d'intrépidité, ni assez de talent pour risquer de se compromettre avec l'armée prussienne, ne doutoient pas de sa résolution de se retirer à Mayence sans combattre, mais avec le projet de tromper l'opinion publique sur ses vrais motifs, en se ménageant les moyens de pouvoir rejeter le blâme de sa retraite sur un autre, et de l'accuser de l'avoir privé seul d'une victoire éclatante et certaine, par impéritie ou par trahison.

Sur ces entrefaites, le général Custine étant allé faire une course à Mayence, et y ayant reçu, le 27, la confirmation de la marche des Prussiens contre l'armée française, il s'empressa d'écrire de sa

propre main au général Van-Helden, chargé de la défense de Francfort, sans canons et sans assez de troupes : *En cas d'attaque, forcez le magistrat à laisser prendre dans l'arsenal de la ville, l'artillerie et les munitions nécessaires pour votre défense ; désarmez même la garde bourgeoise, si vous le croyez utile : je prends sur moi la responsabilité.* Après des recommandations aussi singulières, Custine retourna à Hochst, d'où il écrivit encore à-peu-près sur le même ton au général Van-Helden : « Les Prussiens marchent sur moi de toutes » parts ; il ont le projet de m'attaquer, et moi de me défendre; quant » à vous, soyez maître de la manœuvre des eaux, pour n'être pas mis » à sec ; faites coucher vos troupes habillées, et faites connoître à » chaque soldat l'endroit du rempart où il doit combattre ; sachez » où vous devez placer vos canons, et emparez-vous de vive force » de la clé de l'arsenal, pour y prendre l'artillerie nécessaire, à l'ins- » tant de l'arrivée de l'ennemi ; ne vous laissez pas forcer tout le » temps où je tiendrai dans ma position ; faites enlever deux cents » voitures dans le pays de Darmstadt, sur la rive gauche du Mein, » ou du pays de Mayence, et envoyez-les-moi sur-le-champ à » Hochst. En cas de retraite forcée de ma part, vous en serez pré- » venu ; et alors, sans en prévenir personne, et en faisant les demons- » trations de vouloir soutenir un siége, après avoir laissé dix hommes » à chaque porte, pour empêcher de les ouvrir, vous sortirez par » Saxenhausen, et vous vous dirigerez sur Oppenheim, où vous » resterez et commanderez. Suppléez, au reste, à ce qui seroit resté » imprévu de ma part ».

A des lettres aussi absurdes et aussi incohérentes, le général Van-Helden répondoit, en observant au général en chef, l'impossibilité de pouvoir en imposer aux ennemis, avec trois bataillons, deux canons, vingt coups à tirer par homme, des fossés trop peu profonds pour n'être pas franchis sans obstacles, et enfin la population nombreuse de Francfort, qui pouvoit très-naturellement s'insurger, contre une garnison hors d'état de lui en imposer, soit pour favoriser les ennemis, soit pour empêcher de forcer l'arsenal, soit pour s'opposer au désar-

ment de la bourgeoisie. Ces représentations, infiniment raisonnables, furent reçues par Custine avec insouciance et dédain.

Cependant, le 28, la colonne où se trouvoit le roi de Prusse en personne étoit arrivée à Hombourg, et celle du général Kalckreuth s'étant emparée de Bergen et de Wilbel, il avoit fait ses dispositions pour passer le Mein à Rumpersheim, entre Hanau et Offenbach, d'où il avoit envoyé un officier à Francfort, pour sommer le général Van-Helden de lui remettre la ville, et de se rendre prisonnier de guerre, avec sa garnison. Van-Helden ayant exprimé au général Kalckreuth son refus de souscrire à des propositions aussi honteuses, avoit fait passer en même temps copie de la sommation au général Custine, qui crut devoir se permettre d'écrire lui-même au général prussien une lettre, dont la jactance la plus déplacée et la plus triviale plaisanterie faisoit le fond; cette lettre néanmoins trompa le général Kalckreuth qui, croyant les Français décidés à combattre, jugea dangereux de rien entreprendre avant la réunion des différens corps prussiens; en conséquence il laissa les Hessois à Wilbel et à Bergen, et alla le 29, avec le reste de ses forces, joindre le roi de Prusse à Hombourg. Le 30 le prince de Hohenlohe-Ingelfingen avoit aussi effectué sa jonction en venant se poster en avant d'Usingen.

Pendant cette espèce de répit, le général Custine alloit, venoit, écrivoit, faisoit agir, se contredisoit, donnoit des ordres, les révoquoit et s'agitoit en tout sens, afin de déterminer Van-Helden à évacuer Francfort de lui-même, sans pouvoir accuser le général en chef de lui en avoir donné l'ordre; cependant la conduite inexplicable de Custine fit suspecter sa bonne foi à Van-Helden, qui prit alors la résolution de se tenir sur ses gardes, et continua, dans toutes ses réponses, à soutenir la défense de Francfort impraticable; à quoi l'on se bornoit à lui recommander, sang-froid, calme, tranquillité, nerf et courage. Au reste, malgré tous les détails dans lesquels étoit entré le commandant de Francfort, sur les obstacles multipliés qui se rencontroient pour le défendre, il n'avoit pris aucune des précautions nécessaires contre une surprise, ou même pour empêcher

les habitans de chasser les Français; aussi les ennemis, parfaitement informés, se déterminèrent-ils à attaquer la ville, d'après les négligences du général et ses mauvaises dispositions militaires.

En conséquence, le général Kalckreuth envoya sommer de nouveau Van-Helden; celui-ci ayant répondu qu'il avoit ordre de se défendre, fut informé le lendemain de la marche des ennemis, de Hombourg sur Bonames et Eschersheim; dès-lors il envoya différens messages au général Custine, pour l'informer de l'approche des Allemands. Le porteur de la quatrième dépêche, avoit vu trois corps ennemis masquer déjà les portes d'Essenheim, de Friedberg, de tous les Saints, et un quatrième corps passer le Mein entre Hanau et Francfort, et se diriger sur le faubourg de Saxenhausen. Il y avoit à la porte de ce faubourg un bataillon français d'environ mille hommes, dont six cent cinquante-huit réussirent à s'échapper et à rejoindre l'armée: il resta donc alors, pour défendre la place, une garnison d'environ treize cents hommes, avec deux canons.

Vers neuf heures, les Allemands s'approchèrent, et le feu commença à la porte Neuve; l'opinion d'une foible résistance devint funeste aux ennemis qui, s'étant présentés à découvert, étoient tirés sans danger du rempart, comme à la cible, et éprouvèrent une grande perte; mais dès l'instant où les portes eurent été forcées et ouvertes, la chance tourna contre la garnison. Déjà les boulets et les obus qui tomboient dans les rues, ayant fait craindre un incendie, dans une ville où toutes les possessions consistent en maisons et en magasins remplis de l'unique propriété des habitans, les juifs, les ouvriers et tous les gens de cette trempe, s'étoient attroupés; bientôt cette multitude se soulève et crie *à la trahison*, se plaint de la perfidie du général Custine, qui avoit promis, le 29 novembre, d'évacuer la ville, et qui, le 1^er^ décembre, l'exposoit à être ruinée par la résistance de la garnison; on trouble les arrangemens de défense des Français, on les arrête dans les rues, on brise les affûts de leurs canons, on s'oppose à la marche de la réserve, on ouvre les portes aux ennemis, ils entrent furieux d'avoir perdu au moins trois

cents hommes sous les remparts; ils se joignent à la multitude, et se mettent à poursuivre dans les rues les soldats français, qui sont réduits à se défendre avec leurs baïonnettes, ayant usé toutes leurs cartouches. Le général Van-Helden songe alors à envoyer un trompette aux ennemis, pour demander à capituler : il n'étoit plus temps, ils étoient maîtres de la ville; heureusement les magistrats s'occupent de ramener l'ordre et le calme. Ils font parcourir les différens quartiers par des députés qui, au risque de leur vie, appaisent la fureur des soldats allemands, contiennent les citoyens, réfugient les Français, et s'adressent au roi de Prusse qui venait d'entrer dans la ville, et qui fait cesser la poursuite contre la garnison, qui eut quarante-un hommes tués, cent trente-neuf blessés, dont dix-neuf moururent, et onze cent cinquante prisonniers. Au bruit de l'artillerie dirigée contre Francfort, le général Neuwinger fut chargé d'y marcher avec sept ou huit mille hommes; mais la résistance avoit trop peu duré; ce secours fut obligé de rétrograder, ayant appris en chemin l'entrée dans la ville du roi de Prusse, qui en sortit presqu'aussitôt pour aller rejoindre son armée.

Après la prise de Francfort, les Allemands marchèrent de Bonames et d'Eschersheim contre le général Neuwinger, posté en avant de Bockenheim; il y eut de part et d'autre une canonnade assez vive qui dura jusqu'à la nuit, à l'approche de laquelle le général français se retira en bon ordre sur Rodelheim et la Nida; et dès l'instant où l'obscurité put cacher ses mouvemens, il passa la rivière, fit rompre les ponts, et se replia sur le camp de Hochst. Cette position assez avantageuse, avoit d'abord été choisie par le général Custine, pour lui servir, disoit-il, de champ de bataille; il ne jugea pas néanmoins à propos de courir le hazard d'un combat qui auroit probablement eu lieu le lendemain. Oubliant toutes ses fanfaronnades, après avoir perdu très-imprudemment dans Francfort douze ou treize cents hommes, morts, blessés ou fait prisonniers, avoir passé inutilement beaucoup de temps dans le camp de Hochst, Custine ordonna à son armée de décamper la nuit du 2 au 3 décembre, et de reprendre le

chemin de Cassel et de Mayence, abandonnant tout le pays sur la rive droite du Rhin, à l'exception du fort de Kœnigstein, de Hocheim, de Costheim et de Cassel, où on laissa en cantonnement quelques troupes faciles à soutenir au besoin.

En même temps que le roi de Prusse faisoit attaquer Francfort, le prince de Hohenlohe, qui commandoit la division de droite de son armée, marchoit à Ober-Ursel; le colonel Houchard, qui y étoit retranché, convaincu du danger et de l'inutilité de s'y défendre contre un ennemi aussi supérieur, se replia successivement sur Kromberg et Sulzbach, d'où il alla rejoindre l'armée à Mayence.

Le 3 décembre, l'armée allemande voulut poursuivre les Français, mais il n'étoit plus possible de les atteindre; le roi de Prusse se borna alors à bloquer Kœnigsteim, en occupant les lieux environnans, et distribua le reste de ses forces dans des cantonnemens très-resserrés, et les plus voisins possible de Mayence, pour empêcher les Français de s'étendre de nouveau sur la rive droite du Rhin. La droite, aux ordres du prince de Hohenlohe, occupa Bibrich et Mosbach; le centre et la gauche furent répartis dans les nombreux villages compris entre le Mein, Flersheim, Wickert et Erlenheim. Les troupes du landgrave de Hesse-Darmstadt, qui avoient joint les Prussiens près de Butzbach, couvrirent son propre pays, entre la gauche du Mein et Grinsheim, près de la rive droite du Rhin. Cette dernière position permettoit d'intercepter, ou du moins de rendre très-difficiles les transports qu'on pouvoit tenter de faire descendre à Mayence par le fleuve. On éleva plusieurs redoutes entre Wickert et Flersheim, et on y établit de fortes batteries; d'ailleurs le rapprochement des quartiers ennemis permettoit de réunir très-promptement l'armée, dans le cas où les Français voudroient faire quelques tentatives contre elle.

Après avoir quitté brusquement et sans le moindre effort de la part des ennemis, la position de Hoehst, dans laquelle le général Custine avoit promis de braver toutes les forces de l'Empire, après avoir laissé prendre sous ses yeux Francfort, et s'être retiré précipitamment à Mayence, il lui eût été difficile de faire concorder une

fin de campagne aussi humiliante, avec ses jactances et ses magnifiques promesses de succès infaillibles; il fallut donc se créer des excuses, et une justification au moins spécieuse: il crut en trouver les moyens dans des imputations calomnieuses contre le général Van-Helden et les habitans de Francfort: en conséquence, dès le 5 décembre, il avoit adressé au ministre de la guerre, un journal rempli de faits faux et improbables; c'étoit d'abord un plan emphatique de *ses projets* et de ses *dispositions savantes*, qui auroient été couronnés du succès le plus complet, si le commandant et les habitans de Francfort eussent fait leur devoir; c'étoit ensuite un tableau très-enluminé de ce qui s'étoit passé entre les armées françaises et allemandes, pendant le reste de la journée du 2 décembre; il entroit même impudemment dans le détail de manœuvres forgées à loisir depuis son retour à Mayence. Ce ramas d'absurdités et d'iniquités mensongères, avoit besoin d'être cru; le général Custine se flatta de réussir, en écrivant à la Convention nationale, une lettre non moins pleine de fausseté évidentes, d'exagérations absurdes et de mensonges grossiers; là c'étoit l'assassinat à coups de couteaux, de trois cents soldats français par les habitans de Francfort, quoique quarante-un seulement eussent perdu la vie sur les remparts; ici c'étoit des charpentiers arrivés de Nassau, exprès pour ouvrir les portes aux ennemis, et ces hommes n'avoient pas plus été mis en usage que les prétendus dix mille couteaux. Dans un autre endroit, il faisoit attaquer la place par des Autrichiens, et il n'y avoit aucun autrichien dans l'armée; enfin il finissoit par tuer quatre mille deux cents Prussiens, et le nombre des hommes tués devant Francfort se montoit à peine à trois cents, et c'étoient des Hessois et non des Prussiens.

Ce dégoûtant tissu de calomnies et de mensonges ne contribua pas peu à confirmer les hommes clairvoyans, dans l'idée du penchant du général Custine à la forfanterie et à l'imposture; d'un autre côté, dès l'instant où les magistrats de Francfort furent instruits de toutes les inculpations odieuses dont ce général les chargeoit, ils s'empressèrent de recueillir les dépositions des blessés, celles des prisonniers,

et de promettre mille louis à quiconque administreroit la preuve d'un seul assassinat ; enfin la vérité triompha, l'innocence des habitans de Francfort fut reconnue, et les députés de cette ville, d'abord arrêtés à Paris, mis en liberté.

Le premier soin du général Custine, en rentrant dans Mayence, fut de renforcer les postes de la rive gauche du Rhin, de Bingen à Franckenthal (1). Il y employa la plus grande partie de ses forces, se bornant à conserver pour Cassel et Mayence environ dix mille hommes. Les Prussiens lui inspiroient alors une terreur pusillanime, et il cachoit mal la crainte de les voir passer le Rhin, pour lui couper, par Oppenheim, sa communication avec l'Alsace. Persuadé cependant d'avoir pris, pour le moment, des précautions suffisantes pour la sureté de la place, Custine voulut s'occuper d'objets intérieurs et civils. Après avoir chargé l'administration de surveiller et de contenir les malveillans, qui étoient en grand nombre et s'agitoient, afin de s'assurer de nouvelles ressources, il songea à tirer parti des effets déposés dans Mayence par les émigrés français, lors de leur évasion précipitée à l'époque de la reddition de la ville. En conséquence on enjoignit à tous les particuliers dépositaires, de livrer, sous peine d'une amende de cinq cents florins, les effets qui leur avoient été confiés. On s'attendoit sans doute à en retirer des sommes considérables, mais le général et ses agens furent frustrés dans leur attente. La vente de quelques malles pleines de linge et d'habillemens, produisit très-peu d'argent. On espéra se dédommager sur le mobilier laissé par l'Electeur, dans son palais de Mayence et à la Favorite, sa maison de campagne; et malgré les promesses les plus formelles de respecter les propriétés, on en afficha la vente. Les effets les plus précieux avoient déjà été pillés, et on adjugea le surplus à vil prix, au très-petit nombre d'acheteurs qui osa se présenter; on accusa même alors le général Custine de s'être approprié, avant la vente, les objets qui se trouvèrent à sa convenance; mais on ne le croit pas, car il étoit plutôt dissipateur que cupide.

(1) Voyez, tome III, la Carte du Cours du Rhin, n° 3.

On venoit de recevoir à cette époque les décrets de la Convention qui réunissoient les pays conquis au corps de la République française. Les membres du club et des nouvelles administrations se répandirent à cette occasion en grands témoignages de reconnoissance; mais cet exemple ne fut suivi par aucun autre habitant. Quelques jours auparavant, les mêmes hommes avoient déjà échoué dans des recherches sur l'opinion relative aux principes de la liberté; des émissaires d'une fidélité éprouvée s'étoient répandus dans les campagnes et dans la ville, avec des registres sur lesquels on devoit signer, pour exprimer sa volonté sur le changement de l'ancien gouvernement ou sa conservation. Et les révolutionnaires, à leur grand chagrin, avoient acquis la preuve incontestable d'une effrayante minorité en faveur de leur opinion.

Pendant toutes ces démarches fausses et inconvenantes, les Prussiens, qui avoient attaqué sans succès, le 8, le fort de Kœnigstein, attaquèrent le 14 le poste de Hocheim, et tuèrent, blessèrent ou prirent la plupart des soldats qui l'occupoient; le reste se sauva à Cassel. Le général Custine avoit commis une faute en abandonnant un corps assez nombreux dans un poste peu important, et qui n'auroit dû être regardé que comme l'emplacement d'une foible garde avancée. Après la prise de Hocheim, les Français se trouvoient resserrés à la droite du Rhin, sur une petite langue de terre très-étroite, de Costheim à Bibrich. Dès-lors Custine craignant de voir bientôt les ennemis attaquer Mayence, mit la ville en état de siége; mesure qui, d'après les lois françaises, transmettoit tout le pouvoir à la seule autorité militaire. On s'occupa dès cet instant de différens travaux, entre autres, derrière la Favorite, d'une batterie de deux pièces de canon qui enfiloient l'embouchure du Mein; de deux batterie flottantes, l'une placée entre les ouvrages extérieurs de Cassel et le retranchement de Saint-Alban, l'autre entre le confluent du Mein et la Favorite. On éleva aussi à la pointe de l'île de Saint-Pierre un retranchement, pour contenir deux pièces de canon. Les glaces qui couvroient le Rhin ayant forcé de replier le pont, on destina

trois grands bateaux à entretenir la communication entre Mayence et le camp retranché de Cassel, en avant des fossés duquel, outre les palissades, on avoit formé un abattis très-épais. On s'occupa en même temps à rassembler des approvisionnemens considérables de subsistance, et le général fit afficher sa volonté de résister jusqu'à la dernière extrémité, et de faire pendre sur-le-champ quiconque oseroit parler de la reddition de Cassel ou de Mayence.

Il arriva alors dans cette ville, le 10 décembre, en qualité de commissaires de la Convention, trois de ses membres, Rewbel, Haussemann et Merlin de Thionville. Après les avoir reçus avec tous les honneurs militaires, le général Custine voulut leur donner un échantillon de ses connoissances et de ses succès guerriers, dans l'espoir sans doute d'effacer par un haut fait d'armes ses derniers désastres. Le 2 janvier, huit bataillons avec douze pièces de canon aux ordres des généraux Houchard et Sedillot, qui se partagèrent ces forces, marchèrent à Costheim et à Hocheim ; ils occupèrent sans obstacles ces postes qui n'étoient pas gardés ; mais les Prussiens, qui ne vouloient pas y laisser les Français, profitèrent de la nuit du 5 au 6, pendant laquelle il tomboit beaucoup de neige, pour les surprendre. Une colonne prend le village de Hocheim à revers, une autre l'attaque de front. Le général Sedillot est enveloppé; il se fait jour cependant et se retire sur Cassel, mais il laisse cinq cents hommes sur le champ de bataille, et les douze pièces de canon sont perdues. Le général Houchard qui n'avoit point été attaqué, regagna de son côté heureusement Cassel. Après cette malheureuse action, dont le succès n'auroit procuré aucun avantage, et qui augmenta les revers de la fin de cette campagne, les ennemis prirent leurs cantonnemens.

(1) L'armée du général Beaulieu et le corps du prince de Hohenlohe-Kirchberg occupoient le duché de Luxembourg, l'électorat de Trèves et les bords de la Sarre jusqu'à Saarbruck. L'armée du prince de Saxe-Cobourg, chassée des Pays-Bas par le général Dumourier,

(1) Voyez, tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er.

ainsi qu'on le verra dans la suite, étoit entre l'Erfft et le Rhin, s'étendant par sa gauche vers Coblentz, où s'appuyoit la droite du roi de Prusse, dont les forces, au nombre de soixante mille hommes, avec le contingent des cercles de Saxe, de Franconie et de Bavière, occupoient le Rhingau et les positions entre Francfort et Mayence; les troupes établies à la rive gauche du Mein et dans le pays de Darmstadt, montoient seulement à trois mille hommes. Le roi de Prusse et le duc de Brunswick attendoient l'adoucissement de la saison, pour commencer le siége de Mayence. Trente mille Autrichiens étoient arrivés et avoient été répartis sur les deux rives du Necker, de Lampertheim à Manheim; un autre corps moins considérable bordoit le Rhin, de Radstadt à Schwetzingen. Seize mille autres, aux ordres du général Wallis, joints aux émigrés, commandés par le prince de Condé, s'étendoient sur la droite du Rhin, de Radstadt au Brisgau.

Observations.

Un général plus sensé, plus réfléchi, moins bassement ambitieux, meilleur militaire que Custine, se seroit couvert de gloire et auroit pour ainsi dire changé la face de la révolution, à la marche de laquelle les succès ou les revers des armées, les ennemis plus près ou plus éloignés du territoire de la République, contribuèrent beaucoup. A la tête de plus de trente mille hommes, Custine pouvoit marcher sur Trèves, s'en emparer, et de-là se rendre à Coblentz, dont il se seroit aussi très-facilement rendu le maître. Dès-lors les ennemis n'avoient plus de magasins ni de moyens de passer le Rhin, si ce n'est entre Cologne et Nimègue, ce qui rompoit tous leurs projets, décidoit encore davantage le roi de Prusse à faire la paix, et mettoit tout le Palatinat et l'électorat de Trèves à la discrétion des Français. Ces opérations si simples, rendoient encore plus faciles celles du général Dumourier dans la Belgique, où les Autrichiens menacés de front, en flanc et sur leurs derrières, devoient s'occuper essentiellement à regagner le Rhin et à le repasser le plus vîte possible. Dans cette

hypothèse, les Prussiens ne pouvoient plus songer à venir s'emparer de Francfort et de Mayence. Les Autrichiens ne se maintenoient pas sur la Roer, leur campagne ultérieure et celle des Prussiens ne pouvoit avoir lieu, ni les Autrichiens se réunir aux Anglais et aux Hollandais, pour attaquer les départemens du Nord de la France, de la Moselle, des Ardennes; et toutes ces causes de terreur, de carnage, de meurtre et de vexations, n'auroient pas existé à Paris, dans les provinces, dans les armées.

Après les fautes capitales que l'on vient de reprocher au général Custine, on peut reprocher au roi de Prusse d'avoir passé le Rhin pour se porter sur la Lahn, au lieu de se diriger tout de suite avec cinquante mille hommes sur Bingen; mesure qui forçoit Custine de se jeter dans Mayence, où son armée se seroit trouvé renfermée sans pouvoir y subsister; mais après la faute de marcher sur la Lahn, on en reprochera une autre au roi de Prusse, celle, après la prise de Francfort, d'avoir attaqué la droite des Français au lieu de réunir la masse de ses forces sur l'extrémité de leur gauche; alors dans l'impossibilité de se défendre, le général Custine étoit obligé de se réfugier précipitamment dans Mayence, si toutefois il eut pu y réussir. On pouvoit aussi manœuvrer pour attirer sa gauche sur la Haute-Lahn; ce qui auroit isolé le centre sur la Nida et pu produire l'entière défaite de l'armée française.

CHAPITRE XIII.

Conquête de la Savoie (1).

Le général Montesquiou demande qu'on l'autorise à attaquer la Savoie. Les ennemis de ce général obtiennent sa destitution. Le Conseil exécutif la fait suspendre, et lui permet d'agir du côté des Alpes. Le ministre de la guerre prend des précautions. Montesquiou se porte sur Barraux. Le général la Roche marche sur Champareillan. Il s'empare des trois redoutes élevées aux Abîmes de Mians. Les ennemis sont en pleine déroute. Mouvemens pour couper leur retraite sur Anneci et Montmeillan. Une crue de l'Isère entrave toutes les dispositions. Détails. Les Français sont reçus avec joie par les habitans de la Savoie. Il arrive à l'armée une députation de Chambéri. Le général Montesquiou se rend dans cette ville. Il ordonne différens mouvemens pour renfermer les ennemis dans les Bauges. On les trouve évacuées. On plante l'arbre de la liberté à Chambéri. Diverses précautions du général Montesquiou. Il est accusé de nouveau à la Convention. La relation de la conquête de la Savoie répond aux calomnies de ses ennemis. La Convention lui continue son commandement.

Dès le mois d'avril, le ministère français projetoit l'attaque de la Savoie et du comté de Nice; et au mois de juillet le général Montesquiou, commandant de l'armée du Midi, avoit formé le plan de ces entreprises; mais il s'en falloit encore beaucoup que les deux corps d'armée qui y étoient destinés fussent pourvus de tout. Le général d'Anselme étoit chargé de commander sur le Var un corps d'environ quinze mille hommes; la défensive étoit organisée dans les Hautes-Alpes et dans le camp de Tournoux; dix bataillons et quatre escadrons, campés en avant du fort Barraux, sous les ordres du général Antonio Rossi, observoient les Piémontais, et dès les premiers jours de juillet, le général Montesquiou avoit réuni, entre Lyon et le pont de Beauvoisin, auprès du village de Cessieux, département de l'Isère, douze bataillons et huit escadrons, dans un camp

(1) Voyez, tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er.

d'instruction, pour les mettre en état d'entrer en campagne. Il se disposoit à prendre un autre camp aux Abrets qui, plus menaçant pour la Savoie, le mettoit aussi plus à portée de défendre le département de l'Ain. Diverses troupes s'étendoient le long du Rhône, à Seissel et à Gex; enfin il se tenoit prêt à agir, et en demanda l'ordre, par une dépêche du 17 août, au ministre de la guerre qui lui répondit le 25 : « Vos vues sur la Savoie et le comté de Nice sont entièrement » d'accord avec celles du Conseil exécutif, et vous recevrez incessam- » ment des ordres; disposez-vous donc à les exécuter ». Mais au moment où le général Montesquiou recevoit cette réponse, on tramoit contre lui, on cherchoit à le faire destituer, on lui enlevoit une partie de ses forces pour les porter dans le Nord, et on parvenoit à faire suspendre l'exécution de ses projets contre la Savoie. Cependant rien ne pouvant intimider ce général, qui se sentoit fort de son innocence, de ses intentions et de la presque certitude de la réussite de son plan d'offensive sur la Savoie, il dépêcha le 4 septembre un courrier qui arriva le 7 à Paris, et l'on discuta le même jour ses dépêches au Conseil exécutif, auquel il représentoit le danger d'adopter la neutralité, et l'utilité d'une conquête importante au Midi, pour balancer les revers dont on étoit menacé dans le Nord; il osoit se rendre garant du succès; d'ailleurs tout étoit prêt, et il pouvoit marcher au premier ordre. Le Conseil pouvoit difficilement se refuser à un plan aussi séduisant; il trouvoit dans sa réussite, l'avantage de pouvoir diminuer nos forces dans le Midi pour les porter au Nord. La France menacée par plusieurs Puissances pouvoit être attaquée de toute part au printemps; il lui importoit donc de frapper auparavant des coups décisifs, et la conquête de la Savoie et du comté de Nice fourniroit une barrière contre le roi de Sardaigne, décideroient en notre faveur le pays de Vaux et Genève, et inspireroit de la circonspection aux Suisses; en conséquence, le Conseil exécutif après avoir suspendu la destitution du général Montesquiou, qui avoit été prononcée, l'autorisa à exécuter le plutôt possible son projet, en le faisant précéder d'un manifeste, pour annoncer au peuple l'intention des

Français de combattre le despotisme et de chercher des frères parmi les nations opprimées.

En même temps qu'on méditoit la conquête de la Savoie et du comté de Nice, les départemens qui bordent les Pyrénées craignoient d'être attaqués et envahis par l'Espagne; aussi le ministre Servan, afin de les tranquilliser, fit partir sur-le-champ un colonel du génie pour Bayonne, afin d'assurer la défense de cette partie jusqu'à Perpignan. Le 18 septembre, il envoya ordre au général la Houlière de prendre le commandement des Pyrénées-Orientales, et de s'occuper sans délai de tout ce qui pouvoit intéresser leur défense. Le 21 il écrivit au général Montesquiou de renvoyer le plutôt possible, après son expédition, aux départemens voisins des Pyrénées leurs bataillons de campagne de volontaires nationaux, et d'y joindre, si cela étoit possible, trois mille hommes tirés de ses derrières.

Dès l'instant où le général Montesquiou eut été autorisé à agir offensivement contre le roi de Sardaigne, il transféra le 11 septembre son camp de Cessieux aux Abrets, ce qui le rapprocha d'autant plus du point d'attaque. Il se concerta ensuite avec les différens fournisseurs et administrateurs, et adressa une instruction au général d'Anselme, par laquelle il lui enjoignoit de faire ses dispositions pour entrer du 25 au 30 dans le comté de Nice, en combinant, si cela étoit possible, ses opérations avec celles de la flotte qui alloit mettre à la voile de Toulon.

Le 16 septembre, le général Montesquiou commença ses mouvemens de troupes sur Barraux; le rassemblement de tous ses moyens exigeoit dix jours, et il importoit d'accélérer les hostilités. A la nouvelle des préparatifs des Français, les Piémontais avoient redoublé les travaux de trois redoutes élevées près de Champareillan, aux Abîmes de Mians, pour fermer le passage par un feu croisé avec celui du château des Marches; l'artillerie n'y étoit pas encore, mais on se préparoit à l'y placer. Il ne falloit donc pas donner aux ennemis le temps d'opposer un obstacle de plus, en portant leurs ouvrages à un point de perfection qui auroit nécessité une attaque sanglante. Le général

prit donc la résolution de prévenir cet embarras, en devançant l'époque probable de l'attaque par la destruction de ces redoutes; il chargea le général Rossi, campé en avant de Barraux, d'en préparer l'exécution. Il se rendit lui-même le 18 septembre des Abrets à Grenoble, et le lendemain 19 à Barraux.

Le maréchal-de-camp la Roche eut ordre de marcher, dans la nuit du 21 au 22, à la tête de 32 compagnies de grenadiers, de douze piquets, de quatre cents chasseurs à pié et de deux cents dragons, qui furent réunis à minuit à Champareillan; ce détachement se mit en marche sur deux colonnes, dirigées de manière à envelopper à la pointe du jour les monticules sur lesquelles étoient situées les redoutes, et à couper la retraite aux Piémontais. Ces dispositions furent contrariées par un inconvénient impossible à prévenir; un temps affreux, pendant la nuit du 21 au 22 et la plus grande partie de la journée, retarda la marche des troupes, qui ne pouvant être rendues avant le jour aux points indiqués, donnèrent le temps aux Piémontais de se replier avant d'être entièrement enveloppés. D'après cet accident, les Français qui ne purent occuper les redoutes avant sept heures, travaillèrent aussitôt à les détruire.

Les Piémontais avoient sans doute entièrement basé leur système de défense sur ce poste, car dès l'instant où ils l'eurent perdu, ils évacuèrent avec la plus grande précipitation, les châteaux des Marches, de Bellegarde, d'Apremont, de Notre-Dame-de-Mians, dont les Français prirent possession le même jour. Dans la soirée, le général Montesquiou porta en avant du château des Marches huit bataillons, quatre escadrons de dragons et vingt pièces de canon. Le lendemain 23, il fit encore avancer huit autres bataillons, six escadrons de cavalerie et le reste de l'artillerie. Ces dispositions coupoient en deux l'armée piémontaise, dont une partie se replioit sur Anneci et l'autre sur Montmeillan, qui ouvrit ses portes le 23, aux premières troupes françaises du corps du général Rossi, qui se présentèrent. On avoit craint que le général piémontais Lazari, ne tentât d'arrêter les Français dans l'excellente position de Montmeillan; mais il passa

l'Isère dans la nuit du 22 au 23, et fit sauter le pont, dont les débris embarrassèrent le cours de la rivière, et y produisirent une crue qui rompit la même nuit le pont de bateaux de Barraux. Les Piémontais ayant commis la faute de se disperser dans une multitude de cantonnemens, se trouvèrent surpris par la brusque invasion des Français, et dans l'impossibilité de se rassembler et d'opposer aucune résistance. De son côté, le général français ne s'attendant pas à autant de facilité et ayant été obligé de devancer le moment fixé pour son attaque, n'avoit pu faire arriver assez de subsistances, pour en fournir aux troupes par-tout où la fuite précipitée des ennemis exigeoit qu'elles se portassent; d'ailleurs la désobéissance des charretiers contraria encore les transports. Les troupes éprouvèrent donc d'abord quelques difficultés pour vivre; les contes les plus absurdes, contre les Français, avoient aussi intimidé les habitans qui, dans les premiers momens, refusoient aux soldats des denrées, dans la crainte de les voir se les approprier de force, malgré l'offre de les payer argent comptant; mais l'activité et l'affabilité du général, jointes à la sévérité de la discipline, dissipèrent rapidement ces fâcheuses impressions.

Après ces premiers succès, Montesquiou s'occupa à chasser tous les postes ennemis qui garnissoient la frontière de la Savoie, depuis Apremont jusqu'à Saint-Genis, afin d'ouvrir le passage au général Casabianca, qui avoit marché dans cette partie, avec l'avant-garde, pour masquer les mouvemens; il avoit aussi voulu porter une colonne sur la rive gauche de l'Isère, pour gagner la Maurienne et embarrasser la retraite des ennemis qui prendroient cette route: mais la destruction du pont de Barraux, le seul où le général pût faire passer des troupes, dérangea cette mesure; il ordonna donc de rétablir promptement le pont, afin d'essayer d'atteindre au moins l'arrière-garde piémontaise, à laquelle il enleva une assez grande quantité d'armes, de munitions, d'effets militaires et des subsistances pour alimenter l'armée le reste de la campagne.

Les habitans reçurent avec de grandes démonstrations de joie, les

Français qui parurent parmi eux comme de vrais libérateurs; et les Piémontais, fuyant des bords du lac de Genève à ceux de l'Isère, laissèrent ainsi la facilité à toutes les villes de la Savoie, d'envoyer des députations qui arrivoient successivement, pour implorer la protection de Montesquiou, dont la marche étoit une espèce de triomphe, le peuple des cités comme celui des campagnes accourant au-devant de lui avec la cocarde nationale française à leur chapeau. Le 23, les députés de Chambéri étoient arrivés au château des Marches, pour inviter le général à venir prendre possession de la ville; il s'y rendit le lendemain avec cent chevaux, huit compagnies de grénadiers et quatre pièces de canon. Le corps municipal, en habits de cérémonie, l'attendoit à la porte pour lui en remettre les clés; il se rendit à l'hôtel-de-ville, où il reçut les hommages des habitans pour la nation française. Les officiers et les soldats furent invités à un grand festin qui leur étoit préparé, et le général Montesquiou crut devoir à la conduite franche et loyale des magistrats et des citoyens de Chambéri, de confier à la bourgeoisie la garde de l'hôtel-de-ville, et de laisser un libre cours aux fonctions des magistrats et aux loix du pays.

La fuite des Piémontais fut si rapide, qu'il fut impossible de les atteindre et de leur faire des prisonniers; mais on en fut dédommagé par des captures plus utiles, qu'on dut à la précipitation de leur retraite, et qui augmentèrent encore les jours suivans les produits d'une déroute, qui n'auroit pas été plus grande après la plus complète des victoires. Les Piémontais, avant de se retirer, avoient épuisé toutes les caisses; cependant on trouva encore cent cinquante mille livres, et du sel pour la consommation de tous les habitans de la province pour neuf mois.

Le 25, le général Montesquiou se trouvoit à Chambéri à la tête de sept mille hommes, dont une partie fut postée dans les villages à l'entrée des Bauges; il poussa le même jour en Tarentaise le général Casabianca avec son avant garde. Le général Rossi qui étoit à Montmeillan avec huit mille hommes, avoit reçu la veille l'ordre de se

porter dans la Maurienne à Miolans et à Fréterive, et de pousser de-là ses postes jusqu'à l'Hôpital et Conflans, débouchés des Bauges dans la Maurienne et la Tarantaise, par où les ennemis se replioient sur le Piémont. Un détachement d'infanterie légère soutenu par un bataillon marcha en même temps de Pontcharra et d'Alvart, près de Barraux, sur les gorges qui entrent dans la Maurienne, pour inquiéter l'armée ennemie sur ses derrières, seul objet qu'on pût remplir; un bataillon s'étoit aussi porté à Bourg-d'Oisans, pour s'avancer du côté de Valoire au col de Galibier; mais les neiges ayant rendu ces passages impraticables, ce détachement et le précédent devinrent sans effet, et ce fut un bonheur qu'ils ne pussent pénétrer dans la Maurienne; car l'événement de la déroute y ayant accumulé tout-à-coup toute l'armée piémontaise, un corps de troupes aussi foible s'y seroit trouvé étrangement compromis.

Tous ces détails prouvent combien le général Montesquiou avoit embrassé les moindres détails de son plan; mais ce ne fut qu'au moment où il fut assuré du passage des ennemis au-delà de l'Isère, et de leur fuite vers le Piémont par la Maurienne et la Tarentaise, qu'il put songer à les faire suivre sérieusement. Avec dix mille hommes de plus, il auroit pu les poster d'avance de manière à couper entièrement la retraite à l'armée ennemie, et la réduire peut-être à la nécessité de capituler; mais il auroit mérité les plus justes reproches, si avec aussi peu de monde, il eût mis au hasard le succès d'une entreprise, dans laquelle il lui étoit expressément recommandé de ne pas se compromettre.

Le 22, le 23 et le 24, les Piémontais venant de Chambéri, d'Anneci, de Rumilli et de Montmeillan, formant à-peu-près le tiers des forces qui étoient en Savoie, s'étoient jetés dans les Bauges et les avoient traversées avec beaucoup de fatigues et de confusion par différentes routes; ainsi le général Casabianca, en arrivant à Chatelar, trouva les Bauges entièrement évacuées par les Piémontais qui y avoient abandonné leurs magasins, leurs caissons et des effets de tout genre. Le 28, il reçut l'ordre de sortir de ces montagnes pas Saint-

Pierre-d'Albigni, pour joindre le général Rossi et le seconder dans le reste de son opération; mais les ennemis ayant coupé le 25 le pont de Conflans, après l'avoir passé, il fut impossible de s'engager dans la Tarentaise.

Le 28, l'arbre de la liberté fut planté avec pompe sur la principale place de Chambéri.

Le 29, quatre bataillons et deux escadrons, plusieurs pièces de canon et deux obusiers partirent de Chambéri, en apparence, pour aller prendre possession du Duché de Chablais, en réalité, pour en imposer à Genève et à la Suisse. Les troupes qui se trouvoient inutiles dans le département de l'Ain, partoient en même temps pour Gex aux ordres du général Carcaradec, et l'on se préparoit à jeter un pont sur le Rhône pour mieux lier toutes les parties de l'ensemble, sur lequel le général français dévoit étendre son attention.

Il étoit encore occupé d'objets relatifs à la conquête de la Savoie, et de tous les moyens de la consolider et d'assurer la tranquillité du pays, lorsque ses ennemis, devenus plus acharnés contre lui depuis ses succès, adressèrent de toutes parts à la Convention des calomnies plus atroces et plus ridicules les unes que les autres : ici, c'étoit le trop fameux prince de Hesse qui écrivoit au folliculaire Gorsas une diatribe où chaque fait cité étoit un mensonge bien avéré; là, c'étoit un club établi à Grenoble, qui, sous prétexte d'amour du bien public, entassoit les faussetés les plus absurdes; dans la Convention, c'étoient de faux patriotes qui poussoient à la roue, et qui obtenoient la destitution du général, au moment où le courrier apportoit la nouvelle et les détails de la prise de la Savoie. C'étoit répondre victorieusement, et l'Assemblée eut honte de sa conduite presque toujours trop précipitée; mais au lieu d'annuller son décret de destitution, elle eut la foiblesse de se borner à en suspendre l'exécution, et à laisser entre les mains des ennemis du général, des armes dont ils ne tardèrent pas à se servir pour le perdre. On crut avoir assez fait, au lieu d'accepter sa démission qu'il offroit lui-même, de lui continuer son commandement.

Observations.

Avec le projet d'envahir la Savoie, on auroit dû confier au général Montesquiou une plus grande quantité de forces, et il auroit réussi, d'après la sage combinaison de ses plans, à envelopper toutes les troupes piémontaises qui se trouvoient dans cette province; ce qui auroit enlevé au roi de Sardaigne une grande partie des soldats avec lesquels il défendit les Alpes la campagne suivante, et tenta de pénétrer dans le département de l'Isère, pour marcher sur Lyon et s'y joindre aux insurgés.

CHAPITRE XIV.

Conquête du comté de Nice (1).

Le général d'Anselme se prépare à passer le Var. Il porte son quartier général à Antibes. Il demande six mille gardes nationales à Marseille. Il donne des ordres, fait exécuter des mouvemens pour tromper l'ennemi. Il s'approche du Var. L'amiral Truguet doit seconder l'expédition avec neuf vaisseaux. On fait reconnoître la côte par une frégate pour faire croire à un débarquement. L'escadre française paroît à la demi portée du canon de Nice. Le général Saint-André, commandant dans le comté, cède à une terreur panique. Il licencie les milices. Il se retire avec les troupes de ligne à Sospello. Les émigrés qui se trouvent dans Nice veulent le défendre. Ils sont en trop petit nombre. Ils se retirent avec les Piémontais. Députation de la ville au général d'Anselme. Il marche sur Nice. On lui en apporte les clés. Il entre dans la ville. Le fort de Montalban capitule. Ville-Franche se soumet. Le général fait reconnoître la position des ennemis. Il s'empare de Breglio. L'escadre française se présente devant Oneille. La ville est pillée et brûlée. Les Français éprouvent un échec du côté de Lentosca ; un autre à Sospello. On bat les Piémontais. On les chasse de Sospello. Le général d'Anselme est mandé à Paris. Le général Biron le remplace. Tentatives infructueuses contre la Sardaigne. Détails. Le contre-amiral la Touche-Tréville entre dans le port de Naples avec une escadre. Le comté de Nice est réuni à la république.

Le roi de Sardaigne avoit dans le comté de Nice environ huit mille hommes de troupes réglées, dont quatre régimens Suisses de deux bataillons, et dix à douze mille hommes de milices du pays, le tout aux ordres du général Saint-André. Deux cent quatorze pièces de canon, mortiers ou obusiers garnissoient en outre Nice, Montalban, les côtes et la rive gauche du Var; les Piémontais étoient d'ailleurs bien approvisionnés en subsistances et en munitions de guerre. Au moment où le général d'Anselme quitta Perpignan, dans les derniers

(1) Voyez, tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er, et celle du comté de Nice et d'une partie des Hautes-Alpes, n° 7.

jours de juin, pour venir commander sur le Var et au camp de Tournoux, entre Barcelonette et Embrun, il n'y avoit, pour la défense de cette frontière, que neuf bataillons cantonnés sur le Var, et dépourvus des objets les plus nécessaires pour faire la guerre. Il établit son quartier-général à Grasse, et désigna Cannes pour y rassembler de l'artillerie, n'ayant trouvé, en arrivant, que quatre pièces de huit.

Depuis le mois de juillet jusqu'au 17 septembre, époque où il reçut du général Montesquiou l'ordre d'attaquer incessamment le comté de Nice, il s'étoit occupé à réunir les élémens nécessaires à la formation d'une armée; il avoit successivement appelé les bataillons de nouvelle levée destinés à le renforcer, et les avoit cantonnés aux environs de Grasse et de Cannes; deux escadrons de dragons composoient toute sa cavalerie: les généraux Barral et Brunet avec un commissaire des guerres, formoient tout son état-major. On étoit mal pourvu de vivres et de munitions; aussi avec de pareilles ressources le général d'Anselme dût-il avoir bien de la peine à rassembler les moyens nécessaires pour opérer, et ne pût-il faire le long du Var aucun dispositif de défense.

Dans les premiers jours de septembre, il transporta son quartier-général à Antibes; le 16, il fit tracer un camp en avant de la ville, derrière le ruisseau de la Brague, dans un fond rempli d'eau saumâtre et susceptible d'être inondé par les pluies: position détestable, mais dans laquelle le général français ne se proposoit pas de séjourner long-temps. Ayant reçu le 17 l'ordre d'attaquer le comté de Nice, il écrivit aussitôt à Marseille, pour demander six mille hommes de la garde nationale ou de volontaires, à Toulon, pour avoir du canon, des munitions et des ouvriers de tous genres, y commander six cents échelles d'escalade et des haches d'armes, afin de suppléer aux moyens qui lui manquoient pour attaquer régulièrement les places; il demanda en outre quatre galliotes à bombes, huit chaloupes canonnières, trente chaloupes de débarquement et des sabres; prescrivant que tous ces objets lui fussent envoyés de manière qu'il pût en faire usage, au plus tard le premier octobre; et

faisant toutes ces demandes avec d'autant plus d'éclat, qu'il étoit plus convaincu de l'impossibilité de les obtenir dans un aussi court délai.

Les troupes se mirent ensuite en mouvement pour s'approcher du Var; le général leur fit faire des marches, des contre-marches, donna des ordres pour le logement de quarante mille hommes, quoiqu'il n'en eût pas la moitié, et que ses forces disponibles se réduisissent à environ douze mille hommes très-mal armés; mais il cherchoit sans doute à inquiéter les Piémontais. Bientôt après, il alla reconnoître les bords du Var, et vingt-quatre affûts de côte ou de rempart, tirés d'Antibes et métamorphosés par la nécessité en affûts de siége et de position, vinrent border la rivière, le 24 septembre, dans une batterie construite pour les recevoir. On y ajouta quatre mortiers, afin d'augmenter le feu, au moyen duquel on espéroit faire évacuer une redoute garnie de dix pièces de canon, et élevée par l'ennemi près du Var, dont elle enfiloit le cours sous trois différentes directions. Des dispositions maritimes devoient concourir à l'attaque du comté de Nice; on avoit armé à Toulon neuf vaisseaux aux ordres du contre-amiral Truguet, auquel le général d'Anselme manda de venir le seconder avec son escadre; il avoit fait reconnoître par une frégate la côte et les batteries, comme s'il se proposoit de tenter un débarquement sur les derrières des ennemis, pour les prendre à revers entre Monaco et Nice, tandis qu'avec le gros de ses troupes il forceroit le passage du Var vers Saint-Laurent; enfin, il fit courir le bruit qu'une colonne de dix mille hommes traverseroit le Var au Broc, pour achever de couper la retraite aux Piémontais, en se portant par Apremont sur la direction de Sospello, et en se combinant avec le corps qui auroit débarqué. Ces bruits très-vraisemblables, soutenus par des démonstrations analogues, donnèrent de vives alarmes aux ennemis, qui furent encore augmentées le 28 septembre après-midi, par la position de l'escadre française à la demi-portée du canon de Nice, d'où l'amiral Truguet avoit détaché sur-le-champ du vaisseau le Tonnant, une chaloupe parlementaire pour réclamer avec

hauteur le consul de France, qui avoit cessé de remplir ses fonctions depuis le commencement des hostilités en Savoie.

Le général Saint-André, déjà inquiet des dispositions des Français, s'exagère alors leurs moyens, leurs projets apparens et les inconvéniens de sa situation, s'il leur donne le temps de l'envelopper avec toutes leurs forces dans le cercle étroit des environs de Nice; dès-lors il cède à une terreur panique, rend le consul de France qui s'embarque aussitôt; fait donner par le canon de Sainte-Hélène le signal d'alarme; charge le colonel Lotardi, commandant des milices, de leur déclarer que le roi de Sardaigne les remercie de leurs services, et leur permet de se retirer dans leurs foyers; il fait replier les détachemens qui bordent le Var, abandonne la plus grande partie de son artillerie, dont il encloue à peine quelques pièces; laisse dans le fort de Montalban le régiment grison Christ de Sautz, quitte précipitamment Nice avec toutes les autres troupes, et abandonne avec un désordre extrême les postes en arrière des points où il craint que les Français ne se portent, dans l'objet de lui couper la retraite, pour se réfugier successivement à Sospello et à Saorgio, dans la direction de Coni.

Cette brusque évacuation ayant jeté l'épouvante dans Nice, des familles entières de toutes classes s'empressèrent de sortir de la ville en emportant leurs effets précieux. On comptoit à Nice, outre quarante mille ames, près de cinq mille émigrés français; en vain exhortent-ils les Piémontais à opposer quelque résistance aux troupes de la république. Obligés de se convaincre de l'inutilité de leurs remontrances, ils pensent d'abord à s'emparer des batteries qui défendent le passage du Var, et s'assemblent en armes pour cet effet sur la place des Victoires; mais se trouvant au plus huit cents en état de marcher, ils se jugent trop foibles pour n'être pas facilement écrasés, et se décident à suivre les Piémontais.

Dans la matinée du 29, le petit nombre de magistrats et les principaux habitans qui n'avoient pas fui, délibérèrent de députer M. Feraudi, secrétaire de la ville, au général d'Anselme, pour lui

déclarer qu'elle se mettoit au pouvoir de la France, et le prier d'y envoyer au plutôt des troupes, pour réprimer les brigandages d'une foule de gens sans aveu qui commençoient à piller. A dix heures du matin, plus de cinq cents Niçards étoient sur les bords du Var à attendre les Français.

Le général d'Anselme, dont les mesures n'étoient pas entièrement prises, ayant su à quatre heures du matin, et encore assez vaguement, la première nouvelle de la fuite des ennemis, avoit jugé important de profiter de leur terreur, et de moins consulter les règles de la prudence que les circonstances; en conséquence, il avoit ordonné de faire approcher les troupes le plus promptement possible pour le suivre au-delà du fleuve, qu'il passa lui-même, partie à gué, partie à la nage, avec trois mille cinq cents hommes, deux cents dragons et quelques pièces de canon. Dans la crainte cependant de donner dans quelque piége, il fit fouiller les bois pour éclairer sa marche.

Vers cinq heures du soir, les Français arrivèrent à un quart de lieue de la ville, où ils trouvèrent le baron de Jacobi, et quelques autres magistrats, qui venoient en présenter les clefs au général; il les reçut au nom de la république, déclarant qu'il ne venoit pas en conquérant, mais pour apporter aux Niçards la liberté, l'égalité, faire respecter les droits de l'homme, et sur-tout les propriétés; ensuite, sur l'assurance réitérée de la fuite totale des ennemis, qui n'avoient pas laissé un seul soldat à plusieurs lieues autour de Nice, si ce n'est dans le fort de Montalban et dans Ville-Franche, craignant, en suspendant sa marche, de donner le temps de reconnoître la médiocrité de ses forces, et d'engager les Piémontais, qui étoient à peine à trois ou quatre lieues, de revenir sur leurs pas avec des moyens quadruples des siens, le général d'Anselme ordonna au général Brunet de tourner les remparts sur la droite, avec une partie des troupes, et il entra dans la ville à la tête du reste, pour venir se mettre en bataille sur la place des Victoires, où le général Brunet ne tarda pas à le joindre. Le jour même, ou le lendemain, le sieur

Cachard, commandant du fort de Montalban, intimidé par la menace d'une escalade, ayant signé une capitulation par laquelle la garnison devoit mettre bas les armes, et sortir ensuite librement avec son bagage et celui du gouverneur, les grenadiers français prirent sur-le-champ possession de cette redoutable forteresse, qui avoit coûté tant de sang en 1744 (1).

La forteresse de Ville-Franche restoit à soumettre. Le général d'Anselme s'y porta, le 30 au matin, à la tête d'un détachement d'infanterie et de dragons; instruit en chemin des préparatifs des ennemis pour l'évacuer, il prend les devants au galop avec quatorze dragons, s'approche audacieusement de la ville, menace d'une escalade, et intimide le commandant qui a la lâcheté de se rendre sans résistance et à discrétion, avec dix-neuf officiers et trois cents hommes. Il y avoit dans la place plus de cent pièces de canon, mortiers ou obusiers, dont partie en bronze, et une grande quantité de munitions de guerre et de bouche, cinq mille fusils, un million de cartouches à balles, et beaucoup d'effets militaires. Il y avoit aussi dans le port une frégate et une corvette armées de leurs canons: on s'en empara, de même que de l'arsenal de la marine, qui étoit assez bien pourvu (2).

Dès le 30 septembre dans la matinée, le général français avoit donné des ordres pour faire arriver le reste de l'armée, afin de poursuivre les Piémontais; mais un orage affreux suivi d'une pluie continuelle, fit déborder le Var, et la violence de la mer retint pendant

---

(1) Le général d'Anselme s'appropria, dans un mémoire adressé au ministre de la guerre, la gloire de cette conquête; mais tous les rapports concourent à nommer les sieurs Girard, commis dans les convois de l'armée, et Desbordes, Lyonnais, établi à Nice, comme les seuls qui formèrent le projet et l'exécutèrent, d'aller représenter au commandant les dangers auxquels il s'exposoit, s'il tardoit à capituler, décidé, comme l'étoit le général français, à faire escalader sa forteresse.

(2) On reproche au général d'Anselme un charlatanisme non moins ridicule que celui de Montalban. Depuis un grand nombre d'années quatre vieux drapeaux d'un régiment piémontais étoient suspendus à la voûte de l'église paroissiale de Ville-Franche; le général donne un louis pour les en détacher, et les envoie par un de ses aides-de-camp à la Convention nationale, comme un monument de sa victoire.

douze jours l'escadre française dans le golphe Juan, près d'Antibes; ainsi l'on ne pouvoit plus communiquer ni par terre, ni par mer, avec le gros de l'armée; situation qui auroit pu devenir très-fâcheuse devant un ennemi moins timide ou moins effrayé. Le général d'Anselme se fortifia sur l'emplacement de l'ancien château de Nice. Il devenoit cependant essentiel, soit pour contenir le pays, soit pour empêcher les ennemis de se rassurer et de revenir sur ses pas, de se porter en avant.

Le 1er octobre, le général français détacha cinquante dragons et les chasseurs Corses, avec ordre de lui rapporter des nouvelles précises de l'ennemi. Ce détachement marcha par Lescarena et Sospello à Breglio, d'où les dragons se portèrent aux portes de Saorgio (à environ quinze lieues de Nice): là ils essuyèrent une vive fusillade de la part des Piémontais qui y étoient retranchés en force; ils avoient rompu le seul pont de pierre par lequel on pouvoit arriver à eux; le château, qui passe pour imprenable, étoit muni d'une nombreuse artillerie; l'armée étoit répartie par échelons entre Saorgio et le col de Tende, à même de se réunir dans quatre heures. Telle étoit la disposition défensive choisie par les ennemis pour couvrir Coni et le Piémont.

Dans cet état de choses, le général d'Anselme ne pouvoit songer raisonnablement, même après avoir été joint par la totalité de ses troupes, à s'emparer de Saorgio; ce poste ferme absolument le grand chemin de Nice à Turin, par lequel seul on peut l'attaquer de bas en haut; on peut le tourner par la droite, en violant le territoire gênois, mais dans le cas seulement où l'on voudroit passer le col de Tende pour assiéger Coni; encore ce col qui traverse la partie la plus élevée des Alpes dans cette direction, est-il à plus de six lieues de Saorgio, et en fut-on le maître, les ennemis occupant en arrière les montagnes dominantes, pouvoient le réattaquer de haut en bas; d'ailleurs, le général français n'étant nullement en état d'entreprendre les siéges nécessaires pour pénétrer dans la plaine du Piémont, Saorgio devenoit non-seulement inutile à occuper, mais à charge, par la difficulté

d'en soutenir la communication pendant l'hiver; il fallut donc sagement se borner à occuper, le 3, Breglio, d'où l'on contenoit et on observoit facilement l'ennemi. Le même jour, le général Brunet s'établit à Sospello avec environ deux mille hommes.

Le temps s'étoit remis au beau, et les troupes pouvant enfin passer le Var, commencèrent à arriver à Nice le 12 octobre; en même temps, pour se préserver de l'inconvénient de voir sa communication coupée avec la France, le général d'Anselme fit construire à Saint-Laurent un pont sur pilotis, de trois cents vingt-cinq toises de longueur, protégé par une batterie de huit pièces de canon, placée sur les hauteurs, à la rive droite du fleuve. Après avoir réuni ses forces, d'Anselme ne comptoit pas plus de douze mille hommes disponibles, ayant été obligé de laisser vingt-six bataillons mal armés et mal vêtus, destinés à se relever successivement sur des montagnes couvertes de neige, ou derrière la rivière d'Esteron pour préserver le nord des départemens du Var et des Basses-Alpes, des incursions des Piémontais, et sur-tout des Barbets, le tourment de tous les généraux.

Le général la Houlière avoit quitté momentanément le commandement de Perpignan, pour monter sur l'escadre de M. de Truguet avec deux mille hommes, destinés au débarquement projété vers Monaco, afin de prendre à revers l'armée qui défendoit le comté de Nice; mais sa prompte retraite ayant prévenu cette opération, le général d'Anselme pensa à faire attaquer Oneille par mer avec neuf cents hommes, embarqués pour cet effet à Ville-Franche. L'escadre se présenta le 23 octobre devant Oneille, et après avoir mouillé à la vue de la ville, dans l'espérance sans doute d'obtenir par la négociation et par l'appareil d'une force imposante, ce qui pouvoit être très-incertain et coûteux par le sort des armes, l'amiral Truguet envoya un canot parlementaire, monté par M. du Chaila, son capitaine de pavillon, à qui il remit une proclamation, pour inviter les habitans à se réunir aux Français, afin d'éviter les horreurs de la guerre. Le canot approche à la faveur d'apparentes démonstrations pacifiques et bienveillantes; mais à peine touche-t-il au rivage,

qu'une décharge faite à bout portant tue trois officiers, quatre matelots, et blesse six autres personnes, au nombre desquelles est le capitaine du Chaila. Les hommes qui restoient encore en état d'agir, se hâtèrent alors de s'éloigner, et réussirent heureusement, malgré une grêle de pierres et de balles, à regagner l'escadre, où l'on se prépara aussitôt à exercer une de ces terribles vengeances autorisées par le droit de la guerre, sans acception d'innocens ou de coupables. On commença d'abord à foudroyer la ville à coups de canon, et on eut bientôt éteint le feu d'un petit fort qui voulut riposter. Le lendemain 24, les troupes de débarquement, renforcées de mille hommes, tirés de la garnison des vaisseaux, et de cent matelots armés de haches, sont distribués avec quelques pièces de campagne dans les chaloupes de débarquement, et au moment où elles s'éloignent de l'escadre, celle-ci fait une décharge générale sur la ville, pour en faire sortir ceux qui avoient pu s'y embusquer. Les troupes, après avoir débarqué, n'éprouvant aucune résistance de la part des ennemis qui avoient pris la fuite, vengèrent par l'incendie, le pillage et la destruction, la perfidie de la veille; plusieurs prêtres trouvés dans les couvens, furent aussi massacrés, comme en étant les instigateurs. Une reconnoissance aux environs d'Oneille, ayant convaincu le général la Houlière de l'impossibilité de se maintenir dans ce poste, même avec trois fois plus de forces, à neuf heures du soir, les troupes furent rembarquées, et le 26 elles étoient de retour à Ville-Franche, d'où l'amiral Truguet fit voile pour Savone et Gênes, où il devoit favoriser une autre entreprise.

La conquête du comté de Nice, qui ne coûta ni dangers, ni peines, et n'exigea aucun talent de la part du général d'Anselme, fut souillée par les dilapidations, les concussions, les vols que se permirent sur les habitans des villes, sur les gens de la campagne et dans les malles des émigrés, des officiers et des agens de l'administration militaire (1). Cependant les Piémontais, toujours retranchés

(1) Voyez le mémoire adressé par le second bataillon de l'Aude au général d'Anselme, qui y est lui même accusé.

derrière Saorgio et dans le col de Tende, venoient de recevoir un renfort de sept ou huit mille Autrichiens arrivés du Milanais. Au mépris de cette augmentation de force et du soulèvement que les vexations et les pillages avoient produit parmi les habitans du haut comté de Nice, le général d'Anselme avoit chargé, le 31 octobre, le général Barral d'aller soumettre ces prétendus mutins, avec seulement quatre bataillons et deux compagnies d'infanterie légère. D'après ces ordres, le général Barral avoit poussé des troupes vers la vallée de Blanquiera (1), et prescrit à un bataillon de se porter à Coarasa, dans l'intention d'attaquer Lantosca; mais à peine se trouve-t-il engagé avec les Piémontais, qu'il apprend la destination différente donnée aux troupes qui devoient marcher à Coarasa. Alors se trouvant trop foible, voyant ses soldats harassés, manquant de subsistances et même de munitions, la nuit s'approchant, et ne pouvant plus songer à s'emparer de Lantosca, il prend le sage parti de se retirer à Hutel et de se replier le 3 sur Levenzo, pour y attendre des vivres, des souliers, des munitions et des renforts; mais dès le lendemain 4, d'après de nouveaux ordres très-inconvenans du général d'Anselme, d'occuper Lantosca, le général Barral marcha de nouveau sur Hutel. Le mécontentement des troupes qui continuoient à manquer de tout, et l'évidence des inconvéniens de ce poste, qui avoient frappé les soldats les moins clairvoyans, l'obligèrent de partir à deux heures après midi, pour se replier définitivement à Levenzo. Dès la veille, il avoit mandé au bataillon de Blanquiera, de se rapprocher de lui pour couvrir sa retraite. Néanmoins, malgré la précaution d'occuper soigneusement les hauteurs qui dominoient la marche, l'avant-garde et l'arrière-garde avoient été attaquées, et un détachement de soixante hommes environné et dispersé. Arrivé à Levenzo sans autre perte, le général Barral se plaignit amèrement d'avoir été compromis. D'Anselme ayant voulu se justifier en inculpant Barral, les commissaires de la Convention, Isnard, l'Espinassi et Aubri qui étoient arrivés à Nice, y man-

(1) Entre Coarasa et Luceran.

dèrent ce dernier, qu'ils firent passer à l'armée des Alpes, très-convaincus de son innocence et de la justice de ses plaintes contre le général d'Anselme, sous les ordres duquel il ne pouvoit ni ne vouloit plus servir. Il fut remplacé à Levenzo par le général du Merbion.

En même temps le général français, contre lequel l'opinion publique se prononçoit chaque jour plus fortement de toutes parts, imagina de la ramener par une farce ridicule, exécutée à Nice le 17 novembre sur la place de Saint-Dominique, où l'on brûla l'effigie du roi de Sardaigne, aux applaudissemens de la plus vile populace. Mais au moment où le général d'Anselme faisoit jouer cette scène grossière, les Piémontais se préparoient à venger leur Souverain de cette ridicule et inutile insulte. La nuit du 17 au 18, sept ou huit mille hommes, Autrichiens et Piémontais, avoient débouché de Saorgio et s'étoient partagés en cinq colonnes inégales en forces, pour menacer divers points. Quoique la nuit et des contre-temps eussent retardé la marche de ces troupes, le gros étoit arrivé, sans être apperçu, près de Breglio, occupé par les chasseurs Corses, qui ayant abandonné leur poste sans prévenir le général Brunet, à Sospello, de l'approche des ennemis, ce dernier y avoit été investi. En même temps les ennemis s'emparoient de Berra, Luceran, Molineto, Castiglione et Peglia, laissés sans défense par le général d'Anselme, tandis que le gros des troupes attaquoit Sospello. La courageuse défense de Brunet n'ayant pu l'empêcher d'être chassé de ce poste, après avoir tenté vainement de le réattaquer, il s'étoit retiré en bon ordre à Lescarena, après avoir perdu trois pièces de canon, une grande partie de son bagage et la totalité de ses approvisionnemens, une centaine d'hommes tués ou blessés, et quelques prisonniers, sans avoir pu être secouru de Levenzo, par le général du Merbion, contenu par les troupes ennemies, qui venoient de s'emparer de tous les postes intermédiaires, négligés par le général en chef qui, depuis la prise de Ville-Franche, n'étoit pas sorti, disoit-on, une seule fois de son quartier-général, et n'avoit visité aucun de ses postes avancés. Cepen-

dant à la nouvelle de cet échec, d'Anselme part précipitamment de Nice, le 18 à trois heures après midi, et le général Brunet remarche le 19 sur Sospello, d'où ils chassent les Piémontais, qui se retirent à Saorgio. Les ennemis vouloient se borner sans doute dans cette première tentative, à tâter les Français et à les inquiéter, puisque le gros de l'armée Piémontaise ne se mit point en mesure de profiter de l'attaque de Sospello, en soutenant les troupes qui en expulsèrent les Français. Avant de retourner à Nice, d'Anselme fit occuper par deux bataillons le Grand-Mont, sur la droite de Sospello, et se décida à l'abandon de ce poste, qui étoit réellement très-mauvais; il fit replier à Lescarena le général Brunet, qui passant alors à une autre destination, remit le commandement de son corps de troupes au général d'Agobert. Le général d'Anselme établit aussi une réserve entre Lescarena et Nice, pour soutenir le premier poste au besoin, et distribua le surplus des troupes dans des cantonnemens, disposés de manière à remplir le double objet, de couvrir le pays conquis et de menacer les débouchés qui pénétroient dans le pays ennemi. L'évacuation de Sospello inspira aux Piémontais le projet de l'occuper; ils espéroient s'assurer par-là du col de Braous. Ils établirent donc dans ce bourg, le 2 décembre, quatre cents hommes, destinés à en soutenir cinq cents autres qui furent camper sur les hauteurs de Sospello, du côté de Nice; mais à peine étoient-ils établis, que le général d'Agobert tomba sur eux avec quinze cents hommes, les battit, s'empara de leur camp tout tendu, descendit ensuite dans Sospello, en chassa les ennemis, s'empara de tous leurs bagages et approvisionnemens, et revint à Lescarena avec une vingtaine de prisonniers.

A cette époque, soit que les nouveaux commissaires de la Convention, la Source, Goupilleau et Collot-d'Herbois y regardassent de plus près, soit que le général d'Anselme eût par son inconduite multiplié ses fautes et ses ennemis, devenu l'objet d'un grand nombre de plaintes très-graves qui se répétoient journellement, ces commissaires ne tardèrent pas de le croire insusceptible du commandement en chef, et de faire part à la Convention des accusations portées contre lui,

de dureté, de négligence et de rapines. Cependant les accusations ayant redoublé auprès de la Convention et du Ministère, et ayant reçu l'ordre du Pouvoir exécutif d'envoyer le général d'Anselme à Paris pour rendre compte de sa conduite, le 25 décembre (1) les commissaires lui firent quitter l'armée : il fut remplacé par le général Biron.

Des intrigans, dont il existoit alors un grand nombre, avoient assuré au Conseil exécutif, que les Sardes, charmés de la révolution française, étoient disposés à se soulever eux-mêmes contre leur souverain, sur-tout s'ils se voyoient appuyés par des troupes étrangères. D'après ces assertions, le Ministère français avoit projeté contre la Sardaigne, une expédition qui devoit être exécutée par l'escadre de l'amiral Truguet et des troupes de débarquement tirées de Marseille, de la Corse et de l'armée du Var. Cependant les représentations sur l'état de foiblesse et de dénuement de l'armée du Var, obligèrent de calculer les possibilités, et l'invasion en Sardaigne fut ajournée; mais la Savoie et le comté de Nice entièrement conquis, le Ministère en reprit le projet, et ordonna au général d'Anselme d'en faire les préparatifs, qui exigeoient quelques temps pour équiper les bâtimens de transport, les fournir de vivres, de l'artillerie de siége et de tout l'attirail nécessaire à une descente. Le général invita alors les Marseillais de s'occuper des objets qui devoient les concerner; mais ayant été destitué dans cet intervalle et remplacé par le général Biron, celui-ci

(1) Arrivé à Paris, le général d'Anselme, d'après le rapport des commissaires, fut décrété d'accusation avec le commissaire des guerre Ferru, par la Convention, comme prévenus l'un et l'autre de dilapidations et de prévarications, les condamnant à garder prison, jusqu'à ce que leur conduite eût été convenablement approfondie par le comité militaire, auquel toutes les pièces seroient renvoyées. Le général d'abord détenu dans la prison de Saint-Germain-des-Prés, obtint peu après d'en sortir sous prétexte d'une ancienne blessure qui s'étoit rouverte. Il publia, en février et en avril, deux mémoires, dans lesquels il tâchoit d'atténuer les faits allégués contre lui. Un ex-bénédictin, nommé Poultier, membre du comité militaire, et chargé par lui d'examiner l'affaire du général d'Anselme, fit un rapport entièrement basé sur les mémoires justificatifs, et conclut à ce que le général d'Anselme et Ferru fussent déchargés d'accusation. La Convention adopta le 19 août 1793 la proposition du rapporteur.

ne pouvant se rendre à Nice avant le mois de février, le général Brunet qui le représentoit, fut obligé de s'occuper de l'expédition contre la Sardaigne. Les trente-trois bâtimens destinés à y porter des troupes, arrivèrent de Marseille à Ville-Franche le 22 décembre, et le 25, les six mille hommes fournis par le département des Bouches-du-Rhône, se trouvèrent réunis à Nice. L'embarquement se fit à Ville-Franche du 1er au 3 janvier 1793; mais faute d'armes, on ne put y employer que quatre mille hommes. Le surplus des troupes devoit être pris en Corse, où le convoi se rendit, escorté par le contre-amiral Truguet. Dès le 28 décembre, une division de l'escadre française s'étoit montrée à l'entrée du golphe de Cagliari, capitale de la Sardaigne, d'où elle s'éloigna ensuite pour occuper le 8 janvier l'île de Saint-Pierre, et le 14 celle de Saint-Antioco, située à l'extrémité méridionale de la Sardaigne. Le 21 janvier, un vaisseau de guerre et une galiote à bombes reparurent devant Cagliari, où le reste de l'escadre se réunit le lendemain. Le 23, elle mouilla dans la rade au nombre de vingt-deux vaisseaux, frégates ou galliotes à bombes. Le contre-amiral Truguet détacha un parlementaire avec un officier, pour demander la remise de Cagliari aux Français, sous peine, si l'on refusoit de se rendre, d'être foudroyé et livré à la plus terrible destruction. Sur le refus de se rendre, la résolution de se défendre, et le conseil au parlementaire de se retirer, celui-ci ayant voulu avancer, un Sarde renversa mort d'un coup de fusil l'officier français, et un coup de canon à mitraille tiré sur la chaloupe, y tua quatorze hommes; le reste s'empressa alors de regagner la flotte, qui n'entreprit rien de quelques jours; mais le 27 à onze heures du matin, sept vaisseaux de ligne et quatre galliotes à bombes commencèrent à tirer contre Cagliari avec beaucoup de violence, et continuèrent ainsi pendant huit heures le premier jour et les deux jours suivans, après lesquels la canonnade cessa, et les vaisseaux stationnés pour l'entretenir, retournèrent à leur mouillage. Les Sardes, dont les batteries étoient nombreuses et bien servies, avoient répondu vivement au feu des vaisseaux français. L'un d'eux avoit couru risque d'être incendié,

un second avoit échoué pour s'être trop approché de terre, et s'étoit perdu; d'autres avoient éprouvé différens accidens; quant à la ville, elle avoit essuyé un médiocre dégât. Pendant la canonnade, on avoit voulu faire quelques tentatives de descente, mais elles n'avoient eu aucun succès, par l'ignorance, l'insubordination et l'indiscipline des soldats de nouvelles levées dont on étoit obligé de se servir. Après un essai aussi malheureux, le contre-amiral revint à Toulon avec une partie de sa flotte, pour y prendre des vivres et des munitions, et ne tarda pas à être de retour sur les côtes de Sardaigne, où il fut joint les 2 et 3 février par un renfort de vaisseaux et six ou sept mille hommes de débarquement. On se crut alors assez fort pour tenter une descente, soit pour s'établir dans l'île, soit pour s'y procurer des subsistances; mais les Sardes rassemblés en grand nombre à pié et à cheval, repoussèrent d'abord les Français avec perte de quatre ou cinq cents hommes. Le 9, quatre frégates mouillèrent près de la Tour de Pula. Une d'entr'elles voulut s'en approcher vers minuit : le feu de terre la força de s'éloigner. Le 11, deux vaisseaux de ligne, quatre frégates et vingt-trois bâtimens de transport s'étoient avancés vers Quarto sur la droite de Cagliari, et avoient cherché, pendant la nuit, un lieu propre à un débarquement; l'artillerie des Sardes y mit obstacle. La nuit du 12 au 13, les Français recommencèrent à canonner Cagliari; le feu continua le 14, et le même jour à midi, quatre ou cinq mille Français descendirent au-dessus de Quarto, sur la plage de Saint-André, sous la protection du feu de deux frégates, qui se soutint toute la nuit et toute la journée du 15, pendant lequel les troupes débarquées s'étoient partagées en deux corps, dont l'un travailla à élever des retranchemens sur le lieu même du débarquement, et l'autre se dirigea à gauche, sur le fort de Saint-Elie, sans doute dans le dessein de prendre à revers Cagliari; mais attaqué à la chûte du jour par un corps nombreux de milice et de dragons Sardes, il avoit pris la fuite, avec une perte assez considérable en tués, blessés et prisonniers, et s'étoit réfugié avec peine derrière les retranchemens élevés par le premier corps. Le 17, une

violente tempête occasionna beaucoup de dommages à la flotte ; un vaisseau de quatre-vingt canons périt, deux frégates coupèrent leurs mâts pour éviter le même sort, plusieurs chaloupes et bâtimens de transport échouèrent, et ceux qui les montoient tombèrent entre les mains des ennemis. A midi, le vaisseau de guerre et les frégates établis devant la Tour des Signaux, le fort et le Lazaret, quittèrent leur station. Le 20 et le 21, les troupes qui avoient été mises à terre se rembarquèrent, et le 22 les vaisseaux de guerre et les transports mirent à la voile et s'éloignèrent. Le contre-amiral Truguet renvoya les troupes de débarquement où il les avoit prises, et ramena à Toulon son escadre fort endommagée. Ainsi finit une expédition entreprise et conduite avec trop de légéreté, qui coûta des hommes, des vaisseaux et des sommes considérables en pure perte.

Au moment où l'on arrêtoit dans le Conseil exécutif l'expédition contre la Sardaigne, on crut pouvoir en tirer un double parti. On étoit mécontent du roi de Naples, et beaucoup plus de la reine et de son ministre Acton ; on jugea à propos d'envoyer une partie de la flotte destinée contre la Sardaigne, à Naples, pour y intimider la cour. Le contre-amiral la Touche-Tréville qui fut chargé de cette expédition, parut en effet le 16 décembre devant le port de cette ville, avec seize vaisseaux, dont neuf de ligne. On veut d'abord faire des difficultés ; on refuse l'entrée à un aussi grand nombre de vaisseaux de guerre ; mais le contre-amiral ne consent pas à diviser son escadre, il menace même d'entrer par force ; cependant il s'engage à ne commettre aucun acte d'hostilité, si on ne l'attaque pas, et de se borner à faire descendre à terre un seul individu, qui ira porter au roi une lettre qui lui fera connoître les intentions de la république. En effet, le 17, un nommé Belleville, grenadier, ou du moins se donnant pour tel, se rendit chez M. de Mackau, agent politique auprès de la cour de Naples du nouveau gouvernement français, qui le conduisit auprès du roi, à qui il remit sa lettre. On exigeoit, 1°. de reconnoître le ministre de la république à Naples ; 2°. de tenir la neutralité promise ; 3°. de désavouer, de rappeler et

de punir l'agent napolitain à Constantinople, pour avoir empêché, de concert avec les envoyés des puissances ennemies de la France, la Porte de reconnoître et de recevoir M. de Sémonville, ambassadeur de la république française; 4°. de désavouer la conduite du dernier ministre napolitain à Paris; 5°. d'y en envoyer un autre pour renouveler le désaveu, cimenter la bonne harmonie entre les deux puissances, et préparer un nouveau traité qui pût être également utile à leur commerce respectif. Le roi consentit à tout, l'envoyé retourna à bord, et le lendemain 18 l'escadre remit à la voile, pour se rendre devant Cagliari.

A l'égard du comté de Nice, dès le mois d'octobre on avoit engagé les habitans et l'administration provisoire, à souscrire une adresse par laquelle ils demandoient à la Convention nationale, d'être réunis au territoire français; mais on desira de voir prononcer sur cet objet le vœu du peuple, librement émis par ses représentans formés en Convention nationale. Cette formalité remplie, un député des Niçards à Paris exprima de nouveau en leur nom, le 11 janvier, la demande de la réunion. Le 15, la délibération de la Convention de Nice fut présentée à celle de France, qui, le 31, décréta la réunion de ce pays, pour former le quatre-vingt-cinquième département, sous la dénomination des Alpes-Maritimes, lequel fut bientôt augmenté du territoire de Monaco qui, sur le rapport du représentant Carnot, fut réuni à la France le 14 février.

Observations.

Avec l'intention sans doute très-sage de s'emparer du comté de Nice, on s'étoit encore moins occupé des moyens pour réussir dans cette entreprise que pour celle contre la Savoie; aussi n'en dut-on la réussite qu'à l'incapacité du général piémontais. Si dans la suite on n'augmenta pas les conquêtes, le long de la mer ni dans l'intérieur, en se dirigeant sur le Col de Tende, à en croire les dénonciations portées contre le général d'Anselme, ce seroit lui que l'on devroit accuser.

A l'égard de l'expédition contre la Sardaigne, le Conseil exécutif crut trop légérement ceux qui voulurent lui persuader l'empressement avec lequel les Sardes recevroient les Français, et il destina en conséquence une trop petite quantité de troupes pour s'emparer d'un pays, dont la possession auroit été si avantageuse et probablement si facile, en y envoyant dix ou douze mille hommes commandés par un homme sage, et ayant à sa disposition les munitions de guerre et de bouche, l'artillerie et tous les autres objets nécessaires pour se maintenir dans l'île, après la descente tentée toute autre part que devant Cagliari.

CHAPITRE XV.

Différend avec Genève et la Suisse (1).

Le général Montesquiou pousse des troupes au Mont-Cénis et au petit Saint-Bernard. La Savoie entière se trouve soumise. Il s'occupe de la partie politique. Nécessité de surveiller la Suisse et Genève. Déclaration du Corps helvétique. Genève demande seize cents hommes à la Suisse, d'après ses traités. Le résident de France sort de la ville. Le général Montesquiou marche sur Genève. Deux députés de la république viennent le trouver à Carouge. Il demande le renvoi de la garnison Suisse. Difficultés qui naissent de cet événement. Le général propose de négocier. Division d'opinion à ce sujet dans le ministère. Ordres contradictoires. Montesquiou chargé de négocier avec les députés Suisses. Il arrête avec eux et ceux de Genève une convention en cinq articles. Le résident de France rentre dans Genève. Des agitateurs cherchent à détruire l'ouvrage du général français. Mémoire du ministre Clavière contre la convention proposée. Montesquiou en prouve l'absurdité. On propose de modifier la convention. Le général demande son rappel. Le représentant Rovère fait un rapport contre lui. Il est mis en état d'accusation. Il se sauve. Brissot fait un rapport qui n'est qu'une approbation de la convention conclue par le général Montesquiou. La Savoie est réunie à la France.

Dès l'instant où le général Montesquiou eût été informé des succès du général d'Anselme, il avoit ordonné aux généraux Rossi et Casabianca de se porter rapidement jusqu'au Mont-Cénis et au petit Saint-Bernard; ils y étoient arrivés sans résistance, et dès-lors la Savoie entière avoit été soumise, et la chûte des neiges en assuroit la possession tranquille pour tout l'hiver. Ainsi se termina cette campagne, qui ne fut souillée par aucun désordre, et dont le général Montesquiou disoit avec raison, *qu'on ne pouvoit lui faire des reproches qu'à la cour de Turin.* A peine débarrassé des soins militaires, il fut appelé à des fonctions politiques.

Le voisinage et les rapports presque continuels des républiques

(1) Voyez tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1^er^.

Suisse et Génévoise avec la France, les tenoient fort attentives aux événemens de la révolution de cette puissance. Il existoit dans les Etats helvétiques, comme dans celui de Genève, des opinions plus ou moins démocratiques, qui n'y excitèrent, entre les particuliers, que de vaines discussions; tant que les Français s'agitèrent dans leur propre pays; mais la guerre déclarée à l'Autriche, les Marseillais venus à Aix, en Provence, pour désarmer le régiment suisse d'Ernest, partie de l'évêché de Bâle, connue sous le nom de principauté de Porentrui, envahie, les Garde-Suisses massacrés à Paris, le 10 août, tous les autres régimens suisses renvoyés ensuite par un décret, enfin le général Montesquiou menaçant la Savoie; que de causes pour répandre l'alarme à Genève comme en Suisse, notamment parmi ceux qui avoient accueilli favorablement les émigrés français, ou qui, professant des principes aristocratiques, craignirent la propagation des opinions et des excès populaires dont la France étoit alors le théâtre! Un agent diplomatique accrédité par la Cour de Londres auprès du corps helvétique, faisoit de son côté les plus grands efforts pour aigrir ses membres; dans la diète générale assemblée à Arau, les cantons de Berne, de Fribourg et quelques autres, avoient insisté pour qu'on prît les armes, afin de venger d'une manière éclatante les Gardes-Suisses égorgés à Paris, et le parti contraire à la France fut sur le point de prévaloir; enfin les modérés l'emportèrent, et on se restraignit à une neutralité armée. Cependant le canton de Berne, qui étoit le plus inquiet sur les desseins des Français, sur-tout depuis leur invasion en Savoie, se mit en état de repousser au besoin une première attaque, en mettant vingt mille hommes sous les armes, aux ordres du général Muralt, qui prit son quartier à Nion, sur le lac de Genève, à portée de cette dernière ville et du pays de Gex.

Le 27 septembre, le Corps helvétique fit part au général Montesquiou, de sa résolution d'observer fidèlement la neutralité à l'égard des Puissances belligérantes, si elles-mêmes n'entreprenoient rien contre le territoire de la Suisse et de ses alliés, parmi lesquels

se trouvoit la république de Genève, dont les principaux magistrats, qui craignoient les excès de la démocratie, ne tardèrent pas de solliciter des cantons de Berne et de Zurich un secours de seize cents hommes stipulés par les anciens traités, et qui, étant entrés dans la ville le 30 septembre, décidèrent M. de Chateauneuf, résident de France, à sortir de Genève le 3 octobre, et à se refugier à Carouge parmi les troupes françaises.

Le 29 septembre, le Ministre de la guerre avoit écrit au général Montesquiou : *Le conseil a résolu de faire marcher le plutôt possible, contre Genève, des forces suffisantes pour y assurer le libre pouvoir aux amis de la liberté qui y sont en grand nombre.* En conséquence, Montesquiou avoit fait avancer le 2 octobre, du côté de Genève, douze pièces de canon, deux mortiers et trois mille cinq cents hommes à Carouge, et environ dix-huit cents dans le pays de Gex, aux ordres du général Carcaradec; le 4, il fit partir quatre autres bataillons, une division de pièces de 8 et de 12, et envoya chercher deux mortiers à Barraux; le 5, il partit lui-même de Chambéri, et arriva à Carouge dans la nuit du 5 au 6; deux députés de Genève l'y attendoient: il leur fit sentir, « combien leurs précau-» tions et leur défiance étoient injurieuses à la loyauté française, » la France ne voulant, leur dit-il, ni s'emparer de Genève, ni même » y mettre une garnison; mais elle ne verra pas avec indifférence » une autre Puissance y établir son autorité. Genève doit donc, pour » conserver les anciennes liaisons d'amitié subsistantes entre les deux » peuples, rétablir les choses dans leur état ordinaire, en renvoyant » une garnison qui n'auroit jamais dû entrer dans ses murs, encore » moins dans les circonstances actuelles ».

Le général Montesquiou avoit trop de pénétration pour se dissimuler la difficulté de la commission dont il étoit chargé; elle pouvoit lui attirer beaucoup de tracasseries, sans lui procurer aucune gloire; elle lui déplaisoit sous les rapports politiques comme sous les rapports militaires. Quant aux premiers, c'étoit une faute d'avoir fait sortir de Genève le résident français, dont la retraite ôtoit mille

moyens ou facilités pour la négociation ; elle ne laissoit, pour réussir, que la peur, ou la force qui compromettroit la neutralité helvétique.

Quant aux rapports militaires, Genève, alliée du roi de Sardaigne, pouvoit nous inquiéter ; elle étoit un passage pour entrer en France, un point d'appui, un lieu de dépôt pour l'armée qui y auroit pénétré. Quoique cette ville ne fût pas une place du premier ordre, on ne devoit pas la menacer sans être sûr de la prendre en cas de résistance, et pour cela il falloit de la grosse artillerie et tous les moyens de siége qui n'étoient pas préparés, ce qui exigeoit beaucoup de temps ; il falloit rapprocher de Genève les établissemens de vivres formés à Grenoble, Barraux et Chambéri ; il falloit un pont sur le Rhône, pour communiquer avec le pays de Gex, par où l'attaque de la place devoit naturellement se faire, et des secours lui arriver de la Suisse ; mais la pluie qui duroit depuis quinze jours, avoit tellement abîmé les chemins, qu'il étoit impossible de faire arriver de l'artillerie et des subsistances. D'ailleurs si Genève vouloit résister, toutes les circonstances lui étoient favorables, jusqu'au moment où les Français auroient pu établir une batterie de mortiers, et la soutenir. Il y avoit cependant un parti à prendre pour remplir, à quelques égards, les vues du Gouvernement français et éviter tous les délais : c'étoit de retirer toutes les troupes du pays de Gex, en laissant de simples postes à Gex et à Colonge, avec ordre, en cas d'attaque, de se replier, l'un dans les gorges de Saint-Claude, et l'autre au fort de la Cluse, d'établir l'armée en avant de Carouge, entre la rive gauche de l'Ave et la rive gauche du Rhône ; position dans laquelle on ne craindroit ni les attaques des Suisses, ni les sorties de la ville, contre laquelle on établiroit, à six cents toises à-peu-près, au confluent de l'Arve et du Rhône, une batterie de mortiers ; de sommer alors les magistrats de renvoyer les Suisses, et en cas de refus, de commencer le bombardement. Si les habitans et le gouvernement ne craignoient pas la destruction de leur ville, ce qui n'étoit pas probable, il devenoit très-difficile de la soumettre, un siége en règle exigeant trois fois plus de troupes et un mois de préparatifs ; ce qui ameneroit

l'hiver ; d'ailleurs tout étoit en Suisse dans la plus grande agitation, on y faisoit des rassemblemens de troupes destinés à la défense de Genève. Enfin l'entreprise contre cette ville, jugée si facile par le Conseil exécutif, pouvoit non seulement entraîner les suites les plus graves, mais devenir impossible.

Pénétré de ces considérations, le général Montesquiou avoit prié le ministère français d'examiner dans sa sagesse, si la nécessité de forcer Genève à se soumettre étoit assez importante, pour risquer d'entrer en guerre ouverte avec les Suisses, qui, réunis au Roi de Sardaigne, pourroient attaquer la Franche-Comté et la Savoie, au nord et au midi ; ne doutant pas que d'après ces observations, il ne préférât les voies de la négociation à celle de la force.

Malgré les intrigues de M. Clavière dans le Conseil exécutif, pour y faire prendre les mesures de rigueur les plus déplacées contre Genève, sa patrie, dont il détestoit les magistrats qui l'en avoient fait chasser, et dont il vouloit se venger, les représentations du général Montesquiou, appuyées d'abord par le ministre Servan, et goûtées à son départ par M. Lebrun, ministre des affaires étrangères, qui venoit de prendre le porte-feuille de la guerre, par intérim, décidèrent celui-ci à envoyer le 8 au général, carte blanche pour attaquer Genève, ou pour négocier avec ses magistrats; mais dans le second cas, d'exiger une garnison française dans Genève. Toujours invariable dans son opinion, le général Montesquiou répondit le 13, pour faire sentir au ministre, que sa dernière réflexion paralysoit tous ses moyens, et équivaloit à une déclaration de guerre, se trouvant directement contraire aux traités qui, même d'après nous, excluoient les troupes de toutes les puissances, sans une convention préalable des parties contractantes. Aussi avoit-il assuré, que si les Suisses sortoient de bon gré de la ville, la France n'entendoit pas y mettre garnison.

Le même jour où ces itératives représentations partoient de Carouge, celles qui les avoient précédées avoient déjà fait assez d'impression, pour aider le ministre Lebrun à faire arrêter, le 13, à la majorité

du Conseil, qu'admettant l'évacuation immédiate par les troupes Suisses, de la ville de Genève et de son territoire, la France donneroit l'assurance positive de ne porter aucune atteinte à la sureté des personnes et des propriétés, ni à la liberté et à l'indépendance de la République. Le 17 octobre, la Convention nationale confirma cet arrêté, en y ajoutant une renonciation de la part de la France, à la partie du traité de 1782, relative à la garantie de la constitution et du gouvernement de Genève.

Malgré la prudence de sa conduite dans une négociation aussi épineuse, l'arrêté du Conseil exécutif et le décret de la Convention, le général Montesquiou ne cessoit d'être harcelé par le ministre Clavière et quelques autres de ses ennemis. Cependant il ne se laissa pas dérouter, et soutint avec fermeté et même dignité les tracasseries et les contradictions; mais voyant qu'on ne négligeoit rien pour déranger ses démarches auprès des Génevois, qui venoient encore de faire entrer dans leur ville un renfort de quatre ou cinq cents Suisses; sachant la Diète d'Arau encore assemblée; instruit de la proposition qui y avoit été agitée de renvoyer de Berne M. Barthélemi, ambassadeur de France; les armemens des Cantons prenant un accroissement qui méritoit la plus grande attention; dans une dépêche du 15, où Montesquiou faisoit part de toutes ces nouvelles observations, il proposoit, si l'on continuoit à vouloir attaquer Genève au risque d'échouer et d'avoir la guerre avec la Suisse, de prendre un parti décisif et de remonter à la source du mal, en prévenant les Cantons par une attaque par le pays de Vaux, et en jetant en même temps des bombes dans Genève; mais qu'avant d'en venir à cette extrémité, il croyoit nécessaire de la motiver sur une négociation proposée aux Suisses sans succès, seul moyen peut-être de sortir décemment du pas dangereux où l'on s'étoit engagé. En attendant, il arrivoit à Carouge des mortiers, du canon et des troupes.

Non-seulement le Conseil exécutif adopta ces vues, mais il chargea de la négociation avec les Suisses le général Montesquiou, qui déjà étoit parvenu à faire entrer dans ses idées modérées MM. Prevost

et Ami Lullin, nommés le 15 par le gouvernement génevois, pour négocier avec lui; il avoit pareillement réussi, au moyen d'agens adroits, à obtenir la confiance de MM. de Pestalozzi et de Frisching, représentans de Zurich et de Berne à Genève, et dès le 22 octobre, il avoit signé à Carouge, avec les députés génevois, la convention suivante :

1°. Les troupes suisses reçues à Genève en sortiront au plus tard le 1er décembre.

2°. Les troupes et l'artillerie françaises destinées contre Genève, se retireront à dix lieues de la ville dans le même terme.

3°. La libre communication entre les habitans de la Savoie et de Genève sera retablie sans délai; de même le transit et la liberté du commerce avec la Suisse, par Genève.

4°. Le résident de France rentrera incessamment dans la ville et y reprendra ses fonctions.

5°. Tous les traités antérieurs de la république de Genève avec ses voisins, et spécialement celui de 1584, avec les cantons de Zurich et de Berne, seront expressément réservés, de même que l'article 5 du traité de neutralité de 1782.

Se réservant respectivement les négociateurs, l'approbation ou ratification de leurs supérieurs.

Le 25, le général Montesquiou adressa à MM. de Pestalozzi et de Frisching, une note relative à la décision du Conseil exécutif, du 17, concernant sa future négociation avec la Suisse. Le 27, M. de Châteauneuf rentra à Genève, d'après la dépêche du 23, du ministre des affaires étrangères, qui lui enjoignit de reprendre ses fonctions, dès l'instant où le départ des Suisses seroit décidé. Mais le traité du 22 octobre, ratifié unanimement par le Conseil général de Genève, avoit déplu à des agitateurs envoyés de Paris, et à un grand nombre de banqueroutiers et de mauvais sujets réfugiés à Carouge. Il ne fut pas beaucoup mieux accueilli par le Conseil exécutif, qui improuva les articles 2, 4 et 5, comme inconvenans ou inutiles. Le ministre Clavière, seul auteur de cette improbation, n'oublioit rien pour faire

soupçonner la probité du général, qui, disoit-il, s'étoit laissé scandaleusement influencer par les patriciens de Genève, et il étoit parvenu à faire prescrire, le 26 octobre, à Montesquiou, de réformer son traité, en supprimant les trois articles indiqués, et en insistant sur la sortie des Suisses dans vingt-quatre heures.

Quoique accoutumé aux vacillations continuelles du Conseil exécutif, et à la prépondérance usurpée par le ministre Clavière dans cette affaire, le général répondit le 1er novembre à la dépêche du 26 octobre, et n'eut pas de peine à prouver les contradictions et même les absurdités d'un mémoire du ministre Clavière, ajouté à la dépêche, et en même temps la sagesse des trois articles repoussés par le conseil. Le second article devant être la suite de l'exécution du premier, n'entraînoit en effet aucun inconvénient; et d'ailleurs il n'en restoit pas moins des troupes à Evian, Thonon, Carouge, Versoix, Gex, etc. Le quatrième étoit une mesure infiniment nécessaire et avantageuse dans tous les cas possibles. A l'égard du cinquième, comment imaginer faire renoncer Genève à ses anciens traités avec la Suisse, puisqu'ils étoient le Palladium de sa liberté et de son indépendance, et foncièrement indifférens à la France? Au reste, ajoutoit Montesquiou, il est impossible de traiter aucune affaire, si le ministre Clavière continue d'agir ou d'écrire, comme il le fait trop souvent, d'une manière contraire aux intentions et aux arrêtés du Conseil; si l'on continue aussi d'ajouter confiance aux rapports mensongers de quelques scélérats intrigans, qui alloient de tente en tente exciter les soldats français au pillage de Genève, et leur avoient monté la tête au point de rendre toujours plus difficile l'observation de la discipline.

Le 1er novembre, le général Montesquiou adressa aux syndics et conseils de Genève une note, pour demander de lui renvoyer les plénipotentiaires, afin d'apporter des modifications à la convention du 22 octobre. Le même jour, on s'assembla au quartier-général de Landeci, où l'on rédigea un nouveau traité, aussi en cinq articles, qui fut signé le 2 novembre, et ainsi conçu :

1°. La garnison suisse évacuera totalement Genève le 1er décembre,

2°. L'artillerie et les troupes françaises seront placées de manière à ne donner aucun motif d'alarme à la ville.

3°. La libre communication entre les habitans de la Savoie et de Genève, ainsi que le transit par Genève avec la Suisse, et réciproquement, seront rétablis sans délai.

4°. La ville peut réserver tous les traités antérieurs avec ses voisins, spécialement celui de 1584 et l'article 5 de celui de 1782; cette réserve ne pouvant lier cependant la République française aux traités dans lesquels elle n'est pas intervenue, ni l'empêcher de revoir ses propres traités.

5°. Ces conditions doivent être ratifiées de part et d'autre dans le terme de douze jours.

Le 10 novembre, les représentans de Berne et de Zurich à Genève adressèrent deux notes au général français; la première certifioit le départ de la garnison suisse, au moment où la convention du 2 seroit ratifiée, et à la même époque, l'armée du général Muralt devoit être séparée, et quitter le pays de Vaux. La seconde note contenoit l'observation, que ne représentant que les deux cantons les plus étroitement liés avec la république de Genève, et non tout le corps helvétique, que leur mission touchant d'ailleurs à sa fin, ils ne pouvoient entamer une négociation relative à la Suisse entière, ainsi que le général l'avoit proposé par sa note du 25 octobre. Cette dernière considération devenoit très-inutile avec un gouvernement qui ne se donnoit pas même la peine de répondre aux dépêches expédiées à ce sujet, tant il y avoit peu de suite dans les projets du Conseil exécutif et d'union entre ses membres, dont la plupart étoient dominés par le ministre Clavière, au point d'obtenir d'eux, malgré les mesures prescrites le 26 octobre, de faire partir le 30 pour Genève M. Genet, nommé ministre de France en Hollande, avec un nouveau projet de convention tellement inadmissible, que M. Genet, arrivé auprès du général Montesquiou, le 5 novembre, et s'étant éclairci des faits, sentit sur-le-champ l'absurdité des demandes dont il étoit chargé, et qu'il étoit le jouet d'une faction et d'une intrigue; aussi s'empressa-

d'écrire au ministre des affaires étrangères, pour lui faire part de l'impossibilité où il étoit de remplir sa mission.

Le lendemain, le général Montesquiou, quoique forcé de se convaincre toujours davantage des intentions malveillantes qu'on avoit à son égard, n'en récrivit pas moins pour se plaindre des irrésolutions continuelles du Conseil, et combien il se trouvoit compromis en ayant voulu exécuter ses ordres; qu'en conséquence n'étant plus propre à négocier, il demandoit d'être remplacé par un autre plénipotentiaire; et qu'afin de ne pas se tromper en opérations militaires, comme il paroissoit s'être trompé en opérations diplomatiques, il demandoit aussi, de connoître d'une manière positive, le plan de guerre auquel on vouloit définitivement s'arrêter. Cependant, en vain écrivit-il les lettres les plus fortes et les plus sages, elles devinrent de plus en plus inutiles. Ses ennemis s'étoient flattés, en envoyant M. Genet, d'avoir ou des moyens ou un prétexte d'attaquer le traité avec Genève, et de retarder l'effet de la négociation par de mauvaises chicanes; mais irrités par l'aveu franc et loyal de ce nouveau négociateur, de la conduite irréprochable du général Montesquiou, et encore plus, peut-être, des lettres de ce dernier aux ministres des affaires étrangères et de la justice, il eut beau faire, ses phrases, le zèle de ses amis, les représentations des impartiaux, et l'évidence de la vérité, ne purent prévaloir contre les trames, l'impudence et les intrigues de ses ennemis. Le 9 novembre, le représentant Rovère fit à la Convention nationale, au nom des comités diplomatique, de la guerre et de sûreté générale, un rapport qui n'étoit que le plus étonnant ramas d'impostures, mais d'après lequel cependant la Convention, rappelant son décret du 23 septembre, suspendu par celui du 26, le rétablissoit dans toute sa force, et prononça en même temps, que le général Montesquiou seroit mis en état d'accusation, arrêté et conduit à Paris, pour y subir son jugement.

Le général, prévenu à propos, eut le bonheur de se sauver à Genève, et de-là en Suisse; et en même temps qu'il mettoit sa tête à l'abri des poursuites acharnées de ses ennemis, Brissot, membre

du comité diplomatique, faisoit, le 21 novembre, un rapport à la Convention, où, après s'être permis une diatribe pitoyable contre Montesquiou, il concluoit: 1°. A charger le Conseil exécutif de requérir l'évacuation des troupes suisses de Genève pour le 1er décembre. A cette condition, les troupes françaises respecteroient la neutralité et l'indépendance du territoire génevois, et l'évacueroient si elles l'occupoient. 2°. A passer à l'ordre du jour sur le surplus de l'acte du 2 novembre. La Convention décréta alors ces deux articles, qui n'étoient qu'une ratification déguisée, mais pleine et entière, de l'ouvrage du général Montesquiou. Cependant cet étrange procédé acheva de mettre en évidence la fourberie de ceux qui avoient tramé la perte du général; mais la ville de Genève se vit bientôt livrée à de violentes agitations, qui furent la suite du faux système adopté par M. Clavière, relativement à sa patrie, et qui y attira les calamités et les horreurs dont elle fut le théâtre dans la suite.

Quant à la Savoie, peu de jours après l'entrée des Français à Chambéri, on avoit envoyé de cette ville dans les différentes parties de la province, des commissaires pour y proposer l'organisation d'un nouveau gouvernement. Le 21 octobre, la Convention nationale de la Savoie se trouva formée, et après s'être déclarée duement élue par le peuple souverain pour le représenter, elle l'avoit déchargé de la fidélité promise au roi de Sardaigne, émettant en même temps le vœu de voir la province réunie à la France. La Convention nationale s'empressa d'y déférer, et prononça, le 27 novembre, que la Savoie, sous le nom de *Mont-Blanc*, formeroit le quatre-vingt-quatrième département français; en conséquence, la députation élue pour le représenter, fut admise dans la Convention nationale qui, peu de jours après, nomma le général Kellermann pour aller remplacer dans ce pays le général Montesquiou à l'armée des Alpes, dont il prit le commandement vers le 20 décembre.

Observations.

Le Conseil exécutif auroit dû se méfier davantage des opinions de M. Clavière dans l'affaire de Genève, où il se trouvoit juge et partie. Ce ministre avoit à se venger des traitemens qu'il avoit reçus de la part des aristocrates de sa patrie; et, sous le prétexte d'y ramener la liberté, il poussoit à des mesures aussi inconsidérées qu'impolitiques, dans le moment où il les conseilloit. En effet, la Suisse, pressée par les Puissances étrangères d'entrer dans la coalition, devoit être ménagée, et le général Montesquiou avoit proposé le parti le plus sage, celui des négociations de préférence à celui de la force, qui, outre le danger d'entraîner la Suisse dans des mesures hostiles, avoit celui de l'impossibilité d'entreprendre le siége de Genève, qui devenoit cependant indispensable, si l'on vouloit menacer au lieu de négocier; mais les ennemis de M. de Montesquiou, qui avoient juré sa perte à tout prix, surent profiter de cette circonstance, en tirant parti de la passion du ministre Clavière et du décret porté antérieurement contre le général. Aussi, dès l'instant où ils eurent obtenu contre lui la mise en état d'accusation, et furent instruits de sa fuite, on adopta avec les Suisses et les Génevois les mesures qu'il avoit proposées.

CHAPITRE XVI.

Conquête de la Belgique ou Pays-Bas autrichiens (1).

On donne au général Dumourier le commandement en chef depuis Dunkerke jusqu'à Charlemont et Givet. Plan d'attaque. Commencement de la campagne dans la Belgique. Position des ennemis. Mouvemens des Français. Dispositions pour une bataille. Elle se livre à Jemappes. Victoire; détails. Invasion de la Flandre maritime. Bruxelles reçoit garnison française. Namur capitule. La citadelle d'Anvers se rend au général Miranda. Les Autrichiens passent la Meuse. Ils évacuent entièrement les Pays-Bas. Ils se retirent derrière l'Erft. L'armée française entre en quartiers d'hiver entre la Meuse et la Roer.

AVANT de quitter Paris, le général Dumourier avoit concerté son plan d'opérations de campagne avec le Conseil exécutif, qui lui avoit donné le commandement en chef de Dunkerke à Charlemont ou Givet. Cette étendue de frontière étoit partagée en trois parties ou armées.

Le général Valence formoit la droite avec *l'armée des Ardennes*, forte de seize mille hommes. Il devoit se porter sur Namur, empêcher la jonction du général Clairfait qui accouroit du Luxembourg au secours du duc de Saxe-Teschen; mais cette armée ayant poursuivi les coalisés dans leur retraite de la Champagne, attaqué sans beaucoup de succès le général Clairfait, le 24 octobre, à Virton, et éprouvé en outre des délais dans le service des fournitures, fut retardé dans sa marche, et ne fut rassemblé à Givet que le 6 novembre.

Le centre, ou *l'armée de la Belgique*, forte de quarante mille hommes, commandée par le général Dumourier en personne, étoit rassemblée au camp de Famars, sous Valenciennes, depuis le 22

(1) Voyez tome III, la Carte de la frontière de France, de Dunkerke à Charlemont, et des Pays-Bas autrichiens ou Belgique, n° 8, et la Carte général du Théâtre de la guerre, n° 1er.

octobre; elle devoit pénétrer dans le pays ennemi par la route de Mons.

L'aile gauche, ou *armée du Nord*, forte de dix-huit mille hommes, aux ordres du général la Bourdonnaye, occupoit l'intervalle de Dunkerke à l'Escaut; cette armée devoit menacer Tournai, pour forcer l'ennemi à étendre et à partager sa défensive, et en même temps attaquer quelques postes qui inquiétoient encore la Flandre maritime et les environs de Lille.

A la droite de l'armée des Ardennes, celle *de la Moselle* devoit se porter en même temps sur Trèves et Coblentz, tandis que le général Custine, avec une partie de l'armée du Rhin, marcheroit sur Mayence.

Ce plan vaste et bien combiné, s'il eût été exécuté dans son entier, eût donné, dans une seule campagne assez courte, pour limites des cantonnemens des troupes françaises, le Rhin de Bâle à Nimègue.

Le général Dumourier, arrivé le 24 octobre à Valenciennes, porta le 28 l'*armée de la Belgique* entre Quarouble et Quiévrain. Le général Beurnonville, commandant de l'avant-garde, après un léger combat, prit poste à Quiévrain, et fit occuper Montreuil et Pomereuil, afin d'être à portée de soutenir et de communiquer avec le général Berneron qui avoit traversé Condé le même jour à la tête de huit mille hommes, et s'étoit porté dans la forêt de Bernisart, dans l'objet de forcer l'ennemi à partager ses moyens de défense en avant de Mons, par où le général Dumourier vouloit attaquer. En conséquence, Berneron harcela les Autrichiens du côté de Blaton et de Péruvels, et les obligea de porter des forces sur Raucourt et Buri, pour couvrir la communication d'Ath et de Leuze.

Le même jour, le général la Bourdonnaye partit du camp de la Magdelaine, sous Lille, pour occuper Pont-à-Tressin et les hauteurs de Sainghin, son quartier-général à l'abbaye de Cisoin.

L'armée autrichienne, commandée par le duc de Saxe-Teschen, occupoit la ligne depuis les bois de Sars, par les marais en avant de Saint-Guilain et la rivière d'Hêne; un petit corps étoit posté dans

les bois de l'Hermitage qui, en masquant Condé, communiquoit avec le camp de Buri, fort de quatre à cinq mille hommes; ce dernier communiquoit avec celui de la Trinité, près de Tournai, fort de huit mille hommes aux ordres du général la Tour, qui occupoit aussi cette place et s'étendoit par sa droite vers Lannoi, Roubaix, Turcoin, et enfin Warneton sur la Lys. Quarante mille hommes qui composoient les forces autrichiennes, en y comprenant celles aux ordres du général Clairfait, ne suffisoient pas pour défendre une ligne aussi étendue.

Le général d'Harville, avec douze mille hommes rassemblés au camp de Maubeuge, devoit se porter sur Charleroi et Binch, mouvement qui avoit le double objet de tourner de plus près la gauche de l'ennemi, et de s'opposer à la marche du général Clairfait, en se joignant au général Valence; mais le général autrichien ayant opéré sa jonction le 31 octobre, le général d'Harville fut rappelé, et vint le 1er novembre prendre une position à Hon, près de Ténières, à la gauche de Maubeuge et sur la droite du général Dumourier.

Les postes ennemis de Lannoi et des environs désoloient la plaine de Lille. Le général la Bourdonnaye les fit attaquer, et malgré des coupures et des abattis, les Autrichiens furent chassés et se replièrent sur Tournai.

Le 3 novembre, l'infanterie Belge avoit voulu attaquer le village de Thulin, entre Quiévrain et Mons; mais enveloppée par un nombre supérieur, elle fut contrainte de se retirer et le général Beurnonville obligé de replier ses postes à Quiévrain et de laisser les Impériaux reprendre les leurs. Cet échec peu considérable, devenoit important au début d'une campagne; Dumourier ordonna de réattaquer, et le lendemain 4, l'avant-garde renforcée de neuf bataillons aux ordres du duc de Chartres, qu'on nommoit alors le général *Egalité*, passa la Honelle, et reprit sans beaucoup de peine les postes de Montreuil, de Thulin et les avenues du bois de Sars. Dès-lors le duc de Saxe-Teschen crut devoir resserrer sa position, et se concentrer sur les hauteurs en avant de Mons.

Six pièces de douze soutenues par un corps de troupes partagées en

trois colonnes, chassèrent les ennemis de la position du moulin de Boussu. L'avant-garde bivouaqua à la tête du bois, l'infanterie depuis le moulin jusqu'à Framerie, l'armée en seconde ligne, d'Elonges à Haquin; le général d'Harville resta en colonnes à Ugies, Genli et Noirchin.

(1) L'infanterie Belge, soutenue de trois bataillons d'infanterie légère, attaqua Quaregnon. L'avant-garde marcha en avant de Framerie, sur le grand chemin de Cuesmes. L'armée fut rangée en colonnes le long du bois, de manière à pouvoir se mettre en bataille par un à gauche, en faisant face au village de Jemappes. Douze bataillons furent placés en réserve à la gauche, pour soutenir l'attaque qui se dirigeoit de Quaregnon sur Jemappes, pour prendre ce village à revers, en le tournant par son flanc droit; la cavalerie, divisée en trois corps, soutenoit dans la plaine les trois attaques de l'infanterie; l'artillerie, répandue sur tout le front de la ligne, croisoit ses feux sur les batteries fixes de l'ennemi; le général d'Harville se porta sur les hauteurs en avant de Sipli, pour menacer celles de Nimi en arrière de Mons, et le mont Palisel sur la droite de Sipli. Pendant ces dispositions, on continuoit l'attaque de Quaregnon, et le colonel Frecheville tâtoit la gauche de l'ennemi.

L'armée autrichienne, forte de vingt à vingt-cinq mille hommes, couronnoit les hauteurs en avant de Mons, du faubourg de Bertha-mont à Quaregnon. Tout le front de Cuesmes à Jemappes étoit couvert par des retranchemens, de grosses redoutes et des batteries disposées en amphithéâtre sur le penchant boisé des hauteurs. L'armée française attaquoit avec des forces à-peu-près doubles, et ses deux ailes s'étendant des hauteurs de Sipli à Quaregnon, débordoient les flancs des Autrichiens. Plus de cent bouches à feu étoient répandues sur les deux fronts, mais la position de l'ennemi lui donnoit l'avantage, et son artillerie dominoit celle des Français.

L'action, qui avoit commencé par l'attaque de Quaregnon, se pro-

(1) Voyez, tome III, le Plan de la bataille de Jemappes, n° 9.

longeant en coups de canon depuis sept heures du matin, à dix heures le général Dumourier y envoya le général Thouvenot, qui fit soutenir l'infanterie légère par douze bataillons de ligne; le village de Quaregnon fut forcé, et les Autrichiens se replièrent sur Jemappes.

Les troupes de la réserve étoient destinées à tourner le village de Jemappes avec la cavalerie, et l'infanterie à attaquer en colonne par bataillon; cette aile devoit se déployer dès l'instant où les mouvemens en avant que feroit le centre, lui donneroient la facilité de se joindre à lui.

L'ordre d'attaquer, attendu avec impatience, fut donné vers midi, reçu avec allégresse et exécuté avec rapidité. Les colonnes de bataillons perdirent peu de monde en traversant la plaine qui les séparoit des Autrichiens.

A la droite, l'attaque du général Beurnonville avoit été retardée par le feu très-vif des redoutes construites en avant de Cuesmes; cependant les Français s'en approchent, les attaquent, en chassent les grenadiers hongrois qui les défendent, et mettent la cavalerie autrichienne en déroute. Trois bataillons d'infanterie et deux de grenadiers s'avançoient pour attaquer les redoutes en avant de Cuesmes; une division de dragons autrichiens fond au galop sur cette troupe qui, sans se déconcerter, fait sur cette cavalerie une décharge à bout portant, et se procure un rempart de plus de cent chevaux tués et autant de cavaliers; de nouveaux escadrons ennemis arrivent par le grand chemin de Cuesmes pour envelopper cette infanterie; mais quelques bataillons français, et partie de la cavalerie de la droite ramenée sur ce point, enfoncent les escadrons autrichiens et les font fuir vers Mons, en même temps que l'infanterie qui bordoit les hauteurs.

Au centre, le chemin qui conduit à Jemappes forme une ouverture à travers les bois. Les colonnes françaises traversent d'abord la plaine assez rapidement; trois de leurs bataillons qui s'enfoncent dans le bois, souffrent d'abord beaucoup par la mousquetterie de l'ennemi qui y étoit embusqué. Dix-huit autres bataillons sont égale-

ment exposés, pendant plusieurs heures, à un feu très-violent d'artillerie et d'infanterie. Un régiment de chasseurs et un de hussards, soutenoient l'attaque des Français en face de la trouée; quelques escadrons autrichiens s'y étant présentés subitement, causèrent un moment d'hésitation et de flottement dans les colonnes commandées par le général Drouet : une brigade restant en arrière rompit même la ligne; alors un jeune domestique du général Dumourier, nommé Baptiste, *inspiré*, dit ce général; *par un mouvement héroïque*, se porte au lieu du désordre, rallie l'infanterie, fait avancer sept escadrons de cavalerie, et rétablit le combat. Cependant la confusion s'étoit déjà étendue aux troupes sur la gauche du général Drouet : elles ne fuyoient pas, mais elles commençoient à se mêler et à tourbillonner sur elles-mêmes, et exposées à un feu de mitraille à demi-portée, elles perdoient beaucoup de monde. Le général Egalité, qui s'apperçoit de ce flottement, se précipite au milieu des troupes, parle aux soldats, parvient à les rallier, en forme une grosse colonne, la surnomme le bataillon de Jemappes, la fait marcher en avant, au moment où le reste de la ligne en fait de même. Alors les redoutes et les retranchemens sont forcés, la cavalerie légère se jette dans les intervalles, elle rivalise de vîtesse et de bravoure avec l'infanterie, et bientôt le centre est maître des hauteurs.

La gauche, après quelques retards, avoit effectué l'attaque de Jemappes; mais une partie des colonnes qui s'étoit portée rapidement sur le village, ayant marché sur le flanc droit des retranchemens, et ayant rencontré trop de résistance, avoit fait une contre-marche et étoit rentré dans le village par le chemin de Mons.

Les troupes de la gauche ayant dépassé Jemappes, le centre ayant gagné les hauteurs, et les troupes de la droite ayant pénétré dans Cuesme, les Impériaux se trouvèrent pris entre deux feux, tournés et enfoncés de toutes parts; ils s'enfuirent alors par Mons, et il s'en noya plus de quatre cents dans la rivière de Hêne.

(1) L'armée victorieuse prit position sur les hauteurs de Cuesme,

(1) Voyez, tome III, la Carte des frontières de France et de la Belgique, n° 8.

l'avant-garde à la tête de ce village; les hauteurs de Berthamont furent occupées par deux brigades; le général d'Harville, avec sa division, se porta sur le mont Palissel et les hauteurs de Nimi. Les flanqueurs de gauche furent détachés à Saint-Gélin et Chapelle Notre-Dame, pour inquiéter la gauche du grand chemin de Bruxelles, en même temps que ceux du général d'Harville, établis à Nimi, en inquiétoient la droite; cependant ces deux troupes n'étant pas suffisantes pour entamer l'ennemi, se bornèrent à le harceler. L'armée autrichienne continua sa retraite assez paisiblement sur Bruxelles. Pendant la nuit, la ville de Mons fut évacuée, et les Français y firent une entrée triomphante le 7, vers onze heures du matin.

La journée de Jemappes couvrit l'armée française d'une très-grande gloire. Quelques militaires ont prétendu qu'il eût été plus militaire, moins meurtrier et moins hasardeux de faire tourner les ennemis par le corps du général la Bourdonnaye, sur la gauche, et ceux des généraux d'Harville et Valence, sur la droite; mais il n'entroit pas dans la tête du général Dumourier, de chasser les Autrichiens de la Belgique, par des manœuvres et des marches savantes; il se voyoit double forces, et il voulut s'assurer la gloire d'une victoire à-peu-près certaine, quelles que dussent en être les suites. La perte des Allemands fut évaluée à quatre mille hommes et treize canons; celle des Français à deux mille hommes, dont treize à quatorze cents blessés. Mais on croit qu'il périt dans cette action un beaucoup plus grand nombre de soldats républicains.

Quoique le général la Bourdonnaye exécutât mal les ordres qu'il avoit reçu, il ne resta pas dans l'inaction, fit chasser les postes autrichiens qui occupoient Warneton et Commines, et se tint ensuite tranquille dans son camp de Sainghin jusqu'au 6 novembre, qu'il marcha à Hertain, sur la route de Tournai, et y séjourna sans nécessité le lendemain. Il apprit vers le soir que sur la nouvelle de la défaite des Autrichiens à Jemappes, le général la Tour avoit fait évacuer Nieuport, Ostende, Bruges, Menin et Tournai, et avoit pris le chemin d'Ath, pour joindre le duc de Saxe-Teschen vers Bruxelles. Le 8,

les Français occupèrent Tournai, puis marchèrent par Lessines et Grammont sur Gand, d'où la Bourdonnaye, maître de toute la Flandre autrichienne, poussa son avant-garde à Dendermonde. Il se dirigea ensuite à Anvers, pour en attaquer la citadelle, dont il disposa fort mal le siége. Le général Berneron, après avoir pris Ath, se rabattit sur Herines, le 11, à la gauche du général Dumourier, qui avoit porté le même jour l'armée à Enghien, l'avant-garde à Halle et le corps du général d'Harville à Braine-le-Comte, sur sa droite.

Le 13, sur la nouvelle que le colonel de Vaux avoit rencontré à Saint-Petersleuwe l'arrière-garde des Autrichiens, le général Dumourier parti promptement avec trois mille hommes de son avant-garde et deux compagnies d'artillerie légère, arriva à Saint-Petersleuwe, y attaqua l'ennemi et le poussa jusqu'à Anderlecht, où il trouva un corps très-considérable des ennemis, posté avantageusement sur des hauteurs, derrière le village. Il étendit alors son front pour n'être pas tourné, et commenca une forte canonnade. Sur les trois heures, ayant été rejoint par le reste de l'avant-garde, il emporta le village d'Anderlecht, et les ennemis se retirèrent sur le gros de leur armée, qui étoit en bataille près du parc et de la porte de Bellevue à Bruxelles.

Le même jour 13, le général Miranda conduisit l'armée à Halle, où se rendit aussi le général d'Harville.

Le 14, l'armée arriva à Anderlecht. Tandis que les Autrichiens se retiroient par Louvain sur Tirlemont, Bruxelles reçut garnison française, et l'avant-garde marcha sur Wilworden.

Le 16, Malines se rendit à discrétion au général Stengel, qui commandoit alors l'avant-garde.

Les progrès de la seconde armée, sur la gauche, nécessitèrent alors un mouvement sur la droite, afin de tourner entièrement l'ennemi, en se rendant maître de Namur, des deux rives de la Meuse, et en se portant au besoin sur le Rhin, par le Luxembourg et la Moselle. Afin de remplir ce nouveau plan, le général Valence, qui avoit pris Charleroi, le 10, et étoit arrivé le 12 à Nivelle, sur

la droite de l'armée de Dumourier, campa le 17 à Mazi, et après avoir repoussé un corps de l'armée du général Clairfait, il s'avança le 18 aux portes de Namur, qui capitula et se rendit le 20.

Le 19, l'armée de la Belgique campa à Cortenbergh, le 20 elle traversa Louvain et campa sur le Pellenberg, son avant-garde à Bautersem, et le corps du général d'Harville le long du bois de Merendael; l'ennemi étoit alors entre les deux Géetes, derrière Tirlemont, son avant-garde à Cumptich.

Le 21, l'armée se serra sur son avant-garde, le général d'Harville marcha par Meldert sur Hougaerde, pour tourner la gauche de l'ennemi; une autre division marcha sur Oplinter, pour le tourner par sa droite. Le 22, les Autrichiens ayant abandonné Tirlemont, l'armée française campa sur les hauteurs de Cumptich, et le général d'Harville alla joindre le général Valence, qui faisoit le siége de la citadelle de Namur, qui se rendit le 1er décembre. Celle d'Anvers s'étoit rendue le 26 novembre au général Miranda, qui avoit remplacé le général la Bourdonnaye dans le commandement de la seconde armée, qu'il avoit amenée des environs de Tournai devant cette place, dont le général Dumourier l'accusa d'avoir follement conduit l'attaque. Miranda se porta ensuite sur Ruremonde.

Après quatre jours de repos à Cumptich, l'armée marcha à Saint-Tron; l'ennemi abandonnoit le terrein pié à pié et faisoit une fort belle retraite. Le 27, on rencontra son arrière-garde à Liége; il s'engagea entr'elle et l'avant-garde française un combat qui dura toute la journée. Les Autrichiens furent enfin repoussés, et eurent le temps de passer la Meuse avec assez d'ordre, parce que les flanqueurs de la droite et de la gauche qui avoient marché pour cerner cette arrière-garde, éprouvèrent du retard. Cette action fut la dernière de la campagne dans les Pays-Bas, que les ennemis évacuèrent alors entièrement. Le général Clairfait qui, chargé alors du commandement en chef, se retira sur Herve et Aix-la-Chapelle (1), et le général Beaulieu sur

(1) Voyez, tome III, la Carte n° 8, le Supplément pour la campagne du général Dumourier.

Luxembourg. Le 2 décembre, l'ennemi quitta Herve, où il laissa une arrière-garde et établit son armée en échelons, depuis Henri-Chapelle jusqu'à Aix-la-Chapelle.

De son côté, l'armée de Miranda s'étoit emparée le 11 de Ruremonde, et son avant-garde avoit fait contribuer la Gueldre prussienne, la principauté de Meurs et le duché de Clèves. Cependant l'armée de la Belgique ne pouvoit prendre ses quartiers d'hiver sur la Meuse, quoique la mauvaise saison et le dénuement de divers objets d'habillement les rendissent tous les jours plus nécessaires. Il falloit auparavant nétoyer le pays, sur la droite, des ennemis qui s'y trouvoient encore; et ce fut dans cet objet que le général Dumourier ordonna aux colonels Frécheville et de Hack de tourner l'ennemi par sa gauche, en attaquant Theux, Verviers, le grand et le petit Rechain, tandis que le général Stengel attaqueroit de front. L'ennemi voyant son flanc gauche forcé et son front prêt à être attaqué, abandonna, pendant la nuit, Aix-la-Chapelle, où les Français entrèrent le 8. Le général Clairfait continua sa retraite avec ordre et lenteur, malgré la prodigieuse désertion de ses troupes, jusques derrière l'Erfft, entre cette rivière, le Rhin et Cologne.

Les armées de la république entrèrent alors en quartier d'hiver le 12, dans la Belgique, et occupèrent tous le pays entre la Meuse et la Roer, depuis Ruremonde jusqu'à Hui sur la Meuse, et jusqu'aux sources de la Roer. Le général Dampierre occupa Aix-la-Chapelle avec douze bataillons; le général Stengel, les bords de la Roer jusqu'à Alden-Hoven; le général Miaczinski avec les flanqueurs de gauche, s'étendoit jusqu'à la rivière de Foron, à la vue de Maestricht; le colonel Frécheville, avec ceux de droite, occupoit Eupen et Cornelis-Munster; l'avant-garde du général Valence étoit placée à Verviers, Limbourg, Stavelo, Spa et Malmédi. Son armée formoit deux lignes depuis Hui jusqu'à Liége et Saint-Tron. L'armée de la Belgique occupoit Liége, Robermont, Herve et les villages intermédiaires; l'armée du Nord s'étendoit de Tongres à Ruremonde.

Au moyen de ces arrangemens, tous les cantonnemens sembloient

se protéger mutuellement et faire face de toutes parts à l'ennemi, sur la Campine, Maestricht, Cologne, Coblentz et Luxembourg. Aix-la-Chapelle étoit le point central d'où l'on pouvoit prendre toutes les directions, dans le cas où les Autrichiens voulussent attaquer ces quartiers. Malgré toutes ces précautions, il valoit beaucoup mieux forcer le général Clairfait à repasser le Rhin, et donner à l'armée française, sur la rive gauche de ce fleuve, des quartiers qui auroient été beaucoup plus assurés que sur les bords de la Roer. Après l'établissement des cantonnemens, le général Dumourier partit pour Paris, et le général Miranda, établi à Aix-la-Chapelle, commanda en chef les armées réunies.

Observations.

On a beaucoup exalté les talens militaires du général Dumourier à l'occasion de la victoire de Jemappes; mais il paroît que ces louanges exagérées furent dictées par l'esprit de parti, et peut-être par l'ignorance : il semble au contraire, quand on examine avec sang-froid et réflexion la conduite du général Dumourier dans cette occasion, qu'elle fut l'effet de sa présomption habituelle. Il avoit à ses ordres, dans l'espace compris entre Givet et Dunkerke, quatre armées faisant près de cent mille hommes. Les Autrichiens en avoient environ trente mille, encore n'étoient-ils pas ensemble. Si au lieu de tenir ses forces sur des points aussi éloignés du centre, points où elles se trouvoient dans l'impossibilité de concourir à un grand effort combiné, et exposées à être attaquées sans pouvoir se soutenir mutuellement, il les eût rapprochées, il est probable que les Autrichiens auroient été facilement enveloppés et forcés à mettre bas les armes, sans qu'on fût peut-être obligé de leur livrer une bataille. Ainsi le général Valence, destiné à opérer sur le flanc gauche des Autrichiens, étoit si loin de ce flanc, que sa destination étoit véritablement illusoire, pour pouvoir entrer en action dans un moment décisif. Le général Harville, à la vérité, étoit placé de manière à tourner de plus près la ligne de

l'ennemi; mais comment pouvoit-il le faire avec succès, s'il ne pouvoit agir simultanément avec le général Valence, qui, posté au contraire vers Charleroi, par exemple, et le général Harville vers Binche, se seroient trouvés sur l'extrémité de la gauche des ennemis et en mesure de l'attaquer ou de l'envelopper dans un espace de temps fort court. D'un autre côté, pourquoi les généraux Berneron et la Bourdonnaye se trouvoient-ils occupés dans des points assez éloignés, avec au moins vingt-quatre mille hommes, pour contenir au plus huit mille Autrichiens? Il auroit été sans doute bien plus convenable de laisser le général la Bourdonnaye observer les Autrichiens avec dix mille hommes, et faire porter plus immédiatement sur l'extrémité de leur droite et leurs derrières, le général Berneron avec les quinze mille autres. Dans cette hypothèse, si les Autrichiens n'eussent pas capitulé, et qu'il fût devenu indispensable de les attaquer dans leurs retranchemens sous Mons, en faisant coïncider les mouvemens des corps aux ordres des généraux Valence, Harville et Berneron avec ceux de l'armée principale, conduite par le général Dumourier, qu'auroient pu devenir les Autrichiens, entourés et attaqués au même instant par plus de quatre-vingt mille hommes?

Indépendamment de cette faute vraiment capitale et qui dénatura les succès de cette campagne, on reproche au général Dumourier d'avoir manœuvré mal à propos sur la droite de l'ennemi, qui étoit sa position la plus redoutable, au lieu de se borner à faire des simulacres sur cette droite, et d'avoir fait un mouvement avec le reste de son armée en longeant Frameries, et se formant sur l'extrémité de la gauche des Autrichiens, l'avant-garde vers Cuesme, la gauche vers Frameries; il auroit alors tourné les redoutes et coupé la retraite aux ennemis. Par ce moyen bien plus militaire, et qui ne laissoit presque aucun obstacle à surmonter, on eût évité l'attaque des hauteurs et des redoutes qui coûta si cher.

On reproche encore à Dumourier, de n'avoir pas su tirer assez de parti de ses forces, pour contraindre l'ennemi à recevoir une seconde bataille, qui l'eût mis hors d'état de gagner les bords de la

Meuse. Pour cela encore, il ne falloit pas ordonner au général Valence de se porter sur Namur, mais bien au contraire de se diriger sur Nivelles ou tout autre point plus rapproché de l'extrémité de la gauche des ennemis.

A l'égard des Autrichiens, on leur reproche d'avoir attendu les Français dans leurs retranchemens avec des forces aussi inférieures. Dans la position où se trouvoient les Allemands, il auroit peut-être mieux valu réunir toutes leurs forces et oser attaquer les Français vers Frameries, sur l'extrémité de leur droite, en même temps que le feu des redoutes eût contenu leur front. Peut-être le prince de Saxe-Teschen auroit-il gagné la bataille; mais l'eût-il perdue, il n'auroit jamais couru autant de risques qu'en restant dans sa position, et il auroit manœuvré de manière à mettre les chances futures en sa faveur, au lieu de s'exposer à être enveloppé et pris, comme cela auroit dû lui arriver, si le général Dumourier avoit mieux profité seulement de la moitié de ses avantages.

Quand on voit ce dernier agir aussi peu militairement avant, pendant et après la bataille de Jemappes, on se demande encore, comme nous l'avons déjà fait en terminant un autre chapitre, pourquoi ce général laissoit-il échapper les coalisés aux environs de Sainte-Ménéhould, et venoit-il chercher les Autrichiens à Mons? Pourquoi ne préféroit-il pas de prendre sa ligne d'opération entre la Meuse et le Rhin? L'armée aux ordres du général la Bourdonnaye étoit suffisante pour contenir les Autrichiens, qui n'auroient pas d'ailleurs songé à l'inquiéter, quand ils auroient su le général Dumourier occupant le Rhin avec cent quarante mille hommes, de Mayence à Nimègue, après avoir coupé l'armée prussienne de la base de ses opérations, et avoir mis les Autrichiens, dispersés de Luxembourg à Gand, dans la dure nécessité de mettre bas les armes, ou de se faire jour avec des pertes énormes. Mais comment répondre à tous ces *pourquoi* et à tant d'autres qu'on pourroit y ajouter, si ce n'est en se rappelant l'ambition désordonnée et aveugle, la présomption et peut-l'ignorance du général Dumourier?

CHAPITRE XVII.

Campagne entre la Saare et la Moselle (1).

Plan des opérations de l'armée de la Moselle. Elle est mise sous les ordres du général Beurnonville. Détails des mouvemens de cette armée. Projet d'attaquer et d'enlever Trèves. Diverses tentatives. Elles sont sans succès. L'armée se retire. Position des armées françaises et ennemies.

Suivant le plan général, l'armée de la Moselle devoit se porter sur Trèves et Coblentz, pour se joindre, par la gauche, à l'armée du général Dumourier, chargé de repousser l'ennemi au-delà du Rhin, et, par la droite, au corps d'armée aux ordres du général Custine, qui opéroit du côté de Mayence. Ce plan, profondément combiné, manqua par des retards et des obstacles en tous genres.

Le général Chazot, commandant à Sédan, avoit reçu, vers le 20 octobre, l'ordre de rassembler un corps de dix à douze mille hommes destinés à être sous le commandement du général Ligneville. Ce corps devoit se porter par Virton, dans le Luxembourg, pour attirer à lui les troupes aux ordres du prince de Hohenlohe-Kirchberg, sans se compromettre; il pouvoit se retirer au besoin sous Longwi, Montmédi ou Sédan. Si, au contraire, l'ennemi ne lui opposoit pas de grandes forces, il devoit s'avancer sur Arlon, pour couper la communication entre Luxembourg et Namur. Le général Kellermann ayant été obligé, dès le 25 octobre, de mettre l'armée du centre en cantonnemens, cette diversion devint nulle et impossible.

D'après les ordres du conseil exécutif, le général Kellermann rassembla, dans les premiers jours de novembre, l'armée du centre, devenue armée de la Moselle, sur les hauteurs de Saare-Louis; le 7,

(1) Voyez, tome III, la Carte de la Campagne entre la Saare et la Moselle, n° 10, celle du Théâtre de la guerre, n° 1er, et celle de la Campagne de 1792, n° 4.

il la porta à Mertzig, où il en quitta le commandement, et fut remplacé par le général Beurnonville, qui y arriva le 14.

Le 9, le général la Barolière, avec une avant-garde de trois mille hommes, partit de Mertzig, se porta à Sierck, puis à Ridling, s'empara des magasins établis à Remich, marcha par Freudenbourg et Saarbourg, jusqu'au pont de Konds-Saarbruck; il auroit même pu s'emparer de Trèves, où les ennemis n'étoient pas encore établis, mais l'armée n'étant pas en mesure de le soutenir, le général Beurnonville l'avoit rappelé à Saare-Louis, où l'armée se trouva réunie le 14.

Le général Beurnonville avoit d'abord voulu effectuer avec Custine une jonction sur Mayence, au moyen d'un détachement de quatre mille hommes d'infanterie, et deux de cavalerie aux ordres du général Ligneville; ayant changé d'avis, il fit de ce corps son avant-garde, et la porta le 23 à Saint-Vendel et Hessenbach; il se mit lui-même en mouvement, pour la suivre le 25 à la tête de sept mille hommes, et campa à Lehbach et Wusweiller; le lendemain 26, il se réunit au général Ligneville, qui s'étoit porté à Tholet, où toute l'armée se trouva réunie le 27, à l'exception de deux mille hommes sous les ordres du général Humbert, chargé d'opérer entre la Saare et la Moselle.

Le 29, l'armée campa à Mettnich, l'avant-garde à Kastel; le 30, à Nonweiller, l'avant-garde à Hermeskeil. Des corps avancés poussèrent jusqu'au bois de Gerfeld; Kellen fut occupé par l'infanterie légère.

Les Autrichiens s'étoient retranchés sur les hauteurs de Pelingen en avant de Trèves, et avoient poussé des avant-postes vers Cherf, Kellen, etc. Le prince de Hohenlohe-Kirchberg couvroit ainsi les hauteurs de Trèves, Konds-Saarbruck et Pellingen avec quatorze mille hommes; les gorges environnantes et la Chartreuse étoient fortement retranchées; dix-sept mille hommes commandés par le général Brentano occupoient Luxembourg et ses environs.

Le 1^er^ décembre, l'armée française campa sur les hauteurs d'Hermeskeil, occupant Kellen, Schondorf, Holtzberg et Lonwald.

Le 2, le général Humbert canonna vivement Saarbourg.

Le 3, la première ligne se porta sur la lisière du bois de Lonwald, pour appuyer l'avant-garde qui avoit cerné les hauteurs de Pellingen.

Le 4, l'armée se réunit entre Holtzberg et Wasweiller, la cavalerie chassa l'ennemi du bois de Lonwald, et poussa des partis sur Traerbach; l'avant-garde s'avança à Taumen, Cassel et Rouver, d'où, à la faveur d'une fusillade soutenue, elle reconnut la montagne Verte (1).

Il s'agissoit d'attaquer, sur trois points à la fois, Konds-Saarbruck, Pellingen et la montagne Verte; en conséquence, la nuit du 4 au 5 décembre, les généraux la Grange et Destournelles, à la tête de leur brigade, et le général Landremont avec cinq cents tirailleurs et douze cents chevaux, menacèrent les hauteurs de Pellingen; le général Beurnonville s'étoit chargé de l'attaque de la montagne Verte, et le général Humbert devoit marcher sur Konds-Saarbruck.

La montagne Verte fut attaquée, vers onze heures, par l'avant-garde aux ordres des généraux la Barolière et de Laage, soutenus par la première ligne. Vers trois heures de l'après-midi, toutes les batteries ennemies avoient été démontées, les Tyroliens repoussés, la cense située au pié de la montagne prise, et les colonnes d'attaque se formoient, au moment où l'on vit se déployer les renforts qui arrivoient de Luxembourg, qui décidèrent la retraite. Le général la Barolière la facilita par un feu vif et soutenu, et prit ensuite position le 8 à Schondorf et le long de la Rouver; le même jour, le général Ligneville repoussa deux bataillons ennemis de Wiltingen, le général Humbert battit aussi quelques Autrichiens devant Saarbourg, et le général la Barolière repassa la Rouver pour flanquer les hauteurs de Pellingen.

Le 11, le général Pulli ayant chassé les ennemis qui se présentoient en force pour reprendre Saarbourg, ce succès détermina le projet d'une double attaque sur Konds-Saarbourg et Pellingen. Les

(1) Voyez, tome III, le Supplément sur la Carte n° 10.

Autrichiens prévinrent la première, en attaquant à Bibelshausen un bataillon fort de trois cents hommes seulement, commandé par le colonel Pointcarré; ce bataillon arrêta les assaillans, au nombre de plus de douze cents fantassins et quatre cents cavaliers; le combat fut vif et la déroute de l'ennemi complète.

Le 13, les Français étoient à une demi-lieue de Konds-Saarbruck, lorsqu'ils furent repoussés du côté de Tavern, par un corps de troupes sorti de Grevenmacheren.

Le lendemain 14, au moment où le général Beurnonville emportoit Pellingen et étoit obligé de s'en retirer, on faisoit une dernière tentative pour s'emparer de Konds-Saarbruck.

Le but du corps porté entre Saare et Moselle, étoit de faire évacuer ce pays par les Autrichiens, afin de les empêcher d'alimenter le camp de Pellingen par les troupes venant de Luxembourg, d'en faciliter la prise au principal corps d'armée, ou, en cas de non succès, de protéger sa retraite. Mais, quoique les différentes attaques des 14, 15 et 16 sur Bibelshausen, Wawren et Ham, eussent d'abord réussi, quoique les Autrichiens eussent été forcés d'abandonner le champ de bataille, arrivés près de Konds-Saarbruck, les généraux jugèrent impossible de forcer l'ennemi dans sa position, dominée par quatre hauteurs garnies de canons et couvertes de troupes; de son côté, le général Beurnonville, convaincu de même des difficultés insurmontables de s'emparer des hauteurs de Pellingen, porta toutes ses troupes sur la rive gauche de la Saare, et établit son quartier-général, le 17, à Mertzig, afin de protéger la retraite du corps d'entre Saare et Moselle; enfin le 18, le général la Barolière termina la campagne et la retraite par une canonnade de sept heures sur Konds-Saarbruck et Grevenmacheren; il obligea trois mille hommes renfermés dans cette dernière ville, d'en sortir, et favorisa par cette attaque les mouvemens rétrogrades de l'armée, qui s'exécutèrent sans obstacles, et presque sans perte, par Sierck et Thionville.

Après cette expédition inutile, l'armée fut mise en quartiers

d'hiver sur le territoire français, ayant sur son front la Saare, de Mertzig à Sarguemines. La première ligne occupoit la route de Thionville à Saare-Louis, et la seconde depuis Antilli (1) jusqu'à Saint-Avold; le général de Laage occupa les gorges de Fontoi, surveillant Luxembourg.

Ainsi, au 1er janvier 1793, les armées du Nord, de la Belgique, occupoient la Meuse et la Roër; celle de la Moselle, la Saare; et celle du Rhin, de Bingen à Bâle. L'armée du général Beaulieu et du prince de Hohenlohe s'étendoit dans le pays de Luxembourg et de Trèves, et sur la Saare jusqu'à Saarbourg. L'armée du prince de Saxe-Cobourg, qui avoit succédé au duc de Saxe-Teschen, étoit entre l'Erfft et le Rhin, ayant sa gauche vers Coblentz, où commençoit celle du roi de Prusse, qui occupoit cette ville, le Rhingau, et avoit son corps principal entre Francfort et Mayence. Trente mille hommes, commandés par le général autrichien Colloredo, étoient répartis sur les deux rives du Necker et sur le Rhin de Lambertheim à Manheim; un autre corps moins considérable s'étendoit de Rastadt à Schwetzingen et Frederichsfeld. Il y avoit dans le Brisgau, outre les émigrés français, quinze ou seize mille hommes aux ordres du général Wallis, qui observoit le camp de Plobsheim et le haut Rhin.

Observations.

On a prétendu que le général Beurnonville eut tort de faire attaquer les ennemis sur trois points à la fois, au lieu de réunir ses forces pour les attaquer successivement, en faisant tout au plus quelques démonstrations devant les points contre lesquels on n'auroit pas voulu entreprendre sur-le-champ. Par ce moyen, les Autrichiens accablés par le nombre, auroient vu sans doute enlever successivement les trois points dans lesquels ils s'étoient fortifiés, si même ils

(1) Antilli, sur la rive droite de la Moselle, est au-dessous de Metz. Voyez, tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er.

n'avoient été obligés de mettre bas les armes. Au reste, le corps du général Beurnonville auroit été mieux employé, si on l'eût réuni à celui du général Custine, et sur-tout si ce dernier avoit eu plus de talens militaires. On pouvoit laisser quelques mille hommes devant Trèves, et en porter environ soixante mille à Mayence, après la réunion, pour manœuvrer au besoin sur l'une ou l'autre rive du Rhin, et il est difficile de calculer les changemens avantageux pour la France que de pareilles forces auroient produit dans les événemens militaires, et par leur influence sur les mesures politiques et intérieures.

TABLEAU HISTORIQUE

DE LA

GUERRE DE LA RÉVOLUTION

DE FRANCE.

CAMPAGNE DE 1793.

CHAPITRE PREMIER.

Dernières entreprises du général Dumourier, ses mauvais succès et sa fuite ou émigration (1).

Les forces de l'Angleterre et de la Hollande se disposent à joindre les Autrichiens. Les armées françaises cantonnées sur la Roer manquent de tout. Le général Dumourier imagine d'aller chercher en Hollande des approvisionnemens pour l'armée. Plan à cet égard. Étranges idées de ce général. Il donne des ordres pour son expédition. Détails. Il entre sur le territoire hollandais. Ses succès. Ils sont interrompus par les nouvelles fâcheuses de ce qui se passe sur la Roer. Le général Dumourier se rend à l'armée de la Belgique. Le général Thouvenot est chargé du commandement de l'armée employée contre la Hollande. Préparatifs des ennemis. Sécurité des Français. Les lignes de la Roer sont forcées. L'armée française se retire en arrière de Louvain. Un de ses corps se porte sur Judoigne. Nouvelle position de l'armée française. Les Autrichiens surprennent Tirlemont. Les Français le reprennent. Les ennemis se retirent derrière la Nette. Les Français remportent un autre avantage à Goidzenhoven. Le général Dumourier se décide à livrer bataille. Détails. Bataille de Neerwinden. Les Français la perdent. Détails et réflexions. Les armées françaises rentrent en France. Leur position respective. Tentatives infructueuses du général Dumourier pour se rendre maître personnellement de quelques places fortes.

(1) Voyez, tome III, la Carte de la frontière de France, de Dunkerke à Charlemont et des Pays-Bas autrichiens ou Belgique, n° 8, celle de l'expédition en Hollande, n° 11, et celle du Théâtre de la guerre, n° 1er.

La Convention envoie des commissaires pour le suspendre et l'arrêter. Il lève le masque de la rebellion. Il fait arrêter le ministre de la guerre et les commissaires. Il les livre au général Clairfait. Celui-ci les envoie prisonniers en Autriche. Le général Dumourier ne peut corrompre qu'un très-petit nombre d'officiers et de soldats. Il s'enfuit chez les ennemis.

Les forces de l'Angleterre et de la Hollande alloient se joindre à celles des autres ennemis de la France; l'impossibilité alors de défendre les Pays-Bas, une fois bien constatée, le parti le plus sage étoit de les abandonner et de retirer l'armée derrière les places du département du Nord, en gardant quelque temps les bords de l'Escaut et la citadelle de Namur. Mais quel est le général qui eût osé proposer de prendre un parti aussi sage? On l'auroit traité de lâche, et peut-être eût-il perdu la tête sur un échafaud. Pour se tirer d'un pas aussi épineux, il restoit un parti à prendre, c'étoit celui de l'audace: l'armée manquoit de tout, il falloit peut-être oser tenter d'aller la pourvoir de tout en Hollande. Cependant c'étoit aussi beaucoup hazarder, dans un moment où les troupes cantonnées sur la Meuse et sur la Roer étoient autant exposées, n'étant maîtresses ni de Juliers ni de Maestricht, et le général Custine ayant refusé de venir s'emparer de Coblentz. Malgré ce danger, le général Dumourier s'arrêta au parti de marcher contre les Provinces-Unies, et forma des plans gigantesques, appuyés sur des calculs politiques dictés par l'ambition la plus désordonnée.

Quelques réfugiés hollandais avoient formé un comité à Anvers; d'après leurs assertions, leur parti parut très-considérable à Dumourier, sur-tout à Amsterdam, à Harlem, à Dordrecht et en Zélande, où ce comité proposoit une irruption; le général eut l'air d'adopter ces idées, mais il avoit un projet selon lui bien plus sûr et bien plus vaste: il vouloit s'avancer avec un corps d'armée sur le Moerdick, en masquant les places de Breda, Gertruidembeig, Klundert et Willemstadt sur la gauche, tenter le passage de cette espèce de bras de mer appelé le Moerdick, pour arriver à Dordrecht où, une fois débarqué, il se trouvoit dans le cœur de la Hollande, et ne pouvoit

plus rencontrer d'obstacles en marchant par Rotterdam, la Haye, Leyde et Harlem, sur Amsterdam. Il prenoit alors à revers toutes les défenses de la Hollande. En même temps, le général Miranda, avec une partie de l'armée, étoit destiné à masquer et à bombarder Maestricht et Wenloo ; puis dès l'instant où il auroit su le général Dumourier débarqué à Dordrecht, il auroit laissé continuer le siége de Maestricht par le général Valence, et auroit marché avec vingt-cinq mille hommes sur Nimègue, où le général Dumourier l'auroit rejoint par Utrecht.

Une fois maître de la Hollande, le général Dumourier, toujours dominé par ses idées incohérentes et dévoré d'ambition, ne voyoit plus d'obstacles à l'accomplissement de ses projets ; il donnoit une constitution aux Provinces-Unies et à la Belgique réunies, il en écartoit les commissaires de la Convention, il s'assuroit des possessions hollandoises dans les Indes, il en renforçoit les garnisons, il décidoit les Anglais à la neutralité, les Autrichiens à une suspension d'armes, la France à une alliance avec les nouvelles conquêtes ; et devenu le sauveur et le souverain régulateur des destinées des dix-sept provinces des Pays-Bas, si la Convention hésitoit un moment d'accepter ses propositions, il marchoit sur Paris pour écraser les Jacobins et établir une constitution à songré.

Ce plan qui n'a peut-être pas existé, si ce n'est dans la tête du général Dumourier, au moment où il écrivit ses mémoires; ce plan qui donne la juste mesure de ses desirs sans bornes, et de son dessein de placer, dans la personne du duc de Chartres, la maison d'Orléans sur le trône constitutionnel de France, et de se mettre lui-même à la tête des dix-sept Provinces-Unies; ce plan enfin qui, s'il eût eu quelque réussite, présentoit mille obstacles pour être conduit à sa fin, fut entièrement renversé par la déroute d'Aix-la-Chapelle, ainsi qu'on va le voir.

D'après les ordres du général Dumourier, on avoit tiré dès le 16 janvier, tout ce qu'il y avoit de troupes disponibles dans le département du Nord; les garnisons de Bruges, Ostende, Gand et Dender-

monde avoient marché sur Anvers, et avoient été remplacées par d'autres troupes venues de l'intérieur.

L'armée destinée à l'expédition, consistoit en vingt bataillons, environ mille chevaux, peu d'artillerie, et quelques troupes legères Belges et Bataves; en tout à-peu-près quatorze mille hommes, divisés en quatre corps.

L'avant-garde, commandée par le général Berneron, étoit composée de deux bataillons nationaux, deux Bataves, cent hussards Belges, cent cinquante cavaliers de la légion du Nord, cinquante dragons Français, quatre-vingt dragons Bataves et trois cents chasseurs.

La colonne de droite, aux ordres du général d'Arçon, habile ingénieur, ayant sous lui le colonel Westermann, étoit de neuf bataillons de volontaires, deux incomplets de gendarmerie, cent cinquante hussards.

Le colonel le Clerc commandoit la division de gauche, forte de neuf bataillons de volontaires et de cent cinquante hussards.

L'arrière-garde, conduite par le colonel Tilli, consistoit en un bataillon de volontaires, un de Bataves, deux cents Belges, cent cavaliers Français, et cent hussards Belges.

La Convention nationale ayant déclaré la guerre à l'Angleterre et aux Provinces-Unies, ou plutôt au Stadhouder, considéré comme le vice-roi de la Grande-Bretagne en Hollande, le 1er février, l'armée étoit entrée sur le territoire hollandais le 17 (1), et s'étoit établie dans des cantonnemens très-serrés, de Berg-op-Zoom à Bréda. Le général Dumourier partit le 22 d'Anvers, avec l'artillerie et les dernières troupes.

Le général Berneron devoit se porter sur la Merck, entre Oudenbosch, Steenbergen et Bréda, et détacher le lieutenant-colonel Daendels, avec huit cents hommes d'infanterie et cent de cavalerie, sur Roovaert, le Moerdick et la Swaluwe, pour y rassembler et y rete-

(1) Voyez, tome III, la Carte de l'expédition en Hollande, n° 11.

nir tous les bâtimens et bateaux qui s'y trouveroient. Ce mouvement ayant été renvoyé au 22, l'ennemi, sans doute prévenu, retira ses navires et ses bateaux sur le bord opposé, et ôta ainsi les premiers moyens de passage aux Français, qui devenus maîtres de Bréda le 24 février, de Klundert le 26, et de Gertruidenberg le 5 mars, assiégèrent Willemstadt en même temps qu'ils continuoient à bloquer Berg-op-Zoom et Steenbergen. Le général Dumourier avoit établi son quartier-général à Roowaert, et fait pratiquer sur les dunes des hutes en paille pour les soldats, qui appeloient ce cantonnement aquatique, *le camp des Castors.* On étoit parvenu à équiper vingt-trois bâtimens et à les rassembler dans l'anse de Roowaert. Le véritable point d'attaque étoit encore ignoré de l'ennemi, qui rassembloit toutes ses ressources de défense à Gorcum. On avoit aussi préparé les moyens de faire exécuter, à la division de droite, le passage de du Biesbos; mais les nouvelles fâcheuses de ce qui se passoit vers la Meuse, obligèrent le général Dumourier d'abandonner ses succès et tous ses arrangemens pour les poursuivre, afin de se rendre à l'armée de la Belgique, pour laquelle il partit le 10 mars, après avoir laissé provisoirement au colonel Thouvenot, chef de l'état-major; la direction de l'armée employée contre la Hollande.

Vers la fin de janvier (1), le général la Marlière avoit marché sur la droite de la Meuse à Wassemberg, d'où il avoit repoussé les ennemis, et le général Miranda, d'après les ordres du général Dumourier, avoit disposé le siége ou plutôt le blocus de Maestricht avec quinze mille hommes. La prise infiniment importante de cette place, auroit exigé beaucoup plus de troupes pour en faire le siége dans les règles, et le pousser avec une grande vigueur. La prise des forts Stephensweerd, au-dessus de Ruremonde, le 11 février, et de Saint-Michel, vis-à-vis de Wenloo, auroit pu faciliter la suite des opérations du siége de Maestricht. La place étoit bloquée le 6 février, la tranchée avoit été ouverte le 21, mais faute de monde le bombardement étoit

(1) Voyez, tome III, la Carte n° 12 et celle n° 1er.

poussé avec mollesse et traînoit en longueur. Sur ces entrefaites, les ennemis ayant attaqué et forcé la ligne des cantonnemens sur la Roer, on fut obligé de lever le siége de Maestricht, le 3 mars.

Dès le 30 janvier, le prince Frédéric de Brunswick, frère du duc, étoit entré dans le duché de Clèves, avec un corps de vingt-cinq mille Prussiens et Hanovriens; après avoir coopéré avec l'armée autrichienne à reprendre la Gueldre et Ruremonde, il avoit marché par Grave, d'où il étoit arrivé le 12 mars sur Bois-le-Duc, pour aider les Hollandais à reprendre les places que les Français leur avoient enlevées. Le général de Flers s'étoit jeté dans Bréda, le colonel Tilli dans Gertruidenberg, et le reste de l'armée s'étoit retiré sur Anvers. Gertruidenberg et Bréda, obligés de capituler, leurs garnisons obtinrent les honneurs de la guerre et évacuèrent ces places le 6 et le 7 avril.

Pendant ce temps, le prince de Saxe-Cobourg étoit arrivé à Cologne pour prendre le commandement en chef de l'armée autrichienne. Le général Clairfait avoit réuni trente mille hommes entre le Rhin et l'Erfft, sur lequel il prit son quartier-général, et poussé des détachemens à Juliers et sur la droite de cette ville, vers Ruremonde et Wenloo. Le général Baulieu avec son armée et quelques débris de celle du duc de Saxe-Teschen, étoit dans le Luxembourg; il occupoit Saint-Hubert; et son quartier-général étoit à Bastogne. Le prince de Hohenlohe-Kirchberg étoit dans Trèves avec un petit corps d'armée, et avoit fait occuper la ville et la principauté de Saarbruck. Vingt-cinq mille Autrichiens, tirés des Etats héréditaires, se rendoient par Wurtzbourg, sur le Rhin, entre Cologne et Wesel, pour agir de concert avec le prince Frédéric de Brunswick, que nous venons de voir marcher au secours des Hollandais. Tous ces préparatifs n'avoient pu tirer les Français de la plus parfaite sécurité. Ainsi l'armée ennemie toute entière avoit passé la Roer, qu'ils n'avoient encore nul point de rassemblement indiqué (1).

(1) Voyez sur la Carte des frontières de France, de Dunkerke à Charlemont, n° 8,

Le 1er mars, les Autrichiens commencèrent leur mouvement de grand matin : trois de leurs colonnes tombèrent sur l'avant-garde et la forcèrent dans ses retranchemens d'Aldenhoven ; les hussards hongrois emportèrent les hauteurs, le général Stengel y rétablit le combat, mais il fut repoussé. Vers le soir, le prince de Wirtemberg attaqua les Français dans leurs retranchemens d'Eschweiller, en avant d'Aix-la-Chapelle, en les tournant par la droite ; le lendemain, il les repoussa à Aix-la-Chapelle, où ils ne purent se soutenir. Le général Dampierre fut contraint de se replier avec précipitation sur Liége. Sa retraite entraîna celle du général la Noue, posté à Herve. Les troupes furent cependant ralliées sur les hauteurs de Saumagne, où le général Valence vint les joindre, et où l'on arrêta l'ennemi qui fut obligé de se retirer. Ainsi les alliés repoussèrent successivement tous les différens corps de l'armée française, de Visé, de Maestricht, de Liége, de Tongres, de Ruremonde, jusqu'à Saint-Tron, où l'armée resta les 6 et 7, pour donner quelque repos aux troupes et attendre la rentrée des corps détachés. Le 8, l'armée française se porta sur Tirlemont, et le 9, en arrière de Louvain, pour y rester en observation et couvrir la Belgique, en attendant l'arrivée du général Dumourier, *qui eut lieu le 13.*

Les troupes qui formoient la droite des cantonnemens sur la Meuse, avoient marché par Hui sur Namur; elles formèrent un corps sur la droite de l'armée à Judoigne; ce corps, commandé par le général Neuilli, devoit contenir ceux aux ordres du général Beaulieu et du prince de Hohenlohe, s'ils tentoient de tourner la droite de l'armée.

Les Français réunis avoient devant eux le canal de Malines, la réserve avec un petit corps de cavalerie étoit en avant de Bautersem ; l'avant-garde à Cumptiche, et un petit corps détaché en avant occupoit Tirlemont. Cette position avoit pour objet de réunir les troupes

---

le Supplément pour la Campagne du général Dumourier, et la Carte de l'espace compris entre la Meuse et le Rhin, n° 12.

et les parcs d'artillerie de campagne. L'ennemi occupoit les villages entre Tirlemont et Tongres. L'armée réorganisée se trouvoit forte d'environ quarante mille hommes. Le 8 mars, le général Dumourier avoit reçu l'ordre d'abandonner l'expédition d'Hollande pour venir se mettre à la tête de l'armée de la Belgique. Il laissa le commandement au général de Flers, partit le 9, alla donner divers ordres vers Bruges et dans cette partie, arriva le 11 à Anvers, le 12 à Bruxelles, et joignit le 13, en avant de Louvain, son armée, dont il changea la position.

Il étendit son front jusqu'à Hougaerde à sa droite, il fit retrancher Diest et y porta sa gauche; le général Dampierre occupa Hougaerde; le général Neuilli, Lumai, en avant de Hougaerde. Le général la Marlière, qui s'étoit replié de Ruremonde en même temps qu'on évacuoit les forts de Stephenswerdt et de Saint-Michel, avoit laissé un poste à Aerschot, pour communiquer avec Diest; il se porta ensuite à Lier, pour éclairer la Campine par où le prince Frédéric de Brunswick pouvoit venir prendre l'armée à revers; ces corps avancés avoient encore pour objet de communiquer avec les troupes laissées au Moerdick. Le colonel Westermann fut placé à Tuinhout, pour couvrir leur retraite, communiquer par Herentals avec le général la Marlière, et par lui avec la grande armée.

Le matin du 15, l'avant-garde des Autrichiens qui avoient passé la Meuse à Maestricht et à Liége, à la suite des Français, surprit Tirlemont, et força quatre cents hommes qui y étoient postés de se retirer. Les corps avancés aux ordres des généraux Dampierre et Miaczinski se replièrent alors sur l'armée; le général Neuilli reprit sa position de Judoigne, et Dampierre s'établit en arrière de Meldert; le général Champmorin, qui arrivoit, remplaça la division de Miaczinski sur les hauteurs d'Oplinter. Le soir, l'armée se porta en avant de Cumptiche, derrière son avant-garde.

Les Autrichiens tenoient tout le pays entre les deux Géetes et Tirlemont, avec une forte avant-garde. Le 16, le général Dumourier les attaqua: Tirlemont fut repris par le général Valence, à la tête

des grenadiers, par le côté de la Géete et le chemin d'Hougnerde ; l'ennemi, dépassé à sa droite, par un corps de troupes aux ordres du général Miranda, qui s'étoit porté sur les hauteurs d'Oplinter, se hâta de se retirer derrière la Géete, où il occupa les hauteurs entre la chaussée de Saint-Tron et Ower-Winden (1). L'ennemi négligea le village de Goidzenhowen ; mais il sentit l'avantage de ce poste, dès l'instant où il fut occupé en force par l'avant-garde du général Valence, aux ordres du général la Marche. L'attaque de ce poste fut disputée avec acharnement par les deux partis. Le mouvement du corps commandé par le général Neuilli, arrivant de la droite pour prendre la position de Neer-Heilissem, décida la retraite des Impériaux derrière la petite Géete ; ces deux succès ayant rendu l'avantage aux Français et la confiance à l'armée, le général Dumourier crut devoir en profiter pour hazarder une action décisive. En conséquence, il se porta en avant et étendit son front, la droite à Goidzenhowen aux ordres du général Valence, et le centre à ceux du duc de Chartres, vers la chaussée de Tirlemont. Le général Miranda commandoit la gauche qui se replioit en potence, d'Orsmael aux hauteurs d'Oplinter. Le général Neuilli appuyoit sa droite à Neer-Heilissem. Le général Dampierre étoit posté à Esmael, en avant du centre, et le général Miaczenki, avec sa cavalerie, au pont de la Géete, vis-à-vis d'Orsmael.

Le front des deux armées offroit un développement de près de deux lieues : celle des Français de Goidzenhowen aux hauteurs de Wommersom et Doplinter, et celle des Autrichiens depuis les hauteurs du village de Racourt jusqu'au-delà de Halle, dans la plaine de Leau. L'avant-garde étoit aux ordres de l'archiduc Charles ; la première ligne avec partie de la seconde à ceux du général Colloredo ; l'infanterie de la seconde ligne et les dragons de Cobourg avoient à leur tête le général prince de Wirtemberg ; deux divisions de cavalerie et quelque infanterie, commandées par le général major Stipshitz, avoient pour objet de défendre la plaine de Leau ; le corps de réserve

(1) Voyez, tome III, le Plan de la bataille de Neer-Winden, n° 13.

étoit aux ordres du général Clairfait. La petite Géete couvroit le front de cette ligne et séparoit les deux armées.

La première colonne formant la droite de l'armée française, composée de l'avant-garde aux ordres du général la Marche, débouchant par le pont de Neer-Heilissem, devoit se porter dans la plaine, entre Landen et Ower-Winden, pour déborder la gauche de l'ennemi et l'inquiéter sur ce flanc. La deuxième colonne composée de l'infanterie de l'armée des Ardennes, commandée par le général le Veneur, débouchant aussi par le même pont, soutenue par un gros corps de cavalerie, devoit se porter avec rapidité sur la tombe de Midel-Winden, et attaquer le village d'Ower-Winden, qui ne paroissoit pas devoir résister au canon de 12 placé sur la tombe. La troisième colonne, aux ordres du général Neuilli, débouchant aussi par le même pont, devoit attaquer en même temps le village de Neer-Winden par sa droite. Ces trois colonnes formoient l'attaque de droite commandée par le général Valence.

L'attaque du centre, conduite par le duc de Chartres, étoit composée de deux colonnes : l'une, sous les ordres du général Dietmann, passant un ruisseau sur le pont de Laer, devoit traverser rapidement le village, et se porter directement sur le front de celui de Neer-Winden; l'autre, commandée par le général Dampierre, devoit, après avoir passé au pont d'Esmael, se porter sur la gauche de Neer-Winden.

L'attaque de gauche, aux ordres du général Miranda, étoit composée de trois colonnes: la première, dirigée par le général Miaczinski, passant la petite Géete à Ower-Hespen, devoit attaquer devant elle, en se portant sur Neer-Landen; la seconde, aux ordres du général Ruault, passant la rivière au pont d'Orsmael, devoit attaquer par le grand chemin de Saint-Tron à Liège; la troisième, commandée par le général Champmorin, devoit passer la grande Géete au pont de Bingen, et se jeter dans Leau.

Au point du jour, les diverses colonnes se mirent en mouvement, et à neuf heures la droite commença à passer la petite Géete. A la

gauche le général Miranda délogea d'abord les troupes légères ennemies du village d'Orsmael ; il s'établit là ensuite de part et d'autre un grand feu d'artillerie, pendant lequel la troisième colonne se porta sur la ville de Leau, s'en empara et s'y maintint. En même temps, le général Valence, après avoir passé le pont de Neer-Heilissem, attaqua les Autrichiens dans le village de Racour, et les en chassa. Cet avantage assura le passage de l'avant-garde, et avec ce renfort le général Valence poussa les ennemis et déborda leur aile gauche, ce qui permit aux colonnes commandées par les généraux Neuilli et le Veneur de passer la petite Géete et de s'emparer du poste d'Ower-Winden; en avant de ce village est une monticule nommée la tombe de Midel-Winden, qui commande les trois villages voisins, et assure l'avantage à celui qui en reste le maître; l'infanterie française s'en étoit d'abord emparé, mais n'y ayant pas été renforcée, les Autrichiens la reprirent; on les y réattaqua, et ce poste fut disputé pendant toute l'action.

La colonne du général Neuilli, après avoir emporté le village de Neer-Winden, au lieu d'y rester, commit la faute de le dépasser et de s'étendre dans la plaine; alors le général Clairfait ayant reçu de la droite des renforts que les succès de cette aile permettoient d'affoiblir, fit attaquer Racour, la tombe de Midel-Winden et Neer-Winden, et en emportant ces trois points essentiels, mit l'armée française dans la position la plus dangereuse. Les Allemands occupoient alors les hauteurs, leur front étoit hérissé d'artillerie, leur centre et leur gauche couverts par les villages de Racour et de Neer-Winden, et chacun de ces postes, soutenus par une colonne formidable d'infanterie et de cavalerie; l'armée française, au contraire, étoit sur la pente du terrain, ayant la petite Géete à dos.

A en croire le général Dumourier, il réussit à reprendre les villages de Racour et de Neer-Winden, perdit de nouveau ce dernier, le reprit et l'abandonna rempli de morts et de mourans. Selon le prince de Cobourg, au contraire, les Français furent repoussés au village de Racour, et quoique le général Dumourier fît tous ses

efforts pour le reprendre, et qu'il eût fait en même temps avancer une colonne vers le centre pour s'emparer de Neer-Winden, il fut délogé de ces deux points, et les Autrichiens en restèrent les maîtres. La nuit mit fin au combat qui dura onze heures.

Quoi qu'il en soit, le général Dumourier, qui se seroit bien gardé de convenir de toutes les fautes qui pouvoient lui être reprochées dans cette journée, et qui, dès l'instant où il fut attaqué dans les villages dont il s'étoit emparé, dût s'appercevoir de la supériorité de l'ennemi, et de l'impossibilité de le chasser des positions respectables où il se maintenoit, dût en même temps savoir ou soupçonner les mauvais succès de sa gauche, sur-tout en disant, comme il le fait, que le feu y avoit cessé dès midi; mensonge avéré, puisque l'attaque recommença à la gauche vers deux heures et finit à sept; mais il falloit trouver une excuse à sa défaite, et il n'hésite pas à en rejeter le blâme sur la division aux ordres du général Miranda; en conséquence, il la fait débander, fuir jusque derrière Tirlemont, sans pouvoir être arrêtée et repostée ou à Wommersom ou à Oplinter. Il accuse aussi le général Miranda lui-même, d'avoir refusé de se servir de huit bataillons qui se trouvoient à Tirlemont, pour reprendre ses positions du matin, ce qui est faux; car les divisions des généraux Ruault et Champmorin se retirèrent, le 18, sous le feu de l'ennemi, sans avoir été entamées, la droite à Oplinter, la gauche à Neer-Linter, où elles étoient le 18 au soir. Quant au général Miranda, après avoir rallié les troupes derrière Tirlemont, il réoccupa pendant la nuit Wommersom, et y soutint le lendemain 19, les efforts de l'ennemi pendant sept heures.

Ainsi, l'armée française ayant, le 19, son centre et sa droite engagée et tournée, les ennemis étant déjà maîtres des hauteurs de Wommersom, d'où leur artillerie dominante foudroyoit les troupes qui se trouvoient sur la chaussée de Tirlemont, il fallut se décider à la retraite; les Français alors repassèrent la petite Géete assez en désordre, et l'armée se forma, la droite à Goidzenhowen, la gauche à Hackendoven.

Cette bataille, dont les vrais détails ont été trop peu connus, et les suites infiniment funestes, fut livrée et disposée contre toutes les règles de l'art militaire. La première faute fut de déplacer l'armée de devant Louvain, où l'avoit postée le général Miranda, lorsque les ennemis la chassèrent des bords de la Roer et de la Meuse. En effet, quel devoit être le but principal et unique? celui de protéger et de défendre la Belgique; et quelle étoit la position la plus avantageuse, après l'événement malheureux qui venoit d'arriver pour remplir cet objet? celle en avant de Louvain; par la raison, que la prise de Louvain et de Malines donnoit aux ennemis les moyens de reconquérir la Flandre Hollandaise, et forçoit les Français de se sauver à toutes jambes, en prêtant le flanc, par Mons et par Ath, derrière Bruxelles pour le soutenir, sans aucune certitude encore d'y réussir, et après avoir abandonné un pays immense.

La seconde faute fut de vouloir livrer bataille, dans un moment où il y avoit plus d'inconvéniens à la perdre que d'avantage à la gagner; où l'on étoit très-inférieur à l'ennemi, n'ayant au combat que trente-deux mille hommes contre cinquante-deux mille; où on attendoit des renforts, et il en arriva la nuit même de l'action; où l'ennemi enfin étoit posté très-avantageusement sur des hauteurs: les Français, au contraire, occupoient une mauvaise position. Mais le rapport sur la bataille de Neer-Winden, fait par le général Miranda à la Convention nationale, le 29 mars 1793, rapport qui se trouve parfaitement d'accord avec les ordres par écrit du général Dumourier et la relation du prince de Cobourg, répand le plus grand jour sur cette journée.

Le 18, à la pointe du jour, les troupes aux ordres du général Miranda, emportèrent les villages de Orsmael et de Bingen avec leurs ponts occupés par les ennemis. A dix heures et demie, le général Dumourier manda le général Miranda, qui en reçut l'ordre par écrit sur ce qu'il devoit faire, et l'avertissement verbal de sa détermination à livrer la bataille. Surpris de cette nouvelle, le général Miranda qui n'avoit reçu aucun ordre pour faire une

reconnoissance sur la gauche, qui voyoit devant ses colonnes une rivière et point de pont à y jeter, demanda à son chef s'il connoissoit à-peu-près la force des ennemis. — Je les crois forts de cinquante-deux mille hommes, et nous de trente-cinq mille. — Et vous croyez pouvoir réussir à déposter les ennemis dans une pareille position? — Mais on ne vouloit pas de réflexion, et le général Miranda qui s'en apperçut, retourna à son poste, y ouvrit le paquet qui contenoit ses ordres, et en donna en conséquence.

« A deux heures après-midi, les colonnes se mirent en mouvement et, à trois, l'attaque commença à la gauche. Quatre colonnes » passèrent sur le pont d'Orsmael et par la chaussée, une autre par » le pont de Leau. La position de l'ennemi étoit si avantageuse par le » terrein, par le nombre et par la formidable artillerie qui le couvroit, » que l'infanterie, avant d'avoir pu approcher ses lignes, avoit été » obligée de repousser la cavalerie, les troupes légères qui occupoient » les villages, et d'essuyer le feu des batteries croisées, avant de pouvoir gravir les hauteurs sur lesquelles étoit postée l'infanterie » ennemie sur deux lignes. Les Français prirent d'abord les villages, » et repoussèrent la cavalerie; mais le feu de l'artillerie ennemie fit » un tel effet sur leurs colonnes qui, à cause du terrein coupé, ne » pouvoient se déployer, que l'infanterie, après les plus vifs efforts, » et avoir essuyé une perte considérable, ne put pas déposter celle » de l'ennemi qui étoit sur les hauteurs, couverte de toute son artillerie, tandis que celle des Français démontée, et perdant ses chevaux dans les chemins où elle se trouvoit engorgée ou embourbée, » ne put être mise avantageusément en batterie. L'infanterie française fut donc obligée de se replier après trois heures et demie de » combat, derrière la petite Géete, en cherchant à reprendre la » position qu'elle occupoit avant l'attaque. Dans cette retraite, il y » eut quelque désordre; mais qui ne peut être attribué ni aux généraux, ni aux troupes, si ce n'est par le général Dumourier, dont » l'impéritie égale la malveillance envers le général Miranda.

» Pour prévenir néanmoins la confusion dans laquelle l'infanterie

» se retiroit, le général Miranda fit porter sur les hauteurs de » Wommersom cinq bataillons, qui arrivoient de Louvain, le 18 » au soir, et fit arrêter les troupes derrière Tirlemont, pour les » rallier plus facilement. A minuit, il les amena aux postes par » ordre du général en chef, persuadé qu'il vouloit recommencer » l'action à la pointe du jour; ce qui étoit insensé.

» Le lendemain 19, le même général occupa, à quatre heures » du matin, les hauteurs de Wommersom, où il fut attaqué à neuf » heures, et d'où il se retira vers Tirlemont, sur les cinq heures du » soir, après sept heures de combat (1). Il reçut là de nouveaux ordres, » pour traverser la ville dans la nuit, et prendre la position de Cump- » tich, derrière Tirlemont, avec le reste de l'armée qui, le lendemain » 20, continua sa retraite, et vint occuper devant Louvain la posi- » tion de Bautersem, d'où elle étoit partie si mal-à-propos pour » aller se faire battre à Neer-Winden. Afin de couvrir la retraite, le » général Miranda prit une position à Pellenberg, où il fut attaqué » très-vivement, le 22, par des forces infiniment supérieures, aux- » quelles néanmoins il résista toute la journée, les repoussa à plusieurs » reprises, leur fit essuyer une grande perte, et leur échappa pendant » la nuit, après avoir donné le temps à l'armée d'effectuer sa retraite; » action de laquelle le général Dumourier se garda bien de parler ». Ainsi, il est démontré qu'il livra et perdit la bataille de Neer-Winden par inconséquence et ignorance; que cette défaite entraîna la perte de la Belgique, ainsi que des places conquises sur les Hollandais, et que, malgré ses efforts pour rejeter ces revers sur ses subordonnés, on ne peut accuser que lui.

Dumourier avoit renvoyé le général Neuilli avec dix mille hommes vers Judoigne, pour empêcher les détachemens autrichiens de pénétrer dans cette partie, et si les ennemis se portoient en force sur lui, il devoit se retirer sur Bruxelles par la forêt de Soignes. Le lieute-

(1) On voit par ce récit, combien sont calomnieuses les assertions du général Dumourier contre le général Miranda et les troupes à ses ordres.

nant-général Harville eut ordre de mettre une garnison de deux mille cinq cents hommes dans le château de Namur, et de se tenir prêt à marcher avec le reste de ses forces, selon les mouvemens du général Autrichien baron de Beaulieu, qui s'avançoit par Hui avec environ dix mille hommes.

La garnison française de Diest l'avoit évacuée le 20, pour se replier à Malines avec les troupes qui occupoient Aerschot, ce qui avoit découvert la gauche des Français et permis aux ennemis qui s'étoient portés en avant de Tirlemont, de les attaquer le 22 à Pellenberg. Le même jour, le général Dumourier concerta avec le général Mack, qui jouissoit de la confiance du prince de Cobourg, l'évacuation de la Belgique, et probablement d'autres mesures qui tendoient à se procurer l'appui des Autrichiens, pour soutenir l'insurrection qu'il méditoit contre le Gouvernement français. Le 23, Dumourier replia son armée à Cortenberg, entre Bruxelles et Louvain, et la porta le lendemain 24 en avant de Bruxelles, la droite à Saint-Peterswolure et la gauche à Wilvorden. Le 25, elle traversa Bruxelles et marcha à Halle, le 26 à Enghien et le 27 à Ath, où le général Dumourier prit ses dernières mesures avec le colonel Mack. Le lendemain 28, il passa l'Escaut à Tournai, campa sur la rive gauche de cette rivière en face d'Antoin. Le 29, il envoya une division occuper le camp de Maulde, et le 30 il la suivit avec le reste de l'armée qui campa à Bruille et près de Saint-Amand, où le quartier-général fut établi. Le corps du général Neuilli et d'autres troupes se replioient en même temps par Mons sur Valenciennes. Quant au prince de Cobourg, après être resté trois jours entiers dans son camp de Louvain, avant de se porter sur Bruxelles, il s'étoit borné, sans doute d'après les arrangemens pris, à ne faire observer que par de foibles avant-gardes les Français, qui regagnèrent alors paisiblement leur territoire. Ainsi qu'on vient de le voir, le général le Veneur occupoit le camp de Maulde avec l'armée des Ardennes; celle du Nord étoit à Bruille, de l'autre côté de l'Escaut, et celle de la Belgique appuyée aux trois places fortes de Lille, Valenciennes et Condé. Sans être sûr de ces places, le général

Dumourier ne pouvoit espérer de faire réussir son plan de trahison ou d'insurrection ; aussi méditoit-il sur les moyens de s'en emparer, au moment où la Convention décrétoit, le 31 mars et le 1er avril, le départ du ministre de la guerre et de quatre commissaires, pour aller examiner sa conduite et le faire arrêter. En vain donc avoit-il donné des ordres au général Miaczenki et au colonel de Vaux, son propre aide-de-camp, pour s'emparer de Lille, Douai, Cambrai, Péronne, et des commissaires de la Convention qui se trouveroient dans ces villes ; le général et l'aide-de-camp furent arrêtés, conduits à Paris, emprisonnés, et peu après décapités. Les tentatives sur Condé et Valenciennes ne furent pas moins infructueuses. Le 2 avril on vint avertir le général Dumourier de l'arrivée du ministre de la guerre et des quatre commissaires, qui ne tardèrent pas à se présenter chez lui à son quartier des Boues de Saint-Amand, où ils le trouvèrent entouré de son état-major. Après beaucoup de pourparlers, les commissaires ayant communiqué au général le décret de la Convention qui le mandoit à Paris, celui-ci refusant de s'y soumettre, ils lui signifièrent la suspension de ses fonctions, et ordonnèrent de l'arrêter ; mais le général Dumourier s'adressant en allemand à des hussards qui venoient d'entrer, ils arrêtèrent le ministre de la guerre et les quatre commissaires, et les conduisirent sur-le-champ comme otages à Tournai, au général Clairfait qui les envoya au quartier-général du prince de Cobourg, lequel les fit partir pour l'Autriche, où on les mit en prison. Tandis que le général Clairfait se portoit à Tournai, le prince de Cobourg avec le gros de ses troupes se dirigea sur Mons.

Le général Dumourier, plus célèbre par ses intrigues que par ses exploits, venoit de lever le masque ; mais il ne put assurer le succès de ses démarches : le mépris et la haine furent le fruit de ses complots, et il ne lui resta, après l'inutile promulgation d'un manifeste publié le 3 avril, tendant à débaucher les troupes, que le parti honteux de fuir, encore manqua-t-il d'être assassiné le 4 avril en se sauvant, et il n'emporta dans sa fuite que la réputation d'un ambitieux et d'un factieux, dont on pouvoit même contester les talens militaires.

Observations.

La mort de Louis XVI avoit été le signal d'une ligue générale contre la France; mais elle avoit en même temps produit plusieurs partis dans le sein de la nouvelle république; et tandis que les armées coalisées se renforçoient de toutes parts, les armées françaises au contraire suivoient une progression inverse, et après toutes leurs victoires, leur position étoit beaucoup plus critique que pendant l'invasion des Prussiens; ainsi, dans un très-court espace de temps, après avoir vu un ministre uniquement animé de l'amour de sa patrie, saisir habilement les événemens et s'en servir pour mettre toute la France en mouvement et en armer une partie, on voyoit son successeur, encore plus sans doute par esprit de faction que par ignorance, désorganiser toutes les armées, les faire manquer de tout, vêtemens, équipemens, armement, munitions de guerre et de bouche, transports, hôpitaux, recrues, etc. et occasionner le délabrement total des troupes. Aussi, au moment où le ministre Pache quitta le département de la guerre, le 2 février 1793, la dissolution des armées paroissoit plus vraisemblable que la réussite d'aucune mesure tendante à recompletter les corps; et au lieu du brillant état où se trouvoit le militaire français en octobre 1792, les armées françaises n'offroient plus à l'entrée de la campagne de 1793, qu'une force effective de cent soixante mille hommes, divisée en sept armées, malheureusement encore si fort disséminées, qu'elles se trouvoient en partie paralysées par leur dispersion, en partie dans l'impossibilité d'agir pour l'avantage public, se trouvant soumises aux ordres perfides du général Dumourier et à l'inhabileté du général Custine, uniquement occupés l'un et l'autre à jouer un rôle dominant, pour lequel la nature leur avoit refusé les talens nécessaires.

Aussitôt que la guerre eût été déclarée à la Hollande, le général Dumourier qui rêvoit depuis long-temps aux moyens de s'élever et de sortir de sa sphère, résolut d'envahir les Provinces-Unies: pre-

mière faute qui en entraîna beaucoup d'autres. Pour remplir son projet, il rassembla à Anvers un corps d'environ quinze mille hommes, qui affoiblit l'armée dans un moment où il auroit fallu la renforcer. Il disposa ensuite les différens corps de troupes à ses ordres, de manière à les lier à son opération de Hollande et à son grand plan d'insurrection : seconde faute, qui permettoit aux Autrichiens de porter une partie de leurs forces, alors assez nombreuses, sur l'extrémité de la droite des Français, et presque sur les derrières de la ligne d'opérations. Le général Dumourier agit ensuite comme s'il avoit été assuré que tous les Bataves s'insurgeroient contre le Stathouder : troisième faute, puisque d'après un espoir mal fondé, il porta ses tentatives vers le Moerdick, avec la prétention de traverser ce bras de mer sur vingt-trois bateaux, qui pouvoient à peine porter quinze cents hommes à la fois, au lieu d'opérer par Nimègue, où il n'auroit eu qu'une rivière à passer, où il se seroit trouvé sur la gauche des Hollandois, et lié de plus près aux opérations sur la Roer. Revenu ensuite à la tête de l'armée de la Belgique et des autres corps qui agissoient avec elle, au lieu de concentrer ses forces et de les réunir, il voulut livrer une bataille avec des forces très-inférieures à celles des ennemis, et il choisit le moment où ils occupoient une position avantageuse : quatrième faute, d'où s'en suivit la perte de la bataille, une retraite faite avec assez peu d'ordre, et l'invasion de la Belgique de la part des coalisés. Enfin voyant son plan chimérique de la Hollande conquise, de la Belgique insurgée en sa faveur, n'être qu'un rêve, il s'abouche avec les généraux ennemis, pour tâcher de faire, d'accord avec eux, ce qu'il n'avoit pu exécuter à lui seul : cinquième faute, qui entraîna sa perte et qui jeta la France dans des crises désastreuses, en la livrant à tous les excès de la démagogie et à tous les dangers d'une invasion sur la plupart des points de ses frontières.

On fait aussi des reproches assez graves au prince de Cobourg : le premier, d'avoir reçu la bataille, au moment où il se trouvoit à la tête d'une armée victorieuse devant une armée inférieure en nombre et déjà battue; le second, de n'avoir pas su profiter des succès de

son aile droite, pour venir appuyer sa droite vers Tirlemont et sa gauche à la petite Géete, vers Neer-Heilissem ; la troisième, étant maître de Racour, de ne s'être pas emparé du pont de Neer-Heilissem dont il se trouvoit alors plus près que les Français; et dont la destruction auroit rendu la retraite du général Dumourier impraticable; la quatrième, de n'avoir rien tenté après la bataille, pour détruire l'arrière-garde française qui étoit le seul corps qui se tînt encore ensemble et qui n'étoit pas soutenu.

CHAPITRE II.

Armée du Rhin (1).

Le général Custine se rend à Paris. La forteresse de Kœnigstein capitule. Le général Houchard repousse les Prussiens sur la Nahe. Custine prend une position de Bingen à Creutznach. Les Prussiens passent le Rhin et se réunissent dans le Hundsdruck. Ils forcent les Français de repasser la Nahe. Ils s'emparent de Bingen. Ils marchent sur Creutznach. Custine abandonne Mayence à ses propres forces. Il se retire sur Worms; de là sur Franckenthal. Le roi de Prusse assiége Mayence. Les Français se retirent derrière les lignes de la Lauter. Le général autrichien Wurmser somme le général Gillot de lui remettre Landau. Refus. Le général Houchard s'empare des Deux-Ponts. Position des armées autrichienne, prussienne et française. Le général Custine est nommé commandant de l'armée du Nord. Avant de partir, il fait une tentative contre les coalisés. Elle n'est pas heureuse. Détails. Entreprise sur Arlon. Elle devient inutile. Différens mouvemens en avant des armées françaises. Mayence capitule. Les ennemis font un mouvement général dans le dessein de tourner les lignes de la Queich. Combats généraux et particuliers assez insignifians. Lauterbourg est évacué. Weissembourg est pris. Les Français se retirent sur Haguenau. Ils se portent derrière la Motter. Ils se rapprochent de Strasbourg. Le général Hoche commande l'armée de la Moselle, et le général Pichegru celle du Rhin. Le Fort-Louis ou Vauban capitule. Plan du général Hoche: il réussit en partie. Divers combats où les succès sont balancés. Nouvelles tentatives. Les ennemis sont obligés de se retirer à hauteur de Weissembourg. Ils continuent à se retirer. Les Français arrivent sous Landau. Ils s'emparent de Germersheim et de Spire. Bientôt après les coalisés ne conservent plus sur le sol de la république que le fort de Vauban.

Fatigué par la présence des commissaires de la Convention nationale, qui venoient d'arriver à Mayence et qui s'étoient empressés de s'y emparer à-peu-près de tous les pouvoirs, le général Custine prétexta le besoin d'aller visiter les postes et les places le long du Rhin; mais cette inspection ne pouvoit avoir une bien longue durée.

(1) Voyez, tome III, la Carte du Cours du Rhin et des pays adjacens, de Plobsheim et Strasbourg à Rhinfels, n° 3.

Il supposa alors des affaires pressantes qui l'appeloient à Paris, et il obtint du Conseil exécutif la permission de s'y rendre dans les premiers jours de mars. Vers cette époque, la forteresse de Kœnigstein (entre Mayence et Francfort), capitula le 9 mars. Le capitaine Meunier qui y commandoit, obtint les honneurs de la guerre.

Cependant le général Custine étoit arrivé à Paris, pour se concerter avec le Conseil exécutif sur la défense de Mayence et du Rhin. On résolut de réunir chez M. Lebrun, ministre des affaires étrangères, un comité formé de tous les ministres. On s'étoit déjà si bien trouvé, dans plusieurs circonstances difficiles, des avis qu'on avoit exigé du général Grimoard, qu'on lui enjoignit expressément d'assister à cette réunion, qui avoit pour objet de prendre un parti à l'égard de Mayence, de faire expliquer le général Custine sur ses projets ultérieurs, et de les soumettre à une discussion approfondie.

Alarmés par la pointe inconsidérée de Custine au-delà du Rhin, d'où il avoit été rechassé à Mayence; inquiets sur-tout de savoir une grande partie de l'artillerie de Strasbourg et de Landau renfermée dans cette place, les ministres mettoient en question, si le parti le plus sage ne seroit pas d'évacuer Mayence, dont les ennemis paroissoient sur le point de faire le siége, afin d'en retirer une multitude de canons et d'attirails de guerre, qui ne pouvoient être remplacés qu'avec beaucoup de temps et d'argent, si on les perdoit.

Le général Custine combattit l'évacuation proposée; le général Grimoard ne l'approuva pas davantage, mais par des raisons bien meilleures: l'impossibilité de l'effectuer avant la belle saison, la nature du pays, naturellement gras, ne permettant pas, à une époque où les meilleurs chemins sont mauvais, d'y faire de nombreux transports d'effets aussi lourds; d'ailleurs les ennemis ne manqueroient pas de troubler cette retraite, alors on seroit exposé de perdre ces objets en détail, et peut-être à voir les escortes éprouver des échecs fâcheux. Le général Grimoard ajouta, que le duc de Bernard de Saxe-Weimar et le cardinal de la Valette obligés, en 1635, de se retirer de Mayence, dans une conjoncture à-peu-près semblable à celle où l'on se trou-

voit, furent poursuivis par les Allemands, et perdirent une partie de leur armée avec tous ses équipages, quoique la gelée facilitât la marche des troupes et les transports. Ainsi le général Grimoard conclut, que le moins mauvais parti à prendre étoit de tâcher de soutenir Mayence jusqu'à la belle saison, et qu'on examineroit alors si la raison de guerre exigeoit l'évacuation de cette place ou non. Cette manière de voir étant généralement approuvée, le général Custine passa à l'exposé de ses plans ultérieurs qui, vagues, décousus et sur-tout gigantesques, tendoient, si l'on en eût cru l'auteur, à subjuguer promptement l'Allemagne. *C'est chose facile à dire*, observa le général Grimoard, *mais impossible à exécuter, maintenant que vous êtes réduit à la défensive, et vous passerez avec raison pour aussi habile qu'heureux, si vous pouvez vous maintenir sous Mayence, ou même entre cette place et Landau; il est plus vraisemblable qu'attaqué de front et sur votre flanc gauche, vous serez repoussé facilement jusques dans la Basse-Alsace.* Le général Custine promit de démentir cette fâcheuse prédiction et retourna à son armée : il ne remplit pas cet engagement.

Outre le corps de troupes qui couvroit, en avant de Mayence, les travaux de Cassel souvent inquiétés par l'ennemi, les Français occupoient encore la rive gauche du Rhin, jusqu'au-delà du confluent de la Nahe. Les Allemands étoient maîtres des deux rives du fleuve, au-dessus de ce point, et communiquoient par des ponts construits à Bacharach, entre Bingen, Rhinfels et Coblentz. Le général Houchard commandoit cette gauche des Français. Le général prussien Seckeli l'attaqua le 17 mars, et le força d'abord à se replier sur la Nahe; mais les Français, renforcés, étant retournés à la charge, repoussèrent les Prussiens qui se retirèrent avec perte.

Le 20, les généraux Custine, Neuwinger et Houchard s'avancèrent vers Stromberg, entre Creutznach et Bacharach, avec un renfort de dix bataillons, huit escadrons et un train d'artillerie. A l'aide d'une position dominante et bien choisie, le général Seckeli repoussa d'abord l'avant-garde, qui avoit déjà pris poste sur une hauteur; cependant l'adjoint aux adjudans-généraux, Barthelemi, qui commandoit cette

avant-garde, après l'avoir ralliée, la fit avancer en gravissant la montagne, chargea vigoureusement l'ennemi, et malgré un feu très-vif, le força de se retirer dans les bois. Le général Custine se préparoit à suivre cet avantage; mais sur la nouvelle de la sortie de Trèves d'un corps considérable, pour soutenir le général Seckeli, il appuya sa droite à Bingen, sa gauche à Creutznach, et poussa en avant de la Nahe des détachemens pour observer l'ennemi.

Les Prussiens, après avoir passé le Rhin à Rhinfels et sur plusieurs points entre Bacharach et Coblentz, s'étoient réunis, le 23, dans le Hundsdruck, à une division de leurs troupes, commandée par le général Kalckreuth, envoyé par le prince de Hohenlohe-Kirchberg. Kalckreuth marcha contre le général Custine, qui n'avoit fait aucunes des dispositions nécessaires pour défendre le passage de la Nahe, et avoit même négligé de garnir des hauteurs et des gorges qui avoisinent cette rivière.

Le 26, les Prussiens se présentèrent sur deux colonnes devant Woldelgesheim, entre Bingen et Stromberg, défendu par un seul bataillon qui, attaqué par une colonne à droite et tourné par une autre à gauche, repoussa d'abord vigoureusement l'ennemi; mais vers trois heures après midi, les Prussiens, considérablement renforcés, étant revenus à la charge, malgré le renfort envoyé par le général Custine, le poste fut cerné et forcé; quelques bataillons prirent la fuite et le général Neuwinger fut fait prisonnier. Cet échec força le centre des Français et la gauche de repasser la Nahe, pour se porter sur Alsei, entre Bingen et Worms; leur droite se replia en même temps sur Mayence.

Le 28, le général Custine réunit ses forces à Alsei, tandis que les Prussiens entroient dans Bingen, d'où ils marchèrent le lendemain à Creutznach. Persuadé de l'impossibilité d'arrêter les ennemis et de les empêcher de pénétrer, le général français crut devoir prendre le parti d'abandonner Mayence à ses propres forces, avec une garnison de quinze mille hommes, sous les ordres des généraux Doiré et Meunier. Le surplus des troupes eut ordre de se rendre à Worms,

où Custine arriva le 29, couvert par une arrière-garde commandée par le général Houchard, qui s'arrêta à Ober-Flesheim, entre Alsei et Worms. Cette arrière-garde fut attaquée le 30, et contint pendant long-temps, par la vigueur de sa résistance, les Prussiens qui étoient parvenus cependant à tourner le flanc droit de l'infanterie française, au moment où le général Custine parut à la tête de deux bataillons, et repoussa l'ennemi. Au moment où les Français arrivoient sur le sommet de la hauteur, ils trouvèrent dix escadrons prussiens qui débouchoient par le côté opposé; l'artillerie légère fit rétrograder cette cavalerie; mais plusieurs colonnes ennemies s'étant présentées avec trente pièces de canon, pour la soutenir, alors la charge fut ordonnée et exécutée; l'ennemi plia, cependant il continua son feu. Dans cet instant la cavalerie française tomba sur les Prussiens, tandis que l'infanterie faisoit un feu très-vif qui jonchoit la terre de morts, ce qui décida enfin l'ennemi à se retirer, et laissa aux Français la facilité d'effectuer leur retraite de Worms sur Franckenthal, où ils arrivèrent la nuit du 30 au 31, et où l'on fut obligé de détruire des magasins immenses qui s'y trouvoient formés, ainsi qu'à Worms. Tous les effets de campement et la grosse artillerie étant restés à Mayence, l'armée bivouaqua à Neustadt le 31, et arriva le 1er avril sous les murs de Landau.

Parmi les fautes assez nombreuses qu'eut à se reprocher le général Custine, avant et après le passage de la Nahe, il en commit une surtout qui eut des suites fâcheuses. Grâce à son imprévoyance de retirer à propos de Mayence les troupes, les effets de campement, l'artillerie et les attirails de campagne qu'il ne vouloit pas y laisser, et qui lui étoient indispensables pour opérer, le corps de sept mille hommes chargé d'escorter ces différens objets, trouva le chemin coupé par les Prussiens, et n'étant pas assez fort pour se faire jour, fut obligé de retourner sur ses pas et de rentrer dans Mayence, où il ne tarda pas à être bloqué par les Prussiens et bientôt après assiégé.

Le 2 avril, le général Custine se replia derrière les lignes de la Queich, entre Landau et le Rhin, et le 4 derrière celles de la Lauter,

proche de Weissembourg, où il occupa toutes les positions qui pouvoient assurer la communication entre Landau et Weissembourg. Pendant ces différens mouvemens, le général autrichien Wurmser avoit passé le Rhin à Ketsch, près de Schwetzingen, avec les forces réunies sur les deux rives du Necker, et il les avoit cantonnées entre Spire et Neustadt, poussant ses troupes légères à Edickhoffen, à une lieue de Landau, sur le chemin de cette ville à Neustadt; disposition qui coupoit toute communication entre l'armée française et Mayence, dont le roi de Prusse commença le siége en personne. Quant au corps prussien commandé par le duc de Brunswick, qui avoit poursuivi le général Custine, il se dirigea vers le duché des Deux-Ponts et la Sarre.

La droite de l'armée du Rhin étoit confiée au général Ferrière, chargé de surveiller les passages du fleuve, depuis le fort Louis, par Seltz et Lauterbourg, le long des lignes, jusqu'au moulin de Bienwald, sur la gauche de cette ville. Le centre commandé par le général Houchard, étoit campé derrière Weissembourg et à Roth. La gauche, aux ordres du général Falck, étoit à Lembach, dans la direction de Roth, et gardoit les débouchés des Vôges. Le 8 avril, le général Wurmser somma inutilement le général Gillot, qui commandoit dans Landau, de lui remettre cette place.

A cette époque, l'armée de la Moselle ayant été mise sous les ordres du général Custine, il en confia le commandement au général Houchard, avec ordre de la réunir dans le duché des Deux-Ponts, en portant une forte avant-garde à Hombourg, pour menacer la droite des Prussiens; il ordonna en même temps la formation d'un camp entre Bouquenon et Phalzbourg. En conséquence de ces arrangemens, le 10 le général Houchard s'étoit emparé des Deux-Ponts; le 11 une seconde colonne avoit marché par Bliescastel; s'étant jointe à la première, ces deux colonnes réunies avoient délogé de Hombourg et des environs les Prussiens, qui se retirèrent sur Landsthul, proche de Kaiserlautern.

A l'époque du 15 mai, le général Wurmser, à la tête de trente

mille hommes, avoit établi son quartier-général à Spire. Son armée occupoit tout le pays qui borde la Queich de Landau à Germersheim; elle occupoit aussi Zeiskam, l'abbaye de Haimbach, avec un petit camp à Weingarten, et des avant-postes à Hert, Rilsheim et Herxheim, villages peu éloignés de Landau. Les Autrichiens avoient aussi sur la droite du Rhin deux petits camps de trois à quatre mille hommes chacun, l'un à Carlsruhe et l'autre Solingen, un peu au-dessus du fort Louis.

La gauche de l'armée prussienne commençoit à Bornheim, en avant de Landau, et s'étendoit le long des montagnes jusqu'à Neustadt, où étoit le quartier-général; elle occupoit aussi le revers des Vôges par Kaiserlautern, Landsthul et le duché des Deux-Ponts, que les Français venoient d'évacuer en se portant au camp de Hornbach, entre Deux-Ponts et Bitche. L'armée prussienne occupoit encore par ses avant-postes la vallée de la Queich, de Siebellingen, au-dessus de Landau, à Weidenthal. Le corps des émigrés aux ordres du prince de Condé, remplissoit l'intervalle entre les troupes prussiennes et autrichiennes.

L'armée française du Rhin occupoit toujours sa position derrière la Lauter. Le général Falck avoit seulement étendu sa gauche vers Fischbach, pour communiquer avec l'armée de la Moselle. Le général Custine venoit alors d'être nommé au commandement en chef de l'armée du Nord; et avant de quitter celle du Rhin, il voulut signaler son départ par une action générale sur toute la ligne, depuis le Rhin jusqu'au camp de Hornbach, occupé par l'armée de la Moselle, forte d'environ quatorze mille hommes. Dans la soirée du 16 mai, le général Houchard, avec la majeure partie de ses forces, commença son mouvement en se portant sur sa gauche. Le 17, les troupes légères repoussèrent l'avant-garde des Prussiens, qui se retirèrent des hauteurs en arrière de Limbach sur Mittel-Bischbach, d'où ils furent encore repoussés; les Français s'emparèrent ensuite des hauteurs qui dominent les villages de Ober-Bischbach et d'Altstadt, qui se trouvoient appuyés par des retranchemens, et ils marchèrent sur Hom-

bourg, dont ils s'emparèrent pour la seconde fois. Dès lors tous les Prussiens se retirèrent sur Landsthul.

Pendant l'expédition du général Houchard, le général Pulli, avec le reste de l'armée de la Moselle, devoit faire une fausse attaque sur Pirmasens, afin de tenir les Prussiens en échec, ou de les débusquer de cette position, et de marcher sur Weidenthal. On ne sait pour quelle raison le général Pulli resta dans l'inaction, et n'exécuta pas les ordres qu'il avoit reçus.

A l'armée du Rhin, le général Custine avoit fait ses dispositions pour enlever un corps de sept à huit mille Autrichiens, qui s'étendoit de Herxheim à Rhinzabern; il avoit placé en conséquence les généraux Hatri et Viennot sur les hauteurs de Barbelroth et de Minfelden, avec six bataillons; au moment où la droite et le centre attaqueroient droit devant eux, le général Chambarlhac avec la garnison du fort Louis, devoit observer l'ennemi sur la droite du Rhin, et se mettre en mesure de soutenir la retraite de la droite en cas d'échec. Le général Ferrière devoit sortir de son camp de Lauterbourg pour attaquer de front le poste de Rhinzabern.

Le 17, l'avant-garde commandée par le général Landremont se forma en avant d'Impflingen, ayant sa gauche vers Landau; il marcha en avant, se dirigeant sur Knittelsheim. A son approche, les avant-postes de l'ennemi se replièrent sur son infanterie, qui étoit placée sur deux lignes entre Knittelsheim et Belheim, ayant sa gauche couverte par trois mille hommes de cavalerie qui furent les premiers attaqués et repoussés par les grenadiers, soutenus par un feu d'artillerie assez vif. Ces premiers succès avoient redoublé l'ardeur des assaillans, mais l'infanterie n'ayant point encore pu joindre les grenadiers, ceux-ci furent obligés de s'arrêter. Cependant le général Ferrière, au lieu de marcher sur Rhinzabern, se tint sur la défensive. Les ennemis s'appercevant de cette immobilité, réunirent alors toutes leurs forces sur la droite des Français, en couvrant une formidable artillerie qui, démasquée à propos à l'approche de la cavalerie qui se trouvoit à la tête de la colonne, et tirant sur elle de très-près,

l'ébranla et la fit reculer; néanmoins cette cavalerie s'étant ralliée, revint à la charge et s'empara d'une batterie; mais l'ennemi recevant sans cesse de nouveaux renforts, elle fut obligée de se retirer sous la protection d'un feu très-bien nourri par l'infanterie française, qui venoit de se mettre en ligne, et qui fut malheureusement rompue par deux pièces d'artillerie légère et leurs caissons, qui vinrent se jeter au grand galop tout au travers. Dès cet instant, quelques bataillons prirent la fuite; trois régimens seuls tinrent ferme, et par une décharge faite à propos, arrêtèrent la cavalerie ennemie et l'obligèrent à se retirer très en désordre; en même temps les fuyards ralliés formèrent une colonne, laquelle établie avec quelques pièces d'artillerie à la gauche de Herxheim, arrêta l'ennemi.

Sur la gauche, le général Falck avoit rempli son objet, en contenant les Prussiens dans les Vôges; mais l'inexécution des ordres donnés au général Ferrière, dérangea tous les projets, et Custine voyant le mauvais succès de l'attaque du centre et de la droite, ordonna la retraite, fit occuper en force Barbelroth et Herxheim, et l'armée rentra dans sa position derrière les lignes de la Lauter. Le général Custine ayant quitté l'armée le 19 mai, le général Beauharnais qui le remplaçoit dans son commandement, arriva le 23.

L'attaque de Mayence étoit continuée par une armée Prussienne d'environ soixante mille hommes. Le nouveau général français voulut tenter une diversion, dans l'espérance d'attirer sur le point menacé une partie des troupes employées au siége. A cet effet, le 7 juin, un corps tiré des camps de Saare-Louis, Bouzonville et Thionville, fut réuni à Longwi sous les ordres du général de Laage, afin de tâcher de s'emparer d'Arlon, et de menacer Luxembourg (1).

L'avant-garde aux ordres du général Tolozan, replia d'abord les postes ennemis jusqu'au-delà de Rachecourt, où étoit leur cavalerie. Quant à l'infanterie, elle avoit été atteinte près de Habergi, et poursuivie jusqu'au-delà du ruisseau de Buvange, où la cavalerie ennemie, ayant chargé les Français qui suivoient cette infanterie, les

(1) Voyez, tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er.

arrêta et les obligea, en les poursuivant, de se replier sous la protection du corps de bataille, où le général Tolozan, à la tête de la cavalerie légère, arrêta et repoussa par une marche hardie la cavalerie ennemie.

Le lendemain 8, le corps de bataille resta sur les hauteurs d'Udange, l'avant-garde sur sa droite; et deux mille hommes qui arrivèrent le 9 de Sédan et de Montmédi, sous les ordres du général Beauregard, occupant la gauche de la ligne, à la hauteur de la chapelle de Sainte-Croix. L'ennemi étoit dans une position avantageuse sur les hauteurs en avant d'Arlon, sa gauche à la chaussée de Luxembourg, et son front séparé de celui des Français par le ruisseau de Buvange; sa force étoit de sept à huit mille hommes, dont quinze cents de cavalerie et une nombreuse artillerie; les Français pouvoient avoir environ douze mille hommes.

Le général de Laage forma deux colonnes de son infanterie; celle de gauche, commandée par le colonel des Perrières, longea la droite du chemin jusqu'à la tête du bois, où devoit se faire le déploiement total. La colonne de droite, aux ordres du général Laubadère, tourna le bois par la droite, ayant le général Tolozan sur sa droite pour le soutenir, et le général Beauregard à la gauche et à la hauteur des colonnes.

Les troupes arrivées au point désigné, la colonne de gauche se déploya, ayant sa cavalerie à sa gauche; en même temps celle de droite manœuvra pour tourner la gauche de l'ennemi, et menacer sa retraite sur Luxembourg: celui-ci s'étant apperçu de ce mouvement, porta des forces sur ce point; alors la colonne française, par trop d'ardeur, ayant dépassé la ligne, eut à souffrir de l'artillerie ennemie, jusqu'au moment où l'autre colonne se fut portée à son appui avec toute la cavalerie aux ordres du général Tolozan. En même temps le général Beauregard, après avoir pris Arlon et y avoir établi des postes, s'étoit emparé des hauteurs. Pour les conserver, il avoit obligé l'aile droite des Autrichiens à se replier sur leur centre. Dans cette occasion, les Carabiniers osèrent attaquer

un bataillon carré de quinze cents hommes, dont le feu leur tua beaucoup de monde, mais qui ayant été rompu par l'artillerie légère, les soldats qui le composoient se retirèrent en désordre à travers les bois, à Luxembourg, abandonnant trois canons et leurs équipages.

Cette action, qui coûta environ cinq cents hommes, quel qu'eût été son succès, n'ayant point été soutenue, ne put opérer la diversion sur laquelle on avoit compté; Luxembourg resta pourvu de troupes, et les Français évacuèrent Arlon, le 13, après avoir fait une expédition sur l'abbaye d'Orval, où ils levèrent des contributions.

Le 29, le général Ferino repoussa un corps ennemi près de Rhinzabern (1), et le général Landremont un de cavalerie autrichienne, au-delà d'Offenbach, sur la droite de Landau.

L'armée du Rhin ayant été portée à soixante mille combattans, marcha en avant le 3 juillet. Le corps de bataille occupa la position de Minfelden et de Winden, la division de gauche Bergzabern, et celle de droite se porta du camp de Lauterbourg à Jockrim, gardant Rhinzabern, Leimersheim, Kurth et Rilsheim. Après avoir gardé cette position pendant quelques jours, l'armée se porta, le 19, sur les hauteurs d'Artzheim, ayant Landau et le canal de la Queich sur son front. Le 20, les généraux Landremont et Meunier se portèrent des hauteurs et villages d'Albertsweiller et de Franckweiller, dans la vallée d'Anweiller, où les avant-postes communiquèrent avec ceux de l'armée de la Moselle vers Dahn, entre Bergzabern et Pirmasens. Le même jour, le général Gillot étant sorti de Landau, avoit repoussé l'ennemi sur tout le front de la place. En même temps, les troupes aux ordres des généraux Ferrière, la Farelle et Miquelet, après avoir chassé les coalisés de leurs postes sur la Queich, avoient occupé Offenbach, Ottersheim, Knittelsheim et Belheim.

(1) Voyez, tome III, la Carte du Cours du Rhin et des pays adjacens, de Plobsheim et Strasbourg à Rhinfeld, n° 3.

Le 22, l'armée française campa en avant de Landau, entre Nusdorf et Damheim; elle attaqua en même temps l'ennemi sur la droite à Bornheim, et sur la gauche à Gleisweiller et Burweiller. Les alliés opposèrent la plus grande résistance à Bornheim et à la chapelle de Sainte-Anne; mais ils furent repoussés de ce dernier poste, et poursuivis jusqu'au-delà de Weyer.

Le 23, Mayence, en capitulant, changea la face des affaires; dès-lors les alliés ayant un plus grand nombre de troupes disponibles, dûrent former le projet de pousser plus avant leurs conquêtes: aussi, dès le 26, les avant-postes français furent-ils attaqués, et obligés de se replier sur Bornheim. Le 27, le général Ferrière, attaqué vers Belheim, fut aussi obligé de se retirer sur Jockrim, et ce mouvement rétrograde ayant découvert la droite de l'armée, elle fut obligée de se retirer un peu en désordre, et en livrant plusieurs combats, pour reprendre sa position entre Minfelden et Winden. Le lendemain 28, l'armée rentra dans les lignes de Weissembourg sans être inquiétée.

Après la reddition de Mayence, l'armée prussienne qui venoit d'en faire le siége, avoit reflué vers Neustadt, Spire et Germersheim. Le roi de Prusse, à la tête de trente-cinq mille hommes, avoit marché le 4 août par Kircheim sur Turckheim, où il avoit établi son quartier. Des Autrichiens réunis aux troupes palatines, étoient venus augmenter l'armée du général Wurmser qui prit son quartier à Weingarten. Le corps prussien aux ordres du duc de Brunswick, avoit défilé par Kaiserlautern sur le duché des Deux-Ponts, et s'étoit établi entre Munichweiller et Pirmasens. Un petit corps de la même nation aux ordres du général Kleist, occupoit les hauteurs de Ketterick et de Sturzelbrun. Un camp volant de troupes légères s'étoit porté à Alt-Hornbach, et le général Kalckreuth avoit marché de Mayence par Kirn et Tholei sur la Sarre, pour y occuper les hauteurs entre Sarre-Louis et Sarbruck.

Ce grand mouvement des ennemis avoit pour but, de cerner les lignes de la Lauter et de les tourner, en faisant une trouée vers Bitsche.

En conséquence, le 1er août le roi de Prusse fit investir Landau par les troupes à ses ordres, du côté des Vôges, et prit son quartier à Edickhoffen. Du côté du Rhin, le général Wurmser forma l'investissement, en s'établissant à Offenbach et Herxheim. Dès-lors Landau fut mis en état de siége, sous le commandement du général Laubadère.

Du côté de la Moselle, où le général Schawembourg étoit venu remplacer le général Houchard, parti pour commander dans le Nord, après plusieurs combats assez incertains de part et d'autre, les Prussiens avoient poussé leurs partis vers Bitsche, Fischbach et Dahn. Le général Kalckreuth s'étoit établi avec son armée entre Neukirchen et Ottweiller.

A l'armée du Rhin, quelques succès entre sa gauche et la droite des coalisés et une sortie heureuse faite par la garnison de Landau, facilitèrent, le 12, l'entrée d'un convoi considérable dans cette place.

Le 18, le général Landremont remplaça le général Beauharnais dans le commandement de l'armée, qu'il quitta en vertu d'une destitution. Le 20, l'ennemi attaqua sur tout le front, en portant cependant ses principaux efforts sur le poste de Jockrim, d'où les Français forcés de céder au grand nombre, se retirèrent dans la forêt de Bienwald, en arrière de Hagenbach, après avoir perdu plusieurs pièces de canon. Le lendemain, le général Landremont voulut faire attaquer les coalisés dans leur nouvelle position; mais cette entreprise n'ayant pas réussi, la division de droite rentra dans son camp de Lauterbourg, et l'ennemi s'avança sur la lisière des bois de Bienwald.

Le 28, l'ennemi renouvela l'attaque sur tout le front de la ligne. Sa droite, où se trouvoit le régiment de Rohan, émigré, attaqua par les gorges de Bergzabern; son centre entre Nider et Ober-Otterbach, et la gauche près de Freukenfeld : il fut repoussé par-tout.

Le mois de septembre se passa comme le mois d'août, en combats, soit généraux, soit particuliers, à l'armée de la Moselle et du Rhin, mais toujours sans aucun succès marqué de part ni d'autre. Les Fran-

çais tentèrent aussi inutilement deux passages du Rhin, l'un au Fort-Louis, l'autre à Strasbourg, sur Kell.

Le 29, le général Landremont ayant été destitué, fut remplacé par le général Pichegru, et provisoirement par le général Carle. A cette époque, l'armée de la Moselle repoussée de Bliescastel, avoit été obligée de se retirer sur Bitsche, Rohrbach et Sarguemines, pour couvrir la trouée de Phalsbourg à Bitsche. Les Prussiens s'étoient alors postés à Eschweiller, et avoient étendu leur gauche à Freudenberg vers Bitsche.

Depuis quatre mois que l'armée du Rhin occupoit les lignes de la Lauter ou de Weissembourg, on y avoit ajouté toutes les ressources de l'art, et les coalisés avoient été repoussés dans toutes leurs entreprises; enfin ils attaquèrent simultanément le front et tournèrent les deux extrémités. Pour cet effet, l'armée prussienne commandée par le duc de Brunswick marcha par les gorges des Vôges sur la gauche des Français, afin de contenir cette aile et l'empêcher de porter des troupes au centre, où devoit se faire la principale attaque. Le général Wurmser avoit ordonné au prince de Waldeck qui commandoit un corps de dix mille hommes sur la rive droite du Rhin, de passer le fleuve à la hauteur de Seltz, de s'emparer de cette ville, et de prendre ensuite une position de revers en arrière de la droite des Français, entre Lauterbach et leur camp. Par ce mouvement, l'aile droite se trouvoit tournée, et si l'attaque réussissoit au centre, la retraite des Français se trouvoit coupée, ou du moins il leur devenoit difficile de tenir dans leurs retranchemens ou derrière les lignes.

Le 3 octobre (22 vendémiaire), le passage du corps de Waldeck s'effectua secrètement à Blietersdorff. Les Autrichiens surprirent et pillèrent Seltz, et lui firent éprouver toutes les horreurs de la guerre. Dès-lors, le général Wurmser fit attaquer le centre des lignes par trois colonnes. La première se porta sur le camp et les batteries de Steinfelds; la seconde par la forêt de Bienwald; et la troisième, où se trouvoit le prince de Condé avec son corps d'émigrés français,

attaqua par Bergzabern. Les émigrés combattirent avec une valeur qui détermina en grande partie le succès de cette journée ; ils emportèrent successivement plusieurs redoutes, s'emparèrent de dix-sept canons, et se portèrent ensuite avec le reste de la colonne sur Weissembourg dont on s'empara. En général, l'ennemi trouva peu de résistance au centre, les deux ailes se trouvant déjà tournées. Lauterbourg fut évacué vers trois heures après midi. Après la prise de Weissembourg et d'Altstat emportés de vive force, tous les postes français se trouvèrent forcés, et la retraite se fit en désordre, au centre par Gaisberg, à la droite par Fortfelden et Sufflenheim sur Haguenau, où l'armée se dirigeoit.

A la gauche, le duc de Brunswick ayant laissé le prince de Hohenlohe devant Bitsche, avoit marché, le 11 octobre (20 vendémiaire), par l'abbaye de Sturtzelbrun et Ober-Steinbach, avec neuf bataillons et quinze escadrons, le 13 (22) sur Nothweiller et Lembach. Les généraux Ferrière et Desaix gardèrent leur position jusqu'à la dernière extrémité, et firent ensuite leur retraite avec beaucoup d'ordre. L'armée française s'établit alors derrière les anciennes lignes de la Motter, la droite à Druzenheim, le centre à Haguenau, et la gauche dans la vallée de Reichshoffen, occupant cette petite ville, et Uttenhoffen, afin de conserver une communication libre avec Bitsche.

Le 15 octobre (24 vendémiaire), l'armée se rapprocha de Strasbourg, et prit une position derrière la Zorn ou la Soor, jusqu'à Hochfelden.

La nuit du 16 au 17 octobre (25 au 26 vendémiaire), le général du Bois ayant été repoussé de Druzenheim, s'était retiré sur Offendorf, et avoit laissé son avant-garde à Hanhoffen.

Le 17 octobre (26 vendémiaire), l'armée du Rhin fut attaquée sur tous les points ; le centre et la gauche firent des prodiges et parvinrent à faire perdre du terrein à l'ennemi ; mais le général du Bois s'étant retiré à Honheim, près de Strasbourg, et ayant mis à découvert toute la droite du centre, obligea le général en chef de porter l'armée derrière la rivière de Suffel et le quartier-général à Schiltig-

heim, aux portes de la place. L'ennemi s'empara de Wantzenau dans la nuit du 17 au 18 (26 au 27); mais l'avant-garde de la division de droite réussit à l'en chasser.

A l'armée de la Moselle, le général Kalckreuth avoit été vivement repoussé vers Saarguemines, et le prince de Hohenlohe-Ingelfingen, aux postes avancés de Bitsche et Rhorbach.

Après la prise des lignes de la Lauter, le général Wurmser avoit établi successivement son quartier à Weissembourg, à Sultz, à Haguenau et à Brumpt. L'armée autrichienne étoit derrière la Zorn ou Soor, les Prussiens et les émigrés entre Mommenheim et Phaffenhoffen, avec des postes à Bouxweiller et Neuweiller; les principales forces étoient entre Brumpt et Weilbruck.

Le 22 octobre (1er brumaire), les Prussiens attaquèrent le poste de Breitenstein, sur des hauteurs entre Saverne et Bitsche, et malgré une vive résistance, ils forcèrent les Français de l'évacuer; mais le lendemain le général Burci reprit cette position, qui assuroit la communication de l'armée du Rhin avec celle de la Moselle.

La nuit du 25 au 26 octobre (4 au 5 brumaire), l'ennemi surprit les avant-postes de l'avant-garde de la division de droite, et pénétra au milieu du village de Vantzenau; les troupes qui s'y trouvoient, n'ayant point songé à se défendre, furent poursuivies jusqu'à la rivière d'Ill; le même jour, l'ennemi s'empara aussi du bois de Reichstet, mais il en fut repoussé sur-le-champ.

Le général Pichegru prit le commandement de l'armée du Rhin le 28 octobre (7 brumaire), et à-peu-près à la même époque, le général Hoche prit celui de l'armée de la Moselle. A son arrivée, il la campa sur les hauteurs en avant de Bouquenon, où il reçut des renforts de l'armée du Rhin, dans la vue de marcher sur Bitsche, de-là sur Weissembourg et Landau.

Malgré le succès d'une forte sortie, les Prussiens commencèrent le bombardement de cette place, en présence du prince royal de Prusse. Le 29 octobre (8 brumaire), l'arsenal fut incendié, le magasin à poudre, près de la porte de France, sauta et causa la destruction

d'une partie de la courtine et des maisons environnant l'hôtel-de-ville. Ce désastre ne put déterminer le général Laubadère à se rendre, et il renvoya la sommation qui lui avoit été faite. Alors les Prussiens cessèrent leur feu le 1er novembre (11 brumaire), pour se porter dans la vallée d'Anweiller et vers Lemberg et Pirmasens, pour renforcer les postes de communication entre l'Alsace et la ci-devant Lorraine-Allemande.

Les Français ne furent pas aussi heureux au Fort-Louis. La tranchée y ayant été ouverte le 10 novembre (20 brumaire), l'hôpital militaire situé dans le fort d'Alsace, devint la proie des flammes; les 12 et 13 (22 et 23) une partie de la ville fut incendiée, le 14 (24), la capitulation fut dressée, et le 16 novembre (26 brumaire), la garnison française sortit du fort, avec les honneurs de la guerre, mais prisonnière.

La nuit du 16 au 17 novembre (26 au 27 brumaire), seize cents hommes, commandés par le colonel prussien de Wartensleben, après s'être emparés de la ville de Bitsche, tentèrent d'escalader le château, furent vigoureusement repoussés par le général Barba, et se retirèrent avec perte de cinq cents hommes tués ou blessés, et d'une cinquantaine de prisonniers. Dès-lors le général Hoche s'étoit décidé à marcher sur Bitsche et à attaquer le général Kalckreuth sur la Saare. Son plan étoit de repasser cette rivière en présence des Prussiens, de suivre la crête des montagnes des Vôges, pour aller attaquer l'ennemi retranché sur les hauters de Kayserlautern, et descendre ensuite directement sur Landau. Dans le cas où l'attaque de Kayserlautern échoueroit, il projetoit de replier son centre sur sa droite, de traverser au nord-est de Bitsche la chaîne prolongée de montagnes, qui n'auroient pu être prises à revers à Kayserlautern, pendant que sur ce dernier point, son aile gauche partie de Saare-Louis ou Saare-Libre, tiendroit quelque temps en échec la masse principale des forces ennemies, qui y auroit été attirée.

Le 17 novembre (27 brumaire), l'armée de la Moselle se mit en marche sur trois colonnes : celle de droite déboucha du côté de

Saaralbe ; celle de gauche par Saare-Louis, la troisième se dirigea sur Freudenberg. Le général français avoit eu la sage précaution de retarder la marche de son centre, jusqu'au moment où ses deux ailes purent le seconder. L'ennemi étonné d'une entreprise aussi prompte et aussi vigoureuse, avoit quitté son camp de Bischmisheim, devant Saarbruck, et s'étoit retiré sur les hauteurs de Bliescastel. Mais déjà le général Hoche avoit passé la Blies, déjà il s'étoit emparé de Biesiegen et de Bliescastel, après avoir mis sept cents ennemis hors de combat. Dès-lors les Prussiens s'étoient décidés à se retirer pendant la nuit, au camp de Schwartznacher, entre Hombourg et les Deux-Ponts, dans l'intention de prendre des quartiers d'hiver dans cette partie.

Le mouvement rétrograde des Prussiens ayant laissé la droite des Autrichiens à découvert, les obligea bientôt à s'éloigner de Strasbourg. C'étoit indiquer au général Pichegru le moment d'entreprendre de son côté : il ne le laissa pas échapper. Le 18 novembre (28 brumaire), l'armée du Rhin attaqua sur tous les points ; le général Desaix sur Wantzenau, et le général Ferino sur Hochfelden. Ces deux attaques avoient pour but d'occuper l'ennemi et de le contenir, pour favoriser les opérations de la gauche. Le général Burci avoit fait partir dès le matin deux colonnes, l'une de Saverne, l'autre de la Petite-Pierre. La première avoit marché sur les hauteurs de Bouxweiller, où l'ennemi avoit fortifié son camp avec deux redoutes ; la seconde, en marchant sur Ingweiller, en avoit repoussé un corps de cavalerie, qui repoussé encore d'une seconde position, avoit été obligé de se replier sur Bouxweiller. Ce camp ayant été abandonné dans la nuit du 19 au 20 (29 au 30), les Français y étoient entrés le 20 novembre (30 brumaire) le matin, et y avoient pris une position intermédiaire entre ce lieu et Haguenau. Le 22 novembre (2 frimaire), Brumpt ayant été pris, après un combat très-opiniâtre, les Français occupèrent Hoerdt et Weyersheim sur leur droite, Brumpt et Hochfelden, à leur centre ; à leur gauche Bouxweiller et Ingweiller. Les alliés étoient derrière la Motter et la Zintzel, la droite à Guntershoffen,

le centre à Schweickhausen et à la Maladrerie, en avant d'Haguenau, la gauche à Druzenheim, et l'avant-garde à Dowendorff. Tout le front étoit bien fortifié.

Le 24 novembre (4 frimaire), deux colonnes françaises s'emparèrent de Uttenhoffin, sur la droite des coalisés, et de Zutzendorff, un peu plus près de leur centre, ce qui obligea les ennemis de se retirer dans leurs lignes, en arrière de la route de Haguenau à Bitsche.

Le 26 novembre (6 frimaire), ne fut pas un jour aussi heureux pour les Français. Après avoir repoussé les ennemis, le général Burci avoit traversé le village de Guntershoffen. En en sortant, il fut écrasé par l'artillerie d'une redoute, y perdit la vie, et ses troupes furent obligées de se replier sur Uttenhoffen; celles postées à Mittersheim repoussèrent les Allemands et se maintinrent dans leur position du 24 novembre (4 frimaire).

L'armée de la Moselle n'avoit pas soutenu ses premiers succès. Après avoir attaqué inutilement les ennemis vers Hombourg, Deux-Ponts et Pirmasens, elle étoit ensuite parvenue à pénétrer jusqu'à Landstuhl et à marcher sur Kaiserslautern, l'objet principal des desirs du général Hoche; la possession de ce point important assuroit la défaite de l'ennemi dans le Palatinat, où renfermé dans un espace très étroit, il pouvoit se trouver exposé aux attaques de deux armées, et dans l'impossibilité de passer le Rhin; mais en vain les soldats et les officiers déployèrent-ils les 28 et 29 novembre (8 et 9 frimaire), une valeur et une obstination inconcevables, les attaques échouèrent et les Français furent obligés de se retirer derrière la rive gauche de la Lauter et dans les bois.

Nouvelles tentatives le 30 novembre (10 frimaire), sur plusieurs points qui, n'ayant pas eu un meilleur succès, obligèrent le général Hoche de se replier vers Hombourg et les Deux-Ponts.

Les dernières attaques de l'armée de la Moselle avoient nécessité des mouvemens dans celle du Rhin. Le 1er décembre (11 frimaire), le général Pichegru voulant tâter toute la ligne ennemie, fit d'abord

attaquer sans succès vers le centre le village de Bertzheim, en avant d'Haguenau, occupé par les émigrés. Le lendemain, l'artillerie ayant recommencé l'action, l'infanterie d'abord entièrement en tirailleurs, s'étant réunie en colonne au signal convenu, avoit forcé le village où se trouvoit le régiment des émigrés de Mirabeau et celui de Hohenlohe, autrichien, lorsque le prince de Condé qui étoit posté en arrière avec son infanterie, entra dans le village sur quatre colonnes, et le reprit l'épée à la main; en même temps sa cavalerie qui l'avoit dépassé sur la droite, ayant rencontré la cavalerie républicaine, la battit, s'empara de sept canons, et mit hors de combat environ deux cents hommes.

A la droite, le général Desaix avoit culbuté d'abord les ennemis retranchés derrière un landgraben ou fossé. Ceux-ci ayant voulu résister dans une seconde position, avoient été chargés et obligés de se retirer dans les bois et sur Offendorf.

A la gauche, les Français qui avoient chassé l'ennemi de Pfaffenhoffen, en avoient été repoussés bientôt après, par la cavalerie prussienne. Le général Hatri avoit aussi éprouvé un échec vers Mittersheim.

Le 9 décembre (19 frimaire), les Français recommencèrent leurs attaques; elles portèrent contre le village de Dawendorf, auquel s'appuyoit le poste de Bertzheim, et malgré les renforts envoyés de ce dernier village, malgré la diversion faite sur la gauche des assaillans par la cavalerie du corps de Condé, toute la ligne ennemie fut repliée, et obligée de se retirer derrière les retranchemens et les redoutes en avant de Haguenau.

Afin de secourir Landau, bloqué depuis plusieurs mois, les généraux des armées de la Moselle et du Rhin étoient convenus d'une attaque combinée. D'après cet arrangement, du côté de l'armée de la Moselle, le général Grangeret avoit repoussé le 13 décembre (23 frimaire), le général Lichtemberg de Dahnbruck.

Le 14 (24), le genéral Blondeau s'étoit emparé de la hauteur de Kralhenberg qui domine Lembach, et le général Taponnier des hauteurs

près de Werdt; enfin l'armée du Rhin avoit chassé les ennemis des bois de Mergenthal, proche de Haguenau.

Le 15 (25), les Français, pour suivre leurs projets du débloquement de Landau, voulurent attaquer en même temps Lembach, Werdt, Reichshoffen et Haguenau; ils obtinrent d'abord quelques succès, mais finirent par être repoussés sur tous les points, dans l'une et l'autre armée.

Le 18 (28), nouvelles tentatives aussi infructueuses que la précédente.

Enfin, le 22 décembre (2 nivôse), le général Hoche, dont l'ardeur et le courage égaloient ceux de ses soldats, fit attaquer de nouveau les redoutes des ennemis en avant de Freschweiller et de Werdt: elles furent emportées ainsi que les deux villages et celui de Reichshoffen. L'attaque de Lembach n'eut pas le même succès; mais les Autrichiens, obligés d'abandonner le poste de Notre-Dame, les Prussiens ne purent plus tenir à Lembach, et se retirèrent sur le Pigeonier, à côté de Weissembourg. Pressé alors encore davantage sur sa gauche, l'ennemi passa la Sarbach, et la nuit du 22 au 23 décembre (2 au 3 nivôse), il se porta sur les hauteurs entre Sarbourg et Sultz. Dès cet instant, les Autrichiens évacuèrent Druzenheim, Bischeweiller, Haguenau et Güntershoffen, en abandonnant une assez grande quantité de prisonniers, de canons, de caissons, etc. Les divisions du centre et de la droite de l'armée du Rhin marchèrent en avant, pour se mettre à la hauteur de l'armée de la Moselle.

Le 24 décembre (4 nivôse), l'ennemi fit encore un mouvement rétrogade sur Weissembourg, dont il garnit les hauteurs de troupes et d'artillerie. Les Autrichiens et les émigrés avoient leur droite sur les hauteurs de Geisberg, et la gauche en avant de Lauterbourg à Ober-Lauterbach.

On ne sait trop pourquoi le même jour les représentans du peuple, commissaires de la Convention nationale, nommèrent le général Hoche commandant en chef des deux armées, en lui subordonnant le général Pichegru qui resta à la tête de l'armée du Rhin. Quoi qu'il

en soit, d'après les ordres du nouveau général en chef, les armées se mirent en marche. Les divisions des généraux Hatri et Férino qui s'étoient réunies à Sultz, arrivèrent à une heure après midi sur les hauteurs de Steinfels. La droite de l'armée du Rhin avoit suivi le fleuve, en s'approchant de Lauterbourg; l'armée de la Moselle avoit pris la route de Lembach et de Weissembourg, pour se porter sur Kleinbach, d'où elle chassa les Prussiens qui occupoient ce poste, sur celui du Pigeonier.

Après avoir été repoussé à Anweiller et au poste du Pigeonier, et avoir enlevé Ober-Seebach, Lauterbourg et Weissembourg, le général Hoche ordonna le 26 (6 nivôse), une attaque générale sur tout le front des deux armées. Après un feu très-vif de part et d'autre, qui cessa vers une heure après midi, l'ennemi fit quelques manœuvres pour couvrir sa retraite, et abondonna les hauteurs de Geisberg. Le général Hatri poursuivit alors les Allemands, dont il repoussa six fois les charges de cavalerie avec le seul secours de sa brave infanterie. A la gauche, un bataillon français arrivant par le vallon de Rilsels gravit la montagne, malgré le feu de trois bataillons autrichiens; renforcé par un autre bataillon, tous deux continuent leur marche; la fatigue les oblige bientôt de s'arrêter un instant à mi-côte. Les dragons de Toscane veulent profiter de cette circonstance pour les charger; mais après les avoir repoussés, les deux bataillons continuent de gravir la hauteur, emportent le château à la baïonnette, et se mettent en bataille sur le plateau.

Cependant la ligne ennemie continuoit sa retraite; en vain le duc de Brunswick avoit-il voulu la retarder, en se mettant à la tête de quatre bataillons autrichiens, son mouvement en avant n'avoit pas été soutenu; au contraire, l'armée impériale avoit précipité la retraite de son artillerie, en prenant la précaution inutile de laisser un corps de Hessois en bataille pour la soutenir. A la première attaque, ces troupes se replièrent, et les Autrichiens, après avoir traversé les lignes de la Lauter, vinrent prendre position, du 26 au 27 décembre (6 au 7 nivôse), entre Durenbach et Fleckenfeld.

Tandis que le corps de l'armée repoussoit l'ennemi des lignes de la Lauter, le général Donadieu refusoit, sous le prétexte de son peu de forces, de charger la cavalerie ennemie, et la laissoit se retirer tranquillement; en même temps, une division de l'armée de la Moselle s'étoit portée de Pirmasens en deux corps, l'un dans la vallée d'Anweiller et de Bodenthal, l'autre sur le poste du Pigeonnier; mais la retraite de l'armée impériale avoit obligé les Prussiens d'évacuer ce poste, pour se porter entre Bergzabern et Barbelroth. Dans ces différens combats, les Français s'emparèrent d'une immense quantité de subsistances, de munitions de guerre, d'armes et d'autres objets. On compta trente mille quintaux de fourrage, soixante-dix tonneaux de farine, six mille sacs d'avoine, autant de légumes secs, plus de dix mille fusils, beaucoup de poudre, trente mille couvertures et environ soixante voitures atelées et chargées d'effets précieux.

Dans l'après-midi du 27 décembre (7 nivôse), l'armée autrichienne, toujours suivie et serrée de près par les Français, marcha sur Germersheim, où elle arriva le lendemain.

Le 28 (8), l'armée prussienne se rassembla sur les hauteurs entre Landau et Albertsweiller, derrière la Queich; ses postes avancés, placés sur la droite de cette rivière, furent tous repoussés avec perte par les Français qui arrivèrent en même temps sous Landau.

Le 29 décembre (9 nivôse), les Prussiens se retirèrent sur Burweiller, et les Autrichiens passèrent le Rhin devant Philisbourg, où ils appuyèrent leur gauche et portèrent leur droite au Necker, se liant au corps du général Spleni qui, pendant toute la campagne, avoit couvert le Haut-Rhin et le Brisgau. Le même jour, les Français s'emparèrent de Germersheim et de Spire.

Le 30 décembre (10 nivôse), les Prussiens se retirèrent sur Edickhoffen, Neustadt et Worms, d'où après avoir été rejoints par le corps posté à Kaiserlautern, ils s'établirent de Bingen à Oppenheim, afin de couvrir Mayence. Les coalisés furent donc repoussés du territoire français, où ils ne conservèrent plus que pour quelques jours seulement le fort Louis ou de Vauban, tandis que les

Français, en terminant honorablement cette campagne, réoccupoient déjà une partie du Palatinat.

Observations.

Les revers de cette campagne furent incontestablement le résultat des fautes des généraux Dumourier et Custine, mais sur-tout du premier qui, à la fin de 1792, s'obstina à suivre ses projets sur la Belgique, partit de Sainte-Ménéhould pour Paris et Valenciennes, au lieu de poursuivre sans relâche les coalisés, pour les rejeter au-delà du Rhin, ce qui entraînoit l'évacuation des Pays-Bas, dont les Français se fussent trouvés les maîtres sans coup férir. A cette faute capitale, il ajouta celle de prendre des quartiers sur la Roer, en prêtant le flanc droit à l'ennemi et laissant la gauche sans appui, pour marcher à son expédition de Hollande, tandis qu'il devoit et pouvoit encore obliger les coalisés à repasser le Rhin. D'un autre côté, l'orgueil et l'ignorance qui décidèrent le général Custine à préférer la conquête facile de Spire, de Worms, de Mayence et de Francfort, à l'occupation de Coblentz et même de Trèves; ensuite la maladresse avec laquelle il se laissa réduire à la défensive, et la manière si peu militaire dont ce général défendit Francfort, Mayence et le pays compris entre le Rhin et la Nahe jusqu'à la Queich, furent également les principales causes du salut des armées coalisées, de leurs succès et des échecs que les Français éprouvèrent sur la Moselle et le Rhin, où ils virent l'ennemi séjourner sur leur territoire, et lui faire éprouver tous les fléaux de la guerre.

Il n'étoit peut-être pas trop possible au général Custine, sur-tout après ses premières fautes, de tenir sur la Nahe avec environ vingt mille hommes contre quarante-cinq ou cinquante mille Prussiens, qui passèrent le Rhin pour l'éloigner de Mayence; mais il pouvoit rester plus près de cette place, ne pas s'étendre autant, ni éparpiller son armée qui, ainsi disséminée, n'étoit plus susceptible d'aucun effort. Il eut encore le tort de combiner si mal sa retraite,

que, sans la valeur des troupes, elles auroient été mises dans une entière déroute à Ober-Flersheim. On peut reprocher aussi à ce général, de n'avoir tiré aucun parti du cours de la Salz, qui, se jetant dans le Rhin au-dessus de Bingen, lui offroit une ligne de défense plus rapprochée de Mayence que la Nahe. On croit encore qu'il pouvoit profiter des petites rivières qui se jettent dans le Rhin, entre Mayence et Lauterbourg, mais sur-tout du Spirebach et de la Queich, pour disputer le pays aux Allemands. Il fut peut-être encore plus répréhensible dans la tentative qu'il osa faire sur tous les points de sa ligne, avant de partir pour l'armée du Nord; projet aussi mal concerté que d'une réussite imposible, puisqu'il étoit basé sur l'arrivée, en même temps, aux différens points d'attaques, et sur les efforts simultanés de plusieurs colonnes parties à une grande distance les unes des autres.

Il en devoit être et il en fut de même de la tentative sur Arlon, encore plus mal imaginée peut-être; car comment put-on espérer qu'un corps de quinze mille hommes qui avoit devant lui des troupes assez nombreuses pour l'observer, outre la garnison de Luxembourg, donneroit la moindre inquiétude à l'armée qui faisoit le siége de Mayence, et la décideroit à le lever? But qu'on auroit put atteindre, si l'on avoit fait marcher l'armée de la Moselle sur Landau, en même temps que l'armée du Rhin eût attaqué le centre très-étendu de la ligne des ennemis, pour les rejeter au-delà de la Queich, ou peut-être mieux encore, si l'on avoit porté l'armée de la Moselle plus avant sur Kaiserlautern, par exemple; mais le misérable système des attaques partielles et indépendantes, fruit de l'ignorance, devoit prévaloir et prévalut en effet; aussi de tout ce qui se passa de la part des Français, depuis l'arrivée des Prussiens sur la Nahe, jusqu'au moment où ils y revinrent, rien ne fut concerté militairement, en exceptant toutefois le mouvement du général Hoche sur Kaiserlautern, et sa marche par les Vôges, au moyen de laquelle les deux armées de la Moselle et du Rhin, agissant de concert et portant une masse supérieure de force

contre les coalisés, les forcèrent à reculer, et bientôt après à évacuer le territoire de la république.

Il faut en convenir cependant, on est bien moins étonné des fautes des généraux français, que de celles que commirent les généraux prussiens et autrichiens, qui passoient pour les plus habiles guerriers de l'Europe. On doit reprocher, par exemple, au duc de Brunswick d'avoir laissé pendant deux mois l'armée du Rhin derrière les lignes de la Lauter, se rassurer, se fortifier, se grossir; tandis qu'en profitant de son découragement, et en l'attaquant au moment même où l'on auroit pu la joindre, si elle avoit été battue, elle auroit été dissoute.

Le roi de Prusse savoit, dit-on, au mois de novembre 1792, qu'il commenceroit la campagne par le siége de Mayence. Cependant, au mois de juin 1793, la tranchée n'étoit pas ouverte; mais, après la prise de la place, la conduite des alliés est encore plus inconcevable. L'armée du siége se réunit à celle d'observation, et malgré cette jonction, pendant trois mois les coalisés restèrent dans l'inaction; ils laissèrent augmenter les forces des Français, et au moment où ils résolurent enfin de les attaquer, ils se bornèrent à le faire avec la seule armée du général Wurmser, tandis que s'ils eussent alors réuni leurs moyens, ils auroient eu à cette époque de plus grandes espérances de succès qu'ils n'en pouvoient concevoir le 13 octobre, et ils n'auroient pas perdu trois mois d'un temps inappréciable pour eux, et qu'ils ne purent regagner dans la suite.

CHAPITRE III.

Opérations de la nouvelle armée du Nord (1).

Les débris de l'armée du général Dumourier sont recueillis dans le camp de Famars par le général Dampierre, à qui l'on en donne le commandement. Il en forme des camps retranchés, à Cassel, près de Saint-Omer, à la Magdelaine, près de Lille, à Maubeuge, et vers Charleroi. Les alliés occupent une ligne de Namur à Menin. Ils entrent sur le territoire de la république, et s'emparent de plusieurs postes autour de Condé, de manière à investir cette place. Les Français se retirent sous Bouchain d'un côté, et dans le camp retranché sous Maubeuge de l'autre. Le général Dampierre rentre dans le camp de Famars. Une armée d'Anglais, d'Hanovriens et de Hollandais vient cantonner de Courtrai à la mer. Il se livre plusieurs combats sans succès. Les Français attaquent les ennemis près de Valenciennes et de Maubeuge. Ils sont repoussés. Ils font un nouvel effort infructueux pour dégager Condé. Le général Dampierre est tué. Réflexions. Valenciennes est investi. Le général Custine vient prendre le commandement de l'armée du Nord. Condé et Valenciennes sont pris. Détails. Le général Houchard remplace le général Custine. L'armée attaquée par les alliés, est obligée de se porter à Arleux près de Douai. Bataille d'Hondtschoote gagnée par les Français. Détails. Réflexions. Le général Jourdan remplace le général Houchard. Les alliés bloquent Landrecies. Bientôt après ils l'assiégent, ainsi que Maubeuge. Les Français livrent bataille près de Vattignies. Ils sont repoussés le premier jour. Le lendemain ils remportent une victoire complette. Les ennemis repassent la Sambre. Le comité de salut public arrête une campagne d'hiver.

La fuite du général Dumourier, et l'arrestation des citoyens la Marque, Quinette, Bancal, Camus, députés de la Convention, et du général Beurnonville, alors ministre de la guerre, avoient jeté l'armée dans le plus grand désordre, et si les ennemis, qui devoient bien connoître sa foiblesse, avoient profité de ce moment et de leur

(1) Voyez, tome III, la Carte de la frontière de France, de Dunkerke à Charlemont et des Pays-Bas autrichiens ou Belgique, n° 8, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er, et celle du Cours du Rhin, n° 3.

supériorité pour frapper un grand coup, ils auroient pu battre, disperser une seconde fois, anéantir même l'armée française, et les places du Nord, livrées alors à elles-mêmes, seroient devenues pour eux une conquête infiniment facile; mais au lieu d'agir avec vigueur, ils entreprirent mal à propos, et heureusement pour les Français, de faire des siéges, et leur laissèrent le temps de s'organiser paisiblement; il est vrai que, de leur côté, ceux-ci voulurent mal à propos faire un essai prématuré et trop en grand de leurs forces, au lieu d'attendre les renforts envoyés dans le Nord, des armées du Rhin et de la Moselle, pour se mesurer avec quelque espoir de succès contre un ennemi si supérieur en nombre, et dont la cavalerie sur-tout étoit trois fois plus forte. Les débris épars de l'armée française furent recueillis dans le camp de Famars par le général Dampierre, à qui l'on en confia le commandement, et qui s'occupa sur-le-champ à former des camps retranchés à Cassel, près de Saint-Omer, dans la plaine du faubourg de la Magdelaine, devant Lille, à Maubeuge, sous Charleroi et dans la direction de Philipeville à Givet; il établit ensuite sur toute cette ligne un cordon de cantonnemens, qui formoit la chaîne de correspondance avec ces corps.

Du côté des ennemis, l'armée combinée d'Autriche et de Prusse occupoit une ligne de positions, de Namur par Tournai à Menin. Le prince de Cobourg, dont le quartier-général étoit à Mons, commandoit le centre, le général Clairfait la droite, et la gauche aux ordres du général Beaulieu, dont les forces étoient combinées avec celles du prince de Hohenlohe-Kirchberg, remplissoit l'intervalle jusqu'aux Vôges; ce dernier communiquoit avec les généraux Kalckreuth et Wurmser, qui étoient sur les frontières des ci-devant provinces de Lorraine et d'Alsace.

Le 9 avril, l'ennemi étoit entré sur le territoire de la république, menaçant à la fois Lille, Condé, Valenciennes et Maubeuge; il avoit attaqué et repoussé autour de Condé les postes français de Thivencelle, Frasne, Doumet, le Vieux-Condé, et des bois de Saint-Amant; maître ensuite des postes de Quarouble, Onnaing et Wick, entre

Valenciennes et Condé, cette dernière place s'étoit trouvée investie, et l'armée française obligée de se retirer sous Bouchain, avec une retraite assurée dans le *camp de César*, ainsi appelé parce que c'étoit un ancien poste des légions romaines. Le même jour, le poste de la Glisuelle, en avant de Maubeuge, avoit été forcé de se replier dans le camp retranché sous cette place.

Le 12, le général Clairfait se porta sur Bruielle et Maulde, entre Condé et Tournai.

Le 13, l'armée autrichienne qui s'étoit avancée de Mons à Quiévrain, s'approcha d'Onnaing, entre Valenciennes et Condé. Le général-major Otto enleva après trois heures de résistance les postes de Sainte-Sauve, de Saultain et de Curgies, à la vue de Valenciennes.

Les 14 et 15, Clairfait qui s'étoit approché des bois de Saint-Amant, y fit attaquer et emporta l'abbaye de Vicogne, Raimes et Eshaupont. Cependant, malgré le désavantage de ces différens combats, le général Dampierre remarcha le 15 en avant, et rentra au camp de Famars, pour soutenir Valenciennes, dangereusement menacée; peu de jours après, il reprit l'offensive en s'emparant le 18 d'Orchies et de Lannoi, en avant de Lille. Le 21 il fit repousser les corps avancés des coalisés sur la Lys, à Warneton, près de Lille, et ceux vers Maubeuge: le 24 on repoussa aussi les ennemis à Jeumont, au-dessous de Maubeuge, où ils vouloient passer la Sambre.

Dans ces entrefaites, dix mille Anglais débarqués le 20 à Ostende, aux ordres du duc d'Iorck, s'étoient joints aux Hanovriens et aux Hollandais; ces forces cantonnèrent depuis Tournai et Courtrai jusqu'à la mer. On avoit opposé à ce corps d'armée, un rassemblement de troupes formé au camp de Cassel, entre Dunkerke et Lille.

Autant les ennemis mettoient d'importance à s'emparer de Condé, pour s'assurer d'une place forte qui leur ouvroit en partie la frontière de France, autant les généraux français devoient s'opposer de tous leurs moyens à la prise de cette place. Plusieurs petits combats furent livrés sans succès les 27, 28, 29 et 30, près de Douzies, en avant de Maubeuge et dans d'autres parties de la ligne.

Cependant le général Dampierre avoit reçu quelques renforts, ramené l'ordre dans l'armée, et l'ennemi ne devoit pas s'attendre à autant de résistance de la part des Français. Dans la circonstance épineuse où se trouvoit leur général, il crut devoir convoquer à Valenciennes un conseil de guerre, dans lequel il fut unanimement arrêté, de tenter le 1er mai une attaque générale pour sauver Condé.

Pour couvrir le blocus de cette place, le gros de l'armée autrichienne occupoit les forêts sur les deux rives de l'Escaut, depuis Saint-Amant, Vicogne, Raismes, Bruai, Sainte-Sauve, Onnaing, jusqu'à Quiévrain; le prince de Cobourg avoit jeté des corps considérables dans tous les villages, jusques sur la route de Valenciennes au Quesnoi, et sembloit menacer Valenciennes.

Indépendamment du nombre des troupes autrichiennes et de la force de leurs positions, elles pouvoient au besoin, être secourues de proche en proche, d'abord par les Prussiens qui, sous les ordres du général Knobelsdorff, étoient campés aux environs de Maulde et de Saint-Amant; les Prussiens pouvoient être soutenus par les Anglais qui, commandés par le duc d'Iorck, s'étoient postés en avant de Tournai, d'où ils observoient les Français campés à la Magdelaine, près de Lille; à la droite des Anglais se trouvoient les Hollandais qui occupoient Werwick et Menin, et s'étendoient jusqu'à Ostende.

Les principales forces des Français se trouvoient renfermées dans le camp de Famars, près de Valenciennes, et devant Lille, dans le camp de la Magdelaine, qui étoit commandé par le général de division la Marlière; les autres troupes étoient dispersées dans les places et dans des cantonnemens. La droite étoit appuyée par l'armée des Ardennes, sous les ordres du général la Marche.

Telle étoit la position respective des armées, lorsque le général Dampierre donna l'ordre d'attaquer, et de diriger cette entreprise sur les deux points de Valenciennes à Mons et à Saint-Amant. En conséquence, le 1er mai les troupes du camp de Famars attaquèrent le village de Sainte-Sauve, qui fut emporté. En même temps le général la Marche, avec une partie de l'armée des Ardennes, s'em-

paroit de Saultain et de Curgies, et la garnison du Quesnoi, aux ordres du général Nerod, attaquoit Jalain.

Après avoir chassé les ennemis de Saultain et de Curgies, le général la Marche voulut se rendre maître d'Estroen et de Sébourg; mais à la suite d'une vigoureuse tentative, il fut contraint d'y renoncer, quoique Dampierre eût marché pour seconder cette attaque, et dès-lors toutes les troupes du centre et de la droite furent obligées de se replier.

Sur la rive gauche de l'Escaut, le général Kilmaine, à la tête de l'avant-garde, avoit commencé dès le matin et soutenu jusqu'à la nuit, l'engagement le plus meurtrier dans les bois au-dessus d'Anzin; mais les batteries ennemies l'avoient empêché de gagner et de conserver beaucoup de terrein.

Sept ou huit mille hommes sortis de Valenciennes s'étoient portés sur les hauteurs de Marlis, dont les batteries foudroyoient le village d'Etreu. Tous les postes de l'ennemi avoient été repliés, et son centre poussé à plus d'une lieue, dans les directions de Vicogne et de Sainte-Sauve. Alors la première ligne ennemie, aux ordres du général Ferrari, marcha sur Onnaing, et la seconde ligne sur Sébourg. La droite, commandée par le général Clairfait, ayant pris la gauche des Français à flanc et à revers, les troupes républicaines forcées à la retraite, se rallièrent d'abord sur les hauteurs de Presseau, d'où elles furent encore repoussées et obligées de se retirer dans le camp de Famars.

Enfin, vers la gauche, le général la Marlière avec les troupes du camp de la Magdelaine, auxquelles il avoit joint une partie des garnisons de Lille et de Douai, s'étoit porté sur Orchies, et de là il avoit exécuté contre les camps de Maulde et de Saint-Amant une attaque simulée, dont l'objet étoit d'opérer une diversion favorable aux opérations du centre et de la droite. Cette fausse attaque auroit eu peut-être des résultats plus décisifs, si le général la Marlière, dont les opérations étoient subordonnées à celles du centre, n'eût pas été lié par les instructions qu'il avoit reçues du général Dampierre. Ces attaques, à

la suite desquelles les Français rentrèrent dans leurs camps, échouèrent en partie par un défaut d'accord et des retards dans l'exécution.

Les troupes du camp de Maubeuge avoient le même jour fait une sortie sur celles du général la Tour, et tenté une attaque infructueuse du côté de Merbe-le-Château, au-dessous de la place, sur la rive gauche de la Sambre. Malgré le peu de succès de toutes ces tentatives, l'armée française garda sa position, et le général Cobourg resta dans son quartier de Quiévrain.

Le 5 mai, des troupes détachées du camp de Cassel s'emparèrent de Popringhes, et poussèrent jusqu'à Rousbrugge, après avoir pris un drapeau et fait un assez grand nombre de prisonniers.

Dans les journées des 2, 3, 4, 5, 6 et 7, les armées restèrent en présence, et il n'y eut entre elles que quelques escarmouches d'avant-postes. Les républicains n'étoient point découragés, malgré les revers éprouvés depuis deux mois sans interruption, et les généraux français sentant combien il leur importoit d'obtenir quelques succès, on se décida à faire un nouvel effort pour dégager Condé, resserré de plus en plus par les Autrichiens, maîtres des deux rives de l'Escaut. On arrêta de diriger sur la rive gauche la principale attaque, qui avoit échoué sur la rive opposée : elle fut fixée au 8 mai, et devoit être engagée sur tout le front de la ligne de Maubeuge à Saint-Amant.

La veille, à la pointe du jour, une colonne attaqua Saultain; vers midi, une autre sortie de Valenciennes chargea vivement le centre de l'armée autrichienne vers Etreu; mais après avoir gagné d'abord du terrein, elle fut ensuite obligée de se retirer à l'approche d'une nombreuse cavalerie.

Le lendemain 8, l'attaque commença à la droite en avant de Maubeuge, où les Français, après avoir inutilement retourné cinq fois à la charge et perdu plus de trois cents hommes, furent contraints de se retirer sous le canon de la place.

A Bavai, l'engagement n'eut lieu qu'entre les troupes légères.

Un détachement composé d'infanterie et de cavalerie attaqua dès le matin Jalain, entre le Quesnoi et Valenciennes; vers midi, les

Français s'étant portés en force sur le grand Wargnies, proche de Jalain, ils en délogèrent d'abord les ennemis, qui les repoussèrent à leur tour, à l'aide de la cavalerie du général Otto. Vers le soir, une autre colonne qui s'étoit portée en avant de Presseau, fut contrainte de se retirer après une assez vive canonnade. Ces diverses attaques avoient eu uniquement pour objet de contenir le corps d'armée aux ordres du prince de Cobourg.

Le général Clairfait occupoit les bois, sa ligne partant de l'abbaye de Vicogne et aboutissant par Frasne à Doumet. Les Prussiens défendoient la partie que traverse la chaussée de Vicogne à Saint-Amant; toute cette ligne étoit garnie de retranchemens, de batteries et d'abattis que les généraux la Marche et Hédouville furent chargés d'attaquer, en même temps que le général la Marlière, avec les troupes sorties de Douai et du camp de la Magdelaine, attaqueroit entre Vicogne et Saint-Amant, et feroit inquiéter la droite des coalisés vers Maulde, par un corps porté à Mouchin, entre Orchies et Tournai.

La division aux ordres du général des Ponches, formant la droite des troupes commandées par le général la Marlière, après avoir chassé l'ennemi de ses différens postes dans le bois de Saint-Amant, s'étoit établie sur la plate-forme de l'abbaye de Vicogne, et s'y étoit fortifiée après un combat qui dura depuis sept heures du matin jusqu'à huit heures du soir. Le général prussien Knobelsdorf ayant alors renforcé les Autrichiens à Vicogne et Raimes, le général la Marlière envoya lui-même sept bataillons au général des Ponches, qui venoit de repousser à coups de canon une attaque commandée par le duc d'Iorck, dont le corps d'armée avoit joint les Allemands. Au moment où la droite du général la Marlière attaquoit Vicogne, il attaquoit lui-même Saint-Amant, il repoussoit l'ennemi et envoyoit ses tirailleurs jusqu'à Maulde, occupé par les Anglais. En même temps le général Chaumont, chargé d'entretenir la communication d'Orchies à Lille par Landas et Belleporte, s'emparoit de Rumegies et s'y maintenoit. Ainsi cette gauche occupoit la ligne de Belleporte à Vicogne.

Cependant le général Hédouville éprouvoit les plus grandes diffi-

cultés dans son attaque sur Raimes, et le général des Ponches tant soit de vains efforts pour joindre sa droite à la gauche de ce général. Afin de remplir l'intervalle entre ces deux divisions, le général Dampierre y envoya quelques bataillons et des chasseurs, qui gagnèrent d'abord un peu de terrein, puis firent un mouvement rétrograde; mais renforcés par deux autres bataillons, ils remarchèrent à l'ennemi et emportèrent trois postes défendus par les Hongrois. Huit bataillons et deux cents chasseurs se disposoient alors à attaquer une grosse redoute qui couvroit Raimes, lorsque le général Dampierre qui avoit renouvellé plusieurs fois ses attaques, pour forcer les abattis, ayant été blessé mortellement à la dernière, par un boulet de canon qui lui emporta la cuisse, on fut obligé de le transporter à Valenciennes où il mourut le lendemain.

Après cet événement malheureux, le général la Marche qui prit le commandement de l'armée, jugeant inutile de prolonger le combat, ordonna la retraite. Trois bataillons de volontaires qui étoient engagés alors dans le village de Raimes, en traversant une plaine découverte sous le feu de l'ennemi, s'étant débandés, il suffit au général Illers de leur crier : *Soldats, à vos rangs;* ils se reformèrent sur-le-champ et continuèrent leur retraite au pas de route. En même temps trois bataillons, malgré le feu de plusieurs batteries formidables qui venoient d'être démasquées dans le bois, se retiroient lentement et en bon ordre, avec une intrépidité sans exemple. Toute cette partie de l'armée marcha sur Valenciennes.

Le 9, dès le matin, le général Chaumont se porta sur Maulde, le général Béru, en avant du camp de Marlis, où il causa quelques pertes aux ennemis, et le général la Marlière à l'abbaye de Vicogne, où il faisoit de nouvelles dispositions, lorsqu'il reçut l'ordre de faire sa retraite : elle s'exécuta sur Douai et par Orchies sur Lille. Le même jour les Anglais et les Hollandais reprirent leur position de Tournai.

Ces différentes actions ne doivent point être considérées comme une bataille; on avoit voulu se borner à des attaques de postes, sur une ligne de sept lieues de développement; plan vicieux par la

difficulté de l'ensemble, qui se réduisit à entreprendre de forcer cinq points. Mais plusieurs causes devoient empêcher le succès de ces tentatives partielles :

1°. La grande supériorité de l'ennemi qui, au nombre de quatre-vingt mille hommes, étoit attaqué derrière des retranchemens, par moins de quarante mille.

2°. La très-grande difficulté du concert des ordres à donner et à recevoir, de l'arrivée à propos, des obstacles apportés par l'éloignement et les intervalles qui séparoient les attaques.

3°. La nature même du pays, infiniment plus favorable aux ennemis. A Vicogne, à Saint-Amant, où se firent les deux principales attaques, ces positions étoient fortifiées, et le front couvert de retranchemens, d'abattis, de canaux; les flancs assurés par l'Escaut et la Scarpe, et Condé investi, ne pouvoient donner aucune inquiétude à l'ennemi.

Après tant d'efforts réitérés sans succès, les Français durent se borner à maintenir leur ligne de défense, pour mettre Valenciennes à couvert d'un siége, et se tenir en mesure de secourir Condé; mais le 23, ils furent attaqués sur tous les points depuis Orchies jusqu'à Maubeuge. Cette attaque commença avec le jour et finit seulement à la nuit. Les derniers avantages des ennemis devoient les enhardir, et un succès en les rendant maîtres de Condé, laissoit Valenciennes investi et livré à ses propres forces.

Les Hollandais formant l'extrémité de la droite de l'armée coalisée, repoussèrent les Français de Mouchin, au-delà d'Orchies, et ils s'en emparèrent. Les Prussiens les forcèrent de se retirer dans l'abbaye d'Hasnon. Le corps de réserve aux ordres du général Clairfait, s'empara du poste retranché d'Aubri, très-près de Valenciennes, où l'on se battit toute la journée; mais les Autrichiens conservèrent leurs positions. A la droite de l'armée autrichienne, le général Colloredo couvroit la chaussée de Valenciennes à Mons, et observoit la première de ces deux villes. Le centre, composé de troupes anglaises et hanovriennes tirées du camp de Tournai, aux ordres du duc d'Iorck,

s'étoit porté en face d'Aulnoit, où il devoit attaquer. La gauche commandée par le général Ferrari, se dirigea par Mareche et Artre. Le général Otto avoit marché sur le Quesnoi et s'étoit emparé des redoutes de Villerspel. Vers le milieu de la journée, l'aile gauche des Français se trouvant tournée par le duc d'Iorck, et les redoutes au-delà de la Ronelle prises par les troupes aux ordres du général Ferrari, ils furent obligés d'évacuer le camp de Famars pendant la nuit, et de se retirer par Denain à Paillancourt dans le camp de César, sous le canon de Bouchain, après avoir fait entrer dix mille hommes dans Valenciennes.

Le 24, après un combat très-opiniâtre, le camp d'Anzin près de Valenciennes, qui étoit déjà tourné, fut perdu, et en même temps l'abbaye d'Hasnon forcée par un corps de troupes prussiennes; dès-lors Valenciennes se trouva investi, et les ennemis maîtres des hauteurs d'Anzin, jetèrent des bombes dans la citadelle. Le même jour, l'ennemi détacha six bataillons et huit escadrons à Auchi, entre Lille et Orchies, pour intercepter la communication de Lille avec Valenciennes, et gêner celle de Douai à Lille.

Le jeune prince d'Orange, pour couvrir la droite des opérations des armées combinées, s'étoit porté en avant de Menin. Le général la Marlière l'avoit attaqué le 24, et après une forte résistance, dans laquelle ils perdirent 500 hommes et 400 prisonniers, les Hollandais furent obligés de se réfugier dans Menin.

Le 26, le faubourg de Marlis, à Valenciennes, fut enlevé par les Autrichiens et incendié.

Le 27, le général Custine qui avoit quitté l'armée du Rhin, de laquelle on trouvera les opérations ci-après, prit le commandement de celle du Nord dans un moment bien critique, puisque de Dunkerke à Givet toute la frontière était menacée; par-tout les ennemis étoient en forces supérieures, et dans ces circonstances, l'état des choses dans l'intérieur de la France, obligeoit encore à retirer des troupes des armées, pour les porter où l'on appercevoit des dangers encore plus pressans.

Le mois de juin se passa de part et d'autre en actions de détail peu décisives; cependant, le 20, les Autrichiens s'emparèrent de Cateau-Cambresis, et le 30, les Français, après un léger combat, se retirèrent de Capelle à Pont-à-Marque, sur la droite de Lille.

Pendant le mois de juillet, indépendamment de plusieurs combats où les avantages et les désavantages se balancèrent, la France eut à regretter la perte de Condé et de Valenciennes.

Condé, bloqué depuis le 9 avril, après une défense longue et opiniâtre, fut obligé, faute de vivres, de capituler le 12 juillet. Depuis plusieurs jours, le soldat n'avoit que dix onces de pain et deux onces de cheval. Le 13, à huit heures du matin, la garnison ayant le général Clausel à sa tête, sortit de la place avec les honneurs de la guerre.

Après la prise de Condé, l'ennemi employa une grande partie de ses forces contre Valenciennes. Pour en favoriser le siége, il posta trente-cinq mille hommes en observation dans la plaine de Hérin, en avant de la place; quarante autres mille de l'autre côté de Valenciennes; enfin un troisième corps entre Tournai et Lille.

L'attaque en règle de Valenciennes commença le 30 mai; le 14 juin, le duc d'Iorck fit une première sommation, et sur un refus, sans doute prévu, la place fut bombardée d'abord sur le front d'Anzin, puis sur le côté opposé; dès-lors l'embrasement avoit été général. Outre les batteries de siége, quatre-vingt bouches à feu, établies sur la chaussée de Mons et sur les hauteurs d'Anzin, vomissoient la mort et la désolation sur les habitans. Cette manière de faire la guerre à un peuple, pour le contraindre dans son opinion, indigna les défenseurs et les citoyens de Valenciennes; et les assiégeans furent repoussés le 21, lorsqu'ils tentèrent une première attaque au chemin couvert. La nuit du 25 au 26, elle fut renouvelée par dix mille hommes, qui s'emparèrent de l'ouvrage avancé que trois mines firent sauter, et d'où le feu des remparts les chassa. Les assiégés y reprenoient leurs postes, quand une terreur panique les fit rentrer pêle-mêle dans la ville, et l'ouvrage resta sans défenseurs.

En même temps, le duc d'Iorck faisoit distribuer aux troupes et aux habitans une seconde sommation, qui produisit un désordre irremédiable; les soldats s'étant réunis aux habitans pour forcer le conseil de guerre à entrer en capitulation, elle fut signée le 28, et la garnison, forte originairement d'environ dix mille hommes, sortit avec les honneurs de la guerre au nombre de quatre mille seulement.

A cette époque, le général Custine mandé à Paris, fut remplacé provisoirement par le général Kilmaine (1), qui se hâta de porter entièrement l'armée derrière l'Escaut, à Paillancourt, entre Cambrai et Bouchain.

Après la prise de Condé, de Cateau-Cambresis et de Valenciennes, quoique les alliés eussent, dit-on, perdu près de quarante mille hommes dans les deux siéges, leur supériorité étoit encore très-grande, et assurés de points d'appui et de grands débouchés pour pénétrer, ils dûrent songer à se déployer davantage, et à agir avec moins de circonspection ou plutôt de timidité.

Après la prise de Valenciennes, l'ennemi joignit les troupes qui en avoient fait le siége à celles qui étoient déjà dans le camp de Famars. Ils occupoient encore ceux de Hérin, devant la place, et de Cisoing entre Tournai et Lille; mais ils les quittèrent le 6, les Anglais et les Hanovriens, pour camper à Saint-Aubert, entre Cambrai et le Quesnoi; les Hessois entre Romeries et Pithon, en avant du Quesnoi; le 7, à Manières, entre Cambrai et le Catelet, au-delà du village de Naves. Alors la lutte alloit devenir encore plus inégale pour

(1) On apprend, dans les mémoires manuscrits de M. Delbrel, membre de la Convention, et envoyé en qualité d'un de ses commissaires à l'armée du Nord, qu'au moment où l'on y sut l'arrestation du général Custine, il éclata de violens murmures dans diverses divisions; que quelques bataillons Bretons étoient les plus animés; que les officiers et les soldats crioient avec fureur: *Point de général, point d'armée*, et que les représentans du peuple eurent beaucoup de peine à calmer les esprits. M. Delbrel ajoute, qu'il n'eut aucune part à l'arrestation des généraux Custine et la Marlière; que s'ils étoient coupables, il ne prétend pas à la gloire de les avoir démasqués, et que s'ils étoient innocens, il l'est lui-même de l'injustice dont ils ont été les victimes.

les Français, dont la droite appuyoit vers Cambrai, la gauche vers Bouchain, au camp de César et à Paillancourt, et le front couvert par l'Escaut, et garni de redoutes et d'artillerie; mais ils n'avoient au plus que vingt-huit bataillons et environ deux mille cinq cents hommes de cavalerie; le reste des armées du Nord et des Ardennes étoit dans des camps éloignés, ou dispersé dans les garnisons et les cantonnemens depuis Dunkerke jusqu'à Longwi; il étoit donc extrêmement dangereux de s'obstiner à protéger Cambrai et à garder les camps de César et de Paillancourt, où l'on pouvoit être facilement tourné et enveloppé par un ennemi, que sa grande supériorité en cavalerie rendoit absolument maître des plaines de Cateau-Cambresis; c'est aussi sur cette opinion que les ennemis fondèrent le plan d'attaque qu'ils exécutèrent les 7 et 8 août.

En calculant l'impossibilité de couvrir avec l'armée Cambrai et les lieux voisins, on avoit pensé à faire refluer les habitans, corps et biens, vers l'intérieur; d'autant qu'on ne pouvoit plus tenir la campagne qu'en se retirant devant l'ennemi qui, à la suite d'un combat heureux pour lui, dans la forêt de Mormal, vers le Quesnoi, avoit poussé, entre Péronne et Saint-Quentin, des troupes dont les détachemens pénétroient entre ces deux places. Pour surcroît de malheur, les digues de Bouchain crevèrent le 6, et firent perdre aux Français les avantages de l'inondation de l'Escaut. Le 7 au point du jour, les ennemis se présentèrent en même temps devant tous les postes sur l'Escaut et sur la Censée, moins pour les forcer que pour tenir en échec les troupes chargées de les défendre, tandis qu'à la droite, un corps de vingt-deux mille hommes, dont plus de six mille de cavalerie, avançoit par Crèvecœur pour envelopper les Français.

Dans ce moment difficile, le général Kilmaine qui commandoit l'armée depuis l'arrestation du général Custine, se décida à abandonner le camp de César; et après avoir assuré la défense de Cambrai, il en sortit le 7 août, vers trois heures après-midi, afin

de visiter tous les avant-postes, et donner les ordres nécessaires pour la retraite. Après avoir réuni des forces suffisantes avec lesquelles il projetoit de se diriger sur Fontaine Notre-Dame, position qui le mettoit à même de couvrir la retraite des bagages et du reste de l'armée, les petits camps qui se trouvoient sur l'Escaut et sur la Censée, eurent ordre en même temps de se replier, après avoir rompu les ponts, de se réunir aux troupes de l'avant-garde au bac d'Aubancheuil, de passer de-là par Pallué pour se rendre au camp de Biache, après avoir laissé un renfort de six bataillons aux flanqueurs de gauche, qui devoient assurer la communication d'Arleux à Douai, et se maintenir dans les postes de Pallué, l'Ecluse, Estoing, etc.

Telles furent les dispositions pour la retraite que les Français exécutèrent le lendemain 8 août, dès le point du jour. L'infanterie marchoit à la tête avec le parc d'artillerie et les équipages, flanqués par un régiment de chasseurs à cheval. Le général Kilmaine et le représentant Delbrel étoient restés à l'arrière-garde, composée de l'artillerie légère et d'environ deux mille cinq cents hommes de cavalerie. Le corps d'armée avoit déjà fait une lieue, lorsque l'arrière-garde commença son mouvement, continuellement harcelée par la cavalerie ennemie qui, quoique quatre fois plus nombreuse, ne put réussir à l'entamer; elle avoit déjà dépassé le village de Marquion, lorsqu'on fut averti que deux bataillons restés sur les derrières, venoient d'être enveloppés dans ce village par la cavalerie ennemie. Ces deux bataillons qui, venoient de Thun-l'Evêque, au lieu de prendre la route du bac d'Aubancheuil, où ils devoient se rendre sous les ordres du général le Clerc, avoient pris celle de Marquion, où ils furent investis, et où, après la plus vigoureuse résistance, ils auroient été obligés de mettre bas les armes, si le général Kilmaine n'étoit venu à leur secours. Après avoir mis une partie de sa cavalerie avec l'artillerie légère en bataille à droite et à gauche de la grande route, ce général avoit chargé avec le reste la cavalerie ennemie, l'avoit renversée, et dégagé les deux bataillons.

Dans ce choc qui fut très-court, mais impétueux, on tua ou prit environ cent hommes.

Pendant que l'arrière-garde étoit aux mains avec l'ennemi, l'infanterie, le parc et les bagages s'avançoient paisiblement vers Arras, et étoient pour ainsi dire à l'abri de toute insulte et de tout danger, lorsque quelques malveillans par des cris *de sauve qui peut*, jetèrent la terreur et le désordre parmi quelques bataillons de l'avant-garde, qui s'enfuirent et arrivèrent en déroute aux portes d'Arras, sans avoir vu un seul ennemi; le reste de l'armée, quoique vivement harcelé, exécuta sa retraite dans le plus grand ordre, marchant au pas ordinaire, et présentant un front menaçant à l'ennemi chaque fois qu'il la serroit de trop près.

L'armée se réunit à couvert de la Censée et de la Scarpe dans les camps d'Arleux, près de Douai et de Biache ou de Montauban vers Arras; la droite du premier appuyoit Arleux, la gauche à Douai. La droite du second s'étendoit vers Arras, et le quartier-général étoit à Graverelle. C'étoit la dernière position à prendre en avant d'Arras, après quoi il n'y avoit plus de places à défendre jusqu'à Paris.

La retraite de l'armée avoit laissé à découvert la place de Cambrai: elle fut investie le même jour (8 août), et le général-major de Boré, commandant les avant-postes de l'armée combinée de l'Empereur et des alliés, qui venoit de s'établir dans le camp de César, envoya au général de Claye, à Cambrai, la sommation suivante:

« Vous avez été témoin de ce que l'armée combinée vient d'entre-» prendre, et vous voyez sa position actuelle. Bouchain est investi; » nous sommes maîtres de tous les camps et de tous les postes occupés » par vos troupes; une colonne nombreuse est derrière nous. Je viens » vous offrir la capitulation la plus honorable; c'est à vous, Mon-» sieur, à calculer maintenant si vous voulez exposer à toutes les » horreurs d'un siége et à une destruction inévitable, dont la ville » de Valenciennes vous offre le triste exemple, la ville où vous com-» mandez, ou bien si vous voulez accéder à une proposition qui ne

» se renouvellera plus, et qui sauveroit l'existence et les propriétés » d'un si grand nombre de personnes ».

A cette sommation, le général de Claye répondit :

« J'ai reçu, général, votre sommation de ce jour, et je n'ai pour » toute réponse à vous faire, *que je ne sais pas me rendre, mais* » *que je sais bien me battre* ».

Pour donner plus de force à sa réponse, le général de Claye fit le même jour une sortie, dans laquelle la garnison eut quelques succès; néanmoins dès le soir, la place fut entièrement bloquée. Le 9, l'ennemi parut vouloir commencer les travaux du siége ; mais quelques coups de canon le forcèrent à les abandonner. Le 10, la garnison fit une nouvelle sortie, dans laquelle elle tua quelques hommes aux ennemis, en prit quelques autres et un drapeau. Le 11, les coalisés s'éloignèrent de Cambrai.

Le 10 août, le général Houchard vint prendre le commandement en chef de l'armée. Les détachemens envoyés du Rhin, de la Moselle et des Ardennes arrivèrent successivement, mais il ne s'élevoient pas ensemble à plus de douze mille hommes, au lieu de vingt-un mille que l'on devoit recevoir ; plusieurs de ces détachemens furent surpris en route par des forces supérieures, que l'ennemi avoit poussé vers Saint-Quentin, auprès duquel et de Péronne, il avoit porté un de ses camps, d'où il envoyoit des détachemens nombreux dans le département de l'Aîne. Ainsi les Français, malgré les derniers renforts qu'ils avoient reçus, se trouvoient réduits à la plus stricte défensive, et il leur restoit à peine à disputer le passage de la Somme, barrière très-insuffisante. Heureusement les ennemis trop timides, n'osèrent laisser derrière eux des places fortes, dont sans doute ils ignoroient la foiblesse momentanée. Le 11, ils abandonnèrent le camp de César, pour retourner dans le camp de Hérin, en avant de Valenciennes ; le reste de leurs troupes réoccupa celui de Saulzoir ou de Saint-Aubert.

Jusqu'à cette époque, les coalisés avoient été contenus sur leur droite par les places maritimes ; leurs succès vers la gauche et au

centre, les firent arrêter au plan de se mettre à la même hauteur, avant de se porter plus en avant; d'ailleurs l'Angleterre ambitionnoit la prise de Dunkerke, et la faute capitale de suspendre des progrès assurés vers l'intérieur de la France, pour se rejeter sur les places maritimes, décida du sort de cette campagne et de celles qui la suivirent.

Le duc d'Iorck, à la tête des Anglais, des Hollandais, des Hanovriens, des Hessois et des grenadiers hongrois, chargé des attaques sur la droite, les avoit commencées par des combats à Ost-Capelle, en avant de Rousbruge, à Poperinghes, à Blaton, à Lincelles, entre Menin et Lille, tandis que les Autrichiens restés dans le Hainaut, pour faire le siége du Quesnoi, s'étoient empressés de bloquer d'abord cette place.

Après avoir passé la Lys, trois colonnes de l'armée aux ordres du duc d'Iorck, se dirigèrent sur Cassel, Hondtschoote et Furnes. Bergues fut investi et sommé le 20 août; le bombardement même commença, et tout annonçoit le dessein d'attaquer Dunkerke.

Dès-lors la conduite des alliés, quelle qu'en fût la cause, dut paroître aux yeux du Comité de Salut public une faute militaire, dont il étoit d'autant plus essentiel de profiter, que déjà il s'étoit occupé d'une diversion vers les places maritimes, et que pour remplir cet objet, il avoit augmenté le camp de Cassel de tous les renforts dont on avoit pu disposer, et même de quelques troupes tirées de l'armée du général Houchard, dès l'instant où elle fut derrière la Scarpe; ainsi les ennemis en se portant sur Bergues, Furnes, Dunkerke, se trouvèrent engagés sur tous les points où la défense étoit la mieux disposée, et où l'on avoit préparé le plus de moyens pour les attaquer.

L'armée ennemie, quoique divisée, conservoit néanmoins des deux côtés la supériorité du nombre; le duc d'Iorck avoit sous ses ordres, depuis Menin jusqu'à Dunkerke, plus de soixante mille combattans, tandis que les Français ne pouvoient guère lui en opposer que trente-six mille, même en y comprenant les troupes du camp de la Magdelaine.

Le 23 août, le duc d'Iorck, après avoir rassemblé son armée en avant de Furnes, marcha sur trois colonnes pour attaquer le camp de Giwelde, en avant de Dunkerke. Une colonne marcha par la digue du canal de la Grande-Moëre ; une autre longea la gauche du canal de Dunkerke, et la colonne de droite composée de la cavalerie, se porta à Zuidchoote. Les deux premières colonnes, foudroyées en arrivant par l'artillerie du camp retranché, se retirèrent hors de portée et passèrent la nuit campées sur deux lignes. Giwelde fut évacué par les Français la nuit du 23 au 24, et le lendemain le fort de Lefferinchouke fut tourné par le général autrichien Werneck, et attaqué de front par l'avant-garde ennemie et un corps de cavalerie. Les Français obligés d'en sortir, furent poursuivis jusqu'à la vue de Dunkerke, et l'armée ennemie campa entre Teteghen et Rosendal. Le général Freitag avec ses troupes hanovriennes, fermoit la gauche. Vers neuf heures du matin, la garnison de Dunkerke fit une sortie vigoureuse, secondée par le feu de quelques frégates et batteries flottantes qui canonnoient le flanc droit de l'armée combinée. Le général comte d'Alton fut tué vers la fin de cette attaque. Après deux heures de combat, les Français rentrèrent dans le chemin couvert, et l'armée combinée s'étant approchée de la place, tira sa ligne de circonvallation, et commença les travaux du siége, sous un feu très-vif d'artillerie. Le même jour Dunkerke fut sommé par le duc d'Iorck.

A l'époque du 24 août, la ligne de défense de l'armée française s'étendoit de Maubeuge à Dunkerke, passant par les places fortes et les camps de Maubeuge, d'Arleux et de Graverelle ou de Douai, Mons en Pesvelle, de la Magdelaine, près de Lille, de Bailleul et de Cassel; mais la ligne étoit coupée vers la droite par Condé et Valenciennes, et par les Autrichiens alors occupés au siége du Quesnoi. La ligne d'attaque des coalisés avoit sa gauche à Merbes-le-Château, au-dessous de Maubeuge, sur la rive gauche de la Sambre; sa droite à Rosendal, devant Dunkerke; le front passant par Bergues qui étoit cerné, Wormhout, Poperinghes, Ipres, Menin, Lannoi, en face de Lille, Cisoing, Orchies, Marchiennes, Haspre et Solesme, en face

de Cambrai, le Cateau-Cambrésis, le camp devant le Quesnoi, Bavai et Grand-Reng, entre Maubeuge et Merbes-le-Château.

Le 26 août et les jours suivans, l'ennemi tenta vainement l'escalade de Dunkerke; il y eut ensuite plusieurs petits combats assez insignifians, où différens postes furent enlevés et repris.

Le 2 septembre, le maréchal Freitag s'empara de Ledrenghem, entre Cassel et Bergues. Les Français postés près de Lille, attaquèrent Roncq, entre cette place et Menin, et furent repoussés. Le même jour, les ennemis s'avancèrent vers Helemmes et Lezennes, à la vue de Lille.

Le général Houchard avoit pris les mesures nécessaires pour faire lever le blocus de Bergues et le siége de Dunkerke; il avoit fait entrer des renforts dans cette dernière ville, et le camp sous Mont-Cassel en avoit reçu un de dix mille hommes, tirés du camp de Graverelle, du camp de Lille et de l'armée de la Moselle; ainsi ce général se trouvoit à la tête de vingt mille hommes à-peu-près, pour attaquer l'armée combinée forte de plus de cinquante mille, mais dispersés; aussi ne devoit-on pas compter sur une bataille rangée sur un seul point, et les ennemis ne furent dépostés que par une suite de mouvemens et de combats qui durèrent pendant trois jours, et dont le dernier fut décisif (1).

Le duc d'Iorck, avec le gros de son armée, occupoit tout le terrein entre les canaux de Bergues et de Dunkerke à Furnes. Son corps principal étoit aux Dunes, entre le canal de Furnes et la mer. Sa position étoit couverte du côté du sud par les marais de la Moëre et le canal de Bergues; il avoit établi à Hondtschoote un camp d'observation de dix-huit mille hommes, dont les avant-postes occupoient tous les villages jusqu'à Herzeele et Houtkercke, en deçà du ruisseau de l'Iser. On voit que les ennemis occupoient une ligne partant d'Ipres, par Vlaemerthingh, Reningelst, Poperinghes, Vaetout, Houtkercke, Herzeele et Ledrenghem. Le corps d'armée des Français qui devoit agir, étoit venu à Cassel, Steenworde et Bailleul.

(1) Voyez, tome III, le Plan de la bataille de Hondtschoote, n° 14.

Le 6 septembre, au point du jour, les colonnes françaises partirent de ces divers points, et forcèrent successivement tous les avant-postes de l'armée anglaise en deçà de Hondtschoote. L'avant-garde aux ordres du général Hédouville, s'empara de Poperinghes, repoussa les Hanovriens à Vlaemerthingh; partie de cette colonne se dirigea ensuite sur Rousbrughe. En même temps, le général Vandame repoussoit l'ennemi de Reningelst, le général Collaud s'emparoit de Waetout, et le général Houchard, attaquant le centre des ennemis, les battoit dans Houtkercke. Le général Collaud, renforcé par des troupes détachées de Poperinghes, repoussoit ensuite successivement l'ennemi des bois de Saint-Six; de Proven et de Rousbrughe. L'attaque de Herzeele fut entreprise en même temps que celle de Houtkercke, par des troupes aux ordres du général Jourdan, qui en chassa d'abord les coalisés, qui le repoussèrent bientôt après, mais sur lesquels, après l'avoir repris une seconde fois, il se joignit aux troupes commandées par le général Houchard, avec lequel il passa l'Iser pour attaquer Bambeck et Custrade. Après un combat long-temps douteux, Bambeck fut emporté de même que Custrade, et l'ennemi rétrograda sur tous les points de sa ligne. Le général Falckenhausen s'arrêta à Rexpoëde pour couvrir et protéger la retraite; mais il ne tarda pas à être forcé lui-même de se retirer sur Hondtschoote, et d'abandonner Rexpoëde aux Français, qui espéroient pouvoir tenir dans ce village pendant la nuit. Cependant vers huit heures du soir, le maréchal Freitag vint l'attaquer. La cavalerie française culbuta alors la tête des colonnes ennemies, où le prince Adolphe d'Angleterre et le maréchal Freitag, blessés l'un et l'autre, furent faits prisonniers; mais le colonel Milius avec les Gardes à pié Hanovriennes, chargea la cavalerie, la repoussa et délivra le prince Adolphe. Quelques heures après, vers minuit, le général Sporcken réattaqua Rexpoëde, entra dans le village, dégagea le maréchal Freitag, et se retira ensuite sur Hondtschoote, tandis que le général Houchard se retiroit lui-même à Bambeck, laissant le général Jourdan dans Rexpoëde. On ne conçoit pas le motif de ce mouvement

rétrograde du général français, auquel il fut reproché dans le procès qui le conduisit à l'échafaud comme coupable de trahison; on croit seulement que le général Houchard étoit incapable de commander en chef.

Le 7, les Français attaquèrent Hondtschoote sans succès; ils étoient fatigués de vingt-quatre heures de combat, manquoient de subsistances, et le général Houchard vouloit borner là ses avantages: nouvelle preuve de son incapacité et de son défaut de jugement; car son but ayant été de faire lever le blocus de Bergues et le siége de Dunkerke, cet objet n'étoit nullement rempli, puisque le maréchal Freitag, en réunissant toutes les troupes qui venoient d'être repoussées, dans la position d'Hondtschoote, couvroit encore le blocus de Bergues et l'attaque de Dunkerke; aussi les généraux et les représentans commissaires de l'Assemblée nationale, MM. Delbrel et le Vasseur, pressèrent-ils le général Houchard de marcher à l'ennemi, et de compléter les succès des jours précédens: en conséquence, dès le matin du 8, le général Vandame, à la tête de quelque infanterie légère, attaqua les postes avancés de Hondtschoote; un peu moins de vingt mille hommes combattoient alors de part et d'autre. L'action s'engagea par un feu d'artillerie et de mousqueterie long-temps soutenu, et pendant lequel le général le Clerc arriva sur la droite des ennemis, à la tête d'une partie des troupes de la garnison de Bergues et de cette gendarmerie à pié, dont l'indiscipline et la mutinerie avoient souvent occasionné les plaintes des généraux. Sa bravoure détermina le succès de la journée; elle attaque les retranchemens des coalisés; deux fois elle est repoussée, mais rien ne la rebute; elle se rallie, retourne au combat avec une audace et une résolution auxquelles rien ne peut résister, et elle emporte enfin les retranchemens. Alors, après quatre heures d'une action aussi opiniâtre que meurtrière, les ennemis se retirent par Bulscamp et Hoghestade, vers Furnes.

Pendant les journées des 6, 7 et 8, la garnison de Dunkerke avoit chaque jour fait des sorties, et après des combats sanglans, avoit été

obligée de rentrer dans la place sans avoir réussi à entamer les lignes de l'ennemi; cependant ces sorties avoient eu le but utile d'empêcher le duc d'Iorck d'envoyer des renforts au maréchal Freitag, et l'avoient même obligé d'en faire revenir un le 7, parti le 6 pour Bambeck. Il avoit renvoyé en même temps ses bagages sur Furnes, et fait occuper la redoute de Giwelde, afin de couvrir la retraite de son armée. Le 8 au matin, partie de sa grosse artillerie étoit arrivée au parc de Zuitcoote, et dès la nuit, la crainte de voir Furnes au pouvoir des Français, avoit précipité sa retraite. Dans le fait, l'occupation de Hondtschoote par les républicains, rendoit sa position insoutenable; il étoit dépassé à sa gauche, et si le général Houchard qui étoit plus près que lui de Furnes, s'en emparoit, l'armée anglaise se trouvoit enfermée; aussi, le 9 à onze heures du matin, l'armée des alliés étoit-elle rassemblée autour de Furnes, et la garnison de Dunkerke qui sortit de la ville à-peu-près à la même heure, ne trouva plus d'ennemis. Ils avoient abandonné cinquante-deux pièces de canon et des bagages dont les Français s'emparèrent. Une partie de leurs forces marcha en avant et occupa Giwelde.

Tandis que l'armée française remportoit dans la Flandre occidentale cette importante victoire sur les coalisés, victoire qui changea entièrement la face des affaires, et dont les suites décidèrent du sort de cette campagne, et commencèrent les étonnans succès de la suivante, le Quesnoi capitula le 9 septembre (1). Les garnisons d'Avesnes et de Landrecies obtinrent à la vérité quelques succès dans la forêt de Mormal; mais celle de Cambrai avoit été repoussée de Haspres et de Soulzoir, vers Valenciennes, sous les murs de Bouchain avec perte de près de trois mille hommes tués, blessés ou prisonniers, et de plusieurs canons.

Le général Houchard ayant laissé des forces imposantes de la Lys

(1) Voyez tome III, la Carte de la frontière de France, de Dunkerke à Charlemont, et des Pays-Bas autrichiens ou Belgique, n° 8.

à Dunkerke, fit marcher, le 12, le reste de l'armée, forte d'environ trente mille hommes, tirés des camps de Bailleul, Armentières et Lille, pour attaquer les troupes hollandaises qui se trouvoient dans la direction de Menin. En même temps, les Français bombardoient inutilement Ipres, mais attaquoient avec plus de succès les redoutes d'Halluin, en avant de Menin, entroient dans Werwick, et bientôt après dans Menin, après avoir vu les ennemis se retirer partie en arrière, partie en avant de Courtrai.

Le 15, les Français attaquèrent, près de Bisseghem et de Néderbeck, en avant de Courtrai, le général Beaulieu, dont la cavalerie, qui les prit en flanc, les força à la retraite, et même à évacuer Menin; et enfin, après avoir perdu les postes de Roubaix et de Lannoi, à revenir dans le camp de Graverelle, entre Douai et Arras, tandis que le prince de Cobourg portoit sa propre armée sur la Sambre, de Merbes-le-Château au-dessous de Maubeuge, à Hachette, près de Landrecies, un corps de dix mille hommes à Solesmes et aux environs, et les Anglais et les Hanovriens réunis aux Hollandais, au camp de Cisoing, entre Lille et Orchies.

Le général Houchard, mandé à Paris, fut remplacé, le 26, par le général Jourdan. L'armée se trouvoit alors dispersée sur une ligne de plus de trente lieues, savoir : dans le camp de Dunkerke vingt mille hommes, dans celui de Cassel quatorze mille hommes, dans ceux de Bailleul et de la Magdelaine trente mille hommes, à Graverelle et à Arleux vingt-huit mille hommes, à Maubeuge vingt-sept mille hommes, et à Beaumont douze mille hommes, sous les ordres du général du Quesnoi. Toutes ces forces montoient à environ cent trente mille hommes, mais composées en grande partie de bataillons de nouvelles levées, et des anciens complétés par les réquisitions, avec très-peu de cavalerie en comparaison du nombre qui auroit été nécessaire.

Le 29, à la pointe du jour, l'ennemi passa la Sambre sur six colonnes, à Berlaimont, Pont-sur-Sambre, Haumont, Marpens, Jeumont et Solre-sur-Sambre. Après une résistance très-opiniâtre,

les Français furent repoussés par-tout. L'ennemi cerna Maubeuge et son camp retranché, et porta son armée d'observation vers Avesnes et Landrecies, qui fut bloqué le 3 octobre.

Les 5 et 8, les Hollandais et les Hanovriens se réunirent aux Autrichiens à Bettignies, et s'étendirent sur leur droite vers Bavai et le Quesnoi. En même temps, une colonne de cinq mille hommes sortie, avec une nombreuse artillerie, du camp de Maubeuge, repoussa d'abord les avant-postes autrichiens; mais ceux-ci ayant été considérablement renforcés, les Français furent obligés de rentrer dans le camp.

Il devenoit très-pressant de forcer les ennemis à s'éloigner de Maubeuge et de Landrecies, si l'on ne vouloit pas leur laisser prendre tranquillement des quartiers d'hiver sur le territoire français. Le Comité de Salut public avoit donc ordonné une attaque générale, et le général Jourdan fit ses dispositions en conséquence. Il avoit au camp de Gravereelle dix-huit mille hommes, et il en fit venir dix mille du camp de Cassel et douze de celui de la Magdelaine. Ces troupes durent être renforcées par des gardes nationales requises dans les localités les plus voisines de chaque camp. On avoit mis en outre l'armée des Ardennes à ses ordres : le lieu du rendez-vous général fut à Guise.

L'armée ennemie, forte de quatre-vingt mille hommes, occupoit une position entre Maubeuge et Avesnes, le quartier-général étoit à Watignies.

Le général Jourdan plaça une division de l'armée des Ardennes à Beaumont, trois bataillons à Solre-le-Château, dix-huit cents hommes d'infanterie et six cent de cavalerie à Nouvion, son avant-garde à Etreux, en avant de Guise.

Le 13, l'armée française se remit en mouvement. La division du général Balan prit une position à la gauche d'Avesnes, celles des généraux le Maire, du Quesnoi et l'avant-garde à la droite. Aux premiers mouvemens des Français, les généraux autrichiens se portèrent en avant de Maubeuge, détachèrent dix mille hommes sous les ordres du général

Haddick, de Beaumont vers Philipeville, afin de contenir l'armée des Ardennes, et se lier au général Beaulieu, qui commandoit les Impériaux dans cette partie. Le comte de Bellegarde commandoit l'aile droite, le général Clairfait le centre, le général Terzi la gauche. Les Hollandais et les Hanovriens prolongeoient la droite vers Landrecies. Le duc d'Iorck s'étendoit du Quesnoi à Landrecies.

Le 14, le général Clairfait fit une reconnoissance dans laquelle on se borna à tirer seulement quelques coups de canon de part et d'autre. Le même jour, il y eut un engagement d'avant-postes vers le bois du Tilleul, à la gauche des Français qui, après trois attaques successives, furent entièrement repoussés.

Le 15, l'engagement eut lieu sur toute la ligne; la droite et le centre des alliés se maintinrent dans leurs postes, mais leur aile gauche fut forcée de céder le terrein; cependant après des efforts prodigieux et une grande perte, cette aile parvint à regagner ses positions, et l'armée française fut obligée de reprendre les siennes. Pendant cette action, la garnison de Maubeuge fit une sortie infructueuse. Le même jour, les Français attaquèrent aussi l'ennemi à Beaumont; mais le général Haddick ayant fait passer des renforts au général Beniowski, celui-ci repoussa les républicains et pénétra à Solre-Saint-Géri; en même temps les potes placés près des Boussu-les-Valcourt étoient obligés de se replier sur Philipeville.

Le 16, la bataille recommença sur toute la ligne; à la faveur d'un brouillard épais, les Français marchèrent de nouveau en avant sur quatre colonnes; et dès l'instant où le brouillard se dissipa, les deux armées se trouvant en présence, le feu commença. De l'aveu des alliés, jamais ils n'avoient entendu une telle exécution d'artillerie. Pendant les décharges redoublées des bouches à feu, on entendoit retentir dans les rangs des républicains leurs chants belliqueux et patriotiques. L'action se maintint comme la veille à la droite et au centre des ennemis; mais les tentatives contre leur gauche obtinrent un succès plus complet. Le général Jourdan pour se l'assurer, avoit détaché le général du Quesnoi avec son aile droite, afin de tourner et de déborder

la gauche de l'ennemi, et le prendre en flanc et à revers. Le village de Watignies après avoir été pris et repris, étoit resté au pouvoir des Français à la troisième attaque; dès-lors la gauche des ennemis ayant plié et rompu la ligne, le centre des républicains marcha en avant et renversa celui des alliés à coups de baïonnette. Leur droite ne pouvant plus résister, se retira en bon ordre sur Maubeuge. La même nuit, l'ennemi repassa la Sambre à Haumont et Requignies au-dessus et au-dessous de la place, et l'armée d'observation près de Boussières et de Pont-sur-Sambre. La perte des coalisés fut de plus de six mille hommes, et l'on évalua celles des Français à environ la moitié. Le 17, ils entrèrent dans Maubeuge et ruinèrent les prodigieux travaux des Autrichiens, qui avoient élevé autour de la place trois batteries de vingt pièces de 24 pour la foudroyer.

Le général français n'osa suivre les ennemis sur la rive gauche de la Sambre, où ils prirent des positions de Merbes-le-Château à Landrecies et au Câteau-Cambresis. L'armée française s'établit sur la rive droite par une chaîne de postes. La seconde division de l'armée des Ardennes occupa Beaumont, Xivri et les environs, rétablissant ainsi la communication de Maubeuge à Philipeville. Bientôt après, l'armée du Nord fut renforcée de tout ce qui fut tiré du centre et du corps qui occupoit la Flandre maritime. Là avoit été préparée une forte diversion, tant de Dunkerke que de Lille, qui devoit tenir les troupes ennemies en échec pendant l'expédition du général Jourdan, qui se plaignit de la manière peu exacte dont on avoit exécuté cette partie du plan; au reste, le dénuement de tous les moyens pour se porter en avant étoit tel, qu'il fut décidé de reporter l'armée dans les positions qu'elle occupoit avant la bataille de Watignies. On établit le quartier-général à Guise. A l'armée des Ardennes, les divisions des généraux Fromentin et des Bureaux furent établies en avant de Philipeville, pour observer Charleroi; les divisions du Quesnoi et Baland vers Beaumont et Thuin; sept mille hommes de la garnison de Maubeuge campèrent à Jeumont.

Le 8 novembre, le prince de Wirtemberg avec un corps de trente

mille hommes détaché de la grande armée autrichienne, ayant tenté d'attaquer toute la ligne des postes en avant de Guise, fut repoussé par-tout après un combat long et douteux, que décidèrent plusieurs charges du cinquième régiment de hussards, arrivé vers la fin de la journée. Pour réparer cet échec, l'armée entière des alliés passa la Sambre à Charleroi, Thuin; Pont-sur-Sambre, campa à Beaumont, et s'avança ensuite entre le Castelet et Saint-Quentin, d'où ses partis firent contribuer les villages environnans; mais ce grand mouvement avoit uniquement pour objet d'assurer l'établissement des quartiers d'hiver en arrière. Le prince de Cobourg, après avoir muni Condé, Valenciennes et le Quesnoi de nombreuses garnisons, transféra son quartier-général à Mons, le prince de Hohenlohe à Condé, le général Clairfait à Tournai. Les généraux Collorédo et Beaulieu occupoient les frontières du Luxembourg dans les Ardennes. L'armée anglaise et hanovrienne étoit dans la Flandre maritime, le quartier-général à Gand, et les Hollandais dans le pays de Liége. Le front de cette ligne de cantonnement s'étendoit de Namur à la mer.

L'armée du général Jourdan fut divisée en trois corps: le premier, plus en force, vint occuper le camp de Cisoing en avant de Lille; un autre corps fut placé entre Bouchain et Cambrai; le troisième marcha vers Dunkerke, pour y occuper les camps de Rosendael, en avant de la place et de Hondtschoote, sur la droite. Tous ces corps furent tenus en activité. Le Comité de Salut public méditoit une campagne d'hiver et l'invasion de la Belgique par la Flandre maritime. La rigueur de la saison ne ralentit donc pas beaucoup la guerre; et tous les lieux déjà signalés pendant cette campagne par des succès et des revers, furent encore, pendant les mois de novembre et de décembre, le théâtre de combats indécis et sans résultats importans.

Observations.

Les généraux français commirent ici comme auparavant la faute, de tenir divisées et éparpillées, de Givet à Dunkerke, toutes leurs forces,

déjà découragées, désorganisées et sans chef. Heureusement pour eux, les ennemis ne se concertèrent pas mieux, en formant un long cordon de divisions également isolées; plus concentrées, elles auroient facilement battu, dispersé ou détruit entièrement les trente mille hommes réunis au camp de Famars. Dès-lors ceux campés à Cassel, à Lille, à Maubeuge, à Givet, se trouvaient sans liaison, sans moyen de se réunir et de se soutenir, et obligés ou de se retirer assez loin dans l'intérieur de la France, ou de risquer d'être enveloppés. Alors les batailles de Hondschoote et de Watignies n'auroient pas eu lieu, et les événemens qui se passèrent dans l'intérieur de la France eussent nécessairement été très-différens.

En effet, après la prise de Condé et de Valenciennes, les coalisés se trouvoient à même de former les plans les plus vastes. L'immense ligne des frontières françaises, n'étoit gardée que par des camps retranchés très-isolés, dont les troupes étoient découragées, et sans aucune direction centrale qui put combiner leur emploi d'une manière avantageuse. Les alliés, au contraire, pouvoient manœuvrer sans obstacles sur le centre de cette ligne morcelée, et maîtres de Mayence, de Luxembourg et de Valenciennes, il ne leur manquoit que Maubeuge, pour avoir à leur disposition les points les plus importans, et en faire la base de leurs opérations. Ils devoient donc, pour profiter de la position à-peu-près désespérée des Français, se décider à la guerre d'invasion. Le moment étoit encore d'autant plus favorable, que les généraux se succédant rapidement dans les armées, on ne pouvoit s'y arrêter à aucun projet qui put avoir de la suite. En outre, on avoit bien décrété une levée de trois cents mille hommes, mais les armées n'en avoient point encore ressenti l'effet; cependant elle commençoit à s'organiser dans l'intérieur, et il étoit important et très-pressant de prévenir l'arrivée de ces secours, qui ne commencèrent à renforcer les armées que dans le mois de septembre. La France resta donc ouverte aux coalisés depuis le mois d'avril, c'est-à-dire près de cinq mois; néanmoins l'Autriche restoit dans l'apathie: elle gardoit dans ses états héréditaires plus de cent mille hommes disponibles qui,

répandus dans ses armées, auroient bientôt fait entièrement pencher la balance en sa faveur. Enfin les généraux ennemis se conduisirent avec lenteur, irrésolution et sans accord. Ainsi au lieu de s'arrêter à l'entière occupation des points les plus essentiels de la frontière de France, par la prise de Lille et de Maubeuge, on se détermina à des opérations sur deux lignes, l'une à droite pour assiéger Dunkerke, l'autre à gauche, pour assiéger le Quesnoi et Maubeuge. Mais avant d'effectuer cette division de forces, le prince de Cobourg voulut tenter une entreprise sur le camp de César, dont le succès fut bien loin d'être complet, par les fautes de ce général, et qu'on lui reproche avec raison : la première, de n'avoir pas fait cette tentative deux mois plutôt; la seconde, de l'avoir exécutée avec trop peu d'activité; la troisième, d'avoir attaqué par les deux ailes, qui étoient infiniment trop éloignées l'une de l'autre, et d'avoir par-là, laissé entre les deux corps attaquans, la totalité des forces ennemies, avec la possibilité et la nécessité de se réunir et d'opposer une plus grande résistance.

Après la séparation des armées coalisées, on fait au duc d'Iorck des reproches aussi bien fondés : 1°. de ne s'être pas fait joindre par le prince héréditaire d'Orange et le corps qu'il avoit à ses ordres, afin qu'ainsi renforcé, il eût pu attaquer et détruire le camp de Cassel, et s'ôter par ce moyen toute espèce d'inquiétude pendant le siége qu'il vouloit entreprendre. 2°. Sur l'avis des renforts qui arrivoient journellement au camp de Cassel, au moment où l'on investissoit Dunkerke, comment le duc d'Iorck put-il hésiter de différer les opérations du siége, pour se joindre au maréchal Freitag, et marcher sur Cassel? Afin de rendre cette attaque plus sûre, il pouvoit demander au prince d'Orange de se porter par Ipres sur la droite des Français, et c'en étoit fait du camp de Cassel et des troupes qui s'y rassembloient. Heureusement pour les alliés, après tant de fautes commises, on reproche au général Houchard de n'avoir su ni les vaincre comme il le falloit, ni profiter de la victoire. On prétend que si ce général, au lieu d'attaquer de front tous les postes du maréchal

Freitag, s'étoit porté en masse par sa droite, et eût gagné Rousbruge, pour venir se former vers Rexpoëde, comme il le fit avec un seul seul corps détaché, le maréchal ainsi coupé, auroit été perdu. On reproche aussi au général Houchard de n'avoir pas marché rapidement sur Furnes, après la bataille de Hondtschoote, afin de couper la retraite à l'armée qui assiégeoit Dunkerke.

Quant à ce qui se passa à la division de gauche, où le prince de Cobourg se trouvoit à la tête de quatre-vingt mille hommes, les événemens ne furent pas moins la suite de plusieurs fautes capitales que l'on impute à ce général. La première, en recevant des avis des mouvemens du général Jourdan sur Avesnes, de n'avoir pas porté sur cette place cinquante mille hommes, afin d'y attaquer les Français avant qu'ils eussent réuni toutes leurs forces, et dans le cas où l'on eût voulu attaquer avec un plus grand nombre de troupes, on pouvoit attendre les vingt mille hommes qu'amenoit le duc d'Iorck, et en envoyer soixante-dix mille contre les Français, à moins que l'on n'eût préféré de faire marcher cent mille hommes, afin de s'assurer une victoire plus complète, et revenir ensuite devant Maubeuge, que de risquer un combat contre les républicains sur quelque partie de la ligne. Ce qui prouve la justesse de ces observations, c'est que le général Jourdan, profitant des moyens qu'on lui laissoit d'opérer à sa guise, en portant tous ses efforts sur la gauche seule de l'armée du général Clairfait, déjà très-inférieure, obtint un succès complet, en combattant avec cinquante mille hommes contre à peine trente mille.

CHAPITRE IV.

Armées des Alpes et d'Italie (1).

Le général Kellermann va se concerter à Nice avec le général Biron. Distribution des troupes pour la défense des Alpes. Le général Kellermann est appelé à Paris pour se disculper. Il en revient chargé du commandement des armées des Alpes et d'Italie. Quelques affaires de poste. Les ennemis sont repoussés sur différens points à l'armée d'Italie. Sa position. Une partie de l'armée des Alpes marche contre Lyon. Les ennemis se montrent dans le Montblanc. Précautions prises par le général Kellermann. Les Marseillais passent la Durance. Le général Carteau les repousse. Il les suit jusqu'à Marseille. Il entre dans la ville. Toulon se soulève et se livre aux armées coalisées. Les Piémontais attaquent avec succès les Français dans les Alpes. Ils sont arrêtés sur quelques points. Le général Kellermann accourt. Il repousse les ennemis au-delà du petit Saint-Bernard et du Mont-Cénis. Lyon est soumis. Toulon est investi. Les Piémontais sont repoussés sur le Var. Siége de Toulon. Détails. La place est prise. Situation des armées des Alpes et d'Italie.

A son arrivée à l'armée des Alpes, le général Kellermann instruit des grands préparatifs de guerre du roi de Sardaigne et que des troupes autrichiennes, après avoir pénétré en Italie et cantonné six mille hommes entre Pavie et Lodi, défiloient vers le Piémont, crut important de mettre en état de guerre Saint-Jean-de-Maurienne, Montier, Montmeillan et Chambéri. Il partit ensuite pour Nice, dans les derniers jours de mars, d'après une lettre du Conseil exécutif, afin d'y concerter avec le général Biron qui avoit remplacé le général d'Anselme, le plan des opérations des armées des Alpes et d'Italie, dont un décret de la Convention fixoit la démarcation.

L'armée d'Italie devoit défendre les départemens du Var et des Basses-Alpes, les places d'Entrevaux, de Colmar, en y comprenant la vallée

(1) Voyez, tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er, et la Carte du comté de Nice et d'une partie des Hautes-Alpes, n° 7.

de Barcelonnette et le camp de Tournoux, en avant de cette dernière ville; mais comme les forces qui s'étendoient jusqu'à Entrevaux pouvoient entrer en activité un mois plutôt que celles du reste de l'armée des Alpes, les généraux Kellermann et Biron convinrent, de laisser les troupes dans les places jusqu'à l'ouverture de la campagne pour l'armée des Alpes. A cette époque, le général Kellermann devoit les retirer, pour faire partie de la division qui occupoit le camp de Tournoux, dont il se chargea. Ce camp couvroit la vallée de Barcelonnette, et formoit une réserve qui devoit verser au besoin, des renforts sur les points d'attaque ou de défense dans toute l'étendue des deux armées.

Pendant que le général Kellermann s'occupoit ainsi à remplir les vues du gouvernement, ses ennemis travailloient à sa perte. Le 30 avril, il reçut l'ordre de venir à Paris pour y rendre compte de sa conduite : il le fit sans doute d'une manière satisfaisante, puisque la Convention rendit un décret, qui déclaroit que ce général n'avoit point cessé de bien mériter de la patrie, et le nommoit commandant en chef des armées des Alpes et d'Italie; réunissant ainsi à son commandement celui du général Biron, qui venoit d'être chargé de l'armée de la Vendée. Investi de son nouveau pouvoir, Kellermann partit de Paris à la fin de mai, et arriva le 28 à Lyon, où les mécontens commençoient à manifester leurs projets de soulèvement, et se rendit à son armée.

Dès l'instant où la saison avoit permis d'agir dans les montagnes, divers combats de détails avoient rendu les Français maîtres dans les Alpes maritimes (1) des postes occupés par les ennemis, depuis Lentosca jusqu'à Belvedère sur la Vésubia; bientôt après, le 4 juin, ils furent chassés de leur camp de Pérus, derrière Sospello et des postes plus importans de la Roca, entre la Vésubia et la

(1) Voyez, tome III, la Carte du comté de Nice et d'une partie des Hautes-Alpes, n° 7.

(2) Comme il faudroit une Carte Topographique sur un très-grand point d'échelle, pour présenter tous les passages des Alpes, on sent qu'il étoit impossible d'en exprimer la totalité sur la Carte qui accompagne cet ouvrage; on s'est donc borné à y indiquer les

Tinea (2), et d'Isola près de la Tinea. A l'action de Lentosca, les Piémontais avoient perdu dix-huit pièces de canon, sept cents hommes tués et cinq cents prisonniers. L'armée d'Italie, forte alors de trente-trois mille hommes, occupoit par sa position depuis la Roya jusqu'aux sources de la Vésubia. Plusieurs camps liés par des postes intermédiaires, assuroient la communication de la droite avec la gauche, renforcée indépendamment par un camp placé sur le mont Baulet, entre Sospello et Molineto. Le centre se trouvoit sur le mont Fougasse, entre la Boulène et le mont de Lantion. L'ennemi qui avoit sa droite au col de Raus, son centre à Saorgio, et sa gauche s'étendant sur les hauteurs qui avoisinent la Roya, se trouvoit menacé et contenu. Il défendoit la chaîne des Alpes avec trente mille Piémontais et douze mille Autrichiens.

En même temps, on mettoit tout en usage à Gênes, à Naples, à Florence, à Rome, en Corse, pour augmenter le nombre des ennemis de la France; et pendant ces intrigues, la lutte s'étoit soutenue aux barrières des Alpes, qui séparoient encore les nations ennemies; mais l'armée d'Italie et celle des Alpes avoient hiverné dans les états du roi de Sardaigne, et la saison devenue toujours plus propre aux opérations militaires, les avoit retrouvées l'une et l'autre prêtes à entrer dans les passages qu'elles devoient bientôt tenter de franchir.

L'apparition de la flotte espagnole du côté de Monaco et de Ville-Franche, avoit ranimé le courage des Piémontais, auxquels leurs officiers tâchoient de persuader, qu'au moyen de leurs mouvemens combinés avec la flotte, ils ne tarderoient pas de forcer les Français d'évacuer le comté de Nice. Instruit de ces discours, le général Brunet qui campoit alors à Lescarena, voulut rendre impossible le projet des ennemis, en s'emparant de la sommité des montagnes qu'ils occupoient, et d'où ils auroient pu assez facilement déboucher sur les troupes françaises. En conséquence, le 8 juin, il avoit fait attaquer

---

principaux, et à joindre au texte des explications, à l'aide desquelles on trouvera facilement les autres sur la *Carte du Comté de Nice et de la Vallée de Barcelonette*, levée par M. de Bourcet, lieutenant-général des armées du Roi, et gravée par ordre du gouvernement.

les coalisés sur cinq points ; la colonne de droite conduite par le général du Merbion, avoit forcé le camp du col de Pérus; celle qui étoit conduite par le général Mieskouski, s'étoit emparé de celui de Lignières; celle du chef de bataillon Gardanne avoit emporté le poste de Molineto ; la quatrième aux ordres du général Dietmann, avoit pris le camp du mont Fougasse; et si la colonne de gauche aux ordres du général Serrurier eût pu s'emparer du col de Raus, les ennemis eussent été obligés de se retirer en Piémont. On prit dans cette journée beaucoup d'effets de campement, deux pièces de canon, cent soixante prisonniers, et les morts de part et d'autre montèrent à environ six cents.

Le 12 juin, le général Brunet fit réattaquer le col de Raus et le village de Breglio, d'où on réussit, après une forte résistance, à chasser les ennemis; mais on ne fut pas plus heureux au col de Raus que les jours précédens, et on y perdit beaucoup d'hommes tués et un grand nombre désertés. Un succès complet auroit forcé l'ennemi de repasser le col de Tende, et peut-être permis de le suivre au-delà des monts. Cependant, quoiqu'on eût incomplètement réussi, on était parvenu à occuper des postes importans, à resserrer l'ennemi et à faciliter une opération combinée des deux armées.

Le 17 juin, le général Kellermann arrivé à l'armée d'Italie, la trouva occupant un grand arc de montagnes, depuis la rivière de la Roya jusqu'auprès des sources de la Vésubia. Les différens camps étoient liés par des postes, qui s'opposoient à ce que l'ennemi pût pénétrer entr'eux et les attaquer séparément.

Le camp de la droite, composé de huit bataillons, occupoit la montagne et le col de Brouis, sur le chemin du col de Pérus à celui de Tende, et faisoit face au fort de Saorgio sur la Roya; un camp de cinq bataillons, sur le mont Baulet, couvroit la gauche de celui de Brouis, et empêchoit l'ennemi de tourner ce dernier par le col Long, et de se porter au col de Pérus pour couper la retraite sur Sospello et le col de Braous. Les avant-postes du camp et du col de Brouis, au nombre de deux cents hommes, étoient sur la montagne

de Marigou, et cinq compagnies de grenadiers occupoient le prolongement de cette arête jusqu'à la montagne de Ventabren. L'objet de ce poste étoit aussi de garder le col de Lignières, et en même temps les vallons de Sambuc et de Molineto. On avoit ajouté dix compagnies de chasseurs, qui en occupant le poste supérieur de la Chapelle, fermoit à l'ennemi le poste de Pietra-Cava, qui se trouve en arrière du bois de Lemeris. Ces deux postes lioient la droite au centre, formé de six bataillons placés au mont Fougasse. La tête de ce camp, à une petite portée de canon des hauteurs de Fource, occupées par l'ennemi, étoit garnie de retranchemens et de batteries, ainsi, que le mamelon en arrière qui en ferme la droite, et protégeoit la retraite des troupes sur le bois de Lemeris. Si le premier mamelon étoit forcé, deux bataillons campés sur un plateau, au revers nord-est de ces bois, étoient là pour soutenir les troupes du premier camp, et empêcher l'ennemi de se porter, par la hauteur de Longueviste, dans les bois et sur les derrières du camp. Des vallons très-difficiles, et dont les hauteurs ont une forte aspérité, séparoient le centre de la gauche, où l'ennemi ne pouvoit arriver que par le chemin qui, du mont de Raus tombe sur le bois de Boulène, et cette extrémité de la ligne étoit défendue par neuf bataillons, dont un de grenadiers, et par sept compagnies de chasseurs. Les bataillons occupoient Lentosca, Boulène, Belvédère, en longeant la Vésubia, et les troupes légères gardoient Saint-Delmas et autres postes sur le grand contre-fort qui sépare le Tinea de la Vésubia. L'objet de cet arrangement étoit de couvrir la gauche, de préparer une communication avec les troupes du camp de Tournoux par le haut de la Tinea, et d'observer ce qui pouvoit venir par la vallée de Sture, par quelques passages de la grande chaîne, et sur-tout par le col de Finestre. Les derrières de la droite étoient occupés par des troupes postées à Sospello, à la montagne de Gueseau, au col de Braous et à Castiglione; ce dernier poste maintenoit la communication avec Monaco et le quartier-général établi à Lescarena, sur la rivière de Paglione, à distance presque égale de la droite et

du centre. Les troupes de Nice et des bords du Var, soutenoient au besoin celles de la gauche. Cette disposition resserroit l'ennemi, dont la droite occupoit le col de Raus, le haut Capelet et le mont Guiéssard, le centre la hauteur de la Fource, la gauche le mont Marigon avec un poste sur la Ghendola, (petite rivière qui se jette dans la Roya, au-dessus de Breglio); enfin le fort de Saorgio, et en seconde ligne Saorgio et le château de Tende.

Après une reconnoissance exacte de ces différentes positions, et en avoir rectifié quelques-unes, le général Kellermann, de retour à Nice, avoit jugé à propos de tenir un conseil de guerre, dans lequel on discuta la situation respective des deux armées, et on reconnut que celle de la république pouvoit se soutenir dans ses postes actuels, qui lui procuroient l'avantage de contraindre l'ennemi à de grands et successifs efforts, s'il vouloit attaquer et s'assurer une plus courte communication entre les armées des Alpes et d'Italie. Cependant les Piémontais avoient à Saluces un corps de troupes, qui pouvoit en deux marches se porter sur le col de Tende, pour entreprendre, avec une grande supériorité de nombre, une attaque dont l'objet seroit de reconquérir le comté de Nice, d'obliger les Français à repasser le Var, et peut-être, à l'aide des flottes anglaise et espagnole, faire une invasion dans les départemens méridionaux. Il étoit donc essentiel de s'occuper de cet événement possible, afin d'en prévenir les suites, et décider quelle position l'armée devroit ou pourroit prendre; si elle étoit forcée dans ses camps actuels, quels secours l'armée des Alpes lui donneroit; par quel chemin on les feroit arriver, soit dans le comté de Nice, soit en arrière du Var; enfin quel seroit le projet de défensive qu'il faudroit adopter pour protéger Toulon et Marseille. Ces différens objets ayant fait le sujet des méditations et des discusions du conseil, on y arrêta, le 20 juin, un plan d'opérations défensives pour les armées des Alpes et d'Italie, en attendant que les circonstances pussent permettre à l'une et à l'autre de prendre l'offensive.

Dans le même temps, quelques députés de la Gironde, qui avoient

fui la proscription, avoient publié leur protestation et soulevé les esprits. Plusieurs départemens, sur-tout dans le Midi, se montroient disposés à les venger et à résister à l'oppression; quelques-uns même s'étoient déjà armés; Lyon s'étoit insurgé, et les Marseillais étoient en mouvement pour marcher à son secours.

De retour à Grenoble, le général Kellermann avoit été instruit par les commissaires de la Convention nationale, des insurrections du Midi, et sur-tout de celle de Lyon, qui devenoit de jour en jour plus violente; il étoit donc très-urgent de prendre des moyens efficaces pour l'appaiser et ramener cette ville à l'obéissance; mais en cherchant à en imposer aux ennemis de l'intérieur, il ne falloit pas oublier ceux de l'extérieur qui étoient à nos portes. On ne pouvoit douter de leur vigilance à profiter de la moindre de nos fautes, et de leur continuelle attention à chercher les moyens de pénétrer en France, afin de donner la main aux insurgés, et de les soutenir dans leur révolte. En vain le général Kellermann appuya-t-il auprès des députés sur ces importantes considérations; en vain leur représenta-t-il la foiblesse de l'armée des Alpes, qui ne permettoit pas de dégarnir les positions qu'elle occupoit; il fallut en tirer une partie pour marcher au siége de Lyon.

Ainsi, douze bataillons, un régiment de dragons, un de cavalerie, la moitié des chevaux employés aux canons de position dans la Tarentaise, la Maurienne et les Hautes-Alpes, formèrent le fond de l'armée qui marcha d'abord, le 30 juin, contre une ville (1) qui pouvoit mettre sous les armes plus de trente mille hommes, et dont la position sur deux grandes rivières, et l'avantage de renfermer deux grandes montagnes, nécessitoit, pour une circonvallation bien exacte, peut-être plus de quatre-vingt mille hommes.

L'acharnement des autorités qui s'étoient emparées du pouvoir dans la ville de Lyon, paroissoit avoir pour base l'espérance de voir arriver à leur secours, des émigrés, des Suisses et des Piémon-

(1) Voyez tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er.

tais qui, en se joignant à eux, pourroient assurer et développer davantage l'insurrection qui s'étoit déjà manifestée des bords de la Garonne à ceux du Rhône et de le Saône. Leurs espérances étoient bien fondées, et l'on ne tarda pas à recevoir les nouvelles les plus alarmantes de la part des administrateurs du Mont-Blanc ou Savoie. Ces nouvelles se confirmèrent peu de jours après. Les troupes françaises attaquées par des forces très-supérieures, secondées par les fanatiques des montagnes, avoient été forcées de se replier; le canton du Valais avoit même accordé le passage aux troupes piémontaises par la vallée de Sallenche (1).

Dans l'impossibilité de détacher un seul soldat des corps qui faisoient le siége de Lyon, les représentans du peuple prirent un arrêté, le 4 juillet, qui prescrivoit au général Kellermann de se rendre dans le Mont-Blanc; et celui-ci, avant de partir, expédia, par des courriers, aux différens généraux à ses ordres des instructions pour exécuter un mouvement général sur toute la ligne. Ainsi, le général Carcaradec qui commandoit au camp de Tournoux, reçut l'injonction d'envoyer, par marches forcées, deux bataillons à Valoire, au-dessus de Saint-Jean-de-Maurienne, et de les remplacer par deux autres tirés d'Entrevaux, lesquels eux-mêmes devoient l'être par deux autres tirés de l'armée d'Italie.

Arrivé à Chambéri (2), après y avoir pris les renseignemens nécessaires, Kellermann se rendit, le 6, à l'Hôpital, sous Conflans; il y convainquit les troupes de la nécessité où elles se trouvoient de mourir plutôt que d'abandonner les postes qui leur étoient confiés, et il en reçut le serment de les défendre jusqu'à la dernière extrémité. Dès ce moment tout changea de face; les soldats prirent une attitude imposante, malgré la conviction où ils étoient de la supériorité de l'ennemi qui, dès-lors lui-même n'osa pas entamer cette partie.

Rassuré sur ce point, le général se rendit dans la Maurienne, afin

(1) Voyez, tome III, la Carte du comté de Nice et d'une partie des Hautes-Alpes, n° 7.
(2) Voyez, tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er.

d'y donner aux officiers généraux et supérieurs des instructions pour une vigoureuse défensive. Il revint ensuite à Lyon; mais à peine y étoit-il arrivé, qu'il fut obligé d'en repartir avec les représentans Simon et Dumas, envoyés dans le Mont-Blanc par la Convention, convaincue trop tard des dangers auxquels ce département étoit exposé.

Dans la Maurienne, les Piémontais avoient repoussé les Français jusqu'à Aiguebelle, et maîtres de la vallée de Sallenche, ils s'étoient avancés jusqu'à Bonneville, d'où ils menaçoient Anneci et Chambéri.

D'un autre côté, les Marseillais après avoir passé la Durance, étoient entrés dans Avignon, le 15 juillet, et les fédérés des départemens de l'Hérault et du Gard s'étoient emparés de la citadelle du Pont-Saint-Esprit. A cette nouvelle, le général Kellermann s'étoit empressé de faire partir le général Carteau, avec l'ordre de chasser les fédérés du Pont-Saint-Esprit, de repousser les Marseillais au-delà d'Avignon et de la Durance, et de rester sur la défensive sur les bords de cette rivière, afin qu'aucun événement funeste ne pût empêcher la continuation du siége de Lyon; mais au lieu de suivre les ordres qu'il avoit reçus, le général Carteau n'écoutant que son ardeur et les idées du représentant Albitte, passa cette dangereuse rivière. Néanmoins à peine fut-il de l'autre côté, qu'il tint un conseil de guerre pour examiner les moyens de se tirer de la position critique où il se trouvoit.

L'imprudence du représentant Albitte auroit infailliblement compromis le sort de la république, si les Marseillais avoient eu à leur tête un chef avec du courage et quelques connoissances militaires; ils auroient pu facilement, en attaquant les troupes du général Carteau, les culbuter dans la Durance et marcher ensuite vers Lyon sans obstacle, bien assuré de voir augmenter le nombre de leurs soldats pendant toute la route; ils auroient pu aussi, s'ils doutoient de l'événement d'un combat, marcher sur Saint-Remi et Tarascon, y passer le Rhône, se rendre de-là au Saint-Esprit, en occuper la citadelle et marcher ensuite sur Lyon par la rive droite du Rhône. Heureuse-

ment pour le général Carteau, sa marche ne fut troublée en aucune manière, les Marseillais se dispersèrent, et le général, après s'être porté en avant, ne tarda pas d'entrer dans Marseille, où l'on se permit tant d'excès, que l'on força une partie des habitans à se réfugier dans Toulon, où bientôt après, la peur de voir arriver dans leurs murs les vainqueurs de Marseille, et d'en être aussi cruellement maltraités, décida les Toulonnais à appeler dans leur port les escadres combinées des Anglais et des Espagnols, et à leur livrer leur ville et leurs forts, le 28 août.

Tranquillisé sur les départemens des Bouches-du-Rhône, du Gard et de l'Hérault, le général Kellermann ne l'étoit pas sur celui du Mont-Blanc, où il lui restoit à peine sept mille hommes à opposer à l'ennemi, qui pouvoit pénétrer dans la Maurienne par six points différens, sur une ligne de quinze lieues d'étendue.

Avant l'arrivée de Kellermann (1), vingt-cinq mille Piémontais avoient attaqué à la fois les deux vallées de la Maurienne et de la Tarentaise. Le 1er août, ils avoient forcé le poste d'Entre-Deux-Eaux ou Aigues, dans la Haute-Maurienne, ce qui leur donnoit la facilité de se porter sur Montier en Tarentaise, en deux jours de marche, de prendre en flanc et par derrière les troupes qui étoient dans la haute vallée, et en même temps de marcher sur Modane et Saint-André, par le col des Encombes, qui verse de Montier sur Saint-Michel.

L'ennemi tenta effectivement de pénétrer par ces divers passages; mais le général le Doyen avoit eu la sage précaution de faire avancer quelques troupes pour arrêter la marche des Piémontais dans cette partie; d'un autre côté, le général Badelone, qui commandoit en Tarentaise, ayant pris le parti de se retirer, dans la crainte d'être entièrement tourné, avoit rencontré l'ennemi proche du défilé de Sext, ou détroit du Ciel, se disposant à s'en emparer; il l'avoit attaqué, battu, et s'étoit retiré sur Montier, et ensuite sur Conflans.

(1) Voyez, tome III, la Carte du comté de Nice et d'une partie des Hautes-Alpes, n° 7.

Beaufort avoit été évacué, la colonne de la Maurienne s'étoit repliée successivement sur Bramant et Aiguebelle, en se battant chaque jour contre des troupes trois fois plus nombreuses. Cette retraite avoit été exécutée en dix-huit jours, sans aucune perte; tous les magasins avoient été repliés, les soldats avoient bivouaqué sur le sommet des montagnes dans les neiges, manquant souvent de vivres. L'ennemi, pour établir des communications plus rapprochées entre ses troupes du Faussigni et celles de la Tarentaise, avoit cherché à s'emparer d'un passage sur l'Arc, en forçant le col de Balmont et Mont-sapei; mais il avoit toujours été repoussé avec perte. Ainsi les Piémontais étoient campés en grande partie à la Chapelle, tenant les hauteurs du Faussigni; ils s'étoient emparés de Sallenche et de Cluses, et poussoient jusqu'à Bonneville; ils avoient en conséquence leur droite dans la vallée de Sallenche, leur centre à Beaufort et à Aigue-Blanche, et leur gauche en Maurienne. Les Français occupoient encore Conflans, Ugine et le chemin qui conduit à Beaufort. Les choses en étoient à ce point, au moment où le général Kellermann reparut pour la seconde fois dans le Mont-Blanc.

Le 1er septembre, il envoya dans le Faussigni un bataillon tiré du siége de Lyon; il s'établit aux Marches, près de Montmeillan (1), point central des trois divisions, ordonna des redoutes à la position de Barraux, requit les gardes nationales des districts de Chambéri, Anneci, Carouge, Thonon et Gex, et celles du département de l'Isère. Les unes et les autres s'étant rendues aux ordres qu'elles venoient de recevoir, le général en forma une seconde ligne. Enfin il tira de la droite de son armée un bataillon de grenadiers et trois bataillons de volontaires, dont deux restèrent à Valoire en Maurienne.

L'ennemi avoit fait de foibles tentatives jusqu'au 2 septembre (2), mais ce jour là il se présenta avec un corps considérable et du canon, pour forcer le passage de Charbonière, château situé sur l'Arc, près

(1) Voyez, tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er.

(2) Voyez, tome III, la Carte du comté de Nice et d'une partie des Hautes-Alpes, n° 7.

d'Aiguebelle. Quoique le général le Doyen qui s'y trouvoit, n'eut que quinze cents hommes à opposer aux Piémontais, il les battit, les repoussa vigoureusement et les obligea de se retirer avec une perte considérable.

Le 10, sous les ordres du général le Doyen, on força le col d'Albanette et l'on chassa tous les postes avancés des coalisés sur la rive droite de l'Arc. En même temps la division de la Maurienne avoit reçu l'ordre de harceler continuellement l'ennemi, afin de l'empêcher d'augmenter ses forces dans la Tarentaise et le Faussigni, où le général Kellermann projetoit de faire son attaque principale vers le 20 septembre. Pour en assurer le succès, il avoit fait gagner les extrêmes hauteurs à ses troupes, et établir une communication directe avec l'adjudant-général Prisie, qui commandoit celles placées à Valoire.

Les neiges qui tombèrent du 16 au 18 septembre, dérangèrent ces projets, les troupes ayant été forcées, en grande partie, de descendre des montagnes. Malgré ce contre-temps, le général français ne discontinuoit pas de faire pousser l'ennemi; déjà il s'étoit replié du village de la Chambre; un bataillon de grenadiers étoit remonté par la rive gauche de l'Arc, à hauteur de la Chapelle; quatre cents hommes avoient été portés au-delà de la Chambre; un bataillon s'étoit avancé vers le col de la Magdelaine, où il avoit été joint par le général le Doyen qui, venu de la Chapelle avec quatre cents hommes, avoit secondé l'attaque du col de la Magdeleine, où l'ennemi avoit été battu et obligé de se retirer précipitamment sur Montier; en même temps la division de la Tarentaise manœuvroit, en gagnant les hauteurs, pour harceler les Piémontais sur leurs flancs, et les troupes qui étoient dans le Faussigni, soutenues par des gardes nationales du Mont-Blanc, après avoir repoussé l'ennemi de Cluse jusqu'à Sallanche, l'avoient attaqué le 28 septembre (7 vendémiaire) avec le plus grand succès.

Le même jour, on avoit chassé l'ennemi de Beaufort; le 30 on l'avoit battu sur le Mont-Cornet, on lui avoit pris trois pièces de canon, tous ses équipages et tué beaucoup de monde. L'adjudant-

général Prisie avoit emporté Valménier en avant de Valoire, le 1er octobre. Tous ces mouvemens préparoient, en tournant les Piémontais par le flanc, l'attaque projetée, pour le 2 octobre, des positions de Grand-Cœur et d'Aigue-Blanche, près de Montier; mais la prise du Mont-Cornet ayant découvert la droite des ennemis, ils se retirèrent dans la nuit du 1er au 2 octobre (11 au 12 vendémiaire). Dès l'instant où il en fut instruit, le général Kellermann se mit à leur poursuite, à la tête de son avant-garde, en se faisant suivre par la division toute entière qui campa le même jour à Montier.

Cependant les Piémontais gagnoient le petit Saint-Bernard avec une telle rapidité, que l'on ne put les atteindre que le 4 octobre, au-delà de Saint-Maurice, au village de Saint-Germain, sur le plateau duquel ils avoient établi une batterie de deux pièces de 8, avec lesquelles ils tirèrent sans beaucoup d'effets sur l'avant-garde depuis sept heures du matin jusqu'à dix, où la colonne arriva toute entière avec l'artillerie. Pendant que celle-ci faisoit taire celle des Piémontais, le général faisoit tourner la gauche par un bataillon de chasseurs et un de grenadiers. Le feu fut très-vif pendant trois heures; enfin l'ennemi fut chassé du plateau de Saint-Germain vers deux heures après midi, et se hâta de gagner tout-à-fait le petit Saint-Bernard.

Ainsi les Piémontais, après avoir pénétré dans le Faussigni et la Tarentaise, fuyoient devant les troupes de la République; mais ils occupoient encore la Maurienne : il étoit essentiel de leur faire repasser le Mont-Cénis, comme les autres avoient repassé le mont Saint-Bernard. Afin d'y réussir, le général Kellermann fit passer le col des Encombes au sixième bataillon de la Gironde, pour le porter sur Termignon; en même temps le général le Doyen marcha sur Saint-Jean-de-Maurienne, dans le dessein de renforcer l'attaque de toute cette partie, aux ordres du général Dornac, tandis que l'adjudant-général Prisie qui venoit de battre les ennemis à Valmenier, marchoit pour les attaquer sur leurs derrières et leur flanc gauche.

Toutes ces entreprises ayant parfaitement réussi, les Piémontais

furent mis en fuite, sans pouvoir arrêter l'impétuosité des troupes républicaines, qu'en rompant sept ponts afin de fermer le passage à l'artillerie, car nul obstacle ne put suspendre la marche de l'infanterie; elle la continua par les chemins les plus affreux, qui la conduisirent le 8 octobre à Termignon, au pié du Mont-Cénis.

Là se termina cette expédition : de sa réussite devoit dépendre pour les ennemis celle du vaste plan de l'insurrection de tout le midi de la France. Le général Kellermann profita des leçons du maréchal de Berwick qui, avant lui, avoit eu à défendre les Alpes, et comme lui à repousser l'ennemi de la Tarantaise et de la Maurienne; il avoit bien placé le point intermédiaire de ses forces au camp de Tournoux, d'où il pouvoit, dans le besoin, ou renforcer l'armée d'Italie, ou donner des secours à celle des Alpes, en faisant toutefois surveiller de ce point intermédiaire, les ennemis et leurs mouvemens, afin d'en instruire les généraux, et de leur donner le temps et les moyens de prendre les précautions nécessaires.

Au moyen du mauvais succès de l'entreprise des Piémontais au-delà des monts, Lyon fut pris le 9 octobre 1793, et l'armée qui l'avoit assiégé destinée sur-le-champ à joindre celle qui avoit déjà investi Toulon (1). On y envoya aussi la garnison de Valenciennes, dont la capitulation portoit qu'elle ne serviroit pas d'un an contre les alliés. On tira également de l'armée d'Italie douze bataillons, et bientôt quarante mille homme furent réunis autour de cette ville, dont les Anglais et les Espagnols étoient les maîtres, occupant tous les forts construits sur les hauteurs qui environnent la place.

En même temps que les Piémontais pénétroient dans le Mont-Blanc, ils formèrent une entreprise sur le Var (2), pour tenter de couper la communication entre l'armée des Alpes et celle d'Italie, en détruisant un pont établi sur le fleuve, entre le Broc et Saint-Martin. Sept cents républicains occupoient un poste en avant de Gillete,

(1) Voyez, tome III, le Plan du siége de Toulon, n° 15.

(2) Voyez, tome III, la Carte du comté de Nice et des Hautes-Alpes, n° 7.

pour protéger et défendre ce pont; ils y furent attaqués le 18 octobre par quatre mille Piémontais, et en leur tenant tête toute la journée, ils donnèrent le temps au général du Gommier de venir à leur secours et de marcher avec eux le 19 contre l'ennemi, sur lequel on tomba après avoir fait feu à trente pas : on le rompit et on le mit dans une entière déroute. Après cette action, l'armée d'Italie resta stationnaire dans les positions où elle se trouvoit, depuis les journées des 8 et 12 juin, afin de couvrir le comté de Nice et le siége de Toulon.

Dès le premiers jours de leur débarquement dans cette place (1), les Anglais avoient tenté de se rendre maîtres des gorges d'Ollioules, défilés resserrés entre des montagnes inaccessibles, et seul passage qui communique avec l'intérieur du pays. Le général Carteau les y avoit attaqués, et avoit resserré la garnison dans l'enceinte des défenses extérieures. Les troupes alors arrivèrent de toutes parts, et dès l'instant où elles furent réunies sous les ordres du général du Gommier, on les mit en action d'après un plan envoyé par le Comité de Salut public.

On forma deux corps d'armée et deux attaques; le général du Gommier embrassa tout le front des défenses extérieures du côté du couchant, depuis le fort Malbousquet jusque sur le promontoire qui forme l'extrémité de la petite rade. Du côté de l'est, le général la Poipe embrassa depuis la montagne de Faron qui commande la ville au nord, jusqu'au Cap-Brun et au fort de la Malgue, qui défend l'entrée de la grande rade. L'essentiel étoit de se rendre maître d'abord des dehors et de la campagne, afin de resserrer la garnison dans la ville et d'exposer la flotte aux batteries de terre qui, au moyen des feux convergens dirigés de tous les points de la circonférence, la forceroient d'évacuer la rade. Dès les premiers jours, on s'empara, à la droite, des hauteurs opposées au fort Malbousquet et à la grande redoute anglaise, et on y établit des batteries. On enleva le fort des Pomets qui commande toutes les hauteurs au nord de la ville; on établit alors

(1) Voyez, tome III, le Plan du siége de Toulon, n° 15.

un camp sur la montagne des Arennes, ce qui coupa les eaux à la ville et ferma le pont de la petite rivière d'As.

A la division de gauche, les troupes s'établirent à la Valette, et de-là, par des retranchemens et des batteries, s'approchèrent de la côte méridionale de la grande rade et des forts de la Malgue et de Sainte-Marguerite qui la défendent. Les renforts n'arrivant que successivement, le siége se prolongeoit, et les ennemis restoient maîtres des anciennes défenses et de toutes celles nouvellement construites. Le 30 novembre (10 frimaire), les assiégés firent une grande sortie; six mille hommes passèrent la rivière d'As, se portèrent en deux colonnes, l'une sur la hauteur des Arennes, l'autre sur les batteries opposées au fort Malbousquet. Les postes d'abord surpris reculèrent; les Anglais parvinrent aux batteries des Arennes et les encloüèrent; leur colonne de droite s'empara aussi des postes et des batteries qui défendoient les gorges d'Ollioules, et déjà se portoit sur le parc d'artillerie dont elle étoit sur le point de s'emparer.

Cependant les généraux accourus au premier feu, rallièrent les troupes et les ramenèrent. Le général du Gommier se mit à la tête de l'attaque, derrière laquelle on reforma quelques bataillons épars; les postes plus ou moins rapprochés envoyèrent des renforts; les chefs alors donnent l'exemple : cette foule animée par la volonté et par la bravoure, les suit; on la conduit au poste des Arennes; elle le reprend avec les batteries; elle attaque, elle presse l'ennemi de toutes parts; elle l'oblige d'abandonner précipitamment le terrein et de repasser la rivière d'As; et elle le suit de si près dans sa retraite, qu'elle est sur le point d'entrer avec lui dans le fort Malbousquet.

Dans cette action, le général du Gommier reçut deux coups de feu, et le général anglais Ohara, arrivé récemment pour commander dans Toulon, fut fait prisonnier. Les assiégés augmentoient leurs défenses, la saison s'avançoit, on avoit toutes les forces qui avoient pu être destinées à ce siége, on assembla un conseil de guerre, où l'on arrêta une attaque générale. A l'armée de droite, le général du Gommier fut chargé d'attaquer la redoute anglaise, le général Mouret celle

de fort Malbousquet, et le général Garnier celle des forts sur les hauteurs qui commandent la rivière d'As. A la gauche, le général la Poipe dut attaquer la montagne de Faron, et le général la Harpe les batteries qui, du Cap-Brun, dominent l'entrée de la rade. Le chef du génie Marescot dut concourir au succès de ces entreprises par tous les moyens de son arme. Le point le plus important étoit la grande redoute anglaise, située sur le promontoire, d'où elle découvroit les deux rades, où les flottes combinées ne pouvoient plus se maintenir, si les Français parvenoient à s'en emparer. D'après une reconnoissance faite par le général en chef, les dispositions furent prises pour faire l'attaque par trois colonnes, dont deux devoient tourner les redoutes, afin de couper la communication avec le camp anglais.

Après avoir ainsi disposé toutes les attaques, le 14 décembre (24 frimaire), on se mit en mouvement sur tous les points. A celui de la redoute anglaise, les deux colonnes destinées à la tourner gravissent à l'envi la hauteur escarpée sur laquelle elle étoit construite; elles franchissent les obstacles; les soldats pénètrent par les embrasures des batteries; le feu d'un retranchement intérieur les oblige trois fois d'en sortir: dans une quatrième tentative, le poste est emporté, et tout ce qui peut se sauver gagne avec peine les embarcations. En même temps, la division aux ordres du général Mouret et celle aux ordres du général Garnier, s'emparoient l'une des deux forts de Saint-Antoine, l'autre du fort Malbousquet; et les troupes qui défendoient ces postes, se renfermoient dans Toulon. Au signal convenu, l'armée de gauche s'étoit aussi mise en mouvement. Le général la Harpe après avoir fait sauter la poudrière du Cap-Brun, avoit attaqué dans cette position l'ennemi qui, après cinq heures de résistance, s'étoit retiré dans le fort de la Malgue. Le général la Poipe avoit agi sur les hauteurs de Faron, et quand il eut emporté le fort situé sur les sommités, l'ennemi abondonna les postes inférieurs des forts de l'Artigue et de Sainte-Catherine qui se trouvoient alors entièrement exposés aux feux plongeans de l'assaillant et à ceux du fort de Faron. Une partie des troupes qui défendoient ces différens forts, se rembarqua; le reste

se retira dans Toulon, où la confusion commençoit à régner à un point extrême.

Les marins craignant pour leurs vaisseaux qui, dès ce moment, se trouvoient exposés aux batteries de terre, dont les Français venoient de s'emparer, et qui les découvroient de tous côtés, voulurent se hâter de quitter les rades. Les troupes de terre ne vouloient pas s'exposer plus long-temps dans une place, dont tous les dehors étoient occupés par un assiégeant victorieux, et les habitans, en proie au désespoir et aux justes craintes d'un avenir menaçant, accroissoient le désordre et l'irrésolution. Bientôt cependant la mer se couvrit de légers bâtimens, chargés de familles fugitives, qui cherchoient sur les flottes ennemies un asyle contre le ressentiment de leur patrie; mais plusieurs de ces bâtimens furent coulés bas, les uns par l'excès de leur charge, les autres par les batteries des rivages opposés, plusieurs par le canon même des vaisseaux anglais. Néanmoins, dix ou douze mille habitans de Toulon, évitèrent de cette manière la vengeance nationale. Les 18 et 19 décembre (28 et 29 frimaire), les flottes espagnole et anglaise se réfugièrent aux îles d'Hières, en laissant encore quelques troupes dans la ville et dans le fort de la Malgue pour protéger leur retraite : pendant qu'elle s'effectuoit, on bombardoit Toulon; enfin, après quatre mois de siége l'armée républicaine rentra en possession, le 20 décembre (30 frimaire), d'une ville dont la trahison s'étoit emparée, et que la valeur venoit de recouvrer.

A l'occasion du siége et de la prise de Toulon, on croit que les lecteurs nous sauront gré de leur faire connoître au moins l'extrait d'un article de l'ouvrage publié en 1804, par M. de Fonvielle l'aîné (1). Dans ce fragment, aussi curieux que précieux pour l'histoire, on a conservé les propres expressions de l'auteur, qui va donc raconter lui-même les différens faits auxquels il a pris part, et ceux

(1) Voyez ce livre intitulé : *Essais historiques, critiques, apologétiques et économico-politique sur l'état de la France au 14 juillet 1804*, pag. 161 et suiv.

dont il a été simplement le témoin. On n'a fait d'autres changemens à sa narration, que d'en supprimer les détails qui lui sont purement personnels.

« Il est une époque de notre histoire révolutionnaire dont peu de gens ont senti l'importance. Elle a éveillé un moment l'attention; mais elle n'a pas fait une impression durable; les scènes d'horreur dont elle fut suivie en ont détourné tous les yeux, et personne ne l'a considérée jusqu'ici comme elle devoit l'être. Je vais la rappeler: elle est pour nous du plus grand intérêt. Je veux parler de l'occupation de Toulon par les Anglais, du 28 août au 18 décembre 1793. Je vais dire, et ce ne sera pas sans une utilité majeure, ce qu'on n'a pas dit avant moi.

» Après m'être embarqué à Gênes sur une felouque, le 12 août 1793, après avoir couru les plus grands risques sur la mer, et avoir affronté les plus grands périls sur la terre, j'arrivai, le 31, dans Toulon, déjà et depuis trois jours occupé par l'escadre anglaise. J'avois été accueilli aux portes de la ville par trois ou quatre cents Marseillais, qui poussèrent un cri de joie en me voyant; j'avois passé pour mort. Ils étoient du nombre des dix mille réfugiés, auxquels Toulon étoit en grande partie redevable de sa position actuelle.

» J'appris bientôt comment, à l'approche de deux armées qui les menaçoient hautement d'une entière extermination, les Toulonnais et dix mille réfugiés avoient pu, en trois jours, parlementer avec l'escadre anglaise, convenir avec elle d'une capitulation qui honore leur patriotisme, triompher de la résistance de notre propre escadre, et enfin, admettre dans leur port une force auxiliaire au seul nom de Louis XVII.

» Des avisos avoient été expédiés à Naples et dans les parages de Minorque et Majorque, où se trouvoit l'escadre espagnole de l'amiral Langara: bientôt de toute part arrivèrent des renforts, en hommes, en chevaux, en artillerie de campagne, dont on manquoit absolument, et en munitions de bouche, besoin non moins

pressant, et qui seul eût suffi pour déterminer les Toulonnais à une démarche qui leur ouvroit la mer, dont ils ne pouvoient se passer. Ils étoient donc entre la mort et la famine, lorsque le désespoir leur suggéra de se jeter dans les bras de la coalition.

» Je ne croyois avoir alors aucun motif de suspecter la bonne-foi de cette coalition, pas même des Anglais. Ma confiance ne tarda pas à trouver des motifs d'inquiétude : j'en signalerai quelques-uns.

» En suivant le guide qui, à travers les bois, m'avoit introduit dans Toulon, je n'avois pu éviter de joindre une route de traverse qui, passant sous le revers de la montagne où se trouve perché ce qu'on appelle le Vieux-Solliés, va déboucher près de Toulon même et sous la protection de ses forts. On sait quels forts environnent Toulon, et que ces forts tiennent nécessairement au système de défense d'une place, dominée de toute part par des hauteurs dont elle doit toujours rester maîtresse, sous peine d'être détruite de fond en comble sans pouvoir opposer la moindre résistance.

» Je passai sous le Vieux-Solliés vers les quatre heures du matin; la route que je suivois étoit déserte, quoiqu'à deux cents pas de l'armée de siége, forte de trois mille hommes, et qu'elle eût pris ses positions dans la plaine et sur les hauteurs. Je n'étois point militaire; mais je conçus d'abord que si j'eusse commandé l'avant-garde de l'armée d'Italie, se repliant sur Toulon pour en faire le siége, je me serois bien gardé de négliger l'occupation de ce chemin. Je remarquai encore que vingt-huit pièces de canon, la seule artillerie que possédoit ce noyau de l'armée de siége, étoient placées en batterie sur les hauteurs du Vieux-Solliés, menaçant la grande route de Toulon, et laissant libre le chemin qui favorisoit ma retraite dans cette place.

» Je fis jaser mon guide, qui connoissoit la position des ennemis, et j'appris que le corps d'armée occupoit la basse ville et le château détruit de Solliés, et que cinq cents hommes au plus gardoient, à demi-heure de marche de ce corps d'armée, les vingt-huit canons dont j'ai indiqué la position. Je sentis tout de suite qu'il étoit pos-

sible de dissoudre ce premier noyau de l'armée assiégeante ; et à peine fus-je entré dans Toulon, que mon premier soin fut de donner à cet égard connoissance de l'état des choses, et mes vues pour en profiter.

» Je parus au comité central, de-là chez le gouverneur de la place ; j'exposai ce que j'avois vu, j'offris le secours de mon guide, et je proposai de faire, à la nuit tombante, une sortie ainsi disposée :

» Quatre à cinq cents hommes marcheroient en avant, et s'engageroient dans le chemin désert où je venois de passer moi-même ; ils seroient secondés par quinze à dix-huit cents hommes, qui suivroient la grande route de Solliés, et ne se mettroient en mouvement qu'à la minute qu'indiqueroit le calcul exact de la différence des distances.

» La présence de dix-huit cents hommes simulant une attaque de vive force, et offrant le combat aux ennemis postés dans la plaine où sur la hauteur, devoit attirer toute leur attention sur la grande route ; l'artillerie du Vieux-Solliés eût agi pour tenir ces dix-huit cents hommes dans un respectueux éloignement ; ceux-ci auroient alors manœuvré de manière à faire supposer que leur dessein étoit de tourner l'armée par la droite, et pendant ce temps-là les cinq cents hommes de gauche ayant gravi les derrières du Vieux-Solliés, auroient fait taire la batterie, s'en seroient emparés aisément, et braquant les vingt-huit canons sur le Bas-Solliés, tandis que le corps des dix-huit cents hommes se seroit alors avancé sans obstacle, auroient fait mettre bas les armes à ce noyau d'armée, qui eût été amené prisonnier dans Toulon.

» Mon plan fut jugé bien conçu, j'en reçus des éloges ; mais il ne put y être statué qu'après en avoir référé à l'amiral Hood, qui décida que Toulon n'avoit pas encore assez de troupes pour faire une pareille tentative. J'abandonnai donc cette idée, et ne pus concevoir de long-temps pourquoi elle n'avoit pas été accueillie avec empressement.

» Quelques jours plus tard, une sortie eut lieu par la porte de

France, contre un autre noyau d'armée qui se formoit de ce côté. Nous balayâmes l'étroite plaine qui nous séparoit des gorges d'Ollioules, et repoussâmes loin de ces gorges les assiégeans épouvantés. Maîtres de cette position, les Toulonnais eussent seuls défié les forces entières de la Convention. Il n'est peut-être pas au monde de poste militaire où une poignée de braves puisse mieux résister à l'armée la plus formidable. Les Anglais cependant ne jugèrent pas à propos de s'y maintenir, et sous prétexte que le service de la place n'étoit pas encore assez assuré; ils rentrèrent dans la ville, et dès le lendemain les Français avoient repassé les gorges, d'où on ne les a plus chassés, et repris toutes leurs premières positions.

» Je fus surpris, et ce n'est que plus tard que je conçus la cause d'une telle conduite. La guerre contre Toulon eût cessé trop tôt, son succès eût été suivi de conséquences trop heureuses pour la France; ce n'étoit pas là le but des Anglais. Ils n'auroient pu détruire une population maritime, brûler un port qui leur faisoit ombrage, s'emparer sans dangers d'une superbe portion de notre marine, et quitter en lâches, en pillards et en assassins, une ville qui les avoit appelés ou reçus comme braves et comme amis.

» Toulon cependant recevoit chaque jour de nouveaux renforts. Un jeune homme qui, dès les premiers jours, s'y concilia l'estime et la confiance universelle, M. de Gravina (1), y prit le commandement des troupes de terre. A peine se vit-il investi du commandement, qu'il fit une sortie contre les ennemis, qui s'étoient accrus et renforcés du côté d'Ollioules. Vainement lui avoit-on représenté qu'il n'y avoit pas une seule pièce de campagne : *les républicains nous en fourniront*, répondit-il, *marchons*. L'enthousiasme étoit tel, que les soldats de marine espagnols qui firent le succès de cette journée, avoient été obligés d'admettre dans leurs rangs plusieurs jeunes gens de Toulon ou des environs, qui au moment de la sortie, accoururent en armes, sollicitant qu'on ne refusât pas leurs services.

(1) Officier espagnol.

» Ce premier essai régulier de nos forces surprassa toutes nos espérances; nos défenseurs rentrèrent, presque sans perte, avec sept pièces de campagne enlevées à nos ennemis.

» Toulon avoit ses propres forces et ses forces auxiliaires. Les premières n'étoient pas certainement à dédaigner; mais les Anglais qui avoient toute autre vue que celle des autres membres de la coalition, jugèrent prudent de s'en passer, sous le prétexte que, si Toulon renfermoit de bons citoyens dignes de toute confiance, il renfermoit aussi des révolutionnaires dont il falloit se défier; ils ordonnèrent un désarmement général, qui fut exécuté et réduisit plus de douze mille hommes en état de porter les armes, au rôle de spectateurs d'une cause qu'on disoit encore la leur. Cependant, on n'auroit eu qu'à dire un mot, et on auroit formé des régimens qui eussent rendu les Toulonnois invincibles.

» Ainsi désarmés, dépouillés de toute autorité, ceux des Français qui avoient attiré dans Toulon des forces étrangères, se rappelèrent la fable du cheval et du cerf, et craignirent enfin d'être le jouet d'une politique perfide. Ils imaginèrent un moyen qui leur parut le seul capable de tout déconcerter. Ils demandèrent que Louis XVII et le comte de Provence fussent proclamés dans Toulon, l'un roi de France, et l'autre régent du royaume, et qu'une députation de Toulonnais allât inviter le Régent à venir établir momentanément dans Toulon le siége du Gouvernement. Il n'y avoit pas de prétexte contre les deux premières demandes : elles furent accordées; pour la troisième, l'amiral Hood temporisa d'abord, et finit par déclarer qu'il n'étoit pas encore temps, et qu'il ne recevroit pas M. le Régent dans la place. Les yeux avoient déjà de quoi se dessiller; cependant la plus grande sécurité régnoit dans tous les cœurs. Les remparts de la place n'avoient pas eu encore une seule occasion de tirer un coup de canon. Nous ne tardâmes pas à avoir un nouveau sujet d'inquiétude.

» Le général anglais O Hara avoit été fait prisonnier d'une manière inconcevable. Pour s'en rendre raison, les militaires prétendirent,

que c'étoit la coutume de ce général qui, aspirant uniquement aux distinctions qu'acquièrent par-tout le nombre d'années de service et la manière de les compter en temps de guerre, avoit calculé dès long-temps, qu'il lui seroit infiniment plus commode et plus sûr, de se constituer prisonnier au commencement de chaque guerre, plutôt que de payer de sa personne et de s'exposer au hasard des combats. Les politiques, sans contester la possibilité d'un tel calcul, cherchèrent une autre cause à cet événement, et s'ils se sont trompés, leur opinion paroît pourtant assez probable. Les Anglais, disoient-ils tout bas, veulent nous jouer quelque tour; ils ont pris ce moyen, pour envoyer, avec décence et sans éveiller des soupçons, un de leurs généraux aux commissaires de la Convention qui sont à nos portes; si cela n'étoit pas, ces commissaires auroient-ils laissé communiquer avec Toulon cet O Hara, qui a demandé son chirurgien, qu'on lui a envoyé, et qui, tout prisonnier qu'il est, a des liaisons suivies avec ses compatriotes.

» Quelque temps après la prise d'O Hara, un parlementaire envoyé par les Conventionnels, fut amené les yeux bandés chez le gouverneur de la place; après plusieurs messages à l'amiral Hood, le parlementaire fut congédié. Peu de jours s'étoient écoulés depuis la venue de ce parlementaire, lorsque, au grand étonnement des Toulonnais, un équipage somptueux se présenta avec le même caractère aux portes de la ville. Deux Conventionnels la traversèrent sous bonne escorte, sans avoir les yeux bandés, et allèrent s'enfermer plusieurs heures avec le gouverneur. Quel fut l'objet de cette conférence ? on le devinera peut-être en attendant qu'on puisse, preuves en main, éclaircir cet étrange mystère. Quoi qu'il en soit, quelques jours s'étoient écoulés sans événemens remarquables, lorsque nous vîmes arriver du camp des assiégeans, deux grands fourgons couverts qui furent conduits chez le gouverneur, et s'en retournèrent le jour même.

» Depuis lors, les Anglais s'emparèrent seuls de l'arsenal, dont l'entrée fut interdite, non-seulement à tout Français, mais encore

aux Piémontais, aux Napolitains et aux Espagnols. Dès ce moment, chaque vaisseau de l'escadre anglaise fut successivement introduit dans le port royal, dont nul autre n'avoit l'accès; on voyoit bien par la mâture, qu'on le mettoit en station devant les magasins; mais il étoit impossible de dire avec certitude la cause d'une telle manœuvre.

» Tous les vaisseaux de l'escadre anglaise avoient eu leur tour, lorsqu'un négociant toulonnais me communiqua en confidence un avis qu'un de ses correspondans de Marseille, mon ami comme le sien, étoit parvenu à lui faire remettre. Le Marseillais le prévenoit, qu'il savoit de science certaine, *que Toulon seroit occupé* par les Français avant les fêtes de Noël : (nous étions alors au 13 décembre). Je n'eus pas beaucoup de peine à faire observer à mon ami, que cet événement annoncé si positivement et à jour nommé, étoit une chose *impossible*. Il convint avec moi que Toulon, dans sa position, avec ses forts, ses ouvrages avancés, ses vingt-deux mille hommes de garnison, son port ouvert, quand l'ennemi n'avoit pas une chaloupe en mer, étoit inexpugnable, et il finit par adopter mon opinion.

» Dans l'horrible extrémité où se trouvoient les Toulonnais, ils n'oublièrent pas qu'ils étoient Français, et cette capitulation dont on leur a fait depuis un crime irrémissible, dépose toute entière en faveur de leur patriotisme.

» Les Anglais qui, une fois introduits dans la rade, parlèrent bientôt en maîtres à leurs alliés; les Anglais qui finirent par s'emparer de la suprêmatie du commandement de terre et de mer, s'étoient soumis à partager ce commandement avec les autres puissances membres de la coalition, et notamment avec l'Espagne. En ce qui concerne la marine française et son arsenal, ils avoient été autorisés à appliquer aux besoins de leur escadre, tout ce qui leur seroit nécessaire, mais sur inventaire et estimation préalables, et sous l'obligation d'une entière restitution, soit en nature, soit en valeur, aussitôt que la France seroit ramenée *sous un gouvernement légitime et reconnu.*

» Maintenant, rapprochons toutes les circonstances qui m'ont amené au dénouement de cette tragédie, et voyons s'il fut jamais

perfidie plus épouvantable, inhumanité plus révoltante, lâcheté plus caractérisée, que ce qui me reste à raconter.

» Le 16 décembre, un mouvement militaire nous annonce quelqu'événement; des troupes sortent de la ville, nous entendons au loin tonner l'artillerie, et à peine distinguons-nous le bruit de la mousqueterie. Vers les deux heures et demie, ces troupes harrassées, couvertes de sueur et de poussière, rentrent en désordre, quoique sous la protection de nos ouvrages avancés. Bientôt le bruit se répand et se confirme enfin, que le grand camp de Balagnier a été emporté, et que, par conséquent, les ennemis dominent la grande rade, où nos batteries flottantes ne pourront plus tenir. La première réponse de M. de Gravina à cette fâcheuse nouvelle, fut celle-ci : *Ils ont pris le grand camp, il faut le leur reprendre.*

» Un conseil de guerre s'assemble; pendant qu'il délibère, la ville est en agitation, et à l'exception d'un petit nombre, chacun craint les suites de cet échec, le premier digne de remarque depuis ce siége mémorable. Lorsque le conseil de guerre a levé sa séance, l'inquiétude s'accroît, parce qu'on ignore ce qu'il a résolu; cependant on murmure, que le général Gravina est d'avis que c'est un malheur réparable, que les Anglais seuls prétendent que c'est un événement décisif, et que c'est précisément à eux que la perte de Balagnier est attribuée. Ils ont mis, disoit-on, les Napolitains en avant, les ont mal disposés, se sont mis à couvert eux-mêmes, et ont fini par crier *sauve qui peut*, avant que l'avantage fût décidé en faveur des républicains.

» Quoi qu'il en soit, dans la nuit même qui suivit ce jour désastreux, les républicains qui avoient inutilement essayé d'inquiéter la rade, en tirant à grande volée avec quelques pièces qu'ils avoient postées sur le rivage au camp de Balagnier, mirent le feu à ce camp, et le détruisirent de fond en comble; ce qui fit dire par le général Gravina : *Que nos ennemis mêmes sentoient bien que leur prise n'étoit pour eux d'aucun avantage réel, et que puisqu'ils détruisoient le camp, ils prouvoient bien qu'ils ne songeoient pas à s'y établir,*

cette position n'étant tenable qu'autant qu'on est maître de Toulon lui-même. Mais supposons que l'on eût pu croire que ce n'étoit là qu'un mouvement combiné, pour fournir aux Anglais un prétexte d'évacuation, n'auroit-on pas pu dire aussi d'une part, que les Français n'avoient l'air de juger ce poste insoutenable, qu'afin que l'escadre anglaise pût effectuer sa sortie, sans être inquiétée, ou sans une démonstration de sa connivence; démonstration qui fut résultée de ce que les Français, le pouvant, n'auroient pas troublé sa retraite; de l'autre, que ces mêmes Français n'avoient détruit le camp, que pour ôter au général Gravina tout moyen d'insister sur la nécessité d'en faire la reprise?

» Dans la journée du lendemain, les républicains ne firent pas un mouvement pour profiter de leur avantage : les assiégés, tout aussi immobiles, passèrent leur temps à délibérer; mais les Anglais agissoient à l'insu de tous. Il étoit huit heures du soir, lorsqu'un capitaine de la gendarmerie, qui me devoit sa place, vint s'étonner de ma tranquillité. *Monsieur*, me dit-il, *vous avez encore vos vaisseaux dans le port, embarquez-y tout ce que vous avez, réfugiez-vous-y avec votre famille, et partez. Les Anglais, à l'heure qu'il est, embarquent leurs hôpitaux, parce qu'eux seuls sont maîtres de l'arsenal. Cette nuit, ils embarquent leurs troupes; ils ont fait descendre dans la ville les quatre mille soldats de la marine espagnole, ils sont restés seuls aux forts avancés; mais déjà le fort Pharon est évacué, tous les autres vont l'être; on m'a renvoyé avec mon corps du fort des Pomets, et ce fort est miné : à minuit vous l'entendrez sauter.*

» Il n'y avoit plus à balancer, il falloit au moins savoir ce que tout cela pouvoit avoir de vrai; je cours sur le port. Il étoit nuit, je rencontre un officier napolitain, je le saisis par le bras: *Monsieur, dites-moi ce que signifie tout ce qui se passe? Est-il vrai que l'on songe à nous abandonner? — Cela est impossible*, me répondit l'officier; *mais ces brigands d'Anglais! — Eh bien, ces Anglais? — C'est égal, Monsieur, soyez tranquille, on ne vous abandonnera pas. — Dieu le fasse!* et je m'enfonçai plus avant.

» J'espérois trouver une chaloupe pour me conduire à bord de l'amiral Langara; j'en apperçois une, je force le matelot qui la gardoit à me recevoir, et à me conduire au vaisseau de l'amiral espagnol; je m'adresse à l'amiral Moreno et au major de l'escadre. Le premier fut stupéfait de ce que je lui racontai de la situation de Toulon; il l'ignoroit complètement, et ne concevoit pas la possibilité de ce qui lui servoit d'aliment. *Dans le cas*, me dit-il, *où les Anglais, abusant de la position qu'ils avoient usurpée comme les premiers arrivés, voudroient évacuer la place, il étoit indubitable qu'ils feroient avec les Conventionnels une capitulation qui permettroit aux Toulonnais de s'expatrier dans un délai déterminé et suffisant.* Je me rendis à ces raisons qui me parurent sans réplique. En revenant à terre, je trouvai le port encombré de toutes sortes d'effets et couvert d'une foule innombrable de malheureux qui regardoient la mer comme leur unique refuge, et n'avoient pas une chaloupe à leur disposition; je leur répétai les raisonnemens très-raisonnables de l'amiral Moreno, et cette multitude reprenant ses bagages, reprit aussi le chemin de ses habitations. Rentré chez moi, j'y trouvai rassemblés plus de cinquante de mes amis. Chaque arrivant apportoit une nouvelle plus alarmante.

» Dans un tel cahos, je proposai d'aller en corps chez le gouverneur anglais. Nous partons; chemin faisant, le nombre s'augmente jusqu'à deux *mille;* nous ne pouvons pénétrer au gouverneur, mais un de ses secrétaires nous assure, que nous pouvions être tranquilles, et qu'il y auroit une capitulation. Nous fûmes la dupe de cette promesse, nous nous calmâmes et nous nous retirâmes; cependant tandis que le secrétaire parlementoit, son excellence faisoit ses malles, et une heure après il étoit sur son bord, à l'abri de tout événement.

» Un bruit extraordinaire m'éveilla en sursaut; c'étoit l'explosion de la mine qui fit sauter le fort des Pomets. Je me rendormis sur-le-champ, et me levai à sept heures; je sortis à l'instant pour prendre, d'après l'état des choses, un parti décisif. J'arrive sur le port; il seroit impossible de peindre le spectacle qui se présente à moi; plus

de vingt mille individus de tout sexe, de tout âge, séparés en groupes, ayant devant eux la mer, mais pas une chaloupe, pas une planche pour s'y commettre à la bonté de la providence.

» Une chaloupe espagnole arrive : c'étoit celle de l'amiral Langara qui venoit faire ses provisions de tous les jours; j'accours, le pilote m'accueille, je lui demande passage, et je me place auprès de lui, attendant le retour de ses matelots. Bientôt j'y jouis d'un spectacle consolant, celui de voir plus de trois cents chaloupes arrivant et partant successivement, pour transporter à leurs bords les malheureux Toulonnais répandus sur le port.

» Enfin les matelots de l'amiral sont de retour; nous partons, je traverse le port; à peine vais-je débouquer dans la petite rade, qu'un bruit de mousqueterie me fait jeter les yeux vers la ville..... Qu'apperçois-je, grands Dieux!.... des brigands calculant les richesses amoncelées sur les quais, et la prochaine occupation de Toulon par les Conventionnels. Des brigands se sont rassemblés; ils sont arrivés à l'extrémité de ce port du côté du Cours, et ont fait feu sur la multitude qui n'avoit encore pu s'embarquer. L'épouvante gagne de groupe en groupe; hommes, femmes, enfans, vieillards se précipitent les uns sur les autres; chacun croit que les républicains ont fait leur entrée dans Toulon, et on ne voit plus que des malheureux se précipitant à la fois et par centaine dans les flots. On n'entend plus que des cris déchirans.

» Une horreur nouvelle me rappelle à moi-même; que vois-je dans la rade? trois cents chaloupes errantes, demandant vainement un asyle aux Anglais pour les malheureux qu'elles menacent d'engloutir. La consigne est générale; les vaisseaux anglais ne reçoivent personne, et les sentinelles menacent de faire feu sur les chaloupes qui ne s'éloigneroient pas sur-le-champ.

» J'arrive à bord de l'amiral Langara, je lui apprends que les vaisseaux anglais refusoient un asyle aux infortunés qui se sauvoient de Toulon. *O Dieu!* s'écrie-t-il. A l'instant, il fait expédier à toute son escadre l'ordre de recevoir tous ceux qui se présenteroient, et de

mettre à la mer tous ses canots, toutes ses chaloupes pour aller au-devant des Toulonnais, et sauver tous ceux qu'on pourroit recueillir. Par un mouvement spontané, l'escadre napolitaine imita cette conduite au-dessus de tous les éloges. Cependant les Anglais avoient peut-être une excuse. Chacun de leurs bâtimens avoit tant de voilures de rechange, tant de cordages, tant d'agrès aussi de rechange et de toute espèce, qu'il leur restoit trop peu de place pour céder au premier cri de leur humanité.

» La nuit enfin vint couvrir de son ombre cet horizon ensanglanté; mais une nouvelle horreur va arracher tout le monde au sommeil, et un vaste incendie offrira aux Toulonnais, en spectacle, leurs toits en cendres, et leur ville près de sa destruction. A minuit, le magasin à poudre fait une explosion égale à celle du Vésuve, et l'arsenal ne présente qu'un long embrâsement.

» Pour l'intérêt de la vérité, j'ai détruit pour jamais toutes les illusions dont on amusa la nation après le 18 décembre 1793. L'univers saura que les murs de Toulon n'ont pas eu l'occasion de tirer un coup de canon, et que cette place a été évacuée sans cause avouable. Personne désormais ne se méprendra donc sur cette horrible catastrophe; mais je vais donner une nouvelle mesure de la perfidie des Anglais.

» Installé avec ma famille sur le vaisseau espagnol la *Reine-Louise*, je m'y retrouvai avec M. de Maturana, major-général de l'artillerie espagnole, homme instruit et humain; je lui développai toutes mes idées sur les ressorts cachés qui avoient préparé tous les désastres dont nous étions les témoins, et moi la victime avec toute ma famille et vingt mille autres Français: « Comment! s'écria-t-il, vous n'avez vu » que cela? vous ne connoissez pas jusqu'où ces Anglais ont poussé la » perfidie! Ce n'étoit pas assez pour eux, de détruire un port comme » Toulon et sa population toute maritime; nos braves soldats de » marine ont aussi excité leur jalousie, et ils ont voulu les faire exter- » miner. Tout peuple qui ose avoir une marine, est nécessairement » leur ennemi. Vous savez bien qu'on nous ordonna de nous replier

» de tous les forts extérieurs, dans la ville, les Anglais ayant voulu » être les maîtres d'abandonner ces postes sans mot dire, et sans que » nous pussions en avoir le moindre soupçon. Nos quatre mille sol- » dats eurent ordre de se réunir à onze heures du soir à la porte » d'Italie, pour effectuer leur retraite le fort de la Malgue, où » l'on devoit les prendre pour les distribuer sur les vaisseaux dont » ils forment la garnison. Les Anglais qui dès huit heures avoient » évacué tous leurs postes, s'étoient déjà rassemblés à cette même » porte d'Italie, et à onze heures nous devions trouver leur retraite » effectuée. Les portes de la ville devoient rester fermées; ils en avoient » emporté les clefs; mais nos troupes devoient sortir par une poterne » que les Anglais avoient laissé ouverte pour nous, après être sortis » eux-mêmes par cette unique issue. Je commandois les Espagnols; » je reçus dans leurs rangs cinq ou six cents de vos compatriotes, qui » vinrent me prier de faciliter leur sortie, et j'attendis le coup de » onze heures pour donner l'ordre du départ. Quelle fut ma surprise, » quelle horreur s'empara de moi, lorsque certain qu'il n'y avoit » plus dans la ville d'autres troupes que les miennes, et n'ayant » nulle autre issue possible que la poterne qui m'étoit assignée, je » trouvai cette même poterne barricadée extérieurement! Les Anglais » ont dû s'attendre à ce que les républicains se jeteroient dans » Toulon cette nuit même; mais ceux-ci n'ont pas encore osé s'y » hasarder, redoutant sans doute, s'ils sont d'accord avec Hood, une » perfidie pour les faire sauter par le jeu d'une mine; et s'ils ne le » sont pas, redoutant encore plus cette mine; car une telle évacua- » tion, qui ne leur coûte pas une amorce, ne peut pas être conce- » vable pour eux à moins de cela. Quoi qu'il en soit, c'est dans la » seule espérance que les Français se rendroient maîtres de Toulon » dans la nuit même, que les Anglais m'ont coupé ainsi la retraite, » pour priver l'Espagne de quatre mille hommes de ses meilleures » troupes. Dans cette cruelle position, et après avoir tenté vainement » de m'ouvrir un passage, je rangeai ma troupe en bataille sur la » place et sur les remparts, et je me résolus à vendre cher aux répu-

» blicains la vie de ces braves gens et la mienne. Après cela, je » retournai à la poterne, je me fis apporter des haches, des leviers; » et des bras vigoureux dont je dirigeai les travaux, forcèrent enfin » la barrière. Si les républicains étoient entrés quand ils l'auroient » pu, nous étions tous perdus sans ressource ».

« Il ne reste, je crois, plus rien à ajouter, pour l'édification de l'Europe; je me trompe, j'ai encore un fait à rapporter : il achevera mon tableau.

» Notre escadre avoit, si ma mémoire m'est fidèle, neuf vaisseaux de ligne en état de tenir la mer, et je ne sais combien de frégates et autres bâtimens dans le même cas : c'étoit d'abord sur ces bâtimens que les Français s'étoient amoncelés; il étoit bien naturel que ces Français se crussent encore chez eux sur cette escadre. En supposant qu'ils dussent se subordonner à un de leurs auxiliaires, la raison, la justice, les liens du sang indiquoient naturellement l'Espagne, comme la puissance qui devoit recevoir un tel dépôt; et si les Anglais se fussent crus en droit de contester à ce sujet, au moins un partage devoit-il avoir lieu entr'eux et les rois d'Espagne et de Naples. Au lieu de cela, ils se sont appropriés nos vaisseaux; ils les ont considérés comme de bonne prise; et sans autre formalité, ils ont démonté nos officiers, et ont cru que faire l'aumône à des malheureux, dont ils avoient seuls causé tous les malheurs, étoit une suffisante compensation d'une aussi riche proie ».

Tels sont, en raccourci, les détails que M. de Fonvielle donne sur la reprise de Toulon.

Après cet événement, l'armée des Alpes restoit entièrement maîtresse du Mont-Blanc, et l'armée d'Italie avoit terminé la campagne par un avantage brillant, remporté sous les ordres du général Masséna; avantage qui assuroit les positions de l'armée pendant les quartiers d'hiver, quoiqu'elle eût perdu un peu de terrein, lorsqu'on en tira des troupes pour le siége de Toulon.

Le 24 novembre (4 frimaire), une garnison piémontaise défendoit le fort de Castel-Genet, situé sur la sommité d'une montagne,

au-dessus d'Hutel, près de la Vésuvia. L'avantage du lieu donnoit de grands moyens aux Piémontais pour se défendre. Les soldats Français avoient pris une pièce de canon, l'avoient portée l'espace de deux milles, et la hissant à force de bras sur une hauteur qui domine le fort, ils l'avoient mise en batterie, et obligé bientôt les Piémontais de se rendre. Le fort pris, on s'étoit emparé successivement de trois camps et du poste de Figaretto, ce qui avoit terminé la campagne dans cette partie des Alpes maritimes.

Observations.

A proprement parler, cette campagne dans les Alpes et en Italie, ne peut être regardée que comme une succession de petits combats de postes, renouvelés chaque jour sur tous les points de la ligne de défense; les deux partis y montroient rarement quelque combinaison militaire. Il semble cependant que les ennemis, plus nombreux, auroient pu profiter davantage de la foiblesse des Français, et surtout des mouvemens d'insurrection qui se manifestèrent alors sur tous les points de la République, à l'ouest, à l'est et au midi. Les Piémontais ne surent pas user du moment où les siéges de Lyon et de Toulon avoient fait presque entièrement dégarnir toute la ligne des Alpes. Les Français, au contraire, surent profiter des fautes des ennemis qui s'étoient répandus dans la Maurienne, la Tarentaise et le Faussigni; ils leur livrèrent des combats partiels avec toutes les forces qu'ils avoient pu réunir; et après les avoir culbutés à leur droite vers le petit Saint-Bernard, ils marchèrent contre leur gauche et la repoussèrent sur le Mont-Cénis. Les Français n'eussent pas aussi bien réussi, si, comme en 1692, les Piémontais simulant une attaque par la vallée de Suze et celle du Pragelas, eussent réellement pénétré par celle de Sture, sur Embrun, Gap et Grenoble. Au reste, on doit observer qu'au siége de Toulon, le système des attaques et des défenses fut adopté, comme à Mayence, entièrement à l'extérieur de la place.

CHAPITRE V.

Armées des Pyrénées (1).

La Convention nationale décrète une armée pour défendre les frontières de la France du côté de l'Espagne. Le général Servan, nommé pour la commander, établit son quartier-général à Toulouse. La Convention déclare la guerre à l'Espagne. Le général Servan fait attaquer la vallée d'Aran. Elle est prise. Vers les Pyrénées orientales les Espagnols pénètrent dans le Haut-Valespir. Du côté des Pyrénées occidentales, ils font des tentatives moins heureuses. Observations.

Vers la fin de l'année 1792, la Convention décréta une armée pour défendre les frontières de France du côté de l'Espagne, dans le cas où, comme on avoit tout lieu de le prévoir, la cour de Madrid prendroit le parti de Louis XVI, et se décideroit à attaquer la nouvelle république. Le général Servan fut nommé pour commander en chef cette armée; on lui avoit formé un état-major, on avoit indiqué quelques-uns des régimens de ligne et des bataillons de gardes nationales qui devoient être sous ses ordres; enfin on avoit pris en projet toutes les précautions pour repousser au besoin les Espagnols, et même les attaquer; mais malheureusement pour cette frontière de la France, comme pour les autres, M. Pache venoit d'être chargé de l'administration de la guerre; et sous les formes les plus civiques du patriotisme, il étoit de tous les ministres qu'on eût vu en France depuis le commencement de la révolution, où le plus désorganisateur par système, ou le plus incapable de remplir ses fonctions; et pendant qu'il les exerça, toutes les armées de la République manquèrent presqu'également des objets qui leur étoient indispensablement nécessaires, pour se vêtir, subsister et agir.

(1) Voyez, tome III, la Carte de la partie orientale des Pyrénées, n° 16, et celle de la partie occidentale, n° 17.

Convaincu des avantages qui résulteroient d'une attaque de l'Espagne par le centre des Pyrénées, et de la facilité qu'on auroit de-là pour surveiller toute la frontière, et donner les ordres nécessaires pour la défendre ou pour traverser les Pyrénées et se porter dans le cœur du royaume d'Espagne, le général Servan avoit choisi Toulouse (1) pour son quartier, et y réunit les différens établissemens militaires destinés à préparer les moyens nécessaires aux troupes employées à la sureté de notre territoire. Cependant plusieurs mois s'étoient écoulés, l'année 1793 étoit commencée, et l'armée des Pyrénées avoit à peine quelques fantassins *mal vêtus, mal équipés et très-mal armés; elle* n'avoit encore aucune cavalerie, et l'on s'occupoit lentement à lui procurer de l'artillerie et à lui assurer des subsistances. Malgré ce dénuement, la Convention commit, le 7 mars 1793, l'imprudence de déclarer la guerre à l'Espagne. Toutes les démarches de son roi, Charles IV, n'ayant pu obtenir que l'on conservât la vie à Louis XVI, il s'étoit cru obligé de s'unir aux souverains, dont il croyoit les intentions pures, et dès-lors la Cour de Madrid s'occupa à former trois corps d'armée, dont deux se tiendroient sur la défensive, tandis que le troisième agiroit offensivement.

Le Roussillon (2) présentoit une frontière garnie de places et de forts *qui, bien défendus*, pouvoient retarder la marche d'une armée espagnole et donner le temps aux Français de rassembler, sous Perpignan, des forces suffisantes pour s'opposer à des troupes qui, en trop petit nombre, seroient forcées de s'en tenir à de foibles tentatives.

Si donc les Espagnols se décidoient à rester sur la défensive dans cette partie orientale de leurs frontières, ces forts et ces places qui se trouvent en première ligne du côté de la France, auroient assuré des points d'appui et une ligne d'opération, dont auroient pu se servir avantageusement les Français, pour prendre l'offensive avec un espoir fondé de succès.

---

(1) Voyez, tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er.

(2) Voyez, tome III, la Carte de la partie orientale des Pyrénées, n° 16.

Mais si les Espagnols se décidoient au contraire, à porter la majorité de leurs forces vers cette partie, s'ils profitoient du moment où les Pyrénées orientales étoient dégarnies de troupes, où les places et les forts étoient mal approvisionnés, et où l'on s'occupoit assez lentement à en réparer ou à en augmenter les fortifications, ils pouvoient, sans beaucoup de peine, s'emparer de la ligne depuis Colioure jusqu'à Ville-Franche, en masquant pour les premiers momens Mont-Louis et Bellegarde, traverser ensuite la plaine de Perpignan et venir occuper les passages de Salces et d'Estagel, seuls débouchés du département des Pyrénées orientales dans celui de l'Aude. Dès-lors, Perpignan, Colioure, Bellegarde et Mont-Louis ne pouvant plus espérer aucun secours, devoient se rendre aux ennemis, dans la crainte d'être affamés; et maîtres dès cet instant de tout le département, appuyés aux montagnes de Corbières, qui se lient aux Pyrénées et à la mer, les Espagnols auroient pu porter facilement leur armée dans les départemens de l'Aude, de l'Hérault, du Tarn, etc. où ils n'auroient rencontré aucun obstacle; d'ailleurs eussent-ils été repoussés, ils avoient derrière eux des moyens assurés de défensive dans les places et les forts dont ils se seroient emparés, avant de pénétrer dans les départemens méridionaux. Ce furent sans doute ces raisons qui décidèrent la cour de Madrid à prendre l'offensive vers la Cerdagne et le Vallespir, comme présentant plus de facilités et plus d'avantages. Le commandement de l'armée qui devoit agir dans cette partie, fut confié au lieutenant-général don Antonio Ricardos.

Les Pyrénées occidentales (1) offroient peut-être une frontière plus dégarnie que celles des Pyrénées orientales, mais s'il étoit plus aisé de la percer et de pénétrer sans obstacle dans le département des Hautes-Pyrénées et dans les plaines fertiles et abondantes qui bordent la Garonne. En calculant les chances malheureuses de la guerre, et la méthode pratiquée depuis peu en France, des levées en masse,

(1) Voyez, tome III, la Carte de la partie occidentale des Pyrénées, n° 17.

une retraite eût été sinon impossible, au moins infiniment dangereuse, et à coup sûr très-ruineuse pour l'armée qui se seroit ainsi hasardée, sans avoir laissé des forces très-considérables pour garder ses derrières et assurer sa ligne d'opérations. Ces considérations mûrement pesées sans sans doute par les officiers-généraux espagnols, firent décider la défensive vers le Guipuscoa et la Navarre. Le lieutenant-général dom Ventura Caro en fut chargé, et on confia la défense des passages des Pyrénées qui couvrent l'Aragon, au lieutenant-général prince de Castel-Franco, colonel des gardes Wallones.

Après ces dispositions, la cour de Madrid pressée par la déclaration de guerre que venoit de lui faire la Convention, fit paroître, le 23 mars, un manifeste qui fut suivi d'une déclaration de guerre. Le général Servan qui avoit prévu ces mesures, donna sur-le-champ ordre au général Sahuguet, d'attaquer la vallée d'Aran, vers le centre des Pyrénées (1), expédition qui eut lieu le 31 mars.

Ce jour-là, le général de brigade Sahuguet et l'adjudant-général Fontenille entrèrent dans la vallée d'Aran. La colonne commandée par le général s'empara sans difficulté de Boussos, Vielle et de plusieurs petits villages; elle fit quatre-vingts prisonniers, dont deux officiers. L'avant-garde de cette colonne, aux ordres de l'adjudant-général Fontenille, avoit d'abord été repoussée, et eut plusieurs hommes tués et d'autres blessés; mais quelques coups de canon avoient fait tourner le dos à l'ennemi, et les Français n'avoient pas tardé à s'emparer de Canegean et de Bausen. Des chemins affreux, de la neige jusqu'à la ceinture, rien n'avoit pu ralentir l'ardeur des soldats; leur patience, leur bon ordre dans la marche, leur bravoure dans l'attaque méritèrent les plus grands éloges.

Cependant ce succès facile qui auroit dû avoir les suites les plus heureuses, si, comme le desiroit le général Servan, on avoit voulu le laisser pousser plus avant et gagner les bords de la Sègre, ne servit qu'à décider les Espagnols, qui connoissoient la foiblesse de nos

(1) Voyez, tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er.

moyens de défense sur les deux points extrêmes de la chaîne des Pyrénées, d'attaquer avec des forces supérieures vers l'orient et vers l'occident.

Du côté de Perpignan (1), où l'on travailloit encore aux fortifications de la place, les ennemis étoient entrés, le 17 avril, par le col d'Ars, dans le Haut-Vallespir, au nombre de cinq ou six mille hommes; et secondés par les habitans qui avoient été séduits, ils avoient culbuté sans peine les douze ou quinze cents hommes, la plupart de nouvelle levée, qui étoient chargés de la défense de Prats-de-Mollo et du Fort-des-Bains, avec le projet de se jeter ensuite dans le Conflant, pour tenter d'y enlever Ville-Franche, où ils avoient des intelligences, outre que cette ville étoit mal fortifiée et mal gardée. Ils entrèrent sur le territoire Français le 17, dans Arles le 19, et s'emparèrent de Céret le 20.

Du côté de Bayonne (2), où à peine on avoit pu rassembler huit mille hommes pour défendre la frontière, depuis la vallée d'Aran jusqu'au fort d'Andaye, après avoir abandonné au zèle patriotique des habitans la sureté des vallées de Barège, de Cauterets, d'Asun, d'Osseau, d'Aspe, de Bareton et de Mauléon, et s'être renfermé dans la défense de la frontière, depuis Saint-Etienne de Baigouri, sur la rive droite de la Nive, au-dessous de Saint-Jean-Pié-de-Port *jusqu'à* Bayonne et à l'Océan, on avoit été *obligé*, par rapport au petit nombre de troupes *disponibles*, de se borner à trois camps très-foibles: le premier à Andaye, le second à Jolimont près d'Olette, le troisième à Sare, derrière Sainte-Barbe, entre les rivières de Bidassoa et de Nivelle. On avoit aussi destiné quelques bataillons à la défense de Saint-Jean-Pié-de-Port.

En opposition à ces foibles moyens, les Espagnols maîtres de tous les sommets des montagnes, pourvus d'une nombreuse artillerie,

(1) Voyez, tome III, la Carte de la partie orientale des Pyrénées, n° 16.

(2) Voyez, tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1^er^, et celle de la partie occidentale des Pyrénées, n° 17.

comptoient vingt-deux mille hommes, dont ils pouvoient disposer pour pénétrer en France, dans la partie occidentale des Pyrénées.

Les généraux français obligés, sous peine de passer pour *traîtres à la patrie*, de disposer de leurs troupes, afin de s'occuper spécialement de l'intérêt individuel des habitans des frontières, et de garder chaque village, chaque bourg, chaque hameau, et même chaque maison isolée, avoient été forcés de disséminer le peu de troupes à leurs ordres, au lieu de les réunir sur les principaux points de défense, et avoient mis par-là dans un péril imminent le pays et l'armée. Mais les dispositions militaires primitives pour la sureté des Pyrénées, furent changées vers la fin d'avril 1793 : une armée sous les ordres du général de Flers, fut chargée de la défense de la partie orientale; une autre fut confiée au général Servan, pour veiller sur la partie occidentale.

Observations.

La Convention commit en 1793 la même faute que l'Assemblée législative en 1792, relativement à l'Autriche, en déclarant la guerre à l'Espagne, ayant qu'on eût aucun préparatif militaire suffisant pour assurer au moins la défense des Pyrénées, et encore moins pour tenter l'offensive contre les Espagnols. Si l'on avoit voulu en croire le général Servan, on auroit beaucoup retardé cette déclaration de guerre, et attendu que toutes les mesures pour la défensive ou l'offensive eussent été prises. L'état-major placé à Toulouse, éloignoit les soupçons des Espagnols, et donnoit tous les moyens de préparer la principale attaque par la vallée d'Aran; attaque qui, secondée par des simulacres sur l'une et l'autre extrémité des Pyrénées, auroit pu devenir infiniment importante, et aider à porter la guerre dans le cœur de l'Espagne.

CHAPITRE VI.

Armée des Pyrénées orientales (1).

Détails sur la frontière de France dans la partie orientale des Pyrénées. Premiers avantages remportés par les Espagnols. Arrivée du général de Flers à l'armée des Pyrénées orientales. Il la trouve dans la plus grande pénurie. Il veut faire sortir les troupes amoncelées dans Perpignan. Il prend une mauvaise position. Les Espagnols profitent de cette faute. Les Français se refugient sous Perpignan. Les Espagnols s'emparent de plusieurs places sur la première ligne de la frontière. Bellegarde capitule. Formation du camp de l'Union. Les ennemis l'attaquent inutilement. Ils sont aussi repoussés au-delà de Mont-Louis. Ils tentent une nouvelle attaque infructueuse sur le camp de l'Union. Ils sont obligés de se retirer à trois lieues en arrière. Ils pénètrent dans le Conflant. Ville-Franche se rend. Position des armées respectives. Le général Dagobert bat les Espagnols du côté de Mont-Louis. Il s'empare de Puicerda et de Belver. Quelques jours après il remporte une victoire complette à Olette, dont les Espagnols s'étoient emparés. Battus dans le Conflant, les ennemis sont plus heureux du côté de Perpignan. Ils repoussent les Français jusqu'à Salces et Rivesaltes. Ces succès sont de peu de durée. Les Espagnols mis en pleine déroute ne tardent pas à se retirer sur le Boulou. Ville-Franche est repris. Les Français passent le Tec. Le général Dagobert s'empare de Campredon, de Monteillas près de Belver, etc. Les Français attaquent inutilement la redoute de Montesquiou. Ils remportent un avantage proche du fort des Bains. Ils font une tentative inutile sur Roses. Ils sont repoussés du camp de Ville-Longue, entre Boulou et Argeles. Bientôt après ils se renferment dans le camp de l'Union. La prise de Port-Vendre, de Colioure, du fort Saint-Elme par les Espagnols, est la suite de leur dernière victoire. Position des armées.

Le seul point de communication de l'Espagne avec la France vers l'est, praticable pour une armée avec son artillerie, est par le grand chemin qui passe sous le feu de Bellegarde, qui commande et défend le défilé par lequel on y arrive. Du centre des gorges des Pyrénées, s'élève un mamelon qui décline du nord-ouest au sud-ouest, jusqu'à

(1) Voyez, tome III, la Carte de la partie orientale des Pyrénées, n° 16.

la plaine de l'Ampourdan qui est terminée, dans cette direction, par la forteresse de Figuières, à quatre lieues et vis-à-vis de Bellegarde. Ce revers de la montagne que couronne le fort de Bellegarde, est coupé par des ravins profonds et difficiles à passer. A l'est du fort, est le col de Pertus, encaissé entre la hauteur que couronne le fort, et la montagne d'Alberas; c'est dans cet encaissement que passe le grand chemin. A l'ouest, est le col de Panisas qui est terminé par la montagne de Saint-Julien : on le nomme aussi col de Porteil. Ces deux cols ou passages sont dominés par les batteries du fort, le premier de soixante-huit toises, le scond de quarante-neuf.

La situation du fort de Bellegarde est d'autant plus avantageuse, qu'on ne peut l'attaquer d'aucun des côtés de l'Espagne. Dans la supposition qu'on auroit vaincu les difficultés sans nombre qui se présentent pour s'emparer des ouvrages avancés, et que l'on seroit parvenu à les enlever, on ne pourroit s'y établir, ces ouvrages étant sous un feu croisé des batteries du corps de la place.

A l'est de Bellegarde, les Pyrénées se prolongent jusqu'à la Méditerranée, en couvrant l'Ampourdan qui appartient à l'Espagne. Le passage praticable dans cette partie, est par le col de Bagnuls, dont les défilés sont défendus par le fort de Saint-Elme qui est en avant des places maritimes de Port-Vendre et de Colioure.

A l'ouest, est la grande chaîne des Pyrénées, que l'on ne peut franchir qu'après s'être emparé des villes de Prats-de-Mollo, d'Arles, du Fort-des-Bains et de Céret, sur la rivière du Tec. Cette première ligne est appuyée à l'ouest par la forteresse de Mont-Louis, qui défend la Cerdagne française. La seconde qui commence à Perpignan, est formée par les villes de Millas, Ille, Vinça, Prades et Ville-Franche, qui sont situées sur la rivière de la Tet. Ces places, à l'exception de Colioure, Perpignan et Mont-Louis, ne sont pas, il est vrai, fortifiées très-régulièrement, mais on peut les considérer comme des postes avantageux et difficiles à enlever, pour peu qu'ils soient défendus.

Dom Antonio Ricardos n'ayant pu obtenir que très-peu de troupes de ligne, au moment où il reçut l'ordre de commencer les hostilités

contre la France, mais certain de recevoir des renforts, s'arrêta au projet de réunir toutes ses forces, pour percer la frontière sur un seul point et la prendre ensuite à revers. Par cette manœuvre hardie, il espéroit jeter l'épouvante en France, couper toute communication des frontières avec l'intérieur du pays, et mettre ainsi les places ou forts de la première ligne dans la nécessité de se rendre, ou dans la certitude d'être incessamment attaqués et pris par l'armée qui s'assembloit en Catalogne.

Pour éviter d'être coupé sur ses flancs, Dom Antonio Ricardos fit occuper sur la droite les défilés à l'est de Bellegarde, par des milices de Catalogne; tandis que le maréchal-de-camp Augustin Lancaster couvroit la gauche, et contenoit avec des troupes de ligne et des milices les troupes qui étoient dans la Cerdagne française. Outre ces dispositions, le général espagnol établit un poste assez considérable en avant de la Jonquière, pour observer Bellegarde, et avec le reste de ses forces, il traversa les Pyrénées vers les Ortes, et entra dans le Vallespir, en se dirigeant sur Saint-Laurent-de-Cerda, entre Arles et Prats-de-Mollo. Le 17 avril, le poste de Saint-Laurent fut enlevé par l'avant-garde qui, renforcée le lendemain par la division aux ordres du comte de la Union, attaqua sur trois colonnes les positions qui couvroient la ville d'Arles, les enleva, passa à gué la rivière du Tec qui couvroit la gauche des Français, lesquels obligés alors de se retirer, abandonnèrent Arles aux Espagnols. Ceux-ci quoiqu'affoiblis par les troupes laissées à la garde de Saint-Laurent-de-Cerda, d'Arles et devant le Fort-des-Bains, calculant l'importance d'enlever la ville de Céret, dont l'occupation étoit très-importante pour l'exécution des plans postérieurs, résolurent de l'attaquer, avant que les Français eussent pu y porter des forces suffisantes pour la défendre. A cet effet, le 20 avril, le général espagnol marcha avec quatre ou cinq mille hommes sur Céret, où il rencontra mille ou douze cents Français qui s'étoient mis en bataille entre la ville et le pont, et sur le prolongement du grand chemin. Le comte de la Union prit alors une position avantageuse sur des hauteurs, en face des Français; bientôt

après le combat commença, et ceux-ci, dont la plupart n'avoient jamais vu le feu, accablés par le grand nombre des assaillans, se retirèrent en désordre et perdirent plusieurs soldats dans le Tec, en le traversant trop précipitamment. Maître de Céret, Dom Antonio Ricardos s'occupa de faire ouvrir un chemin par le col de Porteil, afin de pouvoir faire arriver l'artillerie qui lui étoit nécessaire pour conserver sa nouvelle position. On mit une telle activité dans cette entreprise, que trois jours et deux mille hommes suffirent pour rendre le chemin praticable.

Le général espagnol ayant reçu alors des renforts qui portèrent son armée à plus de douze mille hommes de troupes de ligne, indépendamment des milices, auxquelles il pouvoit confier la garde des cols et des places, se trouva en état de pousser ses conquêtes, et de chercher à pénétrer dans la plaine de Roussillon; mais ne se trouvant pas encore assez en force en hommes et en artillerie, pour entreprendre avec sécurité d'autres opérations, il crut devoir se contenter de bloquer les forts occupés par les Français, et de couper toutes leurs communications par la gauche. Cette idée étoit d'autant plus naturelle, que pendant qu'il obtenoit des succès sur le centre de la première ligne de défense, Augustin Lancaster avoit forcé le col de Bigard, et s'étoit emparé d'une partie de la Cerdagne française. Par cette opération, le flanc gauche se trouvoit couvert, et l'on pouvoit espérer de s'avancer assez facilement dans cette partie.

Du moment que les Espagnols furent maîtres de Céret, ils établirent une batterie au col de Porteil pour battre le fort de Bellegarde, du côté de l'ouest, tandis qu'une batterie de mortiers établie en avant de la Jonquière, foudroyoit la place du côté de l'Espagne.

Les mauvais temps qui survinrent dans les derniers jours d'avril arrêtèrent Dom Antonio Ricardos, et l'empêchèrent de poursuivre le plan qu'il avoit formé de s'emparer de toute la première ligne de défense des Français, afin de pouvoir les attaquer dans les divers postes qu'ils occupoient en avant de Perpignan.

Sur ces entrefaites, le général de Flers étoit arrivé dans le dépar-

tement des Pyrénées orientales, pour y prendre le commandement des troupes françaises destinées à la défense de cette partie de la frontière; mais en partant pour s'y rendre, il n'avoit pu obtenir le moindre secours effectif du ministre de la guerre, habitué à remplir les devoirs de sa place par des promesses continuellement sans effet; ainsi, ce général avoit bientôt été forcé de se convaincre par lui-même, de la nullité, en toute espèce de moyens, d'une armée pour laquelle, malgré ses plaintes et ses demandes, le général Servan n'avoit jamais rien pu obtenir; aussi les Espagnols, comme nous venons de le dire, s'étoient-ils emparés sans peine de tous les points les plus essentiels du centre de la première ligne de défense, du Boulou au col d'Ars; et le nouveau général en arrivant à Perpignan, avoit-il trouvé tous les esprits effrayés de la défaite du général Villot, de la défection des habitans des frontières, et de la crainte de voir arriver incessamment les Espagnols aux environs de Perpignan pour en faire le siége, en même-temps qu'ils entreprendroient ceux de Bellegarde et de Ville-Franche. L'épouvante augmenta encore quelques jours après.

Le général de-Flers convaincu qu'il étoit important de faire sortir de Perpignan les troupes qui y étoient amoncelées, et dont l'imagination étoit tous les jours exaltée davantage par les propos tenus dans les clubs et commentés dans les casernes, s'étoit décidé à se porter à Thuir et au Mas-Deu, afin de conserver cette position, doublement avantageuse, en ce qu'elle couvroit les approches de Perpignan, et donnoit aux Français les moyens de secourir avec facilité le fort de Bellegarde, derrière Pratz-de-Mollo, celui des Bains, ainsi que les villes d'Elne et d'Argelès, qui formoient la communication avec Colioure, Port-Vendre et Bellegarde. De son côté, Dom Antonio Ricardos s'étoit déterminé à attaquer ces différentes places; mais pour assurer le succès de cette entreprise, il falloit forcer les Français à évacuer la position de Thuir, et s'emparer ensuite des villes d'Elne et d'Argelès.

Pour remplir le premier objet, le général espagnol partit dans la

nuit du 18 mai, et s'avança sur Thuir à la tête de plus de douze mille hommes, divisés en quatre colonnes. Les Français voyant, d'après les dispositions des Espagnols et leurs manœuvres, qu'ils vouloient les tourner par leurs deux flancs, et ne pouvant eux-mêmes, à cause du terrein, attaquer le centre des ennemis, firent un mouvement rétrograde, dont le duc d'Ossuna seul profita avec habileté, en se jetant avec intrépidité sur la gauche des Français, qu'il fit plier, ce qui lui donna les moyens de pénétrer sur-le-champ dans leur camp. Dès ce moment, le général de Flers se décida à former ses troupes en masse, pour éviter une attaque de cavalerie, et effectua sa retraite, en abandonnant les camps de Thuir, de Truillas et du Mas-Deu, avec l'artillerie, les tentes et les munitions de guerre et de bouche qui s'y trouvoient; au reste, les Français ne furent pas fort inquiétés dans leur retraite, qui se faisoit par un terrein très-coupé, et qui étoit protégée d'un bois occupé par une forte division.

Après avoir pillé les camps Français, mis le feu aux poudres et gâté les vivres, l'armée espagnole alla occuper le camp de Boulou, position qui devoit couvrir l'attaque de Bellegarde, de Colioure et de Port-Vendre. Mais le fort des Bains et celui de la Garde étoient encore entre les mains des Français. Dom Ricardos ordonna d'en pousser vivement les attaques; en conséquence, le 3 juin, après deux heures seulement d'une canonnade très-vive contre le fort des Bains, par une batterie de quatre pièces de quatre, établie du côté d'Arles, et une du côté de Palauda, de quatre pièces de douze et de deux obusiers, on fit sommer le commandant du fort de se rendre dans deux heures, sous peine de subir les loix de la guerre, s'il étoit pris de vive force. Voyant l'inutilité d'une défense qu'il ne pouvoit d'ailleurs prolonger, il capitula, et sortit avec les honneurs de la guerre à la tête des quatre cents hommes qui composoient sa garnison, lesquels mirent bas les armes, et restèrent prisonniers.

Le même jour, le général Ricardos fit sommer le commandant du fort de Bellegarde de se rendre, en lui faisant connoître la

position des Espagnols qui lui coupoient toute communication avec l'armée française, et on lui proposa les honneurs de la guerre. Il répondit que tant que les murs de la place seroient intacts, il étoit de son honneur de la défendre : il demanda seulement de laisser sortir les femmes qui se trouvoient dans le fort; on y consentit en leur donnant des passe-ports pour Figuières.

Le 5, le fort de la Garde se rendit, sur une simple sommation, et aux mêmes conditions que celui des Bains. Par la possession de ces deux forts, la conquête du Haut-Vallespir fut assurée, et cette partie de la frontière espagnole, ainsi que la ville de Campredon, furent couvertes. On pressoit toujours les approches de Bellegarde, et le 22 on établit à cinq cent toises de la forteresse, et en avant de la Jonquiere, une nouvelle batterie de douze pièces de 24 et de quatre mortiers.

La bataille du Mas-Deu avoit jeté le désordre et la confusion dans Perpignan; l'épouvante qui avoit gagné les défenseurs immédiats des frontières orientales, ne tarda pas à se répandre dans les départemens voisins, où l'on s'empressa de rassembler des gardes nationales, qui se firent un devoir de venir grossir l'armée à Perpignan, où le général de Flers venoit de se décider à prendre une position à Mas-le-Comte, à une lieue environ en avant de la ville, du côté du Mas-de-Serre, où il plaça et fortifia un camp appelé de l'Union, dans lequel il réunit les différens corps français qui occupoient des postes dans la plaine, qu'il abandonna aux Espagnols, se bornant à garder Colioure, le port Vendre, Argelès et quelques postes sur le bord de la mer, afin d'entretenir la communication entre ces places et Perpignan.

Maître alors de la majeure partie du cours du Tec, le général Ricardos résolut de s'emparer d'Argelès et de s'y établir. Cette ville, située à un quart de lieue de la mer, lui devenoit importante, se trouvant à la jonction des chemins de Colioure et de Perpignan, et pouvant par sa possession fermer toute communication entre Bellegarde et Perpignan. Les Français qui gardoient Argelès, ne voulant pas hasarder un combat; avertis par une vigie de l'approche des

Espagnols, évacuèrent la place si précipitamment, qu'on ne put faire que quelques prisonniers parmi les traîneurs de leur arrière-garde.

A peine possesseur d'Argelès, le général espagnol fit occuper Elne et Corneillas, afin de couvrir toujours davantage le siége des places de Colioure, de port Vendre, et des forts Saint-Elme et Bellegarde, les seules places qui fussent encore entre les mains des Français, à l'est des Pyrénées.

L'attaque du fort de Bellegarde se continuoit avec vigueur, mais les ingénieurs ayant reconnu que la batterie du col de Porteil ne faisoit pas assez d'effet, on la rapprocha de quatre cents toises. De leur côté, les Français retirés sur la rivière de Tet, sentant bien que le général espagnol ne pouvoit rien hasarder sur Perpignan, tant qu'il avoit Bellegarde sur ses derrières, cherchoient tous les moyens de le ravitailler. Pendant quelque temps, un détachement sortoit toutes les nuits du château et alloit au-devant d'un petit convoi qui partoit du village des Bains; mais les Espagnols, postés à Montalba, ayant surpris le détachement, brûlèrent le village, et il fallut renoncer à ce moyen. On voulut tenter alors d'introduire de vive force les ravitaillemens dont le fort avoit besoin, par le Conflant. Pour couvrir cette opération, on attira l'attention des Espagnols sur leur droite, en portant des troupes du côté de la mer, qui montrèrent l'intention de reprendre Corneillas et Elne, tandis qu'une colonne descendoit du côté du Conflant, escortant cent cinquante paysans portant chacun une bouteille d'eau-de-vie et un sac contenant vingt-cinq livres de farine; mais les Espagnols prévenus à temps, attaquèrent ce convoi et en battirent et dispersèrent l'escorte, qui fut obligée de se retirer précipitamment, et de se jetter dans les montagnes, dont elle gagna les sommets, quoique couverts de neige, et qu'elle traversa pour arriver sur le revers opposé, en se dirigeant sur Ville-Franche.

Dès-lors, Dom Ricardos ordonna d'attaquer Bellegarde avec plus de vigueur, et en même temps par trois côtés, en rapprochant de

la place les trois batteries de la Jonquière et du col de Porteil, et en plaçant une nouvelle à deux cents toises de la place, dans le village de Pertus, situé au pié des fortifications du château. Don Jean-Manuel de Cagigal, chargé de cette opération, remplaça les postes de Pertus, d'Eclusa-Alta, de Saint-Jean-de-Albera, et fit passer deux bataillons d'infanterie et deux régimens de cavalerie, pour garder la plaine que traverse le Tec, qui coule au bas de la montagne sur laquelle est située Bellegarde. La batterie du col de Porteil avoit été avancée de quatre cents toises. On jeta un pont en bois sur le Tec, afin de favoriser le transport de la grosse artillerie, et le 15 juin, à neuf heures du soir, on commença la tranchée du côté de Pertus. Dans la nuit, on ouvrit une parallèle de quatre cents toises, revêtue en fascines et en sacs à terre. Les assiégés ne s'étoient point apperçus de ce travail, en ayant été distraits par le feu continuel des batteries de la Jonquière et du col de Porteil. Le 16 au matin, deux cents hommes sortirent de la place pour fourrager, sous la protection du canon; mais ayant trouvé des postes avancés, dont ils n'avoient pas connoissance, ils rentrèrent, après avoir essuyé un feu de mousqueterie qui tua quelques-uns d'entr'eux. Pendant cette sortie, les Français ayant découvert la tranchée, en rendirent compte au commandant de la place, qui fit diriger sur cette partie un feu de canon et de mortiers des plus vifs. Cela n'empêcha pas les travailleurs de perfectionner la nuit suivante la tranchée au point de pouvoir y travailler pendant le jour.

Dans la nuit du 17, on établit une batterie au bout d'une des parallèles de la tranchée de Pertus.

Dans la nuit du 21, commença le feu de la batterie de Pertus, forte de dix pièces de siége et de quatre mortiers de neuf pouces.

Le 22, à onze heures du soir, le fort cessa de tirer, et on apperçut alors sur une montagne du côté de Colioure, un feu qui fut entretenu toute la nuit. Le fort répondit à ce signal, par une grosse lanterne qui fut aussi allumée toute la nuit.

Toute la journée du 23, les assiégés se tinrent dans les cazemates,

et il ne parut pas une seule sentinelle sur les murailles. La majeure partie du parapet du front d'attaque et le bastion de gauche étoient déjà détruits ; le dessous du cordon étoit tellement endommagé, que l'on ne pouvoit se dissimuler que sous peu de jours la brêche seroit totalement ouverte. Pour hâter la ruine de la muraille, les Espagnols commencèrent une autre batterie pour quatre pièces de 24; mais le général se doutant que la suspension du feu de la place depuis trente-deux heures, ne pouvoit être attribuée qu'à l'impossibilité de continuer sa défense, il fit suspendre aussi le feu des batteries, et par principe d'humanité, il envoya au commandant une seconde et dernière sommation. Celui-ci manquant de vivres, d'affuts de rechange, d'ouvriers et d'outils pour réparer les dégâts occasionnés par le bombardement et les boulets, accéda à la reddition, et livrant une des portes du fort à cent grenadiers espagnols, il se rendit à Boulou, pour traiter et signer avec Dom Ricardos, les articles de la capitulation. On accorda les honneurs de la guerre à la garnison qui, réduite à neuf cents hommes, sortit de la place le 26, à six heures du soir, tambour battant et drapeaux déployés : à l'extrémité du glacis, elle mit bas les armes et fut conduite à la Jonquière, pour de-là passer à Barcelonne ; les officiers eurent la permission, sur parole d'honneur, d'aller à Perpignan pour rendre leurs comptes.

Les batteries espagnoles avoient jeté dans le fort vingt-trois mille soixante-treize boulets de tout calibre, quatre mille vingt-une bombes et trois mille deux cent cinquante-une grenades. La place avoit répondu par neuf mille six cent quarante-deux boulets et mille trois cent vingt-quatre bombes ou grenades. A l'époque de la reddition, tous les bâtimens qui n'étoient pas à l'épreuve de la bombe, étoient détruits, les poternes rompues, ainsi que les ponts-levis, les portes et les grilles. La majeure partie des parapets étoient tombés dans les fossés, les trois magasins à poudre étoient endommagés par les bombes, et l'un d'eux eût sauté pendant le siége, par l'effet d'un boulet rouge qui avoit rompu une des fenêtres en fer, ce qui auroit produit de grands désastres, si on ne s'en fut apperçu à l'instant même,

et si on n'y eût porté les plus prompts secours. Les fossés étoient presque comblés par les ruines. Les terre-pleins et l'intérieur de la place se trouvoient tellement encombrés, qu'on pouvoit à peine y marcher. De quarante-quatre canons qui étoient en batterie, trente-deux furent démontés, de même que tous les mortiers.

Cette belle défense auroit donné plus de temps qu'il n'en falloit pour faire lever le siége, si le ministre de la guerre s'étoit plus sérieusement occupé, à procurer à l'armée des Pyrénées orientales des forces suffisantes pour attaquer les Espagnols disséminés depuis Argelès jusqu'aux portes de Mont-Louis. Après la reddition de Bellegarde, le général Ricardos, mu par ce principe de générosité qui commande aux vainqueurs les égards dûs au malheur, fit mettre à l'ordre la proclamation suivante :

« Soldats, vous devez respecter le malheur; ce principe que dicte » l'humanité, est le propre de la générosité de la nation espagnole. Le » général ne peut présumer que qui que ce soit se permette d'insulter » de geste, de paroles ou d'autre manière quelconque les prisonniers » français, soit à leur sortie du fort, soit dans leur marche ou route, » pour se rendre au lieu qui leur sera assigné. Si le motif d'honneur » n'étoit pas suffisant pour vous contenir, songez que les chances de » la guerre peuvent vous mettre dans un cas pareil. Mais si contre » toute espérance, il se trouvoit des soldats, paysans, charretiers ou » personnes quelconques qui se permissent la moindre insulte envers » des militaires malheureux, ils seront immédiatement arrêtés et pas- » seront par six rangs de baguettes. Le général ne peut présumer que » parmi les officiers et autres personnes distinguées, il s'en trouve qui » manquent aux égards dictés par l'éducation et la générosité; mais » dans le cas contraire, le général prévient qu'il punira le délinquant » suivant son rang et les insultes dont il se sera rendu coupable ». Au quartier-général de Boulou, 25 juin 1793.

Le 30 juin, les Français repoussèrent les ennemis au poste d'Oriol, sur une montagne d'un accès difficile, à portée d'Argelès, à trois quarts de lieue du chemin de Colioure à Perpignan. Le capitaine

Serres défendit ensuite, avec cent vingt hommes, ce poste contre deux mille Espagnols, dont il tua six cents.

Le 1er juillet, les Espagnols chassés de Millas vinrent camper à Thuir, et se joignirent aux autres troupes qui s'étoient portées sur ce point, dans l'intention de couper à Perpignan ses communications avec Mont-Louis et l'intérieur du département des Pyrénées orientales.

Le 13, l'ennemi attaqua inutilement le camp de l'Union; il fut repoussé le 15 de Via, Odello et Eguet, devant Mont-Louis; mais il avoit réussi à repousser les avant-postes de Canohes et de Nils, en face du camp de l'Union, et à les occuper.

Le 16, les Espagnols chassèrent les Français du Mas-de-Serre, à la vue du même camp.

Le 17, l'ennemi, en bataille à trois heures du matin, au nombre de plus de vingt mille hommes, attaqua les avant-postes des Français, et les ayant repoussés, il porta son avant-garde sur des hauteurs à une demi-lieue du camp des républicains, et y établit des batteries de canons, de mortiers et d'obusiers, et ne cessa jusqu'à midi de jeter dans le camp des Français, une quantité innombrable de boulets, de bombes et d'obus. Pendant que l'ennemi usoit ainsi assez inutilement ses munitions, le général de Flers reconnoissoit sa position et ses batteries. Il ordonna ensuite de faire tirer des pièces de 24, de manière à démonter celles de l'ennemi, dont le feu cessa après quelques heures; foudroyé ensuite lui-même par l'artillerie de l'avant-garde française, il fut obligé de se retirer avec précipitation. Dès-lors l'avant-garde poussa en avant et suivit les Espagnols d'assez près, pour arriver à portée de leur camp, le canonner, les en chasser et les obliger d'aller se former en bataille à un gros quart de lieue en arrière, sur une hauteur, en avant de Ponteilla, ayant le Mas-Deu, à leur droite, et Thuir à leur gauche. Le combat s'étoit soutenu dans cette partie jusqu'à cinq heures, lorsque le général s'apercevant d'un mouvement de la cavalerie espagnole pour envelopper la gauche de l'avant-garde, ordonna au général Barbantane de marcher

sur une hauteur, avec mille hommes et du canon, afin de protéger la retraite. Ce mouvement assura le succès de la journée; car l'ennemi, infiniment nombreux, étoit déjà parvenu à mettre en désordre une colonne de l'avant-garde, qui dès l'instant où elle se sentit soutenue, se rallia et combattit jusqu'à la fin du jour. Les Espagnols avoient aussi fait une tentative sur leur gauche, pour tourner la droite des Français, avec une colonne formidable de cavalerie; mais un ravin ayant obligé cette colonne de faire un très-grand détour, le canon de 24 établi sur les hauteurs du camp des Français, y jeta un tel désordre, que cent cavaliers seulement purent se trouver en présence, et furent chargés par la légion des Pyrénées et la gendarmerie, qui en prirent ou tuèrent soixante.

On se battit dans cette journée depuis trois heures du matin jusqu'à sept heures du soir, et si les Français eussent eu une plus nombreuse cavalerie, peut-être auroient-ils réussi à chasser les Espagnols du territoire français; le lendemain, ils portèrent leur camp à trois lieues en arrière de la dernière position qu'ils avoient occupée.

On évalua la perte des Espagnols à plus de mille hommes tués ou blessés, et celle des Français à deux cents au plus. Faute d'avoir eu des forces suffisantes pour profiter de tous les avantages que pouvoit assurer la journée du 16, les Espagnols pénétrèrent dans le Conflant le 28; et le 31 juillet, après avoir obtenu un avantage à Vinça, ils étoient maîtres de ce dernier lieu, d'Ille, de Thuir, attaquoient Ville-Franche et étoient aux portes de Mont-Louis, alors appelé Mont-Libre.

Ville-Franche se rendit le 4 août; la garnison l'avoit abandonné sans résistance, et s'étoit retirée sur les hauteurs de Betloch.

Le général de Flers accusé par les corps administratifs, et destitué par le Comité de Salut public, avoit été remplacé par le général Pujet-Barbantane.

L'armée française occupoit alors une ligne passant par Olette, Mosset, Montalba, Belesta, Forcereal, Corneilla, Saint-Etienne, le camp de l'Union et Cabestani. Cette ligne passoit à gauche par la vallée d'Aure et Mont-Louis.

Les Espagnols occupoient Argelès, où ils étoient continuellement harcelés par la garnison de Colioure ; ils avoient un camp de huit mille hommes, en grande partie de cavalerie, entre Truillas et Pouteilla : ils préparoient un pont pour passer la Tet, vis-à-vis de Saint-Etienne ; ils avoient de foibles garnisons à Boulou, à Céret et à Arles. Cinq ou six mille Espagnols, dans la Cerdagne française, étoient déjà campés au col de la Perche, d'où ils envoyoient des boulets qui approchoient des murs de Mont-Louis. Six autres mille étoient répandus entre Millas, Ille, Vinça, Prades, Ville-Franche, etc.

Le 12, trois colonnes de troupes espagnoles avoient attaqué le camp de Corneilla, d'où elles avoient été repoussées et poursuivies jusque sur les bords de la Tet ; les ennemis avoient aussi attaqué sans succès le 16, le poste de Mosset.

Le 19, les Français s'étoient emparé d'Elne, et avoient échoué le 25 à l'attaque de Millas.

Le général Dagobert qui commandoit alors à la droite de l'armée une division à Mont-Louis, étoit le seul en action, tandis que la gauche couvroit Perpignan. Le 28, il attaqua les Espagnols dans leur camp de la Perche. Ils se défendoient avec une grande valeur et l'action restoit indécise, lorsque le général Dagobert se met à la tête de la ligne d'infanterie, parcourt avec elle, sans tirer, un espace de quatre cents toises qui le séparoit de l'ennemi, qui ne pouvant soutenir une pareille attaque, tourbillonne, bientôt après se trouve dans une déroute complète, et est poursuivi jusqu'à Livia, Osseja, Palau et Puicerda ; encore ici un peu plus de cavalerie, et il n'échappoit pas un Espagnol de son camp, dont on s'empara encore tout tendu, ainsi que de huit pièces de canon, des caissons et de beaucoup de bagages. Quatre cents dragons du régiment de Sagonte, qui osèrent faire quelques charges contre l'infanterie française, furent presque entièrement détruits.

Les fruits de cette victoire furent la prise de Puicerda, de Belver (1),

(1) Voyez sur la Carte n° 16, le Supplément pour la partie espagnole, sur la Sègre.

d'une grande quantité de munitions de bouche et de guerre qui se trouvèrent dans ces places, la retraite des Espagnols à la Seu-d'Urgel, l'évacuation de la vallée de Carol, de la Cerdagne française et l'occupation de la Cerdagne espagnole. Cette journée couvrit de gloire l'armée républicaine qui se trouvoit enfin sur le territoire ennemi; mais quelques succès brillans étoient toujours rendus infructueux par des revers sur d'autres points.

Le 29, les Espagnols avoient passé la Tet à quatre heures du soir, et attaqué les camps de Corneilla et de Forcereal; en s'emparant de l'un et de l'autre, ils obligèrent les Français à se retirer sur Rivesaltes.

Le 31, l'ennemi se retira sur Pezilla et occupa Villeneuve et Saint-Etienne, au-delà de la Tet; dès-lors l'armée française, à l'exception du camp de l'Union, se retira sur les hauteurs de Salces, l'avant-garde à Opouls et vers Casasses, le quartier-général à Narbonne, l'état-major à Sigean (1).

Le 3 septembre, les Espagnols attaquèrent et forcèrent les Français dans leur camp au-dessus du moulin d'Arles, près de Perpignan (2); deux autres colonnes attaquoient en même temps et avec succès le centre et le camp de Cabestani.

D'un autre côté, les Espagnols attaquoient et forçoient le même jour, entre Ville-Franche et Mont-Louis, le camp d'Olette, dans lequel ils s'établissoient au nombre de six mille hommes. Leur projet étoit d'arrêter le général Dagobert dans ses courses du côté de la Seu-d'Urgel, de Campredon, sur les bords de la Sègre, et probablement aussi d'attaquer Mont-Louis; mais le général Dagobert instruit de cet événement, au moment où il arrivoit le 3 à Puicerda, s'étoit hâté de gagner Mont-Louis, d'où il étoit parti le 4, à 3 heures du matin, à la tête de deux mille hommes seulement, dans le dessein de livrer bataille à l'ennemi qui l'accepta, mais qui en moins de

(1) Voyez tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er.

(2) Voyez, tome III, la Carte de la partie orientale des Pyrénées, n° 16.

deux heures de combat fut si pleinement mis en déroute, qu'il abandonna quatroze bouches à feu, douze caissons, autant de charrettes, quantité de bombes, d'obus et beaucoup de bagages. Les Espagnols perdirent trente officiers, outre beaucoup de morts et de blessés, et les Français dix-huit hommes. Le résultat de cette victoire fut l'expulsion des Espagnols de plusieurs ports ou passages d'où ils pouvoient incommoder le territoire français.

Battus dans le Conflant, les Espagnols étoient plus heureux près de Perpignan, où ils tentoient un dernier effort qui pouvoit décider de la campagne à leur avantage. *Le 5 et le 6, ils attaquèrent* Peirestortes, réussirent à le forcer le 7, et à obliger les troupes qui l'occupoient, à se retirer sur Rivesaltes, où elles furent rejointes par celles du camp de Salces; mais, le 8 au soir, les Espagnols ayant *marché avec toutes leurs forces sur ce point*, la déroute des Français fut complète, et l'ennemi se retrancha dans ses nouvelles positions de Peirestortes et de Rivesaltes.

Le général Puget-Barbantane ayant été destitué, probablement à l'occasion de ces événemens malheureux, le général Dagobert fut appelé au commendement en chef. A peine étoit-il arrivé à Perpignan, que le 17, le poste retranché de Vernet, commandé par le chef *de brigade ou colonel* Soulheirac fut attaqué par douze mille Espagnols; mais après *s'être défendus* la plus grande partie de la journée, les Français obligés de céder à la force, *s'étoient* repliés sur Perpignan. L'alarme pouvoit y avoir des suites dangereuses; le général d'Aoust qui y commandoit, après avoir pris la garnison forte de sept ou huit mille hommes avec un renfort tiré du camp de l'Union, se mit à la tête de ce corps le 18, marcha aux ennemis par la grande route et attaqua leur centre; en même temps le général le Moine attaquoit leur gauche, et le chef de brigade Soulheirac leur droite, et malgré leur supériorité en nombre, on les força à fuir du côté de Vernet, dont on s'empara à la baïonnette.

Afin de profiter de l'enthousiasme des troupes et de leur succès, le général d'Aoust attaqua le même jour le camp de Peirestortes. Dès

l'instant où son canon se fit entendre, les troupes qui marchoient du côté de Salces formées sur trois colonnes, passèrent la Gli, et malgré le feu du canon, des mortiers et des obusiers de l'ennemi, après deux décharges de mousqueterie, se précipitèrent sur le camp espagnol; en même temps les troupes du général d'Aoust pénétroient de leur côté. Dès-lors la déroute des Espagnols est complète; ils abandonnent quarante-six bouches à feu, six étendards, un drapeau, cinq cents hommes tués, environ mille blessés et plus de cinq cents prisonniers; tandis que les Français ne comptent pas plus de trois cents hommes *tués ou blessés*. Les avantages de cette journée furent très-considérables, par le rétablissement de la communication entre Salces et Perpignan, et en relevant le courage des républicains.

Le 21, Ville-Franche se rendit sur la sommation *hardie d'un officier* français, qui feignit de précéder *l'armée commandée* par le général Dagobert, marchant pour attaquer la ville. Le même jour les Français entrèrent à Olette, et s'emparèrent du camp des Espagnols à Prades, et de plusieurs postes importans.

Le 22 septembre (1^er^ vendémiaire), les commissaires de la Convention nommèrent le général d'Aoust commandant en chef provisoire de l'armée des Pyrénées orientales.

Le même jour, les Français attaquèrent *sans succès les Espagnols* à Nils, Ponteilla et Truillas, *entre* Perpignan et Boulou. Cependant les Espagnols convaincus qu'ils ne pouvoient se maintenir dans ces postes, commencèrent le 24 leur retraite sur Boulou, afin d'y reprendre la position qu'ils occupoient à leur entrée en France; *ils* y furent réunis le 30 (9 vendémiaire).

Enhardi par cette retraite, le général français poursuivit les ennemis, les attaqua inutilement à Thuir le 25; mais étant revenu à la charge le 26, il les en chassa, ainsi que de Sainte-Coloma, d'où ils s'enfuirent si précipitamment, qu'on ne put leur faire que huit prisonniers et s'emparer de quelques subsistances et d'un drapeau.

Le 30, les Français se rendirent maîtres d'Elne et d'Argelès.

Le 2 octobre (11 vendémiaire), ils se portèrent sur les hauteurs de

Baniuls-des-Aspres, Mas-de-la-Paille et en avant de Tressere, la droite vers Saint-Luc et Saint-Fereol, et la gauche au-delà du Tec, en avant de Ville-Longue, formant un demi-cercle sur le front de l'armée espagnole.

Les 3 et 4 (12 et 13 vendémiaire), les Français attaquèrent l'avant-garde, la gauche et la droite des ennemis sur Montesquiou et Ville-Longue; ces différentes tentatives n'eurent aucun résultat.

Le 5, le général Dagobert avoit marché sur Puicerda; mais sur l'avis de l'arrivée d'un corps considérable espagnol, il fit sa retraite; en même temps une colonne française s'étoit portée à Dori, dont elle s'étoit emparée ainsi que de Ribas, où elle avoit repoussé l'ennemi; d'un autre côté, le général Dagobert s'emparoit de Campredon, de Monteillas, et reportoit ses troupes à Belver (1).

Cependant la cour de Madrid alarmée des progrès du général Dagobert dans les deux Cerdagnes et en Catalogne, avoit fait passer huit mille hommes de l'armée des Pyrénées occidentales à celle des Pyrénées orientales; cette diversion, en affoiblissant cette partie, y donna à la vérité du relâche aux troupes républicaines; mais les revers se succédèrent plus rapidement dans l'armée des Pyrénées orientales, dont le commandement fut alors confié au général Thureau, et ses forces montèrent à environ quarante mille hommes. On résolut alors de tenter une nouvelle attaque sur Montesquiou : elle fut sans succès. La droite des Espagnols se battit vigoureusement; la batterie de Pedro fut prise trois fois par les troupes républicaines, et resta aux Espagnols à la quatrième charge.

Les Français repoussés à Montesquiou, furent plus heureux sur leur droite à Maureillas, d'où ils s'avancèrent vers Céret, et livrèrent à Palanda, près du Fort-des-Bains, un combat à un corps d'émigrés qui fut mis en fuite.

Les commissaires de la Convention nationale voulurent qu'on tentât une expédition sur Roses. On n'avoit cependant rien à opposer

(1) Voyez le Supplément de la Carte n° 16, sur la Segre.

à la flotte espagnole qui croisoit dans ces parages, et le pays étoit entièrement soulevé contre les républicains. Le 28 octobre (7 brumaire), les colonnes se mirent en mouvement. La première marchant par la droite, s'empara d'abord de Canteloupe et de Vilotori; le lendemain elle marcha sur Espolla, et fut repoussée à moitié chemin. La seconde colonne marchant par la gauche, sous les ordres du général de Latre, se dirigea sur douze ou quinze cents Espagnols qui occupoient les hauteurs et le col de Bagnols-sur-Mer. Le 5 novembre (15 brumaire), il les joignit, les attaqua, les débusqua de tous les postes avancés, et les poursuivit jusqu'à leurs derniers retranchemens, d'où ils sortirent pendant la nuit, pour se retirer dans leur camp d'Espolla, après avoir abandonné leur artillerie, leurs munitions de guerre et de bouche et leurs effets de campement aux Français, qui vinrent prendre poste à la Sera, à demi-lieue des limites de France.

Le 9 (19 brumaire), on voulut tenter l'attaque du camp d'Espolla, mais n'ayant pu réussir à l'entamer, l'expédition de Roses se trouva manquée et l'armée se concentra sur les hauteurs, depuis Céret jusqu'à Ville-Longue.

Le général Doppet vint alors remplacer le général Thureau. Quelques jours après, les Espagnols s'emparèrent de Saint-Fereol et s'y retranchèrent; ils furent repoussés le 1er décembre (11 frimaire), à Ville-Longue.

Le 3, à cinq heures du matin, ils se portèrent sur les deux camps des Alberas, s'emparèrent, vers la droite des Français, des postes de Saint-Pedro et de Fourques; ils furent repoussés vers le centre, et le lendemain les Français reprirent Fourques et Saint-Pedro.

Le 6, les Espagnols attaquèrent le col de Bagnols, Notre-Dame-des-Abeilles et un autre camp en avant de ce poste : ils furent repoussés partout avec perte, et marchèrent néanmoins contre le camp de Ville-Longue, l'attaquèrent sur tous les points, en chassèrent les Français, qui furent mis dans une entière déroute, par un corps de cavalerie qui s'étoit porté entre le camp et le Tec, et ne leur permit de se rallier qu'entre Elne et Argelès; ce qui laissa aux Espagnols la liberté de camper derrière la Roque et Saint-Genis.

Le 12 décembre (22 frimaire), le général espagnol Courten, avoit rassemblé à Ilança un corps assez considérable pour forcer le col de Bagnols et les autres qui pouvoient donner aux Espagnols la faculté de marcher sur Port-Vendre et Colioure. Ce corps, divisé en six colonnes, franchit tous les obstacles le 14 décembre (24 frimaire), et se rendit maître du col de Bagnols et des autres qui l'avoisinent.

Le 19 décembre (29 frimaire), deux colonnes françaises passèrent le Tec à Bruilla, au-dessous de Boulou; celle de droite, aux ordres du général Fauvel, laissant Saint-Genis sur sa gauche, se dirigea sur Ville-Longue; celle de la gauche, aux ordres du général la Terrade, marcha droit à l'ennemi, qui fut forcé dans son camp de la Roque, d'où les Français se retirèrent après en avoir détruit les retranchemens et emporté beaucoup d'effets.

La fin de cette campagne ne fut plus qu'une suite de revers pour la France. Le 22 décembre (2 nivôse), le fort Saint-Elme, Colioure et Port-Vendre furent rendus au corps ennemi qui les resserroit.

Six mille Portugais étoient venus augmenter l'armée espagnole qui, dès les cinq heures du matin, le 24 décembre (4 nivôse), attaqua l'armée française: le choc commença par le centre. Une colonne de cavalerie espagnole se porta par Ortaffa à la rive gauche du Tec, sur les hauteurs de la petite rivière de Reart, où elle fut repoussée; mais la droite de l'armée française qui venoit d'être forcée, s'étant jetée sur le centre, la gauche dut céder au grand nombre; l'armée républicaine fut alors dans une déroute complète, quelque effort que pût faire pour la rallier et la ramener au combat, le commissaire de la Convention, Fabre qui trouva une mort glorieuse dans les rangs de l'ennemi. Les Français furent obligés de rentrer dans leur camp de l'Union, occupant une ligne qui passoit par Cabestani, Perpignan, Toulouges et Thuir. Les Espagnols s'établirent dans la direction de Colioure à Pratz-de-Mollo, occupant Saint-Luc et Saint-Fereol, en avant de Boulou.

Observations.

En étendant beaucoup trop la défense des Pyrénées orientales, on la rendit à-peu-près impossible. Les Français auroient dû réunir la très-grande majorité de leurs forces du côté de Perpignan et s'y concentrer davantage, en se bornant à une défensive très-resserrée dans le Conflant, au moyen d'un camp retranché sous Ville-Franche, d'où ils auroient pu veiller sur tous les débouchés susceptibles de favoriser, dans cette partie, les invasions des Espagnols. Au moment où, à la fin de la campagne, l'armée française fut portée à quarante mille hommes, si elle avoit eu à sa tête un général un peu expérimenté, maître encore de Colioure et des places qui avoisinent la mer, il auroit été très-aisé d'opérer en masse, sur l'extrémité de la droite des Espagnols, de les obliger à repasser les Pyrénées, et même de les passer après eux; dès-lors on auroit pu, si on l'avoit jugé à propos, faire des tentatives en avant de Mont-Louis, et les lier sur la droite avec des mouvemens qu'il auroit fallu préparer dans la vallée d'Aran (1), pour se porter sur Gerri (2) et Urgel, et sur la gauche pour se joindre avec la grande armée vers Campredon.

(1) Voyez, tome III, la Carte générale du Théâtre de la guerre, n° 1er.
(2) Ville sur la rive droite de la Noguera.

CHAPITRE VII.

Armée des Pyrénées occidentales (1).

Projets de don Ventura-Caro. Attaque des camps d'Andaye et de Jolimont. Détails sur les forces destinées à la défense des Pyrénées occidentales. Précautions prises par le général Servan à son arrivée à Bayonne. Il se rend à Saint-Jean-Pié-de-Port. Au moment où il en revient, les Espagnols attaquent le camp de Sarre. Il est forcé et brûlé. Récit de cette entreprise et de ses suites. Projet du général pour arrêter les effets fâcheux que peut occasionner cet événement. On occupe le camp de Bidart et quelques points sur la Nivelle. On réorganise l'armée et tous les services. On exerce les soldats, on les habitue à la discipline. On travaille aux fortifications de Bayonne. Près de Saint-Jean-Pié-de-Port, on occupe les positions de Château-Pignon, des Aldudes, d'Ispegui. Les Espagnols traversent la Bidassoa et s'établissent sur le territoire de la république. Le général Servan se décide à se porter en avant de la Nivelle. Il prend une position sur la montagne du Chêne en avant de Belchenea. Détails. Il veut effectuer un plan plus vaste. La défaite des Français à Château-Pignon l'arrête. Il quitte le camp de Bidart. Il vient occuper celui de Belchenea. Ce mouvement donne de l'ombrage au général espagnol. Il fait filer des troupes sur la Bidassoa. Le général Servan profite de ce mouvement pour attaquer les Espagnols. Il les oblige à repasser la Bidassoa dans un assez grand désordre. On s'empare de la redoute de Louis XIV. Le général d'Elbecq remplace le général Servan. Les Espagnols sont repoussés avec perte en avant d'Urugne. Plusieurs affaires de postes avantageuses aux Français. On prend enfin le parti de se camper plus près de la Bidassoa. Observations.

L'ARMÉE confiée à don Ventura-Caro, pour la défense du Guipuscoa et de la Navarre, étoit de vingt-deux mille hommes, dont huit mille seulement de troupes de ligne, pour couvrir trente-deux lieues de frontière, depuis Fontarabie jusqu'aux confins de la Navarre et de l'Aragon. Prévoyant qu'il seroit contraint, par les localités, de disséminer ses troupes, pour garder un grand nombre de défilés et de passages accessibles dans les montagnes qu'il avoit à

(1) Voyez, tome III, la Carte de la partie occidentale des Pyrénées, n° 17.

défendre, le général espagnol avoit proposé à sa Cour de raccourcir sa ligne de défense, en établissant sa gauche sur la corde de l'arc que forme la frontière du Guipuscoa. Dans ce dessein, il vouloit passer la Bidassoa, s'avancer sur les hauteurs qui dominent Saint-Jean-de-Luz, entre Urrugne et Siboure, s'y fortifier, en appuyant l'extrémité de sa gauche à la mer, laisser derrière sa ligne la montagne de la Rhune qui fait partie des Pyrénées, d'où elles vont en ligne droite sur l'Aragon, en couvrant la vallée de Bastan et la Navarre; appuyer l'extrémité de sa droite à Château-Pignon, fort qui défend les défilés qui communiquent de la Navarre, en passant par Roncevaux, et qui eut appuyé la droite de la ligne, dont le centre eût été à Zugarramurdi et à Urdach, où il auroit couvert les défilés qui mènent à la vallée de Bastan. Cette partie de l'armée espagnole eût alors vécu sur le territoire français, et les hauteurs qui couvrent la Bidassoa fussent devenues une seconde ligne et un point d'appui en cas de retraite. Quoique ce plan ne fut pas adopté par la cour de Madrid, qui ordonna à M. de Caro de se tenir sur le territoire espagnol, ce général paroît ne l'avoir jamais perdu de vue, et avoir saisi ou fait naître toutes les occasions pour l'exécuter.

En attendant le moment où elles se présenteroient, M. de Caro, pour obéir aux ordres de son souverain, avoit placé un camp sur la montagne de Saint-Martial, aux bords de la Bidassoa. Ce poste contenoit le fort d'Andaye. De fortes redoutes garnies de canons et de troupes, appuyoient solidement la gauche de ce camp à la place de Fontarabie. La droite se lioit fortement à un autre camp de quatre mille hommes, qui occupoit les hauteurs de Bera, et éclairoit les passages d'Olette et d'Echalar.

Cependant quoiqu'assujéti à la plus exacte défensive, le général Caro, très-bien informé des forces françaises employées à la défense de la frontière, depuis Andaye jusqu'à Saint-Jean-Pié-de-Port, ainsi que de la foiblesse des différens camps placés à la Croix-des-Bouquets, à Jolimont, à Saare, résolut d'en profiter.

Le 23 avril, des boulets, des bombes et des obus vinrent jeter

l'alarme et la confusion dans le camp du fort d'Andaye et dans la redoute construite sur la montagne de Louis XIV. Déjà il régnoit partout le plus grand désordre parmi les Français, déjà le général Régnier, qui commandoit, et plusieurs autres officiers, avoient été blessés; le chef du cinquième bataillon d'infanterie légère, M. Villot, parle aux troupes, les rassure, leur rend de l'énergie, se met à leur tête, marche aux Espagnols, les repousse et les oblige à repasser la Bidassoa. Mais le général Caro avoit réussi dans un point bien important pour les vues qu'il avoit; il restoit maître de la redoute de Louis XIV, et il obligeoit par là les Français à porter leur camp à la Croix-des-Bouquets, et à s'éloigner des rives de la Bidassoa, pour se mettre à l'abri du canon de l'ennemi. Content d'avoir ainsi tâté le premier camp, et de s'être établi sur le territoire français, le général espagnol fit sur le camp de Jolimont une tentative qui ne fut ni heureuse ni opiniâtre.

Ce fut d'après ces premiers événemens, où les représentans du peuple, commissaires de la Convention nationale auprès des troupes, et qui se trouvoient aux Pyrénées occidentales, crurent devoir faire arrêter le général du Verger, comme s'il eût pu être responsable des malheurs qui venoient d'arriver. Des intrigans, des ambitieux, ou des hommes mal intentionnés, abusant alors de l'ignorance du ministre Pache dans l'art de la guerre, le déterminèrent à séparer en deux points de défense très-distincts, l'orient et l'occident de la frontière, et à en faire de même pour les troupes, en composant deux armées indépendantes, et en donnant un général différent à chacune d'elles. Ainsi le général de Flers fut envoyé le 30 avril à Perpignan, et le général Servan fut chargé de commander l'armée des Pyrénées occidentales, où il se trouvoit déjà, étant arrivé le soir du 22 avril à Bayonne, où il venoit d'être précédé par un régiment de ligne.

Cependant, dès la pointe du jour du 23, on avoit entendu dans le lointain le bruit du canon qui avoit augmenté successivement, et l'on s'étoit bientôt convaincu que l'on se battoit sur les bords de la

Bidassoa; mais avant que l'on eût pu prendre les moyens pour être instruit de ce qui se passoit, l'action étoit finie, et le général Servan en recevoit dans la soirée les différens rapports, lesquels joints à ceux qu'il s'étoit déjà procurés sur les forces destinées à défendre les différens points de la frontière, contribuoient à le convaincre de leur insuffisance.

En effet, quatre bataillons formant environ dix-huit cents hommes, étoient chargés de la défense d'Andaye et du grand chemin d'Irun à Saint-Jean-de-Luz et à Bayonne; ces bataillons manquoient de canons et encore plus des moyens de les mouvoir, ainsi que de transporter les effets de campement, les vivres et les malades. Trois bataillons et quelques compagnies franches, composant environ quinze cents hommes, défendoient le poste important de Jolimont, qui gardoit le débouché de Berra. Le même nombre d'hommes campé à Sarre, étoit chargé de s'opposer à l'entrée de l'ennemi, par les ports d'Echalar et Zugarramurdi. Ces deux derniers camps étoient encore plus mal pourvus que le premier, d'artillerie et des moyens indispensables de transports. Cependant, à entendre les généraux, ces trois positions étoient les seules à prendre pour garder le pays, et il ne s'agissoit, selon eux, que d'en augmenter les forces.

Obligé de croire sur parole, dans un moment où il n'avoit pu encore se procurer par lui-même aucune connoissance locale, le général Servan dut d'abord chercher les moyens d'augmenter les forces dans chaque camp; en conséquence il fit partir un bataillon pour renforcer ceux de Sarre et de Jolimont, et il envoya un autre bataillon à Andaye.

D'un autre côté on paroissoit tellement inquiet à Saint-Jean-Pié-de-Port, que le général crut très-important de s'y rendre; il y arriva le 3 avril, et dès le même jour il y tint un conseil de guerre, où l'on arrêta d'abord un plan de défense, et ensuite de faire passer à Bayonne deux bataillons et deux compagnies franches.

Après avoir décidé ces points essentiels, le général Servan, très-peu rassuré par les nouvelles qu'il recevoit de Bayonne, quitta Saint-

Jean-Pié-de-Port le 1er mai, et apprit en chemin l'attaque des Espagnols sur le camp de Sarre et la fuite de tous les hommes qui le composoient.

Le général Caro, après avoir tâté tous les points sur lesquels les Français avoient établi leur défensive, crut devoir exécuter sur le camp de Sarre une expédition plus décisive.

Le camp de Sarre étoit situé sur une hauteur vis-à-vis le village espagnol de Zugarramurdi. A la droite étoit la gorge de Berra, mal gardée, par où l'ennemi pouvoit envelopper le camp tout entier. Cette distribution au moins imprudente de cette portion de l'armée, occasionna le désastre du 1er mai. Les Français venoient de piller le village de Zugarramurdi où il n'y avoit que cent cinquante volontaires d'Aragon, et le représentant du peuple d'Artigoite avoit cité cette action à la Convention, comme un exploit éclatant.

Le soir du 30 avril, Pinsun, lieutenant-colonel des chasseurs des montagnes, chargé de veiller sur la gorge, croyant appercevoir quelques mouvemens, en fit prévenir le colonel la Chaplette, du quatre-vingtième régiment, qui arrivé la surveilla avec cent hommes, avoit remplacé dans le commandement du camp, le chef du troisième bataillon du Gers. Sur cet avis, le colonel la Chaplette fit marcher un détachement de grenadiers à l'entrée de la gorge de Berra, avec deux pièces de 4, pour occuper une espèce de redoute.

Le lendemain 1er mai, au moment où les canonniers s'apprêtoient à monter leurs pièces, il partit de tous côtés un grand feu de mousqueterie. Les Français, ébranlés d'abord par une attaque aussi imprévue, effrayés ensuite de ne point appercevoir l'ennemi qui répandoit la mort dans leurs rangs, prennent la fuite et laissent aux Espagnols, qui débouchent alors de la gorge, la facilité de s'emparer de la redoute, des deux pièces de quatre et de se porter sur le camp. Le capitaine la Tour-d'Auvergne, brave officier, marche alors à la tête de cent cinquante hommes du 80e régiment pour arrêter les ennemis, et le colonel la Chaplette le suit à la tête de cent volontaires pour le soutenir. La Tour-d'Auvergne se place sur la hauteur

de Sainte-Barbe; et là, il attend paisiblement la cavalerie ennemie qui, au nombre de cinq cents hommes, marchoit pour l'envelopper; il la laisse arriver à vingt pas, fait sa décharge, et la cavalerie est en fuite; elle se rallie cependant, et revient à la charge soutenue par un gros corps d'infanterie; même réception, même succès. Mais les forces étoient trop inégales, et il fallut songer à se retirer, après une demi-heure de combat. La Tour-d'Auvergne couvre alors la retraite avec ses grenadiers; il arrive au camp, tout y étoit dans le désordre et dans la confusion; les troupes s'enfuyoient par le chemin d'Ainhoue, abandonnant quatre pièces de canon. La Tour-d'Auvergne arrête assez de chevaux pour atteler trois pièces; il fait enclouer et jeter la quatrième dans un vallon, et malgré les efforts de l'ennemi et après des peines incroyables, il sauve les trois pièces, et continue de protéger les fuyards, dont une partie s'arrête à Ustaritz, où elle se rallie: heureusement les Espagnols se bornèrent à piller le camp, à en brûler les tentes, et à rentrer dans leurs limites.

Dans ces entrefaites, le général Servan arriva à Bayonne, où il trouva une affluence considérable de fuyards, quelques blessés, un effroi et une consternation inconcevables répandus par-tout; on auroit dit que l'ennemi étoit aux portes de la ville, et on prenoit, pour le repousser, des mesures qui annonçoient plus de crainte que de raison et de calculs.

Le soir même, les troupes campées à Jolimont, effrayées par les récits mensongers des malveillans sur l'action de Sarre, s'étoient décidées à prendre la fuite. Le lieutenant-colonel d'Exea, qui étoit à Saint-Jean-de-Luz, les avoit arrêtées et ramenées à leur poste; en même temps, le général Gimel étoit sorti de Bayonne, à la tête d'un bataillon qui devoit se rendre à Andaye, et s'étoit porté à Arcangue, sur la route de Sarre à Bayonne, soit pour en imposer à l'ennemi, soit pour y recueillir les débris du camp de Sarre; bientôt aussi on apprit le ralliement, à Ustaritz, de la majeure partie des troupes campées à Sarre, et dès le soir du 2 mai, on fut un peu plus tranquille; les têtes se calmèrent, on put s'occuper plus efficacement de

donner du secours aux troupes dispersées à Ustaritz et à Arcangue, et on fit évacuer Bayonne à toutes celles qui s'y étoient si mal à propos réfugiées; mais les suites de cette déroute pouvoient devenir très-funestes. Les Espagnols, maîtres de Sarre, pouvoient envelopper les troupes postées à Andaye et à Jolimont, et le général Servan, encore trop peu instruit des localités, ne pouvoit tirer aucune véritable lumière des officiers généraux qui se trouvoient alors à Bayonne. L'un, le général du Verger, étoit en arrestation; l'autre, le général Régnier, avoit été blessé à l'action du 23; et le troisième, le général du Bouquet, arrivé seulement depuis quinze jours, montroit une timidité peu faite pour rassurer dans un moment aussi critique. Il falloit prendre sur-le-champ un parti d'où devoit dépendre le résultat du reste de la campagne.

Toutes les troupes étoient fatiguées et horriblement découragées; on manquoit d'effets de campement, les bivouacs, les gardes et les patrouilles trop nombreuses avoient excédé les soldats, les maladies qui s'en étoient suivies commençoient à faire de grands ravages, les troupes ne vouloient plus rester à Jolimont; reprendre Sarre auroit été impossible, dangereux et peu militaire; le 20e régiment, qui étoit sans chef, refusoit hautement de rester à Andaye; les officiers généraux, les chefs des corps ne cessaient de parler de l'impossibilité de tenir plus long-temps dans les positions occupées avec des forces si peu nombreuses. Pour surcroît d'embarras, on recevoit les nouvelles les plus alarmantes de la division de Saint-Jean-Pié-de-Port, continuellement attaquée par les ennemis, et s'affoiblissant toujours davantage par les blessés, les morts et les malades.

Que faire dans une position aussi critique? Le général en chef se rendit à Saint-Jean-de-Luz le 5 mai; il y assembla un conseil militaire, composé des généraux de division du Bouquet et Gimel, et de deux chefs de corps, les seuls qu'on eût pu réunir; il leur expliqua son plan, qui consistoit à se retirer à Bidart, après avoir enlevé du fort d'Andaye trois pièces de bronze et toutes les munitions, avoir

brisé les semelles des mortiers, démonté les affuts pour les emmener plus aisément, en un mot, ne laisser dans le fort que quelques canons de fer impossibles à emporter et de très-peu de valeur.

On observera ici (et cela paroît assez important), qu'en exécutant ponctuellement les ordres donnés par le général à ce sujet, en se retirant de la Croix-des-Bouquets, on n'abandonnoit qu'Andaye et son fort, objet d'autant moins important qu'il étoit impossible de le conserver, si on le battoit de Fontarabie, ou si les Espagnols, passant la Bidassoa, s'emparoient de la Croix-des-Bouquets et, par-là même, des hauteurs qui dominent le fort d'Andaye. Si, au contraire, on gardoit ces positions et l'on ne se retiroit pas, on étoit assuré d'être repoussé par les ennemis quand ils le jugeroient à propos; mais alors ils arrivoient facilement jusqu'à Saint-Jean-de-Luz, et s'emparoient sans obstacles de cette ville, des hauteurs de Bourdagaye et du fort de Socoa, ce qui les rendoient les maîtres du cours de la Nivelle, d'une partie de celui de la Nive, d'empêcher aucun bâtiment de venir s'abriter à Socoa, pour entrer ensuite à Bayonne, et leur donnoit de grands moyens, s'ils suivoient leur pointe, au milieu du désordre occasionné par un pareil événement, de se porter sur Bidart, et de s'y emparer du seul camp où l'on put les arrêter, en avant des portes de Bayonne, où aucune des redoutes, faites depuis à la porte de Mouserolle et ailleurs, n'étoient, ni les unes achevées, ni les autres commencées. Une fois à Bidart avec vingt mille hommes, les Espagnols étendoient leur position de ce point à Ustaritz par Arcangue, où ils établissoient un pont sur la Nive, et cernoient ainsi Bayonne de la mer à l'Adour; ce qui ôtoit les communications avec Saint-Jean-Pié-de-Port, et devoit entraîner la prise de cette place, qui auroit ouvert aux ennemis le chemin de Navarreins, Oléron, Pau et même de Bayonne par la rive droite de l'Adour; et assurément, quand on réfléchissoit qu'après l'action du 1er mai, les réquisitions n'avoient pu procurer qu'à peine mille hommes, point ou très-mal armés, que depuis cette époque, on n'avoit reçu d'autre secours que celui du contingent des recrues; qu'enfin toute la frontière, depuis la vallée d'Aran jusqu'à Saint-

Jean-de-Luz, n'avoit pas, le 1er mai, quatorze mille hommes, dont près de deux mille dans les hôpitaux et plus de trois mille sans armes; aucun mulet ni chevaux pour le transport des effets de campement et celui de l'artillerie, très-peu de canons, encore moins de mobiles; des soldats tout nuds, très-découragés, des désorganisateurs très-adroits, augmentant la terreur, le dégoût, prêchant hautement la méfiance, l'insubordination et le pillage; on se convaincra sans peine combien il étoit pressant de prendre un parti tellement hardi, qu'il pût en imposer aux Espagnols qui, depuis Pampelune seulement à Fontarabie, comptoient à-peu-près vingt-six mille soldats, soit de ligne, soit provinciaux, et avoient armé plus de douze mille habitans des villages répandus sur cette frontière; paysans qui marchoient à toutes les attaques et qui se montroient assez bien, excités comme ils l'étoient par leurs curés, qui ne cessoient de leur représenter ce dévouement au service de leur Roi, comme un des actes les plus méritoires devant Dieu.

Des cinq personnes qui composoient le conseil de guerre, le général Gimel seul croyoit possible de tenir encore quelque temps les premières positions; mais ce seul avis prouvoit évidemment la nécessité de les abandonner; ce fut aussi l'opinion de tous les autres: la résolution en fut donc prise.

La grande difficulté étoit l'évacuation d'Andaye et le transport des deux camps; le général prit à cet égard les précautions les plus sages; mais les malveillans, bientôt instruits du projet, n'oublièrent rien pour le faire échouer, et réussirent à occasionner, le 8 mai, malgré les ordres les plus précis, une espèce de fuite et une précipitation telle qu'elle n'auroit pas été plus grande après une déroute; on abandonna les effets déjà sortis du fort d'Andaye, on fit sauter des charriots, on dépeça des tentes d'officiers pour en faire des pantalons, on laissa des couvertures, des munitions de guerre et de bouche, des effets de campement à Urugne, et l'on arriva dans le plus grand désordre à Saint-Jean-de-Luz, d'où l'on se porta sur Bidart.

Bien résolu de garder le Socoa, Bourdagaye et Saint-Jean-de-

Luz, le général Servan avoit donné des ordres pour établir des troupes dans ces différens points : malgré cette précaution, si les Espagnols avoient voulu profiter des fautes énormes commises ce jour-là, on ne sait si on auroit pu les empêcher de forcer Saint-Jean-de-Luz; mais au moins auroient-ils pu s'emparer de la maison de madame de Saint-Martin, et y établir des batteries qui auroient forcé Saint-Jean-de-Luz de se rendre; de-là ils pouvoient marcher sur Sarre, sur Saint-Pé pour s'emparer du cours de la Nivelle, ces points n'étant pas défendus, et les foibles corps qui s'y trouvoient pouvant au plus servir à éclairer la marche des ennemis, sans pouvoir s'y opposer.

Heureusement les Espagnols, qui sont très-circonspects, craignant que cette retraite fût un piége, ne se hasardèrent que tard à passer la Bidassoa et venir à Andaye; cela donna le temps de faire enlever ce qui restoit à Urugne de provisions et d'effets de campement. Le camp de Bidart se forma, on commença à le fortifier; on porta des troupes à Saint-Pé pour éclairer les mouvemens de l'ennemi et ses tentatives par Sarre, sur la Nive et sur la Nivelle. Les recrues arrivèrent, on s'occupa de leur instruction et de celle des bataillons; on organisa la partie des charrois, celle du parc d'artillerie et des pièces de bataillon; on établit le plus grand ordre dans les hôpitaux; on pourvut à la réparation des armes, à l'équipement et à l'habillement des soldats; enfin on commença à rendre aux troupes de la confiance en les habituant à la discipline, en leur donnant de l'ensemble, en s'occupant de leur bien-être, de diminuer leurs besoins en tous genres, et de leur fournir les moyens de repousser l'ennemi ou même de l'attaquer et de le battre.

Du côté de Bayonne, on acheva les trois redoutes de la porte de Mouserolles, on en construisit une sur le chemin de Sarre, et l'on commença celle établie en avant de la porte d'Espagne; ce qui formoit le système complet de la défense de Bayonne, par le moyen d'un camp retranché; on s'occupa en même temps d'une lunette et de trois batteries du côté de la citadelle.

A Saint-Jean-Pié-de-Port, on se campa à Château-Pignon, aux Aldudes et à Ispégui, et l'on y eut le bonheur assez constant de repousser continuellement les Espagnols.

Ainsi se passa une partie du mois de mai. Cependant les ennemis avoient détruit Andaye et commençoient à paroître plus souvent sur le territoire de la république. Les troupes avoient repris courage: le général Servan voulut alors se rapprocher de l'ennemi; en conséquence il porta le corps des grenadiers, de Guaitari où ils étoient postés, en avant de Bidart, au village de Serre, sur les bords de la Nivelle; dans cette position, ils fortifioient Saint-Jean-de-Luz, éclairoient le débouché de Sarre par Ascain, et pouvoient donner des secours aux troupes postées à Saint-Pé, qui furent renforcées par un bataillon de volontaires et une compagnie de chasseurs, prises dans chacun des bataillons de la division. On construisit ensuite des têtes de pont et des redoutes de Saint-Pé à Saint-Jean-de-Luz; les fortifications sur la montagne de Bourdagaie, en avant de Saint-Jean-de-Luz, étoient achevées et garnies d'artillerie; on commençoit donc à entrevoir le moment où l'on pourroit repasser la Nivelle et empêcher les ennemis de revenir sur le territoire français.

Cependant le général espagnol trompé par les fortifications de Bidart, imaginant que le projet étoit d'y passer l'été, après avoir jeté un pont sur la Bidassoa, l'avoir passé et s'être établi sur les terres de la république, bien instruit de la foiblesse de nos forces, s'étoit décidé à frapper un grand coup sur Saint-Jean-Pié-de-Port, en dégarnissant ses camps de Berra, d'Irun et de Zugarramurdi.

Assez mal instruit des mouvemens précis de l'ennemi, le général Servan, trop exposé à tout perdre, en osant trop se dégarnir, se borna à envoyer, le 1^er^ juin, à Saint-Jean-Pié-de-Port le corps des chasseurs qui étoit une partie précieuse de l'élite de la division de Bayonne.

Ce fut le moment choisi par le général Caro, pour faire une grande reconnoissance à la tête de cinq mille hommes, avec lesquels il se porta sur les montagnes les plus proches de Socoa et de Bourdagaie.

Cette manœuvre, en donnant de l'inquiétude au général français, le décida à prendre le parti d'augmenter sur le champ les forces au-delà de Saint-Jean-de-Luz, pour éviter un malheur qui auroit été irréparable, la prise par l'ennemi des hauteurs de la chapelle de Sainte-Croix; il se hâta dès-lors d'aller reconnoître et marquer un camp sur la montagne du Chêne, en avant de la chapelle Sainte-Croix, et sur celle de Bourdagaie, à la métairie de Soublet, avec des redoutes à la tête de ces deux camps, qui se correspondoient et défendoient; celle de Bourdagaie, portion des hauteurs de Socoa par sa droite, le grand chemin par sa gauche; celle du Chêne, le grand chemin par sa droite, celui de Berra et Sarre par sa gauche.

Deux jours après, le 4 juin, le général envoya trois bataillons au camp de la redoute du Chêne, ou à la métairie de Soublet, et il fit avancer tous les postes de l'avant-garde augmentée du premier bataillon de la légion des montagnes. Ceci étoit le prélude d'un plus grand plan; mais le général Caro ayant porté le 6 juin vingt mille hommes à Saint-Jean-Pié-de-Port, il fallut se décider à y envoyer des secours, forcément bornés à deux bataillons de volontaires qui encore arrivèrent trop tard.

En se décidant à occuper Château-Pignon, sur le chemin de Pampelune, on crut important d'y établir un camp, qui fut placé sur un plateau traversé dans sa largeur par un foible redan, qui se terminoit à une masure où étoit autrefois construit le château, et où l'on plaça deux canons de huit.

Trois bataillons seulement furent chargés de défendre cette position. En avant, douze compagnies de chasseurs venus de Bidart, sous les ordres du capitaine Moncei, formoient une avant-garde; au bas du camp et sur la droite et dans la gorge d'Arnegui, étoient deux compagnies du quatrième bataillon des Basses-Pyrénées. A la droite et à deux lieues et demie de distance, le premier bataillon des Basses-Pyrénées et quatre compagnies du quatrième défendoient les Aldudes. Deux compagnies de chasseurs basques étoient placées sur le chemin qui conduit au col d'Ispégui. Le quatrième bataillon

du Lot-et-Garonne se partageoit entre Saint-Michel et la citadelle de Saint-Jean-Pié-de-Port.

Tel étoit le système de défense de cette partie de la frontière; ainsi cinquante-six compagnies, formant environ deux mille huit cent hommes, avoient été très-mal à propos dispersées sur une ligne de plus de deux lieues de développement, au lieu d'avoir été réunies et postées de manière à veiller efficacement à la conservation de Saint-Jean-Pié-de-Port.

A ces foibles moyens les Espagnols opposoient douze mille hommes d'infanterie, six cents de cavalerie, et une artillerie nombreuse distribuée dans les vallées de Bastan et de Roncevaux.

Cependant, le général Caro méditoit de chasser les Français de la position de Château-Pignon, afin d'y appuyer la droite de sa ligne de défense, de couvrir la Navarre et de s'assurer la possession du seul chemin praticable pour l'artillerie. A cet effet, après s'être transporté, dès le 13 mai, dans la vallée de Roncevaux avec un renfort de quatre mille hommes, il fit exécuter différentes attaques, dont la plus considérable fut celle de Saint-Etienne de Baygori, dont les Espagnols brûlèrent la fonderie, et furent ensuite obligés de se retirer; mais cette attaque n'étoit qu'une diversion; les brouillards épais qui couvroient les montagnes retardoient l'exécution de plus grands projets, dont les succès étoient à-peu-près assurés, par la foiblesse des troupes qui défendoient Château-Pignon, et par la division et l'indiscipline qui régnoient parmi elles.

Dans la crainte de voir le mauvais exemple influer sur ses chasseurs, le capitaine étoit allé occuper, en avant du camp, la hauteur de Lizerateca et le rocher de Urdenharia qui commande le grand chemin, et où l'on résolut, dans le dessein de fortifier ce poste, de faire une coupure profonde sur le grand chemin, pour rendre plus difficile l'abord de Lizerateca. Le 5 juin, les travailleurs s'étoient rendus sur les lieux pour commencer l'ouvrage; mais l'ennemi les força de se retirer; et le lendemain 6, à neuf heures du matin, commença une des actions les plus sanglantes de cette guerre, entre

l'avant-garde française composée d'environ quinze cents hommes, et l'armée espagnole qui comptoit huit mille soldats de ligne, dix bataillons de milice, deux cents chevaux et une artillerie formidable.

Le poste d'Urdenharia est attaqué avec vigueur par les troupes légères espagnoles; le capitaine Moncei y accourt avec ses braves chasseurs, il fond sur l'ennemi, le renverse, pénètre sur le grand chemin, jusqu'auprès de la montagne de Mendibelza; là il trouve un corps de troupes escortant six pièces d'artillerie de campagne : en un moment tout est tué et mis en fuite et les canons encloués. Cependant le brouillard qui couvroit les montagnes s'étant dissipé, les Espagnols s'apperçurent bientôt du petit nombre d'hommes qu'ils avoient à combattre; protégés par une batterie de deux canons de douze, deux de huit et deux obusiers, ils firent avancer leurs troupes légères de front, tandis que la première et la seconde ligne se déployoient à droite et à gauche, pour tâcher d'envelopper les chasseurs qui, dès cet instant, furent obligés d'abandonner les pièces dont ils s'étoient emparés, et de se retirer vers le camp, où ils espéroient être bientôt renforcés, et pouvoir marcher en avant; mais les bataillons effrayés par les obus dont l'effet leur étoit inconnu, au lieu d'attendre les chasseurs pour se joindre à eux et défendre le camp, prirent la fuite en désordre, pour se retirer dans une seconde position qui fut aussi promptement abandonnée, et dont les Espagnols s'emparèrent pour y placer des batteries. En même temps le camp de Château-Pignon étoit attaqué à la gauche par leurs troupes légères, et de front par leur première ligne, et le peu de troupes qui le défendoit encore sous la protection du feu de Château-Pignon, fut obligé de l'évacuer; deux escadrons du régiment de la reine d'Espagne achevèrent, à deux heures, de dissiper tout ce qui s'y trouvoit, et firent prisonnier le général la Genetière qui étoit accouru de Saint-Jean-Pié-de-Port et qui tomba dans cette cavalerie.

La perte des Français s'éleva à quatre-vingt morts et à trois cents blessés. On porta celle des Espagnols à plus de quinze cents hommes

mis hors de combat; ils s'emparèrent à Chateau-Pignon de deux canons, un pierrier, onze caissons et de la plus grande partie des tentes du camp.

Au milieu du désordre inséparable d'une pareille fuite, les troupes se précipitèrent dans Saint-Jean-Pié-de-Port, où elles s'accumulèrent frappées d'épouvante et dans la persuasion que tout étoit désespéré; tant il auroit été facile au général Espagnol, s'il avoit su profiter de sa victoire, d'entrer dans la ville avec les fuyards et de s'emparer en même temps de la citadelle.

Heureusement la prudence habituelle des Espagnols les arrêta à la chapelle et au cabaret d'Orisson : ils n'entreprirent même rien sur Baygori qui se trouvoit abandonné à la défense de ses habitans et de ses compagnies franches.

Les suites de l'affaire du 6 *juin* pouvoient être si funestes, la terreur si grande, les craintes et les plaintes si exagérées, que le général Servan crut prudent d'envoyer encore deux bataillons à Saint-Jean-Pié-de-Port; dès-lors, tous ses projets s'évanouirent, et il dut se borner à sauver la partie de Bayonne, et à donner des inquiétudes aux Espagnols, afin de les forcer à reporter une partie de leurs troupes du côté d'Irun, et de dégager Saint-Jean-Pié-de-Port.

Dans cette idée, le général français forma le projet très-hardi, vu son peu de forces, de porter son camp de Bidart en avant de Socoa, vers sa droite, et sous celui occupé par les ennemis au-dessus de Jolimont, vers sa gauche; il ordonna en conséquence, d'élever des redans, des redoutes, et deux jours après, le 10 juin, il partit du camp de Bidart, qui resta en partie tendu, et marcha à celui de Belchena, dont la redoute du Chêne occupoit la droite; une redoute placée à la maison d'Ollabarra fermoit la gauche, et le corps des grenadiers, placé en arrière de cette redoute et campé près de la Nivelle, éclairoit les débouchés de Sarre sur Ascain, pouvoit recevoir du secours d'un bataillon qui les avoit relevés à Sarre, et étoit destiné à renforcer la défense de la gauche de l'armée qui étoit la plus foible, étant exposée à toutes les forces des Espagnols qui pouvoient déboucher par le col

de Berra. Du côté de la mer, un peu en avant de Socoa, on posta un bataillon devant lequel on construisit une redoute qui se lioit avec celle de la métairie de Soublet, et des redans sur la montagne qui s'unit avec celle de la Croix-des-Bouquets, afin d'éclairer les mouvemens de l'ennemi du côté d'Andaye. L'avant-garde fut portée à Urugne.

Ce mouvement qui doit être apprécié, et sur-tout cette position qui assura les succès de toute la campagne et la tranquillité de tout le pays, eut d'abord tout l'effet que le général Servan en avoit attendu. Les Espagnols en conçurent de l'ombrage et même de l'inquiétude; ils commencèrent par faire filer des troupes dans la vallée de Bastan, pour venir renforcer les postes dégarnis du côté de Fontarabie. Le général français en fut instruit; il étoit tourmenté par l'idée de savoir les ennemis chez nous, ce qui leur assuroit le grand avantage de pouvoir y camper en grand nombre, s'y fortifier et nous attaquer avec supériorité. Les soldats étoient attristés de la défaite de Château-Pignon, le découragement perçoit de toutes parts; encore quelques jours, et les Espagnols étoient trop forts pour oser prudemment les attaquer. M. de Servan fit donc ses dispositions; il se rendit à Saint-Jean-de-Luz le 21 juin, donna ses ordres, et dans la nuit du 21 au 22, il fit commencer l'attaque; en même temps, on battait la générale dans tous les différens camps de Saint-Pé à la mer, les troupes y prenoient les armes, on leur faisoit exécuter différentes manœuvres, on faisoit marcher des patrouilles; tout cela pour en imposer à l'ennemi qui, de ses camps au-dessus de Jolimont et de Zugarramurdi, voyoit tout ce qui se passoit chez les Français.

A dix heures du matin, il ne restoit plus un Espagnol sur le territoire de la république. On avoit pris cinq de leurs camps, on les avoit chassés de la redoute de Louis XIV, les troupes étoient rentrées sous leurs tentes, et on comptoit à peine cinq morts et vingt blessés.

Le 26, le général Servan, malgré le feu excessif de l'artillerie des Espagnols, fit exécuter la démolition de toutes leurs fortifications élevées sur notre terrein.

Le même jour, le général du Bouquet avoit attaqué et emporté le camp d'Ispegui, et l'auroit gardé si, au lieu de cinq cents hommes, il en avoit employé douze cents. En conservant ce camp, on auroit donné des inquiétudes aux Espagnols pour la vallée de Bastan, où ils auroient été obligés de rappeler une partie des forces postées à Berra.

Les nouvelles de ces opérations hâtèrent la marche du général Caro ; mais en vain eût-il bientôt à sa disposition plus de vingt mille hommes, il arriva trop tard, et trouva la position des Français trop redoutable pour l'attaquer, après être venu la reconnoître, le 1er juillet, à la tête de trois mille hommes, qui furent repoussés par l'avant-garde et poursuivis jusqu'aux bords de la Bidassoa.

D'après tous ces arrangemens, le général Servan avoit projeté de faire exécuter à l'armée un mouvement par sa droite, de manière à lui faire occuper la Croix-des-Bouquets, ce qui lui auroit donné les moyens de se porter au débouché du calvaire d'Urugne, et au calvaire même ; il vouloit ensuite tenter trois attaques, dont deux fausses, l'une sur la Bidassoa, l'autre sur Zugarramurdi ; trois réelles sur Berra, par Chiurilegui, par le pié de la petite Rhune, et par la montagne de Siboure. On auroit attaqué en même temps par Saint-Jean-Pié-de-Port, dès la veille, et continué le jour, pour faire croire à des projets sur la vallée de Bastan. Si quelqu'une de ces trois attaques avoit réussi, et qu'on se fût emparé de Berra, les Espagnols étoient tournés vers Irun, leur camp de Zugarramurdi se trouvoit très en l'air, peut-être forcé, et l'on se seroit ouvert le chemin de la vallée de Bastan et de Saint-Sébastien.

Pour exécuter ce projet, il falloit une augmentation de forces ; et c'est à quoi s'appliquoit le général Servan, en organisant, armant, équipant, habillant et instruisant la portion du contingent de la levée de trois cents mille hommes, destinée aux Pyrénées occidentales, de manière à se trouver, sous très-peu de temps, à la tête de quatorze à quinze mille hommes disponibles.

Ainsi, M. de Servan s'occupoit de la sureté des frontières, et, probablement, de la gloire des troupes, lorsqu'il apprit, le 2 juillet, l'arrivée du général d'Elbecq pour le remplacer. On perdit beaucoup à ce changement, car quatre mois après son départ de cette armée, malgré une augmentation très-considérable de forces, elle n'avoit encore fait aucun mouvement, ni changé les positions hardies et heureuses qu'il lui avoit fait prendre, quoiqu'elle eût pu tenter des entreprises avec un succès à-peu-près assuré.

Le 4 juillet, deux compagnies de chasseurs de la montagne, s'étant laissé emporter à une poursuite trop vive, furent enveloppées.

Le 13 du même mois, les Espagnols s'étant montrés à la gauche d'Urugne, le capitaine la Tour-d'Auvergne les força à une prompte retraite. Depuis ces deux événemens, les Espagnols paroissoient chaque jour sur la Croix-des-Bouquets, et sur les collines à droite et à gauche.

Le 23 juillet, quatre mille hommes d'infanterie et quatre cents dragons sortirent des camps d'Irun, et se présentèrent sur les hauteurs en avant d'Urugne. Les Français ne tardèrent pas à se montrer de toutes parts. Un détachement de grenadiers s'étant alors porté un peu en avant, les Espagnols croyant l'occasion favorable pour le cerner, descendirent avec précipitation; arrêtés par les chasseurs du cinquième bataillon d'infanterie légère, ils s'ébranloient déjà pour effectuer leur retraite; au même instant, quatre-vingt dragons du dix-huitième régiment et quelques gendarmes fondent sur eux avec impétuosité, changent leur retraite en fuite, coupent une partie du régiment de Léon, font prisonnier le maréchal-de-camp Rouffignac, le lieutenant-colonel du régiment de Léon, douze officiers, cent quatre-vingt-treize soldats, et en laissent sur le champ de bataille plus de soixante tués ou blessés.

A cette époque, l'armée française s'étendant depuis la vallée d'Aran à Andaye, étoit forte d'environ vingt-huit mille hommes d'infanterie, sept cents de cavalerie et de quinze cents canonniers. Quatre mille chevaux ou mulets étoient employés aux divers services.

L'humeur inquiète, active et belliqueuse des représentans du peuple (1) mit bientôt en mouvement tous ces moyens.

A la gauche, la position des troupes et leur petit nombre réduisirent toutes les opérations à des coups de main, qui furent généralement avantageux aux Français. Ces diverses incursions aguerrirent les soldats et achevèrent de convaincre les hommes un peu clairvoyans, que le parti pris par le général Servan, de resserrer les positions, avoit été le plus conforme aux règles de la prudence et des meilleurs principes militaires.

Du côté de Saint-Jean-de-Luz, on avoit des vues plus étendues. Les Espagnols sentant l'importance du poste de Biriatou en avoient fait une forteresse redoutable, couverte de retranchemens et garnie de canons; ils occupoient en outre tous les jours les collines entre la croix des Bouquets et Irun, sous le feu de leurs batteries.

Après la mort du général d'Elbecq, arrivée le 29 août, le général Després-Crassier qui avoit été chargé du commandement, accueillit fort mal les plans conçus et arrangés dans le cabinet des représentans; convaincu du danger de rester dans l'inaction, il avoit annoncé sa résolution d'attaquer, en se promettant bien cependant de suivre une partie des idées reçues et d'écouter les conseils des meilleurs officiers de l'armée. On vouloit surprendre Biriatou, et si l'entreprise réussissoit, on devoit poursuivre l'ennemi, passer la Bidassoa avec lui, et détruire ses batteries au-delà de la rivière; on ne doutoit pas du succès. Jamais cependant il n'y eut de plan plus mal conçu et d'entreprise moins avantageuse.

On s'avança dans la nuit du 29 au 30 août, vers les bords de la Bidassoa. Un coup de canon, en donnant le signal de l'attaque, donna

(1) Garrau et Féraud, envoyés d'abord à l'armée des Pyrénées occidentales, étoient de zélés révolutionnaires, exaltés de bonne foi et très-belliqueux; mais leurs intentions étoient pures, et ils ne se montrèrent jamais ni persécuteurs ni sanguinaires. Il n'en fut pas de même de Pinet et de Cavaignac, arrivés au mois de septembre, et qui déployèrent les terribles et atroces expédiens consacrés par le code révolutionnaire.

aussi celui de la défense; le combat se passa en escarmouches, et les Français furent obligés de se retirer, insultés par les Espagnols dans leur retraite.

Ces grandes espérances trompées, du sang répandu inutilement, une retraite honteuse, et sur-tout ce coup de canon tiré avant le temps convenu, fournirent des moyens terribles aux malveillans et aux intrigans, et des prétextes plausibles aux représentans pour faire arrêter le général Després-Crassier, Villot et plusieurs autres officiers. Le général Muller fut chargé du commandement de l'armée.

Les renforts considérables arrivés sur la frontière, inspirèrent alors assez généralement le desir d'une guerre offensive; mais les approches de l'hiver, le besoin d'exercer les nouveaux soldats, firent renoncer enfin à toutes ces petites attaques sans objet, après lesquelles on se trouvoit encore au même point où le général Servan avoit laissé l'armée, en la quittant au mois de juillet. L'on prit alors la résolution de suivre l'idée qu'avoit ce général, de poster l'armée beaucoup plus près de la Bidassoa et des gorges, afin de laisser aux ennemis le moins d'espace possible pour faire des incursions sur le territoire français, et en même temps afin de faciliter toutes les opérations offensives.

En conséquence, dans la nuit du 10 au 11 novembre (20 au 21 brumaire), trois bataillons vinrent s'établir et se retrancher sur la colline de l'hermitage de Sainte-Anne, à seize cents toises de la Bidassoa. Cette position domine par la droite tout le terrein qui s'étend jusqu'à la mer, sa gauche est défendue par un profond ravin, ses derrières communiquoient avec Saint-Jean-de-Luz.

Au point du jour, les Espagnols apperçurent avec un extrême étonnement ces nouvelles terres remuées; mais soit surprise, soit circonspection, ils n'entreprirent en aucune manière de troubler les travaux immenses qui furent faits pour fortifier et consolider ce poste. En peu de temps, des redoutes formidables protégèrent le

camp, et des barraques en bois remplacèrent les tentes, insuffisantes pendant l'hiver pour mettre le soldat à l'abri.

Le centre de l'armée fit des mouvemens peu importans; il prit position au mois de mai à Saint-Pé et à Urguri, sur les deux rives de la Nivelle, sa droite s'étendant jusqu'à Ascain. Au mois d'août un bataillon occupa Ainhoue. Une attaque sur cette partie auroit trop compromis l'ennemi devenu inférieur en nombre; il sentit très-bien ces difficultés, et il abandonna de bonne heure la défense des villages en deçà des montagnes.

Observations.

En examinant les résultats de cette campagne, on est obligé de se convaincre que l'avantage fut pour les Espagnols; ils restèrent maîtres de tout le cours de la Bidassoa; le sommet des montagnes étoit couvert de leurs soldats et de leurs retranchemens, et ils occupoient tous les postes favorables à une défense opiniâtre.

On est loin cependant d'approuver leur timidité, et de la regarder comme une preuve de sagesse; il est hors de doute qu'il étoit en leur pouvoir de s'emparer de Saint-Jean-de-Luz, de Saint-Jean-Pié-de-Port, de Navarreins et même de Pau; peut-être même de Bayonne le jour de l'action du 1er mai à Sarre, au moins du camp de Bidart, et de se porter ensuite sur les deux rives de la Nive et de l'Adour, afin de cerner la place, d'empêcher les secours qui auroient pu y arriver, et d'en faire le siége. Ce ne fut guère que six mois après, que l'on songea à envoyer des forces suffisantes dans cette partie de la frontière.

Heureusement pour les Français, les Espagnols se bornèrent à des hostilités auxquelles ils ne donnèrent aucune suite, et qui furent bien moins malheureuses pour les républicains qu'aux Pyrénées orientales, où, à la fin de cette campagne, les Espagnols étoient maîtres de tous les points importans. Vers les Pyrénées occidentales, au contraire,

on les avoit repoussés au-delà de la Bidassoa, et sur toute la ligne de défense, ils avoient été obligés de se retirer sur leur territoire; mais il ne se passa de part ni d'autre aucune action mémorable. Le principal avantage de la France fut d'aguerrir ses nouveaux soldats et de former les officiers.

FIN DU SECOND VOLUME.

00030959

Digitized with financial assistance from
Dr. S.R.Babu
on 19 February, 2019